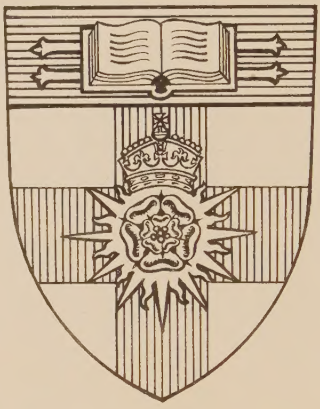
PK LC3 -
Revue



UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY

SHL
WITHDRAWN

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME
GUERRE MONDIALE

SIXIÈME ANNÉE

N° 21

JANVIER 1956

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1956

TOUS DROITS RÉSERVÉS

LA MARCHE VERS LA GUERRE : 1939

La question des origines de la guerre de 1914 et de celle de 1939 ont donné lieu, les unes et les autres, à la publication d'une quantité sans précédent de documents diplomatiques ; mais il existe des différences fondamentales entre les réactions des historiens à ces deux crises. La première a fait naître un débat sur les responsabilités de la guerre, débat dont nous sommes encore loin d'avoir entendu le fin mot. La seconde de ces crises n'a pas suscité de pareilles controverses ; à cette heure, dix ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, on n'a encore vu se produire, même en Allemagne, aucun champion sérieux de la politique allemande.

Mais un débat d'un tout autre caractère s'est institué entre les Puissances qui se trouvèrent, à un moment ou à un autre, en guerre avec l'Allemagne nazie. C'est là une discussion promise aux plus belles destinées : il s'agit de déterminer la part de responsabilité de chacune dans la politique qui permit à Hitler d'accroître suffisamment ses forces pour entrer en guerre. Au sein des Puissances européennes, le principal point litigieux, en ce qui concerne l'ultime période de préparation à la guerre, divise l'Union soviétique et les Puissances occidentales sur l'échec des négociations d'alliance qui eurent lieu pendant l'été 1939. Mais on peut aussi se demander si ces Puissances firent preuve de sagesse dans leurs relations avec la Pologne, la Turquie, l'Italie et la Roumanie, et s'il se pourrait qu'un autre ton ou une autre politique pratiqués à l'égard de l'Allemagne eussent préservé la paix. Les trois derniers volumes de la troisième série de documents du *Foreign Office* (1) ne répondent pas à toutes ces questions, mais ils donnent une idée complète et détaillée des négociations qui s'y rapportent. Le court recueil de documents publié par le gouvernement britannique lorsque la guerre éclata (2) contient soixante-dix-sept lettres et télégrammes qui portent en majorité sur les affaires de Pologne en août 1939 et la correspondance échangée en dernier lieu entre le gouvernement britannique et Hitler. Les trois volumes publiés à ce jour traitent des cinq mois compris entre le 5 avril et le

(1) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, publiés par E. L. Woodward et Rohan Butler, 3e série, t. V, VI et VII, 818, 789 et 633 p., London, Her Majesty's Stationery Office, 1952, 1954, 1955.

(2) *Documents concerning German Polish Relations and the outbreak of hostilities between Great Britain and Germany on Septembre 3 1939* (Miscellaneous no. 9 (1939), Cmd 6106), His Majesty's Stationery Office, 1939.

4 septembre 1939 ; ils comportent 2.172 documents qui, joints aux documents français se rapportant à la même période (1) (288 allant du 27 mars au 3 septembre et se rattachant surtout au problème polonais), constituent une masse de matériaux anglo-français comparable à la documentation allemande sur les procès de Nuremberg et aux recueils qui sont actuellement publiés de concert par les gouvernements britannique, français et américain. L'histoire détaillée des négociations anglo-franco-soviétiques est, sans nul doute, la révélation sensationnelle de la nouvelle publication britannique (2).

* * *

Au cours des premières semaines qui suivirent la proclamation de la garantie anglo-française accordée à la Pologne (elle fut annoncée par le Premier Ministre, M. Chamberlain, le 31 mars 1939), il y eut une pause pendant laquelle les Puissances intéressées purent s'adapter à ce nouvel état de choses. Étant donné que la Pologne se refusait à agir de concert avec la Russie, le gouvernement britannique avait renoncé à l'idée d'une déclaration quadripartite. Les inconvénients tactiques d'un engagement si définitif et pris avec une telle légèreté se firent bientôt sentir (3). Le ministre des Affaires étrangères de Pologne, M. Beck, se rendit à Londres du 4 au 6 avril et s'exprima poliment, mais non sans quelque froideur, sur les projets britanniques destinés à étayer le système de garantie. Comme on lui demandait si le gouvernement polonais pensait que les bruits d'une attaque allemande qui avaient couru la semaine précédente avaient quelques fondements, il répondit que son gouvernement « n'avait relevé aucun indice de mouvement militaire dangereux accompli par l'Allemagne », mais qu'il avait amplifié ses propres préparatifs ; car il ne souhaitait pas se voir l'objet de menaces de la part de l'Allemagne. Vu la grave tension des rapports entre Moscou et Berlin, M. Beck pensait qu'il serait dangereux de faire entrer la Russie dans une discussion quelconque. La Pologne ne pouvait accepter de mettre sa politique dans la dépendance ni de l'Allemagne ni de la Russie. Lord Halifax demanda par la suite s'il était fondé à penser que le gouvernement polonais aimerait voir le gouvernement britannique faire en

(1) *Documents diplomatiques 1938-1939 : Pièces relatives aux événements et aux négociations qui ont précédé l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne, d'une part, la Pologne, la Grande-Bretagne et la France, d'autre part*, Paris, Imprimerie nationale, 1939.

(2) On peut trouver un résumé utile de ce que l'on savait à propos de ces négociations avant la parution des documents en question dans l'essai de Sir Lewis Namier, « Les négociations anglo-franco-russes de 1939 » (*Europe in Decay*, London, Macmillan, 1950, p. 238 à 258). Cet essai utilise les mémoires publiés par Noël, Bonnet, Lukasiewicz, Gafenco, etc...

(3) Les leaders de l'opposition travailliste à la Chambre des Communes n'accordèrent leur soutien à la politique de garantie qu'après avoir été assurés par M. Maisky, ambassadeur des Soviets à Londres, que cette politique serait vue avec faveur par son gouvernement (W. N. Medlicott, *British Foreign Policy since Versailles*, London, Methuen, 1942, p. 264).

sorte de conserver des relations assez bonnes avec la Russie soviétique ; et Beck répondit qu'il comprenait fort bien que les Anglais eussent le désir de rester en bons termes avec la Russie soviétique, mais que « tout pacte d'assistance mutuelle entre la Pologne et la Russie soviétique déclencherait à Berlin une réaction hostile immédiate et ne pourrait probablement que hâter l'éclatement du conflit ». Les relations polono-allemandes avaient été dotées d'assises normales et satisfaisantes par le pacte germano-polonais de 1934 ; si le gouvernement polonais s'engageait de façon analogue à l'égard de ses voisins orientaux, les choses en arriveraient au point de rupture (1).

Ainsi, dès le départ, les gouvernements britannique et français se trouvèrent en présence de ce problème ardu : acquérir la participation soviétique à des conventions que la Pologne (et plus tard les États baltes) refusait de faire siennes, et c'est là ce qui (avec le problème voisin de la définition de « l'agression indirecte ») fournit au gouvernement soviétique ses raisons ostensibles pour rejeter, au mois d'août suivant, les propositions d'alliance avec la Grande-Bretagne et la France. Le 4 avril, Beck tomba d'accord que, vu les engagements pris par la Grande-Bretagne envers la Pologne, celle-ci devait donner des assurances réciproques à la Grande-Bretagne ; « c'était là le seul point de vue qu'un pays soucieux de son honneur pût accepter ». Mais cette proposition même fut présentée par Beck plutôt comme une offre bénévole que comme une conséquence directe de la garantie britannique. Il ne se souciait nullement de participer à la garantie accordée à la Roumanie et le *Résumé des conclusions* du 6 avril déclare explicitement que, si le gouvernement britannique venait à assurer d'autres obligations en Europe orientale, « celles-ci ne pourraient en aucune façon accroître les obligations assumées par la Pologne (2) ».

A ce moment, le gouvernement britannique regardait encore le système de garantie comme un moyen de maintenir la paix plutôt que comme le moyen d'une alliance militaire préparatoire à une guerre inévitable. C'était un avertissement adressé à Hitler ; l'occupation de Prague en avait fait une nécessité : une politique d'apaisement facilitée par une position forte, mais qui ne laissait pas d'éviter toute provocation susceptible de faire éclater la fureur d'Hitler. On était d'avis qu'un pacte avec la Russie pourrait avoir l'effet souhaité. Toutefois, on croyait aussi que le réarmement anglo-français avait atteint un niveau qui permettait de se risquer à faire la guerre. Pour la défense et la garantie à la Pologne, il serait possible de dire qu'un geste non équivoque de cette nature était psychologiquement nécessaire afin de persuader Berlin (et Moscou) qu'on avait bien renoncé à la politique de Munich. Au cas où Hitler se montrerait encore intransigeant, alors on pourrait se livrer, avec l'alliance soviétique, aux derniers préparatifs de la guerre.

(1) V, nos 1-2 et 10.
(2) V, p. 49.

Ces vues s'appuyaient sur un certain nombre de postulats : que Hitler n'avait pas pris de décision, que l'antagonisme soviéto-germanique était définitif, que la valeur militaire des Soviets était limitée. C'est parce que les gouvernements britannique et français se trompaient sur ces trois points à la fois que leurs efforts pour maintenir la paix échouèrent au cours de l'été 1939 ; mais on ne doit pas tenir pour certain que, mieux informés ou plus heureux dans leurs prévisions, ils eussent abouti à un autre résultat. Il est cependant indéniable que leurs manœuvres manquèrent de brio, et qu'ils se virent contraints de laisser l'initiative des opérations à l'Allemagne et à la Russie.

La semaine suivante, l'ambassadeur des Soviets, M. Maisky, et l'ambassadeur d'Angleterre à Moscou, Sir William Seeds, firent bien voir à Lord Halifax tout ce que la situation avait d'embarrassant. Maisky soumit Halifax à un véritable interrogatoire « avec une persistance d'inquisiteur » et le mit en garde contre les revirements possibles de la politique polonaise. Le 13 avril, Seeds fit observer que « le gouvernement soviétique était très nettement tenté d'assister au conflit en spectateur ». Le même jour était proclamé l'octroi de la garantie anglo-française à la Roumanie et à la Grèce, et Maisky dit à Halifax que le gouvernement soviétique offrait de s'associer à la garantie donnée à la Roumanie. Le 14, Seeds reçut l'ordre de demander au gouvernement soviétique de déclarer « que, dans l'éventualité de tout acte d'agression contre un voisin quelconque de l'Union soviétique, agression à laquelle le pays en question résisterait, on pourrait compter sur l'aide du gouvernement soviétique si on l'estimait nécessaire, et que cette aide serait octroyée de la manière que l'on jugerait être la plus souhaitable (1) ». Lorsque, le 15 avril, Litvinov fit remarquer qu'une déclaration unilatérale lierait le gouvernement soviétique sans engager autrui, il exposait le thème de la sempiternelle argumentation soviétique selon laquelle on demandait à la Russie de faire plus que les Puissances occidentales. Seeds répliqua que le gouvernement britannique se trouvait déjà engagé à fond. Cependant, le gouvernement français avait mieux vu sous quelle forme devait se présenter le pacte que le gouvernement soviétique allait sans doute exiger en proposant des engagements bilatéraux en vue de l'assistance mutuelle contre un agresseur. Le projet de pacte tripartite étendu que Litvinov fit connaître le 18 avril fut présenté comme un combiné des propositions anglaises et françaises. Ce projet prévoyait : une aide en toutes matières, y compris dans l'ordre militaire, assurée par les trois Puissances dans le cas d'une agression contre l'une quelconque d'entre elles ; l'aide aux États de l'Europe orientale limitrophes de l'U. R. S. S. et situés entre la Baltique et la mer Noire dans le cas d'une agression contre ces États ; l'ouverture de conversations immédiates pour s'entendre sur l'étendue et la forme de l'aide militaire ; la conclusion simultanée d'accords politiques et militaires ; la conclusion de la paix seule-

(1) V, nº 170.

ment avec l'accord de tous ; une déclaration de la Grande-Bretagne disant que la garantie octroyée à la Pologne n'était valable que dans le cas d'une agression de la part de l'Allemagne, et enfin l'opportunité d'associer la Turquie au pacte (1).

Ces propositions russes explicites étaient très nettement toutes à l'avantage de la Russie (par exemple, elles ne comportaient pas de dispositions visant l'éventualité d'une attaque allemande contre la Hollande, la Belgique ou la Suisse) ; mais elles auraient engagé la Russie dans la guerre dans tous les cas où celle-ci eût résulté de la garantie donnée à la Pologne et à la Roumanie. Cependant, elles ne reçurent pas de réponse avant le 8 mai. Ce retard n'est pas bien expliqué par les documents britanniques. Le gouvernement britannique et le gouvernement français tombèrent d'accord pour estimer que la conclusion d'un traité de ce genre prendrait trop de temps ; mais eux-mêmes ne s'y prirent pas dans leurs négociations de manière à faire voir qu'ils comprenaient toute l'urgence de la situation. Lord Halifax se montrait à la fois plus calme et moins précis que M. Bonnet ; mais ni l'un ni l'autre ne désirait encore dire sans ambages que la Russie serait soutenue dans le cas d'une attaque directe. Ils croyaient qu'il importait d'abord d'assurer la protection des États le plus directement menacés ; ce résultat immédiat, une fois obtenu, pourrait servir de base à un accord plus large (2). Halifax résuma la situation, le 28 avril, dans un télégramme adressé à Sir Howard Kennard, qui se trouvait à Varsovie (3) ; ce message disait que le gouvernement britannique s'employait à concilier les points de vue suivants :

« a) ne pas laisser échapper la possibilité de bénéficier de l'aide des Soviets en cas de guerre.

« b) ne pas mettre en danger le front commun en froissant les susceptibilités de la Pologne et de la Roumanie.

« c) ne pas s'aliéner la sympathie du monde entier en portant de l'eau au moulin de la propagande allemande antikomintern.

« d) ne pas mettre en danger la cause de la paix en provoquant une action violente de la part de l'Allemagne. »

Il est vrai que les deux gouvernements étaient préoccupés de leurs négociations avec la Roumanie et la Turquie et pesaient les conséquences de l'occupation de l'Albanie par les Italiens. En un effort louable, mais inefficace, pour prévenir le discours qui fut prononcé par Hitler le 28 avril, le gouvernement britannique annonça, le 26, la promulgation du service militaire obligatoire. Mais la position de la Russie était trop importante pour qu'on l'eût tout simplement négligée, et les démarches britanniques ne peuvent que traduire le fait qu'on n'avait pas encore renoncé à l'espoir de voir la politique de Hitler prendre un tour pacifique. C'est la seule explication que l'on puisse donner au peu de hâte

(1) V, nº 201.
(2) V, nº 277.
(3) V, nº 304.

avec laquelle se déroulèrent les négociations anglo-françaises. Un projet de réponse britannique à Litvinov fut envoyé au gouvernement français le 21 avril, une réponse française y fut donnée le 24 avril, elle insinuait que cette déclaration était par trop négative ; un examen critique de cette réponse fut à son tour effectué le 28 avril par le *Foreign Office*. Le 3 mai, le gouvernement français insista derechef sur la nécessité de propositions plus précises ; il disait que la Russie désirait une garantie directe de la France et de la Grande-Bretagne contre une agression allemande, contre les conséquences d'un écroulement militaire soudain de la Pologne ou dans l'éventualité d'une attaque contre les Pays baltes. Le même jour, M. Bonnet reçut l'ambassadeur des Soviets, M. Souritch, qui témoigna de suspicion quant aux intentions britanniques et françaises, et, dans la chaleur de la discussion, Bonnet lui montra les propositions qu'il avait faites au gouvernement britannique le 24 avril. Ces dernières contenaient une clause d'après laquelle « si l'U. R. S. S. se trouvait en état de guerre avec l'Allemagne pour avoir agi de manière à prévenir tout changement apporté par la force au *statu quo* en Europe centrale et orientale, la France et la Grande-Bretagne lui prêteraient immédiatement aide et assistance ».

La réponse britannique que l'on fit tenir à M. Molotov le 8 mai doit avoir provoqué chez les Russes un étonnement sincère par son peu de rapport avec l'objet auquel elle se rapportait. Elle se bornait à proposer de nouveau que le gouvernement soviétique fît de sa propre initiative une déclaration publique ; il y ajouterait une note dans laquelle il affirmerait que l'aide du gouvernement soviétique serait à la disposition des pays bénéficiant de la garantie « s'ils la désiraient » et « dans le cas où la Grande-Bretagne et la France seraient engagées dans un conflit pour s'acquitter de leurs obligations envers le Pologne et la Roumanie ». Cette addition était faite pour répondre à une objection possible de Litvinov s'il craignait qu'il ne se présentât des circonstances où la Russie eût à faire la guerre toute seule.

Le 8, Seeds passa un fort mauvais moment en compagnie de Molotov. Celui-ci parla d'abord du départ de Litvinov (le 3 mai) et dit que la politique extérieure des Soviets n'avait pas subi de changement de ce fait. Puis il se mit à « passer au crible » la réponse anglaise. Avait-on l'intention d'entamer immédiatement des conversations d'ordre militaire? Les répugnances de la Pologne à se voir l'alliée de la Russie se manifestaient-elles aussi à propos de la première proposition soviétique du 18 avril? Le gouvernement britannique avait-il octroyé sa garantie à la Hollande, la Belgique et la Suisse? Pourquoi la Grande-Bretagne et la France avaient-elles répondu de façon différente aux mêmes propositions soviétiques? Chacun de ces gouvernements avait-il approuvé la réponse de l'autre? A toutes ces questions, Seeds ne fut pas en mesure de répondre avec précision. L'indiscrétion commise par Bonnet le 3 mai l'avait, certes, mis dans un mauvais pas, et personne ne lui avait dit s'il fallait y voir « une erreur grossière et voulue de tactique... ou sim-

plement... le fol amateurisme d'un politicien ». Maisky a affirmé par la suite que, dans la réponse soviétique du 14 mai (1), le nombre des exigences soviétiques se trouvait réduit de huit à trois. Cette réponse posait en fait l'existence de « au moins trois conditions indispensables », à savoir : 1) un pacte effectif d'assistance mutuelle entre l'Angleterre, la France et l'U. R. S. S. ; 2) l'octroi de la garantie des Puissances aux trois États de l'Europe centrale et orientale, ainsi qu'à la Lettonie, à l'Esthonie et à la Finlande ; 3) un accord concret des trois Puissances quant aux formes et à l'importance de l'assistance mutuelle.

Jusqu'à ce point, le déroulement des négociations est bien symptomatique du chaos qui naît obligatoirement d'une diplomatie orientée vers la prévention plutôt que vers la préparation de la guerre. Il est sans doute plus facile de se conformer au principe « si tu veux la paix, prépare la guerre » en matière militaire qu'en matière diplomatique. Le 10 mai, Halifax, en route pour Genève, dit à Daladier que le gouvernement britannique voyait encore de graves difficultés à accepter l'idée d'un pacte tripartite non amendé qui pourrait pousser Hitler à un geste violent et diviser l'opinion britannique. Daladier lui répondit tout net qu'il ne saurait comprendre des objections de cet ordre : sans la collaboration de la Russie, l'aide à la Pologne ne pouvait être effective. Les hésitations britanniques se résumèrent le lendemain en une note remarquable du *Foreign Office*, en quarante et un paragraphes, dont onze paragraphes énuméraient tous les inconvénients du pacte anglo-soviétique envisagé et neuf ses avantages. Au nombre des inconvénients, on relève « qu'il n'est pas vraisemblable que l'effort militaire terrestre de la Russie puisse être très décisif (2) ». La documentation dont nous avons parlé (3) ne donne pas d'autre indication quant aux discussions ministérielles qui eurent lieu à Londres en cet instant critique ; mais il est clair que la pression française et les critiques venues du Parlement britannique portèrent leurs fruits ; car, le 25 mai, le gouvernement britannique télégraphia enfin à Moscou un projet d'accord en sept articles qui comportait ce qui semblait être le point fondamental aux yeux des Russes, c'est-à-dire la promesse d'une réciprocité complète et immédiate et d'une assistance effective. Mais, le 27 mai, la réaction de Molotov fut rien moins que favorable ; il se servit du fait que le projet parlait, d'une façon générale, d'une action à mener en conformité avec les principes de la *Société des Nations* pour démontrer que « la Grande-Bretagne et la France désiraient continuer les conversations *ad infinitum*, mais ne voulaient pas vraiment obtenir des résultats tangibles ». Londres, cependant, assura avec la dernière énergie que, dans son intention, le texte parlait de se conformer aux « principes » et non à la « procédure »

(1) V, nº 520.
(2) V, nº 589.
(3) Beck avait dit le 4 avril à Chamberlain que le gouvernement polonais ne considérait pas comme excellentes les forces militaires des Soviets et leur système de communications, mais il était également d'avis que « l'Allemagne se déciderait difficilement à ouvrir les hostilités contre la Pologne » (V, p. 2 et 12).

de la S. D. N. La réponse soviétique officielle du 2 juin acceptait le projet britannique dans son ensemble, certains points étant ajoutés ou retranchés. Sept articles suivaient une allusion préliminaire aux principes d'assistance mutuelle de la S. D. N. :

1° Les trois Puissances se prêteraient réciproquement aide et assistance immédiate dans le cas a) d'une agression par une Puissance européenne contre l'une quelconque d'entre elles, b) d'une agression contre la Belgique, la Grèce, la Turquie, la Lettonie, l'Esthonie et la Finlande, c) d'aide portée par une des trois Puissances à un autre État européen qui aurait demandé cette aide afin de résister à une violation de sa neutralité ;

2° Accord sur les méthodes, les formes et l'importance de l'assistance ;

3° En cas de nécessité, consultation immédiate en dehors de la procédure normale de la S. D. N. ;

4° Échange des textes de tous les engagements présents ou futurs qui pourraient être en rapport avec le § 1 ;

5° En cas de guerre, l'armistice et la paix ne seraient conclus que d'un commun accord ;

6° Les accords ci-dessus entreraient en vigueur simultanément avec les accords conclus en vertu du § 2 ;

7° Le pacte serait conclu pour cinq ans.

Le gouvernement soviétique avait totalement éliminé le § 5 du projet britannique, qui portait que « l'aide et l'assistance octroyées dans le cas ci-dessus est sans préjudice des droits et positions des autres Puissances ». Il considérait que cette disposition n'était « pas nécessaire (1) ».

* * *

La communication du projet soviétique de traité, qui eut lieu le 2 juin, marque la fin du premier acte des négociations anglo-franco-soviétiques en vue d'une alliance. Le gouvernement britannique, également partagé entre la méfiance qu'il avait de la Russie et celle que lui inspirait l'Allemagne, doutant de la force militaire de la Russie et surestimant, sans doute, le rôle joué en Allemagne par des forces émotionnelles irraisonnées, ne désirait cependant pas tromper les Russes. Il avait la conviction que ses premières propositions, qui risquaient relativement peu de susciter la colère des Allemands, apporteraient aux Russes l'essentiel de la réciprocité ; car, lorsqu'il s'agissait d'une attaque contre la Russie soviétique, elle ne pouvait se produire que du fait de l'invasion par l'Allemagne de la Pologne et de la Roumanie, ce qui eût automatiquement fait entrer la Grande-Bretagne et la France dans la guerre. Le 22 mai, au cours d'une conversation avec Halifax, Maisky reconnut que, « d'un point de vue logique et juridique, on pouvait dire qu'il en était ainsi ».

Comme le système de garantie n'avait eu jusque-là pour tout effet que de freiner le mouvement de l'Allemagne en lui faisant ajourner son

(1) V, n° 697.

action contre la Pologne, ne pas perdre le contact avec la Russie était d'une importance capitale. Sir Nevile Henderson, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, soutenait toujours qu'à l'égard de l'Allemagne, la fermeté des vues devait s'allier à un langage conciliant. A la veille du discours prononcé par Hitler le 28 avril, Henderson télégraphia qu'il serait plus sage de la part du gouvernement et de la presse britanniques d'en faire ressortir les passages favorables plutôt que d'en critiquer les points défavorables. Il est certain que le secrétaire d'État, le baron Weizsäcker, craignait sincèrement que l'attitude antigermanique et les bravades de Polonais n'amenassent des incidents fâcheux (1). Henderson ne se faisait pas d'illusions sur Ribbentrop (« il est insensible aux arguments de la raison ») ; mais il croyait encore que l'Allemagne pourrait « consentir à négocier » que l'entêtement des Polonais constituait un dangereux obstacle à une solution raisonnable du différend germano-polonais. « Une fois de plus, la thèse allemande est loin d'être, sur ce point, injustifiable ou immorale... J'ai toujours estimé que l'Allemagne ne saurait revenir à son état normal, ce qu'elle pourrait encore bien faire sous la pression de l'opinion publique, tant que ses aspirations légitimes (aux yeux des Allemands) n'auront pas été satisfaites (2). » Le fait que Beck n'ait pas communiqué, en mars, au gouvernement britannique le détail des propositions germaniques relatives au couloir de Dantzig ne fit qu'accroître le malaise de Henderson et suscita une certaine indignation chez les Allemands. Le 3 mai, Halifax se vit contraint de déplorer le manque de franchise de Beck et d'avertir courtoisement les Polonais que l'existence de la garantie britannique ne devait pas amener leur gouvernement à « abandonner tout espoir de négociation à moins qu'il n'ait acquis la conviction qu'il n'y avait plus là aucune chance de parer aux dangers qui menaçaient l'indépendance polonaise (3) ». Le discours de Hitler fut suivi en Allemagne d'une campagne de presse extrêmement violente. On accusait la Pologne de faire une crise de mégalomanie causée dans une large mesure par le « chèque en blanc » donné par Chamberlain et Daladier. Des porte-parole allemands et italiens, sachant avec certitude ou tenant pour assuré que le Premier Ministre anglais était particulièrement sensible à l'argument du maintien de la paix, se répandaient en discours sur l'appréhension que faisait naître en Allemagne la politique d'encerclement pratiquée par la Grande-Bretagne. Ciano eut même l'impudence de rattacher à ce motif l'occupation de l'Albanie. L'annonce faite simultanément, le 12 mai, à Ankara et à Londres, d'accords provisionnels anglo-turcs fit visiblement concevoir des craintes à Mussolini. Il demanda, le 28 mai, au nouvel ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, Sir Percy Loraine, si les accords anglo-italiens de 1938 présentaient encore quelque valeur. Dans le courant de l'été, l'ambassadeur britannique, qui con-

(1) V, n° 289.
(2) V, n° 364.
(3) V, n° 346.

naissait bien son métier, vit de plus en plus clairement que la politique anglo-française, sans préjuger de son effet sur Hitler, avait de fortes chances de préserver la paix avec l'Italie.

Ainsi, tout était donc en place pour le second acte des négociations avec la Russie, négociations dont, nous le savons bien maintenant, la paix se trouvait dépendre. On avait déjà compris à ce moment qu'il en était probablement ainsi, et on se rendait compte qu'on allait peut-être vers un accord soviéto-allemand, bien que l'ambassadeur d'Angleterre estimât que l'U. R. S. S. n'avait pas vraiment besoin de se compromettre de l'un ou l'autre côté. « Je pense maintenant que l'Union soviétique est suffisamment mise à couvert par notre prise de position en ce qui concerne la Pologne, la Roumanie et la Turquie pour ne pas se trouver tentée d'exécuter une « volte-face » aussi extraordinaire si les négociations en cours n'aboutissaient pas (1). » Cependant, il fallait que les négociations continuassent et on estimait, vu que les Russes étaient bien connus pour tenir la dragée haute à leurs interlocuteurs, qu' « il fallait leur tenir le même langage qui est le seul qu'ils comprennent vraiment ». Cette attitude ne mettrait pas d'obstacle à la conclusion d'accords si le gouvernement soviétique avait réellement l'intention de les signer et ne changerait rien à rien s'il ne l'avait pas.

On passa tout le mois de juin à des échanges de vues sur les États baltes. Le 6 juin, Sir William Seeds fut rappelé à Londres pour prendre part à des conversations ; mais, à ce moment, atteint de la grippe, il dut s'aliter et, le 7, on décida d'envoyer à Moscou M. Strang, haut fonctionnaire du *Foreign Office*, porteur d'informations complètes sur les vues les plus récentes du gouvernement britannique. Malheureusement, la presse s'obstina à le traiter d'émissaire envoyé pour conduire les négociations. M. Daladier tenait que le gouvernement soviétique se sentait en quelque sorte offensé par ce choix, et il demanda si quelque personnage plus important ne pourrait pas se rendre de Londres à Moscou avec M. Strang. Le 8, Lord Halifax dit à M. Maisky qu'il avait bien pensé aller lui-même à Moscou, mais qu'il ne pouvait songer à s'absenter et que, de plus, il estimait que ce genre d'affaires se traitait mieux par l'intermédiaire d'ambassadeurs. C'est là toute l'histoire des origines de la mission Strang. M. Strang fut envoyé en qualité d'expert du *Foreign Office* pour seconder l'ambassadeur, et on peut noter que, le 8, M. Maisky « semblait penser que c'était là une proposition fort raisonnable et parla en termes chaleureux des capacités de M. Strang (2) ». Cependant, le 12, il dit à Halifax que, lorsque la situation viendrait à se détendre quelque peu, il serait bon que ce ministre se rendît à Moscou en personne (3).

Le gouvernement britannique, appuyé, certes, mais sans enthousiasme, par les Français, crut de son devoir de présenter certaines objections au texte soviétique du 2 juin : à l'énumération nominative des

(1) V, n° 681.
(2) VI, n°s 2, 3 et 5.
(3) VI, n° 38.

États dans l'article 1, qui avait été faite sans l'assentiment de ceux-ci ; aux dispositions de l'article 6, qui « tendaient à provoquer des atermoiements regrettables » ; au fait que la conclusion des accords dépendît de l'issue de conversations d'ordre militaire et à la disposition de l'article 5 qui interdisait tout armistice ou paix séparé. Lord Halifax reconnaissait que cette dernière disposition deviendrait souhaitable « si nous nous trouvions en état de guerre et étions tous d'accord sur les buts que nous nous proposerions ». Une argumentation fort subtile en faveur de ces vues et une autre rédaction possible de l'article 1 étaient exposées dans le mémorandum que Strang emporta à Moscou. Le gouvernement français laissait la conduite des négociations à Seeds et donna à M. Naggiar ordre de le soutenir. Le 15 juin, Molotov reçut les ambassadeurs de France et d'Angleterre accompagnés de M. Strang ; M. Potemkine faisait office d'interprète. Après une longue entrevue, au cours de laquelle on agita surtout le problème des trois États baltes, ils se rencontrèrent a nouveau le 16, et Molotov leur donna alors une note qui déclarait que les Anglais et les Français avaient refusé de se porter immédiatement au secours de l'U. R. S. S. dans l'éventualité d'une agression contre l'Esthonie, la Lettonie et la Finlande, tout en demandant à la Russie de se porter immédiatement au secours de la Pologne, de la Roumanie, de la Belgique, de la Grèce et de la Turquie. Cette « situation inégale était humiliante pour l'Union soviétique », et par conséquent la manière anglo-française d'envisager le paragraphe b de l'article 1 était rejetée par le gouvernement soviétique. C'était là, certes, une attitude exaspérante. « L'arithmétique de Molotov » passait sous silence les avantages que la Russie retirait de l'octroi à la Pologne et à la Roumanie de la garantie anglo-française. Les instructions de Seeds portaient que, dans le cas où un ou plusieurs des États ne désireraient pas bénéficier de la garantie, « les trois Puissances se consulteraient pour savoir si l'une d'entre elles considérait que sa sécurité serait mise en péril par une menace dirigée contre l'indépendance ou la neutralité de toute autre Puissance européenne ». Les États en question comprenaient, évidemment, entre autres, la Lettonie, l'Esthonie, la Finlande, la Hollande et la Suisse. Ces deux dernières n'étaient pas comprises dans l'énumération faite par les Soviets le 2 juin ; mais toute attaque dirigée contre elles aurait également menacé la sécurité de la Grande-Bretagne et de la France (1). C'est bien pourquoi l'arithmétique de Molotov et le rejet pur et simple de l'argumentation anglo-française apparaissent comme les effets d'une manœuvre préméditée par laquelle les Soviets tentaient d'exploiter au maximum l'avantage que leur conférait une position privilégiée favorable à tous les marchandages. Il reste cependant possible que les négociateurs soviétiques, qui voient toujours des pièges partout, se soient réellement perdus dans les subtilités de l'argumentation qui

(1) Toutefois, ils montraient autant de répugnance que les trois États baltes à bénéficier de la garantie des Grandes Puissances (VI, nº 215).

leur était soumise. Les remarques faites à ce moment par M. Strang sur Molotov ne manquent pas d'intérêt (1) :

« Il ne parle pas de langues étrangères, il ne connaît par expérience personnelle que très peu de ce qui se passe dans le reste du monde, et la science des affaires étrangères comme la technique des négociations diplomatiques ne lui sont pas familières. Potemkine possède naturellement tous ces sujets à fond, mais il ne se mêle pour ainsi dire pas à la conversation si ce n'est pour faire office d'interprète... Dans presque tous les autres pays, on aurait, à côté des rencontres officielles entre chefs de délégation, des prises de contact officieuses entre leurs experts respectifs qui prépareraient les voies pour l'élimination des malentendus et l'élaboration de compromis. Il n'est pas question ici de prises de contact officieuses de ce genre. Le Kremlin a pris en charge les affaires étrangères... La technique de Molotov consiste à répéter obstinément et de façon toute mécanique l'exposé de son point de vue personnel et à poser à ses interlocuteurs d'innombrables questions. »

Le 23 juin, Halifax demande à Maisky si le gouvernement soviétique avait le moins du monde l'intention de voir un traité se faire ; à quoi Maisky répondit qu'il ne souhaitait rien d'autre. Le 1er juillet, de nouvelles propositions anglo-françaises furent soumises à Molotov ; le point capital en était l'idée de réunir les paragraphes *b* et *c* de l'article 1er du projet soviétique du 2 juin de manière à prévoir une action commune dans l'éventualité d'une agression « contre un autre État européen dont le pays contractant en question se sentirait obligé de défendre l'indépendance ou la neutralité s'il se trouvait ainsi attaqué ». Cet arrangement verbal semblait apporter une solution satisfaisante aux problèmes posés, par la réciprocité et par l'état d'esprit circonspect des pays garants. Le nombre des États garantis était de cinq, auxquels s'ajoutaient l'Esthonie, la Finlande, la Lettonie, les Pays-Bas et la Suisse. Les deux Puissances préféraient que ces derniers pays ne fussent pas mentionnés dans le traité, mais dans une liste à part.

* * *

A ce point, les négociations de Moscou entrent dans une troisième et dernière phase au cours de laquelle il est tout à fait certain que les Soviets pratiquèrent l'obstruction systématique. Les événements d'avril, mai et juin montraient bien que les gouvernements français et britannique s'étaient trop engagés à soutenir la Pologne pour avoir la faculté de l'abandonner à son sort, et l'hostilité nourrie par l'Allemagne contre la Pologne ne s'en était pas trouvée diminuée. Les prévisions que l'on pouvait faire dans le domaine militaire n'étaient pas réjouissantes. L'U. R. S. S. risquait de supporter presque tout le poids d'une guerre générale déclanchée à propos de la Pologne. Au pire, la neutralité lui donnerait un peu de temps pour respirer et améliorer son armement en

(1) VI, nº 122.

vue d'un conflit ultérieur avec l'Allemagne. Mais il était probable que, dans tous les cas, l'Allemagne se trouverait soit en état de guerre, soit en état de conflit armé avec les Puissances occidentales. Nous savons aussi aujourd'hui que, depuis le mois d'avril, il y avait eu, de part et d'autre, des tentatives de rapprochement entre l'Allemagne et la Russie. La propagande dirigée contre la Russie dans la presse allemande avait baissé de ton. La Russie voyait donc s'ouvrir devant elle, non seulement la perspective de la neutralité, mais encore celle de profitables accords politiques et économiques à conclure avec le Reich. Les Anglais semblaient patients et obstinés, mais ni assez dénués de scrupules ni assez gens de ressources pour faire figure d'alliés séduisants. Le blocus japonais de la concession britannique de Tien-Tsin, qui débuta le 14 juin, ne fit probablement que renforcer cette impression. Il faut aussi se rappeler que les propositions anglo-françaises ne donnaient à la Russie aucun espoir d'avantages territoriaux à réaliser aux dépens de ses voisins, et même les réserves faites par les Anglais sur certains points des propositions soviétiques étaient dues à ce qu'ils les soupçonnaient fortement de dissimuler des ambitions de cet ordre.

Pour ces raisons et d'autres encore du même genre, les accords proposés devenaient chaque jour moins séduisants aux yeux des dirigeants soviétiques. Il fallait toutefois continuer les négociations avec l'Angleterre et la France jusqu'à ce que les Allemands vinssent à résipiscence, à la fois pour stimuler leurs craintes et pour conserver la possibilité d'une solution de rechange si les choses en venaient au pire.

Le 1er juillet, Molotov acceptait de voir la liste additionnelle des États placés dans un appendice confidentiel au traité ; mais il maintenait le point de vue que l'inclusion des Pays-Bas, de la Suisse et du Luxembourg étendait la portée du traité et qu'il faudrait que l'U. R. S. S. reçût quelque avantage en contre-partie. Il émit l'idée que, si la Pologne et la Turquie concluaient des accords d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique, ceux-ci viendraient contre-balancer l'effort d'assistance qu'on lui demandait de fournir en faveur des Pays-Bas et de la Suisse. Seeds répliqua, naturellement, en faisant remarquer que l'Angleterre et la France avaient accepté des obligations à l'égard de tous les États limitrophes de l'Union soviétique situés à l'ouest de ce pays, et qu'il était essentiel pour la réciprocité que l'Union soviétique assumât des obligations correspondantes à l'égard de l'Angleterre et de la France.

Molotov souleva aussi, et pour la première fois, une seconde question. Le projet anglo-français prévoyait le cas d'une agression « directe », mais pas celui d'une agression « indirecte ». Molotov désirait prendre des assurances contre des événements tels que la capitulation du président Hacha, en mars. Il proposa que, dans le protocole confidentiel, l'agression « indirecte » fût définie comme « un coup d'État intérieur ou un renversement de la politique dans l'intérêt de l'agresseur ». Les textes russes revus et corrigés furent communiqués aux ambassadeurs le 3. Les deux autres gouvernements firent tout ce qui fut en leur pouvoir.

Le 6 juillet, Seeds reçut l'autorisation de consentir à ce que la Hollande, la Suisse, le Luxembourg fussent passés sous silence ; mais on lui ordonna de résister sur la question de « l'agression indirecte », dont il ne pouvait être fait état sous la forme proposée par l'Union soviétique. C'eût été là confirmer les plus noirs soupçons des États baltes, qui s'opposaient au traité envisagé, surtout parce qu'ils craignaient de voir la Russie intervenir dans leurs affaires intérieures. Halifax suggéra : « actes acceptés par l'État en question sous la menace de la force de la part d'une autre Puissance et qui sous-entendait l'abandon par cet État de son indépendance ». Le 8, Molotov proposa une nouvelle définition et lui en substitua une autre le 9 (1). Mais elle ne fut pas non plus considérée comme satisfaisante par le gouvernement britannique, qui avait toujours eu la préoccupation « d'éviter tout ce qui pourrait donner l'impression que les signataires s'arrogent le droit d'intervenir dans les affaires des pays dont l'indépendance et la neutralité les intéressent (2) ». Quand on en fut là, on s'était déjà aperçu que le gouvernement soviétique se préparait à insister sur un troisième point, à savoir que les accords militaires devaient se conclure avant que la partie politique du traité pût entrer en vigueur.

On discuta là-dessus à Moscou pendant tout le mois de juillet. Le 17 juillet, Molotov dit trouver trop vague la définition anglo-française de l'agression « indirecte ». Le 20, M. Strang notait : « Molotov ne devient pas d'un commerce plus facile avec le temps », et il était bien convaincu que la dernière définition russe permettait « une intervention brutale dans les affaires intérieures des États baltes ». Le gouvernement français et son ambassadeur soutenaient, toutefois, que la définition de Molotov était acceptable si on la modifiait sur quelques points de manière à donner satisfaction aux réserves britanniques, et, le 27 juillet, Seeds dit à Molotov que le gouvernement britannique se trouvait maintenant prêt à tomber d'accord sur l'entrée en vigueur simultanée des accords militaires et politiques et d'engager les conversations militaires dès que possible. Molotov « exprima sa profonde satisfaction » et il répéta à plusieurs reprises qu'il ne prévoyait plus aucune difficulté insurmontable à propos de l'article 1er (c'est-à-dire à propos de l'agression « indirecte »). Il semblait donc que les gouvernements britannique et français, après avoir cédé aux Russes sur tous les points litigieux des accords politiques, dussent maintenant s'embarquer dans une nouvelle série de négociations qui donnerait à leurs collègues russes des occasions équivalentes de faire traîner les choses en longueur, cependant que les entretiens politiques pourraient se continuer aussi longtemps que Molo-

(1) Cette dernière disait que l'expression « agression indirecte » s'applique à toute action imposée à l'un des États ci-dessus par une Puissance étrangère, avec ou sans menace de recours à la force, et qui impliquerait l'emploi du territoire ou des forces armées de l'État en question soit contre lui-même, soit contre l'une des parties contractantes, équivalant ainsi pour cet État à la perte de son indépendance ou à la violation de son territoire.

(2) VI, nº 298.

tov le désirerait : les Russes n'auraient qu'à rallumer à volonté la controverse sur « l'agression indirecte ».

* * *

C'est ainsi qu'en août 1939 la crise entra dans son ultime phase. Le déroulement des événements au cours du mois d'août est mieux connu qu'il ne l'est pour le mois précédent, et on devra ici se borner à esquisser quelques points nouveaux qui se trouvent établis par la nouvelle documentation britannique. En Pologne, on se rendait compte, dans le courant de juin, qu'on allait vers une crise. Dans son discours du 29 juin, Halifax réaffirmait que l'Angleterre était déterminée à combattre pour la défense des États garantis. Le 30, il dit à Beck qu'il fallait maintenant que les gouvernements polonais, français et britannique songeassent à coordonner leurs plans afin d'être en mesure de répondre congrument si l'Allemagne les mettait en face du « fait accompli ». Beck conseilla de ne faire encore aucune « démarche » commune.

Le 1er juillet, Bonnet remit à l'ambassadeur d'Allemagne une note qui déclarait que la France soutiendrait la Pologne en cas de besoin. Les affirmations d'une volonté bien arrêtée chez la France et la Grande-Bretagne pourraient bien avoir fait surseoir l'Allemagne pendant quelques semaines à l'accomplissement de ses projets (1). Les relations germano-polonaises restèrent relativement calmes pendant le mois de juillet, bien que la propagande allemande persévérât à publier certaines informations relatives à des atrocités. Sir Nevile Henderson persévérait à croire au bien-fondé des doléances allemandes et à demander instamment qu'on mît les Polonais à la raison, et les représentants britanniques en Pologne, et en particulier le « chargé d'affaires », M. Clifford Norton, persévérèrent à louer le gouvernement polonais de sa circonspection et de son empire sur lui-même. Le début du dernier acte est marqué par l'envoi par les Polonais, le 10 août, d'une réponse provocante à une « note verbale » allemande qui critiquait l'attitude du gouvernement polonais dans une affaire de renvoi d'inspecteurs des douanes qui s'était produite à Dantzig. Si l'Allemagne faisait la guerre contre la Pologne, il lui faudrait entrer en campagne au début de septembre, et la dernière phrase de la « note verbale » de Beck permettait à Ribbentrop de dire que les échanges de vues normaux étaient désormais impossibles (2). Cependant, les choses n'allaient pas trop bien entre Londres et Varsovie. A l'issue de longues négociations, les Polonais refusaient un prêt de 8.000.000 de livres sterling comptant : ils semblaient regarder les nombreuses conditions posées par les Anglais et relatives aux

(1) *Documents on British Foreign Policy*, VI, nos 154, 155, 163, 166, 170, 176 à 178, 186, 188, 212. Les références comprennent les télégrammes expédiés par les représentants britanniques en Pologne et témoignant de l'imminence d'un « coup d'État ».

(2) VII, no 611.

questions du charbon, de la dévaluation et des positions de transfert comme humiliantes et défavorables pour eux. M. Norton comprenait fort bien le refus des Polonais (1).

Le volume VII de cette documentation anglaise jette quelque lumière sur de nombreux essais de prises de contact officieuses avec le gouvernement britannique de la part des Allemands. Aucune de ces tentatives ne fut assez nette ni assez suivie pour justifier une modification notable de la ligue politique établie par le gouvernement britannique, et il n'apparaît point qu'elles donnèrent jamais naissance à de grands espoirs quant à un mollissement de la volonté de Hitler. Mais, peut-être, jointes à toute une quantité de renseignements émanés des services secrets, contribuèrent-elles à créer une image grossie de l'hostilité latente des Allemands contre le régime nazi.

Dans le volume VI, on voit l'émissaire de Gœring, Wohltat, faire une ou deux apparitions au mois de juillet ; mais ce qui en est dit n'ajoute pas grand'chose à ce que nous savons déjà des conversations qu'il eut à Londres. On peut lire dans ce volume le récit de l'une des entrevues de Wohltat avec Sir Horace Wilson (2), entrevues rapportées dans les mémoires de Dirksen. On y trouve aussi des renseignements complets sur le second émissaire de Gœring, M. Dahlerus. Ce dernier était un « très gros industriel suédois », ami de Gœring, et, le 30 juin, un homme d'affaires anglais, M. C. F. Spencer, suggéra de mettre Dahlerus au courant des vues anglaises ; car il devait peu après rencontrer Hitler. Le *Foreign Office* ne semble pas s'en être servi pour faire savoir quoi que ce soit de particulier à Hitler ; mais, du moins à ce que rapporte l'industriel, il dit à Gœring, le 6 juillet, que l'Angleterre était résolue à faire la guerre, et Gœring, après avoir remarqué : « Vous savez bien que le Führer n'est pas un diplomate », consentit à rencontrer quelques-uns des amis anglais de Dahlerus entre le 27 juillet et le 12 août, à bord d'un yacht au large de Copenhague (3).

Le 25 juillet, Halifax vit Dahlerus, qui lui dit que la réunion à bord du yacht pourrait dissiper beaucoup de malentendus (4). L'entrevue, qui eut lieu le 7 août, tourna surtout autour d'un fort long plaidoyer

(1) VII, n° 492. On trouve déjà là, sans nul doute, une preuve de l'intérêt porté par le gouvernement britannique aux problèmes des changes et du crédit qui, au cours du conflit qui allait s'engager, devaient s'avérer de toute première importance dans les questions de ressources matérielles et guerre économique.

Les difficultés auxquelles M. Norton fait allusion étaient créées non par le *Treasury*, mais par le *Foreign Office*. Le blocus économique était considéré comme l'arme numéro 1 de la Grande-Bretagne et requérait l'attention personnelle du Premier Ministre. Les ressources en devises étaient cependant limitées (cf. W. N. Medlicott, *History of the Second World War : The Economic Blockade*, Her Majesty's Stationery Office, 1952, t. I, p. 36 à 40). Hitler ne se dissimulait pas les faiblesses de l'Allemagne au point de vue économique et l'accord soviéto-germanique avait surtout, à ses yeux, l'avantage de forcer ce blocus (cf. *Discours d'Hitler aux généraux*, prononcé le 22 août, VII, p. 258).

(2) VI, n° 354.

(3) VI, p. 745 et 746.

(4) VI, n° 443.

prononcé par Gœring et dans lequel il soutenait que tous les actes de l'Allemagne étaient justes et raisonnables. Il concluait en disant que ces actes n'étaient en rien préjudiciables à la Grande-Bretagne, qui, de toute façon, n'était pas en mesure de faire la guerre (1). Le 24 août, une seconde conversation entre Gœring et Dahlerus s'orienta de la même manière (2). En somme, l'intervention de Dahlerus ne donna rien d'autre que l'occasion pour les Anglais de faire leurs ultimes propositions de médiation dans les différends germano-polonais, propositions qu'Halifax jugeait sans grande valeur (3). A la fin, il insista toujours davantage sur la nécessité qu'il y avait pour les Polonais de faire preuve de modération ; mais l'intérêt principal de ces conversations réside surtout dans ce qu'elles montrent du rôle et de la personnalité de Gœring. Le 31 août encore, il parlait à Henderson pendant une heure du désir que Hitler et lui-même avaient de s'assurer l'amitié anglaise (4). Neuf jours auparavant, à l'issue du discours prononcé par Hitler devant les généraux, Gœring avait « sauté sur la table, remercié en termes sanguinaires et fait des promesses non moins sanguinaires ». Il existe encore bon nombre d'autres intermédiaires officiels ou semi-officiels : M. Burckhardt, le prince Max von Hohenlohe, M. A. L. Wenner-Gren (autre Suédois), M. Hamilton Fish, etc... Il parvint aussi des messages porteurs de critiques sur le régime nazi qui semblaient sincères, émanant de personnalités dont l'identité devait rester soigneusement cachée.

Ces allées et venues ne modifièrent en rien les grandes lignes de la tragi-comédie qui se déroulait à Moscou. Maintenant, nous savons par les Allemands que, dès la fin de juillet, le gouvernement soviétique s'était certainement déjà avisé qu'un accord avec l'Allemagne était faisable ; mais il ne s'était pas encore découvert. Les accords politiques avec les Puissances occidentales étaient parachevés, hormis une formule qui définît « l'agression indirecte ». La mission militaire anglo-française était attendue à Moscou sous peu. Cependant, à partir de ce moment, la situation tourna à la catastrophe. Quand les ambassadeurs furent reçus par Molotov, le 2 août, pour reprendre des discussions sur des pointes d'épingles au sujet de l'agression « indirecte », ils se trouvèrent en présence « d'un homme tout différent de celui à qui nous avions eu affaire au cours de notre dernière entrevue, et j'ai l'impression », écrivait Seeds, « que nos négociations ont reçu un coup sensible ». L'attitude changée de Molotov était due, à tout le moins en apparence, à une information de l'agence Tass annonçant que M. Butler avait déclaré à la Chambre des Communes que le gouvernement soviétique souhaitait empiéter sur l'indépendance des États baltes (5). M. Molotov a dit que

(1) VI, p. 751 à 759.
(2) VII, n° 285.
(3) VII, p. 234.
(4) VII, n° 643.
(5) Voici les paroles qu'il prononça (VI, p. 578) : « Nous nous sommes mis en devoir, avec toute notre énergie, d'examiner avec la Russie nos difficultés princi-

M. Butler n'avait pas fait avancer la solution finale du problème. Lui-même n'avait rien d'autre à proposer (1). Il sautait aux yeux également que le gouvernement britannique n'avait aucune intention d'édulcorer un peu plus sa propre définition de l'agression indirecte et, bien que Maisky eût concédé que les paroles de Butler avaient été déformées, cet incident mit en fait un terme aux entretiens politiques.

Les délégations militaires française et anglaise, après des préparatifs qui semblent avoir duré bien longtemps, s'étaient embarquées à Londres pour la Russie. On jugeait inopportun de leur faire traverser l'Allemagne par voie ferrée. Le général Ismay avait proposé la voie des airs ; mais le général Doumenc, chef de la mission française, ne semblait pas séduit par cette idée (2). Les conversations s'ouvrirent le 12 août. Bien que le chef de la mission britannique, l'amiral R. P. E. E. Drax, eût été mis en possession d'une documentation très étendue sur les ressources et les plans de campagne possibles des futurs belligérants, on lui avait demandé « de mener les conversations avec une sage lenteur, d'observer en même temps le progrès des négociations d'ordre politique et de rester en liaison étroite avec l'ambassadeur de Sa Majesté ». Toutefois, on reconnaissait, avec quelque peu d'ingénuité, sans doute, que, « cependant, pour en arriver à toute forme d'accord militaire, nous nous verrons dans l'obligation de découvrir au moins quelques-unes de nos intentions (3) ». C'est à la demande expresse de l'ambassadeur qu'on lui accorda plus de liberté d'expression. Les comptes-rendus des conversations militaires qui sont publiés *in extenso* dans l'*appendice* II du volume VII des *Documents britanniques* sont intéressants par eux-mêmes et pour ce qu'ils nous montrent des ressources et des prévisions des trois Puissances ; on ne peut que se livrer à des suppositions sur ce que chacun dissimulait de ses faiblesses et de ses lacunes. Mais on put se rendre compte dès l'abord que les Russes entendaient prendre l'initiative dans la discussion et exiger des renseignements complets et des décisions précises, tout comme Molotov l'avait fait : cette méthode les amena bientôt à rencontrer des résistances de la part des Anglais et des Français. Le 14 août, Vorochilov déclara vouloir une réponse précise à la question suivante : « Les états-majors généraux français et anglais estiment-ils que l'armée soviétique sera en mesure de mener ses opérations en passant par la Pologne et la Roumanie? » Le 15 août, on exposa en détail la manière dont le gouvernement soviétique pensait agir et quelles forces il envisageait d'utiliser dans tous les cas possibles. Ces

pales et le point capital de ces entretiens a été de déterminer si nous devions empiéter sur l'indépendance des États baltes. Nous croyons avec Sir A. Sinclair que nous ne le devons pas, et c'est parce qu'il nous est difficile de trouver une formule satisfaisante à cet égard que les pourparlers ont traîné en longueur. » « Nous » se rapportait sans nul doute aux trois Puissances, mais il n'en reste pas moins que la phrase pouvait être mal interprétée.

(1) VI, n° 525.
(2) VI, n° 489.
(3) VI, p. 763.

plans comportaient la nécessité pour l'Angleterre et la France d'obtenir des gouvernements des États baltes et de la Finlande l'autorisation de faire occuper temporairement par une forte escadre des flottes anglaise et française leurs ports et îles côtières. Les négociations furent ajournées le 17 août pour permettre qu'on pût s'employer, d'ailleurs vainement, à persuader le gouvernement polonais de laisser des troupes russes entrer en Pologne. L'annonce du pacte germano-soviétique sonna en fait le glas des pourparlers, bien que les Russes ne les aient pas interrompus immédiatement. La tentative sans espoir du général Doumenc pour convaincre le Maréchal d'accepter l'accord tacite donné par la Pologne à l'entrée des troupes russes sur son territoire fut balayée par les Russes le 22, et le 25, en réponse à une lettre de l'Amiral et du Général qui demandaient s'il fallait envisager la continuation des conversations, Vorochilov écrivait qu'il n'avait pu répondre plus tôt : « car il était allé chasser le canard ».

En ce qui concerne les dernières semaines de la paix, les documents en donnent le compte rendu détaillé ; mais ceci ne fait que confirmer sans plus ou presque ce que nombre de sources différentes nous ont déjà appris. Il n'y a pas non plus le moindre doute, dans ces derniers moments, quant aux intentions de tous les gouvernements, hormis la Russie, qui n'a peut-être pas pris sa décision avant le milieu du mois d'août. Il est possible d'étudier assez en détail les discussions de la dernière heure, du 1er au 3 septembre, sur les propositions italiennes de conférence. Une note de M. Strang en date du 15 août (1), qui se rapportait aux conversations Gœring-Dahlerus, peut très facilement servir d'épitaphe aux efforts qu'Anglais et Français firent en faveur de la paix : « Le fait est qu'il existe entre la politique allemande et la politique britannique une inconciliabilité fondamentale. Les Allemands, comme M. Hitler le disait l'autre jour au docteur Burckhardt, veulent avoir les mains libres en Orient (dans le Proche-Orient, d'après Gœring). Que ceci revienne à une conquête pure et simple, ce qui serait pratiquement le cas, ou bien, suivant l'expression plus modérée de Gœring, à l'établissement d'une sphère économique dont l'ordre politique ne se montrerait point hostile à l'Allemagne, le résultat ne pourrait être autre que d'empiéter sur l'indépendance ou la neutralité de certains pays de l'Europe orientale dont le gouvernement de Sa Majesté a pris sur lui d'aider à défendre l'indépendance si le pays en question se met en devoir de résister. Cela dit, il semble que nous ne puissions rien de plus que de nous en tenir aux deux aspects de notre politique actuelle et d'attendre la fin. »

W. N. Medlicott.
Université de Londres.

(1) VI, p. 760, 761.

LE PROJET D'UNION FRANCO-BRITANNIQUE
DE JUIN 1940

En un temps où la question de l'organisation européenne est à l'ordre du jour et après la célébration du cinquantenaire de l'Entente cordiale, il n'est pas sans intérêt de chercher à préciser un point d'histoire contemporaine encore peu connu.

Aux premières heures du dimanche 16 juin 1940, le général de Gaulle arrivait dans la capitale britannique. Nommé, le 6 juin, par le président du Conseil, M. Paul Reynaud, sous-secrétaire d'État au ministère de la Défense nationale, il avait déjà, le 8 juin, passé quelques heures à Londres afin de régler certaines questions interalliées. Dans la soirée du 14 juin, il avait quitté Bordeaux en automobile pour se rendre, en roulant toute la nuit et en passant par Rochefort, en Bretagne, avec l'intention d'étudier sur place les possibilités de défense et surtout les possibilités d'évacuation, et aussi avec le projet de préparer une réunion qui était prévue pour le 17 juin et qui devait se tenir à Concarneau ou à Quiberon. Ce devait être une nouvelle rencontre de M. Paul Reynaud et du Premier Ministre britannique, M. Winston Churchill.

Le soir du 15, accompagné de son officier d'ordonnance, M. Geoffroy de Courcel, secrétaire d'ambassade, petit-fils de l'ancien ambassadeur en Angleterre, le général de Gaulle s'était embarqué à bord du contre-torpilleur « Milan » pour Portsmouth ; il avait pour mission de demander au gouvernement britannique de mettre à la disposition du cabinet Paul Reynaud 500.000 tonnes destinées, dans la pensée du gouvernement, à transporter en Afrique du Nord le plus grand nombre d'effectifs et de matériel.

Le général de Gaulle se trouvait à Londres, à l'hôtel Hyde Park, quand, de bonne heure, survint M. Charles Corbin, notre ambassadeur en Grande-Bretagne, accompagné de M. Jean Monnet, qui présidait le *Comité franco-anglais de coordination*. L'ambassadeur mit le sous-secrétaire d'État au courant des derniers événements, du développement de plus en plus inquiétant de la situation militaire, et lui apprit que M. Paul Reynaud venait de demander au gouvernement britannique si et dans quelles conditions celui-ci admettrait que la France mît fin aux hostilités dans la métropole, en dépit de la déclaration du 28 mars précédent, en vertu de laquelle ni la France ni l'Angleterre ne devaient engager

des négociations en vue de l'armistice ou de la paix sans un accord préalable entre elles.

Le Premier Ministre se préparait à adresser au gouvernement français une réponse qui devait être formulée dans deux télégrammes successifs adressés à Sir Ronald Campbell, ambassadeur de Grande-Bretagne à Bordeaux, et sur lesquels on épiloguera longtemps.

Mais M. Corbin et M. Monnet dirent au général de Gaulle qu'un élément nouveau et tout à fait inattendu venait de se manifester : l'idée avait été lancée d'une *union indissoluble franco-britannique*. M. Jean Monnet l'avait suggérée à notre ambassade ; il en avait parlé à Sir Robert Vansittart, qui, depuis qu'il avait cessé de remplir les fonctions de secrétaire d'État permanent du *Foreign Office*, était premier conseiller diplomatique du gouvernement de Sa Majesté. Il en avait entretenu également le secrétaire particulier de M. Churchill, le major Desmond Morton. L'un et l'autre n'avaïent pas fait mauvais accueil à cette suggestion.

Le général de Gaulle accepta aussitôt de soutenir ce projet. Il téléphona à Bordeaux alors que le gouvernement était en séance et il prévint le cabinet de M. Paul Reynaud qu'il se préparait à Londres un événement d'une grande importance. Il demandait, en conséquence, qu'aucune décision ne fût prise sur la continuation ou l'arrêt des hostilités, sur une capitulation militaire ou sur une demande d'armistice, tant que de nouvelles précisions n'auraient pas été envoyées par lui à Bordeaux.

Le même jour, un déjeuner intime réunit au Carlton Club le Premier Ministre, le secrétaire d'État au *Foreign Office*, Lord Halifax, le général de Gaulle et M. Charles Corbin. Au cours de ce repas, le général soumit au Premier Ministre l'idée d'une union franco-britannique. M. Winston Churchill, d'après ses Mémoires, en avait déjà entendu parler, sans doute par Sir Robert Vansittart et par son homme de confiance, le major Morton, sans qu'aucun texte lui eût été soumis.

Le général de Gaulle fit ressortir l'intérêt capital que présentait un projet aussi sensationnel ; à tout le moins, il permettrait, pensait-il, de gagner du temps, d'amener le gouvernement français à ajourner toute décision et d'augmenter les chances de voir les pouvoirs publics français se transporter en Afrique du Nord pour continuer la guerre au delà des mers, aux côtés de l'Angleterre.

M. Winston Churchill réfléchit, puis accepta de soumettre la proposition au cabinet de guerre qu'il convoqua immédiatement. Après avoir, par une seconde communication téléphonique, insisté pour qu'à Bordeaux toute décision demeurât suspendue jusqu'à nouvel avis, en prévision de la réunion ministérielle prévue à Londres — ce qui amena M. Paul Reynaud à retarder jusqu'à 17 heures la réunion du Conseil des ministres qui devait avoir lieu au début de l'après-midi — le général de Gaulle se rendit à 15 heures, avec le Premier Ministre et M. Corbin, 10, Downing Street. Tandis que le cabinet de guerre était en séance, le sous-secrétaire d'État et l'ambassadeur de France attendaient anxieux

dans une pièce voisine, en compagnie de Sir Robert Vansittart qui était venu les rejoindre. De temps à autre, un des membres du cabinet sortait de la salle du Conseil et venait demander aux deux Français une précision, un détail, une explication.

A 16 heures environ, le général de Gaulle et M. Corbin étaient informés que le cabinet de guerre acceptait de prendre à son compte le projet.

Sans quitter Downing Street, le général de Gaulle téléphona immédiatement à Bordeaux, à M. Paul Reynaud. Celui-ci était, précisément, en train de s'entretenir des deux télégrammes parvenus de Londres et qui constituaient la réponse à la question posée par lui, avec Sir Ronald Campbell qu'accompagnait le général Spears, chargé de la liaison entre les deux gouvernements. M. Paul Reynaud ne cacha pas sa surprise en entendant son sous-secrétaire d'État le mettre au courant de ce qui était devenu une proposition officielle du gouvernement britannique à la France. Sous la dictée du général, il nota le texte du projet, texte dont son interlocuteur le prévint toutefois qu'il n'était pas *ne varietur* et que le cabinet de guerre britannique se réservait le droit d'y apporter quelques modifications de détail.

L'étonnement du président du Conseil était tel qu'il ne put s'empêcher de demander au général de Gaulle s'il s'agissait vraiment d'une offre britannique et pas seulement d'une idée qui avait germé dans son propre esprit. Le général lui répondit : « Je vous téléphone du 10, Downing Street et je passe l'appareil à M. Churchill. » M. Winston Churchill était, en effet, à côté du sous-secrétaire d'État ; il prit le téléphone et confirma à M. Paul Reynaud l'offre de son gouvernement. M. Paul Reynaud déclara aussitôt à son collègue anglais qu'il acceptait, pour sa part, d'y donner son adhésion de principe et qu'en présence de cette offre, il lutterait jusqu'au bout pour faire triompher son point de vue auprès de ses collègues. Puis il confirma au Premier Ministre qu'il l'attendrait le lendemain dans un port breton, comme il avait été convenu précédemment.

De son côté, M. Winston Churchill se fit autoriser par ses collègues à faire ce voyage et il fut décidé qu'il serait accompagné par le chef du parti travailliste, le major Attlee, et par Sir Archibald Sinclair, chef du parti libéral, pour « discuter » avec le président du Conseil français « le projet de déclaration et les questions connexes (1) ». En même temps, le Premier Ministre informa Sir Ronald Campbell, qui en avertit immédiatement M. Paul Reynaud, qu'en raison de l'offre qui était faite, les deux télégrammes que celui-ci avait reçus de Londres devaient être tenus pour dépassés.

Voici le texte dicté à M. Paul Reynaud par le général de Gaulle :

A l'heure du péril où se décide la destinée du monde moderne, les gouvernements de la République française et du Royaume-Uni, dans l'inébranlable

(1) *Mémoires* de Sir Winston Churchill.

résolution de continuer à défendre la liberté contre l'asservissement aux régimes qui réduisent l'homme à vivre d'une vie d'automate et d'esclave, déclarent :

Désormais la France et la Grande-Bretagne ne sont plus deux nations, mais une nation franco-britannique indissoluble ;

Une constitution d'union sera rédigée, prévoyant des organes communs chargés de la politique extérieure, économique et financière et de la défense de l'union ;

Chaque citoyen britannique devient un citoyen français ;

Chaque citoyen français jouira immédiatement de la nationalité anglaise ;

Les dévastations de la guerre seront de la responsabilité commune des deux pays et les ressources de chacun d'eux seront confondues pour la restauration des régions détruites.

Durant la guerre, il y aura un seul cabinet de guerre pour la direction suprême de la guerre. Il gouvernera de l'endroit qui sera jugé le mieux approprié pour la conduite des opérations. Les deux Parlements seront associés ;

Toutes les forces de la Grande-Bretagne et de la France, terrestres, maritimes ou aériennes, seront placées sous un commandement suprême. La Grande-Bretagne forme immédiatement de nouvelles armées. La France maintiendra ses forces disponibles, terrestres, maritimes ou aériennes.

L'union fait appel aux États-Unis pour fortifier les ressources des Alliés et pour apporter leur puissante aide matérielle à la cause commune ;

L'union consacrera toutes ses énergies contre la puissance de l'ennemi où que soit la bataille ;

Et ainsi nous vaincrons.

Le texte publié par M. Winston Churchill dans ses *Mémoires* — qui est le texte définitif du projet britannique — est, dans l'ensemble, identique à celui-ci. Je ne relèverai que les principales différences. Il y en a deux. « Désormais, dit le texte du général de Gaulle, la France et la Grande-Bretagne ne sont plus deux nations, mais une nation franco-britannique indissoluble. » Le texte de M. Churchill porte : « Le gouvernement du Royaume-Uni et la République française se déclarent indissolublement unis. »

En second lieu, d'après la première rédaction : « Les deux Parlements seront associés » ; le texte définitif est plus fort : « Les deux Parlements fusionnent officiellement. »

Pour le surplus, les deux versions ne diffèrent que par d'infimes détails ; toutes deux se terminent par la même phrase dont il est peu probable que l'on se trompe en y reconnaissant le style si personnel et si vigoureux de Sir Winston Churchill : « Et ainsi nous vaincrons. »

C'est qu'en effet le Premier Ministre, et il l'a reconnu dans ses *Mémoires*, a pris sa part dans la rédaction du document.

Il est fort difficile, à dire vrai, de préciser exactement toutes les données de fait de cette affaire, car il y a entre les différents témoignages imprimés, pour ne parler que de ceux-là, des divergences parfois assez grandes. On constate aussi des inexactitudes flagrantes allant jusqu'à porter sur les dates.

Cependant, il semble qu'avant la séance du cabinet de guerre, et sans doute à la fin de la matinée du 16 juin, une première rédaction avait été élaborée en collaboration, du côté anglais, par Sir Vansittart et le major Morton et, du côté français, par notre ambassadeur, M. Corbin, M. Jean Monnet, M. René Pleven, qui était membre du *Comité de coordination* présidé par M. Monnet, et M. Monick, alors attaché financier à notre ambassade. Ceci en liaison avec le général de Gaulle.

Comme l'a écrit Sir Winston Churchill, le projet fut un « travail en commun auquel (dit-il) j'apportai ma contribution », pour aboutir finalement à la rédaction définitive.

Sous ses deux formes, le projet de déclaration d'union contenait trois ordres de dispositions qu'il importe de bien distinguer si l'on veut apprécier son sens, sa portée et les possibilités d'exécution qu'il comportait.

Dans une première catégorie, je rangerai des décisions d'ordre purement politique qui ou bien ne faisaient que confirmer la volonté commune des Alliés de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, ou bien formulaient une résolution commune de caractère diplomatique. C'est le cas de l'idée exprimée dans le préambule : « A l'heure du péril..., les gouvernements de la République et du Royaume-Uni, dans l'inébranlable résolution de continuer à défendre la liberté, etc. » C'est le cas également de l'alinéa portant que « l'union consacrera toutes ses énergies contre la puissance de l'ennemi, où que se livre la bataille ». C'est le cas, enfin, de l'appel aux États-Unis.

Si la déclaration avait été signée, les unes et les autres de ces dispositions auraient constitué la manifestation d'une politique poursuivie dans les limites des attributions normales des deux gouvernements.

Une deuxième catégorie comprend des stipulations d'ordre militaire et elles n'excédaient pas non plus la compétence des deux cabinets. Elles comprenaient, d'une part, des textes confirmant et étendant les dispositions déjà adoptées par la France et par la Grande-Bretagne en ce qui concernait le commandement suprême commun de toutes leurs forces et aussi le maintien, pendant la guerre, d'un seul cabinet de guerre, d'autre part, la résolution des nations de l'Empire britannique de former immédiatement de nouvelles armées, tandis que la France maintiendrait en action ses forces disponibles.

Mais la déclaration comprenait une troisième catégorie de dispositions qui en constituaient l'élément essentiel et qui, elles, par leur nature, leur importance, leurs conséquences juridiques, leurs répercussions sur la structure même des deux États et sur leurs institutions fondamentales, par les mesures d'application qu'elles impliquaient nécessairement comme par leur caractère politique inattendu, n'auraient pu entrer en vigueur par le seul fait de la volonté concordante des deux gouvernements. Elles seraient demeurées à l'état de simples vœux, de pures déclarations d'intention, si la France et la Grande-Bretagne s'en étaient tenues à leur seul texte.

Dans chacun des deux pays, il aurait fallu, pour qu'il en fût autrement, l'assentiment des deux Parlements et, en ce qui touche tout au moins la France, cet assentiment n'aurait pas été suffisant. Avec des mesures législatives, une réforme constitutionnelle se serait imposée pour que désormais les deux nations fussent unies jusqu'à n'en plus constituer qu'une seule, que tout citoyen français jouît *de plano* de la citoyenneté en Grande-Bretagne et que tout sujet britannique fût assimilé à un citoyen français, que les deux Parlements fussent associés ou, selon la formule du texte définitif, *fusionnent*, qu'un cabinet de guerre unique n'eût plus simplement pour rôle d'assurer la conduite de la guerre, mais *gouvernât* de l'endroit qu'il jugerait le plus approprié, qu'enfin l'union fût pourvue d'une constitution prévoyant des organismes communs chargés de sa politique extérieure, de sa défense, des questions financières et économiques concernant les deux pays.

Pour la France, qui vivait encore sous le régime des lois constitutionnelles de 1875, la déclaration d'union n'aurait pu recevoir de valeur juridique et sortir ses effets que moyennant une révision préalable de la constitution dans les formes prévues par l'article 8 de la loi du 25 février 1875, relatif à l'organisation des pouvoirs publics, procédure qui, en fait, impliquait quelque délai.

En ce qui touche la Grande-Bretagne, pour être différentes, les difficultés n'auraient pas été beaucoup moindres. « En Angleterre, a dit Tocqueville, la constitution peut changer sans cesse, ou plutôt elle n'existe point. » Il est toujours possible, en effet, de modifier les règles constitutionnelles britanniques, cet ensemble de lois, de conventions, de traditions, d'usages gouvernementaux et parlementaires, qui tiennent lieu de constitution, au sens habituel et formel de ce terme. Il n'en aurait pas moins été indispensable que le Parlement britannique intervînt, discutât, approuvât des textes, des résolutions permettant de faire passer dans le droit et dans les faits les principes qui auraient été posés par la déclaration d'union.

Les problèmes à résoudre, d'un côté comme de l'autre, auraient été infiniment importants et délicats. Comment serait-on parvenu à concilier les droits et les attributions, pour ne pas dire la coexistence, du roi d'Angleterre et du président de la République? Quels auraient été, dans l'union, les rapports, avec l'union elle-même et entre eux, des pays du *Commonwealth* et de nos territoires d'outre-mer? La formation de l'union aurait sans doute entraîné l'incorporation à elle-même de ces territoires français, sauf pour les protectorats régis par des traités internationaux. Mais il n'aurait pu en aller de même pour les nations du *Commonwealth*, celui-ci étant une libre association d'entités égales, indépendantes, unies simplement par le symbole que représente la Couronne, pourvues, par le statut de Westminster de 1931, d'une indépendance illimitée leur permettant même, éventuellement, de quitter la communauté, et possédant chacune un Parlement doté d'un pouvoir législatif absolu.

Une union de la France et de la Grande-Bretagne n'aurait pu comprendre que la France métropolitaine et ses colonies, d'une part, le Royaume-Uni et les colonies de la Couronne, d'autre part, sauf avec l'assentiment explicite des diverses autres nations du *Commonwealth* ; encore l'adhésion de celles-ci n'aurait-elle pu les placer dans l'union sur le même pied que la France, le Royaume-Uni, les colonies françaises et les colonies de la Couronne britannique, étant donné leur pleine indépendance. Tout au plus se seraient-elles associées à l'union dans un organisme international plus vaste, sans s'y incorporer à proprement parler.

Quand le projet de déclaration d'union fut connu à Bordeaux, le premier sentiment qu'il fit naître fut la stupéfaction. M. Paul Reynaud, je l'ai dit, n'en avait pas cru ses oreilles en entendant le général de Gaulle lui annoncer ce qu'offrait le gouvernement britannique. Tout en donnant, semble-t-il, à certains de ses collaborateurs les plus proches l'impression qu'il ne se faisait guère d'illusions sur les chances de réalisation du projet, il avait sauté sur l'idée, avec l'espoir d'y trouver un argument décisif en faveur de sa politique. A l'ambassadeur de Grande-Bretagne, venu sur l'ordre de Londres lui confirmer l'offre et lui dire que les deux télégrammes dont j'ai parlé étaient « annulés », il répéta qu'en présence d'un pareil document, il lutterait jusqu'au bout pour faire triompher son point de vue et Sir Ronald Campbell prévint son gouvernement que la proposition avait agi sur le président du Conseil français à la manière d'un tonique.

Cette initiative, a noté M. Paul Reynaud dans son ouvrage *Au cœur de la mêlée*, véritable coup de théâtre, ne pouvait « que me combler de joie », lui qui — il le rappelle — avait « toujours soutenu » que les deux États « ne pourraient sauvegarder leur indépendance que s'(ils) s'unissaient par des liens intimes..., sans méconnaître les problèmes qu'il faudrait résoudre pour mettre en application la déclaration ».

Le président du Conseil se rendit aussitôt chez le président de la République pour le mettre au courant de l'événement ; il y fut rejoint très vite, sinon immédiatement, par M. Bouthillier et par M. Paul Baudouin. Si l'on en croit M. Paul Reynaud, ses adversaires au sein du gouvernement avaient eu connaissance, grâce à des écoutes téléphoniques, des communications de Londres et du projet britannique, ce qui expliquerait que le ministre des Finances et le secrétaire d'État à la présidence du Conseil, qui avaient alors partie liée, se soient rencontrés chez le président Albert Lebrun avec leur chef, au moment précis où celui-ci informait le chef de l'État de ce qui se passait.

D'après M. Paul Baudouin, qui, remarque M. Paul Reynaud, se montrait enthousiaste, lui-même aurait « indiqué au président de la République qu'en tout autre temps cette offre mériterait d'être soigneusement examinée, mais la question n'est pas là, il s'agit de décider ce soir si nous demandons à l'Allemagne ses conditions d'armistice... Une proposition aussi lourde de conséquences, aussi riche d'avenir ne peut être

examinée, acceptée ou repoussée par un simple Conseil des ministres... Le Conseil ne doit ce soir examiner qu'un seul problème : faut-il ou non essayer d'arrêter le combat »?

Cette thèse fut appuyée tout naturellement par M. Bouthillier.

A 17 heures, le Conseil des ministres se réunit. D'après son récit, dès l'ouverture de la séance, M. Paul Reynaud donna connaissance à ses collègues de la réponse que venait de faire le président Roosevelt à l'appel angoissé qu'il lui avait adressé. Telle qu'elle était, elle ne pouvait être à ce moment que décevante. Puis il fit part au Conseil de l'offre britannique ; il souligna « le puissant intérêt que la proposition présente pour l'avenir ».

Si l'on s'en tient au récit publié dans *Au cœur de la mêlée*, cet exposé « ne rencontra aucun écho » ; personne dans le Conseil ne prit la parole pour soutenir le point de vue de M. Paul Reynaud, bien que certains aient affirmé depuis que M. Louis Marin et M. Georges Mandel l'avaient appuyé. Le président Lebrun, qui s'en déclara par la suite partisan, ne semble pas en la circonstance être sorti de la réserve constitutionnelle la plus complète. « Je fus, a écrit M. Paul Reynaud, rigoureusement seul à soutenir la proposition », et il explique son isolement par la circonstance que ses adversaires, prévenus déjà, comme je l'ai indiqué, s'étaient empressés, avant la séance, de « faire... le siège des ministres ». En fait, constate le président Lebrun, dans son livre paru sous le titre *Témoignage*, en 1945, « le projet tombe de lui-même dans une sorte d'indifférence ». Pourtant, des voix véhémentes s'élevèrent en sens contraire. M. Ybarnegaray, avec toute son éloquence, déclara que l'Angleterre voulait ravaler la France au rang d'un simple dominion. M. Félix Chautemps, dans un autre style et sur un autre ton, abonda dans le même sens. Contrairement à ce qu'on a parfois prétendu, il ne semble pas que le maréchal Pétain soit sorti de son silence pour combattre le projet.

« Telle est, conclut M. Paul Reynaud, la façon cavalière dont fut traitée la proposition que nous faisait l'Angleterre de s'unir à la France pour constituer le noyau d'une nouvelle Europe. »

Sir Winston Churchill paraît avoir parfaitement jugé ce qui s'était passé lorsqu'il a écrit : « Le sentiment irrésistible du Conseil fut de rejeter la proposition dans sa totalité. La surprise et la méfiance dominaient parmi la majorité, et même les plus sympathiques et les plus résolus étaient déconcertés. »

Devant cet accueil, M. Paul Reynaud jugea inutile d'insister ; il aborda le problème essentiel et soutint à nouveau la nécessité pour le gouvernement de passer en Afrique du Nord, afin de poursuivre la lutte sur mer et au delà des mers, aux côtés de la Grande-Bretagne.

On sait la suite. Le président du Conseil ne parvint pas à convaincre ses collègues. Un peu avant 20 heures, non sans avoir exprimé le regret que l' « offre généreuse » de M. Winston Churchill n'eût pas été acceptée, il se rendit auprès du président de la République pour lui apporter

sa démission. Le président Lebrun appela le maréchal Pétain, qui accepta aussitôt de constituer un nouveau gouvernement et sortit immédiatement de son portefeuille la liste ministérielle qu'il tenait prête.

Quant au général de Gaulle, il avait quitté Londres dans un avion prêté par le Premier Ministre, après l'approbation par le cabinet du projet de déclaration d'union. Il était arrivé à Bordeaux pour apprendre la démission de M. Paul Reynaud.

A 23 heures, le nouveau cabinet tenait sa première séance et décidait de demander à l'Allemagne et à l'Italie leurs conditions d'armistice.

Le lendemain matin, lundi 17 juin, ayant accompagné à l'aérodrome le général Spears, qui repartait pour Londres à bord de l'avion prêté la veille par M. Winston Churchill, le général de Gaulle, avec son officier d'ordonnance, M. Geoffroy de Courcel, monta, lui aussi, dans l'appareil qui l'emporta vers son destin.

Ainsi l'initiative venue de Londres n'avait pas atteint son but immédiat ; elle n'avait pas réussi à empêcher la France de se retirer officiellement de la lutte.

A vrai dire, à Bordeaux, la proposition franco-britannique n'avait pas été envisagée en elle-même, mais seulement comme un argument pour ou contre l'armistice, ce qui, du reste, correspondait bien à sa portée réelle du moment. Les membres du cabinet Paul Reynaud ne lui attribuèrent pas une autre signification. Certaines personnalités ayant joué un rôle dans cette triste période ont observé dans leurs souvenirs que le projet arrivait trop tard. C'est le cas du président Lebrun, qui a écrit : « Parvenu plus tôt, étudié à tête reposée, peut-être aurait-il trouvé quelque crédit ? » Il est évident que, si l'offre d'union avait été formulée, par exemple, avant les événements de Dunkerque, la réaction des milieux officiels français aurait été différente. Mais, avant Dunkerque et même quelques jours avant le 16 juin, il n'y avait aucune chance pour que le cabinet britannique se trouvât unanime pour adopter un pareil projet.

Le 16 juin, étant donné l'état d'esprit qui régnait à Bordeaux, il se présentait avec des possibilités de succès véritablement infimes. Depuis quelque temps déjà, nombreux, il faut le reconnaître, étaient les éléments qui, en France, étaient en proie à une véritable anglophobie ; chez les uns, ce sentiment était antérieur à la guerre et avait pour origine une sympathie pour les régimes totalitaires ou, tout au moins, pour les régimes antidémocratiques. Chez d'autres, c'était une forme nouvelle de pacifisme qui les rendait hostiles aux hommes d'État britanniques, tels que M. Winston Churchill, Sir Robert Vansittart, Sir Duff Cooper, M. Hore Belisha, partisans de la résistance aux empiétements successifs de Hitler et de Mussolini et opposés aux accords de Munich.

Le réembarquement des Anglais à Dunkerque, leur refus de risquer sur le continent ce qu'ils possédaient d'aviation — décisions sur lesquelles il était évident pourtant que seule l'issue de la guerre permettrait

de porter une appréciation équitable — avaient, pour un temps, accru en France cette tendance antianglaise.

La proposition d'union réveillait, en outre, dans l'esprit de quelques-uns, des souvenirs de la vieille rivalité coloniale. En un moment où l'invasion rendait plus susceptible que jamais la sensibilité des Français, cette offre provoquait chez certains une réaction irraisonnée. Il n'est pas possible, disaient-ils, que les succès allemands nous condamnent à n'avoir d'autres ressources que de nous fondre dans l'empire britannique.

Beaucoup de ceux qui, à ce moment-là, étaient à Bordeaux, et non des moindres, ne doutaient pas de l'imminence d'une invasion des Iles britanniques par Hitler ; en présence de la rapidité sans précédent de son action, il leur semblait que rien ne parviendrait à l'arrêter. Leur pessimisme leur faisait supposer que la Grande-Bretagne, pour éviter que la guerre fût portée sur son sol, allait peut-être, dès qu'elle serait seule à soutenir le combat, se résigner à traiter avec le *Troisième Reich* et que, si nous acceptions de nous unir avec elle, elle ferait payer à la France les frais de la paix.

On fit aussi courir le bruit qu'en réalité la Grande-Bretagne proposait d'attribuer aux Français non pas le statut des sujets anglais, mais celui des citoyens de l'Empire britannique, en d'autres termes, qu'elle voulait nous assimiler aux nations des Dominions, ce qui est en contradiction absolue avec le texte du projet de déclaration.

Tout ce qui venait de Londres apparaissait à trop de gens comme suspect. Déjà se manifestaient les premiers symptômes d'une tentative de renversement des alliances. Le moment approchait où l'on entendrait prôner une déclaration de guerre à l'Angleterre, afin, disaient quelques naïfs, que nous nous trouvions, la guerre finie, du bon côté, à la table des négociations.

Dès lors, s'il serait excessif de prétendre que, dans l'ambiance bordelaise, la proposition britannique d'union agit dans un sens favorable à l'armistice, elle ne joua pas en sens contraire. L'offre, a observé avec juste raison M. Charles-Roux, qui était à ce moment-là secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et qui avait été tenu totalement à l'écart, ainsi que tous ses collaborateurs, du projet d'union, « l'offre ne pouvait pas fortifier la situation du président du Conseil à un moment où la déclaration du 28 mai 1940 lui était en sous-voix reprochée comme une imprudence ». Quand M. Paul Reynaud parla du projet à ses collègues, chacun d'eux avait déjà pris position sur la question de l'arrêt ou de la continuation des hostilités.

Autour du Conseil des ministres, d'ailleurs, dans les milieux gouvernementaux et militaires, ce fut un *tolle* dont on retrouve l'écho dans certaines publications de l'époque ; je n'en citerai qu'un exemple puisé dans une brochure que M. Charles Reibel publia quelques semaines plus tard. M. Reibel écrivait : « C'était pour la France la destruction complète et, en tout cas, l'asservissement définitif à l'Angleterre. »

En Grande-Bretagne, et même dans les milieux parlementaires, l'opinion n'eut pas la possibilité de se prononcer sur l'affaire. Jusqu'à la démission de M. Paul Reynaud, qui fit tomber la proposition, seuls les membres du cabinet de guerre et quelques hauts fonctionnaires furent au courant. Ce n'est qu'après la décision prise par le cabinet Pétain de demander l'armistice que l'Angleterre apprit le projet par une information publiée, le 18 juin, par l'Agence Reuter, qui d'ailleurs en donna le texte, et par une communication faite le même jour par M. Winston Churchill à la Chambre des Communes sur les événements les plus récents. Il ne semble pas qu'à ce moment la nouvelle ait provoqué beaucoup d'émotion ni de commentaires ; il n'est d'ailleurs pas dans le caractère anglais de s'attarder à discuter des problèmes qui ne se posent pas ou qui ne se posent plus.

Cependant, il y eut quelques critiques rétrospectives, et comment s'en étonner? Il suffit de lire avec attention le récit détaillé que nous devons à Sir Winston Churchill pour se rendre compte qu'il ne tient point à être considéré par ses compatriotes comme ayant lancé l'idée, ni comme ayant eu, en la circonstance, d'autre dessein que de consolider le cabinet Paul Reynaud pour empêcher l'armistice et sauver la flotte française de l'emprise allemande. « Ce n'est pas moi, précise-t-il, qui en ai pris l'initiative. Ma première réaction fut défavorable. Je posai un certain nombre de questions qui étaient des objections et je ne fus nullement convaincu. » Il reconnaît qu'il accepta pourtant que la question fût soumise au cabinet de guerre ; « toutefois, l'affaire fut soulevée à la fin d'une longue séance que tint le cabinet de guerre cet après-midi-là » (ce détail est inexact). Lord Halifax, toujours d'après le récit du Premier Ministre, « dit alors qu'après notre séance du matin, il avait vu Sir Robert Vansittart, auquel il avait demandé de rédiger une déclaration d'une nature sensationnelle qui pourrait renforcer la position de M. Reynaud... Je fus quelque peu surpris, poursuit Sir Winston, de voir des hommes de tous les partis, des politiciens sérieux, solides, expérimentés, s'engager aussi passionnément dans une immense entreprise dont les complications et les conséquences n'avaient été pesées en aucune façon. Je ne m'entêtai pas et, au contraire, je cédai à cette vague généreuse qui portait notre volonté d'action à un si haut degré de désintéressement et de courage. »

Dans un autre passage du même livre, on lit : « Le texte du document passa de main en main et chacun le lut avec une profonde attention. Toutes les difficultés sautaient aux yeux, mais, en définitive, une déclaration d'union sembla rallier l'approbation générale. Je déclarais que mon premier sentiment avait été contre le projet, mais que, d'autre part, nous ne devions pas nous laisser accuser de manquer d'imagination. Une déclaration de caractère dramatique était évidemment nécessaire pour maintenir les Français dans la lutte. »

Le surlendemain de cette journée du 16 juin, qui avait marqué le

tournant décisif dans l'évolution des événements, devant la Chambre des Communes et avant de prononcer à l'adresse de la France d'émouvantes paroles qu'aucun Français n'a le droit d'oublier, le Premier Ministre dit : « La Chambre aura pris connaissance de la déclaration britannique dans laquelle, répondant au désir de nombreux Français et au vœu de notre cœur, nous avons proclamé que nous étions prêts, à l'heure la plus sombre de l'histoire de France, à réaliser, au plus fort de cette lutte, l'union totale entre les citoyens des deux empires et à mettre en commun tous nos droits. »

Que le grand homme d'État britannique ait été sincère en se ralliant à l'idée d'une déclaration commune et d'un projet d'union, puis en la prenant à son compte, il n'est pas permis d'en douter, mais il est évident qu'il ne se faisait aucune illusion sur les possibilités de réaliser effectivement l'union indissoluble entre les deux pays. Comme le général de Gaulle, et pour les mêmes raisons, il voyait essentiellement — ce n'est pas douteux — dans ce projet une déclaration (je reprends son expression) « d'un caractère dramatique », de nature, par le choc psychologique qu'il créerait, à permettre la poursuite de la lutte hors de la France métropolitaine, où elle était virtuellement terminée, et, ainsi qu'il l'écrit dans ses *Mémoires*, à « obtenir des garanties certaines au sujet de la flotte française », quitte, si le gouvernement de Bordeaux l'avait adoptée, à en tirer en fait le maximum de conséquences pour renforcer la solidarité des Alliés et l'efficacité de l'alliance.

D'ailleurs, dans son ouvrage si intéressant, si passionnant, se trouve un passage qui laisse deviner quel était le fond de sa pensée : « Le super-État franco-britannique, ou plutôt le Comité exécutif auquel, en pratique, il aurait fallu probablement le réduire, aurait fait face à Hitler. »

L'idée d'une union indissoluble entre la France et la Grande-Bretagne est tellement contraire aux traditions politiques britanniques, à l'esprit insulaire du peuple anglais, qu'il paraît surprenant qu'en dépit de l'extrême gravité des circonstances, il ait pu prendre naissance à Londres, être admis immédiatement par de hautes personnalités comme Sir Robert Vansittart et recevoir l'assentiment du cabinet. Jusque-là, l'Angleterre était demeurée systématiquement rebelle aux alliances avec des continentaux. L'Entente cordiale et même les accords d'état-major qui étaient venus la compléter, la concrétiser, étaient bien loin d'en constituer une. La Grande-Bretagne n'avait jamais renoncé à conserver l'entière indépendance de sa politique en se liant avec un partenaire quel qu'il fût, autrement que pour mener une guerre déjà déclenchée et dans la seule limite indispensable à la poursuite des opérations jusqu'à la victoire, à moins qu'il ne s'agît d'un petit État, d'un client comme le Portugal.

Et voilà que, d'un coup, le Gouvernement de Sa Majesté britannique prenait en considération une proposition de fusion totale avec la France. Le fait demeurerait inexplicable si l'idée d'union avait été la conséquence

d'un phénomène de génération spontanée ; mais, en réalité, il en a été tout autrement et ce n'est pas là l'aspect le moins intéressant de cette affaire.

Après des conversations que j'ai eues avec M. Pleven et M. Monick, j'ai acquis la conviction que l'initiative première du projet d'union revenait à l'ancien gouverneur de la Banque de France, qui était alors, je le répète, attaché financier à notre ambassade de Londres. C'est M. Monick qui a soumis cette idée et à l'ambassade de France et au président du *Comité de coordination*, M. Jean Monnet, ainsi qu'à M. Pleven. Elle était née dans son esprit de l'impression qu'avait laissée sur lui la lecture d'un livre paru, en anglais, à la fin de 1938 ou au début de 1939, et dans une traduction française à la fin de mai 1939, écrit par un Américain, M. Clarence K. Streit, sous le titre *Union now*, traduit *Union ou chaos*.

M. Streit, qui a fait la guerre en France en 1917, puis a été élève à l'Université d'Oxford et, quelque temps, de la Sorbonne, a été, de 1924 à 1928, correspondant de différents journaux américains, et notamment du *New-York Times* ; en cette qualité, il a parcouru l'ancien et le nouveau monde ; de 1928 à 1938, il a été attaché aux services de la *Société des Nations*. Ayant constaté l'impuissance de la ligue, M. Streit préconisait dans son livre une union immédiate, sous forme de fédération, de quinze démocraties : la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Irlande, les pays scandinaves, la Suisse, la Finlande, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. Cette fédération de 300 millions d'hommes serait restée ouverte à d'autres adhésions et elle aurait constitué l'embryon d'une organisation mondiale démocratique, ce qui fait penser, d'ailleurs, à la conception qui était celle de Cecil Rhodes : un empire mondial constitué autour de l'Angleterre et aussi des États-Unis.

Les principes du projet de M. Streit étaient les suivants : une citoyenneté commune, une armée commune, une union douanière, un pouvoir exécutif commun de cinq membres chargés de la politique extérieure des États de la fédération, de leur défense, des questions monétaires, de la réglementation économique et des questions de communications. On aurait créé un parlement fédéral comprenant deux chambres élues au suffrage universel (1).

Partant de ce projet de fédération des démocraties, M. Monick suggéra en somme, d'en faire tout de suite, en présence de l'extrême gravité de la situation, une application partielle, limitée, pour commencer, à une union étroite entre la France et l'Angleterre.

Mais ce n'est pas tout et, grâce à des souvenirs que M. André Siegfried a bien voulu évoquer pour moi, il y a quelques années, et qu'il a accepté de préciser à nouveau tout récemment, j'ai été mis sur la voie

(1) Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, M. Streit a repris sous une autre forme son projet ; il préconise une union atlantique et préside, aux États-Unis, la puissante organisation qui s'efforce de répandre cette idée.

de recherches fructueuses auprès de M. Dennery, notre ambassadeur à Berne, ancien secrétaire général du Centre de politique étrangère de la rue de Varenne, et de son successeur en cette dernière qualité, M. Jacques Vernant. J'ai pu me convaincre que, si, du côté anglais, le projet d'union avait été bien accueilli, c'était en grande partie parce qu'en dehors de M. Streit et à l'insu de M. Monick, le terrain avait été préparé dans les conditions que voici : dès le 16 septembre 1939, le professeur Toynbee, directeur du *Royal Institute of International Affairs* — qu'on appelle *Chatham House*, du nom de la vieille maison du premier Pitt qui est le siège de cette institution — et en indiquant qu'il s'exprimait en son nom personnel, avait écrit au secrétaire général du Centre de la rue de Varenne ces lignes remarquables : « J'ai l'impression que si la France et l'Angleterre n'arrivent pas à un point de rapprochement où elles ne feront plus pour ainsi dire qu'un seul pays, il est inévitable qu'un jour ou l'autre l'unification de l'Europe se produira sous la forme de la domination allemande exercée sur nos deux États. » — « Même si nous sommes vainqueurs dans la guerre actuelle, ajoutait-il, que l'accord intime qui existe en ce moment entre la France et l'Angleterre se relâche et que chacun de nos deux pays reprenne sa souveraineté indépendante, tôt ou tard l'Allemagne, dont les ressources matérielles et en population valent déjà les nôtres et dont la position stratégique en Europe est beaucoup plus favorable, doit reprendre ses forces et faire usage de sa puissance supérieure. Si nous voulons que l'union européenne soit basée sur les idées et les traditions de nos deux pays, il faudrait agir dès maintenant. Nous devons travailler autant que possible pour rendre plus étroits encore nos liens réciproques. — La France et l'Angleterre unies l'une à l'autre offriraient un noyau tout aussi puissant dans la formation de l'union européenne que ne l'est l'Allemagne en ce moment. Nous savons déjà que les pays neutres préféreraient se réunir autour de nous, du moment qu'ils auront l'assurance que nous possédons d'une façon stable et permanente les forces nécessaires pour les protéger. L'union seule peut produire ces conditions. »

M. Dennery donna aussitôt son approbation aux idées formulées par le professeur Toynbee. Le 13 octobre, il lui écrivit à nouveau en émettant le vœu que, dans quelque temps, fussent étudiées en commun les conditions constitutionnelles de la collaboration franco-anglaise.

A la fin du mois d'octobre, le professeur Toynbee revenait à la charge et proposait formellement à M. Dennery une « étude commune des possibilités d'une union permanente plus étroite entre la France et la Grande-Bretagne, en regardant au delà de leur but immédiat, qui est de gagner la guerre ».

A la suite de cette correspondance, il fut créé à Paris et à Londres, rue de Varenne et à Chatham House, deux comités pour l'étude de la question. Au cours du mois de novembre 1939, M. André Siegfried se rendit à Oxford, où l'organisation anglaise s'était repliée, accompagné

de M. Dennery et de M. Robert Maheu, afin de s'entretenir des modalités de collaboration entre les deux institutions pour l'étude des buts de guerre, et M. Dennery se souvient, comme M. André Siegfried, que « la question d'union franco-britannique fut... évoquée par certains de (leurs) hôtes ».

Enfin, une dernière lettre du professeur Toynbee, adressée à M. Dennery, le 1er mai 1940, insistait pour la préparation en commun d'une association entre les deux pays, « intime », « durable », susceptible de survivre à la guerre et de devenir la base d'une reconstruction de l'Europe.

D'autres initiatives avaient été prises dans le même sens ; le comte Jean de Pange avait fait à Londres, à Chatham House même, le 27 février 1940, une conférence qui fut très bien accueillie par plusieurs auditeurs de marque des milieux politiques et dont il résuma la thèse dans un article publié par le *Petit Parisien*, le 25 mars 1940, sous ce titre : « Le mariage franco-britannique ; comment le rendre indissoluble. » M. Jean de Pange proposait le maintien, après la guerre, du Conseil suprême de guerre, du commandement unique, de la coordination monétaire ; il proposait également d'organiser un contrôle de la politique franco-britannique par les deux Parlements. Observant qu'on ne saurait porter atteinte à la souveraineté nationale sans encourir le risque de cette réaction qu'on veut précisément éviter, il entendait toutefois que les Français et les Anglais conservent respectivement leur nationalité propre et, pensant sans aucun doute aux anciennes délégations austro-hongroises créées par le compromis de 1867, le comte de Pange — qui a spécialement étudié les problèmes de l'Europe centrale et les questions concernant l'Autriche-Hongrie — suggérait que chaque Parlement élût des représentants qui se seraient réunis deux fois par an, tantôt à Paris, tantôt à Londres. Devant ces délégués, les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine, des Finances des deux pays auraient présenté leurs rapports et leurs demandes de crédits. La décision devait être réservée aux deux Parlements.

Le projet de M. de Pange était limité, prudent ; il n'allait pas aussi loin que le projet franco-britannique de juin 1940 ; il recueillit l'adhésion de personnalités comme Lord Robert Cecil et Sir William Beveridge.

Toutes ces indications contribuent à montrer qu'en juin 1940, l'idée d'une association étroite de la France et de la Grande-Bretagne était dans l'air, lorsque M. Monick s'en empara et prit l'initiative qui devint le projet du 16 juin.

J'ai questionné le professeur Toynbee et Lord Vansittart pour savoir si, du moins, du côté britannique, les études auxquelles avaient procédé Chatham House et le Centre de la rue de Varenne avaient directement influé sur le gouvernement britannique, en juin 1940. Le professeur Toynbee, très modestement, m'a répondu : « Il ne me paraît guère probable que M. Churchill... ait jamais eu connaissance (du rapport qu'il avait remis lui-même au *Foreign Office*), ni que ce rapport ait pu exer-

cer la moindre influence sur les propositions faites par le Premier Ministre en juin 1940. »

Lord Vansittart m'a écrit avoir ignoré les études de Chatham House et de la rue de Varenne ; « ce projet (du 16 juin), m'a-t-il écrit, a vu le jour au cours de conversations entre moi, Monnet, et Pleven aussi je pense ; Churchill approuva l'idée et nous lui donnâmes la forme d'une offre concrète à la France ».

Si Lord Vansittart ne se souvient pas d'avoir été informé des travaux dont je viens de parler, d'autres, au *Foreign Office*, on l'a vu, étaient au courant, et c'était probablement le cas de Lord Halifax lui-même.

Quoi qu'il en soit, les études poursuivies parallèlement à Paris et à Londres contribuèrent indirectement, sans aucun doute, à préparer l'état d'esprit qui permit au cabinet de guerre de prendre à son compte le projet d'union.

Et depuis? Le 25 avril 1945, à la Chambre des Communes, un député, M. Evans, demanda au Premier Ministre, qui était encore M. Winston Churchill, « si l'offre d'une union totale avec la France, contenue dans le projet de déclaration commune communiquée, en juin 1940, représentait toujours la politique du gouvernement de Sa Majesté ». M. Churchill répondit laconiquement : « No, Sir. »

Le 29 mars 1954, un autre député, un travailliste, M. Parking, questionna de nouveau le secrétaire d'État, M. Eden, pour savoir si l'offre de juin 1940 avait été officiellement retirée. M. Anthony Eden lui répondit qu'il n'avait rien à ajouter à la déclaration faite par son très honorable ami, le Premier Ministre, le 25 avril 1945, et selon laquelle « cette offre ne représentait plus la politique du gouvernement de Sa Majesté ».

A titre de curiosité, je noterai qu'un mois plus tôt, à la séance du 25 février 1954, un député conservateur, M. Godfrey Nicholson, avait lancé une autre idée qui paraît avoir jeté quelque émoi dans les pays intéressés. Elle consisterait à faire place, dans le *Commonwealth*, au Danemark, à la Norvège et, surtout, à la Hollande. La suggestion revêtait, évidemment, un tout autre caractère et s'inspirait de considérations très différentes de celles qui ont animé les auteurs du projet d'union franco-britannique de 1940.

En terminant, j'émettrai le souhait que ce projet demeure dans la mémoire des Français, dans la mémoire de ceux d'entre eux du moins — et je suis de ceux-là — qui tiennent pour nécessaire de maintenir et, autant que possible, de resserrer les liens existant entre les deux vieilles nations voisines, issues de la même civilisation et devenues alliées après tant de siècles de rivalités.

Léon Noël
ambassadeur de France
membre de l'Institut

LA POLITIQUE ALLEMANDE DE L'U. R. S. S.

1941-1945

(D'APRÈS LES MÉMORIALISTES ANGLO-SAXONS)[1]

C'est à Moscou, en octobre 1943, que les Alliés occidentaux confrontèrent avec les Russes, pour la première fois, leurs intentions sur l'Allemagne vaincue. Cordell Hull soumit un projet à Molotov, qui l'emporta pour le présenter à Staline. Le lendemain, le ministre soviétique revint radieux : « Staline est enthousiasmé, déclara-t-il. Ce plan exprime les pensées de la Russie exactement comme si nous l'avions fait nous-mêmes. Nous avions ces pensées, mais nous n'avions pas eu le temps de les exprimer (2). » A partir de ce moment, sur la base du projet américain considéré comme un minimum (3), l'U. R. S. S. élabora sa politique allemande en accord avec les Alliés. Officiellement du moins, il n'y eut plus qu'une politique allemande des Nations Unies. Ceci ressort clairement des ordres du jour et des proclamations du maréchal Staline des années 1944 et 1945.

Si absorbé par la lutte qu'ait été le gouvernement de l'U. R. S. S., il est peu croyable qu'il ait attendu octobre 1943 pour réfléchir au problème de l'Allemagne d'après guerre. En effet, sur le plan des principes, les discours de guerre de Staline (4) permettent de suivre la genèse de cette politique. Dès sa première allocution radiodiffusée après l'attaque

Cet article était rédigé lorsque furent publiés les documents américains sur Yalta. Une étude attentive de ceux-ci (d'après l'édition du New-York Times *du 17 mars 1955) a montré qu'ils n'apportaient aucun élément nouveau pour notre sujet.*

(1) Le sous-titre de cette étude en limite les prétentions. Les sources soviétiques manquent. Moscou a publié un certain nombre de recueils de textes, discours et communiqués, d'ailleurs tous déjà publiés par la presse. Il faut y joindre quelques études d'historiens ou de journalistes soviétiques. On trouvera l'indication de ce matériel dans B. Meissner, *Russland, die Westmächte und Deutschland. Die Sowjetische Deutschlandpolitik, 1943-1953*, Hamburg, 1953, in-8°, 372 p. Cet ouvrage contient une étude analytique de tous les textes diplomatiques, mais les interprétations sont sujettes à discussion. En français, le recueil de textes le plus commode est celui établi par le Quai d'Orsay, *Recueil de textes à l'usage des conférences de la paix (Allemagne)*, 1947, in-8°, 298 p.

(2) Cordell Hull, *Mémoires*, t. II, p. 1285.

(3) Déclaration Molotov, *Ibid.*, p. 1287.

(4) Joseph Staline, *Sur la grande guerre de l'Union soviétique pour le salut de la Patrie*, Moscou, 1946, in-16, 306 p.

allemande, le 3 juillet 1941, il faisait une distinction entre les « fascistes allemands » et les « meilleurs hommes de l'Allemagne (1) », qui flétrissaient l'action perfide des nazis, l'attaque contre l'U. R. S. S. Il désignait comme fidèles alliés de l'Union « les peuples de l'Europe et de l'Amérique, y compris le peuple allemand qui est asservi par les meneurs hitlériens (2) ».

Pour combattre la propagande du docteur Gœbbels, Staline reprenait et précisait cette distinction dans son ordre du jour du 23 février 1942, alors que se développait victorieusement la première contre-offensive d'hiver de l'Armée Rouge.

« Il est des bavards, dans la presse étrangère, qui parfois prétendent que l'Armée Rouge a pour but d'exterminer le peuple allemand et de détruire l'État allemand. C'est là, évidemment, un mensonge absurde et une calomnie peu intelligente contre l'Armée Rouge. Celle-ci ne se propose pas et ne peut pas se proposer des buts aussi stupides... *Il serait ridicule d'identifier la clique de Hitler avec le peuple allemand, avec l'État allemand.* L'histoire montre que les Hitler arrivent et passent, tandis que l'État allemand, le peuple allemand demeurent... Il est des bavards, dans la presse étrangère, qui parfois prétendent que les citoyens soviétiques haïssent les Allemands, précisément parce qu'ils sont Allemands ; que l'Armée Rouge extermine les soldats allemands précisément parce qu'ils sont allemands, en haine de tout ce qui est allemand ; que, pour cette raison, l'Armée Rouge ne fait pas prisonniers les soldats allemands. C'est là encore un mensonge absurde et une calomnie peu intelligente contre l'Armée Rouge. Celle-ci est exempte de toute haine de race. Elle ne connaît pas ce sentiment subalterne, parce qu'elle est formée dans l'esprit de l'égalité des races et le respect pour les droits des autres peuples (3). » A la fin de la même année, dans son rapport au Soviet de Moscou pour le vingt-sixième anniversaire de la Révolution d'Octobre, Staline introduisait une nuance supplémentaire : « Nous ne nous assignons pas la tâche de détruire l'Allemagne, car il est impossible de détruire l'Allemagne comme il est impossible de détruire la Russie. Mais détruire l'État hitlérien, on le peut et on le doit (4). »

Première affirmation d'une nécessaire transformation de l'État — donc du gouvernement — de l'Allemagne après la victoire. Vient ensuite une curieuse et prophétique restriction : « Nous ne nous assignons pas la tâche de détruire toute force militaire organisée en Allemagne, car tout homme cultivé comprendra que cela est non seulement impossible à l'égard de l'Allemagne comme à l'égard de la Russie, mais que *ce serait irrationnel du point de vue du vainqueur.* » Le gouvernement allemand non hitlérien, on dira plus tard antifasciste, disposera donc

(1) J. Staline, *op. cit.*, p. 8.
(2) *Ibid.*, p. 12.
(3) *Ibid.*, p. 42-43.
(4) *Ibid.*, p. 71.

d'une force armée. Seuls les criminels de guerre seront châtiés (1).

Cette modération hautement proclamée correspondait-elle à la pensée profonde du Kremlin? Le 20 novembre 1941, l'ambassadeur Maisky, venu rendre visite à Churchill sur l'ordre de Staline, soulevait, entre autres problèmes, celui de l'organisation de la paix future (2). Le Premier britannique ayant mis en avant un principe général, Staline s'empressa de l'accepter : « Il est exact que l'élaboration et la conclusion d'un accord relatif à l'organisation de la paix future doivent d'abord prendre pour base l'idée générale que l'Allemagne, et avant tout la Prusse, doivent être mises hors d'état de troubler une fois encore la paix et de plonger une fois encore les peuples dans un terrible carnage (3). » Trois semaines plus tard — le 16 décembre — il développa devant M. Eden, en visite à Moscou, ses idées sur l'Europe d'après-guerre et, en particulier, sur le traitement à infliger à l'Allemagne : « Il proposa le rétablissement de l'indépendance de l'Autriche, la séparation de la Rhénanie d'avec la Prusse sous la forme d'un État indépendant ou d'un protectorat, et peut-être la constitution d'un État indépendant de Bavière. Selon lui, la Prusse orientale devait être donnée à la Pologne, tandis que les territoires des Sudètes reviendraient à la Tchécoslovaquie... Il se déclara d'accord sur le principe des réparations en nature à réclamer à l'Allemagne par les pays occupés, plus particulièrement en ce qui concerne les machines-outils, éliminant la possibilité de réparations en argent, considérées comme inopportunes (4). » Démembrement et réparations en nature étaient donc à ce moment les deux bases de la future politique allemande de l'U. R. S. S. On mesure l'écart avec les déclarations publiques. Staline pensait, en effet, qu'il devait être possible de détacher les Allemands de Hitler (5) : les discours de guerre s'adressaient à eux autant qu'aux peuples soviétiques. Ce n'était pas là tactique marxiste-léniniste : Churchill faisait de même (6).

Dès ce moment, le problème allemand était étroitement lié, dans l'esprit des dirigeants du Kremlin, au problème polonais. Or, ce dernier, d'après Staline, ne pouvait trouver de solution que sur la base d'un axiome fondamental : l'U. R. S. S. garderait de toute manière sa frontière occidentale délimitée par les accords Ribbentrop-Molotov d'août-septembre 1939. Les pourparlers Sikorsky-Maisky de juillet 1941 montrèrent l'opposition irréductible des deux points de vue, et la reprise des relations diplomatiques entre les deux gouvernements se fit dans

(1) J. Staline, *op. cit.*, p. 72.
(2) Churchill, *Mémoires*, t. III, vol. 2, p. 161.
(3) *Télégramme* Staline à Churchill, 23 novembre 1941. Churchill, III_2, p. 164.
(4) *Rapport* Eden du 5 janvier 1942, in Churchill, III_2, p. 267-268. Voir aussi Cordell Hull, *op. cit.*, t. II, p. 1165-1167.
(5) J. Staline, *op. cit.*, *Rapport* du 6 novembre 1941, p. 28-29.
(6) *Télégramme* Churchill à Eden, le 20 décembre 1941 : « Soulever publiquement de pareilles questions n'aboutirait qu'à rallier plus fermement tous les Allemands autour d'Hitler. » Churchill, III_2, p. 270.

l'équivoque. L'accord du 30 juillet déclarait seulement (art. 1) : « Le gouvernement de l'U. R. S. S. reconnaît que les traités germano-russes de 1939 relatifs aux changements territoriaux apportés en Pologne ont perdu leur validité (1) », tandis que le gouvernement britannique précisait « qu'il ne reconnaissait aucune des modifications territoriales qui se sont produites en Pologne depuis août 1939 (2) ». Le problème des frontières polonaises était renvoyé à plus tard. Staline ne le perdit pas de vue (3). Dans le plan de réorganisation de l'Europe qu'il développa à M. Eden en décembre, il indiqua avec netteté sa pensée : « M. Staline désire voir rétablir la situation de 1941 antérieure à l'attaque allemande dans les États Baltes, la Finlande et la Bessarabie. La ligne Curzon servirait de base à la future frontière russo-polonaise (4)... » Et déjà il esquissait le principe des compensations territoriales en faveur de la Pologne et aux dépens du territoire allemand : « Selon lui, la Prusse orientale devait être donnée à la Pologne (4). » Toute la politique soviétique ultérieure était en germe dans ces positions affirmées au départ de la route commune avec les Occidentaux (5).

En 1943 s'ajouta la conception de la capitulation sans condition. L'idée était d'origine américaine, et l'expression employée pour la première fois dans le communiqué de la Conférence de Casablanca (janvier 1943) (6). Staline la reprit dans son ordre du jour du 1er mai suivant (7). Mais il s'agissait de couper court à des bruits de paix séparée, et à Téhéran encore le Généralissime n'était pas entièrement rallié à cette formule : il déclara alors qu'insister sur ce point serait maladroit envers le peuple allemand (8).

Au moment où les Anglo-Américains exposèrent leurs vues sur le sort futur de l'Allemagne, les chefs soviétiques étaient donc arrivés aux conclusions suivantes : la frontière de l'U. R. S. S. étant celle de 1941, c'est-à-dire englobant la Carélie finlandaise, les États Baltes, les territoires polonais à l'Est de la ligne Curzon et la Bessarabie, la Pologne se

(1) Cité d'après *Zeittafel und Dokumente zur Oder-Neisse Linie*, 1939-1952, Kitzingen, 1953, p. 7.

(2) *Note officielle* du 30 juillet 1941. Churchill, III_2, p. 18.

(3) L'U. R. S. S., dans la pratique, traita différemment les Polonais et les Ukrainiens, Blancs Russiens, Juifs des territoires ex-polonais qu'elle avait occupés. Les premiers furent considérés comme ressortissants du gouvernement de Londres, les autres comme citoyens soviétiques. Cf. note soviétique du 1er décembre 1941, in *Zeitaffel und Dokumente...*, p. 8.

(4) *Rapport* Eden du 5 janvier 1942, in Churchill, III_2, p. 267-268.

(5) Il faut noter que les Polonais de Londres, s'ils refusaient d'abandonner à l'Est des territoires à l'U. R. S. S., rêvaient, par contre, d'un plus large débouché sur la mer, donc aux dépens de la Prusse orientale. Cf. *Zeittafel und Dokumente...*, *op. cit.*, p. 5-7.

(6) E. Roosevelt, *Mon père m'a dit*, Paris, 1947, p. 146-147, et Cordell Hull, *Mémoires*, t. II, p. 1571 à 1577.

(7) J. Staline, *op. cit.*, p. 95 : « N'est-il pas clair que seul l'écrasement total des armées hitlériennes et la capitulation sans condition de l'Allemagne hitlérienne peuvent amener l'Europe à la paix? »

(8) Cordell Hull, *op. cit.*, t. II, p. 1576.

dédommagerait en prenant la Prusse orientale, la Prusse serait détruite en tant qu'État, le reste du territoire du Reich constitué en plusieurs États indépendants (en particulier la Bavière et la Rhénanie). A tous ces pays allemands seraient imposées des réparations en nature pour rembourser les victimes des agressions hitlériennes. Enfin, ce règlement de paix serait appliqué non après une négociation avec le gouvernement vaincu, mais après une capitulation sans condition de ce dernier. Sur bien des points, donc, les positions soviétiques et américaines étaient proches : on comprend l'accueil enthousiaste de Staline au plan Cordell Hull (1).

* * *

A *Téhéran* (novembre-décembre 1943), les problèmes allemand et polonais apparurent de nouveau étroitement liés. Les discussions, passablement confuses (2), permirent aux Soviétiques de préciser leurs vues. Staline exprima sa crainte d'une renaissance du nationalisme allemand, préconisa des restrictions du potentiel industriel du Reich et déclara que « les Russes ne désiraient rien de ce qui appartenait aux autres pays, si ce n'est peut-être un petit morceau de l'Allemagne (3) ». Pour la Pologne, ce furent les Anglais qui fournirent les bases de la discussion : « Eden dit que ce que la Pologne perdrait à l'Est, elle pourrait le regagner à l'Ouest. Staline réplique que c'était possible, mais qu'il n'en savait rien. J'expliquai alors, au moyen de trois allumettes, comment je concevais ce déplacement de la Pologne vers l'Ouest. Cela plut à Staline (3). »

Le Maréchal se prononça par la suite pour la frontière polono-russe de 1939, « qui lui semblait ethnologiquement la bonne (4) », et, à l'Ouest, pour la ligne de l'Oder. Les demandes furent acceptées par les Anglais (5)

(1) Le plan de Cordell Hull prévoyait : reddition sans condition, administration tripartite et occupation militaire, dénazification et démilitarisation, réparations en nature, décentralisation par diminution de l'influence de la Prusse. Rien de précis sur les frontières. Cf. *Mémoires*, II, p. 1285-1286. Mais Roosevelt, à ce moment, pensait à la constitution de trois ou quatre États allemands (*Ibid.*, p. 1264-1265). A ce moment également, les Anglais avaient accepté, en fait, pour la Russie les frontières du 22 juin 1941. Cf. *Note* Churchill à Eden, le 11 octobre 1943 : « Nous réaffirmons les principes de la *Charte de l'Atlantique*, en notant que l'adhésion de la Russie à celle-ci est basée sur les frontières du 22 juin 1941. Nous prenons également note des frontières historiques de la Russie, telles qu'elles existaient avant les deux guerres d'agression déclanchées par l'Allemagne en 1914 et en 1939 », in Churchill, V_1, p. 285.

(2) Churchill, V_2, chap. III, p. 34 à 81, note à plusieurs reprises que la sténographie de la discussion fut interrompue. Son récit n'est pas particulièrement clair.

(3) Churchill, V_2, p. 37.

(4) Churchill, V_2, p. 69 : « Eden demanda s'il s'agissait de la *ligne Ribbentrop-Molotov*. — Appelez-la comme vous voudrez, répondit Staline. — Molotov fit observer qu'on l'appelait habituellement ligne Curzon. — Non pas, fit Eden, il y a d'importantes différences. Molotov déclara qu'il n'y en avait aucune. »

(5) « Je déclarai alors à M. Eden avec quelque force, selon le procès-verbal, que

et l'on admit le principe, soulevé par Roosevelt, d'un transfert de population avec le consentement des intéressés. Au dernier moment, Staline précisa ce qu'il entendait par « un petit morceau de l'Allemagne » et déclara « que les Russes aimeraient acquérir le port en eaux libres de Kœnigsberg et traça une ligne sur la carte à titre d'indication. La Russie tiendrait ainsi l'Allemagne à la gorge (1) ». Le reste du territoire allemand serait « démembré » et le Maréchal se prononça en faveur du plan Roosevelt, prévoyant cinq régions avec des gouvernements autonomes (2). Il refusait, en effet, de faire une différence entre les Allemands : « Tous étaient les mêmes. C'étaient les officiers prussiens, le ciment qui les unissait. Au fond, il n'existait aucune différence entre ceux du Nord et ceux du Sud ; ils se battaient tous comme des bêtes féroces (3). » « Il fallait séparer et disperser les tribus germaniques. Bien entendu, elles chercheraient à se réunir, si émiettées qu'elles fussent. Elles essaieraient toujours de s'agréger. C'était là qu'il voyait le second danger qu'il faudrait neutraliser par des mesures économiques et, en fin de compte, par la force si c'était nécessaire. Il n'y avait pas d'autre manière de penser la paix... Il fallait à tout prix diviser l'Allemagne de façon qu'elle ne pût ensuite se réunir. » C'est sur ces remarques que se termina à Téhéran l'examen tout à fait préliminaire, selon le mot de Staline, du problème allemand (4).

Ces bases d'accord se heurtèrent à l'opposition des Polonais de Londres. Lorsque Churchill, selon l'engagement pris à Téhéran (5), voulut persuader le gouvernement Mikolajczyk d'accepter la ligne Curzon contre cession de la Prusse orientale, de Dantzig et de la Silésie jusqu'à l'Oder, il se heurta à une fin de non-recevoir : quelles que fussent les compensations envisagées en Allemagne, les Polonais se refusaient à discuter la ligne Curzon (6). La formation du *Comité de Lublin* vint com-

je n'allais pas me briser le cœur pour cette cession d'une partie de l'Allemagne à la Pologne, ni pour Lwow. Eden dit que, si le maréchal Staline voulait prendre la ligne Curzon et celle de l'Oder comme base de discussion, ce pourrait être un point de départ. » CHURCHILL, V_2, p. 70.

(1) CHURCHILL, V_2, p. 77. Churchill proposa pour la Pologne la rédaction finale suivante : « On estime, en principe, que l'habitat de l'État et du peuple polonais se situe entre ce que l'on appelle la ligne Curzon et la ligne de l'Oder, y compris une partie de la Prusse orientale (à définir) et Oppeln. Mais le tracé précis de la frontière demande une étude très soigneuse et, peut-être, des triages de population en certains endroits. »

(2) La Prusse ; le Hanovre et le Nord-Ouest ; la Saxe et la région de Leipzig ; la Hesse-Darmstadt, la Hesse-Cassel et la Rhénanie du Sud ; la Bavière, Bade et Wurtemberg ; plus deux zones administrées par les Nations Unies : Kiel, le canal et Hamburg, la Ruhr et la Sarre. CHURCHILL, V_2, p. 74-75.

(3) CHURCHILL, V_2, p. 75-76.

(4) On remarquera que, dans son *Rapport* du 6 novembre 1943 au Soviet de Moscou, Staline énonce des principes généraux pour la réorganisation de l'Europe, mais ne fait aucune allusion au traitement à infliger à l'Allemagne. STALINE, *op. cit.*, p. 120.

(5) CHURCHILL, V_2, p. 70-71.

(6) Cordell HULL, *Mémoires*, t. II, p. 1438-1441 ; MEISSNER, p. 25-32, et *Oder-Neisse Linie*, p. 15-18.

pliquer le problème. Dans son manifeste du 22 juillet, il appelait le peuple polonais à se lever « pour la liberté de la Pologne, pour le retour à la mère-patrie des vieilles terres polonaises de Poméranie et de la Silésie d'Oppeln, pour la Prusse orientale, pour un large accès à la mer, pour la frontière polonaise sur l'Oder (1) ». Mais il acceptait la cession à l'U. R. S. S. des territoires de l'Est. Mikolajczyk se rendit alors à Moscou, le 30 juillet, et le Kremlin précisa ses vues au sujet des frontières occidentales de la Pologne. Staline « aurait soin que la Pologne reçoive tous les territoires jusqu'à l'Oder et la Neisse, y compris Breslau, et au Nord-Ouest jusqu'à Stettin. Il aurait aussi déclaré qu'il laisserait évacuer ce territoire de toute la population allemande qui y était domiciliée. En outre, la Prusse orientale devait revenir à la Pologne, à l'exception de Kœnigsberg et de son hinterland Nord-Est, qui seraient annexés par l'U. R. S. S. (2) ».

C'est la première mention formelle de la *ligne Oder-Neisse* : il semble que la paternité en revienne à Staline. En effet, Churchill fait remarquer qu'à Téhéran la question de savoir si la frontière suivrait la Neisse orientale ou occidentale n'avait pas été soulevée (3). Le Premier britannique avait lui-même demandé à Molotov la cession aux Polonais du district d'Oppeln (4), ce qui laissait prévoir comme frontière la Neisse orientale. Staline, donnant à la Pologne Breslau, qui est à cheval sur l'Oder, déplaçait la ligne vers l'Ouest : de quelle Neisse pouvait-il être question, sinon de la Neisse de Lusace? Dans une interview au *Manchester Guardian*, Osubka-Morawski, alors président du Comité de Lublin, fit, le 30 août 1944, pour la première fois publiquement mention de la *Ligne Oder-Neisse* (5). En octobre, Churchill et Staline, réunis à Moscou, essayèrent de régler le problème polonais : sans succès. Mikolajczyk refusa d'accepter la *Ligne Curzon*, tandis que le *Comité de Lublin* demanda, au nom du peuple polonais, la cession de Lwow à la Russie (6). Staline restant inébranlable sur la *Ligne Curzon*, y compris la région de Lwow, déjà réclamée à Téhéran (7), le Premier britannique, désireux de vaincre la résistance des Polonais de Londres, fit miroiter à leurs yeux de vastes territoires allemands. Une lettre du secrétaire d'État au *Foreign Office*, Sir Alexander Cadogan, au ministre des Affaires étrangères du gouvernement Mikolajczyk, T. Romer, précise, en

(1) *Oder-Neisse Linie*, p. 21.
(2) *Dépêche* Mikolajczyk à Roosevelt, in *Oder-Neisse Linie*, p. 22.
(3) Churchill, V_2, p. 77, note 1.
(4) Churchill, V_2, p. 71.
(5) Meissner, *op. cit.*, p. 36.
(6) Churchill, VI_1, p. 244. Il faut remarquer que le récit de Churchill sur cette visite à Moscou est sujet à caution. Noter une différence de ton entre le texte écrit en 1953 et la dépêche de 1944. D'autre part, le récit est vague sur des points essentiels : les discussions sur l'Allemagne sont résumées en quatre lignes (p. 249). Il est certain, d'après les discours de Churchill lui-même, que le Premier Ministre est allé beaucoup plus loin qu'il ne veut bien l'écrire en 1953.
(7) Churchill, V_2, p. 69-70.

date du 2 novembre : « Le Premier Ministre, après consultation du Cabinet, m'a chargé de vous faire les réponses suivantes : ... 3° Vous demandez, au cas où le gouvernement des États-Unis jugerait impossible d'accepter les changements de la frontière occidentale de la Pologne prévus dans les récentes conversations de Moscou, si le gouvernement de Sa Majesté soutiendrait cependant ces changements à la Conférence de la Paix. La réponse du gouvernement de Sa Majesté à cette question est affirmative. — 4° Vous demandez ensuite si le gouvernement de Sa Majesté était définitivement en faveur d'une avancée de la frontière polonaise jusqu'à la ligne de l'Oder pour inclure le port de Stettin. La réponse est que le gouvernement de Sa Majesté considère que la Pologne aurait le droit d'étendre son territoire jusque-là. — 5° Enfin, vous demandez si le gouvernement de Sa Majesté est prêt à donner sa garantie à l'indépendance et à l'intégrité de la nouvelle Pologne. La réponse est que le gouvernement de Sa Majesté est prêt à donner une pareille garantie conjointement avec le gouvernement soviétique (1). »

On peut déduire de ce texte :

1° Que Staline et Churchill s'étaient mis d'accord à Moscou pour donner Stettin à la Pologne, ce qui n'avait pas encore été envisagé jusque-là.

2° Que les nouvelles frontières de la Pologne avaient dû être délimitées avec précision, puisque le gouvernement britannique envisageait de les garantir même au cas où les U. S. A. ne jugeraient pas possible de le faire (2). Il est peu vraisemblable que Churchill, si méfiant, d'après lui, envers le Kremlin, ait accepté de garantir une ligne mal définie.

Or, il n'est nulle part question de la Neisse. Churchill reste, sur ce point, d'une étonnante discrétion. Mais, dans son discours du 15 décembre aux Communes, le Premier déclara : « Les Polonais sont libres, pour autant que cela regarde la Russie et la Grande-Bretagne, d'étendre leur territoire aux dépens de l'Allemagne à l'Ouest. Je ne puis donner de détails précis, mais les annexions envisagées par la Russie et la Grande-Bretagne sont de grande importance. Ils doivent gagner à l'Ouest des territoires plus importants et plus développés économiquement que ceux perdus à l'Est... Il faudra transporter plusieurs millions de gens de l'Est vers l'Ouest et le Nord, et expulser les Allemands — car c'est de cela qu'il s'agit, l'expulsion totale des Allemands — des territoires acquis par la Pologne à l'Ouest et au Nord... Je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas de place en Allemagne pour les populations de Prusse

(1) Cité d'après *Poland, Germany and European Peace, Official Documents 1944-1948*, p. 105-106, publié par l'ambassade polonaise de Londres. Le texte de cette lettre fut révélé en 1947 lors d'un débat aux Communes. Voir aussi *Oder-Neisse Linie*, p. 23.

(2) Même lettre : « Si le gouvernement des U. S. A. voyait la possibilité de se joindre à eux, ce serait un grand avantage, bien que le gouvernement de Sa Majesté n'en fasse pas une condition de sa propre garantie en accord avec celle du gouvernement soviétique. »

orientale et des régions mentionnées. Après tout, 6 ou 7 millions d'Allemands ont déjà été tués dans cette guerre effrayante, dans laquelle ils n'ont pas hésité, pour la seconde fois en une génération, à plonger l'Europe. Actuellement, on dit qu'il y a en Allemagne 10 à 12 millions de prisonniers ou d'étrangers qui y travaillent comme esclaves. Nous espérons qu'ils seront rendus à leurs foyers et à leurs pays à la victoire. En outre, nous devons compter que de nombreux Allemands seront encore tués dans les batailles du printemps et de l'été prochains (1)... » Churchill envisageait donc :

1° De donner à la Pologne des territoires plus vastes que ceux perdus à l'Est. Or, il venait de parler du tiers du territoire polonais.

2° D'expulser une masse d'Allemands comprise entre 6 et 10 millions.

Ces deux mesures impliquaient au moins comme frontières de la Pologne la Neisse occidentale (2). Au lendemain des entretiens de Moscou avec les Britanniques, Staline pouvait penser qu'il ne restait qu'à convaincre définitivement les Américains et à inscrire de façon précise sur une carte les nouvelles frontières polono-allemandes. Au même moment, les frontières occidentales de l'U. R. S. S. étaient effectivement rétablies. Dans son ordre du jour du 7 novembre, il proclamait : « La frontière de l'État soviétique violée par les hordes hitlériennes le 22 juin 1941 est rétablie intégralement de la mer Noire à la mer de Barentz (3). »

Sur le second point des discussions de Moscou, le problème allemand, Churchill est également d'une réserve extrême. « Nous abordâmes alors pour la première fois la question de l'Allemagne. Nous discutâmes des mérites et des inconvénients du plan Morgenthau et il fut décidé que la Commission consultative pour l'Europe étudierait le problème en détail (4). » Cependant, il cite un télégramme à Roosevelt dans lequel il précise les mesures envisagées :

1° Partage de l'Allemagne : les États du Sud, Bavière, Wurtemberg, Bade, formant avec l'Autriche une fédération ayant pour capitale Vienne.

2° Démembrement de la Prusse, par amputation de la Ruhr et de la Sarre, placées sous contrôle international, et formation d'un État indépendant de Rhénanie.

3° Internationalisation du canal de Kiel (5).

Aucune conclusion ne fut arrêtée, cependant, puisqu'on envisageait dès ce moment la réunion de Yalta (5). Dans son rapport du 6 novembre

(1) Cité d'après *Poland, Germany and the Peace*, p. 109, et *Oder-Neisse Linie*, p. 24-25.

(2) Les territoires au delà de l'Oder et de la Neisse occidentale représentent 101.500 km.², déduction faite de la Prusse orientale soviétique, 13.800 km.², et une population, en 1939, de 8.372.000 habitants (idem). (D'après *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1952). Les territoires perdus par la Pologne représentaient 179.740 km.².

(3) Staline, *Sur la grande guerre..., op. cit.*, p. 165.

(4) Churchill, VI_1, p. 249.

(5) Churchill, VI_2, p. 250. Indique qu'il est d'accord sur tout cela, sauf sur la

au Soviet de Moscou, le Maréchal abordait pour la première fois en public le problème : « Bien entendu, après la défaite, l'Allemagne sera désarmée tant du point de vue économique que du point de vue politique et militaire. Il serait toutefois naïf de croire qu'elle n'essaiera pas de faire renaître sa puissance et de déclancher une nouvelle agression. On sait que les meneurs allemands préparent dès à présent une nouvelle guerre. L'histoire montre qu'une courte période de vingt à trente ans suffit pour que l'Allemagne se relève de sa défaite et reconstitue sa puissance (1). » Et, pour éviter une nouvelle agression, Staline préconisait la création « d'une organisation spéciale composée de représentants des nations pacifiques... (disposant) des forces armées nécessaires pour prévenir l'agression (1) ». Autrement dit, limitation du potentiel industriel allemand, démilitarisation, dénazification et démocratisation, sous l'étroite surveillance des vainqueurs formant pendant la paix comme dans la guerre un « directoire mondial », véritable Sainte-Alliance des puissances pacifiques et démocratiques contre les forces du fascisme fauteur de guerre.

* * *

L'Union soviétique arrivait à Yalta (4-11 février 1945) en possession de tous les éléments de sa politique allemande. Les Anglo-Saxons avaient des positions plus variées. Le plan Morgenthau, accepté par Roosevelt et Churchill à Québec en septembre 1944, se heurtait à de vives résistances tant de la part du *Département d'État* que du *Foreign Office* (2). Les opérations militaires étaient si avancées qu'une discussion approfondie du sort à réserver à l'Allemagne s'imposait désormais. Quatre questions essentielles furent débattues (3) :

1° La fixation de la frontière avec la Pologne.

2° Le principe du démembrement du Reich.

3° Les buts de l'occupation.

4° Les réparations à exiger du vaincu.

Sur le premier point, les Soviétiques furent extrêmement précis : « Staline dit qu'il existait deux rivières du nom (de Neisse), l'une près de Breslau et l'autre plus à l'Ouest. C'était à la Neisse occidentale qu'il pensait et il demandait à la Conférence d'appuyer sa proposition (4). »

Confédération du Sud, à laquelle il voudrait adjoindre la Hongrie, ce que Staline refuse absolument.

(1) STALINE, *op. cit.*, p. 160-162.

(2) Il est piquant de remarquer que deux publications officielles, l'une de Bonn (*L'Allemagne nouvelle*, édit. des *Services de Presse et d'Information*, 1953), l'autre de l'Est (*Geschichtliche Zeittafel*, 1945-1953, éd. Kongress Verlag, Berlin, 1954), désignent le plan Morgenthau comme base des accords de Yalta.

(3) En dehors des problèmes immédiats : zones d'occupation, termes de la capitulation, etc...

(4) CHURCHILL, V_2, p. 25, et STETTINIUS, *Yalta*, p. 153.

Molotov, de son côté, dans son résumé des propositions russes, écrivit : « Il est décidé que la frontière occidentale de la Pologne partirait de la ville de Stettin (qui serait polonaise) et descendrait de là vers le Sud le long de l'Oder et de la Neisse occidentale (1). » L'importance attachée par les Soviétiques à cette revendication est soulignée par Byrnes. Staline venait de réclamer avec chaleur la *Ligne Curzon* (2). « En prononçant ces paroles, Staline s'était levé. Ce fut la seule fois pendant toute la Conférence qu'il manifesta des sentiments aussi vifs. — Je préfère, poursuivit-il, que la guerre se prolonge, malgré le sang qu'elle nous coûte, pour pouvoir donner à la Pologne une compensation aux dépens de l'Allemagne. Je soutiendrai ce point de vue et je demanderai à tous nos amis de me soutenir. Je suis partisan de l'extension des frontières occidentales de la Pologne jusqu'à la Neisse (3). »

Or, la déclaration finale de la Conférence, reprise mot à mot dans le *Protocole* signé des trois ministres des Affaires étrangères, est beaucoup plus vague : « (Les trois chefs de gouvernements) reconnaissent que la Pologne devra avoir des cessions substantielles de territoires au Nord et à l'Ouest. Ils pensent que le nouveau gouvernement provisoire polonais d'unité nationale devra être consulté en temps opportun en vue de déterminer l'étendue des cessions, et que la délimitation finale de la frontière occidentale de la Pologne devra attendre ensuite la Conférence de la Paix (4). » Il est évident que les Soviétiques n'avaient pu faire prévaloir leur point de vue : en effet, si la *Déclaration* finale destinée à être publiée devait tenir compte des réactions des opinions publiques et passait certains points sous silence, le *Protocole* rédigé par les ministres, enregistrant les accords effectivement réalisés, n'avait pas les mêmes servitudes. Ainsi, il n'était soufflé mot dans la *Déclaration* du démembrement de l'Allemagne mentionné au § 3 du *Protocole*. Au sujet de la frontière occidentale de la Pologne, le *Protocole* ne fait que reproduire mot pour mot la *Déclaration* finale. Une seule conclusion est possible : les Alliés n'ont pu se mettre d'accord et ont renvoyé le problème à la Conférence de la Paix. C'est, d'ailleurs, ce qui ressort expressément des témoignages de Churchill, Stettinius et Byrnes (5) : on se contenta d'un accord verbal sur la « ligne de l'Oder » et l'on remit à plus tard le tracé précis. Par contre, le principe de l'expulsion des Allemands des territoires cédés à la Pologne fut admis par les Trois Grands (6).

La question du démembrement du Reich fut soulevée par Staline dès le second jour de la Conférence. Il rappela que le problème avait été

(1) Churchill, VI_2, p. 28.
(2) Stettinius, p. 152, et Byrnes, *Cartes sur table*, p. 71-72.
(3) Byrnes, *op. cit.*, p. 74.
(4) Texte de la déclaration finale et protocole in Stettinius, p. 309-310 et 317-318.
(5) Churchill, VI_2, p. 25 à 40 ; Stettinius, p. 151-154, 174-175, 242-244, 252-253 ; Byrnes, p. 71-73. Le détail de la discussion in Meissner, p. 40-44.
(6) Meissner, p. 42.

abordé à Téhéran et que deux plans existaient, à sa connaissance : celui du Président Roosevelt (partage en cinq États), celui de Churchill (deux États), élaboré lors de son voyage à Moscou. Il se prononça en faveur du principe de ce démembrement et demanda que l'on ajoutât aux termes de la reddition la déclaration que l'Allemagne serait démembrée, sans fournir aucun détail. L'accord de principe était acquis dès ce moment (5 février) et l'on confia aux ministres des Affaires étrangères le soin d'inclure le mot « démembrement » dans les termes de la formule de reddition (1). Le *Protocole* enregistra l'accord réalisé avec une surprenante facilité sur un aussi grave sujet (2).

L'accord sur les buts de l'occupation semble avoir été facile : aucun des mémorialistes de Yalta ne s'arrête à cette question. La *Déclaration* finale contient (3), en effet, des principes généraux (4). L'interprétation de ces principes était nécessairement en grande partie subjective : elle allait dépendre des conceptions générales de chaque signataire. Entre l'empirisme anglais, l'évangélisme libéral américain et le marxisme soviétique — plus tard le nationalisme cartésien français — que de conflits en vue ! Pour l'immédiat, c'était l'accord, d'autant plus aisé qu'un problème resta curieusement dans l'ombre : celui d'un gouvernement unifié ou non en Allemagne. Seul Staline s'en avisa, qui, le 5 février, posa la question suivante : « Les Trois Grands établiraient-ils un gouvernement en Allemagne? Si l'Allemagne était divisée, chaque partie aurait-elle son gouvernement (5) ? » Il ne semble pas que les Anglo-Saxons y aient prêté attention : c'était assurément, à leurs yeux, une question à remettre à plus tard.

(1) Stettinius, p. 135-136.

(2) Stettinius, p. 315 : « Le Royaume-Uni, les U. S. A. et l'U. R. S. S. posséderont en Allemagne une autorité suprême. Dans l'exercice de cette autorité, ils prendront les mesures qu'ils estimeront nécessaires à la paix et à la sécurité futures, y compris le complet désarmement, la démilitarisation et le démembrement de l'Allemagne. L'étude de la procédure pour le démembrement de l'Allemagne est confiée à un comité constitué par M. Eden (président), M. Winant et M. Cusev. Ce comité envisagera l'opportunité de s'associer un représentant français. »

(3) Point n° II, § 2.

(4) Stettinius, p. 306 : « Notre ferme intention est de détruire le militarisme et le nazisme allemands et de nous assurer que l'Allemagne ne pourra jamais plus troubler la paix du monde. Nous sommes résolus à désarmer et à licencier toutes les forces armées allemandes, à briser pour toujours l'état-major général allemand qui, à plusieurs reprises, a organisé la renaissance du militarisme allemand, à éliminer ou contrôler toute industrie allemande qui pourrait être utilisée en vue d'une production militaire, à infliger à tous les criminels de guerre une juste et rapide punition, à exiger des indemnités de réparations en nature pour les destructions causées par les Allemands, à faire disparaître le parti nazi, les lois, les organisations et les institutions nazies, à supprimer des emplois publics et de la vie économique et culturelle du peuple allemand toutes les influences militaristes et nazies, à prendre en même temps telles autres mesures qui pourraient être nécessaire à la paix et à la sécurité futures du monde. Notre intention n'est pas de détruire le peuple allemand. Mais ce n'est que lorsque le nazisme et le militarisme auront été extirpés qu'il y aura pour les Allemands un espoir de vie décente et une place au Conseil des Nations. »

(5) Stettinius, p. 121-122.

Aux yeux des Soviétiques, celle des réparations était capitale et urgente : ce fut, d'après Byrnes, leur principal souci à Yalta (1) et, à lire Stettinius, on voit, en effet, qu'il en fut presque autant question que de la Pologne. Dès le second jour, Molotov déclara à Stettinius que l'U. R. S. S. comptait recevoir de l'Allemagne des indemnités en nature (2), mais ce fut Maisky qui, à la demande de Staline, exposa la position russe à la séance plénière. Les Soviétiques préconisaient une double méthode :

1° Pendant une période de deux ans à partir de la fin de la guerre, « enlever à l'économie nationale de l'Allemagne les usines, les machines lourdes, les machines-outils, les stocks de matériel roulant, les investissements à l'étranger (3) », c'est-à-dire démontages et transferts (4).

2° Pendant une période de dix ans, « il y aurait des paiements annuels en articles manufacturés ou en nature », donc prélèvements sur la production courante, puisque les stocks seraient déjà confisqués.

La politique des démontages visait un double objectif : sécurité de l'Europe et restauration de l'économie soviétique. Le pourcentage des destructions et confiscations pourrait s'élever à 80 % de l'industrie lourde, avec interdiction totale de fabriquer certains produits (munitions, essence synthétique). « Les 20 % d'industrie lourde laissés à l'Allemagne seraient suffisants pour satisfaire aux besoins allemands en temps de paix (5). » Un contrôle tripartite de l'industrie, des représentants alliés assurant pendant dix ans la direction des conseils d'administration, assurerait la régularité des paiements. Ce plan, expliquait Maisky, n'arriverait pas à compenser les dommages de guerre causés par les Allemands en Russie ; du moins « l'Union soviétique ne désirait pas moins de 10 billions de dollars en réparations totales », la part des autres alliés étant à fixer par une commission spéciale.

L'exposé de Maisky suggère deux remarques :

1° Les Russes, qui d'après Molotov étaient en retard sur les Anglais et les Américains dans leurs études du problème allemand (6), avaient pour les réparations un plan parfaitement au point, mieux que celui des Anglo-Saxons (7), et qui allait servir de base aux discussions de ce problème.

2° Le chiffre de 10 billions de dollars ne pouvait surprendre les Américains, puisque, quelques jours avant la Conférence, le bureau des services stratégiques de Washington avait estimé à 20 billions de dollars

(1) Byrnes, p. 65.
(2) Stettinius, p. 119. Il demandait en même temps aux U. S. A. des crédits à long terme.
(3) Stettinius, p. 129.
(4) Byrnes, p. 66.
(5) Stettinius, p. 129.
(6) Stettinius, p. 119.
(7) Dans le *mémorandum* du *Département d'État* à Roosevelt avant la conférence, il n'y a pas une allusion aux réparations et quatre lignes seulement sur la « politique économique à longue portée » à appliquer à l'Allemagne. Stettinius, p. 86.

les dommages de guerre subis par l'U. R. S. S. (1). En effet, Roosevelt se borna à affirmer que l'Allemagne ne devait pas mourir de faim, tandis que l'opposition de Churchill à des chiffres trop élevés amena Maisky à préciser : « Dix billions de dollars n'était pas trop demander à l'Allemagne. Ce n'était que 10 % du budget annuel des États-Unis et six mois des dépenses de guerre de la Grande-Bretagne. Il était d'avis que l'Allemagne ne devait pas avoir un niveau de vie plus élevé que celui du centre de l'Europe. Il ne croyait pas, comme le disait Churchill, que l'Allemagne pouvait mourir de faim. L'Allemagne pouvait vivre d'une vie modeste, décente, basée sur l'industrie légère et l'agriculture (2). » Les Russes faisaient ainsi écho au plan Morgenthau.

Le surlendemain 7 février, Molotov soumit à ses collègues alliés un document écrit énonçant les principes directeurs de la politique des réparations. Il y reprenait, en les précisant, les éléments de l'exposé de Maisky (3). Celui-ci en profita pour renouveler, chiffres en main, son argumentation en faveur des sommes réclamées : 10 billions de dollars d'équipement industriel ne représentaient que le huitième de la fortune allemande, compte tenu des destructions de guerre — 10 billions à prélever en dix ans sur la production équivalaient par an au vingtième du revenu national : « cette ponction pourrait donc être supportée par l'Allemagne (4) ». Le projet Molotov fut étudié par les ministres des Affaires étrangères, qui acceptèrent sans modifications les deux premiers paragraphes et, dans le troisième, proposèrent de laisser à une commission spéciale, à créer à Moscou, le soin de fixer le montant exact. Les Sovié-

(1) 16 billions en capital immobilier (basé 1937), soit 25 % de son capital immobilier total, et 4 billions en objets manufacturés et biens personnels. STETTINIUS, p. 120-121.

(2) STETTINIUS, p. 132.

(3) 1° Les indemnités doivent être perçues en premier lieu par les pays qui ont porté le fardeau de la guerre le plus important et ont organisé la victoire sur l'ennemi. Tous les autres pays recevront en second lieu des indemnités.

2° Mise à part pour l'instant l'utilisation de la main-d'œuvre allemande comme élément d'indemnité, cette question devant être considérée à une date ultérieure, les indemnités en nature devront être exigées de l'Allemagne sous les deux formes suivantes :

— Prélèvement par un versement unique à la fin de la guerre sur la fortune nationale de l'Allemagne, située tant sur le territoire allemand qu'à l'extérieur (équipement, machines-outils, navires, stock de matériel roulant, parts d'entreprises industrielles, de transport, de constructions navales et autres en Allemagne), l'objet de ces prélèvements s'appliquant avant tout au désarmement militaire et économique de l'Allemagne. Ces prélèvements devront être terminés deux ans après la fin de la guerre.

— Livraison annuelle de produits par l'Allemagne pendant dix ans à partir de la fin de la guerre.

3° Le total des indemnités allemandes de réparations sous forme de prélèvements sur les biens nationaux aussi bien que sous forme de livraisons annuelles de produits, après la fin de la guerre, est fixé à 20 billions de dollars. Ce total devra être attribué comme suit :

U. R. S. S. : 10 billions de dollars.

Royaume-Uni et U. S. A. : 8 billions de dollars.

Tous autres pays : 2 billions de dollars (STETTINIUS, p. 161-162).

(4) STETTINIUS, p. 163.

tiques insistèrent pour voir inscrire un chiffre précis : Maisky proposa celui de 20 billions de dollars comme base des études de la commission, qui pourrait s'arrêter à un total un peu plus ou un peu moins élevé (1). Molotov laissa entendre, d'ailleurs, que les demandes russes seraient sans doute réévaluées dans un sens d'augmentation : l'évaluation avait été faite sur la base des prix de 1938, et « il était probable que l'Union soviétique ajouterait 15 à 20 % aux prix de 1938 (2) ». Finalement, les Américains, en particulier Stettinius, pensèrent que le chiffre de Maisky était raisonnable (3) et acceptèrent d'inscrire 20 billions de dollars (dont la moitié irait à l'U. R. S. S.) comme base de discussion. Les Britanniques réservèrent leur accord et, malgré la chaleur qu'il mit à plaider le point de vue soviétique (4), Staline dut céder : les chefs d'État se contentèrent d'indiquer : « Des instructions seront données à la Commission de Moscou afin qu'elle considère le montant des réparations (5). » Mais, le dernier soir de la Conférence, à l'issue d'un grand dîner offert par Churchill, Staline revint à la charge. Il déclara n'être pas satisfait de la manière dont la question des réparations avait été réglée (6). Le Maréchal obtint alors deux choses :

1° Le communiqué officiel mentionnerait l'intention des Alliés de faire payer l'Allemagne pour les dommages qu'elle avait causés et contiendrait une allusion à la *Commission des Réparations.*

2° Le protocole secret déclarerait que l'Union soviétique et les États-Unis pensaient que la *Commission des Réparations* prendrait comme base de discussion du montant des indemnités le chiffre de 20 billions de dollars et que 50 % du total iraient à l'Union soviétique, tandis que la Grande-Bretagne était d'avis qu'en attendant l'étude à laquelle devait procéder la Commission, on ne devait avancer aucun chiffre (7).

Ce dernier succès de Staline est inscrit dans les textes de la Conférence de Yalta (8). Également l'emploi de la main-d'œuvre allemande au titre des réparations (9), dont on ne trouve pas mention chez les mémorialistes anglo-saxons.

(1) Stettinius, p. 215-216.
(2) Stettinius, p. 217.
(3) Stettinius, p. 216.
(4) « Staline, sur la question des réparations, s'exprima avec une grande émotion, en contraste frappant avec son humeur habituelle, calme et égale. Plusieurs fois, il se leva, passa derrière sa chaise et, dans cette position, s'exprima en soulignant sa pensée par des gestes. Les terribles destructions faites par les Allemands en Russie l'avaient, c'était visible, profondément affecté. » Stettinius, p. 246.
(5) Stettinius, p. 248.
(6) Stettinius, p. 253-254 : « J'ai toujours eu l'impression que Molotov et Maisky avaient eu avec le Maréchal une conversation privée à la suite de la session pleinière et qu'ils l'avaient convaincu qu'il avait fait trop de concessions sur la question des réparations. »
(7) Stettinius, p. 253-254.
(8) *Déclaration officielle*, § III, in Stettinius, p. 306 ; *Protocole secret*, § V, *Ibid.*, p. 315-316.
(9) Byrnes indique que cette clause fut ajoutée par Maisky et approuvée par les autres délégations (p. 69-70).

Stettinius écrit : « On doit comprendre qu'il n'y eut absolument aucun engagement à Yalta sur la somme de 20 billions comme total des réparations et le pourcentage de cinquante pour cent destiné à l'Union soviétique. Nous indiquâmes clairement que ces chiffres n'étaient qu'une base de discussion, et c'est ainsi que l'exprime le *Protocole* [...]. Au cours des sessions plénières, comme des réunions des ministres des Affaires étrangères, le Président Roosevelt et moi avons souligné que nous étions disposés à commencer avec n'importe quel chiffre comme base de discussion, mais que nous n'accepterions pas un montant réel avant que la *Commission des Réparations* eût étudié la question à fond. Après la mort du Président Roosevelt, les Russes prétendirent indûment qu'il avait accepté leur chiffre à Yalta (1). » En l'absence de tout procès-verbal officiel des séances et de tout témoignage soviétique, les seules notes de Stettinius montrent la fragilité de son argumentation. La somme de 20 billions de dollars acceptée par les Américains comme base de discussion n'était pas « n'importe quel chiffre » ; elle correspondait à l'estimation faite par le général W. J. Donovan des dommages de guerre subis par la seule U. R. S. S. (2). Le fait que la Russie en réclamait la moitié paraissait donc raisonnable à Stettinius lui-même (3). Il est bien clair, et Molotov comme Maisky le dirent avec netteté, qu'aux yeux des Soviétiques, ce chiffre constituait une première approximation à préciser, certes, mais davantage dans le sens d'une augmentation que d'une diminution (4). Byrnes, d'ailleurs, reconnaît sans ambage que la position prise par le Président fut une source de difficultés avec les Russes, ce qui sous-entend que cette prise de position était malheureuse (5). Quoi qu'il en soit, sur cette question qui leur tenait tant à cœur, les Soviétiques avaient, dans l'ensemble, fait triompher leur point de vue.

Pour les dirigeants du Kremlin, le bilan de la Conférence de Yalta relatif au problème allemand pouvait s'établir de la façon suivante :

1) Frontière orientale de l'Allemagne — négatif, les Alliés acceptant le principe de gains territoriaux de la Pologne jusqu'à l'Oder, mais refusant de se prononcer en faveur de la ligne de la Neisse occidentale avant la Conférence de la Paix.

2) Démembrement du Reich — positif, accord de principe, publication officielle de celui-ci et constitution d'un Comité spécial de Démembrement.

3) Buts de l'occupation — positif, accord sur les principes généraux, démilitarisation, dénazification, punition des criminels de guerre, contrôle de l'industrie.

(1) Stettinius, p. 248.
(2) Stettinius, p. 120-121.
(3) Stettinius, p. 216.
(4) Stettinius, p. 216 et 217.
(5) Byrnes, p. 69-70. Il déclare avoir ignoré la clause d'emploi de la main-d'œuvre allemande figurant au *Protocole*.

4) Réparations — positif, acceptation par les Américains de la totalité du plan soviétique, sauf à préciser le montant définitif, mais refus anglais du chiffre de 20 billions de dollars avancé par Molotov et Maisky.

Les membres du *Politburo* furent-ils déçus et estimèrent-ils que Staline avait été trop conciliant? Stettinius le pense (1), et c'est possible pour certains problèmes discutés à Yalta (mécanisme de l'O. N. U., élections libres dans les pays occupés par l'Armée Rouge) ; c'est moins probable pour l'Allemagne, au sujet de laquelle les thèses soviétiques avaient largement triomphé.

G. Castellan.

(A suivre.)

(1) Stettinius, p. 286-287. Voir aussi p. 107.

LA ROUMANIE DE 1939 A 1947

Les témoignages sur l'histoire des pays balkaniques sont demeurés particulièrement rares de ce côté-ci du « rideau de fer », et il faut se féliciter particulièrement d'avoir vu paraître en France deux ouvrages d'une importance indéniable, tandis qu'un troisième venait apporter un point de vue allemand.

L'ouvrage de M. Henri Prost, intitulé *Destin de la Roumanie* (1918-1954) (1), déborde certes largement la seconde guerre mondiale, mais les pages qu'il consacre à l'histoire intérieure de la Roumanie pendant les années de guerre sont parmi les plus denses qui aient été écrites sur l'évolution intérieure du pays, et surtout elles s'éclairent d'un jour tout à fait exceptionnel grâce aux chapitres précédents qui montrent avec la même précision la mise en place du personnel politique et l'évolution des divers problèmes au cours des vingt années d'entre deux guerres (2).

M. H. Prost a, en effet, rempli chaque page de son étude de tout ce qu'un séjour de près de vingt ans à Bucarest — de 1931 à 1950 — lui avait permis de voir aussi bien dans les milieux dirigeants que dans les cercles plus difficilement accessibles de l'opposition. Le drame de la Roumanie, constituée sous sa forme intégrale, celle de la Grande-Roumanie, seulement après la guerre de 1914-1918, fut en somme de n'avoir eu d'abord que vingt ans pour essayer de constituer un ensemble cohérent de pays certes unis par une communauté linguistique des groupes majoritaires, mais qui renfermaient tous des minorités plus ou moins difficiles à assimiler en ces époques de nationalismes exaspérés pour des raisons sentimentales, les plus respectables, ou simplement pour faire diversion à d'autres problèmes. Un autre facteur de déséquilibre de cet état, en quelque sorte entièrement nouveau, fut d'autre part l'impossibilité où se trouvèrent ses dirigeants de fondre entièrement les éléments même proprement roumains dans une communauté nationale indéniable, et il est peu d'exemple aussi frappant de cette inadaptation que celui du vieux chef des opposants roumains en Transylvanie, Maniu, qui demeura jusqu'à la fin marqué par ses débuts, « minoritaire, sachant vaguement ce qu'il ne veut pas, mais ignorant ce qu'il veut exactement ».

Les rivalités de personnes, les querelles de famille entre la reine mère, son fils, son petit-fils, aggravèrent encore cette faiblesse des cadres dirigeants de la Roumanie et il était évidemment difficile, même avec toute la bonne volonté possible, de considérer comme un ciment solide de l'unité nationale une famille royale où des intrigues parfois sordides, parfois mues par le sentiment des intérêts supérieurs du pays, aboutissaient au remplacement du jeune roi Michel par son père Carol, tandis que les partis politiques en arrivaient à prendre pour seule référence le nom ou le surnom de leur chef le plus en vue.

La situation eût été grave en tout état de cause. Elle devenait tragique lorsque les minorités nationales réticentes trouvaient des appuis à l'étranger. Si les revendications russes sur la Bessarabie demeuraient dans la coulisse

(1) Paris (Berger-Levrault), 1954, XVI-279 p. in-8°.
(2) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 6, avril 1952.

malgré la fondation, combien révélatrice, d'une petite république moldave fixée comme une pierre d'attente le long du Dniestr à l'intérieur de l'Ukraine, il était plus dangereux de voir l'agitation des Hongrois de Transylvanie. Incontestablement majoritaires dans certaines régions, malheureusement placées de telle sorte que leur maintien dans les frontières hongroises eût créé un problème des minorités roumaines en Hongrie ou bien nécessité des transferts massifs de population, ils bénéficiaient de l'appui du gouvernement de Budapest, utilisant avec une virtuosité peu commune ses revendications revisionnistes, mises en avant dès le gouvernement de Bela Kun que celui d'Horthy continuait fidèlement, tout au moins sur ce point. La question minoritaire devenait encore plus délicate avec les groupes de langue allemande et, le plus souvent, de religion luthérienne, des villes et des campagnes *saxonnes* ou *souabes* de Transylvanie. L'action des organismes allemands pour recréer chez ces frères éloignés un sentiment de la patrie perdue rencontrait une audience d'autant plus favorable que les germanophones de ces régions n'avaient jamais cessé de regretter la prééminence administrative et sociale que leur langue leur avait valu autrefois avant le compromis de 1867. Les moyens dont disposait cette propagande pangermanique, évidemment toujours supérieurs à ceux que pouvait mettre en action la Hongrie, même compte tenu de l'appoint italien, allaient devenir considérables avec l'avènement du national-socialisme. Les idées hitlériennes pouvaient, d'autre part, trouver un terrain favorable dans certains milieux populaires, du vieux royaume comme des provinces nouvelles, grâce à l'antisémitisme. Certes, le thème des origines romaines avait été largement utilisé par les pamphlétaires plus ou moins soutenus par les agents diplomatiques italiens, mais, plus que tout, c'était l'antisémitisme qui allait servir de catalyseur à toutes les irritations paysannes contre les citadins, à toutes les querelles de ceux qui parlaient roumain, hongrois, allemand ou russe, contre ceux qui employaient le yiddisch, à toutes les rancunes des petits cultivateurs contre le prêteur sur gages, à tous les préjugés des chrétiens, orthodoxes ou non, contre ceux qui ne l'étaient pas. Dans de telles conditions, la propagande de Codreanu, dont M. H. Prost évoque avec un réel souci d'équité la personnalité d'aventurier d'autrefois, pouvait aussi bien servir de tremplin à une agitation proprement roumaine que porter les esprits à un rapprochement avec l'Allemagne dont les souvenirs de l'occupation de 1917 écartaient encore bien des gens.

La Roumanie demeurait cependant, quoi qu'en eussent ses dirigeants, attachés souvent autrefois aux principes de Briand, mais gagnés peu à peu par la contagion totalitaire, plus intimement liée qu'ils ne le supposaient aux grandes puissances occidentales victorieuses en 1918. Si la chute de la Pologne, quelques semaines après le pacte germano-soviétique, puis le quatrième partage du pays voisin avaient pu sembler un avertissement tragique, il était encore plus net de voir le ministre Calinesco assassiné par des « légionnaires » récemment venus d'Allemagne et en rapport avec l'ambassade de Franco à Bucarest. Tandis que les techniciens allemands préparaient l'exploitation systématique de toutes les ressources minières et agricoles de la Roumanie, dont les chefs espéraient obtenir ainsi une protection contre la Russie aux ambitions territoriales toujours plus menaçantes, les péripéties de la guerre à l'ouest montraient le danger que représenteraient éventuellement toutes ces minorités organisées par l'Allemagne sous couvert d'accords simplement culturels. Surtout, dès que l'armée française eut cessé le combat sur le sol métropolitain, la situation évoluait : le 26 juin 1940, un ultimatum russe demandait, exigeait plutôt, la remise de l'ancienne Bessarabie perdue par la Moldavie en 1812 et par la Russie en 1918, avec en plus quelques agglomérations ne lui ayant jamais appartenu. Les conditions dans lesquelles l'armée roumaine avait dû évacuer le pays, au milieu de manifestations hostiles des Israélites

qui demeuraient en Bessarabie, allaient évidemment apporter un aliment nouveau à l'antisémitisme et, en même temps, rafraîchir l'hostilité des Roumains à l'égard des Russes auxquels ils reprochaient, toujours au moins autant que leurs convictions nouvelles, de les avoir abandonnés pendant la guerre lors de l'effondrement des armées tsaristes.

Quelques jours plus tard, c'était le tour de la Hongrie, appuyée par l'Italie et par l'Allemagne, puis celui de la Bulgarie de faire valoir des revendications qui sur la Transylvanie du Nord, qui sur la Dobrogea, et, tandis que le roi Carol qui n'avait pu réussir à se maintenir sur le trône, même en laissant la majeure partie de ses pouvoirs au général Antonescu, partait pour un nouvel exil, le jeune roi Michel, âgé de dix-neuf ans, reprenait possession d'un pays mutilé et d'un pouvoir royal affaibli par les concessions de son père au *Conducator*.

Ce dernier se trouvait d'ailleurs lui-même débordé par les éléments les plus germanophiles de la *Garde de Fer* avec Horia Sima utilisant au mieux et l'appui des Allemands et les réticences des représentants des autres partis devant la personne du général. En fait, le « mouvement légionnaire » allait mettre le pays en coupe réglée, plaçant ses amis dans les diverses administrations, multipliant les polices et associant tant bien que mal les traditions de corruption de l'ancien empire ottoman avec celles des nouveaux États totalitaires, sans oublier, naturellement, l'assassinat des hommes politiques trop francophiles ou simplement gênants. Les Allemands eux-mêmes en arrivèrent à considérer comme inutile, voire dangereuse, toute cette agitation plus ou moins antisémite, mais parfois suspecte de communisme, et il est révélateur de voir que le 23 janvier 1941 ils intervinrent non en faveur de leur protégé Horia Sima, chef des légionnaires, mais du général Antonescu, considéré comme plus utile et plus sérieux en dépit des nombreux adversaires qu'il avait jusque dans l'armée.

Lorsque les opérations eurent commencé contre la Russie, il devint évident que la Roumanie allait être obligée de prendre parti. Il est toutefois assez révélateur de voir que le *Conducator* prit seul cette initiative, ne demandant rien à son nouvel allié, escomptant assurément reconquérir par cette lutte au moins les territoires pris par les Russes en 1940, et peut-être aussi ceux qui avaient été donnés à la Hongrie — laquelle entra peut-être en guerre aux côtés de l'Allemagne justement pour empêcher celle-ci d'accorder cette gratification en Transylvanie à la Roumanie, alliée du premier jour de la guerre à l'est. En fait, le haut état-major allemand préféra donner aux Roumains une portion de l'Ukraine méridionale, baptisée Transnistrie pour la circonstance. Elle fut pillée systématiquement au profit de la Roumanie dans des conditions de gabegie invraisemblables comme s'il avait été bien compris qu'une telle occupation ne pouvait avoir qu'un caractère transitoire. Les massacres de Juifs, complétés par des déportations massives, reprirent de plus belle.

Mais les armées roumaines enfoncées à l'intérieur de la Russie, même grossies de renforts constants, appuyées par de nouveaux auxiliaires, au nom de l'Europe nouvelle chère aux Allemands, n'allaient pas réussir à procurer, malgré leurs sacrifices en hommes, cette victoire attendue par toute la population du Reich. Les bombardements anglais, partant de Tripolitaine après la victoire d'El Alamein, commençaient à faire peser une menace terrible sur les régions pétrolifères, malgré le renforcement des unités de défense antiaérienne. Dès l'été de 1943, les autorités roumaines entraient en rapport avec les Anglo-Saxons et la conclusion de l'armistice séparé par les Italiens après le renvoi du Duce paraissait évidemment un exemple à suivre à bien des hommes politiques roumains. Les partis politiques traditionnels libéraux, paysans, socialistes, réduits au silence par les années de dictature des légionnaires, commençaient à se reconstituer et, malgré le loyalisme indéniable d'Antonescu

envers les Allemands, bien méritoire, ou bien mal placé si on le compare à la désinvolture dont faisait preuve l'état-major hitlérien en face de ses propres engagements sur le plan stratégique, l'idée de combattre l'Allemagne trouvait continuellement de nouveaux partisans.

Le 23 août 1944, tandis que la nouvelle de la libération de Paris soulevait un enthousiasme prématuré à Bucarest, le roi Michel faisait arrêter Antonescu et formait un nouveau ministère unissant aux représentants des vieux partis traditionnels ceux du parti communiste également associé à eux dans l'action clandestine du front national démocratique. Mais il y avait aussi la présence de l'armée rouge, de ses divisions entrées à Bucarest dès le 28 et qui allaient déferler pendant des semaines sur le pays, se dirigeant vers les Balkans et vers la Transylvanie. La convention d'armistice roumano-soviétique ne fut signée que le 12 septembre, rendant à la Roumanie ses frontières occidentales aux dépens de la Hongrie, mais la refoulant à l'est dans ses limites de l'été 1940. Le retard apporté à la signature de cet acte et la confusion qui régna de ce fait pendant trois semaines avaient permis aux Russes d'augmenter sensiblement le nombre de leurs prisonniers — 130.000, soit presque autant que les 147.000 perdus pendant les mois de guerre de juin 1941 à août 1944. En même temps, le parti communiste, le seul à bénéficier aussi bien de l'entière confiance que de la protection des troupes maintenant alliées, ralliait autour de son minuscule noyau, d'ailleurs divisé entre ceux qui étaient toujours restés en Roumanie et ceux qui étaient revenus de Moscou avec les troupes soviétiques, tous ceux qui venaient au secours de la victoire ou qu'avaient déçus aussi bien les partis politiques traditionnels que les formations variées échafaudées par les *Gardes de Fer*, les légionnaires et autres. Dès le mois de mars 1945, c'était un communiste qui devenait Président du Conseil en attendant la transformation de la Roumanie en une République de type oriental d'autant plus net que nombre de Bessarabiens proscrits ou non allaient y prendre une place essentielle.

* * *

Le travail de M. E. C. Ciurea, docteur en droit de l'Université de Paris, sur *Le traité de paix avec la Roumanie du 10 février 1947* apporte une contribution encore unique à l'étude des traités de paix signés en Europe orientale depuis la fin des hostilités (1). Il précise de nombreux détails sur les modalités pratiques de l'armistice, ainsi que sur l'effort de guerre de la Roumanie aux côtés des Alliés dans les derniers mois de la guerre. Ce dernier, trop ignoré en France, permit en effet de mettre en ligne de seize à vingt divisions qui perdirent 169.822 tués, blessés ou disparus, et firent 103.214 prisonniers à l'ennemi avant d'arriver au cœur de la Bohême, à mille kilomètres de leur point de départ. L'importance de cette contribution militaire, qui mettait la Roumanie au quatrième rang des Alliés derrière l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et les États-Unis — au moins pour la dernière phase de la guerre — semblait annoncer un traité avantageux. En fait, le tracé des frontières retenu fut celui du 1er janvier 1941, sauf pour la Hongrie où il redevenait celui de 1938. De la sorte, la Bulgarie se trouvait conserver la Dobrogea méridionale, et la Russie, naturellement, toutes ses acquisitions de 1940. Les autres stipulations du traité représentent, selon M. E. Ciurea, un type nouveau d'instrument diplomatique international. Certaines des clauses politiques lui semblent correspondre à une affirmation des droits de l'homme et des libertés fondamentales généralement admises par les constitutions contemporaines. D'autres reprennent simplement les méthodes du traité de Versailles en entraînant la

(1) Paris (Pedone), 1954, 284 p. in-8°.

reconnaissance automatique par un des ex-belligérants des traités que l'autre pourrait conclure avec les autres pays vaincus.

Les clauses militaires, navales ou aériennes ne renferment non plus guère d'innovations par rapport aux traités qui mirent fin à la première guerre mondiale et limitaient les forces armées dont pourraient disposer les pays vaincus ; tout au plus l'énumération du matériel de guerre est-elle plus complète et les mesures contre un réarmement clandestin proscrivent-elles expressément — à la demande de la délégation belge, il est curieux de le noter — les armes atomiques. La question des réparations posait évidemment des problèmes particulièrement délicats en raison de la préférence manifestée par le gouvernement soviétique dès 1941 pour les réparations en nature : leur évaluation devait, en effet, varier sérieusement suivant qu'on prenait comme cours de référence ceux des produits pendant les années de restrictions quasi générales de la guerre ou, comme il fut finalement décidé, les cours bien inférieurs de 1938. Le problème de la restitution ou du dédommagement pour les biens enlevés à des ressortissants alliés pendant la période où la Roumanie combattait aux côtés de l'Allemagne était encore plus délicat. Les actions des compagnies pétrolières roumaines, en particulier, avaient été souvent confisquées par les Russes, qui les considéraient comme des biens allemands depuis qu'elles avaient été contrôlées par le gouvernement hitlérien. Même la question des biens polonais, que l'on s'efforçait de protéger, en faisant remonter la période des « hostilités » au mois de septembre 1939, bien que la Roumanie ne fût entrée effectivement dans le conflit que près de deux ans plus tard — et n'eût jamais été en conflit avec la Pologne — donnait un autre exemple de complications assez inattendues auxquelles donnait lieu un traité survenant après des variations diplomatiques aussi importantes. M. H. Prost en avait donné un autre exemple en rappelant, sur le plan purement politique, la défense du maréchal Antonescu faisant observer au tribunal, qui devait finalement le condamner à mort, qu'il n'avait eu aucune pensée d'agression contre l'Union soviétique en s'alliant à une Allemagne qui alors était elle-même liée à cet État par un traité dont les événements avaient montré la solidité de 1939 à l'automne 1940. Sur un plan plus matériel, la restitution des biens, englobant aussi bien la propriété industrielle, littéraire et artistique que les droits en matière d'assurance, de navires et de pétrole, allait poser des problèmes complexes.

Mais le plus important n'était pas là. M. E. Ciurea pense, en effet, que ce furent les modalités d'application du traité qui eurent un rôle essentiel dans l'établissement de l'influence soviétique en Roumanie. Les conditions dans lesquelles l'Union soviétique régla à son seul profit le problème du Danube, démolissant les institutions créées sous Napoléon III ou après la première guerre mondiale pour assurer le caractère international du fleuve, lui paraissent à plusieurs titres particulièrement représentatives et de la volonté des dirigeants russes et de l'apathie de leurs alliés. Il en voit une autre preuve dans la façon dont l'épithète — entre parenthèses dans le texte — (soviétique) vint préciser chaque fois ce qu'il fallait entendre par les termes « Haut Commandement Allié », bien que le maréchal Malinowski eût signé « pour les gouvernements des États-Unis d'Amérique, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et du Royaume-Uni ». Il insiste surtout sur l'importance des concessions qui furent faites aux dépens des principes affirmés à plusieurs reprises par les Alliés, en particulier dans la *Charte de l'Atlantique*. Mais, au fond, c'était moins une innovation qu'une tradition et il y a longtemps — bien avant l'interprétation de ses quatorze points par Wilson dans la question du Tyrol méridional — que les traités de paix n'ont offert que des ressemblances assez lointaines avec les principes au nom desquels on avait demandé tant de sacrifices aux belligérants, vainqueurs ou vaincus.

* * *

C'est également à la seule histoire diplomatique qu'est consacrée le livre de M. Andreas Hillgruber (1), *Hitler, König Carol und Marschall Antonescu. Die Deutsch-Rumänischen Beziehungen 1938-1944.* Il se divise en trois parties soigneusement équilibrées d'une soixantaine de pages chacune. La première retrace les rapports germano-roumains sous le règne du roi Carol de 1930 à 1940, examinant successivement l'action des services diplomatiques du Reich et du parti dans la politique roumaine, l'évolution diplomatique en 1939 avec l'alternance du traité de garantie franco-anglais et de l'accord commercial germano-roumain, puis les problèmes posés par le rapprochement russo-allemand. La seconde partie rappelle les débuts du régime Antonescu après la seconde abdication du roi Carol jusqu'à la défaite de Stalingrad, se terminant comme la précédente par un aperçu des problèmes spéciaux posés par la livraison des carburants aux Allemands. La dernière retrace l'évolution progressive de la politique roumaine en 1943 et 1944 avec les tentatives successives pour échapper à une alliance allemande devenue de plus en plus onéreuse et inefficace. Le reste du livre reproduit des documents ou est consacré à des annexes

La rigueur même de ce plan a peut-être contribué aux embarras de l'auteur, qui, de façon assez curieuse, n'aborde les questions qu'au moment où elles soulèvent des difficultés pour son pays. Le problème des minorités, si important dans toute la politique roumaine depuis 1919, n'est véritablement exposé avec quelque précision qu'à la page 109 où sont données des statistiques indispensables. C'est de même seulement à l'annexe I — page 236 — qu'est envisagée la question juive, dont les incidences furent d'une telle importance dans les rapports germano-roumains et dans la formation d'une opinion publique plutôt germanophile dans des régions où l'occupation de 1917 avait laissé initialement un état d'esprit tout à fait différent. Il est peut-être encore plus surprenant de voir que l'auteur n'examine pas dans quelle mesure l'action de la diplomatie italienne facilita le rôle des agents allemands sur tous les plans. Il est vrai qu'il s'est borné à une enquête basée sur les documents diplomatiques ou sur les dépositions au tribunal de Nuremberg et observe lui-même, par moment, le caractère incomplet de ses sources, en signalant, par exemple, que les mesures antisémites en Roumanie ne furent pas prises sur l'indication des Allemands — ou tout au moins par la voie officielle de l'ambassade. On aurait évidemment une vue assez particulière de l'occupation en France si on ne l'examinait qu'à travers les notes échangées entre Abetz et de Brinon. Il est peut-être plus inquiétant d'avoir vu, dès la première page, un mépris de l'anachronisme qui conduit l'auteur à parler du rôle de l'Autriche-Hongrie dans la guerre de Crimée, si bien qu'on peut se demander dans quelle mesure certains jugements ne sont pas, eux aussi, le résultat d'une sorte de projection dans le passé d'événements ou d'idées sensiblement plus tardifs. La lecture du livre de G. Gafenco, *Préliminaires de la guerre à l'est*, demeure indispensable, et l'histoire de la création, puis de la ruine, de l'éphémère Transnistrie, par laquelle la Roumanie recevait en Ukraine une compensation dérisoire aux territoires de Transylvanie pris par la Hongrie, demeure à faire, même sur le plan de l'histoire diplomatique.

J. VIDALENC.
Faculté des Lettres. Caen.

(1) Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 1954, in-8° (17 × 24), 382 pages.

COMPTES RENDUS

OPÉRATIONS MILITAIRES

Mattie E. Treadwell, *U. S. Army in World War II. The Women's Army Corps*, Washington, 175 × 250, 1954, xxvi-841 pages, avec 64 illustr.

Ce gros volume de l'histoire américaine de la deuxième guerre mondiale condense les innombrables études, instructions et rapports, relatifs à l'incorporation et à l'emploi des femmes dans les Armées de Terre et de l'Air au cours de cette guerre.

Son importance paraît, à première vue, hors de proportion avec l'effectif du personnel qui fit partie, d'abord du *W. A. A. C.* (*Womens' Army Auxiliary Corps*), puis du *W. A. C.* (*Women's Army Corps*). Elle s'explique par les discussions que souleva cette nouveauté et par l'opposition qu'elle rencontra jusqu'à la fin de la guerre. Elle se justifie par les leçons qu'on en peut tirer, non seulement du point de vue militaire pour l'extension et même la généralisation éventuelles de cet emploi dans le cas d'un nouveau conflit, mais aussi d'un point de vue plus général pour une meilleure utilisation des femmes dans tous les organismes administratifs, commerciaux et industriels.

L'auteur y a rassemblé une masse considérable de renseignements et d'observations sur les questions les plus graves, telles que la psychologie féminine, la discipline, l'aptitude des femmes au commandement, comme sur celles qui pourraient paraître les plus futiles, telles que la coupe et la couleur de l'uniforme, ou les plus délicates, moralité, physiologie, grossesses, relations entre officiers et personnel non gradé d'un autre sexe, propagande antivénérienne, etc.

Sans s'arrêter à ces détails, on se bornera à indiquer ici les conditions générales de cette expérience.

En dépit des précédents essais, assez timides, il est vrai, faits pendant la première guerre mondiale et de l'insistance de nombreux groupements féminins, divers projets étudiés entre les deux Guerres pour l'emploi des femmes dans l'armée en temps de guerre s'étaient heurtés, dans les hautes sphères américaines, à une opposition presque générale.

Un *bill* fut néanmoins présenté au Congrès en mai 1941 par un de ses membres féminins en vue de l'organisation d'un corps de 25.000 auxiliaires de l'Armée (*W. A. A. C.*). Toutefois, on n'avait pas osé proposer que ce corps fît partie de l'Armée : il serait seulement « autorisé à servir *avec* l'Armée », sans aucun statut militaire, et ses membres ne jouiraient d'aucun des droits et des avantages prévus pour les soldats, ni ne seraient soumis aux mêmes lois. Il fallut, pour vaincre les résistances, tout le prestige et l'appui du chef d'état-major général, le général Marshall — et surtout l'émotion causée par Pearl-Harbour. Alors seulement, les *preplanners* se mirent sérieusement au travail pour étudier les détails de cette organisation, commandement supérieur féminin, cadres, mode de recrutement, instruction, installation matérielle, uni-

forme ce qui ne fut pas la question la plus facile à résoudre), de telle façon qu'elle pût démarrer dès le vote du *bill*, qui ne fut acquis qu'en mai 1942.

On commença d'abord, comme il était logique, par créer une école de cadres, et cette création provoqua un véritable « *rush* » de candidates-officiers : 5.200, par exemple, en cinq jours pour la seule ville de New-York, alors que 30 places seulement étaient prévues pour les trois États de New-York, de New-Jersey et de Delaware). Dès les premiers stages se posèrent des problèmes de psychologie, de physiologie et même de toilette que n'avaient pas prévus les *preplanners*. Ils furent assez heureusement résolus, et bientôt les centres d'instruction se multiplièrent. En même temps, la constitution des unités commença, retardée, semble-t-il, par la multiplicité des organes qui, dans cet État-Major inexpérimenté et trop complexe, prétendaient s'en occuper.

Aux hésitations d'autrefois succédait un engouement excessif : alors que, « en janvier 1942, 12.000 *waacs* paraissaient un chiffre trop élevé, en décembre, 1.200.000 paraissaient trop peu ».

C'était compter sans les difficultés d'une telle improvisation : insuffisance des fabrications de vêtements, qui était la conséquence des réticences antérieures, lacunes de la législation sur la solde et les pensions, ainsi que des règlements disciplinaires, diminution de la valeur des nouveaux cadres, dont le choix et la formation exigeaient plus de temps que le recrutement de la masse, maladresses du service de recrutement, notamment en ce qui concerne l'examen médical. Une crise de recrutement s'amorça.

Il était urgent de parer à ces difficultés en obtenant l'incorporation effective de ces « auxiliaires ». Ce fut l'objet d'un nouveau *bill* soumis à l'approbation du Congrès. Le dépôt de ce projet souleva dans l'opinion publique une vive opposition, voire même une campagne de diffamation que certains attribuèrent à des menées allemandes, mais que suffisent à expliquer les réactions masculines et celles des représentants de l'industrie et du commerce, qui regrettaient la perte d'une telle main-d'œuvre.

Le *bill* ne fut voté, après de longs atermoiements, que le 26 juin 1943. Il transformait le *W. A. A. C* en *W. A. C.* (*Corps féminin de l'Armée*). L'effectif de ce corps était alors de 60.243. Il diminua dans les mois suivants par suite de la faculté laissée aux auxiliaires qui n'accepteraient pas le nouveau statut de se retirer. Il devait remonter à partir de janvier 1944 pour culminer à 99.288 en avril 1945.

De cet effectif, 40 % environ furent affectées à l'Armée de l'Air, 50 % aux Services, le reste à l'Armée de Terre.

Ce fut l'Armée de l'Air qui les accueillit avec le plus de faveur. Dès l'origine, les femmes y furent assimilées aux hommes, sauf pour les missions de combat ; elles auraient même été admises à piloter sans l'opposition formelle du Congrès ; du moins assurèrent-elles des missions en vol, comme opératrices de radio, photographes, etc. L'Armée de Terre fut plus réticente : la plupart des femmes n'y tinrent que des emplois administratifs ou de secrétariat. Quant aux Services, le premier qui les utilisa fut celui des Transmissions (*Signal Corps*) : le plus lent à les employer fut le Service Médical, parce qu'il disposait déjà d'un personnel civil bien entraîné ; mais, à la fin de la guerre, il était celui qui en employait le plus grand nombre, quelque 20.000. Parmi les autres Services utilisateurs, il faut citer ceux du Génie, de la Guerre chimique, des Transports.

15 % seulement de ces femmes furent, après examen de leurs aptitudes spéciales, envoyées aux Armées. Un premier détachement débarqua en Afrique au début de 1943. L'expérience y reçut une vive impulsion du général Eisenhower et de son adjoint, qui en étaient des partisans convaincus ; mais, aux échelons inférieurs, l'accueil varia du scepticisme souriant des États-Majors à l'amère opposition que manifestaient notamment la grande majorité des

lettres des soldats. Toutefois, après des lenteurs d'ordre administratif, qui dénotent dans les États-Majors un sérieux défaut d'esprit d'initiative, les services rendus par les *wacs* leur valurent plus de considération. Au total, 2.000 femmes environ servirent en Afrique du Nord et en Italie.

Le Théâtre d'opérations européen reçut au total 8.316 femmes entre le printemps de 1943 et la fin de la guerre. L'expérience acquise en Afrique et la présence d'autres femmes, depuis longtemps acceptée dans les autres armées alliées, atténuèrent ici les difficultés qui s'étaient produites précédemment.

Dans le Pacifique, où pouvait être utilisée une importante main-d'œuvre australienne, ne furent envoyées que 5.500 *wacs*. Leur vie y fut plus pénible que sur les autres théâtres d'opérations, en raison du climat et des restrictions à leur liberté qu'imposait la situation spéciale de la troupe. Sur les autres théâtres, leur nombre ne dépassa pas quelques centaines.

D'une façon générale, elles donnèrent satisfaction partout, quoique les conditions de travail, caractérisées en campagne par la continuité et l'irrégularité, ainsi que la prolongation de la vie en commun, eussent parfois une influence fâcheuse sur leur état de santé. Aussi la plupart des chefs militaires, à commencer par Eisenhower, ont-ils rendu hommage à leur conduite et à leurs services, et exprimé le vœu de voir désormais cet emploi des femmes prévu et réglementé dans l'organisation de l'Armée américaine en temps de guerre.

Pourtant, et sauf chez les hommes que leurs fonctions mirent en contact direct avec elles et qui les virent mener la même vie sévère qu'eux-mêmes, elles ne réussirent pas à vaincre complètement l'impopularité et les préjugés qui s'étaient manifestés dès l'origine, et l'opinion publique paraît être restée assez réservée à l'égard de leur présence dans l'Armée.

Sur cette manifestation particulière de la mentalité américaine, on trouvera dans cet ouvrage des observations et des détails qui n'en constituent pas le moindre intérêt.

Général Lestien.

D. M. Davin, *Official History of New Zealand in the Second World War 1939-45 : Crete*, War history Branch, Department of International Affairs, Wellington, New Zealand, 1953, in-8°.

Histoire officielle, le livre de M. Davin en a tous les caractères. L'ampleur d'abord : 528 pages pour l'histoire d'une occupation qui ne dura que sept mois, dont 360 pages pour étudier une bataille de dix jours. Le récit est minutieux, détaillé, suivant au combat, heure par heure, chaque groupe de soldats. La narration est parfois un peu lente et le lecteur peut se perdre dans tant de précisions. La richesse ensuite : c'est un grand in-octavo sur beau papier dont l'impression parfaite fait honneur à l'édition néo-zélandaise. Les cartes sont abondantes (12 hors texte et 17 dans le texte) si elles ne sont pas toujours très claires, le relief de l'île n'étant pas heureusement représenté. Les illustrations sont nombreuses : certaines ont un intérêt général, beaucoup d'autres n'ont évidemment qu'une valeur de souvenir pour les anciens combattants de Crète. Même constatation pour les appendices : si certains sont de véritables documents (état des forces alliées se trouvant en Crète le 20 mai 1941 et état des pertes subies), d'autres sont sans intérêt pour d'autres que les combattants de Crète. Enfin, M. Davin, en historien officiel, a eu accès à des sources non publiées dont l'intérêt est grand : dossiers de l'*United Kingdom Cabinet Office historical section* et du bureau du Premier Ministre de Nouvelle-Zélande, archives du général Freyberg et des divisions ayant combattu en Crète, archives militaires allemandes capturées en 1945 par les Alliés et se trouvant actuellement à Washington. Le livre de M. Davin est bien une histoire officielle, écrite

avec des sources excellentes et des témoignages de première main, à la gloire de la 5e brigade néo-zélandaise qui combattit en Crète pendant dix jours aux côtés de forces britanniques, australiennes et grecques.

Mais *Crète* est aussi l'histoire d'une défaite et toute défaite — comme toute victoire — a ses causes. M. Davin n'a pas éludé le problème. Cette défaite, écrit-il, était méritée et le premier chapitre du livre, qui traite de l'occupation alliée en Crète jusqu'à l'évacuation de la Grèce, est un étonnant catalogue d'erreurs de jugement commises par les autorités politiques et militaires britanniques pendant l'hiver 1940-1941, erreurs qui rendaient des plus aléatoires les chances de résister victorieusement le jour où la Crète fut attaquée. Résumons. Le port de Suda Bay, à l'ouest de la côte septentrionale de la Crète, est considéré à juste titre comme la meilleure base navale de la partie sud de la Méditerranée orientale. Dès le 25 avril 1940, il y eut des conversations franco-anglaises afin d'établir un plan tendant à l'occupation de la Crète en cas d'entrée en guerre de l'Italie. Le gouvernement grec accepta le 21 mai l'occupation de l'île dans cette éventualité. Mais l'armistice du 22 juin suivit de trop près l'entrée en guerre de l'Italie pour que ce plan puisse être réalisé. Il fut abandonné définitivement le 27 juillet 1940. Cependant, le 28 octobre, l'Italie attaquait la Grèce et, le même jour, le *Defence Committee* anglais décida « de faire tout le possible pour aider la Grèce, défendre la Crète et s'assurer l'usage de Suda Bay comme base navale et aérodrome avancé ». En fait, on comptait, pour tenir l'île, sur les volontaires crétois et l'essentiel était de faire de Suda Bay, suivant les paroles du Premier Ministre, « un second Scapa ». Le secrétaire d'État à la Guerre déclarait dans un rapport, le 1er novembre 1940, que la défense devait être surtout l'affaire de la flotte et qu'il n'était pas opportun d'envoyer en Crète de nouvelles forces aériennes. Cette thèse de la primauté de Suda Bay sur la défense de l'île eut la faveur officielle pendant tout l'hiver 1940-1941. La défense de l'île dans son ensemble n'était même pas mentionnée dans les instructions données au général Galloway quand celui-ci prit le commandement, le 19 février 1941 : il devait seulement défendre Suda Bay comme une base avancée de ravitaillement en coopération avec les forces locales grecques.

Or, la défense de Suda Bay est impossible si on ne tient pas l'île, et celle-ci ne pouvait résister à une attaque que si on lui donnait des forces aériennes suffisantes. Lorsque la Grèce fut évacuée, le commandement allié s'aperçut de son erreur ; il réalisa que tous les ports et aérodromes se trouvaient sur la côte septentrionale, la plus vulnérable. La plaine de Messara, sur la côte sud, qui aurait pu faire un excellent aérodrome, ne pouvait plus, faute de temps, être aménagée. Rien n'avait été fait pour défendre l'île : les troupes qui s'y trouvaient venaient d'être évacuées de Grèce, elles auraient à combattre parce qu'elles étaient là, elle n'avaient pas été amenées là pour combattre. L'équipement laissait beaucoup à désirer, les moyens de transmissions étaient dérisoires, les troupes n'avaient même pas de couvertures.

Crète n'est cependant pas un réquisitoire : M. Davin donne des faits et mesure ses jugements. Cette objectivité explique sans doute l'accueil extrêmement favorable fait à son livre par l'ensemble de la presse anglaise et néo-zélandaise. Seul le lieutenant-colonel Armstrong, dans le journal néo-zélandais *Freedom* (9 septembre 1953), reproche à M. Davin d'avoir cherché un bouc émissaire. Il semble d'ailleurs que ce reproche soit injuste. M. Davin se demande seulement si la Crète, malgré tant d'erreurs accumulées, pouvait être sauvée. Il pense que oui, si l'officier commandant à Maleme ne s'était pas, de son propre chef, retiré de la place au soir du premier jour de combat. M. Davin reconnaît d'ailleurs que cet officier, n'étant plus en liaison avec l'État-Major, ne pouvait que décider suivant sa conscience. Et l'île eût-elle été sauvée? Ce n'est qu'une possibilité.

M. Davin montre d'ailleurs que la victoire allemande en Crète a été toute relative. La bravoure des troupes alliées et l'erreur des Allemands, consistant à parachuter leurs troupes aux points les plus forts des positions adverses, infligèrent aux assaillants des pertes si lourdes en troupes d'élite que jamais plus au cours de la guerre les Allemands ne purent mener une action d'envergure par troupes parachutées. Le beau projet allemand de sauter de Grèce en Crète, de Crète en Chypre et de Chypre à Suez, fut enterré en Crète avec les 4.000 soldats allemands qui donnèrent leur vie pour cette victoire à la Pyrrhus.

André Scherer.
Londres.

Lieutenant-colonel Dimitrios Zaphiropoulos, *La guerre gréco-italienne et gréco-allemande, 1940-1941* (*O Ellinoïtalikos kai Ellinoghermanikos Polèmos*), 2e édition, Athènes, 1946, in-8°, 192 pages, 19 cartes.

On sent tout de suite que M. D. Zaphiropoulos, actuellement général en retraite, a eu les meilleures intentions du monde. Il a voulu donner de la guerre 1940-1941 un exposé succinct, impartial, et à la portée de tout le monde. D'ailleurs lui-même dans sa préface déclare avoir pour but de vulgariser les événements qui ont eu lieu en Épire et en Macédoine. C'est ce qu'il essaie de faire, après une introduction qui est un bref aperçu historique, géographique et militaire de l'Albanie et de l'Épire, et qui, quoique contenant certaines vérités de La Palice, n'est pas sans utilité.

Cependant, ces bonnes intentions ont été desservies par des considérations d'ordre psychologique et par l'inexpérience de l'auteur. Il est hanté par la crainte de mentionner Jean Métaxas, qui ne fut pas seulement le chef d'un régime autoritaire qu'on ne voudrait plus revoir en Grèce, mais aussi le chef qui, le 28 octobre 1940, prit sans hésiter la responsabilité de refuser l'ultimatum italien. Certes, il y aurait plus d'une chose à dire sur la façon dont le dictateur prépara le pays pour l'éventualité d'une guerre. Mais c'est un fait que Métaxas inaugura et incarna la résistance hellénique jusqu'à sa mort (janvier 1941).

Le général Zaphiropoulos est aussi hanté par la crainte de mentionner l'action des militaires qui formèrent, après le désastre d'avril 1941, le premier gouvernement de l'occupation. Car c'est un autre fait que certains de ces premiers collaborateurs, tels que les généraux Tsolacoglou et Catsimitros, ont à leur actif des actes de courage et d'intelligence.

On pourrait ajouter une troisième raison pour laquelle l'auteur ne se sent pas à l'aise. Son chef en 1946 est celui qui l'était pendant la guerre, c'est-à-dire le maréchal A. Papagos.

Plus spécialement, nous devrons noter que M. Zaphiropoulos ne produit dans son livre aucun ordre et, en général, aucun document. Il ne nous donne pas une idée très précise des manœuvres du haut commandement. Il ne parle pas des erreurs de celui-ci, indépendamment de leurs conséquences graves ou non. Des événements d'une grande importance sont passés sous silence. Les erreurs des Italiens, et surtout de leur aviation, au moment de la concentration des troupes grecques, lui échappent. Il n'explique pas pourquoi au début des hostilités le haut commandement hellénique, tout en connaissant les forces de l'adversaire, n'a pas exploité sa supériorité primitive, et pourquoi l'armée grecque pendant plusieurs jours perdit le contact avec les Italiens qui reculaient. Les questions de transport et du ravitaillement ne sont pas abordées. Il ne parle pas du retard de la modification du dispositif et de son adaptation au danger allemand imminent.

Quant à la composition de l'ouvrage, le plan, la structure de la phrase,

quelquefois l'emploi des mots, témoignent de l'inexpérience de l'auteur. Les « errata » compliquent encore plus la compréhension de certains passages.

Les cartes, quoique incomplètes, facilitent la lecture. Mais l'absence d'une carte de l'ensemble des opérations se fait sentir.

Ceci dit, le livre de M. A. Zaphiropoulos n'est pas inutile pour un lecteur sans prétentions. Il pourrait servir pour point de départ. Tel quel, il a un caractère trop « journalistique ». On aurait souhaité une nouvelle édition revue.

Alc. Margaritis.
Athènes.

P. Vasselle, *La bataille au sud d'Amiens (20 mai-8 juin 1940)*. Abbeville, impr. Paillart, 1948, 209 pages, avec 7 croquis.

La plupart des monographies publiées au lendemain de la guerre ne visaient qu'à exalter les faits d'armes des combattants. Rares sont celles qui, ayant une réelle valeur historique, ont gardé leur intérêt. Celle-ci a, avec raison, été jugée digne d'une réédition.

Le docteur Vasselle y fait le récit détaillé des combats livrés au sud d'Amiens, sur le plateau de Dury, du 24 au 31 mai, par la 7e Division coloniale lors de l'offensive avortée de l'Armée Frère, puis, sur la même position, du 5 au 9 juin, par la 16e Division, lors de la reprise de l'offensive allemande, et enfin par la 24e Division, établie en arrière de la précédente.

Il a utilisé une documentation très étendue, recueillie dès le lendemain des événements et dont il a poursuivi la recherche pendant plusieurs années, tant dans les Archives de la Guerre qu'auprès des combattants de toutes armes.

Son exposé des faits est d'une précision qui ne laisse rien à désirer. Il a le rare mérite, non seulement de rendre exactement la physionomie générale de ces combats, mais d'éclairer les événements dont ils ne furent qu'un épisode.

C'est ainsi que le combat offensif de la 7e *D. I. C.* met en évidence la hâte qui présida à l'engagement des unités de l'Armée Frère, le caractère d'improvisation qu'eut cet engagement et l'excessive étendue des fronts d'attaque — toutes conséquences de l'éloignement de nos réserves et de l'insuffisance des prévisions relatives à leur transport. Il explique l'avortement de cette tentative d'offensive.

Quant aux combats défensifs des 16e et 24e D. I., on y voit la mise en application des principes posés par les instructions du général Weygand. Par les pertes qu'ils infligèrent aux assaillants et notamment à leurs chars, ils montrent ce qu'on eût pu attendre de cette tactique défensive si la disproportion des forces opposées avait été moindre.

Le fait est d'autant plus frappant que ces deux Grandes Unités comprenaient une très forte proportion de réservistes, dans les cadres comme dans la troupe.

Non moins digne de remarque est la très belle attitude de ces réservistes, ainsi que des Sénégalais de la 7e *D. I. C.*, qui voyaient le feu pour la première fois.

Sans phrases et sans vaine littérature, ce livre, qui est d'un véritable historien, contribue ainsi à combattre utilement la légende sous laquelle on a trop souvent accablé le soldat de 1940.

Général Lestien.

John Durnford-Slater, *Commando*, Paris, Éd. Denoël, 1954, 249 pages.

Le général John Durnford-Slater, alors capitaine d'artillerie, fut un des premiers à répondre à la note de service du 15 juin 1940, demandant des

volontaires pour exécuter des opérations sur les côtes tenues par l'ennemi. Il reçut le commandement du premier groupe de commando (nº 3), constitué en Angleterre, acquit une expérience sans pareille de ces unités spéciales, dirigea plusieurs opérations et finit par devenir leur commandant supérieur. Ce sont ses souvenirs qu'il présente dans ce livre d'une lecture très agréable, où les anecdotes amusantes ou tragiques abondent.

Ces commandos répondaient à la préoccupation de Churchill de ne pas attendre passivement les coups de l'ennemi. Il désirait harceler les côtes ennemies avec des unités qui se « retireraient en laissant derrière elles une traînée de cadavres allemands ». Ces unités furent constituées avec des hommes offrant les garanties les plus sûres, tant du point de vue physique que du point de vue moral, que leurs chefs furent autorisés à recruter librement dans les unités régulières.

Ainsi se constituèrent les fameuses « troupes au béret vert » qui s'entraînèrent plus particulièrement en Écosse, où un monument émouvant rappelle aujourd'hui leur souvenir. L'unité de Dunrford-Slater participa, dès juillet 1940, à une opération contre Guernesey, qui échoua complètement, parce qu'insuffisamment préparée et montée. Elle prit sa revanche aux îles Lofoten, au nord de la Norvège, en mars 1941 : dix-huit usines à huile de poisson détruites, deux cent seize Allemands prisonniers, pas une perte. En décembre 1941, une nouvelle opération, à Vaagso, sur la côte norvégienne, faisant face aux Shetlands, rencontra un succès analogue, mais chèrement payé, cette fois. En août 1942, ce fut le malheureux raid sur Dieppe. Le commando nº 3, presque entièrement mis hors de combat par une rencontre fortuite avec des navires allemands, avant d'avoir touché terre, n'apporta qu'une contribution très faible. Après le débarquement en Afrique du Nord, il y fut envoyé, gagna l'Égypte, et participa, toujours à l'avant-garde, à l'attaque de la Sicile. Il y fut heureux chaque fois qu'il se heurta aux Italiens, moins quand il rencontra des Allemands.

Dès lors, le caractère des commandos changea. Ils cessèrent d'être des unités complètement isolées, spécialisées dans des coups de main, toujours glorieux mais accessoires et terriblement coûteux. Était-il sage de prélever partout les meilleurs soldats, au risque d'amoindrir la valeur des autres unités, pour une utilisation extrêmement fugitive (trois ou quatre jours en trois ans)? Ils devinrent dès lors des troupes de choc, incorporées ou agissant en liaison directe avec les unités régulières. Des succès importants couronnèrent désormais leur action. Les commandos se couvrirent de gloire en Normandie, où ils furent chargés d'ouvrir des brèches dans le Mur de l'Atlantique et d'assurer la protection du flanc gauche. Ils s'en acquittèrent splendidement. Ils furent ensuite de tous les coups durs (de celui, particulièrement dur, de Flessingue, notamment, que le traducteur appelle Flushing), jusqu'en Allemagne, où ils furent des premiers à atteindre la Baltique. Ainsi trouvèrent-ils leur formule définitive : des unités d'élite, des troupes de choc.

L'humour du général Durnford-Slater rend la lecture extrêmement agréable. C'est un livre magnifique du courage sans la peur et de merveilleuse camaraderie du combat.

Commandant Jouan.

Frazer D. Norton, *26e Battalion (Official History of New Zealand in the Second World War 1939-45)*. War History Branch, Department of international affairs, Wellington, New Zealand, 1952, in-8º, 555 pages. Grand nombre de cartes, croquis et photographies.

Cet imposant volume fait partie de l'Histoire officielle de la Nouvelle-

Zélande dans la deuxième guerre mondiale. L'auteur qui fit campagne avec le 26e Bataillon Néo-Zélandais pendant une partie de la guerre, nous raconte l'histoire de ce bataillon depuis sa formation au camp de Burnham près de Christchurch en mai 1940 jusqu'à sa dissolution, en octobre 1945, aux environs de Florence. Avec lui nous suivons le bataillon dans la campagne de Grèce, puis au cours des opérations que menèrent les Alliés d'Égypte à Tunis et auxquelles le 26e bataillon fut mêlé de bout en bout, à part une interruption causée par les événements de Syrie ; de Tunisie nous retournons en Égypte pour voir le bataillon se réorganiser en vue de la campagne d'Italie qui, depuis Tarente, devait conduire les Néo-Zélandais jusqu'à Trieste. Le 26e Bataillon a pris sa large part de coups durs, aussi bien en Afrique qu'à Cassino. Renforcé maintes fois, il a compté environ 450 tués, un millier de blessés, 400 prisonniers de guerre.

L'auteur est naturellement resté dans le cadre modeste de la tactique de bataillon et son œuvre si minutieusement détaillée est un journal de marche de petite unité d'où tous jugements et toutes leçons sont exclus. Ceci ne veut pas dire que le livre sera inutile à l'historien ; au contraire, le soin apporté à l'exposition de ce qu'ont fait les compagnies et les sections permettra fréquemment de mettre au point l'histoire de telle ou telle grande affaire.

Il convient enfin de louer M. Norton d'avoir su éviter la monotonie au cours d'un récit qui risquait de lasser le lecteur, et cependant il s'est abstenu de tout effet purement littéraire. L'intérêt ne cesse pas au cours de ses 500 pages et de ses cinq années de campagne ; ceci est une preuve du mérite de l'auteur.

G. Renondeau.

ÉTUDES ET DOCUMENTS

Kent Roberts GREENFIELD, *The Historian and the Army*, Rutgers University Press, New Brunswick-New Jersey, 1954, 93 pages.

K. R. Greenfield, chargé de diriger la rédaction de l'histoire des forces américaines lors de la deuxième guerre mondiale, a prononcé, devant les étudiants du collège de Puget Sound, dans l'État de Washington, 3 conférences sur l'histoire militaire.

Ces conférences ont été réunies dans un tout petit livre, particulièrement intéressant pour nous Français parce qu'il oppose les méthodes américaines et françaises pour écrire l'histoire officielle. N'est-il pas important de noter dès le début cette phrase du général Devers, l'ancien commandant du 7e groupe d'armées au cours de la campagne : « Comment l'armée peut-elle faire des progrès si les erreurs ne sont pas vues et étudiées. » C'est l'application de cette idée qui a permis au général Lestien d'écrire « que l'histoire publiée aux États-Unis est un examen de conscience ». M. Greenfield cite, avec quelque fierté, cette phrase de notre historien militaire dans une revue critique de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*.

Les historiens américains ont eu libre accès aux documents, ils ont eu liberté d'appréciation. Mais aussi, leur responsabilité est entière. On ne leur demande le secret qu'en ce qui concerne l'éventualité de mettre en danger la sécurité de la nation. Comment ne souscririons-nous pas à un pareil programme ?

Cette remarque générale sur l'esprit du livre donne une idée de la valeur des conférences, mais nous pouvons estimer que l'auteur, dans ses commentaires sur l'histoire des armées américaines, paraît un peu trop « yankee ». Étudiant les opérations, il néglige un peu les armées alliées, ne s'occupant guère que de ses compatriotes. Certes, il peut répondre que les volumes sur les combats de Lorraine ne concernent que les mouvements et combats de l'armée Patton, mais tout de même si, du livre, nous nous élevons au grand problème d'une guerre de coalition, il y a des questions de commandement qui nécessitent des points de vue différents. Il sait voir que la politique générale anglaise était différente de celle des Américains — elle était plus navale que terrestre — mais il ne montre pas assez que les stratèges de Washington étaient d'un réalisme un peu trop national. D'autre part, la coalition n'existe pour lui qu'en raison des deux facteurs américain et anglais. N'est-ce pas un peu trop minimiser les Russes et les Français ?

Malgré cette tendance, ce livre doit être lu par tous ceux qui veulent aborder l'histoire militaire. Ils y verront la nécessité pour eux d'être, comme le disait le général Tournès en 1921, et comme nous le répétions après lui en 1923 (1), comme l'affirme M. Greenfield en 1953, des militaires et des historiens, ayant cette double formation pour être à même, avec valeur et compétence, compréhension et technicité, d'écrire l'histoire des opérations stratégiques et tactiques.

R. VILLATE.

(1) Cf. R. TOURNÈS, *L'histoire militaire*, Paris, 1921 et *Revue de synthèse historique*, 1923, nos 103-105, p. 133.

Quincy Howe, *The World between the Wars, from the 1918 Armistice to the Munich agreement*, New-York, Simon and Schuster, 1953, 1 vol. in-8°, 786 pages.

Le lecteur qui espère trouver dans cet ouvrage un bon manuel d'histoire contemporaine est vite déçu. Il l'est d'abord par la bibliographie ; assez copieuse sans doute, mais dépourvue de toute critique, elle ne comporte que des ouvrages de langue anglaise, ou traduits en anglais, si bien que les auteurs français, par exemple, y sont uniquement représentés par des traductions de François-Poncet, André Gide, Massis, Maurois, Pertinax et Tardieu. Apparemment, l'auteur n'a pas eu recours aux collections de documents, dont aucune n'est citée. On est déjà inquiet de voir un tel travail entrepris aussi légèrement.

La lecture du texte confirme cette impression. Il faut bien dire que l'auteur ne possédait pas la maîtrise nécessaire pour venir à bout de cette tâche redoutable, raconter en 750 pages l'histoire générale de la période 1919-1938. A-t-il même voulu faire œuvre d'historien? Journaliste avant tout, comme nous l'apprend une note de l'éditeur, son travail reste toujours superficiel et ne dépasse pas le niveau du reportage, même dans ses meilleurs développements. Le livre est divisé en deux grandes parties, la coupure étant constituée par la crise de 1929. Dans chaque partie, les différents chapitres retracent à la fois l'évolution intérieure des États et celle des grands problèmes internationaux. Mais il est difficile de saisir un lien entre les divers développements et de dégager quelques idées générales. Les chapitres les plus copieux concernent naturellement les États-Unis, mais aussi l'Amérique latine, l'Extrême-Orient et l'U. R. S. S. ; pour l'Europe, il y a bien des inégalités, la France est souvent sacrifiée et on cherche vainement, par exemple, un exposé d'ensemble sur la crise de 1936 et la politique sociale du Front populaire. D'ailleurs, ce qui intéresse surtout l'auteur, ce sont les événements pittoresques, qu'il raconte avec un grand luxe de détails ; son talent réel de journaliste peut alors se manifester et cela nous vaut quelques récits colorés, ceux de l'enlèvement du fils de Lindbergh, de l'assassinat d'Alexandre de Yougoslavie ou de l'abdication d'Édouard VIII, par exemple. Le même goût le pousse aux portraits, dont certains ne sont pas sans valeur : portrait de Harding, cruel, mais amusant, de Hoover, sympathique, de Masaryk, admiratif. Souvent, ces portraits sont l'occasion de rapprochements, de parallèles où l'auteur a voulu symboliser, non sans artifice, deux régimes ou deux civilisations : au début, ce sont Wilson et Lénine, à la fin Roosevelt et Hitler « qui veulent tous deux sauver leur peuple en s'appuyant, Roosevelt sur le courage et la bonne volonté, Hitler sur la peur et la haine ». Les hommes d'État français ne sont pas favorisés dans cette galerie de portraits ; seul Herriot, mis en parallèle avec Mac Donald, a droit à quelques lignes, d'ailleurs assez fantaisistes, où l'on apprend qu'il est né à Lyon et que sa mère a été domestique chez Barrès : il est, paraît-il, le symbole de la démocratie française.

Tout cela est parfois puéril. Il n'est guère question d'expliquer les événements et les hommes. Et que d'erreurs, ou d'affirmations déconcertantes ! Page 230, « en 1926, la Reichswehr dépensait plus d'un tiers de son budget en Russie ». A propos du *Moratoire Hoover*, on apprend, page 356, qu'il avantageait les Anglais bien plus que les Français, mais c'est seulement page 387 que le lecteur saura qu'en fait d'avantages, la France y perdait le solde de sa créance sur l'Allemagne. Flandin, présenté dans un chapitre comme ayant eu une attitude énergique lors de la crise de mars 1936 (p. 581), est accusé ailleurs d'avoir alors voulu faciliter la tâche de Hitler (p. 714). Il est inutile de multiplier les exemples. Et que dire de la méthode historique qui consiste à expliquer les procès de Moscou en y mêlant une analyse d'un roman de Kœstler?

L'auteur s'intéresse au mouvement intellectuel et artistique : analyses d'œuvres, de mouvements d'idées ne manquent pas ; le cinéma même a sa place, avec une mention spéciale pour Griffith et Chaplin. Malheureusement, là encore, tout est loin d'être satisfaisant. Le lecteur qui lui fera confiance pour la littérature française trouvera en bonne place André Gide, et même André Breton ; mais il est amer de constater qu'il ne pourra pas faire la différence entre Giraudoux et Dekobra, qui bénéficient de la même mention.

J.-M. D'HOOP.
Lycée Voltaire.

David THOMSON, *World History from 1914 to 1950*, Londres, 1954, 1 vol. petit in-8°, 246 pages.

Il ne s'agit que d'un petit précis, qui ne vise qu'à donner une vue rapide du monde contemporain. Comment pourrait-il en être autrement dans un ouvrage où il s'agissait de faire tenir en 230 petites pages, moins de deux volumes de notre plus modeste collection de vulgarisation, toute l'histoire d'un demi-siècle? L'auteur définit d'abord son but. On ne peut envisager l'histoire d'un point de vue mondial qu'à l'époque actuelle, depuis qu'une certaine unité est réalisée, et ce sont les éléments constitutifs de cette unité qui doivent former la trame de cette histoire. Il en souligne quatre : le développement des techniques et l'unification des conditions de la vie matérielle, les grands mouvements d'idées tels que le socialisme ou le nationalisme, l'influence de certaines personnalités qui s'imposent au monde entier (Gandhi, Einstein, Roosevelt) et le développement d'organismes internationaux comme la S. D. N. C'est en s'appuyant sur ces quelques idées très générales qu'il retrace l'évolution du monde, à grands traits, en quelques chapitres : le Monde de 1914, la Première Guerre Mondiale, l'Après-Guerre, la période 1929-1939, la Deuxième Guerre Mondiale et le Monde au milieu du siècle. Dans chaque chapitre, il souligne les éléments d'unité qu'il a définis dans son introduction et ses appréciations sont toujours très modérées. Mais, malgré l'apparente rigueur du plan, on est souvent désorienté par le désordre du développement : dans le chapitre sur la décade 1919-1929, on trouve aussi bien la Révolution russe de 1917 que ses conséquences les plus lointaines, le Front populaire espagnol ou le communisme de Tito. Et lorsqu'il s'y ajoute des erreurs matérielles (page 168, la défense de Stalingrad en 1941, précédant un paragraphe sur l'entrée en guerre du Japon), le lecteur non informé, à qui s'adresse cet ouvrage de vulgarisation, ne peut pas rétablir l'enchaînement logique. Une courte bibliographie comporte uniquement des ouvrages anglais ou traduits en anglais.

J.-M. D'HOOP.

GÉNÉRALITÉS

Gordon A. Craig and F. Gilbert, *The Diplomats*, 723 pages, Princeton, Univ. Press, 1953.

Ce gros volume est une œuvre collective. Il rassemble 21 essais signés de professeurs d'universités américaines, à une seule exception près. Essais dont chacun retrace l'activité et tente d'esquisser la politique d'un diplomate important par son rôle mondial entre les deux guerres. Essais qui sont de copieuses notices, appuyées sur une abondante documentation constituée essentiellement par les sources imprimées, les mémoires et les publications d'archives qui ont suivi les deux conflits. Les diplomates présentés ici sont groupés de manière pertinente. Il y a les diplomates d'ancienne tradition appelés à s'adapter à des conditions nouvelles : tels les diplomates britanniques d'Edward Grey à Austen Chamberlain, comme en France Philippe Berthelot. Il y a les hommes dont Genève, au temps de la *Société des Nations*, fut la tribune d'élection, le Suédois Unden et le Tchèque Bénès. Il y a les diplomates « nouveau style ». Allemands de la République de Weimar, Turcs de l'ère kemalienne, fascistes italiens de la première heure, enfin Tchitcherine. Après 1930 apparaissent d'autres hommes : Arthur Henderson en Angleterre, Litvinov en Russie, Alexis-Léger en France (à ce dernier est consacrée une étude particulièrement intéressante, et d'autant plus précieuse que l'incinération des archives du Quai d'Orsay en mai 1940, a détruit la plupart des bases indispensables à un pareil travail) ; les diplomates nazis, le Polonais Beck, l'Italien Ciano, le Japonais Matsoroka ; enfin quelques ambassadeurs de la même époque : Nevile Henderson, François Poncet, Coulondre, Bullitt et Kennedy.

Mais on aurait une idée incomplète et du volume et de son intérêt, par l'énumération de ces notices, quelle que soit leur valeur d'information qui n'est pas mince. Les auteurs ont su les accompagner d'aperçus généraux, soit en introduction, soit au cours des chapitres. Ainsi les remarques sur la place de plus en plus grande tenue dans la diplomatie européenne par des gens étrangers à la carrière, le fait que la politique étrangère est rarement confiée à un chef de Gouvernement (une exception notable est celle de Bénès) ; que sa direction change souvent de main, au moins dans les pays démocratiques (au sens traditionnel du mot), que les remous de la politique intérieure et les vacillations de l'opinion publique exercent une influence de plus en plus nette, ainsi que le souci de propagande qui peut se donner libre cours avec la diplomatie ouverte, de conférence ou de place publique. Un chapitre intéressant est consacré au *Department of State* américain et à l'opinion aux États-Unis.

Henri Calvet.

Captain Russell Grenfell, *Unconditional Hatred*, New-York, The Devin-Adair Company, 1953, in-8°, 273 pages, 3 doll. 75.

Critique et historien naval de valeur, convaincu de l'invulnérabilité des Iles Britanniques, l'auteur est partisan de l'égoïsme sacré pour son pays, qui, d'après lui, n'a rien à gagner et tout à perdre quand il intervient directement dans les affaires européennes, et, *a fortiori*, dans les affaires mondiales, et il est adversaire résolu de toute guerre offensive, surtout quand celle-ci a figure de

croisade en faveur d' « abstractions politiques, telles que la liberté, la justice et la démocratie ».

Dans cet ouvrage, qu'il n'a pas osé publier en Angleterre tant il était certain d'y faire scandale, il se livre à des considérations discutables, quoique respectables, sur l'absurdité de certaines attitudes internationales, telles que la « haine inconditionnelle », ou les condamnations portées par la nation victorieuses contre les vaincus, — sur les avantages des négociations et des paix de compromis, plus avantageuses en fin de compte que les guerres poussées jusqu'à la reddition inconditionnelle, — sur le danger d'exigences excessives, qu'il faut ensuite annuler ou qui provoquent inévitablement chez le vaincu un désir de revanche.

Mais ces considérations auraient plus de poids si l'argumentation d'ordre historique par laquelle il croit les étayer ne laissait apparaître une évidente partialité, une sympathie certaine pour les régimes d'autorité et même pour le national-socialisme, et un profond mépris pour tout système démocratique.

C'est au nom de ces préjugés qu'il accable la France d'un mépris tendant à la francophobie, qu'il la rend responsable des trois invasions dont elle a été la victime en 1870, en 1914, en 1939, qu'il défend tour à tour Bismarck, Guillaume II et Hitler, et qu'il proclame les Allemands les véritables amis et les alliés traditionnels de l'Angleterre.

D'après lui, l'Angleterre n'aurait dû entrer en guerre ni en 1914 ni en 1939, puisque ses intérêts vitaux n'étaient pas en jeu, et Chamberlain n'avait pas le droit de donner la garantie britannique à la Pologne. Quant à Churchill, incapable de vues stratégiques, il n'aurait jamais eu d'autre but que la victoire, comme si la victoire était une fin en soi et pour atteindre ce but, tous les moyens lui auraient été bons, mensonges, abandon des principes de la *Charte de l'Atlantique*, culture systématique d'une haine injustifiée contre l'Allemagne.

Ce livre, on le voit, relève de la polémique plutôt que de l'histoire.

Général Lestien.

F. O. Miksche, *Unconditional Surrender* (The roots of a world War III), London, Faber and Faber, 1952, in-8°, 468 pages, avec carte.

Le titre de cet ouvrage correspond mal à son objet, car il y est peu question de la fameuse déclaration de Casablanca du 23 janvier 1943. Au vrai, il s'agit d'une histoire de l'Europe, couvrant la période qui va du milieu du XIX^e^ siècle au lendemain de la deuxième guerre mondiale, avec un curieux épilogue qui évoque, par anticipation, sous forme de communiqués ou de reportages imaginaires, les débuts d'une troisième guerre mondiale avec la poussée slave à travers l'Europe jusqu'aux ports de la Manche. Ce dernier trait marque bien pourquoi l'ouvrage est assez différent, dans sa conception et son objet, des ouvrages historiques du type habituel.

L'auteur, qui s'est déjà signalé par des publications diverses (1), est un ancien officier tchèque, qui a représenté son gouvernement, comme officier de liaison, en 1945, auprès du *S. H. A. E. F.* de Versailles, puis accompagna le général Eisenhower à Francfort, avant d'être attaché militaire à Paris et délégué adjoint à titre militaire à la conférence de Paris de 1946. Depuis l'entrée de son pays dans le groupe des démocraties populaires, il vit en exil et fit publier son livre pour éclairer ses compatriotes de Washington, Londres et Paris, qui préparent activement la « nouvelle libération de notre malheureux pays de la tyrannie communiste » (p. 14).

Livre « orienté » donc. Il repose sur une documentation abondante, mais

(1) *Secret forces. War between continents. Blitzkrieg. Paratroops.*

assez disparate, où apparaissent des lacunes étonnantes : on ne voit pas figurer dans la biographie, à propos des origines de la première guerre mondiale, les ouvrages pourtant classiques de Camille Bloch et de Pierre Renouvin, et maint autre, anglais ou américain ; pas plus sur le traité de Versailles, le livre vigoureux d'E. Mantoux (1). Ignorance ou choix significatif d'une orientation.

La thèse essentielle est que les malheurs de l'Europe et les dangers de la situation actuelle tiennent à deux redditions inconditionnelles imposées à l'Allemagne, la première en 1918, la seconde en 1945. Et du coup se trouve diminuée avant 1914, comme avant 1939, la responsabilité de l'Allemagne. Quelques titres de chapitres sont révélateurs : *Falsified history* (ch. IV) qui traite des origines de la première guerre mondiale ; on n'y lit pas sans étonnement que la France d'avant 1914 était obsédée par l'idée de reconquérir son hégémonie sur l'Europe (p. 104 et 128), ou encore, *Whose fault was Hitler?* (ch. V) qui traite des origines de la guerre de 1939, dont la conclusion est que l'échec du gouvernement démocratique en Allemagne est moins attribuable au caractère allemand qu'aux effets du traité de Versailles : qu'Hitler n'est pas l'incarnation de l'éternelle Allemagne, mais la personnification de la Résistance allemande aux injustices de Versailles (p. 163-164). Et l'on ne s'étonnera pas de trouver, en appendice, un choix des documents saisis par les Allemands au Grand Quartier général français, et tout de suite publiés par eux, en 1940.

Mais si apparaissent, à propos de la responsabilité allemande, des plaidoyers qui se multiplièrent après 1919, au grand dommage parfois du bon sens, on voit aussi resurgir un vieux thème : celui du mal fait à l'Europe par la balkanisation de la région danubienne et la disparition de l'empire austro-hongrois. Il se double d'un autre sur le mal fait à la sécurité européenne par le démantèlement du bastion allemand qui se dressait devant la marée slave. Faut-il encore répéter que l'Allemagne, pas plus que l'Autriche-Hongrie, n'a pas été délibérément condamnée, mais qu'elles ont été toutes deux conduites au suicide militaire et politique par la folie d'une caste féodale et militaire avant 1914 et par le rêve mégalomane d'un énergumène en 1939? Au surplus, ces récriminations sur le passé qui transforment en péchés véniels les actes des uns, en crimes les impudences ou les maladresses des autres, sont trop commandées par d'arrière-pensées politiques. Le livre est un témoignage assez curieux lorsque l'on retient la nationalité de l'auteur ; il n'est pas travail d'historien.

Henri CALVET.

Nils ÖRVIK, *The Decline Of Neutrality 1914-1941, with special reference to the United States and the Northern Neutrals*, Oslo, J. G. Tanum Forlag, 1953, 294 pages.

« La situation actuelle permet de penser que même la non-belligérance a des chances bien réduites de survivre à une guerre mondiale future. » Lues à la veille de la conférence de Bandoeng, ces lignes, conclusion de l'ouvrage du Norvégien Nils Örvik, paraissent prendre un accent trés réalistement prophétique, d'autant plus que l'auteur, en étudiant la « décomposition » de la neutralité, l'a vu perdre toute réalité après chacun des trois conflits généralisés, des guerres napoléoniennes à la seconde guerre mondiale.

Le livre est inégal. On peut y distinguer trois parties : la neutralité pendant la guerre de 1914-1918 (p. 38-119), la période confuse entre 1919 et 1939 (p. 119-194), celle enfin postérieure à 1939. Le premier chapitre (p. 11-38) doit, dans la pensée de l'auteur, établir l'idée même de neutralité, par référence à

(1) *La Paix carthaginoise.*

Grotius, aux *founding fathers* des États-Unis, et à ce qu'il appelle le *siècle anglais*. (Pour comprendre le choix vraiment surprenant d'un tel titre, il faut savoir qu'ayant lié, avec justesse d'ailleurs, le problème de la neutralité à celui de la liberté des mers — p. 12 « the question of neutral trade became chiefly a maritime problem » — Nils Örvik estime que, entre 1815 et 1914, le « Britannia, rule the waves » était une réalité) (1).

Les faiblesses du livre se montrent dans un plan qui, théoriquement valable, se révèle à l'usage imprécis et trompeur. L'inégalité de valeur entre les trois parties est d'ailleurs manifeste : l'auteur a donné à la première une véritable unité interne, par une indignation latente, peut-être peu « historienne », mais au fond assez compréhensible : « The United States suffered less than any other country ; still, it was the only one that found the situation so unbearable that it had to give up its neutrality and join the war... On the other hand, the sovereignty of Norway seemed to permit more than two thousand Norwegians to be killed by belligerent actions. These men were not travelling about on passenger liners, but doing their jobs in carrying out the trade that was absolutely necessary for the existence of themselves and their country » (p. 70-71). D'après N. Örvik, Wilson voulait la guerre, mais l'auteur ne fait pas clairement la part de l'idéalisme (2), des nécessités de politique intérieure et des impératifs économiques (il cite, il est vrai, une note de l'ambassadeur anglais à Washington, en date du 21 novembre 1915 : « The brutal facts are, that this country has been saved by the war and by our war demands from a great economical crisis »).

Après cette première partie, réquisitoire documenté plutôt qu'étude historique, l'auteur se perd très réellement dans les couloirs de la *S. D. N.* Que la neutralité, garantie à la Suisse, ne soit plus devenue qu'un idéal assez vague et même controversé, voilà qui confirme la thèse de N. Örvik, mais son étude des différents traités conclus entre 1919 et 1939 est très incomplète. Pourquoi n'avoir pas parlé du traité de Riga mettant fin à la guerre polono-soviétique? ni des fameux entretiens Molotow-Ribbentrop, ni du traité naval de 1935, ni de bien d'autres choses encore? Le lecteur ne peut se garder de l'impression désagréable que l'auteur, qui n'a jamais très bien su ce qu'est la neutralité, est complètement désorienté.

Impression qui s'accentue encore pendant la lecture de la troisième partie. L'étude des États-Unis manque vraiment de relief, ne serait-ce qu'en comparaison avec les pages concernant ce pays entre 1914 et 1918. D'autre part, l'étude de la neutralité dans le monde des Nations-Unies déborde le cadre du livre, puisque 1941 semble être pour l'auteur la date limite, la fin de la neutralité norvégienne (?). Nous ne comprenons plus à quoi correspond cette date de 1941, puisque aussi bien — et N. Örvik met en lumière l'attitude des belligérants en 1939-1940 en face du problème scandinave — la Norvège vit sa neutralité s'effondrer bien avant 1941... Dire « it will lead too far to follow up the sad story of each of the neutral countries in the Second World War » (p. 216) est une pirouette, d'autant plus déplaisante que, sur la foi du titre, nous avons attendu beaucoup des « Pays du Nord ». Le sujet a vraiment échappé à l'auteur !

Bref, l'idée de départ (reprise comme dans une dissertation bien construite en conclusion, p. 216) est bonne : la neutralité est un phénomène moderne,

(1) Il en arrive à dire, sans l'expliquer il est vrai, que le développement des États-Unis s'est fait à l'abri de la marine royale.

(2) Une citation de Wilson pourtant (p. 84) : « My thought is of America, a Nation which keeps herself fit and free to do what is honest and desinterested and truly serviceable for the peace of the world. »

juridique, mais impossible à réaliser dans un monde qui, aujourd'hui comme au Moyen Age, est partagé entre des pays pour qui la guerre est une croisade dans laquelle chacun représente le Bien, et l'adversaire le Mal ; le choix de la Norvège et des États-Unis est bon : le premier pays n'a pas pu rester neutre car trop faible, le second ne l'a pu parce que trop fort ; le ton est assez convaincu pour intéresser et diffère sensiblement du déplaisant contentement de soi d'un E. Bonjour dans la *Geschichte der Schweizer Neutralität* (Bâle, 1946) (1) ; la présentation est bonne (encore que quelques fautes déparent certaines pages).

Mais l'ouvrage ne correspond que de loin à son titre ; mais l'auteur rétrécit ou élargit à son gré les cadres d'une étude qui devrait avoir plus de rigidité ; mais étudier la neutralité sans au moins effleurer le problème de la guerre est vouloir se perdre dans la brume ; mais ajouter quelques pages, sincères sans doute, mais mal pensées, pour donner un semblant d'actualité factice, c'est flatter le lecteur moyen des quotidiens du soir sans convaincre l'historien pour qui tout est actuel.

Enfin, regrettons de ne savoir rien de plus sur l'auteur lui-même. Il semble que le livre soit une *Doktorarbeit* à l'allemande, c'est-à-dire un simple *D. E. S.*, ses défauts d'ailleurs seraient révélateurs à ce point de vue. Mais les *Inaugural-Dissertationen* d'outre-Rhin portent une autobiographie, dont le défaut se fait désagréablement sentir ici. Car, enfin, un Norvégien pour qui tout le problème de la neutralité se résume à un appétit des belligérants (qui sont en général les Occidentaux), pour qui l'U. R. S. S. semble aussi lointaine que les îles Falkland, pour qui l'intervention de Quisling (p. 233) se résume à un appel au secours (2), serait intéressant à mieux connaître. A l'extrême jeunesse, nous pardonnerions de ne pas avoir compris que toute neutralité est une construction de l'esprit du moment que les forces du Bien et du Mal, non contentes de se partager le monde, se partagent les pays à l'intérieur de leurs frontières et que la trahison même prend le masque de la lutte pour un idéal. Il est difficile de le pardonner à un âge plus mûr.

Jean-B. Neveux.
Alger.

(1) Livre que N. Örvik semble ignorer, bien que lui aussi soit un admirateur de la « neutralité helvétique ».

(2) « However, in the middle of December 1939, almost simultaneously with Churchill's memorandum of December 16, Admiral Raeder secured audiences to Hitler for two Norwegians, Vidkun Quisling and his friend Hagelin. These men told Hitler that the British prepared for an invasion of Norway which might be expected at almost any time » (p. 233).

OCCUPATION. RÉSISTANCE. DÉPORTATION

A. Rossi, *Sous l'occupation. La guerre des papillons. Quatre ans de politique communiste (1940-1944)*, Paris, Les Iles d'Or, 1954, 21 × 14, 336 pages, 48 planches de photographies hors texte.

Dans cet ouvrage se mêlent la polémique et l'histoire. M. Rossi, en effet, a déjà écrit plusieurs livres sur le parti communiste, sa psychologie et même sa « physiologie ». Le comportement du Parti communiste pendant la guerre lui apporte nombre d'arguments qui lui permettent d'expliquer la politique de ce parti et ses « tournants ». Mais M. Rossi utilise, pour ce faire, des documents qui sont, au premier chef, des documents historiques : presse clandestine (en particulier l'*Humanité* et les *Cahiers du bolchevisme*) et surtout ces *papillons* que tous les clandestins ont collé sur tous les murs tout au long des quatre années d'occupation. M. Rossi en a recueilli un millier et il donne la reproduction photographique de près de 250 d'entre eux à la fin du volume. Or, ces « papillons » et la presse clandestine permettent à l'historien d'étudier avec beaucoup de précision l'attitude du Parti communiste pendant la guerre.

Cette attitude a deux aspects très nets et très tranchés : la première va de septembre 1939 au 22 juin 1941, la seconde du 22 juin 1941 à la fin de l'occupation. Pendant la première période, l'Allemagne et la Russie sont alliées (pacte germano-soviétique) ; le Parti communiste soutient la Russie et n'est pas hostile à l'Allemagne. Pendant la seconde période, Hitler a envahi le sol russe, le pacte germano-soviétique est rompu : le Parti communiste français continue de soutenir la Russie et, désormais, attaque l'Allemagne, ennemie de la Russie.

Les « papillons » retrouvés par M. Rossi (un peu partout en France), ainsi que les textes de la presse communiste clandestine qu'il cite, permettent de montrer cette double attitude : dès le 23 août 1939, les communistes (il faut en excepter des cas individuels : certains militants et sympathisants communistes, atterrés par le Pacte d'amitié entre Staline et celui que la propagande stalinienne représentait comme son pire ennemi, se sont, en septembre 1939, désolidarisés de la politique officielle du parti, et, dès juin 1940, ont adopté une conduite « résistante ») approuvent la politique russe, se disent « neutralistes », « pacifistes », et engagent les ouvriers à protester contre la guerre, etc... Le gouvernement Daladier, inquiet de cette propagande antipatriotique qui peut avoir de graves répercussions sur la défense nationale, interdit le Parti et envoie certains de ses chefs en prison : la propagande est, dès lors, clandestine. La défaite de juin 1940, l'invasion, l'exode, l'humiliation nationale ne semblent pas émouvoir le Parti communiste, qui n'a pas un cri de douleur devant les malheurs démesurés de la patrie. Il persiste dans sa politique de neutralité, il essaie de prouver que son attitude pacifiste était la bonne, il préconise la paix avec l'Allemagne, en même temps qu'un accord commercial avec l'U. R. S. S., qui pourrait, assure-t-il, améliorer notre ravitaillement. Il s'efforce même d'utiliser son attitude « pacifique » de 1939 pour se rapprocher de Vichy, obtenir l'élargissement des militants emprisonnés : d'où les lettres de sept députés à Pétain — la plus célèbre, celle de Billoux, a été lue, comme pièce à décharge, au procès de l'ex-Maréchal : Billoux se targue de n'avoir pas été de ceux qui voulaient « découper » l'Allemagne « en petits morceaux ». Mais Vichy — à cause de sa couleur politique — est sourd à ces demandes et les occupants — par prudence — n'interviennent pas en faveur des disciples de leur « ami » Sta-

vie publique. Issu d'un milieu où le conservatisme politique était inséparable de la foi religieuse, il est terrifié par l'agitation qui s'empare des masses ouvrières dans les premières semaines qui suivent l'armistice. Il craint que la république ne soit que la première étape menant à une révolution marxiste animée par l'athéisme. Par sentiment du devoir, il se croit obligé de prendre part à la lutte que les partis de droite wurtembergeois engagent contre l'extrême-gauche. En janvier 1919, il est élu à l'assemblée constituante du Wurtemberg ; en 1920, au *Landtag*. Le péril révolutionnaire écarté, Wurm, que les débats parlementaires ne passionnent guère — il avoue avoir été un député peu actif — se détourne de la politique pour pouvoir se consacrer entièrement à ses tâches ecclésiastiques.

Son élection à la présidence de l'Église évangélique du Wurtemberg, en 1929, est le couronnement de la carrière d'un homme déjà âgé — il a soixante et un ans — qui a servi son Église avec plus de conscience que d'éclat. Elle est le résultat d'un compromis entre partisans de candidats aux tendances religieuses marquées. Car Wurm est considéré, à cette époque encore, comme un personnage modéré, peu combattif, soucieux, avant tout, de maintenir l'union et la concorde parmi les pasteurs et les fidèles. Les progrès foudroyants du parti nazi entre 1930 et 1932 ne l'inquiètent pas (1). La nomination de Hitler à la chancellerie (30 janvier 1933), fort bien accueillie au surplus par de nombreux pasteurs satisfaits de voir écartés définitivement du pouvoir les socialistes libres penseurs, ne paraît pas l'avoir troublé.

La naissance, au début d'avril 1933, au sein de l'Église évangélique prussienne, du mouvement « *chrétien-allemand* », qui affirme la nécessité de réformer l'Église selon l'esprit de la « révolution nationale », a des répercussions immédiates en Wurtemberg. Appuyés sur le pasteur Ludwig Muller, homme de confiance de Hitler, les « *chrétiens-allemands* », qui prétendent concilier le christianisme et l'idéologie nationale-socialiste, s'efforcent, en effet, de s'infiltrer dans les Églises régionales. En Wurtemberg, un groupe important de pasteurs s'empresse d'adhérer au mouvement. L'*Oberkirchenrat* (2) décide, en juin 1933, pour conférer au chef de l'Église wurtembergeoise une autorité morale plus considérable, de substituer à son titre de président celui d'évêque. Wurm, qui, lui aussi, apprécie exactement les menaces que les « *chrétiens-allemands* », soutenus par le parti et sa presse, font peser sur l'indépendance de l'Église, hésite à prendre l'offensive. Enclin par tempérament aux solutions de compromis, il croit possible de freiner le mouvement en lui faisant des concessions ; et, surtout, il espère que par la modération l'Église évangélique parviendra à désarmer les préventions de Hitler, soigneusement entretenues par les « *chrétiens-allemands* ». Lorsque Hitler, pour accélérer la mainmise de ceux-ci sur le protestantisme allemand, décide de créer une « Église du Reich » étroitement soumise à un évêque du Reich, Wurm juge habile de se rallier au candidat officiel : Ludwig Muller (septembre 1933).

Bientôt Wurm constate que la nouvelle secte, forte du soutien du gouvernement et de l'évêque du Reich, n'est nullement décidée à ménager ceux qui se tiennent à l'écart. Ludwig Muller, qui veut qu'à son titre corresponde une puissance effective, intervient dans les affaires des églises régionales. Il soutient, notamment, les menées du pasteur Rehm, chef des « *chrétiens-allemands* » du Wurtemberg, qui vise à « épurer » l'*Oberkirchenrat* et à évincer Wurm. Le 13 mars 1934, Wurm est reçu par Hitler ; il lui expose ses griefs contre L. Muller, dans le fol espoir d'obtenir la destitution de ce dernier. Bien entendu, Hitler se refuse à sacrifier à Wurm sa créature. Ce n'est qu'à ce moment que

(1) Il le reconnaît avec une sincérité fort louable, à une époque où beaucoup s'efforçaient de s'attribuer rétrospectivement une clairvoyance sans défaut.

(2) L'*Oberkirchenrat*, ou conseil supérieur de l'Église régionale, assiste le chef de celle-ci dans ses fonctions administratives.

Wurm comprend, enfin, la nécessité pour l'Église évangélique de relever le défi lancé par les « *chrétiens-allemands* » et leurs protecteurs.

Wurm s'allie à l' « *Église confessante* » (*Bekennende Kirche*), association privée de protestants décidés à résister aux « *chrétiens-allemands* ». Lors de son premier synode tenu à Barmen (mai 1934), l' « *Église confessante* » a réclamé par la voix du pasteur Martin Niemöller une plus grande indépendance des Églises à l'égard de l'autorité temporelle et dénoncé, dans la déclaration rédigée par l'illustre théologien réformé Karl Barth, les erreurs doctrinales des « *chrétiens-allemands* », qui, à la suite de Rosenberg, s'en sont pris à l'Ancien Testament. L'indépendance temporelle et spirituelle des Églises régionales étant menacée, Wurm, le modéré, le conciliateur, se lance, aux côtés de l' « *Église confessante* », dans la lutte contre l'État et les « *chrétiens-allemands* ». Le « résistant » Wurm est né.

A la suite des événements du 30 juin 1934, il stigmatise, du haut de la chaire, les hommes politiques et les chefs militaires qui n'ont pas eu le courage, sinon d'empêcher, du moins de condamner d'affreuses tueries. La riposte du gouvernement national-socialiste est immédiate : Wurm est consigné chez lui, sous la surveillance de la Gestapo. Un pasteur « *chrétien-allemand* » est désigné pour le remplacer dans ses fonctions. Ni les menaces ni les cajoleries ne viennent à bout de l'obstination de Wurm, qui se refuse à rédiger une lettre de démission (1). Il affirme qu'il reste en droit, et en dépit de l'impossibilité où il est d'exercer sa mission, le seul évêque de l'Église wurtembergeoise. Il dénie à toute autorité civile ou religieuse le pouvoir de le destituer : seule, une majorité des deux tiers des fidèles pourrait le déposer légalement. Aussi, contre une décision arbitraire de la dictature nationale-socialiste, en appelle-t-il aux masses protestantes. Hitler, fâcheusement impressionné (2) par l'intérêt que portait l'opinion internationale au conflit entre l'État et les Églises protestantes du sud (3) et peu soucieux de faire procéder à des élections hasardeuses en raison de la popularité de Wurm, prit la décision de mettre un terme à une affaire mal engagée. Le 30 octobre 1934, il reçut à la Chancellerie Wurm et deux autres évêques protestants. Apparemment plus conciliant qu'en mars, il affecta de ne pas tenir au maintien de Ludwig Muller et autorisa Wurm à reprendre ses fonctions. Le 20 novembre, Wurm, accompagné de l'*Oberkirchenrat*, fit à Stuttgart une rentrée triomphale.

Les « *chrétiens-allemands* » ont donc subi, en Wurtemberg, une incontestable perte de prestige. Des pasteurs qui s'étaient ralliés au mouvement dans l'euphorie du triomphe national-socialiste les abandonnent. Bien plus, les rapports entre l'État et l'Église évangélique semblent même, pendant quelque temps, se normaliser (4). En fait, le régime, loin de renoncer à soutenir ses alliés « *chrétiens-allemands* », prépare, par des voies nouvelles, leur revanche. Le 16 juillet 1935 est créé un « *Ministère pour les Affaires ecclésiastiques* », confié à l'ancien ministre prussien de la Justice, Hans Kerrl. C'est à ce fonctionnaire énergique et habile qu'est confiée la tâche, dont le servile Ludwig Muller n'a pas su s'acquitter, de mettre au pas les opposants. Hans Kerrl commence par substituer un « *Comité ecclésiastique du Reich* » (*Reichskirchenausschuss*) à l'évêque du Reich, L. Muller. Wurm, ainsi que d'autres évêques, voit dans cette mesure une preuve de bonne volonté de la part du gouvernement, tandis que les

(1) Cf. notamment ses lettres hautaines à son successeur provisoire (12 octobre 1934, p. 104-110) et au ministre de l'Intérieur du Wurtemberg (20 octobre 1934, p. 113-115), et sa protestation pleine de dignité (14 octobre 1934, p. 111-112) adressée aux fidèles et qui, en dépit de la Gestapo, fut lue en chaire dans la plupart des temples du Wurtemberg.

(2) Tel aurait été, du moins, l'avis de von Neurath, ami de Wurm.

(3) L'évêque protestant de Bavière avait été également mis dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions.

(4) Dans l'été de 1935, Wurm est autorisé à se rendre en Suisse.

chefs de l' « *Église confessante* », Martin Niemöller et Karl Barth (1), n'attachent aucune importance à une décision qu'ils considèrent comme une simple manœuvre (2). De fait, le *Reichskirchenausschuss* n'a aucun pouvoir réel ; sa très mince activité est contrôlée de près par la Gestapo. Hans Kerrl, lui, agit. Par l'intermédiaire des ministres des Cultes, il s'efforce d'amener à composition les Églises qui tentent de résister. Le principal moyen utilisé consiste à soustraire l'administration des finances ecclésiastiques à l'*Oberkirchenrat*, pour la confier à des fonctionnaires dévoués au régime : l'Église évangélique de Bade perd son indépendance financière ; celle de Wurtemberg la conserve grâce à l'obstination de Wurm, qui a enfin compris le jeu de Kerrl.

Les persécutions antisémitiques de l'automne 1938, déclenchées par le parti, en représaille de l'attentat commis à Paris contre le conseiller d'ambassade Vom Rath, font mieux mesurer à Wurm le degré d'indignité des gouvernants et des « *chrétiens-allemands* ». Avec stupeur, il voit des pasteurs wurtembergeois approuver les crimes des nazis. Désormais, il ne cessera de dénoncer publiquement les atteintes aux droits imprescriptibles de la personne humaine. En 1940, il proteste auprès du ministère de l'Intérieur du Reich contre la suppression des débiles mentaux (3). En juillet 1943, lors d'une réunion tenue à Berlin, les chefs des Églises protestantes s'émeuvent du redoublement des mesures antiraciales ; ils rédigent une lettre de protestation au gouvernement du Reich ; au moment de la signer, la plupart se dérobent ; finalement c'est le seul nom de Wurm qui figure au bas du document accusateur. Très lié avec un certain nombre de résistants protestants (4), Wurm a déploré leur échec du 20 juillet 1944, bien qu'il reconnaisse n'avoir participé, ni de près ni de loin, à la conspiration. Ses amis, parmi les conjurés, savaient en effet que Wurm n'était pas un homme politique, qu'il était et ne voulait être qu'un chrétien.

De là sans doute la valeur de ses « souvenirs », empreints d'une incontestable sincérité (5) ; de là aussi leur limite. Chrétien plus que politique, pasteur (6) plus que théologien, Wurm ne pouvait pas reconstituer avec la précision qu'eût souhaitée l'historien les mentalités qui se sont opposées, celle des « *chrétiens-allemands* » et celle de leurs adversaires de l' « *Église confessante* ».

Jean Sigmann.
Faculté des Lettres de Strasbourg.

(1) Karl Barth, expulsé d'Allemagne en 1935, poursuivra de Bâle, sa ville natale, sa campagne contre le régime national-socialiste. Martin Niemöller sera arrêté en 1937 ; il ne quittera le camp de concentration qu'à la suite de l'écroulement du III[e] Reich en 1945.

(2) Visiblement, Wurm n'a guère apprécié les critiques que les leaders de l'*Église confessante* n'ont cessé d'adresser aux chefs des Églises régionales qu'ils jugeaient trop accommodants. Non sans raison, il fait observer que la position des évêques qui avaient à compter avec des pasteurs « *chrétiens-allemands* » était plus délicate que celle des dirigeants de l'*Église confessante*, qui, sans responsabilité officielle, étaient forts du soutien moral de tous les membres du mouvement.

(3) Cf. les lettres de Wurm au ministre de l'Intérieur (juillet 1940) et au D[r] Conti, chef de la Santé du Reich (21 septembre 1940), celle-ci reproduite partiellement (p. 158-159).

(4) Notamment avec le D[r] Gerstenmaier, leader de la *C. D. U.* et actuel président du *Bundestag*.

(5) A plusieurs reprises, nous l'avons vu, Wurm n'hésite pas à rappeler ses erreurs de jugement, ce qui, on en conviendra, n'est pas la coutume des auteurs de « Mémoires ».

(6) De 1945 à sa retraite en 1948, Wurm réorganisera l'Église évangélique du Wurtemberg et participera avec le D[r] Dibelius, évêque de Berlin, à la formation d'une sorte de fédération des Églises protestantes allemandes. — Lors de la première réunion du Conseil de l'Église wurtembergeoise (18-19 octobre 1945), il fera voter une déclaration posant le principe de la responsabilité collective du peuple allemand. Avec le même courage, il interviendra en faveur de von Neurath et de von Weizsäcker, ou dénoncera comme injustes certaines décisions des puissances occupantes.

... et Mémoires d'un professeur

Le nom du professeur F. W. Foerster (1) n'est pas inconnu de ceux qui, attentifs à l'évolution politique de l'Allemagne entre les deux guerres mondiales, avaient salué dans ce philosophe un pourfendeur du militarisme prussien et un apôtre de la paix à la fois authentique et clairvoyant. Ces deux aspects de son activité pouvaient alors se résumer dans deux ouvrages courageux, l'un paru en 1920 et intitulé : *Ma lutte contre l'Allemagne militariste et nationaliste*, l'autre en 1937 et intitulé : *L'Europe et la question allemande*. Son œuvre, qui comporte quelque trente livres et quelque 5.000 articles, est aujourd'hui couronnée par la publication de ses *Mémoires* parus en version allemande originale à Nuremberg, avec le sous-titre significatif : *Histoire mondiale vécue, 1869-1953*, 1869 étant la date de naissance de l'auteur et 1953 la date de parution du livre.

Il englobe, en effet, un immense pan d'histoire contemporaine et constitue une véritable « somme » à la fois philosophique, religieuse, artistique, historique et politique. L'auteur se considère essentiellement comme un philosophe et un éducateur, un *Kulturphilosoph* selon sa propre expression, que les événements ont amené à s'occuper de politique. Aussi les soixante-trois chapitres de son autobiographie — dont un chapitre de soixante-quinze pages consacré à la France — ne sauraient-ils laisser l'historien indifférent. Un copieux index alphabétique des noms de personnes témoigne de l'immensité des lectures, des connaissances et des relations de l'auteur. On y compte plus de soixante-dix noms français, parfois un peu déformés (Erneste Renan, le général Mordaque, au lieu de Mordacq). Ils relèvent aussi bien du domaine intellectuel et artistique : Quinet (faussement présenté comme un neveu de M^me^ de Staël, p. 446), Tocqueville, Barrès, Zola, Bergson, A. France, Romain Rolland, Corot, Cézanne — que du domaine politique : Briand, Caillaux, Daladier, Lyautey, Pétain, Reynaud, Tardieu, etc...

La biographie de l'auteur, telle qu'elle se dégage de nos *Mémoires*, peut se résumer comme suit. Fils du directeur de l'Observatoire de Berlin, lui-même élève d'Alexandre de Humboldt, il fait ses études à Berlin et à Fribourg où, en 1893, il passe sa thèse de doctorat intitulée : *Le développement de l'éthique de Kant*. Puis il étudie la question sociale en Angleterre, ce qui l'amène, en 1895, à critiquer un discours dans lequel Guillaume II attaquait violemment les sociaux-démocrates ; d'où trois mois de prison pour délit de « lèse-majesté ». Cette condamnation lui ferma provisoirement l'accès des universités allemandes : il enseigna de longues années comme *Privatdozent* à Zurich et une année à l'Université de Vienne avant d'être appelé, à la veille de la première guerre mondiale, à l'Université de Munich. Son action en faveur de la paix, en particulier en 1917, le brouilla avec nombre de ses collègues. Bien qu'il fût le neveu du chancelier Michaelis, il désapprouvait la politique du gouvernement impérial.

En 1918, Kurt Eisner, chef du gouvernement provisoire de Munich, le nomme ministre plénipotentiaire de Bavière en Suisse. A partir de 1919, Foerster dénonce sans relâche la renaissance du militarisme allemand.

Au moment où l'Allemagne est admise à Genève, en 1926, il y fait, sur le réarmement clandestin allemand, des révélations qui mettent Stresemann en fureur. Aussi Foerster juge-t-il plus prudent de quitter l'Allemagne et de se réfugier à Paris où, de 1926 à 1937, il fréquente tous les milieux politiques français, ce qui lui permet de connaître admirablement notre pays qu'il définit

(1) Friedrich Wilhelm FOERSTER, *Memoiren, Erlebte, Weltgeschichte*, Nürnberg, Glock und Lutz, 1953, 717 p.

c'est la parfaite « neutralisation » des paroles. Ces internés parlent exactement sur le même ton des camarades morts dans le *Revier*, des internés tués par les gardes ou par le fil électrique, des gazés et des brûlés, de l'espoir de la libération ou du désespoir de l'heure présente. Il n'y a place ni pour les considérations politiques (l'emploi sporadique du mot « fasciste » nous a semblé assez artificiel) ni pour les plans d'avenir. Quelques noms auxquels on se raccroche, la mère, une amie, l'image de Varsovie, ville de vie et de lumière (image détruite par l'arrivée des premiers déportés du soulèvement), l'espoir de la libération par l'armée soviétique : « *Wnimanije, goworit Moskwa... Lwow, stolica zapadnoj Ukrainy, oswobozdiena.* » Des idées élémentaires, sans nuances ; il faut survivre. Des personnages élémentairement bons, ou du moins non hostiles, comme la surveillante allemande Janda, la Polonaise Wala — d'autres, les plus nombreux, des ennemis. Quelques copains du camp masculin, le débrouillard Wacek, le brave Andrzej, tué au cours d'une tentative d'évasion.

Ce livre n'accuse pas, ne défend pas, il raconte. Il est par delà le bien et le mal, il est inhumain pourrait-on dire. Ce qui lui donne justement plus de poids : Krystyna Zywulska a très bien compris qu'au service de la lutte contre le réarmement de l'Allemagne (avant-propos, p. 7-8) elle met un document plus fort que les déclarations ou les citations de Marx ou de Lénine, que les arguments politiques ou idéologiques.

Nous n'avons pu nous empêcher de nous poser quelques questions : le problème du soulèvement de Varsovie (p. 256-266) n'est pas touché, ce qui est peu vraisemblable, car ces filles du kommando *Effektenkammer*, qui sont avides de nouvelles, qui parviennent un jour à écouter une émission de Moscou, ont dû certainement demander aux arrivants ce qui s'était passé à Varsovie. Un autre passage curieux : qui a bombardé l'hôpital des *S. S.*? Ce n'est pas l'aviation soviétique, semble-t-il (rappelons que les autorités de la *D. D. R.* (1) rejettent depuis plusieurs années sur les « impérialistes et criminels de guerre » américains le terrible bombardement de Dresde).

Il est vrai que la seule chose qui compte psychologiquement, ce sont les expériences personnelles et non les comparaisons avec des faits que d'autres peuvent raconter. Pour M^me^ Zywulska, comme pratiquement pour tous ses compatriotes, qu'ils soient à Varsovie ou à Londres, une seule chose compte vraiment : la menace allemande, incarnée actuellement par l'Allemagne de l'Ouest. Pour cette jeune femme qui ne semble pas avoir appartenu au parti communiste, qui est croyante, qui sait l'allemand, un peu de français, et le russe, ce qui compte, c'est son matricule 55908, le seul à désigner un être encore vivant, entre le 55907 et le 55909.

Pour nous, ce qui compte dans son livre, c'est le ton délibérément neutre du récit et quelques scènes : le recrutement pour le bordel, le général russe forçant le jeune *S. S.* à respecter sa barbe, et ses cheveux, et à le saluer (p. 270), la représentation théâtrale des derniers jours, avec son monologue comique : « J'ai enterré aujourd'hui un type » (p. 309-311), et l'évasion, grâce à une providentielle charrette de foin, au bord de la route que suivent les déportés évacuant le *K. Z.* Le lecteur français, susceptible de se rendre compte de tout ce que contient ce livre, serait toujours libre d'utiliser au gré de sa pensée les matériaux qu'il apporte.

Jean-B. Neveux.

Michel Mazor, *La cité engloutie*, Paris, Éditions du Centre de documentation juive contemporaine, 1955, in-8°, 177 pages.

Aujourd'hui, sur l'emplacement déblayé du ghetto de Varsovie s'élève

(1) *Deutsche Demokratische Republik* (Allemagne de l'Est).

rapidement un quartier neuf, mais se dresse aussi le monument aux victimes et aux combattants du ghetto. Sur une face du monument se profilent les combattants en armes exterminés après l'insurrection du 19 avril 1943 et dont le chef repose sous la dalle. Sur l'autre face, la horde des victimes poussées par les S. S. part vers les crématoires. C'est surtout cet aspect du ghetto que fait apparaître Michel Mazor dans la *Cité engloutie* (1), mais il montre aussi comment la Résistance y a été possible. Par un exposé des faits, il réussit à susciter l'atmosphère du roman de John Helsey, *La Muraille*, et cela uniquement par l'historique de l'évolution du ghetto, l'étude des divers organismes qui ont présidé à cette évolution, l'analyse du comportement et des réactions des divers groupes sociaux du ghetto.

Plusieurs points retiennent particulièrement son attention : tout d'abord, la création même du ghetto. L'idée est trop aisément ancrée d'une existence totalement en marge des communautés juives dans les pays d'Europe orientale avant l'occupation nazie. S'il existait à Varsovie avant la guerre un quartier juif, une communauté, une culture spécifiquement juives, c'est le nazisme qui créa le ghetto, le quartier interdit et d'où l'on ne pouvait sortir, où devaient s'entasser sur un espace restreint, à l'affût d'un coin où dormir, des centaines de milliers de Juifs chassés de leur foyer. Michel Mazor à plusieurs reprises compare le ghetto et le camp de concentration en donnant au ghetto un caractère de gravité supplémentaire, car cette vie condamnée continuait au contact d'une vie apparemment « normale » (mais la Varsovie aryenne a connu elle aussi la Résistance, les persécutions et les tortures). Une photographie saisissante souligne la pensée de Mazor, un pont « juif » jeté au-dessus d'une rue aryenne, même si le ghetto représente à nos yeux une horreur moindre que le camp, tout au moins dans ses premiers temps, puisque l'apparence d'une vie familiale y était conservée et que ceux qui la vivaient ne se savaient pas condamnés. Michel Mazor établit donc une monographie complète du ghetto, univers fermé avec ses cadres sociaux, ses normes, ses institutions, son gouvernement autorisé et favorisé par les nazis. Là se pose un problème essentiel : le *Judenrat* de Varsovie a-t-il représenté une sorte de *gouvernement Quisling*? Le fait qu'il se soit trouvé des habitants du ghetto pour rédiger selon les injonctions allemandes le code de vie du ghetto a-t-il épargné des souffrances à ses prisonniers? Le *Judenrat* s'est-il dressé contre les ordres nazis ou s'y est-il soumis? L'histoire de la réquisition des fourrures et des exécutions par représaille tendrait à prouver une soumission totale. C'est le *Judenrat* qui a consenti à placarder l'avis du 22 juillet 1942 annonçant le début de la « Grande Action » de déportation, et la police juive a joué un rôle sinistre dans l'exécution de cette action. Mais des personnalités du *Judenrat* ont tout de même proclamé leur révolte par leur suicide ou des traits de solidarité et d'héroïsme.

Au *Judenrat*, dont Mazor en conclusion explique l'action au nom d'une tentative de moindre mal, s'opposent les vraies communautés d'entr'aide qui deviennent en même temps organismes de résistance, communautés d'immeubles qui s'occupent activement des problèmes de logement, de camouflage, de nourriture, d'aide aux plus démunis, car il est dans le ghetto des riches et des pauvres, des affamés et des repus. Et c'est au sein de ces cadres administratifs légaux et illégaux, de ces âpres luttes de classe sous le joug d'un ennemi commun qu'est née la Résistance, que s'est poursuivie une vie intellectuelle, que s'est composée une littérature de combat, une littérature satirique parfois ensevelies par leurs auteurs maintenant disparus, et qui sert de matériaux aux historiens actuels. Le Musée du ghetto retrace ce drame, qui atteint son point culminant avec la grande action de 1942 lorsque les hommes

(1) Nous comparerons prochainement au livre de Michel Mazor celui de Bernard Mark sur l'insurrection du ghetto de Varsovie.

et les femmes sont traqués chez eux, à l'atelier, à l'usine, dans les rues, lorsque les grands troupeaux de déportation s'entassent sur l'*Umschagplatz*. L'auteur s'évade d'un des convois et, jusqu'à la libération, mène une vie « aryenne ». Il n'a donc vécu ni l'insurrection ni la destruction du ghetto. Mais son livre est un de ceux qui permettent le mieux de les comprendre et qui, sous une forme mesurée, dresse un impitoyable réquisitoire contre ceux qui firent établir les cadres d'une nouvelle cité, qui la dotèrent d'institutions et de lois à seule fin de l'anéantir plus commodément.

Olga WORMSER.

NOTES ET NOUVELLES

UN MÉMORANDUM INÉDIT DE MUSSOLINI

Le magazine illustré italien *Epoca* (27 mars 1955), généralement occupé de sujets plus futiles, publie *in extenso* et en fac-similé, avec un commentaire de Paolo Monelli, un curieux document resté jusqu'à ce jour inédit. Il s'agit d'un mémorandum « secretissime » de Mussolini destiné à quelques personnes seulement : le roi, Ciano, le ministre de l'Afrique italienne et les chefs d'État-Major de l'Armée, de la Marine et des Forces aériennes (1). Dans ce document, daté du *31 mars 1940*, Mussolini, tout en convenant qu'il faille laisser une grande part à l'imprévu, expose comment il envisage le développement politico-stratégique de la guerre.

Pour lui, toute idée de paix de compromis est à exclure *pour le moment.* L'échec de la mission S. Welles vient de le démontrer.

En ce qui concerne les opérations terrestres, il est convaincu que les Anglo-Français, tant pour des raisons psychologiques que démographiques, ne prendront pas l'offensive. « Ils continueront donc : à ne pas prendre l'initiative des opérations sur terre ; à opérer plus contre-offensivement qu'offensivement sur mer et dans les airs ; et, par-dessus tout, à rendre plus hermétique le blocus de l'Allemagne. »

Pour ce qui est des intentions allemandes, Mussolini estime qu'une « logique rigoureuse » exclut l'hypothèse d'une offensive à l'Ouest, dont on parle depuis quelques mois :

a) parce que l'Allemagne a déjà atteint ses objectifs de guerre et peut ainsi attendre l'offensive de ses adversaires ;

b) parce qu'il serait trop risqué de tout jouer sur une carte, car, si l'offensive échouait tout à fait ou se concluait par un insuccès avec des pertes importantes, une crise interne serait inévitable en Allemagne, étant donné que le moral du peuple allemand est dans son ensemble médiocre et dans certains grands centres comme Berlin et Munich plus que médiocre. C'est pourquoi il est probable qu'entre une guerre offensive et une guerre de résistance, l'Allemagne choisira cette dernière ; c'est-à-dire que :

1° elle mettra tout en œuvre pour résister au blocus ;

2° elle assumera l'initiative d'opérations maritimes et aériennes de contre-blocus toujours plus vastes. L'offensive terrestre n'aura lieu que dans l'éventualité d'une certitude mathématique de victoire écrasante, ou comme solution de désespoir, si le blocus, à un moment donné, ne laisse pas d'autre issue.

[On voit à quel point, *à quarante jours* du déclenchement de la *Blitzkrieg* à l'Ouest, le brillant second de Hitler ignorait les intentions de celui-ci,

(1) Ciano se borne à faire allusion à ce document dans son *Diario*, à la date du 2 avril 1940. Roatta, sous-chef d'État-Major en 1940, n'en aurait eu connaissance qu'en 1944, et Graziani, chef d'État-Major de l'Armée, n'en aurait pas gardé le souvenir, assure Monelli.

bien que l'ambassade d'Italie à Berlin, et l'attaché militaire en particulier, lui eussent signalé l'imminence d'une offensive allemande.]

Mussolini poursuit :

Si la guerre continue, croire que l'Italie pourra y rester étrangère jusqu'à la fin est absurde et impossible. L'Italie n'est pas, comme l'Espagne, reléguée dans un angle de l'Europe, elle n'est pas, comme la Russie, semi-asiatique, elle n'est pas éloignée des théâtres d'opérations comme le Japon ou les États-Unis ; l'Italie est au milieu des belligérants tant sur terre que sur mer. Mais, si l'Italie changeait d'attitude et passait avec armes et bagages dans le camp des Franco-Anglais, elle ne pourrait éviter une guerre immédiate avec l'Allemagne, guerre qu'elle devrait soutenir *seule*. Et c'est seulement l'alliance avec l'Allemagne, c'est-à-dire avec un État qui n'a pas encore besoin de notre concours militaire et se contente de notre aide économique et de notre solidarité morale, qui permet notre attitude de non-belligérance. L'hypothèse étant donc exclue d'une volte-face que les Franco-Anglais eux-mêmes n'envisagent pas et dont, en ce moment, ils montrent qu'ils ne font pas de cas, il reste l'autre hypothèse, celle de la guerre « parallèle » à celle de l'Allemagne pour atteindre nos objectifs, qui se résument ainsi : liberté des mers, fenêtre sur l'océan. L'Italie ne sera vraiment une nation indépendante que lorsqu'elle arrivera à briser les barreaux de sa prison méditerranéenne la Corse, Bizerte et Malte, et à atteindre les murs de cette prison, Gibraltar et Suez. Une fois résolu le problème des frontières terrestres, l'Italie, si elle veut être une puissance vraiment mondiale, doit résoudre le problème de ses frontières maritimes ; la sécurité même de l'Empire est liée à la solution de ce problème.

L'Italie ne peut rester *neutre* pendant toute la durée de la guerre, sans renoncer à son rôle, sans se disqualifier, sans se réduire au niveau d'une Suisse multipliée par dix.

Le problème n'est donc pas de savoir si l'Italie entrera ou n'entrera pas en guerre, car l'Italie ne pourra faire moins que d'entrer en guerre ; il s'agit seulement de retarder le plus longtemps possible et dans la mesure compatible avec l'honneur et la dignité notre entrée en guerre,

a) en nous préparant de telle façon que notre intervention provoque la décision ;

b) car l'Italie ne peut faire une guerre longue, et ne peut dépenser des centaines de milliards comme le font les pays actuellement belligérants.

En ce qui concerne le *moment*, c'est-à-dire la *date*, il a été nettement convenu à l'entrevue du Brenner que cela regardait l'Italie, et l'Italie seulement.

Sur ce, il établit le plan de guerre suivant :

Étant admis que la guerre est inévitable et que nous *ne pouvons* marcher avec les Franco-Anglais, c'est-à-dire contre l'Allemagne, il s'agit de fixer dès maintenant la ligne de notre stratégie de façon à orienter les études de détail.

Fronts terrestres. — Défensive sur les Alpes occidentales. Aucune initiative. *Surveillance.* Initiative seulement dans le cas, à mon avis improbable, d'un complet écroulement français devant l'attaque allemande. Une occupation de la Corse peut être envisagée, mais peut-être le jeu n'en vaut-il pas la chandelle : il faudrait cependant neutraliser les bases aériennes de cette île.

A l'Est. — Du côté de la Yougoslavie, dans les premiers temps, *observation méfiante.* Offensive dans le cas d'un écroulement interne de cet État, dû à la sécession, déjà en voie de réalisation, des Croates.

Front Albanais. — L'attitude à avoir à l'égard du Nord (Yougoslavie) et du Sud (Grèce) est en relation avec ce qui interviendra sur le front oriental.

Libye. — Défensive à la fois vers la Tunisie et vers l'Égypte. L'idée d'une offensive contre l'Égypte est à écarter par suite de la constitution de l'armée Weygand.

Égée. — Défensive.

Éthiopie. — Offensive pour garantir l'Érythrée et opérations sur le Cedaref et Kassala ; offensive sur Djibouti, défensive en cas de contre-offensive sur le front du Kenya.

Armée de l'Air. — Adapter son activité à celle de l'Armée et de la Marine ; activité offensive et défensive selon les fronts et les initiatives ennemies.

Mer. — Offensive sur toute la ligne en Méditerranée et hors de la Méditerranée.

C'est sur ces directives que les États-Majors doivent fonder leurs études et leur travail de préparation sans perdre une heure, car, malgré notre volonté de prolonger, — pour des raisons déjà dites — le plus longtemps possible notre actuelle non-belligérance, la volonté des Franco-Anglais ou une complication imprévue pourrait nous mettre, même dans un avenir immédiat, dans l'obligation de prendre les armes.

Les commentaires de Paolo Monelli sur ce plan politico-stratégique, où l'ignorance rivalise avec la présomption (une présomption sagement modérée par une évidente peur des coups), sont à la fois ironiques et sévères. Il fait observer que le seul des sept destinataires de ce document « secretissime » qui ait jugé bon d'y répondre fut le chef d'État-Major de la Marine. Dans un mémorandum du 11 avril, la Marine objectait à l'ordre *Sur mer : offensive sur toute la ligne, en Méditerranée et au delà*, que l'infériorité des forces navales italiennes en face des forces conjuguées anglo-françaises, encore aggravée par les conditions géographiques défavorables, excluait toute idée d'une défaite navale de l'adversaire et que, par conséquent, « l'entrée en guerre, de notre initiative, ne lui paraissait pas justifiée ».

Qu'il nous soit permis d'ajouter — sans être expert en la matière — que les plans stratégiques de Mussolini font invinciblement penser, par bien des côtés, à des ordres qu'un gamin de douze ans pourrait donner à d'autres combattants du même âge jouant « à la petite guerre ».

F. Debyser.

POURQUOI LES CAMPS DE CONCENTRATION ?

— Dans le numéro de mars-avril 1955 de *Résistance Unie*, éditée par la *Fédération internationale des Résistants*, Piero Caleffi cherche une réponse à la question « pleine d'angoisse », laissée jusqu'ici sans réponse : « Pourquoi? »

Piero Caleffi constate que tous les camps, de rassemblement, de transit, de travail, ou d'extermination, étaient organisés de façon identique ; même hiérarchie, même procédure, même système de discipline et de fonctionnement. Ils obéissaient donc rigoureusement à des directives en provenance d'un centre unique qui avait inventé l'institution et qui en contrôlait minutieusement le fonctionnement. C'est la guerre qui donna au phénomène des proportions gigantesques. La mobilisation des hommes valides allemands, les nécessités de la production en masse, expliquent que les populations soumises aient fourni du matériel humain en abondance.

Par suite, des condamnés de droit commun, des Juifs, ainsi que des Résistants arrêtés, des coupables de délits, même minimes, ou des pauvres gens râflés dans les villes, furent envoyés dans les camps, en vertu à la fois de la nécessité de combler les vides, du dédain de la vie humaine qui était la norme du régime hitlérien, et de l'intention délibérée d'exterminer la « lie de la terre ».

Rappelant ensuite les conditions de son séjour au camp, Piero Caleffi constate que « les inventeurs du système avaient minutieusement calculé tous les éléments pour nous enlever, dès le début, toute fierté personnelle en tuant en nous la pitié et la solidarité envers nos camarades ; en détruisant toute velléité de rébellion par les exemples horribles que nous subirions dans ce cas, en nous ôtant toute confiance dans nos forces et en nous démontrant que la défense de notre personnalité et de nos sentiments ne pourrait que nous causer des préjudices ».

Il déplore, tout en le constatant, que les Italiens étaient très mal vus par tous les Déportés, à l'exception des « Politiques », qui savaient gré aux antifascistes de s'être dressés contre la dictature dans leur pays.

Par suite de conditions horribles d'existence disparaissaient, chez les dépor-

tés, le goût de la beauté, l'espoir du lendemain, l'amour et la solidarité pour les autres ; le souvenir et l'amour des familles s'affaiblissaient, tandis qu'augmentait l'indifférence à la torture d'un camarade ; la sensibilité était ramenée au niveau de l'estomac.

Répondant à la question qu'il s'est posée et s'interrogeant sur les véritables coupables, Piero Caleffi répond : « A l'origine de tout cela se trouve le système fondé sur le concept rigide du bien et du mal, de qui a tort et de qui a raison ; la négation à l'homme commun du droit de penser et de vouloir. En vertu d'un tel concept, la société doit être dirigée par un groupe restreint d'élus, pour les plans desquels il est nécessaire que tous les autres hommes, amis ou ennemis, renoncent à être des personnes.

« Les amis auront le privilège de mourir sur le champ de bataille ; les ennemis devront être détruits inexorablement. La vie humaine ne compte pas. Ce qui compte, c'est la force physique des hommes qui doivent fournir le bouclier de l'élite ou l'instrument du pouvoir.

« Détruire la personnalité humaine, voilà le principe du système... »

Il fait preuve d'un courage incontestable en ajoutant que : « Il en fut ainsi des représailles exercées par le fascisme italien à différentes époques, de sorte qu'il est permis de soutenir que le fascisme a anticipé les camps d'extermination... »

Et il conclut : « Nier les droits élémentaires à l'adversaire, en humilier la personnalité, faire des discriminations parmi les citoyens, selon leurs pensées politiques ou leur foi religieuse, créer une atmosphère de haine, creuser des fossés profonds entre une partie des citoyens et une autre partie, voici le plan incliné qui a conduit aux camps d'extermination. »

H. Michel.

LE NATIONALISME ALGÉRIEN ET LA GUERRE

Dans *Oriente Moderno* (novembre 1954), Romain Roggero étudie le *Mouvement nationaliste algérien de 1940 à nos jours*. Étude correcte (1) dans son ensemble, faite d'ailleurs d'emprunts aux nombreux ouvrages et articles écrits en France sur la question. L'auteur montre bien comment la curieuse passivité des nationalistes au temps de l'État français, à peine troublée par l'abrogation du décret Crémieux — que les nationalistes condamnèrent d'ailleurs — s'est muée en un réveil brutal des revendications aussitôt le débarquement allié effectué. Il attribue ce réveil : à l'affirmation renouvelée de la faiblesse et des divisions françaises, à l'action anticolonialiste des États-Unis, à l'exemple donné par l'abandon de la Syrie et aux mauvaises récoltes de 1943 et 1944.

Parmi ces causes, l'Italien Roggero en oublie au moins une sur laquelle le *Bulletin de l'Amicale des S. S. M. et T. R.* (2) donne opportunément quelques indications dans son numéro de mai 1955 : l'action de l'Axe à partir de 1943. Radio Melilla agit sur les Milieux espagnols et Radio-Bari (avec le grand Muphti) sur les indigènes ; les militaires allemands ont libéré Habib Bourguiba et les chefs du néo-Destour en novembre 1942 ; enfin, en trois mois, 260 agents ennemis, de renseignement ou de sabotage, furent arrêtés, dont 200 indigènes ; à la fin de 1943, 3.960 agents ennemis avaient été mis hors d'état de nuire, dont 60 % étaient des indigènes ; ils étaient passés à 5.960 en 1944. Il est incontestable que, à cette occasion, et avec des armes qui, pour la plupart, servent

(1) En dépit de quelques affirmations surprenantes : le « médiocre » Lebeau (Pourquoi?), les « cagoulards », parti en place après le débarquement aux côtés des communistes et des gaullistes (l'auteur a dû lire H. de Kerillis) ; la « discrétion (!) des commissions d'armistice de l'axe »...

(2) *Services de Sécurité militaire*, camouflés sous l'occupation en *Travaux ruraux* (*T. R.*).

peut-être encore aujourd'hui, beaucoup de futurs fellaghas se sont entraînés à la guérilla de type maquisard moderne, avec radio clandestine, parachutages, complicités dans la population, ravitaillement sur le pays, etc...

H. M.

UNE PROPOSITION D'HITLER A LA GRÈCE EN 1940 (1)

Faisant écho à une information du *Times* de Londres (17 mai 1954) selon laquelle Hitler a proposé ses bons offices à la Grèce en 1940, M. F. Debyser a exprimé avec raison le regret que sa source ne précisât ni la date ni la façon dont le Führer avait opéré ce sondage.

Un récent ouvrage allemand, extrêmement bien documenté (2), apporte sur ce point toutes les précisions souhaitables.

C'est le 17 décembre 1940 que le ministre de Grèce à Madrid, l'amiral P. J. Argyropoulos, reçut la visite de son collègue hongrois. Le général Andorka venait « de la part d'une personnalité officielle allemande » lui soumettre les conditions d'un armistice éventuel entre l'Italie et la Grèce. Les armées helléniques occuperaient les régions d'Albanie conquises par les armes ; entre les forces helléniques et italiennes, une zone neutre serait fixée, que l'armée allemande garderait de manière à éviter les heurts entre les partis hostiles ; en contre-partie, les unités britanniques stationnées en Grèce devraient évacuer le territoire hellénique. Hitler s'était toujours opposé à l'action italienne contre la Grèce, ajouta le général Andorka. Il cherchait maintenant à ne pas être entraîné dans de fâcheux développements de l'initiative si malencontreuse de son partenaire de l'Axe.

M. Argyropoulos s'empressa de communiquer ces propositions au Premier Ministre, M. Joannis Metaxas, en lui recommandant de les accepter. Si le conflit se prolongeait, l'Allemagne finirait par intervenir et ce serait un désastre pour la Grèce. C'était aussi l'avis de M. Metaxas. Malgré le brillant comportement de ses troupes, il ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur l'issue de la lutte. A la longue, les 48 millions d'Italiens l'emporteraient sur les quelque 8 millions de Grecs. D'inquiétants symptômes d'épuisement se manifestaient déjà. Aussi avait-il pris l'initiative, à l'insu de ses collègues du Gouvernement, de faire des ouvertures de paix à l'attaché militaire allemand à Athènes, le major Clemm von Hohenberg. Il demandait seulement un retour au *statu quo* avec la garantie de l'Allemagne. Les propositions transmises par M. Argyropoulos dépassaient donc ses espérances, puisqu'elles comportaient le rattachement à la Grèce d'une portion du territoire albanais. En outre, elles recoupaient des offres parvenues directement à Athènes. Le ministre de la Sûreté, M. Konstantinos Maniadakis, en avait été avisé par l'attaché culturel allemand, le professeur Boehringer, « de la part de Hitler et de von Ribbentrop ».

Réuni pour délibérer, le Cabinet grec repoussa les propositions allemandes. Il ne voulait pas se détacher de l'alliance anglaise. Mais M. Metaxas était trop homme d'État pour rompre les ponts. Il fit comprendre à Berlin que de telles propositions gagneraient à passer par les voies diplomatiques normales. Les Anglais pourraient alors être avertis officiellement des tractations en cours. Toutefois, l'affaire en resta là. Hitler s'était ravisé. Il s'orientait vers une intervention dans les Balkans.

Jean VANWELKENHUYZEN.

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 18, avril 1955, p. 92 et 93.

(2) Cf. Ehrengard SCHRAMM-VON THADDEN, *Griechenland und die Grossmächte im zweiten Weltkrieg*, Wiesbaden, Franz Steiner Verlag GmbH., 1955, p. 150 sq. et 217 sq.

LES RAPPORTS POLONO-UKRAINIENS

— Nous devons signaler à nos lecteurs le très important article de J. Lobodowski paru dans le *Dziennik Polski* (Londres) du 16 avril 1955 sous le titre : *Les rapports polono-ukrainiens*. Pour qui sait quelle haine existait depuis le XVI^e^ siècle entre les habitants de l'Ukraine (eux-mêmes très souvent des serfs polonais échappés et devenus colons kosaques) et les Polonais, haine attisée périodiquement par le soulèvement de Chmielnickij, les massacres de Humán au XVIII^e^ siècle, la Jacquerie de 1846, la guerre polono-ukrainienne d'après 1918, l'article de M. Lobodowski est un son de cloche entièrement nouveau. Son importance est encore accrue par le fait qu'il paraît dans un journal de l'émigration qui ne manque jamais de commémorer la vie ou la mort de Józef Pilsudski.

La tendance en est la suivante : Lwow et toute la Terre Rouge (*Ziemia Czerwieńska*) n'est ni polonais ni russe, mais ukrainien. L'Ukraine est une nation dont l'indépendance est davantage nuisible à la Russie qu'à la Pologne : « En tout cas, cela ne mène à rien de renouveler sur le papier émigré la lutte fratricide, le seul résultat en est de gaspiller des énergies nécessaires sur un autre point. »

Les « réalistes » politiques estimeront qu'il s'agit là d'une question purement académique, assez typique de la mentalité « émigré ». Nous ne croyons pas qu'il faille ainsi négliger un fait, dont la portée est accrue par l'importance et la constance dans la germanophobie des Polonais d'Angleterre, du Pays de Galle et d'Écosse. Tout chrétiens et ardents catholiques qu'ils soient, il leur est difficile d'oublier non pas seulement la guerre et l'occupation allemande, mais aussi les déclarations de Jacob Kaiser et certaines manifestations de l'irrédentisme officiel de l'Allemagne de l'Ouest.

Que les émigrés se fassent à l'idée que Wilno et Lwów ne sont plus polonais, ils s'attacheront davantage à celle que Wroclaw et Szczecin le sont, ce qui créera un lien nouveau entre la politique de Varsovie et l'émigration au sein de la « civilisation occidentale ».

Jean-B. Neveux.
Alger.

— M^lle^ Feral a présenté au soixante-dix-neuvième congrès des Sociétés savantes, tenu à Alger en 1952, un mémoire ayant pour titre : *Esquisse sommaire de l'histoire de Montauban sous l'occupation (1942-1944)*. Cette histoire commence le 11 novembre 1942 avec l'occupation de la ville par les Allemands, dont les contingents ont été renouvelés à partir du mois d'avril 1944. Elle comporte des indications, insuffisamment numériques, sur les partis favorables à l'occupation et sur les origines et le développement de la résistance montalbanaise, sur l'action des réseaux. La libération se produira le 19 août, coûtant encore des morts et les dernières exécutions de patriotes.

G. Bourgin.

— *Il Movimento di liberazione in Italia*, novembre 1954, publie le rapport général de M. G. Baciageluppi sur l'activité déployée en faveur des prisonniers de guerre alliés en Haute-Italie, une chronique de O. Nitti de l'occupation en Lucanie et des articles de F. Catalano sur *Résistance et Alliés dans les premiers mois d'existence du C. L. N. A. I.*, et A. Capitini, *Une expérience religieuse de l'antifascisme* (en 1932, à Pise du fait de l'auteur et de Claudio Baglietto).

G. Bn.

— C'est en Italie que Marcel Déat, condamné à mort par contumace par la haute Cour de Justice, avait trouvé asile et où il est mort d'un œdème du poumon qu'il soignait dans l'air des Dolomites au début du mois de janvier 1955. Mme Déat a fait le 1er avril à un représentant de l'A. F. P. le récit de la vie qu'elle mena avec son mari après la fin d'avril 1945 où ils quittèrent Feldkirch. Le domestique Briand devait disparaître au cours de leur dangereuse odyssée. A Milan, à Gênes, à Turin, ils vécurent ensuite obscurément à l'abri des couvents et avec l'aide du prêtre qu'ils eurent l'occasion de rencontrer et de connaître.

G. Bn.

A.-H. Boullet, *Jusqu'à en mourir*, Nouvelles Éditions latines, 1953, 519 pages, avec 7 portraits, 900 fr.

Un officier, Saint-Cyrien de la Promotion Lyautey (1935-1937), a eu la pieuse idée d'esquisser les portraits de ses camarades morts pour la France, leur brève carrière et les circonstances de leur mort.

Indépendamment de la leçon d'héroïsme qu'est le sacrifice généreusement accepté par ces jeunes officiers, dont près d'un tiers étaient chefs de famille, ce livre d'or mérite d'être signalé ici pour les indications précises qu'il donne sur la valeur des cadres de notre armée de 1939, sur l'esprit et les sentiments qui les animaient, sur la diversité de leur origine, sur l'étendue de leurs pertes.

On y verra, par exemple, que, des 360 Saint-Cyriens promus sous-lieutenants en 1937, 75 étaient morts pour la France quinze ans plus tard, dont 36 en 1939-1940, 8 dans la Résistance et 22 de 1942 à 1945 (les 19 autres étaient tombés sur les théâtres d'opérations extérieures, la plupart en Indochine).

Il n'est pas sans intérêt d'ajouter que 9 de ces officiers avaient eu leur père tué lors de la première guerre mondiale et que 18 appartenaient à une famille militaire.

Général Lestien.

Robert Jars, *La campagne d'Italie, 1943-1945*. Préface du général Juin, Paris, Payot, 140 × 230, 245 pages, 37 cartes.

M. Jars, officier de réserve, a accompli un travail extrêmement consciencieux sur la campagne d'Italie. Ayant dépouillé de nombreux historiques ou récits, il a établi une histoire minutieuse des différentes opérations depuis le débarquement en Sicile le 10 juillet 1943 jusqu'au moment où la capitulation allemande, le 2 mai 1945, suspendit les combats.

Le lecteur ne doit pas s'attendre à trouver dans ce livre des récits anecdotiques de combat. Bien au contraire, on pourrait dire que l'auteur s'est efforcé dans un style sobre de produire un véritable rapport d'état-major, indiquant les opérations de chaque unité, les entrées en ligne, les relèves, etc. Des explications manquent toutefois dans l'exposé de la campagne. Il en résulte que l'on comprend mal, si ce n'est par la ténacité allemande et la faiblesse des moyens employés par les alliés, la lenteur de la conquête de la péninsule.

Les changements dans le haut commandement des alliés, la quasi-autonomie des commandants d'armée anglais ou américains, expliquent en partie cette avance pas à pas qui exigea 639 jours de combat pour une progression d'un millier de kilomètres.

R. Villate.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Allen (H. C.). — *Great Britain and United States. A history of Anglo-American relations 1783-1952*, New York, St. Martin Press, 1955, in-8°, 1.024 p., cartes h. t.

Cf. les chapitres 17 à 19 sur les relations anglo-américaines avant et pendant la 2e guerre mondiale.

*Buss (Claude A.). — *The Far East. Recent and contemporary international relations in East Asia*, New York, Macmillan, 1955, in-8°, 798 p., carte h. t.

Voir notamment : Part. II. Diplomatic History to World War II. — Part. III. World War II in the Pacific.

*Foster (William Z.). — *History of the three Internationals. The world socialist and communist movements since 1948*, New York, International publications, 1955, in-8°, 580 p.

Conf. notamment les chapitres consacrés au rôle de la IIIe Internationale avant et pendant la 2e guerre mondiale.

*Huber (Kurt). — *Drohte dem Tessin Gefahr? Der italienische Imperialismus gegen die Schweiz (1912-1943)*, Aarau, Keller (1955), in-8°, 335 p.

*Jones (F. C., Borton (Hugh), Pearn (B. R.). — *The Far East 1942-1946*, London, Oxford, Univ. Pr., 1955, in-8°, xiv-589 p., carte h. t.

(Survey of International affairs. Issued under the auspices of the Royal Institute of International Affairs.)

La première partie est consacrée à la conquête militaire de l'Extrême-Orient, à la diplomatie japonaise de 1942 à 1945, aux rapports de la Chine avec les puissances occidentales et l'U. R. S. S. (pp. 4-481).

*Matthias (Erich). — *Die deutsche Sozialdemokratie und der Osten, 1914-1946. Eine Übersicht*, Tübingen, Arbeitsgemeinschaft f. Osteuropaforschung, 1954, in-8°, 128 p.

(Forschungsberichte u. Untersuchungen zur Zeitgeschichte Nr. II.)

*Schrey (Heinz Horst). — *Die Generation der Entscheidung. Staat und Kirche in Europa und im europäischen Russland (1918-1953)*, München, Chr. Kaiser, 1955, in-8°, 336 p.

*Wade (Mason). — *The French Canadians 1760-1945...*, London, Macmillan, 1955, in-8°, xvi-1.136 p.

Une partie importante de l'ouvrage est consacrée à la politique int. et ext. du Canada pendant la dernière guerre.

*Zagorov (S. D.) and others. — *The Agricultural economy of the Danubian countries 1925-1945*, Stanford, Stanford Univ. Press, 1955, in-8°, 492 p., cartes, bibliogr.

(Food Research Inst. series on food, agriculture and World War II, vol. 8.)

L'agriculture et le ravitaillement en Hongrie, Roumanie et Bulgarie avant et pendant la 2e guerre mondiale.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

COURTET (François). — Le sort des Archives allemandes, *Allemagne d'aujourd'hui*, mai-juin 1955, pp. 34-38.

Les principaux dépôts d'archives allemandes tant en Allemagne qu'à l'étranger.

FITZSIMONS (M. R.). — World War II revisionism, *Rev. of Politics*, avr. 1955, pp. 279-282.

Synthèse critique des principaux arguments contenus dans les études « revisionnistes » américaines parues jusqu'à présent.

**The German occupation of the USSR in World War II*, a bibliography compiled by Alexander DALLIN with the assistance of Conrad F. LATOUR, New York, Columbia Univ., War documentation project, 1955, in-4°, 75 p.

*HERRE (Franz) und AUERBACH (Hellmuth). — *Bibliographie zur Zeitgeschichte und zum 2t. Weltkrieg für die Jahre 1945-1950*, München, Inst. f. Zeitgeschichte, 1955, in-8°, 254 p.

NEUMANN (William L.). — Allied diplomacy in World War II. A bibliographical survey, *U. S. Naval Inst. proceedings*, juill. 1955, pp. 829-834.

Bibliographie des sources et études américaines sur ce sujet.

O razrabotke istorii Velikoj otečestvennoj vojny Sovetskogo Sojuza (Comment étudier l'histoire de la grande guerre nationale de l'Union soviétique), *Voprosy istorii*, 1955, mai (Editorial).

*ROBERTS (Henry Lithgow) and others. — *Foreign Affairs bibliography. A selected and annotated list of books on International Relations 1942-1952* (Council of international relation publ.), New York, Harper, 1955, in-8°, 749 p.

3e vol. de la série établie d'après la chronique bibliographique de la revue *Foreign Affairs*.

WOODWARD (Sir L. Lewellyn). — British foreign policy documents. I : Reasons for publication ; II : The tasks of selection, *Times*, 19 sept. 1955, p. 9 et suiv.

Méthode qui préside à la publication officielle des *British documents*.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*ARETIN (Erwein VON). — *Krone und Ketten. Erinnerungen eines bayerischen Edelmannes*, hrg. von Karl BUCHHEIM und Karl OTMAR VON ARETIN, München, Süddt. Verl., 1955, in-8°, 443 p.

Sur les événements qui précédèrent directement la prise du pouvoir par Hitler.

*BAECH (Leo). — *Dieses Volk. Jüdische Existenz*, Frankfurt-a-M., Europäische Verlagsanst., 1955, in-8°, 180 p.

Mémoires de l'ancien grand rabbin de Berlin sous le régime nazi.

BELON (François). — Marcel Déat zum Gedächtnis, *Geopolitik*, sept. 1955, pp. 575-577.

*BERTO (Giuseppe). — *Guerra in camicia nera*, Milano, Garzanti, 1955, in-8°, 215 p.

Journal d'une « chemise noire » campagne d'Afrique (1942-1943).

*BROAD (Lewis). — *Sir Anthony Eden. The chronicle of a career*, London, Hutchinson, 1955, in-8°, 256 p., pl. h. t.

BROOKS (Russell). — The Unknown Darlan, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, août 1955, pp. 879-892, phot.

Trad. fr. dans *Écrits de Paris*, oct.-nov. 1955.

*CAMPINI (Dino). — *Mussolini-Churchill. I Carteggi*, Milano, Italpress, 1955, in-16, 235 p.

L'auteur a été secrétaire du ministre fasciste Biggini qui fut dépositaire, sous la république de Saló, des papiers secrets de Mussolini.

*DE GASPERI (Alcide). — *Lettere dalla prigione 1927-1928. Raccolte a cura della vedova*, Milano, Mondadori, 1955, in-8°, 182 p., ill., phot.

(Collana « Le Scie ».)

*DUNGERN (Otto Frhr. VON). — *Unter Kaiser und Kanzlern*, Coburg, Verte Verl., 1953, in-8°, 121 p.

Mémoires de l'ancien aide de camp du Kronprinz et « Kreisleiter » de Potsdam.

*FITZ-RANDOLPH (S. S.). — *Der Frühstücks-Attache aus London*, Stuttgart, H. Riegler, 1955, in-8°.

Mémoires du dernier attaché de Presse à l'ambassade d'Allemagne à Londres (1933-1939).

*Friedrich-Christian, Prinz zu Schaumburg-Lippe. — *Souveräne Menschen. Kleine Lebensregeln-Gross-Geschrieben*, Leoni a. Starnberger See, 1955.

Souvenirs d'un familier de Hitler.

*Gartner (Margarete). — *Botschafterin des guten Willens. Aussenpolitische Arbeit, 1914-1950*, Bonn, Athenäum-Verl., 1955, in-8°, 622 p.

A la tête de la « Wirtschaftspolitischen Gesellschaft », l'auteur a été en contact étroit avec « l'Auswärtige Amt ».

Giannini (Amedeo). — Profili di uomini politici : Cordell Hull, *Riv. di studi pol. intern.*, avr.-juin 1955, pp. 291-294.

Glaser (Kurt). — Eduard Benes'role in Poland betrayal, *The Polish Amer. Journ.* (Scranton), 18 juin 1955, n° 25, p. 8 et suiv.

Réflexions sur les mémoires de Benès parus en 1954 à Londres.

*Hahn (Emily). — *Chiang Kai-Shek. An unauthorized biography*, Garden City, N. Y. Doubleday, 1955, in-8°, 382 p.

*Hoffmann (Heinrich). — *Hitler was my friend*. Translated by R. H. Stevens Burke, London, Burke, 1955.

*Hottl (Wilhelm). — *Hitler's paper weapon*, London, Hart Davis, 1955.

Plan mis au point par un certain Naujocks pour fabriquer des milliards de fausses livres sterling et ruiner l'économie britannique.

*Joly (Cyril). — *Take these men*, London, Constable, 1955, in-8°, VIII-357 p., carte h. t.

Souvenirs de combattant. Afrique du Nord (1940-1945).

*Kiehler (Heinz Joachim). — *Noch ist es Tag. Russland 1941-1942...*, Witten-Berlin, Eckart Verl., 1955, in-8°, 178 p.

Souvenirs de combattant.

Kozedub (Iwan). — Pierwsza szkola. (La première école), *Skzyd. Polska*, 10 juill. 1955, n° 28, p. 4, portr.

Souvenirs sur la guerre 1941-1945 par le général de la garde aérienne soviétique.

*Ledig (Gert). — *Die Stalinorgel*, Hamburg, Claasen Verl., 1955, in-16, 222 p.

Deux jours de combat devant Léningrad, été 1942.

*Litvinov (Maxim). — *Notes for a journal*. Introduction by E. H. Carr, London, André Deutsch, 1955, in-8°, 303 p.

Ces notes, très fragmentaires, sont d'une authenticité contestée.

Cf. *Sunday Times*, 24 juill. 1955, *B. E. I. P. I.*, 1er nov. 1955.

Loizeau, général. — Une mission militaire en U. R. S. S., *Rev. des Deux Mondes*, 15 sept. 1955, pp. 252-276.

En 1935, à la suite de la signature du pacte d'assistance mutuelle.

*Ludendorff (Erich), gen. — *Vom Feldherrn zum Weltrevolutionär und Wegbereiter deutscher Volksschöpfung*. Band III : *Meine Lebenserinnerungen von 1933-1937*, Stuttgart, Pähl, 1955, in-8°, 280 p.

Maran (René). — Félix Éboué..., *Carrefour*, 21 sept. 1955, p. 3, col. 1-7, phot.

La vie et la carrière du gouverneur général de l'A. É. F.

Milhiau (Guy). — Un mémorialiste sans mémoire, *Écrits de Paris*, juill., pp. 71-80.

Sur le départ du général de Gaulle, le 16 juin 1940, et ses relations avec le général Spears.

Montanelli (Indro). — Stojadinovic, *Corriere della Sera*, 23 juill. 1955, p. 3.

Interview de l'ancien homme d'État yougoslave réfugié à Buenos-Ayres.

Mordal (Jacques). — Qui était Darlan? *R. Paris*, août 1955, pp. 98-111.

Mr. Cordell Hull. Secretary of State in time of war, *Times*, 25 juill. 1955, p. 10, portr.

Notice nécrologique.

Perré (J.). — De Gaulle prophète de la guerre des blindés, *Écrits de Paris*, juin 1955, pp. 70-79.

*Planté (Louis). — *Un grand seigneur de la politique : Anatole de Monzie (1876-1947)*, Paris, Clavreuil, 1955, in-8°, 380 p.

Reynaud (Paul). — Si Léon Blum n'avait pas été chef de parti... En lisant les souvenirs du leader socialiste, *Figaro litt.*, 19 août 1955, pp. 1-8.

*Ricci (Corrado). — *La Romantica Squadriglia*, Roma, ediz. « Cielo », 1955, in-8°, 143 p., phot.

(Collana Diari di guerre aerea.)

Journal de guerre d'un chef d'escadrille opérant en A. O. F.

*Rosenstain (Paul). — *Narben bleiden zurück. Die Lebenserinnerungen des grossen jüdischen Chirurgen*, Bad Wörishofen, Kindler u. Schiermeyer, 1954, in-8°, 316 p.

L'auteur était chirurgien chef à l'hôpital juif de Berlin.

Ruby (E.). — Un grand Français : le général Huntziger, *Écrits de Paris*, août 1955, pp. 46-54.

Scheuer (Georg). — Hitler und Otto Strasser, *Zukunft.*, juill. 1955, pp. 206-211.

*Taylor (Theodore). — *The magnificent Mitscher...* Foreword by admiral Arthur W. Radford, New York, W. Norton, 1954, in-8°, 365 p., ill., cartes h. t.

Biographie du vice-amiral de l'Air, organisateur et commandant des forces de porte-avions qui permirent les victoires du Pacifique.

*Truman (Harry S.). — *Memoirs.* Vol. I : *The Year of decisions 1945.* New York, Doubleday, 1955, 2 vol.

Traduction française : *Mémoires de L'année des décisions, 1945.* T. I : *L'Amérique continue.* T. II : *De Potsdam à Hiroshima*, Paris, Plon, 1955, 2 vol. in-8°, 337 et 293 p., cartes.

*Vester-Thälmann (Irma). — *Ernst Thälmann. Erinnerungen an meinen Vater.* Eingel. von Wilhelm Pieck, Stuttgart, Dusseldorf, Das neue Wort, 1954, in-8°, 104 p.

Wachtsmuth (Wolfgang). — *Wege, Umwege, Weggenossen. Lebenserinnerungen eines Balten (1876-1950)*, München, Winkler Verl., 1954, in-8°, 397 p.

L'activité pro-allemande en Lettonie.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Anchieri (Ettore). — L'Esordio della politica estera fascista (nei documenti Diplomatici italiani), *Politico*, sept. 1955, pp. 211-231.

*Breyer (Richard). — *Das deutsche Reich und Polen 1932-1937. Aussenpolitik und Volksgruppenfragen*, Würzburg, Holzner Verl., 1955, in-8°, 360 p.

(Marburger Ostforschungen. Bd. III.)

Dampierre (R. de). — Une entente italo-yougoslave (mars 1937), *Revue des Deux Mondes*, sept. 1955, pp. 126-136.

Le rapprochement Stoyadinovitch-Mussolini de 1937 vu de l'ambassade de France à Belgrade.

Dominique (Pierre). — Mussolini et la France, *Écrits de Paris*, juill. 1955, pp. 26-32.

D'après les mémoires de Hubert Lagardelle.

*Eichstadt (Ulrich). — *Von Dollfuss zu Hitler. Geschichte des Anschlusses Osterreichs 1933-1938*, Wiesbaden, F. Steiner, 1955, in-8°, 558 p.

(Veröffentlichungen d. Instituts f. Europäische Geschichte Mainz, Bd. 10.)

D'après des documents inédits.

Koeltz (Louis). Le deuxième Bureau et le réarmement allemand, *Rev. de Paris*, juill. 1955, pp. 25-28.

Sur les ouvrages de G. Castellan et du général Gaucher. L'auteur dirigea le deuxième Bureau de 1932 à 1935.

*Laviosa (Caterina). — *Le Ideologie politiche nella crisi mondiale*, Padova, Cedam, 1955.

Leur influence sur le déclenchement de la guerre.

Malanowski (Wolfgang). — Das deutsch-englische Flottenabkommen vom 18 Juni 1935 als Ausgangspunkt für Hitlers doktrinäre Bundnispolitik, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, sept. 1955, pp. 408-421.

Pozdeeva (L. V.). — Anglo-germanskie ekonomiceskie protivorecija nakanune Vtoroj mirovoj vojny, 1933-

1939. (Les contradictions économiques anglo-allemandes à la veille de la seconde guerre mondiale, 1933-1939), *Voprosy istorii*, 1955, mai, pp. 38-53.

III. — LA GUERRE

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Dinerstein (Herbert S.). — The Impact of Air Power on the international scene 1933-1940, *Military Aff.*, juill. 1955, pp. 65-71.

La conception de la puissance aérienne en France, Angleterre, Allemagne et ses répercussions sur les plans stratégiques.

Kesselring (Field Marshall Albert). — How Hitler could have won. An interview with former Field-Marshall Kesselring, *U. S. News and W. Report*, 2 sept. 1955, pp. 62-66, phot.

Critique des erreurs stratégiques commises par Hitler.

Kittredge (Capt Tracy Barrett). — A military danger : The revelation of secret strategic plans, *U. S. Naval Inst. proceedings*, juill. 1955, pp. 731-749.

Comment les indiscrétions de la presse isolationniste en déc. 1941 concernant le plan stratégique anglo-américain furent utilisées par l'état-major allemand et les graves répercussions que ces révélations eussent pu avoir si Hitler y avait cru.

Stacey (colonel C. P.). — The Canadian-American permanent Joint Board on Defence, 1940-1945, *Internat. J.*, printemps 1954, p. 107-125.

TECHNIQUE ET ARMEMENT

Bolliger, major. — Landesnetze und ihre Betreuer im Kriege, *Allg. schw. mil. Zt.*, juin 1955, pp. 431-440, cartes, graph.

État des réseaux de communication par fil (grandes liaisons en Allemagne, France et Grande-Bretagne au cours de la 2e guerre mondiale).

Bolliger, major. — Zivilnetze in der Ververdigung Frankreich/Belgien 1940 (Koalitions-probleme), *Allg. schw. mil. Zt.*, juill. 1955, pp. 525-539, carte.

Développement du réseau de communication allemand superposé au réseau civil français.

Bolliger, major. — Zivilnetze im Feuer des modernen Luftkrieges, *Allg. schw. mil. Zt.*, août 1955, pp. 603-607.

Le réseau de communications allemand pendant l'invasion de la France en 1944.

Bolliger, major. — Ausnützung landeseigener Ubermittlungs netze in der alliierten Vormärschen 1943-1945, *Allg. schw. mil. Zt.*, sept. 1955, pp. 662-675, cartes.

Les liaisons au moment des opérations Overlord et Dragoon. Le réseau de l'Armée française en Allemagne en 1945.

Les écoutes radiotéléphoniques du secteur fortifié de Thionville en 1939-1940, *R. Transmissions*, avr.-mai 1955, pp. 11-25, carte.

Fukaya (Hajime). — Japan's wartime Carrier construction. Edited by Martin E. Holbrook and Gerald E. Wheeler, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, sept. 1955, pp. 1031-1044, photo.

Avec un tableau détaillé des constructions et conversions et de nombreuses photos de porte-avions.

Gentile (Rodolfo). — Paracadutisti e truppe aerotrasportate. Esame critico delle operazioni e sguardo al futuro, *Riv. aeronaut.*, août 1955, pp. 827-860, cartes.

Giessler (Helmuth). — Hochfrequenz gegen U-Boot. Unsersuchung über den Einsatz elektronischer Geräte bei den Alliierten während des letzsen Krieges, *Marine Rundsch.*, mai-juin 1955, pp. 66-71, ill.

Hadeler (Wilhelm), Gröner (Erich). — « Yamato » und « Musashi » der japanischen Marine, die grössten Schlachtschiffe der Welt, *Marine Rundsch.*, mai-juin 1955, p. 71-80, ill.

Harnier (Wilhelm Frjrr. von). — Küstenartillerie und Atlantikwall, *Marine Rundsch.*, juill.-août 1955, pp. 92-102.

Italy's World War II Navy-major units, *U. S. Naval Inst. proceedings*, juill. 1955, pp. 812-923, phot.

Caractéristiques des principales unités navales italiennes (avec photos).

Jaffrelot, cap. de corv. — La guerre

des Sorciers, *Rev. Maritime*, juill. 1955, pp. 908-929.

Sur l'emploi des techniques électroniques pendant la 2e guerre mondiale.

Jeffke (Günter Wolfgang). — Die Reiterei des 2 Weltkrieges. Moderne Heeres-Kavallerie im Einsatz, *Frontsoldat*, juill. 1955, pp. 206-207.

Koch (Horst-Adalbert). — Ansatz von Flugabwehrtruppen (Fla.) im Bewegungskrieg zum Schutzeines Panzerkorps, *Wehrkunde*, juill. 1955, pp. 285-290.

Exemples tirés de la 2e guerre mondiale.

Liddell Hart (B. H.). — Les opérations de nuit et leur développement, *L'Armée, la Nation*, 1er sept. 1955, pp. 4-9.

L'insuffisance de préparation des armées occidentales. Les opérations de nuit sur le théâtre d'Afrique du Nord.

Robb (John E.). — Le rendement des nageurs de combat, *L'Armée, la Nation*, 1er août 1955, pp. 14-20.

Organisation, leur emploi à Tarawa.

OPÉRATIONS

Bir-Hakeim. Témoignages, *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 25-28.

*Bohmler (Rudolf). — *Monte Cassino*, Darmstadt, Rupert-Verl., 1955, in-8°, 495 p.

La campagne d'Italie du débarquement de Sicile à la prise de Rome.

Buchner (Alex.). — Kaukasus-Kampf scheiterte am Nachschub. Erfahrungen der 4. Gebirgs-Division, *Frontsoldat*, oct. 1955, pp. 311-314, cartes.

Buchner (Alex.). — Angriff über einen Fluss. Der Sturm der I. Gebirgs-Div. über den Oise-Aisne Kanal am 5 Juni 1940, *Wehrkunde*, sept. 1955.

*Campini (Dino). — *El Alamein, Quota 33*, Milano, Italpress, 1955, in-16, 190 p.

Combats soutenus par un détachement blindé de la division « Littorio ».

Dittmar (Kurt), gen-lt. — Die Schlacht um die Gora Lyssaja im September 1941. Ultima ratio : Durchbruch, *Allg. schw. mil. Zt.*, juill. 1955, pp. 514-524, cartes.

Entre Salla et Kandalakscha, près de la frontière finno-soviétique.

*Fuchida (Mitsua), Okumiua (Mitsuo). — *Midway, the battle that doomed Japan. The Japanese Navy's story.* Foreword by Adm. R. A. Spruance, Annapolis, U. S. Naval Inst., 1955, in-8°, 266 p., phot., plans.

Extrait dans *U. S. Naval Inst. proceedings*, juin 1955.

« G. V. » — Unconditional surrender in the English channel, *J. of the R. Un. Service Institution*, mai 1955, pp. 262-266.

La reddition des unités navales allemandes, notamment des sous-marins.

Gachenholz (Hermann). — Zum Zusammenbruch der Heeresgruppe Mitte im Sommer 1944, *Vierteljahrsh. F. Zeitgeschichte*, juill. 1955, pp. 317-333, cartes.

*Golikov (S.). — *Vydajuščiesja pobedy Sovetskoj Armii v Velikoj Otečestvennoj vojne.* (Les principales victoires de l'armée soviétique au cours de la grande guerre patriotique), Moskva, Gospolitizdat, 1954, 312 p.

*Hampe (Roland). — *Die Rettung Athens im Oktober 1944*, Wiesbaden, F. Steiner, 1955, in-16, 112 p.

(Institut f. Europäische Geschichte Mainz. Vorträge.)

Hopffgarten (H. J. von). — Die Schützenkompanie (mot.) im winterlichen Bewegungskrieg. Ein Rückblick auf die Winteroffensive 1941 vor Moskau, *Wehrkunde*, août 1955, pp. 331-33 , cartes.

*Iachino (Angelo). — *Operazione Mezzo Giugno. Episodi dell'ultima guerra sul mare*, Verona, Mondadori, 1955, in-8°, 347 p., esquisses, pl. h. t.

La bataille de Capo Teulada (27 nov. 1940) ; le bombardement de Gênes (9 févr. 1941) ; l'opération Mezzo Giugno (14-16 juin 1942). L'auteur commandait en chef la flotte italienne.

*Ingor (M.). — *Sibirjaki geroi Stalingrada.* (Les Sibériens héros de Stalingrad), Moskva, Voenizdat, 1954, in-8°, 100 p.

Iranek-Osmecki (Kazimierz), col. — Mala wojna w nowoczesnej wojnie.

(La guerilla dans la guerre moderne), *Bellona* (Londres), avr.-juin 1955, n° 2, pp. 10-24.

En Chine, en Pologne, U. R. S. S., Grèce et Yougoslavie.

Kegler, Generalmajor, Dornberg (Ernst Frhr. von), Armeerichter. — Die letzte Schlacht der 9. Armée. Eine Entgegnung, *Wehrw. Rundsch.*, juill. 1955, pp. 294-297.

Réfutation de l'article du général Busse (*Wehrw. Rundsch*, avr. 1955) par le général commandant la 9e armée et le juge militaire qui mena l'instruction contre le général Kegler.

*Konrad (Rudolf). — *Kampf um den Kaukasus*, München, Copress-Verl., 1954, in-8°, 64 p., ill.

*Koroteev (V.). — *Stalingradskie očerki*. (Récits sur Stalingrad), Moskva, Voenizdat, 1954, in-8°, 176 p., couv. ill.

Kuhlmann (Armin). — Der letzte Auftrag. Das Ende der Heeresgruppe Afrika, *Oase*, juin 1955, p. 7, juill. 1955, p. 7, août 1955, p. 7 et suiv.

*Ledvinka (Liburnico Nicola). — *Le Ali dell'Egeo*, Napoli, Ist. edit. del Mezzogiorno, 1955, in-8°, 153 p.

Opérations de l'aviation italienne en Méditerranée orientale (Égée, Rhodes, Crète, Égypte...).

Leljušenko (D.). — Pražskaja nastupitel'naja operacija Sovetskoj armii. (L'offensive de l'armée soviétique en direction de Prague), *Krasnaja zvezda*, 11 mai 1955.

Mead (lieut.-col. P. W.). — The Chindit operations of 1944, *J. of the R. United Service Inst.*, mai 1955, pp. 250-262, cartes.

Opérations en Birmanie (janv.-août 1944).

*Mellenthin (maj.-gen. F. W. von). — *Panzer battles, 1939-1945*, London, Cassel, 1955.

L'auteur fit partie de l'état-major de Rommel jusqu'à El Alamein, puis servit sur tous les fronts.

Mordal (Jacques). — La bataille navale de Dakar, *R. des Deux Mondes*, 15 sept. 1955, pp. 307-324.

Mordal (Jacques). — Guderian sur l'Aa ou le véritable miracle de Dunkerque, *R. Déf. nat.*, sept. 1955, pp. 196-210.

Moynet (P.). — Baroud en Syrie, *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 21-23.

Nehring (Günther). — Die letzten Tage der Festung Graudenz, *Frontsoldat*, avr. 1955, pp. 114-115, cartes.

*Paderin (Ivan). — *Skvoz' ogon'. Povest'*. (A travers le feu. Nouvelle. Les combats autour de Stalingrad, 1942-1943), Moskva, Sovetskij pisatel, 1954, in-8°, 180 p., ill., couv. ill.

*Panov (Nicolaj). — *Morskie povesti*. (Récits sur la vie maritime. La guerre dans la mer Baltique), Moskva, Sovetskij pisatel, 1954, in-8°, 431 p., ill. h. t., couv. ill.

*Pichert (Wolfgang). — *Vom Kuban-Brückenkopf bis Sewastopol. Flakartillerie kämpft im Verband der 17 Armee*, Heidelberg, Vowinckel, 1955, in-8°.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. VII.)

Reinhardt (Hans). — Krisenlage im Rücken der Heeresgruppe Mitte Anfang 1942 und ihre Überwindung, *Wehrkunde*, juin 1955, pp. 229-237, cartes.

Région de Witebsk, févr.-mars 1942.

Reinicke (capt. H. J.). — The German side of the Channel dash, *U. S. Nav. Inst. proceed.*, juin 1955, pp. 637-646, phot., cartes.

L'échappée du *Scharnhost*, du *Gneisenau* et du *Prinz Eugen* à travers le Pas-de-Calais en févr. 1942 ; récit d'un officier de marine allemand.

*Roscoe (Théodore). — *Le Service silencieux*. Trad. du commandant Jouan, Paris, édit. France-Empire, 1955, in-8°, 320 p.

L'épopée des sous-marins américains dans le Pacifique.

Sablon (G.). — L'attaque du Garigliano, *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 36-39.

*Schmidt-Richberg (Erich). — *Der Endkampf auf dem Balkan. Die Operationen der Heeresgruppe E von Griechenland bis zu den Alpen*, Heidelberg, K. Voiseickel, 1955, in-8°, 163 p.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. V.)

Selle (H.). — Die Frühjahrschlacht von Charkow, vom 12-27 Mai 1942, *Allg.*

schw. mil. Zt., août 1955, pp. 581-602, cartes.

Senger u. Etterlin (F. M. v.). — Der Marsch einer Panzer-Division in der Schlammperiode, *Wehrkunde*, mars 1955, pp. 85-91, cartes.

Résumé dans : *Mil. R.*, sept. 1955, pp. 98-107.

Mouvements de la 24 Pz. Div. dans la boucle du Dniepr, région de Kirowograd-Kriwoi Rog, janv.-févr. 1944.

*Sereau (Raymond). — *La libération de la Corse, 1943.* Préface du général Henri Martin, Paris, Peyronnet, 1955, in-16, 116 p.

Smirnov (Sergej). — Geroičeskij podvig zaščitnikov Brestskoj kreposti. (L'exploit héroïque des défenseurs de la forteresse de Brest, juill. 1941), *Krasnaja zvezda*, 25 mars 1955, p. 2.

*Smirnov (S.). — *Na poljakh Vengrii.* (Sur les champs de Hongrie), Moskva, « Molodaja Gvardija », 1954, in-16, 216 p., ill. dans le t. et h. t.

Récits sur les opérations militaires de 1944-1945.

Stambolic (S.). — Oslobodjenje Vinkovaca. (La libération de Vinkovci, 13 avr. 1945), *Vojnoistoriski Glasnik*, 1954, VI, pp. 123-128.

*Steets (Hans), generalmajor. — *Gebirgsjäger bei Uman. Die Korpsschlacht des XXXXIX Gebirgs-Armeekorps bei Podwyssokoye, 1941*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1955, in-8°, 125 p., cartes h. t.

(Die Wehrmacht in Kampf. Bd. IV.)

*Teske (Hermann). — *Bewegungskrieg. Führungsprobleme einer Infanterie-Division im Westfeldzug 1940*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1955, in-8°.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. VI.)

Trgo (Fabijan). — Borbe za oslobodjenje Splita, Sibenika i Drnisa (oktobar i pocetak novembra 1944 godine). (Les combats pour la libération de Split, Sibenik et Drnis, oct. et début de nov. 1944), *Vojnoistoriski Glasnik* (Beograd), 1954, n° 6, pp. 64-87.

Velche (M.). — Les fusiliers marins à Autun, *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 48-49.

Weltkrieg 1939-1943. Ehrenbuch der deutschen Wehrmacht..., hrg. Frhr. Hans von Butlar, Stuttgart, H. Riegler, 1954, in-4°, 171 p., ill.

Les théâtres d'opération par différents spécialistes.

*Woodward (David). — *The secret raiders : the story of the German armed merchants raiders in the Second World War*, New York, W. W. Norton, 1955, in-8°, 288 p.

Zakharov (N.). — K desiatiletiju osvoboždenija Sovetskoj armiej datskogo ostrova Bornkhol'm. (Le dixième anniversaire de la libération par l'armée soviétique de l'île danoise de Bornholm), *Krasnaja zvezda*, 14 mai 1955.

HISTORIQUES D'UNITÉS

Le Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique entre en France avec la 1re D. F. L., *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 43-45.

Débarquement de Provence.

*Burtie-Gaffney (J. J.), lieut.-col. — *The Story of the King's regiment 1914-1948*, Published by the Regiment, 1955, in-8°, 168 p.

Combats de la 1er D. F. L. au sud de Strasbourg, *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 58-59.

Gardet, gén. — La 1re D. F. L. pendant la campagne de Tunisie, *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 32-35.

Haupt (Werner). — Lateinamerika im 2. Weltkrieg. Kriegsschauplatz Karibisches Meer. Brasilianer in Mailand, *Frontsoldat*, août 1955, pp. 245-246, cartes.

Le corps expéditionnaire brésilien dans la deuxième guerre mondiale.

Ieleh (P.). — En Érythrée avec la 1re D. F. L., *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 17-20.

La 1re D. F. L. dans les Vosges, *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 52-55.

Sept.-déc. 1944.

Lichtwitz, col. — Les groupes d'assaut de la 1re D. F. L. sur le front des Alpes, *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 60-62.

Lis (Stanisław). — Pietnastolecie walk Pierwszej Dywizii Grenadierów we Francji. (Le 15e anniversaire des combats de la 1re division de grenadiers),

Dz. Pols. i Dz. Zołn., 18 juin 1955, nº 144, p. 2, ill.

Juin 1940 en Lorraine.

Lowczowski (Gustaw), col. — Manewr bitwy bolonskiej. (Manœuvre de la bataille bolonaise), *Bellona* (Londres), janv.-mars 1955, nº 1, pp. 38-49, carte h. t.

Le 2e corps polonais à Bologne (9 avr. 1945).

Lummitsch (R.). — Einsätze des Aufhl.-Abt. der S. S.-Totenkopfdivision, *Wiking-Ruf*, août 1955, pp. 10-15.

Guerre germano-russe.

*Marciani (Giovanni). — *Il Regimento artiglieria Celere « Emanuele Filiberto Testa di Ferro »*, Roma, tip. Regionale, 1955, in-8º, 173 p.

Historique d'unité : combats sur les fronts grec, russe, yougoslave et d'Afrique du Nord.

Schmidt (Hermann). — Einsatz und Navigationsmittel der L./K. G. 66 als Zielfinder West, *Wehrkunde*, sept. 1955, pp. 385-389.

Sehrt (A.). — Die Feldgendarmerie, *Wehrkunde*, juill. 1955, pp. 302-303.

Pendant la deuxième guerre mondiale.

*Seth (Ronald). — *Lion with blue wings*, London, Gollancz, 1955.

Histoire du « Glider Pilot Regiment » depuis 1942.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Before Yalta. U. S. was warned of Soviet double cross, *U. S. News and W. Rep.*, 1er avr. 1955, pp. 38-42.

Butow (Robert J. C.). — The Surrender of Japan, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, août 1955, pp. 853-865, phot.

L'attitude des Japonais partisans d'une paix négociée, de 1942 à la capitulation.

Chase (John L.). — Unconditional surrender reconsidered, *Polit. Sc. quart.*, juin 1955, pp. 258-269.

Genèse de la déclaration. A-t-elle eu une influence sur l'ennemi? sur les Russes? Ses répercussions sur l'opinion publique américaine et alliée.

Draper (H.). — Derrière Yalta : la vérité sur la guerre, *R. socialiste*, juin 1955, pp. 51-71.

Extr. de *Labour Action*, organe de l' « Independant Socialist League » de New-York.

Grimm (Hans). — Oder-Neisse, *Nation-Eur.*, juill. 1955, pp. 29-34.

La frontière Oder-Neisse et ses origines historiques.

Hubatsch (Walther). — Die deutsche Berufsdiplomatic im Kriege. Um die dänische Souveränitat 1940 - 1943, *Aussenpolitik*, mars 1955, pp. 170-181.

Les efforts des diplomates allemands de carrière pour préserver le Danemark.

Kalisch (col. Bertram). — Photographing the surrender aboard the USS. « Missouri », *U. S. Nav. Inst. proceedings*, août 1955, pp. 866-879, phot.

Témoignage accompagné de photos de l'officier américain chargé de filmer la scène de la capitulation japonaise.

Klibanski (Ignacy). — Za kulisami Jałty. (Dans les coulisses de Yalta), *Dz. P. i. d. Z.*, 1955, 5 juill., nº 155, p. 2.

Lundquist (Erik). — Ein Dementi aus Belgrad, 1943 : Kein Bündnisangebot an Hitler, *Bonner Hefte*, 2e numéro de juin 1955, p. 11.

Démenti du gouvernement de Belgrade à une information du journal suédois *Dagens Nyheter*, mai 1955, selon laquelle Tito aurait fait au printemps 1943 une offre d'alliance à l'Allemagne.

Muhlstein (Anatole). — Widmo Jalty. (Le spectre de Yalta), *Kult.* (Paris), juin 1955, nº 6, pp. 89-101.

Analyse critique des documents publiés par le State Department.

Ollivier (G.). — Roosevelt à la première conférence de Québec, *Écrits de Paris*, juin 1955, pp. 45-48.

Pro and con on general Mac Arthur's role before Yalta, *U. S. news and W. Rep.*, 15 avr. 1955, pp. 60-65.

Mac-Arthur est-il à l'origine des concessions faites aux Russes à Yalta par Roosevelt ; extraits des « Forrestal diaries » ; démenti du général.

*Sasse (Heniz Günther). — *Die ostdeutsche Frage auf den Konferenz von Teheran bis Potsdam*, Tübingen, M. Niemeyer, 1954, in-8º, 76 p.

Sontag (Raymond J.). — Reflexions on the Yalta papers, *Foreign Aff.*, juill. 1955, pp. 615-623.

Things Yalta papers reveal. Yalta papers don't tell all. Still Army secrets of wartime conferences, *U. S. news and W. Rep.*, 25 mars 1955, pp. 48-64, 73-163.

Commentaires sur les lacunes de la publication. Longs extraits de ces documents.

Vaussard (Maurice). — Des documents diplomatiques italiens fournissent des preuves renouvelées de la duplicité hitlérienne, *Le Monde*, 17 août 1955, p. 3.

Compte rendu des vol. 12 et 13 de la série VIII et 1 de la série IX des *Documenti diplomatici italiani*.

LES RAPPORTS. ÉCONOMIQUES

*Hall (H. Duncan). — *North American supply*. (History of the Second World War : United Kingdom Civil Series), London, H. M. S. O., 1955, in-8°, 575 p.

La préparation économique des U. S. A. à la guerre ; les relations entre l'Amérique, le Canada et l'Angleterre ; le fonctionnement du prêt-bail.

Kühn (Arthur). — Die endlose Strasse. Anglo - amerikanische Kraftfahrzeuglieferungen für die U. S. S. R., *Osteuropa*, juin 1955, pp. 169-176.

Les livraisons de matériel à l'U. R. S. S.

*Pattison (James). — *En convoi vers Mourmansk*. Traduit de l'anglais par A. de Cambiasy, Paris, Plon, 1955, in-8°, 288 p.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Epstein (Julius). — American forced repatriation, *Ukrainian Quarterly*, autumn 1954 (vol. X, n° 24), pp. 354-365.

La livraison aux autorités soviétiques des prisonniers de guerre et des émigrés russes par les Américains.

Frey (Georg). — Das Starfverfahren gegen deutsche Kriegsgefangene in der Sowjetunion, *Osteur. Recht*, mars 1955, pp. 31-38.

Leitgeber (Włodzimirz). — Z przezyc wieznia Nr 28959. (Quelques souvenirs du prisonnier n° 28959), *Kuznica Kaplanska*, 1er avr. 1955, n° 6, pp. 24-27.

Souvenirs d'un prêtre déporté à Dachau, du 26 déc. 1941 au 29 avr. 1945.

Maury (Louis). — Psychologie des détenus de différentes nationalités à Neungamme, *R. Psych. Peuples*, 1955, 2e trim., pp. 132-151.

*Oberneder (Max). — *Wir waren in Kreuznach. Eindrücke und Bilder aus den Kriegsgefangenenlagern Kreuznach und St Avold*, Straubing, Attenkofersche Buchdruck, 1954, in-8°, 132 p.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

Belot (amiral de). — Espionnage à Gibraltar, *L'Armée, la Nation*, 1er sept. 1955, pp. 10-17, carte, ill.

Les opérations de la M. A. S. contre Gibraltar. La base secrète d'Algésiras.

Kljackin (S. M.). — Sovetskie listovki v tylu fašistskikh okupantov. (Les tracts soviétiques à l'arrière des occupants fascistes), *Istor. arkhiv*, juill. 1955, n° 3, pp. 12-62.

*Meissner (Hans Otto). — *Der Fall Sorge*, München, Andermann, 1955, in-8°, 346 p.

L'affaire de l'espion Richard Sorge. L'auteur a été son collègue à l'ambassade de Tokio.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Alleged « bargain » with nazis over Hungarian Jews. Tragedy recalled by Izrael Cibel case, *Times*, 24 juin 1955, p. 9.

Analyse d'une brochure publiée par M. Malchiel Gruenwald, juif hongrois, accusant le Dr Kastner, autre juif hongrois, d'avoir aidé aux déportations nazies.

Catarivas (David). — Était-il possible de sauver les Juifs de Hongrie? *Terre retrouvée*, 1er juill. 1955, pp. 1 et 4.

Le procès Kastner à Jérusalem.

Hofstelter (P.). — Crimes de guerre et propagande, *Déf. Occident*, août 1955, pp. 43-51.

Shtrigler (M.). — The Kastner case, *Jewish Frontier*, août 1955, pp. 10-16.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

*[Anonymous]. — *A Woman in Berlin*, transl. from the German..., London, Secker and Wərburg, 1955, in-16, 284 p.

La prise et l'occupation de Berlin par les troupes soviétiques.

*Bartz (Karl). — *Als der Himmel brannte. Der Weg der deutschen Luftwaffe*, Hannover, Sponholz, 1955, in-8°, 272 p.

*Boden (Johannes). — *Gladbeck in Westfalen, 1939-1954. Schicksalsjahre einer Stadt*, Recklinghausen, Bongers (1955), in-4°, 77 p.

Bohn (Helmut). — Die patriotische Karte in der sowjetischen Deutschland Politik. I : Das National-Komitee « Freies Deutschland », *Ost-Probleme*, 23 sept. 1955, pp. 1446-1457.

**Erlebnisberichte. Elbings schwerste Tage*, Essen, Westverl. (1954), in-8°, 66 p. (Elbinger Hefte. H. 15.)

*Goes (Albrecht). — *Das Brandopfer*, Frankfurt a. M., S. Fischer, 1955, in-8°, 74 p.

Le calvaire des Juifs allemands, 1933-1945.

Heiber (Helmut). — Zur Justitz im Dritten Reich : Der Fall Elias, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1955, pp. 275-297.

H. G. — Die Bomben auf Freiburg, *Nation Eur.*, juin 1955, pp. 35-37.

Les responsables du bombardement aérien de Fribourg-en-Brisgau, où les premiers civils furent tués.

Kluke (Paul). — Nationalsozialistische Europaideologie, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1955, pp. 240-275.

*Köhler (Frotz). — *Die Befreiung Deutschlands vom faschistischen Joch*, Berlin, Kongress-Verl., 1955, in-8°, 112 p.

La prise de Berlin par l'Armée Rouge et la résistance des travailleurs allemands contre le nazisme.

*Lemberg (Eugen). — *Das Geschichtsbewusstsein der Sudetendeutschen*, Grä-felbing b. München, Gans, 1955, in-8°, 32 p.

*Normann (Käthe von). — *Ein Tagebuch aus Pommern 1945-1946. Aufzeichnungen*, Gross - Denkte/Wolfenbüttel, Grenzland.-Druck. Rock, 1955, in-8°, 127 p., cartes.

(Dokumentation d. Vertreibung d. Deutschen aus Ost. Mittel. Europa. I. Beiheft.)

Derniers combats et entrée des Russes en Poméranie orientale, par une habitante de Barkow (Cercle de Greifenberg).

Paetel (Karl O.). — Deutsche im Exil. Randbemerkungen zur Geschichte der politischen Emigration, *Aussenpolitik*, sept. 1955, pp. 572-586.

Les Allemands antihitlériens dans l'émigration.

*Pawelzig (K.). — *Die Geschichte des Krupp-Konzerns*, Berlin, Wirtschaft, 1955, in-8°, 64 p.

Rothfels (Hans). — Zehn Jahre danach, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1955, pp. 227-240.

Réflexions sur la défaite allemande.

Santelli (César). — L'attentat manqué contre Hitler : c'est à Paris, non à Berlin que s'est joué le destin de la guerre, le 20 juillet 1944, *Le Monde*, 2 août 1955, p. 3.

D'après l'étude de Schramm (W. v.). — Der 20 Juli in Paris.

*Schrey (Heinst Horst). — *Die Generation der Entscheidung. Staat und Kirche in Europa und im europäischen Russland 1918-1953*, München, Chr. Kaiser, 1955, in-8°, 356 p.

L'Église catholique et le national-socialisme. Bibl. pp. 135-218.

Streiflichter zur Geschichte des Wahlen im Dritten Reich, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1955, pp. 311-317.

(Vorträge aus dem Institut f. Verkehrswissenschaft a. d. Univ. Münster, H. 2.)

*Ulbricht (Walter). — *Die Niederlage Hitler Deutschlands und die Schaffung der antifaschistisch - demokratischen Ordnung*, Berlin, Dietz, 1955, in-8°, 452 p.

(Zur Geschichte der Neuesten Zeit. Bd. I. 1.)

Des dernières années du IIIe Reich à

la formation du parti socialiste unifié (1943-1946).

Veale (F. J. P.). — Wann war des erste Luftangriff auf Nichtkämpfende, *Nation Eur.*, juin 1955, pp. 33-35.

L'affaire du bombardement aérien de Fribourg-en-Brisgau, 10 mai 1940.

*Wandel (Paul). — *Wie es zur Oder-Neisse-Grenze kam*, 2 Aufl., Berlin, Dietz, 1955, in-8°, 92 p.

BELGIQUE

Gérard (Jo). — Le Dossier Van Roey-von Falkenhausen, *Europe Mag.*, 3 mars 1955, pp. 4-88, ill., fac-similés.

Conflits entre le cardinal Van Roey et les autorités d'occupation allemandes.

Rosart (Roger). — La participation des troupes belges aux campagnes de Hollande et d'Allemagne, *L'Armée, la Nation*, 1er juill. 1955, pp. 15-23.

BULGARIE

*Andronikov (L. N.). — *Partizanskoe dviženie v Bolgarii v gody vtoroj mirovoj vojny.* (Le mouvement des partisans en Bulgarie au cours de la seconde guerre mondiale).

Dissertation présentée à l'Université de Moscou.

ÉTATS-UNIS

*Risch (Erna) and Kieffer (Chester L.). — *The Quartermaster Corps : organisation, supply and services*, vol. II, Washington, Gov. Print. Off., 1955, in-8°, 447 p., pl. h. t.

(U. S. Army in World War II : the Technical Services.)

FRANCE
ET UNION FRANÇAISE

*Baker (capt. Peter). — *My testament*, London, Calder, in-8°, 288 p., pl. h. t.

Un des organisateurs de la résistance en France.

Bourdet (Claude). — La politique intérieure de la Résistance, *Temps modernes*, numéro spécial 112-113 (juin 1955), pp. 1837-1862.

Brosset (R.). — La Croix de Lorraine sur Lyon, *R. Fr. libre*, juin 1955, pp. 46-47.

Feral. — Esquisse sommaire de l'histoire de Montauban sous l'occupation (1942-1944), *Alger, Actes du 79e Congrès des Soc. sav., 1954*, pp. 361-377.

*Gavin (Catherine). — *Liberated France*, London, Cape (1955), in-8°, 292 p.

Apre critique du général de Gaulle.

*Lerecouvreux (Marcel). — *Résurrection de l'armée française. De Weygand à Giraud*, Paris, Nouv. Édit. Lat., 1955, in-8°, 488 p.

Vallat (X.). — La Constitution voulue par le Maréchal, *Écrits de Paris*, juin et juill. 1955, pp. 19-27 et 51-56.

Le projet de Constitution du 25 juill. 1944. Texte et commentaires.

GRANDE-BRETAGNE
ET COMMONWEALTH

*Butlin (S. J.). — *War economy 1939-1942*, Canberra, Australian War Memorial (1955), in-8°, xvii-516 p.

GRÈCE

*Psychoundakis (George). — *The Cretan Runner. His story of the German occupation.* Translation and introduction by Patrick Leigh Fermor. Annotated by the translator and Xan Fielding, London, Murray (1955), in-8°, xi-242 p., cartes et pl. h. t.

La bataille de Crète. Espionnage pour la Grande-Bretagne. Résistance en Crète.

HONGRIE

Nemes (Dezso). — Les derniers jours du régime Horthy, *Bulletin hongrois (Budapest)*, n° 178, 20 nov. 1954, pp. 10-11.

ITALIE

*A dieci anni. — *La Resistenza e il Trentino (8 settembre 1943-4 maggio 1955)*, Trento, tip. edit. mutilati e invalidi, 1955, in-8°, 101 p.

Cahier édité par les soins du « Musée du Risorgimento et de la lutte pour la liberté de Trente ».

**Bergamo per la libertà. A cura del Comitato per le Celebrazioni del decennal della Liberazione*, Bergamo, Stamperia Conti, 1955, in-8°, 35 p., ill.

Capitini (Aldo). — Sull'antifascismo dal 1932 al 1943, *Ponte*, juin 1955, pp. 848-854, phot.

*Catullo (Francesco), arciprete. — *Gli Hitleriani e l'agonia di tutto un popolo*, Gavignano (Roma), Scuola tipogr., 1953, in-8°, 216 p., phot.

Violences subies par la population de Castel di Sangro au cours de l'occupation allemande.

La Crisi italiana del 1943 e gli inizi della Resistenza, *Movimento di liber. in Italia*, 1955, fasc. 1-2, pp. 1-151.

(Atti del II Convegno di studi sulla storia del movimento di liberazione. Milano, 5 dicembre 1955.)

*Giadresco (Gianni). — *Ravenna zona operazioni 1944-1945*, Ravenna, ed. A. N. P. I., 1944, in-8°, 140 p.

**Gli Ufficiali di S. M. caduti in guerra*, Roma, Tip. regionale, 1954, in-8°, 397 p., phot.

(Stato maggiore dell'Esercito.)

*Lett (Gordon). — *Rossano. An adventure of the Italian Resistance*, London, Hodder and Moughton, 1955, in-8°, 223 p., pl. h. t., carte sur p. de garde.

Dans la région au nord de la Spezia. Rossano est le nom de la vallée (4th Partisan Zone).

*Pagliano (Franco). — *Storia di 10 mila aeroplani*, Milano, ediz. Europa, 1954, in-16, 300 p.

L'aviation italienne dans la deuxième guerre mondiale.

*Rossi (Ernesto). — *I Padroni del vapore*, Bari, Laterza, 1955, in-8°, 270 p.

Politique économique du gouvernement fasciste, 1922-1940.

*Salvadori (Massimo). — *Storia della Resistenza italiana*. Préf. di R. Bauer, Venezia, Neri Pozza, ed., 1955, in-8°, 204 p.

(Collana di Cultura contemporanea.)

*Togliatti (Palmiro). — *Il contributo dei comunisti alla Resistenza italiana*, Milano, S. A. M. E., 1955, in-8°, 46 p.

Discours prononcé au « Vigorelli » pour le 10e anniversaire de la Libération.

*Weichold (Eberhard). — *La marina italiana in guerra. Opinioni d'un ammiraglio tedesco*, Roma, ed. Marinara italiana, 1955, in-8°, 39 p.

Réponse aux affirmations de Trizzino mettant en doute l'esprit de collaboration de la marine allemande avec l'italienne.

JAPON

Guillain (Robert). — J'ai vu Hiroshima après la bombe, *Le Monde*, 6 août 1955, pp. 1 et 2.

*Hachiza (Michihiko). — *Hiroshima diary : the Journal of a Japanese physician. August 6-September 30, 1945*. Tr. from Japanese and edit. by Warner Wells, Chapel Hill, Univers. of N. C. Press, 1955, in-8°, 249 p.

L'auteur dirigeait l'hôpital d'Hiroshima et donna les premiers soins aux victimes de la bombe atomique.

Report from Hiroshima. Latest about after-effects of A. bomb. Exclusive interview with Dr. Robert Holmer, director of U. S. atomic bomb casualty Commission in Japan, *U. S. News W. Rep.*, *14 mai 1955*, pp. 60-68, phot.

POLOGNE

*Bierschenk (Theodor). — *Die deutsche Volksgruppe in Polen 1934-1939*, Kitsingen a. M., Holzner Verl., 1954, in-8°, XIV-405 p.

(Göttingen Arbeitskreis Veröffentlichung, n° 124.)

Borowczyk (Stanisław Josef), prêtre. — Diecezja Lomzynska, jej dzieje i straty w II wojnie swjatowej. (Le diocèse de Lomza, son histoire et ses pertes durant la deuxième guerre mondiale), *Kuznica Kaplanska*, n° 12-13, 1er-15 juill. 1955, pp. 32-39, ill.

Felsztyn (Tadeusz), col. — Uzbrojenie piechoty w czasie dwudziestu lat niepoległosti. (L'armement de l'infanterie durant les vingt ans de l'indépendance), *Bellona* (Londres), avr.-juin 1955, n° 2, pp. 36-55.

En Pologne, de 1921 à 1939.

Jelenski (K. A.). — Les silences du maréchal Rokossowski, *Preuves*, juin 1955, pp. 52-54.

Commentaire de l'interview du maréchal Rokossowski par Henri Magnan (*Le Monde*, 27 avr.) au sujet de son attitude pendant l'insurrection de Varsovie, en juill.-août 1944.

Malinin (général). — Osvobozdenie geroiceskoj Varsavy. (La libération de l'héroïque Varsovie), *Pravda*, 17 janv. 1955.

L'auteur y a participé.

W X rocznice zwyciestwa. (Pour le 10e anniversaire de la victoire), *Za Wolnosc i Lud*, mai 1955, nº 5, 24 p., ill.

Articles et photographies des combats des « Kosziuzki » en liaison avec l'Armée Rouge.

TCHÉCOSLOVAQUIE

*Lettrich (Josef). — *History of modern Slovakia*, New York, Praeger, 1955, in-8º, 328 p., ill. h. t., carte h. t., bibliogr.

Voir, notamment, les IIIe et IVe parties : L'État slovaque et la lutte pour la liberté.

U. R. S. S.

Antropov (N. P.). — Iz istorii vsesojuznogo socialističeskogo sorevnovanija v gody Velikoj Otečestvennoj vojny. (Contribution à l'histoire de l'émulation socialiste au cours de la grande guerre patriotique), *Istoričeskij arkhiv*, juill. 1955, nº 3, pp. 63-102.

Boltin (E. A.). — Pobeda sovetskikh vooružennych sil na zaključitel'nom etape Velikoj Otečestvennoj Vojny. (La victoire des forces armées soviétiques au dernier stade de la grande guerre nationale), *Voprosy istorii*, 1955, mai, pp. 9-22.

*Borisov (A. D.). — *Odessa-gorod geroj*. (Odessa, ville héroïque), Moskva, Voenizdat, 1954, in-8º, 80 p., ill., cartes dans le t. et h. t.

*Burkov (B.). — *Trud vo imja pobedy (O rabote Komsomol'skikh organizacij sovetskogo tyla v gody Velikoj Otečestvennoj Vojny)*. (Le travail au nom de la victoire : l'activité des organisations de jeunesses communistes pendant la grande guerre nationale), Moskva, « Molodaja Gvardija », 1954, in-16, 80 p.

*Deborin (G. A.). — *Velikaja pobeda sovetskogo naroda*. (La grande victoire du peuple soviétique. Dixième anniversaire de la grande guerre nationale), Moskva, Veenizdat, 1955, in-16, 112 p.

Dmitriev (V.). — Železnodorožnyj transport v Velikoj Otečestvennoj vojne. (Les transports par voies ferrées pendant la grande guerre nationale), *Gudok*, 7 mai 1955.

**Geroičeskaja oborona brestskoj kreposti. Po dokumentam i relikvijam Central'nogo muzeja Sovetskoj armii*. (La défense héroïque de la forteresse de Brest. D'après les documents et les reliques du Musée central de l'armée soviétique), Moskva, Voenizdat, 1955, in-8º, 39 p., ill. dans le t. et h. t. Front oriental, juill. 1941.

Gersberg (S. R.). — Vsesojuznoe socialističeskoe sorevnovanie rabotnikov promyšlennosti v 1942 g. (L'émulation socialiste parmi les travailleurs de l'industrie de l'U. R. S. S. en 1942), *Voprosy historii*, 1955, mai, pp. 23-37.

*Koževnikov (F. I.). — *Velikaja otečestvennaja vojna Sovetskogo Sojuza i nekotorye voprosy meždunarodnogo prava*. (La grande guerre nationale de l'Union soviétique et quelques questions de droit international), Moskva, Moskovskij gosudarstvennyj universitet, 1954, in-8º, 221 p.

Kreidel (Hellmuth). — Partisanenkampf in Mittelrussland, *Wehrkunde*, sept. 1955, pp. 380-385.

Malinin (M.). — Berlinskaja nastupatel'naja operacija Sovetskoj armii. (L'offensive de l'Armée soviétique sur Berlin), *Krasnaja zvezda*, 30 avr. 1955. Avr.-mai 1945.

Markus (Vasil). — Carpatho-Ukraine under Ungarian Occupation (1939-1944), *The Ukrainian Quarterly* (New-York), nº 3, 1954, pp. 252-256.

Mikhajlov (N.). — Slavnaja pobeda : k desjatiletiju razgroma Sovetskoj armiej nemecko-fašistskikh vojsk v bojakh za Venu. (Une grande victoire : à l'occasion du 10e anniversaire de la destruction des armées germano-fascistes par l'armée soviétique au cours des combats pour Vienne), *Krasnaja Zvezda*, 13 avr. 1955.

*Sakhovec (Vladimir). — *Navstreču. Povest'*. (A la rencontre. Nouvelle), Moskva, « Molodaja Gvardija », 1953, in-16, 176 p., ill. dans le t. et h. t., couv. ill.

Les partisans de Biélorussie, 1943-1944.

**Soldaty rodiny. Rasskazy*. (Les soldats de la patrie. Récits), Moskva, Gosdetizdat, 1954, in-8º, 548 p., ill.

*Stepanov (E. P.). — *Partizanskimi tropami*. (Chemins des partisans),

2e éd., Astrakhan, Volga, 1954, 295 p.

Souvenirs d'un partisan de Crimée.

*Vorob'ev (F. D.) et Kravcov (V. M.). — *Pobedy sovetskikh vooružennykh sil v Velikoj otečestvennoj vojne 1941-1945.* (Les victoires des forces armées soviétiques dans la grande guerre nationale de 1941-1945), Moskva, Voenizdat, 1953, in-8°, 432 p., cartes.

Vsesojuznoe soveščanie po voenno-khudožestvennoj literature. (Conférence fédérale sur la littérature de guerre), *Literaturnaja gazeta*, 2 juin 1955.

YOUGOSLAVIE

Biljan (Franjo). — Tromesečna blokada Korenice (29 decembra 1941-28 marta 1942). (Le blocus de trois mois de Korenice 29 déc. 1941-28 mars 1942), *Vojnoistorijski glasnik* (Beograd), n° 6, 1954, pp. 89-122.

La guerre de libération nationale.

Jovanovič (Batrič). — Srez kolašinski u 1941 godini. (Le district de Kolasin en 1941), *Vojnoistoriski glasnik* (Beograd), n° 6, 1954, pp. 39-63.

La guerre de libération nationale yougoslave.

Narodnooslobodilački rat. (La guerre de libération nationale), *Vojnoistoriski glasnik* (Belgrade), n° 5, 1954, pp. 7-110.

Série d'articles sur la guerre de libération nationale yougoslave.

Orescanin (B.), Sumonja (M.). — O borbama na Karlovacko-bihackom pravcu u toku četvrte neprijateljske ofansive. (Les combats livrés dans la direction Karlovac-Bihac au cours de la quatrième offensive ennemie), *Vojnoist. glasnik*, 1954, VI, pp. 1-38.

Épisode de la guerre de libération yougoslave, janv. 1943.

Le 7 oct. 1955.

JOACHIM VON RIBBENTROP

Ribbentrop devient brusquement une personnalité politique de l'Allemagne (et même une figure de l'histoire) au cours du second semestre, si trouble, de 1932 : la veille encore membre obscur du parti national-socialiste, il apparaît comme le principal intermédiaire entre Hitler et Papen — et sur le rôle qu'il a joué dans la négociation décisive de janvier 1933 il nous a légué des notes précises (1).

A quarante ans, ce fils d'officier n'appartient alors à aucun des corps de l'État. Suivant son propre témoignage, l'attrait d'une activité économique, ressenti de bonne heure, l'avait conduit, entre 1909 et 1914, successivement à Londres, au Canada, aux États-Unis, au Canada encore, et, au lendemain de la première guerre mondiale, s'il avait repris pied en Allemagne, c'était pour entrer dans de « grandes affaires » — bureau berlinois d'une maison d'importation de coton de Brême, firme de champagne Henkell, puis (1924) sa propre entreprise. Malheureusement, superficielles et littérairement médiocres, les pages de souvenirs consacrées par Ribbentrop à ces années de jeunesse, de formation et de plénitude révèlent tout au plus un caractère instable et impulsif, sans doute hérité du père. Cet homme, qui fut tour à tour employé de banque, entrepreneur de travaux publics, reporter, négociant, semble n'avoir tiré aucun profit spirituel ou moral d'expériences aussi variées. Lorsque, vingt ans plus tard, il a l'occasion et le loisir singulier d'un retour sur lui-même, il se montre à nous sans aucune des couleurs séduisantes de l'aventurier. Tant et si bien que, pour apprécier le personnage, nous admettons, dès les premiers chapitres des souvenirs, qu'il nous faut attendre davantage des recueils de textes diplomatiques, des débats du tribunal militaire international, enfin et surtout des témoignages de ses contemporains — tout spécialement des Allemands (2).

(1) Joachim von Ribbentrop, *Zwischen London und Moskau. Erinnerungen und letzte Aufzeichnungen*, Leoni am Starnberger See, 1954, p. 37-42. Une traduction française a paru.

(2) Sources principales de bibliographie : J. von Ribbentrop, *op. cit.* ; *Akten zur deutschen auswärtigen Politik* ; *Procès des grands criminels de guerre* ; *Dokumente zur Vorgeschichte des Krieges* ; *Die Beziehungen zwischen Deutschland und der Sowjetunion* ; E. Kordt, *Nicht aus den Akten*, Stuttgart, 1950 ; E. von Weizsäcker, *Erinnerungen*, Munich, 1950 ; H. von Dirksen, *Moskau, Tokio, London*, Stuttgart, 1950 ; Paul Schmidt, *Statist auf diplomatischer Bühne*, Bonn, 1950 ; O. Meissner, *Staatsse-*

On connaît sa rapide fortune : « plénipotentiaire pour les problèmes du désarmement » (1934), « conseiller particulier pour les questions de politique étrangère » (1935), ambassadeur à Londres (1936), ministre des Affaires étrangères (1938). Comment l'expliquer? Ribbentrop fait remonter sa première « conversation politique » avec Hitler au mois de février 1933, en la situant chez lui, à Dahlem (1) ; mais en fait il avait été reçu au Berghof six mois plus tôt, grâce aux bons offices d'un personnage ambigu dont il semble ne plus se souvenir en 1946 — Bülow-Schwante, ex-diplomate (2). Sa maîtrise de l'anglais courant, ses connaissances générales de politique extérieure (il rédigeait, à l'usage privé, une sorte de bulletin, depuis plusieurs années), ses relations hors d'Allemagne, sa position mondaine, rehaussée, depuis 1925, par un curieux et puéril anoblissement, qui pouvait le rendre *persona grata* aux gens de la *Wilhelmstrasse*, et, pour finir, la chance de ne pas appartenir à l'état-major exigeant des vieux camarades de lutte : voilà l'ensemble des facteurs qui éveillèrent l'attention du *Führer*. Et, pour retenir cette attention, Ribbentrop n'épargna rien : outre les précieux services d'interprète qu'il fournit jusqu'en mars 1935, conjointement avec quelques autres, dont Baldur von Schirach (3), l'assiduité la plus constante et même la plus voyante, les fréquentes visites ou stations à la Chancellerie (4), l'utilisation d'un agent spécial de liaison, Walter Hewel (5), et, bien entendu, la surveillance la plus scrupuleuse de l'objet qui sollicite momentanément l'esprit du *Führer* (6).

Ces qualités de courtisan, il les poussera loin : elles expliquent son talent « d'arranger » la version des premiers entretiens, médiocrement encourageants, qu'il eut à Londres (7), — sa déception de devoir aller représenter le *Reich* en Grande-Bretagne, alors qu'il avait espéré le sous-secrétariat vacant (8), — son étrange comportement d'ambassadeur, venant onze fois séjourner à Berlin, entre novembre 1936 et novembre 1937 et même, en 1937, s'absentant quelque quatre mois de l'hôtel fastueux qu'il s'était fait aménager à Londres (9), comme — une fois ministre — ses fréquents séjours à Fuschl, près Salzbourg (10), ou l'art avec

kretär, Heidelberg, 1950 ; O. Abetz, *Mémoires d'un ambassadeur*, Paris, 1953 ; F. von Papen, *Der Wahrheit eine Gasse*, Munich, 1952 ; A. François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, Paris, 1946 ; Jos. Beck, *Dernier rapport. Politique polonaise*, Neuchâtel, 1951 ; Ch. Bloch, « Les relations anglo-allemandes », dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, avril et juin 1955 ; P. Seabury, *The Wilhelmstrasse*, Berkeley, 1954.

(1) Ribbentrop, p. 42-44.
(2) P. Seabury, *op. cit.*, p. 48.
(3) P. Schmidt, *op. cit.*, p. 291.
(4) E. Kordt, *op. cit.*, p. 63.
(5) P. Schmidt, *op. cit.*, p. 441.
(6) E. Kordt, *op. cit.*, p. 73-74.
(7) *Ibid.*, p. 71.
(8) *Ibid.*, p. 146.
(9) *Ibid.*, p. 153.
(10) *Ibid.*, p. 184 ; P. Seabury, *op. cit.*, p. 59.

lequel il dressa, autour du maître, un mur de silence contre lequel les ambassadeurs butaient, dans l'été de 1938 (1)... Malgré tout, il eut besoin d'appuis, voire de protections, dans les premières années : c'est ainsi qu'il exploita en 1932 ses relations avec Papen (elles remontaient sans doute à la première guerre mondiale) et qu'il les invoqua, dès février 1933, pour tâcher d'enlever par surprise le Secrétariat d'État (2). Il ménagea toujours Himmler (3) et se montra en uniforme de *S. S. Standartführer* en mars 1934 (4)...

Serviteur zélé d'un régime autoritaire, Ribbentrop avait-il quelque personnalité? L'un de ses subordonnés relèvera, en 1938, sa « foi quasi religieuse » dans « l'infaillibilité des décisions d'Adolf Hitler (5) » — qu'il partageait alors avec la masse du peuple allemand. Lui-même n'hésite pas à confirmer et à souligner l'approbation qu'il donna, dès février 1933, à l'exposé général que lui fit Hitler, et qu'il maintint ensuite sans défaillance : « la voix de son maître (6) ». A cet égard, ses Mémoires sont truffés de lieux communs, pris au stock de la propagande et aux interprétations opportunistes de l'ère hitlérienne : ainsi à propos de la Tchécoslovaquie, écrasée sous le mépris (7), ou des entretiens et de la déclaration de Paris, résumés sans aucune nuance (8), ou encore de la politique américaine, la grande responsable de la tension européenne depuis 1937 (9).

La seule note personnelle qu'il revendique, au départ, concerne la France : Hitler était méfiant à l'égard du voisin occidental (comme à l'égard de la Russie) ; Ribbentrop allait s'efforcer, des mois durant, de faire admettre « un certain compromis franco-allemand » comme préface nécessaire à l'entente anglo-allemande et, pour cela, de ménager une rencontre Hitler-Daladier dans l'Odenwald (10)... Mais il était bien entendu que la grande affaire demeurait l'entente anglo-allemande. Au reste, pour le cas où Ribbentrop ne s'en serait pas aperçu tout seul, des amis français lui signalaient de bonne heure (en 1934) le caractère subordonné de la politique extérieure française (11) et, ambassadeur à Londres, il s'en assurait en dénonçant, par exemple, devant un Cham-

(1) P. Seabury, *op. cit.*, p. 95.
(2) F. von Papen, *op. cit.*, p. 421.
(3) Ribbentrop, *passim* ; Weizsäcker, *op. cit.*, p. 156 ; O. Meissner, *op. cit.*, p. 350, fait même d'Himmler l'introducteur de Ribbentrop, mais, pour être précise, son information paraît souvent fragile.
(4) E. Kordt, *op. cit.*, p. 78.
(5) Weizsäcker, *op. cit.*, p. 172.
(6) P. Schmidt, *op. cit.*, p. 313.
(7) Ribbentrop, p. 131.
(8) *Ibid.*, p. 147 : « le désintéressement de la France vis-à-vis de son système de paetes oriental ».
(9) *Ibid.*, p. 164. Roosevelt et Bullitt auraient obéi à des préoccupations d'ordre intérieur et cherché une diversion...
(10) Ribbentrop, p. 51-54.
(11) *Ibid.*, p. 59. Ribbentrop cite Buneau-Varilla (*sic*).

berlain manifestement compréhensif, l'emprise du communisme sur le gouvernement de la République française (1)...

Le succès de la visite officieuse qu'il fit à Londres, en août 1934, à l'instigation de Lord Rothermere, sans omettre le contact intéressant établi par Conwell Evans avec le parti travailliste, ne marque-t-il pas, au lendemain de l'échec d'Alfred Rosenberg, un véritable point de rebroussement dans l'évolution des rapports germano-britanniques (2)? L'heureuse conclusion de l'accord naval de juin 1935 confirme à la fois Hitler dans sa pensée d'un rapprochement pouvant aller jusqu'à l'alliance (3) et Ribbentrop dans sa confiance en soi. Toutefois, et d'après Ribbentrop lui-même, l'optimisme d'Hitler se serait singulièrement refroidi dès 1936 (4), tandis que Ribbentrop n'aurait compris qu'au bout de quelques mois d'ambassade à Londres l'attachement obstiné de l'Angleterre au principe de la *Balance of power in Europe* (5). En fait, et à lire les *Akten*, il semble que Ribbentrop ait rapidement et violemment évolué à l'extrême fin de 1937. Jusqu'alors, les responsables ministériels de la politique d'*appeasement* lui avaient fait bon visage. Mais, à ce moment, l'ambassadeur — si nous adoptons sa thèse — mesure le dommage irrémédiable causé à l'Allemagne par la crise dynastique anglaise ; il sent la montée d'un courant d'opinion hostile ; il admet que sa mission a échoué, décidément, et, en attendant son rappel, il rédige son « chant du cygne » : le rapport du 2 janvier 1938, que certains (6) jugeront pauvre et sans souffle, mais qui présente au moins l'intérêt d'exprimer une anglophobie aussi nouvelle que brutale, et sur laquelle il ne reviendra plus.

J'ai, depuis des années, travaillé pour une amitié avec l'Angleterre et rien ne m'aurait fait davantage plaisir que de l'avoir établie. Lorsque je priai le *Führer* de m'envoyer à Londres, j'étais sceptique sur la réussite ; mais, en tenant compte d'Édouard VIII, une dernière tentative semblait offerte. Aujourd'hui, je ne crois plus à l'entente. L'Angleterre ne veut pas d'une Allemagne prépondérante dans son voisinage — menace constante pour ses îles. Et pour cela, elle est prête à lutter. Mais on sait le national-socialisme capable de puissantes réalisations. Baldwin l'a déjà reconnu et Édouard VIII a dû abdiquer parce qu'on n'était pas sûr, étant donné ses dispositions, qu'il ferait une politique hostile à l'Allemagne. Chamberlain vient d'appeler Vansittart, notre adversaire le plus remarquable et le plus acharné, à un poste où il peut intervenir de manière dirigeante dans le jeu diplomatique contre l'Allemagne. Chaque jour où, à l'avenir — quels que fussent les intermèdes tactiques d'entente essayés avec nous — nos calculs politiques ne seraient pas déterminés

(1) *Akten*, I, p. 107-109 (rapport du 17 décembre 1937).
(2) Ph. C. Evans ne figure pas dans les mémoires de Ribbentrop ; voir Kordt, p. 86, et Seabury, p. 51.
(3) Ribbentrop, p. 66-67.
(4) *Ibid.*, p. 73.
(5) *Ibid.*, p. 113.
(6) E. Kordt, *op. cit.*, p. 175.

fondamentalement par la pensée que l'Angleterre est notre plus dangereux adversaire, chacun de ces jours serait un gain pour nos ennemis (1).

Explications encore obscures, en partie par la faute des archives (2). A Rome (3) durant le célèbre conseil du 5 novembre, Ribbentrop a-t-il connu très tôt, à son retour, l'orientation décidément belliqueuse du *Führer*? Il n'en souffle mot dans ses *Mémoires*. Rentré à Londres vers le 15 novembre (avant la visite de Lord Halifax à l'Obersalzberg), il ne nous a livré de traces de son activité qu'à partir du 30 novembre (4) : il insiste alors sur la question coloniale, conseillant, le 2 décembre, d'orchestrer une campagne pour le retour en bloc des colonies ci-devant allemandes à l'Allemagne (5). Puis un répit, et une seconde phase active, du 14 au 17 décembre (6). Ici, la tonalité change : Ribbentrop insiste encore sur le problème colonial dans son entretien avec Halifax, mais il croit constater le scepticisme de son interlocuteur ; le 16, moment important, peut-être décisif pour lui, celui d'un long entretien avec Chamberlain ; on examine (par ordre d'importance croissante, d'après le texte du rapport consécutif de l'ambassadeur) les questions coloniales, le problème du désarmement ou de l'armement, les perspectives de l'Europe centrale, enfin les rapports généraux de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Ribbentrop constate l'échec pratique de la bonne volonté du *Führer*, s'inquiète des oppositions internes en Angleterre et en France. Chamberlain maintient ses propos de l'été (il accorderait « un appui de 100 % » aux initiatives d'entente), il est satisfait de l'arrêt de la campagne de presse allemande sur le thème colonial, il pense qu'il s'agit d'une affaire difficile (*a long difficult job*) et il ne lui paraît pas possible de prévoir une discussion nouvelle avant la fin de janvier. L'impatient Ribbentrop semble avoir considéré la négociation comme désormais engagée dans une impasse (le mot se trouve alors dans sa correspondance). Croyant Chamberlain dépourvu de force véritable, il dresse, pendant les fêtes de Noël, le « bilan de faillite »...

Weizsäcker se fait des illusions lorsqu'il croit constater, à Pâques 1938, dans un entretien à Sonnenburg, que son ministre évolue, puisqu'il n'espère plus que quelques années de paix, admettant le maintien d'une doctrine antisoviétique qui permet dans la pratique une préparation antibritannique (7) : le pas, en réalité, a été franchi depuis plusieurs mois...

Avec une mémoire parfois complaisante, les témoins allemands ont esquissé de Ribbentrop un portrait déjà classique : manque de sang-

(1) *Akten*, I, p. 136-137.
(2) Le rapport susmentionné n'est, en fait, qu'une conclusion générale.
(3) Où il signe le Protocole du 6 novembre (*Akten*, I, p. 22-23).
(4) *Akten*, I, p. 39 et 70 et suiv.
(5) *Ibid.*, p. 74 (avec les mentions « Cito » et « Ganz Geheim »).
(6) *Ibid.*, p. 101 à 109.
(7) Weizsäcker, *op. cit.*, p. 154.

froid, qu'il s'agisse de l'oubli de sa serviette sur la banquette du wagon-restaurant, lors d'un voyage à Paris (1), ou d'incidents plus graves, des explosions de colère, surtout en 1938 et 1939, contre Kordt, Weizsäcker, Papen et, finalement, Nevile Henderson (2). Manque de mesure, lorsqu'il propose, durant les négociations de Londres de 1935, de qualifier officiellement l'accord « d'éternel (3) ». Nervosité à plus d'une occasion, mais notamment lors de l'entrevue de l'Obersalzberg avec Schuschnigg, le 12 février 1938 — nervosité jamais avouée, sans doute oubliée (4). Hauteur étudiée d'un snob. Le « dilettantisme » de Ribbentrop ne se discute pas : relisez Meissner, Kordt, Weizsäcker, qui l'ont défini, non sans cruauté (5). Il faudrait tout de même rappeler que le *Büro Ribbentrop* n'a pas été un mythe, qu'il a disposé d'instruments d'études intéressants (6) et que, sur l'exemple autrichien, qui révèle le travail d'information de Keppler, proche ami (7), on peut et on doit même admettre un effort personnel du ministre, sans continuité, il est bien vrai. Capable de contre-argumenter (8) comme de plaire, Ribbentrop a parfois bien jugé la situation : repoussant l'hypothèse d'un conflit en cas de remilitarisation de la Rhénanie (9), lisant la méfiance que nourrissait Chamberlain à l'égard de la politique française en 1937 (10), sachant amorcer, en dehors de Neurath, l'entente avec l'Italie (11), restant optimiste à la veille de l'*Anschluss* (12), pouvant se permettre de bousculer littéralement François-Poncet dès le lendemain de Munich (13) et préparant le fameux voyage de Paris par une explication franche jusqu'au cynisme, enregistrée par Coulondre (14)...

Au total, possédait-il les qualités susceptibles de lui conférer une influence sur Hitler, si tant est que la question puisse se poser? On l'a cependant posée, et résolue par l'affirmative (15). Plus satisfaisante paraît l'hypothèse selon laquelle le *Führer* laissa une marge de liberté et d'action à un ministre dont il connaissait bien le « credo », et qui l'avait entièrement soustrait aux bureaux redoutés (16). On peut toutefois admettre que, de janvier 1938 à septembre 1939, le ministre accrut, aux

(1) Kordt, *op. cit.*, p. 88-90.
(2) Voir notamment Kordt, *op. cit.*, p. 289-290.
(3) P. Schmidt, *op. cit.*, p. 314.
(4) Témoignage de Papen, *op. cit.*, p. 468-469, et surtout de Schmidt, *op. cit.*, p. 430.
(5) Voir notamment Kordt, *op. cit.*, p. 92.
(6) P. Seabury, *op. cit.*, p. 52-53.
(7) *Akten*, I, p. 410-415. Les deux hommes se tutoient.
(8) P. Schmidt, *op. cit.*, p. 413.
(9) Ribbentrop, p. 78.
(10) *Akten*, I, p. 109.
(11) E. Kordt, *op. cit.*, p. 169 et suiv.
(12) *Ibid.*, p. 193.
(13) François-Poncet, *op. cit.*, p. 334-335.
(14) *Akten*, IV, p. 398-399 (20 novembre 1938).
(15) En dernier lieu, Ch. Bloch, *op. cit.* (avril 1955), p. 35.
(16) P. Seabury, *op. cit.*, p. 31.

yeux de Hitler, sa réputation de grand spécialiste des affaires britanniques. A consulter superficiellement les documents publiés, Ribbentrop se trouva brusquement en retrait sur son maître, deux fois : le 10 mars 1938, n'envisageait-il pas la simple autonomie pour les Sudètes (1) et, le 15 mars 1939, ne se disposait-il pas à rédiger un *Staatsvertrag* avec le nouvel État tchèque (2)? Mais, par ailleurs, nous savons que, le 20 février 1939, il tenait à Ashton-Gwatkin un « langage hautain », revendiquant pour l'Allemagne la prépondérance aussi bien politique qu'économique dans toute l'Europe centrale et orientale, en laissant clairement entendre que la Bohême et la Moravie pourraient devenir un protectorat allemand (3). A supposer même qu'un écart se produisît entre la marche du *Führer* et celle du ministre, ce dernier regagnait vite les positions officielles, parfois à travers des colères et des justifications élémentaires : Weizsäcker, par exemple, n'avait rien à objecter ; il était responsable devant Ribbentrop seul, comme Ribbentrop l'était devant Hitler seul et Hitler devant le peuple seul (4)... Du reste, personne ne se souciait de lui résister franchement, à la *Wilhelmstrasse*, et l'on songe, toutes choses égales d'ailleurs, à l'entente fondamentale des dirigeants civils et militaires de la République de Weimar contre Versailles (5) : aucun témoignage, pas même le plus habile, ne peut masquer ce fait et Weizsäcker indique lui-même, avec netteté, que son désaccord avec le ministre ne portait pas sur le fond du problème tchèque, mais sur les conséquences européennes de la solution — en l'espèce sur l'attitude britannique devant une agression allemande (6)...

Chose curieuse, si Ribbentrop tend à réduire son rôle personnel dans la politique suivie envers la Grande-Bretagne (du moins à partir de 1938), il lui donne quelque accent d'originalité vis-à-vis de l'Espagne, du Japon et de l'U. R. S. S. Il aurait déconseillé l'intervention dans la péninsule (7). Il accepte et même revendique la paternité du *Pacte antikomintern*, au temps de son ambassade londonienne. A l'égard de la Russie, son attitude dépendait naturellement de plusieurs facteurs européens, dont le britannique et le polonais. Mais, ici encore, les souvenirs du ministre ne suffisent pas. C'est dès le 24 octobre 1938, au lendemain de Munich, qu'il a proposé à Beck les « quatre points » (dont l'adhésion au *Pacte antikomintern* et la renonciation à Dantzig). C'est dès le 28 octobre qu'il a tenté de l'appâter par l'offre de l'Ukraine sovié-

(1) *Akten*, I, p. 214-215.
(2) Ribbentrop, p. 149-150.
(3) Notamment dans Ch. Bloch, *op. cit.* (numéro d'avril 1955), p. 36-37.
(4) Weizsäcker, *op. cit.*, p. 168. Il entend censurer le discours que Papen, son ancien protecteur, doit prononcer à Stockholm (Papen, *op. cit.*, p. 501-502).
(5) G. Castellan, *Le réarmement clandestin du Reich*, Paris, 1954, p. 531-533.
(6) Rappelons, à titre d'information générale, que la *Wilhelmstrasse* accueillit très bien le retrait de la *S. D. N.*
(7) Ribbentrop, p. 88.

tique (1) ; et encore à la fin de janvier 1939. Et c'est à cette dernière date que, n'ayant pas réussi, il déclara à ses collaborateurs : « Maintenant, il ne nous reste comme issue que de nous unir avec la Russie, si nous ne voulons pas être complètement encerclés (2). » Vues strictement défensives, commente-t-il, à tel point qu'à son envol pour Moscou, le 29 août, il ignorait la décision de Hitler d'attaquer la Pologne et ne voyait dans sa mission qu'un moyen suprême de pression diplomatique. Il utilisait le loisir du voyage aérien pour jeter les grandes lignes du pacte de non-agression, qui participait, dans son esprit, de la même innocence. Il allait être surpris, à son retour, de l'attitude obstinée de la Pologne, qu'expliquait la main d'Albion. Qui le croira? Depuis plusieurs mois, il savait bien que d'autres perspectives s'ouvraient à l'Est (3) et lui-même, dans une conversation mémorable qui se situa, le lundi de la Pentecôte, à Sonnenburg, avait chargé Weizsäcker de sonder le chargé d'affaires soviétique à Berlin. Et puis il y a eu les entretiens personnels avec Astakhov, les 3 et 14 août, qui lui avaient permis d'affirmer que les rivages de la Baltique offraient assez de place pour deux grandes puissances et que l'opposition idéologique était dépassée (4)...

Il reste plusieurs zones obscures dans la vie de Ribbentrop, même lorsqu'il devint *Reichsminister*. D'abord les années 1920 à 1932, particulièrement sous le rapport des relations entretenues, et dans la perspective de la politique allemande (incidemment, Ribbentrop fait état de Stresemann (5), ce qui nous surprend beaucoup plus que la mention précoce de Brinon ou de Lord Rothermere, pourtant sèche et insuffisante). Ensuite, le rôle exact qu'il a joué en novembre-décembre 1937. Et la nature exacte de sa collaboration avec Hitler, qui connut quelques éclipses, par exemple au lendemain du voyage à Moscou (6). Et encore la nature et la portée du fameux *Büro Ribbentrop*, dont nous savons qu'avant 1938 il ne se borna point à promouvoir les conditions psychologiques d'un rapprochement entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France (thèse de Ribbentrop, p. 106) (7), mais quelle fut son action en 1938-1939 (8)? On ne peut que souhaiter des recherches dans ces directions.

* * *

Ce qui paraît établi, c'est que l'Allemagne nationale-socialiste n'eut

(1) Voir aussi J. Beck et J. Szembek, *passim*.
(2) Ribbentrop, p. 160 et 170.
(3) Après le 17 avril 1939. Ribbentrop demanda à Hitler s'il fallait prendre au sérieux les suggestions de Staline. Voyez *Tribunal militaire international*, t. X, p. 279.
(4) *Die Beziehungen...*, p. 43-44, 56-57 et 65-66.
(5) Ribbentrop, p. 44.
(6) *Ibid.*, p. 188.
(7) Ribbentrop mentionne lui-même le rôle essentiel du *Büro* dans la politique de l'Allemagne vis-à-vis du Japon.
(8) P. Seabury, *op. cit.*, p. 59 et p. 73.

pas plus de ministre des Affaires étrangères après 1938 qu'avant. Ribbentrop réussit à établir, à maintenir, et sans doute à élargir, après Munich, son « conseil », à côté de ceux de Himmler, de Goebbels, de Hess et de Goering. De ses déplacements et de son faste, il croyait tirer un lustre supplémentaire. L'impulsion diplomatique proprement dite venait par à-coups. Ribbentrop la revêtait d'une forme intransigeante, celle qu'il avait adoptée en 1935 (« à prendre ou à laisser »), parce qu'elle lui avait alors réussi et parce qu'elle répondait à ses possibilités personnelles, étrangères à l'humanisme, à la culture et à la recherche des conciliations. Il accentuait son personnage, distant (1) et brutal. Il a fallu beaucoup d'aveuglement aux avocats de l'*appeasement* pour le juger « modéré » (on sait que Nevile Henderson s'obstina dans cette espérance jusqu'au « coup de Prague » et ne s'en repentit qu'à la scène extraordinaire du 30 août) (2). Il a fallu, dans le même temps, beaucoup de légèreté aux fonctionnaires de la *Wilhelmstrasse* pour se laisser « mobiliser » et maintenir l'apparence d'un grand service public.

F. L'Huillier.
Faculté des Lettres, Dijon.

(1) Difficilement accessible pour les ambassadeurs allemands en congé comme pour les représentants étrangers : voir P. Seabury, *op. cit.*, p. 99 (d'après les notes de Hassell).

(2) Sur cet épisode célèbre et discuté, voir Ribbentrop, p. 195-197, P. Schmidt, *op. cit.*, p. 459, ainsi que la version suggestive donnée par E. N. Dzelepi dans *Les Temps modernes* (octobre-novembre 1952).

JUGEMENTS ALLEMANDS SUR LA WEHRMACHT

L'histoire est toujours, dans une certaine mesure, fonction du présent ; les fluctuations de la politique influencent, plus ou moins, ses jugements et son activité est orientée vers tel ou tel sujet selon les préoccupations du moment. Ainsi, conformément à la marche des événements, l'étude de l'armée sous le régime hitlérien a de plus en plus attiré l'attention des historiens. Avec un intérêt palpitant, les chercheurs se penchent sur les problèmes concernant l'armée sous le IIIe Reich ; se servant de leurs propres expériences, défendant, consciemment ou non, les intérêts de tel ou tel parti, groupement ou bloc, ils se posent en accusateurs ou, plus souvent, en champions de cette armée. Cet intérêt accru pour tout ce qui touche l'armée est prouvé par une véritable floraison d'ouvrages militaires de tout genre paraissant actuellement : historiques de régiments (1), monographies diverses, mémoires de combattants, soldats ou chefs d'armée (2), ouvrages d'ensemble des anciens de tel ou tel corps d'armée (3) abondamment pourvus de cartes et d'illustrations, souvent luxueusement présentés, relatant les hauts faits de l'armée allemande et son esprit chevaleresque (4). Les articles de revues, la presse hebdomadaire et quotidienne reflètent aussi cette tendance.

L'article du colonel Max Kemmerich est particulièrement représentatif de cet esprit de glorification de l'armée allemande (5). L'auteur cherche dans l'histoire militaire de la Prusse et de l'Allemagne des exemples typiques de chefs d'armée qui, tout pénétrés de l'éminente dignité de leur fonction, surent résister à l'autorité suprême et possé-

(1) A la collection « Die Deutschen Divisionen 1939-1945 », paraissant chez Podzun, à Kiel, depuis 1951, est venue s'ajouter, depuis le printemps 1954, une nouvelle collection, « Die Wehrmacht im Kampf », Heidelberg, K. Vowinckel, dans laquelle cinq tomes ont déjà paru, dont l'un sur les opérations en Normandie en 1944.

(2) Les mémoires du Feldmarschall Erich von Manstein, qui viennent de paraître à l'Althénäum Verlag, à Bonn, portent ce titre significatif : *Verlorene Siege* (*Victoires perdues*). La même maison d'édition a fait sortir presque en même temps les réflexions sur la deuxième guerre mondiale du maréchal Kesselring, *Gedanken zum Zweiten Weltkrieg*.

(3) Tel que *Schicksal Nordafrika*, édité par les anciens de l'*Afrika-Korps*, Essen, 1955.

(4) *Weltkrieg 1939-45 Ehrenbuch der Deutschen Wehrmacht*, Stuttgart, H. Riegler, 1954, in-4°.

(5) 200 Jahre Männerstolz vor Königsthronen. Von Seydlitz bis Guderian (*Militärpolitisches Forum*, mai 1955, p. 11-21).

dèrent cette qualité rare que l'on dénie habituellement aux Allemands, le courage civique. Cela paraît fort beau, le titre de l'article est prometteur et l'on s'attend à trouver quelques exemples tirés de la Résistance militaire. Il n'en est rien ; ce ne sont pas les noms de soldats qui poussèrent la résistance jusqu'au sacrifice suprême qui sont mentionnés, mais ceux du maréchal von Leeb, des grands amiraux Raeder et Dönitz et du général Guderian ; quant aux faits présentés, ils ne sont nullement significatifs. Par exemple, le cas Raeder. Le grand amiral se trouvait en conflit avec Hitler à propos des croiseurs lourds. Hitler jugeait qu'il fallait les retirer, qu'il était dangereux de les employer ; nombreux étaient ceux qui partageaient ce point de vue. Raeder s'obstinait à les garder. Un jour, en présence de Keitel, le *Führer* tint un long discours à Raeder où il attaqua violemment les croiseurs lourds. Le Grand-Amiral répondit qu'il désirait justifier son point de vue dans un mémoire, ce qu'il fit, et, dans une ultime entrevue, il demanda sa retraite, en invoquant des raisons d'âge : il avait soixante-sept ans. Hitler lui accorda sa retraite avec tous les honneurs dus à son rang et le nomma *Amiral inspecteur de la Kriegsmarine.* Cet exemple de résistance à l'autorité du chef de l'État paraît peu probant. En effet, Raeder défend son opinion devant Hitler, mais, devant l'hostilité de ce dernier, il ne persiste pas à défendre ses croiseurs lourds ; il offre sa démission, non pas en faisant un éclat, comme signe manifeste de protestation, mais en invoquant une question d'âge, preuve évidente de faiblesse, de renoncement.

Le cas suivant présenté par Kemmerich, celui de Dönitz, prouve qu'avec de la fermeté Raeder eût fait prévaloir son opinion auprès de son chef et, par conséquent, que l'exemple Raeder est mal choisi. En effet, en nommant Dönitz, un spécialiste des sous-marins, à la place de Raeder, Hitler croyait trouver chez son Grand-Amiral une conformité de vue sur les croiseurs lourds. Or, il advint qu'une des premières mesures de Dönitz fut de rapporter l'ordre de la mise hors de service des navires lourds. Hitler fut péniblement surpris, mais céda, et il ne fut plus jamais question des croiseurs lourds, ce qui prouve qu'il était possible de résister à Hitler sur le plan technique.

L'exemple du Général Feldmarschall Ritter von Leeb est un peu meilleur. Von Leeb commandait, durant l'hiver 1942, la *Heeresgruppe Nord* devant Léningrad. Hitler lui faisait sans cesse des recommandations et lui donnait des conseils jusque dans les plus petits détails, ce qui limitait énormément son initiative. En janvier 1942, von Leeb perdit patience et répondit au téléphone à Hitler : « Mon Führer, je vous prie, ne me traitez pas comme un caporal. » Cette réponse lui valut d'être révoqué.

Quant au général Gudérian, il fut trois fois destitué durant la deuxième guerre mondiale. La première fois, pendant la bataille de France, parce qu'il avait saisi l'occasion du passage de la Meuse pour percer avec ses

chars vers la côte, sans l'ordre, ou, plus précisément, contre l'ordre de la bureaucratie militaire de l'*O. K. H.* ; une deuxième fois, devant Moscou, quand, ayant reconnu le non-sens d'une offensive de grande envergure, il avait de son propre chef retiré sa *2e Panzerarmee* et s'était replié sur des positions défendables ; la troisième fois, lorsqu'il se refusa, dans la dernière phase de la guerre, à couvrir de son nom une cruelle injustice commise par Hitler à l'égard d'un de ses subordonnés. L'auteur affirme que Guderian n'agit jamais contre sa conscience, malgré le régime opprimant de la dictature, et il conclut : « Personne ne peut faire davantage et les dieux mêmes doivent l'envier (1). » Ce jugement final du colonel Kemmerich étonne et attriste. Les soldats qu'ils présentent résistent au chef d'État sur un plan purement technique, sur des points précis, des points de détails, jamais sur des questions d'éthique militaire. Comme nous voilà loin de l'acte de l'héroïque Stauffenberg, de la résistance mûrement réfléchie de Beck, « le général qui combattit pour la paix (2) », de Witzleben, un des précurseurs du mouvement.

La levée de boucliers que l'ouvrage de Wheeler-Bennett sur l'armée allemande (3) a suscitée en Allemagne est aussi très suggestive et mérite l'attention à tous égards. Non seulement les revues spécialisées dans les questions militaires comme *Frontsoldat*, *Wehrkunde* ou *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, mais encore des revues littéraires ou d'histoire générale comme *Deutsche Rundschau*, *Zeitschrift Für Geopolitik*, pour ne citer que les principales, sans compter les grands quotidiens comme la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, lui consacrent des comptes rendus détaillés. Cette étude d'un historien anglais, spécialiste des questions allemandes (4), qui traite de l'armée allemande de 1918 à 1945, période éminemment dramatique, devait nécessairement intéresser vivement les

(1) Cependant, la conscience de Guderian ne nous paraît pas tellement exigeante et le colonel Kemmerich se contente de peu. En effet, le général Guderian n'a-t-il pas accepté de présider les séances du *Ehrenhof*, le tribunal militaire institué après le 20 juillet 1944 pour se prononcer sur le cas des conjurés militaires? Si, pratiquement, Guderian a relativement peu siégé, se faisant le plus souvent remplacer par le général von Kirchheim, s'il s'est entremis pour quelques officiers, il a cependant accepté la présidence de ce tribunal militaire qui livra les conjurés militaires au *Volksgerichtshof*, c'est-à-dire à la mort, et ce seul fait suffit à le juger. Il y a aussi contre Guderian l'ordre du jour qu'il adressa, le 29 juillet 1944, aux officiers d'état-major : « Tout officier d'état-major doit être un national-socialiste convaincu » (« Jeder Generalstabsoffizier muss ein nationalsozialistischer Führungsoffizier sein »). Cf. Eberhard Zeller, *Geist der Freiheit, Der Zwanzigste Juli*, München, H. Rinn, 1954, p. 425.

(2) Wolfgang Foerster, *Ein General kämpft gegen den Krieg*, München, 1949.

(3) Wheeler-Bennett, *The Nemesis of power. The German army in politics, 1918-1945*, London, Macmillan, 1953, in-8°, xv-829 p. ; édition allemande, Düsseldorf, Droste-Verl, 1954. Traduction française, *Gallimard*, Paris, 1955.

(4) Wheeler-Bennett a publié des ouvrages remarqués sur la paix de Brest-Litowsk, sur Hindenburg, sur Munich ; il a effectué plusieurs séjours en Allemagne, a été en relations avec des personnalités marquantes de la résistance antihitlérienne, notamment avec Carl Goerdeler et avec Otto John ; il a eu des contacts avec des historiens allemands, notamment avec Gerhard Ritter, qu'il a rencontré à Londres en 1949.

Allemands et aussi susciter leurs critiques, c'est on ne peut plus naturel : certes, cet ouvrage très dense, basé sur une abondante documentation, apporte une contribution importante à l'histoire de ces dernières années ; cependant, il faut faire quelques réserves, ce qui est tout à fait normal pour un ouvrage traitant d'un sujet si vaste. Wheeler-Bennett laisse parfois trop voir ses antipathies et ses dédains ; pour prouver que l'amour de la guerre et des armes est inné chez le peuple allemand, il cite Tacite et Mirabeau, ce qui est un peu surprenant ; parfois, il simplifie trop les problèmes complexes et ne différencie pas assez les caractères des généraux ; il les considère en ennemis et parsème son étude sur la résistance militaire allemande de remarques amères, quelquefois blessantes, ce qui est pénible quand il s'agit d'hommes qui commirent peut-être des erreurs et même des fautes, mais qui sacrifièrent courageusement leur vie à la cause qu'ils défendaient. Un vers de Schiller semble s'appliquer à la sévérité de Wheeler-Bennett :

Vom sichern Port lässt sich gemählich raten (1).

Wheeler-Bennett traite les généraux résistants de « patriotes » et les critiques allemands de s'indigner, l'on peut dire à bon droit (2). Depuis quand, disent-ils, ce terme est-il devenu péjoratif? La critique de Pechel (3), dans la *Deutsche Rundschau*, est fort intéressante à ce sujet, parce qu'elle émane d'un ancien résistant. Selon Wheeler-Bennett, les chefs militaires de la Résistance étaient des patriotes qui voulaient sauver l'Allemagne de la ruine et assurer sa future position de force ; il dénie au général Beck des mobiles purs et humanitaires, ce que Pechel réfute par les propres paroles du général. Le 16 juillet 1938, Beck dit au général von Brauchitsch, alors général en chef de l'armée allemande : « Il s'agit maintenant de prendre des décisions concernant le destin de la nation. L'histoire flétrira comme des bourreaux ces chefs, s'ils refusent d'agir selon leurs connaissances en matière politique et leur conscience. Leur obéissance de soldat a une limite là où leur science, leur responsabilité, leur conscience leur interdisent l'exécution d'un ordre. Si, en pareil cas, leurs conseils et leurs exhortations ne sont pas écoutés, alors ils ont le droit et le devoir devant le peuple et devant l'histoire de se démettre de leurs fonctions. S'ils agissent ainsi tous ensemble, la guerre ne pourra être déclenchée et ils auront préservé leur patrie du pire, de la catastrophe. C'est un manque de grandeur, une méconnaissance du devoir, quand un soldat, occupant le plus haut rang dans les époques comme les nôtres, considère son rôle dans les étroites limites de ses tâches militaires, sans accepter la responsabilité suprême devant tout

(1) « En lieu sûr, il est aisé de moraliser » (*Wilhelm Tell*, acte I, scène I).

(2) Karl O. Paetel, dans *Zeitschrift f. Geopolitik*, juin 1955 ; Thilo Vogelsang, dans *Wehrkunde*, mai 1955 ; Rudolf Pechel, dans *Deutsche Rundschau*, mars 1955.

(3) Rudolf Pechel, directeur de la *Deutsche Rundschau*, est l'auteur d'un ouvrage sur la résistance, *Deutscher Widerstand*, Erlenbach-Zürich, Rentsch, 1947.

le peuple. Des situations exceptionnelles exigent des actions exceptionnelles. » Pechel assure que tous ceux qui ont connu le général Beck et les autres membres de la Résistance militaire doivent énergiquement réfuter la thèse de Wheeler-Bennett. Assurément, dit Péchel, les chefs militaires de la Résistance étaient des patriotes, mais est-ce une faute d'aimer son propre peuple et de vouloir le préserver de la catastrophe? Non, dit-il, les généraux résistants ne cherchaient pas à garantir à leur pays une position de force, mais à préserver l'âme et l'honneur de leur peuple.

Enfin, l'historien anglais présente parfois des hypothèses déjà dépassées comme des réalités. Ainsi, il est prouvé aujourd'hui que le groupe des Junkers qui utilisa Hindenburg contre la politique agraire de Brüning n'avait pas partie liée avec la *Reichswehr*. L'ouvrage, récemment paru, de Hallgarten apporte des lumières sur ce point (1).

Bref, il est tout à fait licite que les critiques allemands fassent des objections à l'ouvrage de Wheeler-Bennett, qu'ils relèvent les erreurs matérielles qui peuvent s'y rencontrer çà et là et soulignent les faiblesses de l'argumentation s'il y a lieu. Mais ce qui est inusité et ce qui étonne, c'est le ton employé par ces critiques, celui de dignité outragée, l'émotion avec laquelle ils défendent l'honneur de la *Reichswehr* et de la *Wehrmacht* comme s'il s'agissait de l'honneur même du peuple allemand, la véhémence avec laquelle ils attaquent, et, ce qui frappe le plus, c'est le fait que le commentaire le plus passionné ne se trouve pas dans une revue telle que *Frontsoldat*, qui abonde dans le genre apologétique ; non, il n'est pas dû à la plume d'un chroniqueur militaire, de quelque ancien officier susceptible, mais à celle de Gerhard Ritter, historien de renom mondial (2). Si l'on peut trouver que l'historien anglais témoigne parfois d'une sévérité excessive à l'égard des généraux allemands, on peut dire que l'historien allemand, tout au contraire, fait montre à leur égard d'une indulgence souvent peu justifiée. Ainsi, on s'étonne que Gerhard Ritter disculpe aussi bien Kluge que Falkenhausen et Stülpnagel, alors que la conduite du Feldmarschall Kluge n'est vraiment pas défendable, lui qui manqua aux lois de l'honneur et de la plus élémentaire camaraderie en abandonnant en pleine bataille ses amis, ses pairs et, par là

(1) George W. F. Hallgarten, *Hitler, Reichswehr und Industrie. Zur Geschichte der Jahre, 1918-1933*, Frankfurt A. M., Europäische Verlagsanst., 1955, in-8°, 139 p.

(2) Gerhard Ritter, Nemesis der Macht. Zu Wheeler-Bennetts Buch über das deutsche Soldatentum, 1918-1945, dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 avril 1955. G. Ritter, professeur d'histoire moderne à l'Université de Fribourg-en-Brisgau, vient de publier deux importants ouvrages, l'un sur le militarisme en Allemagne, *Staatskunst und Kriegshandwerk. Das Problem des Militarismus in Preussen-Deutschland*, vol. I : *Die altpreussische Tradition (1740-1890)*, 1954 ; l'autre, sur l'un des chefs de la Résistance allemande, *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*, 1954.

Il a collaboré à des synthèses historiques telles que *Questioni di Storia Contemporanea*, Milan, 1953, vol. III, p. 2 et suiv., et *The Third Reich*, London, 1955, p. 381 et suiv., auxquelles ont coopéré des historiens de tous les pays.

même, les livra au bourreau (1). Il est possible que Wheeler-Bennett ait quelque peu cherché à mettre ses compatriotes en garde contre le militarisme allemand, mais, et cela est bien évident, Ritter apparaît comme le défenseur passionné du corps des officiers de l'époque hitlérienne et il juge l'ouvrage de l'auteur anglais en se plaçant sur le plan politique, celui du réarmement allemand et des Accords de Paris ; il ne s'en cache, d'ailleurs, nullement ; bien au contraire, il l'affirme nettement, quand il écrit que l'ouvrage de Wheeler-Bennett « constitue un coup de poignard dans le dos de la politique anglaise », car, dit-il, « il importe beaucoup à celle-ci d'inciter la *Bundesrepublik* à réveiller chez les Allemands l'amour de l'armée violemment étouffé » et qu'il déplore la parution du livre de Wheeler-Bennett comme un « malheur politique », car il craint que cet ouvrage ne contribue à creuser plus profond le fossé entre le peuple allemand et les pays occidentaux. Ritter termine son long commentaire en se demandant comment, dans ces conditions, il sera jamais possible à l'Allemagne de défendre, côte à côte, avec ses alliés occidentaux, la liberté de l'Europe, phrase qui éveille de curieuses réminiscences de la phraséologie nationale-socialiste (2).

Dans ce chœur d'imprécations contre l'ouvrage de Wheeler-Bennett et d'éloges de la *Wehrmacht*, il est, cependant, une voix discordante, celle d'un historien connu, Karl Buchheim (3). En effet, celui-ci se distingue de ses confrères en rendant non seulement hommage à la *Nemesis of power* de Wheeler-Bennett, mais encore en attaquant la « critique acerbe » de Gerhard Ritter (4). Buchheim est persuadé que, pour l'historien Ritter, le grand tort de Wheeler-Bennett est de ne pas embellir le rôle de la *Wehrmacht*. Buchheim explique que l'auteur anglais a parfaitement raison quand il fait voir la part écrasante de responsabilité de l'armée dans l'accession au pouvoir de Hitler : « Elle ne fit rien pour écarter le national-socialisme du pouvoir à une époque où elle seule était en mesure de le faire » ; après la mort de Hindenburg, l'occasion était passée. Buchheim prouve que l'historien anglais a aussi raison de qualifier de « magie mystique » le respect au serment prêté « au Führer de l'empire allemand et du peuple allemand et au chef suprême de la *Wehrmacht* » et que Gerhard Ritter a tort de s'offusquer sur ce point. En effet, ce serment, d'une essence particulière, comme il n'en existe pas dans les gouvernements constitutionnels, était dû à une idée machiavélique de Hitler pour avoir l'armée à sa merci. En conséquence, Buchheim

(1) Cf. Wilhelm von Schramm, *Der 20 Juli in Paris*, Bad Wörishofen, Verl. Kindler u. Schiermeyer, 1953, in-8°, 412 p.

(2) Combattre pour la liberté de l'Europe, la croisade contre le bolchevisme ; on peut se reporter aux articles de Gœbbels dans l'hebdomadaire *Das Reich*.

(3) Karl Buchheim, collaborateur très actif de la revue *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, est l'auteur d'un important ouvrage sur la politique religieuse du gouvernement national-socialiste, *Glaubenskrise im Dritten Reich*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanst, 1953.

(4) Karl Buchheim, Was heisst « Nemesis der Macht »? Gegen Gerhard Ritters Kritik an Wheeler-Bennett (*Reinischer Merkur*, 6 mai 1955).

estime, très justement, que le respect au serment militaire prêté à l'aventurier politique, qui dès le début de son gouvernement sortit de la légalité et institua, le 30 juin 1934, l'assassinat politique comme base de son gouvernement, ne pouvait être, en effet, qu'une « magie mystique ». Les conjurés militaires du complot du 20 juillet ont reconnu la non-valeur de ce serment extorqué par une odieuse machination ; pourquoi vouloir blanchir ceux qui l'ont aveuglément respecté?

Buchheim est reconnaissant à Wheeler-Bennett des services qu'il a rendus à la science historique en écrivant son important ouvrage ; il se réjouit de sa traduction en langue allemande et il espère que, malgré un certain nombre de comptes-rendus fallacieux, qui pourraient égarer l'opinion publique, comme celui de Ritter, l'ouvrage de Wheeler-Bennett contribuera à empêcher la formation d'une légende dorée de la *Wehrmacht*, ce qui ne pourrait, d'ailleurs, que nuire, dit-il, à la future armée allemande ; il partage en cela le désir de l'éditeur allemand de la *Nemesis of power*, Axel Freiherr von Dem Bussche-Streithorst, dont Gerhard Ritter passe le nom sous silence, intentionnellement, assure Buchheim.

Le mémoire inédit de Duesterberg, publié par le périodique bimensuel *Das Andere Deutschland*, sous le titre *Der höhere Befehl* (1), constitue un exemple frappant de réaction contre la tendance à une glorification systématique de l'armée ; il mérite une attention particulière. Ce mémoire du lieutenant-colonel Duesterberg (2), aujourd'hui décédé, a été publié à l'occasion de l'apparition à Berlin-Ouest d'une nouvelle association, celle de *Alt Stahlhem*, qui vient de se constituer par opposition à l'association *Stahlhelm*, « qu'elle ne trouve pas suffisamment nazie, bien qu'elle soit placée sous l'autorité du maréchal Kesselring (3) ». A ce sujet, la direction du journal juge bon de rappeler à ses lecteurs que l'esprit de l'un des fondateurs du premier *Stahlhelm*, Théodore Duesterberg, était en contradiction absolue avec celui de ces actuelles associations qui se réclament abusivement du premier *Stahlhelm* : la meilleure preuve à l'appui est le mémoire même de Duesterberg où l'auteur exprime son opinion sur les généraux du IIIe Reich. Duesterberg, ancien officier de carrière, juge l'armée hitlérienne en militaire averti ; c'est à ce titre que son jugement présente toute sa valeur. Duesterberg rappelle les arguments présentés, après 1945, par les généraux hitlériens pour se disculper et il les réfute un à un. Les généraux de Hitler ont cherché à se défendre en invoquant le devoir d'obéissance militaire auquel ils étaient tenus. L'argument de l'obéissance militaire stricte est valable, répond

(1) *Das Andere Deutschland*, Hanovre, nº 24, novembre 1954.

(2) Theodor Duesterberg a publié en 1949 un volume de souvenirs sous le titre suivant : *Der Stahlhelm und Hitler*, Wolfenbuttel, Wolfenbutteler Verlagsanst, in-8º, 157 p., où il raconte les démêlés du *Stahlhelm* avec Hitler. Cet ouvrage a fait l'objet d'un compte rendu du général Bourcart dans le numéro d'octobre 1951 de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*. Duesterberg, très aimé par les membres du *Stahlhelm*, avait été choisi par eux comme candidat à la présidence du Reich, aux élections de 1932 ; près de trois millions d'électeurs avaient voté pour lui.

(3) La rédaction du journal *Das Andere Deutschland*.

Duesterberg, pour les jeunes éléments de l'armée, les jeunes gens de la *Hitler Jugend* ou des *S. S.*, tout pénétrés de l'idéologie nazie, pour les simples, les jeunes, les égarés, mais non pour les généraux et maréchaux du IIIe Reich, élevés chrétiennement, dans des familles solidement attachées aux traditions, instruits dans des écoles de cadets où on leur enseignait les principes d'honneur chers à la vieille armée. Duesterberg rappelle ses souvenirs de carrière ; entré en 1889 dans le corps des Cadets de Potsdam, le sanctuaire de l'esprit prussien, il a servi dans cinq régiments d'artillerie, dans un régiment de cavalerie, à l'état-major général et au ministère de la Guerre, en temps de paix et pendant la guerre de 1914-1918. Il a été au front, a été rapporteur pour différentes questions concernant l'ensemble du corps des officiers et il rappelle que sa génération, qui est celle des généraux de l'époque hitlérienne, a été élevée dans une conception de l'honneur qui répudiait l'obéissance servile, dont se réclament actuellement ces mêmes généraux pour se disculper. Autrefois, assure Duesterberg, quand un officier au caractère bien trempé recevait un ordre qu'il estimait injuste, c'était *der höhere Befehl*, « le plus haut commandement » qui l'emportait, c'est-à-dire la loi de la conscience et le sentiment de sa propre responsabilité. Ce sont ces principes d'honneur, raconte Duesterberg, que le vieux capitaine manchot von Dewitz, dit Krebs (bras perdu le 18 août 1870 près de Saint-Privat), lui inculquait à l'école des Cadets de Potsdam. Puis Duesterberg cite, comme Kemmerich, divers exemples puisés dans la tradition militaire de la Prusse ; ces exemples sont autrement mieux choisis que ceux du colonel Kemmerich ; il y a celui de Ludwig Yorck von Wartenburg (1) qui se signala dans l'armée par son esprit d'indépendance, celui de Ludwig von der Marwitz qui se refusa à exécuter un ordre injuste donné par Frédéric II ; incarcéré pour ce fait à la citadelle de Spandau, il choisit pour son tombeau cette fière épitaphe :

> J'ai vu l'époque glorieuse de Frédéric
> Et combattu avec lui
> Dans toutes ses guerres.
> J'ai choisi la disgrâce,
> Là où l'obéissance aurait apporté le déshonneur (2) ;

celui du général von Borstell qui se refusa, en 1814, à Liège, à faire fusiller pour mutinerie un homme sur dix de la garde saxonne, disant : « Je suis soldat et non bourreau. » Puis Duesterberg cite des exemples

(1) L'ancêtre de Peter Yorck von Wartenburg, exécuté, le 7 août 1944, pour sa participation au complot du 20 juillet.

(2) Theodor Heuss, le président de la *Bundesrepublik*, qui est aussi un érudit, mentionne aussi ce fait dans un discours anniversaire, prononcé le 19 juillet 1954 à l'Université libre de Berlin, en l'honneur des victimes du 20 juillet, et il ajoute que l'on peut encore lire actuellement cette inscription tombale dans le vieux cimetière de Friedersdorf, petit village du Brandebourg. Cf. *Bekenntnis und Verpflichtung. Reden und Aufsätze zur Zehnjährigen Wiederkehr des 20. Juli 1944*, Stuttgart, Fr. Vorwerk, 1955, in-8°, p. 15.

tirés de ses propres souvenirs, remontant à l'époque wilhelminienne, celui de son premier commandant de régiment, un certain colonel von Gownier, devenu par la suite général : il se refusa à renvoyer un de ses officiers, préférant donner sa démission et sacrifier par là une brillante carrière ; celui du colonel von Gizyki : dans une situation analogue, il agit de la même manière. Par la suite, dans la *Wehrmacht*, il y eut bien peu, dit-il, d'officiers supérieurs qui surent résister à des ordres injustes, parfois iniques ; par exemple à l'ordre infâme émanant de Hitler et de Himmler, selon lequel les femmes et les filles de soldats n'avaient pas le droit de se refuser aux S. S. qui les désiraient. Duesterberg dit ne connaître, pour sa part, qu'un seul commandant de division, le Generalleutnant Groppe, porteur d'une des plus hautes distinctions, l'ordre « Pour le mérite », qui se refusa avec indignation à laisser exécuter un pareil ordre. Groppe fut contraint à donner sa démission ; par la suite, on lui chercha querelle, il fut condamné à mort et échappa de justesse à l'exécution. La plupart des chefs militaires pensaient comme Groppe, mais, par peur, préféraient plier, en disant : « Un ordre est un ordre. » De grands chefs militaires comme von Rundstedt, von Bock, Guderian se laissèrent chasser de l'armée, dit Duesterberg, et, quand « le plus grand chef militaire de tous les temps » — comme Hitler se faisait appeler — les sifflait, ils accouraient, prêts à obéir, faisant preuve d'un manque absolu de dignité. Ils prétendent aujourd'hui qu'ils agissaient ainsi par amour de l'Allemagne pour limiter les dégâts ; non, répond Duesterberg, c'est leur intérêt personnel seul qui les guidait. Les généraux du Troisième Reich ont été lâches, dit Duesterberg, et ils le demeurent, car, loin de reconnaître honnêtement leur lourde culpabilité, ils plaident non coupable, ils gémissent : « Je ne pouvais faire autrement, j'ai dû exécuter des ordres que je réprouvais sans quoi j'aurais été exécuté et ma famille aurait été exterminée. » Mais, dit Duesterberg, ces généraux, qui avaient de la pitié pour eux-mêmes et leurs familles, en avaient-ils pour leurs malheureux soldats qu'ils envoyaient inutilement à la mort? Pendant douze ans, ils ont toléré une longue suite de crimes, qu'ils n'ont pu ignorer, assure Duesterberg. Oui, disent pour leur excuse ces généraux du Troisième Reich, autrefois, un refus d'obéissance n'avait pas les conséquences tragiques qu'il eut par la suite : tout se limitait à une carrière brisée, on était quelquefois puni, mais tout se faisait régulièrement selon les lois ; sous Hitler, il en était tout autrement : il y allait de la vie et de bien plus parfois, on était forcé au suicide par un autre général (1) ou exécuté par les *S. S.* ; la femme, les enfants, toute la famille était en danger ; pouvait-on résister en pareil cas? Cela

(1) Ainsi, par exemple, dans le cas du général Rommel, contraint au suicide par Hitler par l'entremise des généraux Burgdorff et Maisel. Après la guerre, ces généraux n'ont pas été punis : Burgdorff a disparu et Maisel, traduit devant un tribunal allemand de dénazification en 1949, n'a été condamné qu'à deux ans de travaux forcés. Cf. Wheeler-Bennett, *The Nemesis of power*, p. 688.

est vrai, je vous le concède, répond Duesterberg, mais pourquoi, par une étrange aberration, avoir aidé Hitler à prendre le pouvoir? Pourquoi, par la suite, ne pas avoir mis fin aux agissements criminels du chef de l'État, dès l'incendie du Reichstag ou tout au moins dès 1934 (1), quand des innocents, leurs propres camarades, le général von Schleicher et sa femme, von Bredow (2) et d'autres furent abattus comme des chiens enragés? En ne se révoltant pas, les généraux se sont rendus complices de ces assassinats et de la longue série de forfaits qui allait suivre et que Duesterberg énumère : la *Reichskristallnacht* (3), la guerre, les pillages et atrocités dans les pays conquis. Les morts, s'écrie Duesterberg, les mutilés, les réfugiés, les sans-abris de la deuxième guerre mondiale accusent les généraux du IIIe Reich. Il y a des forfaits auxquels les généraux ont directement assisté, ils en ont connu tous les détails, leur responsabilité est d'autant plus grande ; ainsi pour l'affaire von Fritsch : quand le commandant en chef de la *Wehrmacht* fut bassement calomnié et évincé, les généraux ne protestèrent pas, ils ne défendirent pas leur chef. Ils ont une responsabilité plus lourde encore dans le crime contre la paix, quand ils ne se montrèrent pas solidaires du général Beck dans ses efforts pour sauvegarder la paix lors de la crise tchécoslovaque, durant l'automne 1938 ; lorsque celui-ci donna sa démission de chef de l'état-major général, ils ne firent pas une démonstration en sa faveur, ils ne formèrent pas un front unanime de généraux contre la guerre, comme Beck l'eût souhaité.

Ensuite, les généraux, à la honte éternelle de l'armée allemande, n'ont-ils pas, dit Duesterberg, fait une place dans cette armée aux *Waffen-S. S.* ; « n'ont-ils pas laissé le champ libre à ses bandits en uniformes ; ne les ont-ils pas laissé impunément voler, piller, assassiner »? Prétendre qu'ils ignoraient tout est trop commode. Mais il y a pire, il y a non seulement les crimes qu'ils ont laissé faire par lâcheté, « montrant une insensibilité impardonnable pour les souffrances de millions d'hommes torturés, massacrés », mais il y a les crimes dont ils ont été les principaux acteurs : ainsi, lorsque ces généraux hitlériens que l'on cherche à réahabiliter, voire à glorifier, abandonnèrent leurs pairs, leurs camarades, les conjurés militaires du 20 juillet ; lorsque certains d'entre eux comme le général Fromm (4) se désolidarisèrent des conjurés seulement quand ils apprirent que le complot venait d'échouer et prirent l'initiative de

(1) Lors de l'affaire Rœhm et de la purge du 30 juin 1934.

(2) Le Generalmajor Kurt von Bredow.

(3) Appelé ainsi en raison du bris des vitres des demeures et boutiques juives. Il s'agit du pogrome qui fit suite au meurtre, à Paris, le 7 novembre 1938, du conseiller d'ambassade Freiherr vom Rath par un jeune juif polono-allemand, Herschel Grynszpan.

(4) Le général Friedrich Fromm (1888-1945) n'obtint pas le prix de sa servilité : arrêté par Himmler le 21 juillet, il fut traduit devant le *Volksgerichtshof* en février 1945 et condamné à mort pour non-dénonciation en temps voulu de la conspiration, sa complicité n'ayant pu être prouvée ; il fut exécuté le 19 mars 1945 dans la prison de Brandebourg.

les arrêter, afin de sauver leur propre vie, et qu'ils témoignèrent d'une fidélité servile à Hitler ; pour comble d'infamie, des généraux qui se disent avoir été des ennemis du régime nazi, tels que Guderian, von Rundstedt, Specht, siégèrent, après le 20 juillet, au tribunal d'honneur de la *Wehrmacht* et prononcèrent l'exclusion de l'armée de leurs malheureux camarades : ils bafouèrent les morts et livrèrent les vivants aux bourreaux hitlériens. C'est ainsi, dit Duesterberg, que de grands soldats, des chefs militaires clairvoyants et généreux comme Beck, von Witzleben, Olbricht (1), Hoepner (2), von Stülpnagel (3), von Treskov (4), Stauffenberg, furent abandonnés et trahis par les leurs, et il ajoute douloureusement : ainsi que mes chers et vieux camarades du *Stahlhelm*, Wagner (5), Schrader (6) et le comte Blumenthal (7).

Duesterberg compare ces généraux du III^e^ Reich, pourvoyeurs du bourreau, aux juges militaires qui eurent à se prononcer sur le cas du jeune Kronprinz Frédéric de Prusse ; malgré l'ordre du roi Frédéric-Guillaume I^er^, ils se refusèrent à prononcer la peine de mort, ils résistèrent aux menaces ; pour eux, juges militaires, « le plus haut commandement », celui de l'honneur militaire, celui de la conscience, comptait plus encore que l'ordre du roi. Duesterberg conclut que toute accusation collective contre l'armée allemande, contre l'ensemble du corps des officiers allemands est injuste et stupide, qu'un certain nombre d'officiers se conduisirent de manière honorable ; il assure que sa critique vise uniquement le commandement supérieur, les généraux serviles comme Keitel, Jodel, Reinicke, von Bock, von Manstein, von Kleist, von Küchler, von Kluge, Schörner, Dönitz, Guderian, von Rundstedt, von Brauchitsch, Model, Milch et Raeder ; tous ceux qui savaient la guerre perdue et ne firent rien pour l'arrêter, qui firent massacrer des millions d'hommes, Duesterberg les méprise et les condamne. Le vieux soldat dit qu'il a bien le droit de se montrer sévère : n'a-t-il pas lui-même

(1) Le général d'infanterie Friedrich Olbricht, chef d'état-major de l'armée de réserve, désigné pour être ministre de la Guerre dans le Gouvernement provisoire, fusillé dans la cour de la *Bendlerstrasse* dans la nuit du 20 juillet 1944.

(2) Le général Erich Hoepner, pendu le 8 août 1944.

(3) Le général d'infanterie Karl Heinrich von Stülpnagel, gouverneur militaire de la France (1942-1944) ; suicide manqué le 21 juillet 1944 ; pendu le 30 août 1944. Cf. von Schramm, *Der 20 Juli in Paris*, précédemment cité.

(4) General-major Henning von Treskow, chef d'état-major du maréchal von Kluge, se suicida le 21 juillet 1944. Il avait vainement cherché à gagner à sa cause les maréchaux von Kluge et von Manstein ; il fut signalé aux autorités comme hostile au national-socialisme par le maréchal von Manstein, ce qui équivalait à une condamnation à mort. Cf. Fabian von Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler*, Zürich, Europa-Verl., 1946, p. 113, 124-125, et H. B. Gisevius, *Bis zum bittern Ende*, Zürich, 1946, p. 263.

(5) Le général d'artillerie Eduard Wagner, premier quartier-maître général de l'*O. K. H.*, se suicida le 26 juillet 1944.

(6) Le lieutenant-colonel Werner Schrader, officier de liaison de l'*O. K. H.* auprès de l'*Abwehr*, se suicida le 28 juillet 1944.

(7) Le commandant-comte Hans Jürgen von Blumenthal, officier de liaison pour le *Wehrkreis* 11, exécuté le 13 octobre 1944.

combattu et souffert? Il n'a pas été de ceux qui ont accepté et il rappelle brièvement ses états de service dans la résistance antihitlérienne (1). Il a refusé plusieurs postes éminents, celui d'un ministère dans le cabinet d'Hitler, car, dit-il, il connaissait de la bouche même de Hitler ses projets belliqueux, puis, au printemps 1933, celui de *Gauleiter* d'un *Gau* de frontière ; il repoussa aussi l'offre d'un voyage d'un an autour du monde. Lorsque le *Stahlhelm*, avec son président, Seldte, se rangea au côté de Hitler, Duesterberg y créa une opposition importante ; il fut écarté violemment du *Stahlhelm* (2) ; en butte aux persécutions de Goebbels et Darré, le 1er juillet 1934, condamné à mort par un tribunal d'exception siégeant à Munich, il ne dut son salut qu'à une intervention personnelle du président Hindenburg, mais passa cependant plusieurs mois au camp de concentration de « Columbia » à Berlin ; après son élargissement, il refusa l'offre d'une situation en Grande-Bretagne, qui lui avait été faite par des hommes politiques britanniques ; il ne voulait pas quitter sa patrie et désirait continuer à la servir ; il entra dans l'opposition clandestine, dans le front d'unité nationale contre le nazisme ; suspecté par la Gestapo, il fut interrogé quatre fois par elle ; après le 20 juillet, il fut l'objet de poursuites sous le chef d'accusation de « défaitisme » ; il fut sauvé de justesse par l'effondrement du IIIe Reich.

Ce mémoire témoigne de convictions sincères, d'une émotion généreuse ; la lecture en est attachante ; l'indignation du vieux soldat contre les responsables des malheurs de sa patrie, de la honte de l'armée, qui lui est chère envers et contre tout, n'est pas feinte.

En conclusion, il nous semble que la parole de vérité et de bon sens a été dite par Duesterberg ; en dépit de son émotion, son jugement demeure mesuré ; par la leçon de l'expérience, par l'intuition de son cœur généreux, il a trouvé la vérité et son jugement est juste et modéré ; pas de culpabilité collective : il se montre indulgent pour les petits, les obscurs de l'armée, pour les égarés et les jeunes, mais il stigmatise le haut commandement allemand, qui, dans sa grande majorité, par ambition et par lâcheté, a suivi aveuglément Hitler dans ses crimes ; grande majorité, mais non pas unanimité, car il y eut dans le haut commandement même une opposition, des soldats tels Beck, von Witzleben, Stauffenberg, von Treskow et d'autres qui pensaient « qu'un homme n'a de valeur morale que s'il est prêt à donner sa vie pour ses convictions (3) ». C'est à ces chefs d'armée courageux et conscients de leurs responsabilités que Duesterberg donne raison, et nous pensons que l'his-

(1) Pour la conduite de Duesterberg pendant le IIIe Reich, se reporter aussi à son ouvrage paru en 1949, *Der Stahlhelm und Hitler*, précédemment cité, notamment à la préface de W. Müller.

(2) Le premier président Seldte, entré comme ministre du Travail dans le gouvernement de Hitler, devait, d'ailleurs, bientôt prononcer lui-même la dissolution du *Stahlhelm*, fondu dans les *S. A.*

(3) « Der sittliche Wert eines Menschen beginnt erst dort, wo er bereit ist, für seine Uberzeugung sein Leben hinzugeben », paroles prononcées par von Treskow,

toire ratifiera ce jugement. Pour le moment, l'opinion de Duesterberg sur la *Wehrmacht* et, plus particulièrement, sur ses chefs est celle d'une minorité, on pourrait presque dire d'une exception. Les Allemands ont préféré l'apologie, la glorification ; toute critique contre l'armée et les généraux leur est apparue comme un crime de lèse-nation allemande. Sans doute, quand le temps aura fait son œuvre, quand les passions seront éteintes, les Allemands s'écarteront-ils moins des préceptes d'un de leurs maîtres en sciences historiques, Hans Rothfels (1) : « Il faut absolument éviter, quand on traite de questions allemandes, aussi bien une tendance au dénigrement de soi-même qu'une tendance à l'apologie (2). »

Marcelle ADLER-BRESSE.
Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine.

lors de ses adieux à Schlabrendorff. Cf. SCHLABRENDORFF, *Offiziere gegen Hitler*, précédemment cité p. 157.

(1) Hans ROTHFELS, qui est l'auteur d'un ouvrage sur l'opposition contre Hitler, *The German opposition to Hitler. An appraisal*, Hinsdale, Ill. H. Regnery, 1948, trad. allemande ; Krefeld SCHERPE, 1949, est le directeur d'une des principales revues d'histoire contemporaine, la *Vierteljahrshefte fur Zeitgeschichte*.

(2) Citation mentionnée dans la préface de l'édition allemande de la *Nemesis of power* par l'éditeur, Axel Freiherr von dem Bussche-Streithorst.

RÉFLEXIONS SUR LE 20 JUILLET 1944

Il est peu d'événements de la seconde guerre mondiale qui aient provoqué une floraison de publications comparable à ce qu'il est convenu d'appeler « la littérature du 20 juillet » (et, plus généralement, de la résistance allemande antinazie) : une bibliographie établie en 1953 par Günther Weisenborn (1) ne groupe pas moins de 350 titres, auxquels viennent maintenant s'ajouter les ouvrages publiés à l'occasion du dixième anniversaire de l'événement.

A vrai dire, l'épisode a profondément marqué la mentalité allemande : le geste du colonel Stauffenberg a provoqué des remous qui sont encore perceptibles à travers certaines péripéties récentes de la vie politique allemande.

Les jugements portés sur le complot sont extrêmement divers ; ils vont de la position du panégyriste — pour lequel la réussite de l'affaire aurait permis la solution rapide de tous les problèmes qui se posent aujourd'hui en Europe — à la condamnation sans appel, prononcée par ceux qui considèrent le 20 juillet comme une réédition du « coup de poignard dans le dos » et n'hésitent pas à expliquer de la sorte la défaite finale de l'Allemagne. Il est évident que ces deux catégories d'auteurs ont intérêt, pour des motifs absolument opposés, à grossir l'importance réelle de la résistance active contre le nazisme, et que les arguments invoqués par les uns sont immédiatement exploités en sens contraire par les autres.

L'historien, gêné par cette multiplicité de témoignages et de commentaires partisans, peut difficilement retrouver dans les sources originales le fil conducteur qui lui manque. En abordant l'étude de l'action antihitlérienne, on est, en effet, frappé par le petit nombre de documents de l'époque vraiment utilisables. Pour des raisons fort claires, un mouvement de résistance pouvait difficilement conserver des traces écrites de son activité ; par ailleurs, les dirigeants nazis ont presque toujours soutenu la version de l'inexistence de cette résistance et pris les dispositions nécessaires pour que les archives relatives à la question ne voient pas le

(1) *Der lautlose Aufstand*, Hambourg, Rohwolt Verlag. Weisenborn réclamait dans cet ouvrage la création d'un *Institut de Recherche historique sur les mouvements de résistance de 1933 à 1945*.

jour ; les destructions de la guerre et la présence de quatre puissances occupantes ont fait le reste.

Quelques documents sont cependant disponibles ; parmi eux, il convient de citer, à côté de textes assez connus, tels que « l'ultimatum » de Rommel et les proclamations préparées par les conjurés du 20 juillet (1), la sténographie du procès à huis clos du maréchal Von Witzleben et de ses sept coaccusés (2), ainsi que le long discours prononcé par Himmler devant les hauts dignitaires nazis le 3 août 1944 à Posen (3) ; le chercheur devra, en outre, prendre connaissance des débats du procès intenté après la capitulation au général Remer (4) ; ce questions ont été naturellement évoquées à plusieurs reprises lors des procès des criminels de guerre.

* * *

Il est difficile de parler d'un « mouvement de résistance » allemand antinazi pendant la guerre, dans les territoires contrôlés par la *Wehrmacht ;* il y eut, par contre, dans les diverses couches de la population allemande plusieurs groupes d'opposants qui se livrèrent à des actes de résistance dont le « complot » du 20 juillet constitue moins le point culminant qu'un épisode désespéré, à l'actif d'une fraction seulement des opposants. Les « résistants » allemands ne réussirent ni à définir une idéologie capable d'affronter et de supplanter l'hitlérisme, ni à constituer une organisation osant lutter contre l'appareil du parti nazi, ni à formuler des buts de guerre (ou de paix) susceptibles de modifier le déroulement des hostilités.

Cette opposition était le fait de milieux fort divers : survivants des cadres politiques et des syndicats éliminés après la prise du pouvoir par Hitler, intellectuels et représentants des professions libérales, pacifistes idéalistes, chrétiens hostiles aux mesures raciales et aux conceptions de l'État totalitaire, militaires éliminés de leur poste par le *Führer* pour « incapacité » ou « refus d'obéissance », etc... Ces milieux avaient un seul point véritablement commun, la même haine à l'égard de Hitler, responsable selon les uns d'avoir déclanché la guerre, coupable aux yeux des autres de l'avoir mal conduite.

Divers par leurs origines, les opposants étaient divisés sur le chapitre des méthodes. D'un côté, les partisans de la révolution « par la base »,

(1) On trouvera de nombreux textes dans l'ouvrage ***20. Juli 1944*** (2e éd., juillet 1954, Köllen-Verlag, Bonn), qui contient, en outre, une intéressante documentation photographique sur les « conjurés ». Voir également les annexes de l'ouvrage de Weisenborn (déjà cité).

(2) Publiée par E. Budde et P. Lütsches sous le titre : *Der 20. Juli* (éd. H. Raven, Dusseldorf, 1952).

(3) *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, numéro d'octobre 1953, p. 363 (Deutsche Verlags-Anstalt Stuttgart).

(4) On sait que Remer a étouffé dans l'œuf la conjuration à Berlin dans la soirée du 20 juillet.

utilisant essentiellement des méthodes d'agitation et de propagande, essayaient de gagner à leurs vues les masses populaires ; le caractère nécessairement voyant de cette forme d'activité devait l'exposer aux coups de la répression (1). D'un autre côté, les tenants de la « révolution par le sommet » ou du « putsch » : placés en des secteurs vitaux de l'Allemagne en guerre, ils espéraient s'emparer par un coup de force des rouages de l'État.

Il n'y eut pas, et ce fut la faiblesse essentielle de cette résistance, de liaison véritable entre agitateurs et partisans du putsch. Des sociaux-démocrates, par exemple, auraient pu constituer un tel lien : l'arrestation au début de 1944 du socialiste Leber, proche du groupe Olbricht-Beck-Gœrdeler, semble avoir coupé l'un des rares canaux par lesquels les conjurés auraient pu toucher certains éléments de la classe ouvrière. On ne constate d'ailleurs chez les hommes du 20 juillet aucune velléité dans ce sens, ni même aucun effort en direction des hommes de troupe. Imbus de l'esprit de caste, ils pensaient pouvoir agir par voie d'autorité et spéculaient sur le mécontentement latent des masses allemandes contre l'hitlérisme.

La résistance allemande a gravement souffert de l'absence d'une organisation permettant le contact entre ses éléments épars. La puissance de l'appareil policier nazi ne laissait sans doute pas d'autre possibilité que des « contacts de sommet » entre quelques-uns des groupes d'opposants. On cite parfois, à ce sujet, l'existence du « cercle de Kreisau » animé par un protestant, le comte Helmut Von Moltke ; en fait, ce cercle n'a jamais dépassé le niveau d'un groupe d'études dont les membres ont tenté de dessiner les traits du futur régime de l'Allemagne.

L'unité de vue ne régnait pas au sein du groupe des « conjurés » : les uns pensaient pouvoir amener Hitler à écouter les avis autorisés de l'État-Major, d'autres espéraient le contraindre à abandonner la direction des opérations militaires ; d'autres encore envisageaient la réédition de l'opération Badoglio et comptaient s'emparer du *Führer* au cours d'une tournée de ce dernier sur le front ; un petit groupe (Stauffenberg-Tresckow), estimant que la liquidation physique de Hitler était le seul procédé susceptible de briser l'envoûtement du peuple allemand, préparait depuis quelques années l'attentat (2).

Il semble bien que certains des acteurs du 20 juillet étaient hostiles à un acte de ce genre, qui risquait de parer Hitler de l'auréole du martyre ; plusieurs d'entre eux, tel le général von Hase, commandant la *Wehrmacht* à Berlin — il fut chargé par la conjuration de maintenir l'ordre dans la capitale allemande aussitôt après l'attentat et d'assurer

(1) Au cours de l'année 1941, la Gestapo a procédé à plus de 11.000 arrestations d'opposants de gauche (sans compter les arrestations préventives effectuées au moment de l'ouverture des hostilités contre l'U. R. S. S.).

(2) On compte à l'actif de ce groupe plusieurs entreprises manquées contre le *Führer*.

la sécurité du « gouvernement » Beck-Gœrdeler-Witzleben — apprirent l'existence du projet quelques jours seulement avant sa mise à exécution. L'initiative du colonel Stauffenberg semble donc avoir brusqué les événements, en forçant la main d'un certain nombre de « conjurés ».

Ici se pose une question capitale qui, à notre connaissance, n'a pas trouvé encore une réponse satisfaisante : les conjurés ne pouvaient ignorer, dans la seconde quinzaine de juillet 1944, qu'en raison de l'aggravation constante de la situation militaire sur tous les fronts, la perspective d'une paix de compromis était illusoire ; ils savaient qu'à la conférence de Casablanca les Alliés avaient décidé d'exiger de l'Allemagne une capitulation sans conditions ; dès lors, le coup d'État n'avait plus de signification politique ni de portée pratique. Deux hypothèses paraissent devoir être retenues pour expliquer l'attentat : coup de dés sans espoir d'un joueur aux abois, ou intention de prendre date en montrant au monde qu'il existait par delà le nazisme une résistance allemande, une autre Allemagne ; Stauffenberg a emporté son secret dans la mort (1).

Dans un ordre d'idées assez voisin, on ne peut manquer d'être frappé par les maladresses et l'indécision des conjurés : la bombe de Stauffenberg, explosant dans un baraquement léger, ne pouvait avoir les effets destructeurs qu'elle aurait dû normalement produire si l'attentat avait eu lieu, comme prévu initialement, dans un abri bétonné ; les récits montrent les conjurés, une fois le premier geste accompli, beaucoup plus soucieux de se partager les rôles que de se rendre maîtres d'un poste émetteur de radiodiffusion. Même apathie lorsque se présentèrent les éléments chargés de rétablir « l'ordre nazi ».

De nombreux auteurs soutiennent, sans la discuter vraiment, la version des tendances pro-occidentales des membres du complot, sous la forme d'un schéma très simple : la prise du pouvoir par les conjurés aurait été suivie d'un arrêt des hostilités à l'Ouest, permettant à la *Wehrmacht* de concentrer toutes ses forces contre l'ennemi de l'Est. Cette version nous paraît forgée après coup, afin d'impressionner dans un sens favorable certains secteurs de l'opinion occidentale, et la réalité semble plus complexe : il ressort, en effet, des débats du procès du maréchal von Witzleben et de ses coaccusés que les conjurés envisageaient de prendre contact avec l'Est aussi bien qu'avec l'Ouest ; le comte von Schulenburg avait reçu pour mission d'entrer en relations avec le *Comité national de l'Allemagne libre* en U. R. S. S.

(On a déjà eu l'occasion, dans les colonnes de cette revue (2), de formuler une remarque au sujet des sympathies à l'égard de l'Ouest attribuées par ses biographes à l'amiral Canaris, chef des services secrets de

(1) Le tribunal du peuple qui jugea les conjurés s'est uniquement attaché à examiner la matérialité des faits reprochés aux accusés sans aborder le domaine des motifs circonstanciés de leurs actes.

(2) *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1952, p. 86 : « L'amiral Canaris et l'Abwehr. »

l'Armée ou *Abwehr*, qui, sans avoir pris part à la conjuration, est cependant considéré comme un « résistant » antinazi : c'est en utilisant la « légende » de l'officier supérieur allemand antinazi, désireux de trouver le contact avec les Anglais, que l'*Abwehr* en France réussit à noyauter et à détruire plusieurs réseaux de résistance.)

En tout état de cause, on ne trouve nulle part de liaisons de la résistance avec l'étranger dans les semaines qui ont précédé l'attentat. Les arrestations effectuées par la Gestapo de 1942 à 1944 avaient d'ailleurs pratiquement désarticulé les quelques liens existant entre l'Allemagne et l'extérieur : avec les Russes, par le canal des groupes de la *Rote Kapelle* (éliminés en 1942), avec le protestantisme anglais et les milieux du Vatican par l'intermédiaire du pasteur Bonhœffer et de Josef Muller (arrêtés en 1943). Les liaisons de l'*Abwehr* avec l'extérieur n'auraient pu être d'ailleurs d'aucune utilité, car, depuis février 1944, les Services secrets de l'Armée se trouvaient subordonnés aux Services de Sécurité du Reich (*Reichssicherheitshauptamt*), organe du parti.

Les conjurés avaient tenté d'attirer dans leurs rangs des nazis : la présence parmi eux du comte von Helldorf, *Polizeipräsident* à Berlin, vieux militant ennemi des « bonzes » du parti, a été particulièrement pénible pour les dirigeants nazis. Les conjurés ont même visé plus haut : Himmler a reconnu, dans son allocution du 3 août 1944 devant les *Gauleiters* (1), qu'il avait été pressenti par l'ancien ministre des Finances de Prusse Johannes Popitz ; celui-ci avait fait exposer à Himmler un plan prévoyant l'affectation de Hitler à un poste purement honorifique et la signature de la paix avec l'Angleterre. Himmler assura aux *Gauleiters* qu'il avait immédiatement rendu compte de ces propositions au *Führer* qui lui conseilla de maintenir le contact afin de laisser Popitz et ses complices se découvrir. Cette affaire n'eut aucune suite sur le plan répressif avant le 20 juillet.

L'attentat ne pouvait donc constituer une surprise totale pour les dirigeants nazis. Ceux-ci, le premier moment d'émoi passé, reprirent rapidement le contrôle de la situation ; ils tentèrent de profiter de l'événement pour régler définitivement le conflit entre l'armée et le parti à l'avantage de ce dernier. Certes, selon la version officielle, l'attentat était le fait d'une « toute petite clique de militaires ambitieux, sans conscience, imbéciles et criminels » ; devant les *Gauleiters*, Himmler a soutenu une toute autre thèse : le corps des officiers était, selon lui, depuis de nombreuses années, la proie du défaitisme, exception faite peut-être d'un tiers ou d'un quart de ses membres ; l'armée ne pouvait dans ces conditions être l'instrument de la victoire. Aussi les dirigeants nazis ont-ils vu avec une joie sadique des éléments de l'armée écraser eux-mêmes la rébellion sans intervention directe des unités *SS*. Cette armée gangrenée, il convenait maintenant de la reprendre en main, de la trans-

(1) *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, octobre 1953, p. 375.

former en une armée populaire, en une force animée de l'esprit nazi : tel est le sens de la désignation de Himmler, immédiatement après l'attentat, à la tête de toutes les troupes non engagées sur les fronts (*Ersatzheer*). Il semble bien que l'un des enjeux du 20 juillet ait résidé dans ce dilemme : mettre un terme à la rivalité entre deux armées, soit en intégrant l'ensemble des unités de *Waffen SS* dans la *Wehrmacht* (cf. l'ordre du jour préparé par le maréchal von Witzleben), soit en imposant à l'armée tout entière la discipline du parti.

* * *

La France, et plus spécialement Paris, ont été le théâtre d'un « 20 juillet » en miniature dont les péripéties curieuses méritent d'être sommairement rapportées (1).

Les opposants à la politique hitlérienne étaient assez nombreux dans le haut personnel allemand à l'Ouest, mais rares étaient les véritables « conjurés », groupés autour du commandant militaire en France, Karl Heinrich von Stülpnagel, lui-même hostile à l'idée d'un attentat. De son côté, le maréchal von Kluge, nommé commandant en chef à l'Ouest le 3 juillet, était en liaison avec l'opposition, notamment avec von Tresckow ; en fait, von Kluge est un militaire sans idées politiques : chargé par Hitler de réparer les « fautes tactiques » commises sur le front de l'Ouest, il était arrivé précédé d'une réputation de « paladin du Führer ». Ses hésitations, puis son choix, vont peser lourdement sur l'évolution des événements.

La nouvelle de l'attentat parvient par téléphone à Paris dès les premières heures de l'après-midi du 20 ; elle était attendue depuis quelques jours par les conjurés. Le Quartier Général de Saint-Germain, informé immédiatement, cherche à joindre von Kluge à son *P. C.* de La Roche-Guyon, mais le maréchal effectue à ce moment une tournée sur le front.

Entre temps, l'alerte a été donnée au Majestic, siège du commandement militaire en France et centre de la « résistance antinazie ». Peu avant dix-huit heures, von Stülpnagel, adoptant à l'usage de ses subordonnés la version d'un « putsch de la Gestapo à Berlin », applique le plan préparé par les conjurés et donne l'ordre d'emprisonner le service de sécurité (*S. D.*) et les *S. S.* Puis il part pour La Roche-Guyon, où von Kluge le prie de se rendre d'urgence en compagnie de son chef d'état-major, le colonel von Hofacker.

Von Kluge a appris par la radio la version officielle de l'attentat ; Beck, par contre, lui affirme de Berlin que Hitler est mort et que le

(1) Wilhelm von Schramm, *Der 20. Juli in Paris* (Kindler und Schiermayer Verlag, Bad Wörishofen, 1953). Von Schramm a exploité dans cet ouvrage le journal de guerre du Haut Commandement allemand à l'Ouest.

mouvement est en plein essor ; il le prie de se joindre à lui. Entre dix-neuf heures et vingt heures, von Kluge reçoit l'ordre du jour du général von Witzleben, désigné par la conjuration pour assumer le commandement suprême de la *Wehrmacht ;* cet ordre du jour est suivi peu après par un message de Keitel affirmant que Hitler est en vie. Von Kluge cherche à voir clair au milieu de ces messages contradictoires ; la vérité lui est confirmée par le Haut Commandement de l'Armée. Dès lors, la décision de von Kluge est prise : il restera fidèle à Hitler.

C'est dans ces conditions que s'engage l'entrevue de La Roche-Guyon entre von Kluge et les conjurés parisiens. Le colonel von Hofacker, homme de liaison entre le groupe Beck-Stauffenberg et le groupe Stülpnagel, expose à von Kluge les mobiles qui animent les conjurés et souligne l'élément décisif que constituerait, de la part du maréchal, une prise de position nette en faveur du mouvement. Von Kluge répond par un refus très net, puis — réaction assez surprenante — invite ses interlocuteurs à dîner.

Von Stülpnagel reprend le dialogue en tête à tête avec von Kluge. Il lui révèle les ordres qu'il a donnés à Paris de sa propre initiative. Colère de von Kluge, qui fait téléphoner à Paris un contre-ordre : trop tard, l'action contre le *S. D.* est en cours. Von Kluge intime alors à von Stülpnagel l'ordre de retourner immédiatement à Paris et de libérer les captifs ; von Stülpnagel devra se considérer ensuite comme relevé de son poste.

A Paris, les opérations se sont déroulées comme prévu : le *S. D.* et les *S. S.* n'avaient pris — ce qui n'est pas l'un des éléments les moins étonnants de cette « nuit des dupes » — aucune mesure particulière de sécurité. A 22 h. 30, l'action, dirigée par le général Boineburg-Lengsfeld, commandant le Grand-Paris, est terminée, pratiquement sans coup férir : 1.200 hommes prennent le chemin de Fresnes et de Saint-Denis. Oberg est arrêté par le général Brehmer, adjoint de Boineburg ; il est conduit, ainsi que Knochen, à l'hôtel Continental.

Sur ces entrefaites, von Stülpnagel, rentrant de La Roche-Guyon, arrive à Paris. La situation y est étrangement paradoxale : les conjurés ont réussi leur opération alors que tout s'écroule autour d'eux. A Paris même, l'horizon s'assombrit du côté de la marine et de l'aviation, absolument étrangères à la conspiration.

Le commandant de l'aviation allemande à Paris, général Hanesse, est informé que des « maquisards » déguisés en Allemands ont donné l'assaut au *Q. G.* du *S. D.*, rue des Saussaies. Il alerte les unités à sa disposition et s'apprête à les envoyer au secours du *S. D.*

L'amiral Krancke, commandant la marine à Paris, a reçu à vingt-trois heures un télégramme prescrivant à la marine de ne pas obéir aux ordres émanant de l'armée, mais seulement à ceux du Reichsführer *S. S.* A 0 h. 45, Krancke met ses unités en état d'alerte et adresse un ultimatum au commandement militaire en France ; à une heure du matin, de graves

incidents paraissent inévitables entre les différents éléments des troupes d'occupation allemandes à Paris.

Von Stülpnagel se résigne la mort dans l'âme et donne l'ordre de libérer le *S. D.* et les *S. S.* ; Oberg est conduit à l'hôtel Raphaël (certains *S. S.* refusent de se laisser « libérer », craignant par expérience d'être abattus au cours d'une « tentative de fuite » !). L'hôtel Raphaël va être alors le théâtre d'un curieux spectacle : comme au dernier acte d'un scénario bien monté, les frères ennemis, armée et *S. D.*, vont se « réconcilier » autour de coupes de champagne.

Tous les acteurs de cette journée avaient intérêt, à des titres divers, à ce que les choses s'arrangent, le *S. D.* en premier lieu, car le fait qu'un complot ait pu s'organiser à Paris laissait planer des doutes sérieux sur l'efficacité de son action. Dans l'espoir de reconstituer en apparence un front uni des Allemands en France, les « compères » se mettent d'accord pour expliquer les événements de la soirée par la version inattendue d'une « manœuvre d'alerte » à laquelle auraient participé l'armée et les *S. S.* Un ordre du jour félicitant les troupes pour la parfaite réussite de cette « manœuvre » sera lu dès le lendemain aux unités !

Mais Berlin n'est pas dupe de cette version apaisante : à quatre heures du matin, von Stülpnagel est convoqué dans la capitale allemande. On connaît la suite : au cours de son voyage, l'ex-commandant militaire en France tente de se suicider au bord de la Meuse (la *Pariser Zeitung* du 24 présente le fait comme le résultat d'une attaque de terroristes).

Le *S. D.* va prendre en main la répression, sans beaucoup d'énergie, semble-t-il. De fait, en dehors de Stülpnagel, seuls Hofacker et cinq de ses complices sont arrêtés ; le commandant du Grand Paris, Boineburg-Lengsfeld, qui avait pris une part active à l'intervention contre les *S. S.*, est remplacé par von Choltitz et affecté dans la réserve. La raison essentielle de l'attitude peu agressive du *S. D.* paraît résider dans la situation créée par l'approche des troupes alliées : dès le 1er août, le *S. D.* prépare son départ de Paris.

Von Kluge ne sera pas récompensé de sa fidélité à Hitler au cours de la journée du 20 juillet ; considéré comme responsable des défaites en Normandie et relevé de ses fonctions, il se donnera la mort le 19 août.

L'épisode parisien du 20 juillet trouve sa conclusion le 30 août (exécution de von Stülpnagel et de deux de ses fidèles) et le 20 décembre (exécution de von Hofacker).

R. Collenot.

LA POLITIQUE ALLEMANDE DE L'U. R. S. S.

1941-1945

(D'APRÈS LES MÉMORIALISTES ANGLO-SAXONS)

(2e partie) (1)

Quand les Alliés se retrouvèrent à *Potsdam* (17 juillet-2 août 1945), bien des événements s'étaient écoulés. La mort de Roosevelt et la défaite politique de Churchill conféraient à Staline le privilège d'être l'interprète le plus autorisé des décisions antérieures des Trois Grands. L'Europe orientale et centrale, occupée par l'Armée Rouge, était devenue quasi inaccessible aux Anglo-Saxons : la politique du glacis s'ébauchait (2) ; dans l'Allemagne chaotique, les Russes s'étaient installés et avaient commencé à appliquer une politique dont on pouvait se demander si elle répondait à la lettre et surtout à l'esprit de Yalta. L'évident, c'est qu'elle créait une situation de fait dont certains éléments allaient s'avérer définitifs. Les discussions relatives à l'Allemagne portèrent sur les mêmes problèmes qu'à Yalta, puisqu'il s'agissait désormais de mettre en pratique les principes et les décisions de la conférence de Crimée.

Mais, pour le premier problème, celui de la frontière germano-polonaise, les Anglo-Saxons se trouvaient en face d'une situation que Byrnes (3) qualifie de « fait accompli ».

Dès le mois de mars, en effet, l'Union soviétique avait transféré au *Gouvernement Provisoire* de Varsovie l'autorité territoriale sur les territoires de l'Est allemand. Le fait, connu du Gouvernement américain par les nouvelles de presse, provoqua le 8 avril l'envoi d'une note à Moscou demandant des éclaircissements (4). Le Kremlin répondit le 17 qu'il s'agissait seulement de donner une administration locale aux Polonais restés dans ces territoires après l'exode des populations allemandes, mais que cela n'avait aucun rapport avec un règlement de frontière. On ne pouvait cependant s'empêcher de remarquer que les territoires

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 21, janvier 1956.

(2) Cf. dépêche Harriman du 6 avril : « Les trois directions parallèles de la politique de l'U. R. S. S. », Stettinius, p. 292. Voir aussi F. Fejtö, *Histoire des démocraties populaires*, Éd. du Seuil, p. 43-112.

(3) *Op. cit.*, p. 163.

(4) Sur cet échange de notes, voir *Oder Neisse Linie*, p. 31-34.

ainsi transférés (à l'exclusion du nord de la Prusse orientale) étaient limités à l'Est par la ligne *Oder-Neisse occidentale* que Staline avait en vain proposée à Yalta comme frontière occidentale de la Pologne. Le 8 mai — jour de la victoire — le département d'État envoyait une deuxième note ; il faisait remarquer qu'il y avait désaccord entre les explications de la réponse du 17 avril et les renseignements reçus de Pologne. D'après ceux-ci, le *Gouvernement Provisoire* de Varsovie — non encore reconnu par les Anglo-Américains — agissait dans les territoires de l'Est allemand comme s'il s'agissait de territoires polonais : implantation de l'appareil administratif et de la législation, colonisation massive par des Polonais venus d'autres régions. Tout cela, disait la note, se faisait avec la pleine connaissance et l'approbation des autorités soviétiques d'occupation. « Le gouvernement des U. S. A., concluait-elle, souligne que les territoires en question et tous les autres territoires ennemis occupés par les Soviétiques doivent, jusqu'au règlement final après larges et complets échanges de vues entre les Alliés, demeurer sous l'occupation militaire soviétique (1). » Dans sa réponse du 16 mai, le commissaire adjoint Vychinski reconnut l'existence d'une administration civile à Danzig seulement et ajouta que les accords de Yalta n'interdisaient pas l'activité de l'administration polonaise dans ces territoires, mais au contraire la prévoyait, puisqu'ils envisageaient une extension du territoire de la Pologne à l'Ouest et au Nord. Il soulignait enfin que, comme prévu, l'établissement définitif de la frontière occidentale de ce pays n'aurait lieu qu'au traité de paix. Le gouvernement soviétique reconnaissait ainsi que, juridiquement, le problème n'était pas réglé. Il signa sans difficulté l'acte du 5 juin qui divisait en quatre zones « l'Allemagne à l'intérieur de ses frontières telles qu'elles existaient le 31 décembre 1937 (2) ». Mais une disposition prévoyait : « Chacune des quatre puissances peut, à sa discrétion, inclure dans les forces d'occupation, sous le commandement de son commandant en chef, des contingents auxiliaires des forces de l'une quelconque des autres puissances alliées qui ont participé activement aux opérations militaires contre l'Allemagne. » Cela visait du côté oriental, en premier chef, la Pologne. Ainsi la présence de troupes polonaises dans la zone soviétique d'occupation — partie Est de l'Allemagne de 1937 — était autorisée. Il y avait plus. A Yalta, Staline s'était opposé formellement à la cession à la France d'une zone d'occupation (3), soulignant que cela créait un précédent et pourrait inciter d'autres États à réclamer des zones. A quoi Churchill, avocat de la participation française à l'occupation de l'Allemagne, avait répondu : « Si la Russie désire partager sa zone avec

(1) *Oder Neisse Linie*, p. 32.

(2) Voir *Évolution du statut politique de l'Allemagne occidentale, 1945-1948*, notes et études documentaires de la Présidence du Conseil, nº 1088.

(3) Stettinius, p. 101 et 125-128. « La France, a déclaré Staline, a ouvert les portes à l'ennemi. La Russie et la Grande-Bretagne n'auraient pas subi tant de pertes et de destructions si les Français avaient pris la résolution de se battre... », p. 126.

quelque autre puissance, nous ne nous y opposons pas (1). » Cette déclaration n'avait donné lieu à aucun accord précis, mais ne fut sans doute pas oubliée par les dirigeants du Kremlin. Les Russes interprétèrent... largement et ce fut le « fait accompli ».

A Potsdam, il ne s'agissait plus seulement d'une discussion théorique : tout le territoire allemand à l'Est de l'Oder et de la Neisse occidentale, y compris Danzig, se trouvait sous l'administration effective des Polonais et constituait en fait une cinquième zone d'occupation, dirent Truman et Churchill (2). Staline répondit « qu'il n'avait pas donné exactement à la Pologne une zone d'occupation, mais lui avait permis d'y assurer les nécessaires fonctions de gouvernement (3) ». La raison en était que les Allemands avaient fui devant les armées soviétiques et que, « par conséquent, il était nécessaire d'avoir un gouvernement de quelque sorte dans cette région. C'est pourquoi [les Soviets] avaient chargé la Pologne d'organiser son administration (4) ». Le Généralissime reconnut qu'aucune puissance n'avait le droit de créer de façon unilatérale une nouvelle zone d'occupation, mais, ajouta-t-il, « les Soviets se devaient de faire régner l'ordre sur les arrières de l'Armée Rouge (4) ». Il s'agissait donc, d'après Staline, d'une situation de fait créée par les nécessités militaires. Lorsque le Président Truman montra le lien entre problèmes territoriaux et problèmes des réparations, le Généralissime s'empressa de souligner « qu'aucune frontière n'avait été fixée lors de la conférence de Crimée et que l'on s'était borné à prévoir que la Pologne recevrait des territoires. La question de la frontière occidentale est ouverte, déclara Staline, et l'Union soviétique ne s'est pas engagée. Vous ne vous êtes pas engagés? répéta le Président. — Non, répondit Staline (5) ». Le problème des frontières orientales de l'Allemagne fut examiné le 22 juillet : Staline proposa ou bien d'accepter le tracé de la frontière réclamé par le gouvernement polonais (6) ou bien de convoquer à Berlin les membres de ce gouvernement pour exposer leur point de vue. Les Anglo-Saxons refusant la première solution, le président du *Gouvernement Provisoire*, Bierut, et le vice-président, Mikolajczyk exposèrent leur thèse le 24 juillet à une réunion des ministres des Affaires étrangères : la Pologne, dirent-ils, par la cession à l'U. R. S. S. des territoires au delà de la ligne Curzon sera plus petite qu'en 1939, il faut donc qu'elle s'étende au moins jusqu'à la frontière Oder-Neisse, ce qui lui assurerait les bases économiques indispensables tout en conservant son homogénéité ethnique. Le 29 juillet, la question vient en discussion en séance plénière — mais en l'absence de Staline qui était malade, ayant pris

(1) Stettinius, p. 125.
(2) Byrnes, p. 164.
(3) Leahy, *I Was there*, p. 474.
(4) Byrnes, p. 164.
(5) Byrnes, p. 165. — Churchill, t. VI, 2e vol., p. 313, fait dire à Staline : « Rien de défini n'a été arrêté à Yalta au sujet des frontières occidentales de la Pologne. »
(6) Il avait été reconnu par les U. S. A. et la Grande-Bretagne le 5 juillet.

froid (1) ; Byrnes proposa un accord soviéto-américain (2) transférant aux Polonais l'administration des territoires jusqu'à l'Oder et la Neisse orientale ; Molotov s'en tint à la Neisse de Lusace. Le 31 juillet enfin, Truman et Attlee se déclarèrent d'accord pour le transfert temporaire aux Polonais de l'administration des territoires à l'Est de la *ligne Oder-Neisse occidentale* et renvoyèrent à la Conférence de la Paix le tracé définitif de la frontière (3). Cet accord fut enregistré par le protocole de la conférence (4).

Byrnes souligne le caractère provisoire du règlement accepté à Potsdam (5) et la lettre des textes justifie son interprétation : le problème ne serait définitivement réglé qu'à la Conférence de la Paix. Mais ce point de vue, exposé en 1947 (6), était-il celui de juillet 1945? En l'absence de témoignages formels, la discussion reste ouverte. Du moins peut-on faire les remarques suivantes :

1) Le parallèle établi par le secrétaire d'État entre le tracé de la fron-

(1) Meissner, p. 64, et Byrnes, p. 173.

(2) Byrnes omet dans son livre de parler de cette initiative. On peut en conclure que la principale opposition venait des Anglais.

(3) Il fut également convenu que, dans ces territoires, les troupes soviétiques resteraient en nombre suffisant, pour assurer la sécurité des communications des armées soviétiques.

(4) *Protocole*, § IX B : « L'accord suivant a été conclu sur la frontière occidentale de la Pologne. Conformément à la conférence de Crimée, en ce qui concerne la Pologne, les chefs des trois gouvernements ont sollicité l'avis du Gouvernement Provisoire Polonais sur l'accroissement de territoire dont la Pologne doit bénéficier au Nord et à l'Ouest. Le président du Conseil National de Pologne et les membres du Gouvernement Provisoire Polonais ont été reçus à la conférence et ont présenté leur point de vue. Les chefs des trois gouvernements réaffirment l'avis que la délimitation finale de la frontière de Pologne doit être faite au moment du règlement de la paix.

« Les chefs des trois gouvernements sont d'accord sur le fait que, en attendant le tracé définitif, les anciens territoires allemands à l'est d'une ligne partant de la Baltique à l'ouest de Swinemünde descendant le long de l'Oder jusqu'au confluent de la Neisse occidentale, puis le long de celle-ci jusqu'à la frontière Tchécoslovaque et comprenant la partie de la Prusse orientale non placée sous l'administration de l'U. R. S. S. d'après l'accord de la conférence de Crimée, comprenant également le territoire de l'ancienne ville libre de Danzig, seront placés sous l'administration du gouvernement polonais et par suite ne seront pas considérés comme faisant partie de la zone d'occupation soviétique en Allemagne. »

(5) « Notre souci délibéré d'éviter toute promesse sur la question de la frontière polonaise ressort de notre promesse incluse dans le Protocole au sujet du transfert de la ville de Koenigsberg à l'Union soviétique. Nous y disions : Le Président des États-Unis et le Premier Ministre de Grande-Bretagne ont déclaré qu'ils soutiendraient la proposition de cette Conférence à la prochaine réunion chargée de l'organisation de la Paix.

« Afin d'ôter à la Pologne et à la Russie soviétique le moindre prétexte d'affirmer que cette politique avait été fixée ou qu'une promesse avait été faite de soutenir une politique particulière, le Protocole de Berlin déclarait : Les Chefs des trois Gouvernements réaffirment leur opinion que la délimitation définitive de la frontière occidentale de la Pologne devra attendre la conclusion des traités de paix.

« A la lumière de ces faits, il est difficile de croire à la bonne foi de quiconque affirmerait que les frontières occidentales de la Pologne avaient été fixées lors de la conférence ou qu'on avait pris l'engagement de le faire suivant un tracé particulier. » Byrnes, p. 166-167.

(6) L'avant-propos de *Speaking Frankly* porte la date du 1er juillet 1947.

tière polonaise et le sort de Koenigsberg est étonnant et va à l'encontre de son argumentation. En effet, on lit dans le *Protocole* : « La Conférence a accepté le principe de la proposition soviétique concernant le transfert [définitif] (1) à l'U. R. S. S. de la ville de Koenigsberg et de la région adjacente. — sous réserve d'un examen de la frontière actuelle par les experts. » C'est cette proposition que le Président des U. S. A. et le Premier Ministre se sont engagés à soutenir à la Conférence de la Paix. On ne voit pas comment une proposition soutenue par les Trois Grands aurait pu être repoussée à cette Conférence : l'acte final apparaît dans ce cas comme une simple formalité juridique et « l'examen de la frontière par les experts » se borne à des rectifications de détail. Était-ce l'interprétation de Byrnes à Potsdam? C'est ce que soutiennent les Polonais quand ils écrivent à propos de l'expression « délimitation finale des frontières occidentales de la Pologne » : « La *Cour Permanente Internationale de Justice*, dans un jugement du 6 décembre 1923, décida que « délimita- « tion » signifie « modifications de détails » et ne peut entraîner un changement complet ou presque complet d'une ligne de frontière déterminée (2). »

2) Le protocole de Potsdam reconnaît que les territoires au delà de l'Oder et de la Neisse ne seront plus considérés « comme faisant partie de la zone d'occupation soviétique en Allemagne ». Or, c'est contre le fait que la cession de ces territoires à la Pologne constituait une nouvelle zone d'occupation que les Anglo-Saxons avaient protesté (3). Leur acceptation modifiait l'acte du 5 juin ; l'Allemagne de 1937 était désormais divisée en six morceaux : les quatre zones d'occupation américaine, anglaise, française, soviétique, Berlin et les territoires au delà de l'Oder-Neisse soumis à l'administration polonaise. Mais ceux-ci n'étaient pas définis comme une cinquième zone d'occupation, et le Conseil de Contrôle n'avait pas autorité sur eux. Or, ce Conseil avait par sa nature autorité suprême sur toute l'Allemagne (4). Les territoires au delà de l'Oder-Neisse étaient-ils encore l'Allemagne? Aucun juriste allié n'éprouva le besoin de fixer ce point de droit à Potsdam (5).

(1) Les *Dokumente zur Oder-Neisse Linie*, p. 37, font remarquer que le texte anglais est « ultimate transfer », la traduction française « transfert » et le mot russe « peredatsche » (équivalent du français transfert). Cf. la discussion de Meissner sur ce point, p. 67. Le mot ne change rien à l'intention soviétique, fort claire depuis Téhéran, *d'annexer* un morceau de l'Allemagne.

(2) *Poland, Germany and European Peace*, p. 114, note 1.

(3) *Note* américaine du 8 mai (cf. ci-dessus et Byrnes, p. 164).

(4) Les quatre puissances se réservaient le droit de modifier les frontières de 1937 : « Elles détermineront ultérieurement les frontières de l'Allemagne en tout ou partie et le statut de l'Allemagne ou de toute région faisant actuellement partie du territoire allemand » (Préambule à déclaration du 5 juin).

(5) Les Trois Grands eurent cependant conscience du problème. Churchill raconte (t. VI, 2e vol., p. 308) qu'au début des conversations de l'Allemagne il demanda : « Qu'entend-on par Allemagne? Ce qu'elle est devenue à la suite de la guerre, dit Staline. — Celle de 1937, dit M. Truman. Staline déclara qu'il était impossible de faire abstraction de la guerre. Le pays n'existait plus. Il n'y avait plus de limites

3° Les Américains pouvaient-ils réellement penser à Potsdam que les Polonais évacueraient tout un pays de cette région, à la signature d'un traité de paix? Ce ne fut pas le sentiment de l'amiral Leahy, qui écrit : « D'après l'attitude russe à Potsdam, je fus convaincu que tout règlement final sanctionnerait les annexions de la Pologne (1). » Et, d'après Churchill, Staline exprima clairement que les Polonais « étaient installés, qu'ils cultivaient les terres des Allemands en fuite et qu'ils ne repartiraient pas (2). » L'acceptation du transfert n'entraînait pourtant dès lors ne pas engager l'avenir. Dans son allocution radiodiffusée du 9 août 1945, le Président Truman expliquait ainsi au peuple américain les raisons de ce transfert à l'administration polonaise « d'une importante partie de la zone d'occupation précédemment soumise au Allemagne, jusqu'à un règlement définitif par la Conférence de Paix » (3). Un accord sur une ligne précise — même si elle n'est que provisoire — était nécessaire, pour que la nouvelle Pologne soit en mesure de s'organiser et pour permettre le rapide retrait des forces qui l'ont libérée des Allemands. Dans les territoires à l'Est de la ligne Curzon, il y a plus de trois millions de Polonais qui doivent revenir en Pologne. Ils ont besoin d'espace pour s'établir. Le nouveau territoire à l'ouest était entièrement peuplé d'Allemands. Mais la majorité s'est enfuie devant les Armées soviétiques. On vous a fait connaître qu'il n'en était resté que huit millions et demi environ. Le territoire administré par les Polonais mettra la Pologne en situation de mieux prendre soin de sa population. On aura voulu la Pologne et l'Allemagne une frontière courte et plus facile à défendre. Les Polonais peseront aussi les bases d'une nation homogène (3). » Ce texte peut-il se comprendre dans la perspective d'un règlement temporaire et sujet à révision?

4° Il ne s'agissait pas seulement de transfert de territoires, mais aussi de populations. Le problème, soulevé par Roosevelt à Téhéran, fut réglé dans son principe : les Allemands de Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie seraient transférés en Allemagne « de façon ordonnée et humaine » (4), le Conseil de Contrôle étant chargé d'établir les plans de transfert. Aucun chiffre n'était fixé, et il était prévu que les Alliés à Potsdam n'avaient de la situation qu'une vue limitée. En effet, les Trois demandaient au Conseil « de faire savoir, dès que possible, dans quelle mesure des Allemands ont déjà pénétré en Allemagne venant de Po-

ne leurs, plus de quatre-vingts, plus d'années, il n'y avait, plus que quatre-vingts à rapatrier. Finalement, nous constatons [illegible] Allemagne [illegible] base de discussion. »

1) LEAHY, p. 484.

2) CHURCHILL, t. VI, 2e vol., p. 616-617.

3) Cité d'après Peter Nosse Lewis, p. 99. Churchill, rapportant les propos de Potsdam, comme chef de l'opposition à la Chambre des Communes, le 16 août, dit : « Je dois dire que la frontière occidentale de l'Oder, qui a été consentie aux Polonais et qui englobe le quart des terres antérieurement [illegible] Allemagne, n'est pas de bonne augure pour l'avenir de l'Europe » (d'après Peter Nosse Lewis, p. 66).

4) *Protocole*, § XII.

logne, de Tchécoslovaquie et de Hongrie » et invitaient les autorités de ces trois pays « à suspendre pendant ce temps de nouvelles expulsions ». Il faut tenir compte du chaos allemand pour expliquer le caractère incomplet de l'accord.

Un point du moins aurait pu être fixé : de quelle Pologne s'agissait-il? Les expulsions toucheraient-elles les territoires Oder-Neisse? Malgré l'avis de Meissner (1), le problème peut se poser, et s'est effectivement posé. « En pratique, on appliqua ce principe [de l'expulsion] à tous les Allemands des territoires au delà de l'Oder et de la Neisse. Leur évacuation forcée devait par la suite être le plus fort argument de la thèse soviétique d'après laquelle on s'était mis d'accord à Potsdam sur la ligne Oder-Neisse comme frontière définitive de la Pologne (2). » La question des expulsions est donc liée à celle des frontières orientales de l'Allemagne. C'est bien ainsi que le comprirent les Américains (3) et les Anglais. Byrnes ne fait-il pas dire à Churchill que par la cession à la Pologne des territoires Oder-Neisse « non seulement le ravitaillement de l'Allemagne serait réduit, mais plus d'un million d'Allemands seraient obligés de refluer vers les zones occidentales, amenant avec eux leurs bouches à nourrir »? Mais — et quels que soient les chiffres réels (4) — si le transfert de ces territoires à l'administration polonaise s'accompagnait de l'expulsion de la population allemande, pour être remplacée par les Polonais venus de l'Est, précisa Truman dans son allocution du 9 août, pouvait-on penser du côté anglo-saxon que tous ces changements n'étaient que provisoires?

Le second problème était celui du démembrement de l'Allemagne. Depuis Yalta, les trois Alliés avaient élaboré des solutions à la Commission spéciale de Londres (5). Le représentant soviétique Gusev se rallia dès le 26 mars au point de vue britannique : l'Union soviétique,

(1) *Op. cit.*, p. 65 : « L'accord de Potsdam prévoyait seulement le transfert des Allemands de Hongrie, Tchécoslovaquie et Pologne (dans les frontières d'avant guerre) », mais le texte officiel ne comporte pas les mots entre parenthèses.

(2) Meisser, p. 65-66.

(3) Byrnes, p. 165 : « Les énormes transferts de populations provoqués par cette décision des Soviets ne manquaient pas non plus de nous causer des inquiétudes. Bien que Staline prétendît « que pas un seul Allemand ne restait dans les territoires « cédés à la Pologne » d'après les renseignements que nous avions reçus, il y avait encore au moins 2 millions d'Allemands dans une région qui avant la guerre comptait une population allemande de 9 millions d'âmes. Plus tard, les représentants du gouvernement polonais devaient admettre la présence dans cette région d'un million cinq cent mille Allemands, mais en affirmant que plus de la moitié d'entre eux la quitteraient volontairement si cette région devait être rattachée à la Pologne. »

Churchill, t. VI, 2e vol., p. 314-315, fait une différence entre les diverses propositions : il est curieux que Byrnes n'ait pas noté ses propos.

(4) Meissner écrit, p. 66, que les puissances occidentales furent trompées sur les chiffres. L'argumentation, à mon sens, ne porte pas, puisque de toute façon il s'agissait de déplacer des millions (1 et demi ou 2) d'Allemands. D'ailleurs, Churchill n'avait-il pas déclaré à Yalta « qu'après tout 6 à 7 millions d'Allemands avaient été tués »?

(5) Ph. Mosely, *Dismembrement of Germany. The Allied negociations from Yalta to Potsdam*, Foreign Affairs, 1949-1950.

déclara-t-il, interprète la décision de Yalta relative au démembrement non comme un plan obligatoire de partage, mais comme un moyen de pression sur l'Allemagne pour la mettre hors d'état de nuire. Seule la France, soutenue par les États-Unis, restait acquise à cette idée. L'opposition des points de vue se manifesta dans l'acte du 5 juin : contrairement à ce qui avait été décidé à Yalta, il ne contenait pas de mention formelle des projets de démembrement (1), mais précisait au contraire : « La prise de cette autorité et de ces pouvoirs pour les buts ci-dessus exposés n'a pas pour effet d'annexer l'Allemagne. » Depuis la conférence de Crimée, Staline avait donc changé d'avis. Il l'avait manifesté ouvertement dans son adresse du 9 mai aux peuples de l'U. R. S. S. : « L'Union soviétique chante victoire bien qu'elle ne se propose ni de *démembrer*, ni d'anéantir l'Allemagne (2). » Fin mai, il en discuta avec Hopkins en visite à Moscou. Celui-ci lui ayant fait remarquer qu'il y avait contradiction entre sa déclaration du 9 mai et sa position antérieure, Staline répondit qu'il avait pensé que les Anglo-Américains ne souhaitaient pas vraiment un partage de l'Allemagne. Devant la mise au point de Hopkins, il conclut en disant que le partage de l'Allemagne était une affaire que les trois Alliés devaient régler entre eux et qu'il garderait cette chose à l'esprit. A Potsdam, le problème fut soulevé par Truman sans succès (3) ; le *Protocole* de la Conférence resta muet sur ce point, l'opposition anglo-russe avait triomphé. Il est clair que, depuis avril 1945, l'U. R. S. S. était hostile au démembrement de l'Allemagne.

L'accord fut facile sur le troisième point : la politique d'occupation. Les principes de Yalta et ceux énoncés dans les actes du 5 juin furent précisés sur la triple base : 1° désarmement et démilitarisation ; 2° dénazification ; 3° démocratisation (4). Un certain nombre de mesures étaient envisagées : abolition de toutes les forces militaires et paramilitaires, destruction de toutes les armes et munitions, dissolution de toutes les formations nazies, abolition des lois nazies, arrestation et jugement des criminels de guerre, épuration des administrations, contrôle de l'instruction, réforme de la justice, décentralisation de la vie administrative, autorisation des partis démocratiques et promesse d'élections ultérieures, respect de la liberté de parole et de religion, autorisation des syndicats. Tout cela paraissait clair. Quatre années d'interprétation divergente des trois mots « démilitarisation, dézanification, démocratisation », allaient permettre la naissance de deux Allemagnes différentes. Pourtant, il était spécifié — ce qui montre que les Trois n'avaient pas

(1) On pouvait, il est vrai, en reconnaître la trace dans le préambule : « [Les quatre puissances] détermineront ultérieurement les frontières de l'Allemagne en tout ou partie et le statut de l'Allemagne ou de toute partie faisant actuellement partie du territoire allemand. » Mais c'était moins précis que ne le prévoyait l'accord de Yalta, § III du *Protocole*. Cf. MEISSNER, p. 69, note 1.

(2) J. STALINE, *op. cit.*, p. 186.

(3) LEAHY, *op. cit.*, p. 499.

(4) *Déclaration*, § II A : Principes politiques.

d'illusion sur ce point — « il y aura, autant que possible, uniformité de traitement pour la population allemande dans toutes les zones (1) ». Puisque l'Allemagne ne serait pas démembrée, lui donnerait-on un gouvernement central, au moins provisoire? Churchill proposa un gouvernement sous la surveillance du Conseil de Contrôle : il fut appuyé par Staline (2). Truman s'y opposa et le compromis fut enregistré par le *Protocole* : « Pour l'instant, aucun gouvernement central allemand ne sera établi. Cependant, certains départements administratifs centraux, dirigés par des secrétaires d'État, seront institués, particulièrement en matière de finances, de transports, de communications, de commerce extérieur et d'industrie. Ces département fonctionneront sous la direction du Conseil de Contrôle (3). » Le principe de l'unité politique de l'Allemagne était ainsi réservé.

Les problèmes économiques demandèrent de longues et laborieuses discussions. Les Soviétiques en furent aussi préoccupés qu'à Yalta, mais pas davantage que les Américains. De tous les aspects de la question allemande, c'est celui qui retient le plus Byrnes (4). Trois problèmes en fait étaient liés : celui des réparations, dépendant de l'unité économique, elle-même conditionnant le contrôle de la Rhur. Depuis la conférence de Crimée, la *Commission des Réparations* à Moscou avait vu s'opposer les thèses russe et américaine sur deux points principaux : le chiffre de 10 milliards de dollars réclamé par l'U. R. S. S. pour lequel les U. S. A. demandaient des statistiques précises — et les prélèvements sur la production courante refusés par les Américains tant que l'Allemagne n'exporterait pas suffisamment de marchandises pour régler ses importations essentielles (5). Or, depuis l'entrée des troupes soviétiques en Allemagne, l'évaluation d'un chiffre global des réparations était compliquée par la *Trophäenaktion* (6). Byrnes ayant demandé, le 23 juillet, s'il était exact ou non que les autorités soviétiques avaient enlevé de leur zone d'occupation des quantités importantes de matériel et d'outillage sans excepter des objets domestiques, Molotov répondit : « Oui, c'est exact. » Il proposa de réduire de 300 millions, voire d'un milliard de dollars (7), le montant des réclamations de l'U. R. S. S. en tenant

(1) *Déclaration*, § II A 2.
(2) Leahy, p. 467.
(3) *Déclaration*, § II A 9 IV.
(4) Dans l'édition française, le problème allemand à Potsdam occupe 13 pages (163-176) : la question de la frontière germano-polonaise 4 pages et les réparations 9.
(5) Byrnes, p. 167-168 : « Là encore, nous étions guidés par notre expérience de la première guerre mondiale, alors que les prêts américains servaient à acheter les matières premières qui étaient transformées en produits manufacturés destinés à être expédiés aux autres pays au titre des réparations. Nous étions décidés à ne pas payer une nouvelle fois les réparations de l'Allemagne et, en conséquence, à veiller à ce que les importations et avances nécessaires fussent remboursées avant tout par la production allemande disponible pour l'exportation. »
(6) On appelle ainsi les démontages opérés par l'*Armée Rouge* dès son arrivée.
(7) Meissner (p. 74) ne retient que le premier chiffre, alors que Byrnes cite formellement le chiffre de 1 milliard (p. 170).

compte des prélèvements déjà effectués et de « régler ainsi une fois pour toutes la question (1) ». Quelques jours plus tard, Molotov revint à la charge et reprocha aux Américains de ne pas tenir compte des accords de Yalta fixant le total des réparations (2). Malgré ses efforts et ceux de Staline (3), les Soviétiques ne purent convaincre leurs Alliés : le protocole de Potsdam ne contient aucun chiffre en dollars ou en tonnage de matériel (4). Mais l'article premier du paragraphe III écrit : « Les demandes de l'U. R. S. S. seront satisfaites par des prélèvements..., etc. » Or, sur ces demandes l'Union soviétique n'avait pas varié, 10 milliards de dollars — 9 milliards, à la rigueur, avait concédé Molotov — et Byrnes lui-même avait reconnu que ce chiffre était une base de discussion, sinon un engagement formel (5) accepté par Roosevelt à Yalta ; faute de préciser un nouveau chiffre, les Anglo-Saxons n'entérinaient-ils pas l'ancien?

Si étrange que cela puisse paraître, l'accord qui, aux dires de Byrnes, n'avait pas pu être réalisé sur le montant global s'avéra relativement facile sur la méthode précise pour arriver à ce montant indéterminé. La *Trophäenakion*, la mainmise polonaise sur l'économie des territoires Oder-Neisse, en particulier sur le bassin silésien dont le charbon était vendu à la Suède (6), rendaient difficiles les prélèvements sur l'ensemble de l'Allemagne prévus par Yalta (7). La délégation américaine proposa donc un nouveau plan (8) et Byrnes le soumit à Molotov le 23 juillet : 1° Chaque puissance prélèverait le montant de ses réparations dans sa propre zone. 2° Les prélèvements, comme prévu à Yalta, se feraient sur « l'équipement industriel paraissant inutile à une économie de paix ». Comme cet équipement ne représentait que 40 % de l'équipement industriel de la zone soviétique, les Occidentaux acceptaient de livrer aux Russes 10 % de ce même équipement se trouvant dans leurs zones. 3° Si les Soviets désiraient certains autres équipements ou matériel des zones anglaise et américaine, ceux-ci pourraient être échangés contre des vivres ou des produits dont la population des zones occidentales

(1) Byrnes, p. 170.
(2) Byrnes, p. 172.
(3) Byrnes, p. 167-168.
(4) Byrnes (p. 168) considère cela comme un succès : « En fin de compte, nous parvînmes à éliminer de la déclaration définitive toute précision d'un montant total des réparations exprimé soit en dollars, soit en tonnage de matériel. »
(5) Byrnes expliqua à Molotov : « Si vous demandiez 1 million de dollars et que je vous dise que nous discuterons de votre demande, cela ne signifierait pas que je vous donnerai un chèque pour cette somme », « l'argument ne porta pas », constate-t-il avec amertume !
(6) Churchill, t. VI, vol. 2, p. 315.
(7) Cf. ci-dessus. Byrnes écrit : « Nous savions que, si des réparations devaient être prélevées sur toute l'Allemagne, il nous faudrait demander des comptes aux Soviets. Nous avions la certitude qu'ils étaient dans l'impossibilité même de donner un chiffre approximatif de la valeur des biens enlevés et nous comprenions parfaitement que le travail pour établir et tenir à jour un tel décompte serait une source constante de frictions, d'accusations et de mauvaise volonté », p. 171.
(8) Joseph E. Davies, ancien ambassadeur à Moscou et auteur de *Mission à Moscou*, fut consulté et approuva le plan (Byrnes, p. 171).

avait besoin. Molotov promit de soumettre ce plan à Staline. Mais, au moment de donner sa réponse, le Généralissime était malade et seul le ministre vint au rendez-vous. Au nom de l'Union soviétique, il admit « en principe » la proposition américaine (1). Elle vint en discussion en séance plénière le 31 juillet, mais Byrnes, qui voulait en finir (2), la présenta liée au projet de règlement des territoires Oder-Neisse — ce qui pouvait se comprendre — et à un document relatif à l'admission aux Nations-Unies de l'Italie et des États balkaniques, qui n'avait rien à voir avec la question. Le débat n'en fut pas éclairci, au contraire. Staline protesta d'abord contre la tactique employée par le secrétaire d'État, puis demanda de porter à 15 % (3) la proportion du matériel à prélever dans les zones occidentales pour être échangé contre des produits (vivres, bois, etc.). Les Anglo-Américains acceptèrent et l'accord se fit sur les bases suivantes : 1° Chaque allié satisferait ses demandes de réparations par des prélèvements dans sa zone, l'U. R. S. S. s'engageant à satisfaire les demandes polonaises sur sa propre part et les Occidentaux faisant de même avec les autres pays ayant droit aux réparations. 2° En plus des prélèvements effectués dans sa zone, l'U. R. S. S. recevrait 25 % de l'outillage industriel des zones anglaises et américaines, comprenant : 15 % « de l'outillage industriel utilisable et complet, provenant en premier lieu de l'industrie métallurgique, chimique, et des fabrications de machines, qui n'est pas nécessaire à l'économie de paix de l'Allemagne (4) », en contre-partie desquels la zone soviétique livrerait pour les Allemands de l'Ouest une valeur équivalente de denrées alimentaires (charbon, potasse, etc.), et 10 % « de l'outillage industriel non indispensable à l'économie de l'Allemagne et qui sera transféré hors des zones occidentales sur le territoire soviétique au titre des réparations, sans paiement ou échange d'aucune sorte en contre-partie (5) ». Le calendrier de ces déplacements d'outillages était établi de la façon suivante : fixation dans les six mois du volume à prélever dans les zones occidentales (donc début février 1946) — durée à partir de cette date des livraisons des 25 % de matériel : deux ans (donc février 1946-février 1948) ; par contre, les livraisons par l'U. R. S. S. de marchandises en contre-partie des 15 % devaient commencer « aussitôt que possible » sans attendre

(1) Byrnes, p. 173.

(2) « Je lui dis [à Molotov] que nous nous mettrions d'accord sur toutes les trois [propositions] ou sur aucune et que le Président et moi-même avions l'intention de regagner les États-Unis le jour suivant », p. 174. Il est en fait peu probable que Byrnes ait donné à ses propos un tour aussi tranchant. C'est un exemple de transposition, à Potsdam, de l'état d'esprit de 1947.

(3) Byrnes écrit « de porter de 12 à 15 % la proportion, etc... », ce qui est une confusion entre le deuxième et le troisième point de la proposition américaine. Son exposé de l'argumentation de Staline est d'un vague surprenant (etc., etc...), p. 175. Il est dommage que sur les points essentiels il n'ait pas transcrit complètement ses notes comme il le fait aux p. 81-89.

(4) *Protocole*, § IV 4 a.

(5) *Protocole*, § IV 4 b.

l'évaluation finale du volume de l'outillage et s'échelonner sur cinq ans (1).

Tel était le plan, passablement compliqué, mis au point à Potsdam par Byrnes et les experts américains et accepté par les Soviétiques. Si on le compare aux accords de Yalta, on remarque que, sur les trois formes de réparations en nature envisagées alors, une seule a été conservée sans changement : celle des prélèvements — une autre a totalement disparu : l'emploi de la main-d'œuvre allemande. Quant à la troisième, « livraisons annuelles de produits de production courante pendant une période à déterminer (2) », Byrnes écrit : « Il est intéressant de noter que le *Protocole* de Potsdam ne contient aucune clause prévoyant le paiement des réparations à partir de la production courante (3). » Ce qui est formellement exact. Mais les marchandises, « denrées alimentaires, charbon, potasse, zinc, bois, poteries, pétrole et autres produits dont il sera convenu (4) », à livrer en échange des 15 % n'étaient-elles pas prélevées sur la production courante? Certes, elles étaient destinées directement aux populations allemandes de l'Ouest, mais elles revenaient à l'U. R. S. S. sous forme d'outillage industriel. Si, pour une raison quelconque, les livraisons des Occidentaux s'arrêtaient, les Soviétiques ne se croiraient-ils pas autorisés à continuer ces prélèvements pour eux-mêmes?

Le plan américain de réparations faisait — sur ce point particulier — de chaque zone une entité économique et l'on pouvait penser, vu l'importance des prélèvements (25 % de l'outillage industriel à l'Ouest et 40 % à l'Est), qu'au bout des deux ans prévus chaque zone aurait une physionomie économique particulière. Pourtant, dans leurs principes « de traitement de l'Allemagne pendant la période initiale de contrôle (5) » les Alliés décidèrent : « Pendant la période d'occupation, l'Allemagne sera traitée comme une entité économique unique », et prévoyaient pour cela l'application de directives communes en ce qui concerne : l'industrie, l'agriculture, les salaires, les prix, le rationnement, les programmes d'importation et d'exportation « pour l'Allemagne considérée dans son ensemble », la monnaie, les taxes, les banques, les douanes, les transports et communications. Ce problème capital fut, aux dires de Byrnes, rapidement réglé (6) et les Alliés n'y virent aucune contradiction avec le mode de réglementation des réparations. Les principes économiques qu'ils entendaient appliquer à l'Allemagne s'inspiraient de considérations de sécurité : destruction du potentiel de guerre, décentralisa-

(1) *Protocole*, § IV 5-6-7.
(2) *Protocole Yalta*, § V 2e b.
(3) Byrnes, p. 175-176, qui ajoute : « Toutes les discussions précédentes étaient annulées par l'accord de Potsdam. Il est inexcusable de la part de l'Union soviétique d'avoir réclamé à nouveau un an plus tard 10 milliards de dollars de réparations à prendre sur la production courante de l'Allemagne et de continuer à employer la main-d'œuvre allemande. » Ce qui est mélanger trois problèmes.
(4) *Protocole*, § IV 4 a.
(5) *Protocole*, § III B 14.
(6) Byrnes, p. 176.

tion par élimination des cartels, trusts, etc., et — trace visible de plan Morgenthau — « dans l'organisation de l'économie allemande la première place sera donnée au développement de l'agriculture et des industries intérieures de caractère pacifique (1) ». Des contrôles alliés étaient prévus non seulement pour réaliser le désarmement industriel, surveiller les transactions internationales (y compris les importations et les exportations) et l'activité des instituts de recherches, laboratoires, etc..., mais aussi : 1° pour assurer la production et « maintenir un niveau de vie moyen ne dépassant pas les niveaux des pays européens (par pays européens, il faut entendre tous pays européens à l'exclusion du Royaume-Uni et de l'U. R. S. S.) » ; — 2° « pour assurer... la distribution équitable des produits essentiels entre les différentes zones, afin de réaliser une économie équilibrée et de réduire la nécessité de recourir à l'importation » (2). Pour l'application de ces contrôles, une administration allemande devait être créée (3). Enfin, il était spécifié : « Le paiement des réparations devrait laisser suffisamment de ressources au peuple allemand pour lui permettre de subsister sans aide de l'extérieur. Pour réaliser l'équilibre économique du pays, il faudra prévoir les moyens nécessaires pour financer les importations autorisées par le Conseil de Contrôle. Les recettes provenant des exportations prélevées sur la production courante et sur les stocks seront disponibles en premier lieu pour le paiement de ces importations (4). » Ainsi les Américains manifestaient qu'ils n'étaient pas décidés « à payer une nouvelle fois les réparations de l'Allemagne (5) ».

Autre problème économique, celui de la Ruhr. Car c'est en liaison avec la question des réparations et du désarmement industriel qu'il en fut question à Potsdam. Le principe de l'internationalisation de la Ruhr (c'est-à-dire de l'administration par les Nations-Unies) avait été soulevé par Roosevelt à Téhéran, mais depuis était resté dans l'ombre. Truman le reprit à Berlin en proposant son plan de démembrement, sans succès on l'a vu. Molotov se prononça par contre pour une administration tripartite, et le sens qu'il donnait à cette administration était clair : l'U. R. S. S. réclamait 2 milliards de dollars du matériel de cette région (6). Il s'agissait, en somme, d'un partage entre les Trois de l'arsenal rhéno-westphalien et d'un contrôle commun de ce qui en resterait par une administration internationale, réduite aux grands Alliés. Byrnes affirme qu'une fois l'accord réalisé sur le plan des réparations, Molotov abandonna son projet (7) et les documents soviétiques (8) reconnaissent

(1) *Protocole*, § III B 13.
(2) *Protocole*, § III B 15.
(3) *Protocole*, § III B 16.
(4) *Protocole*, § III B 19.
(5) Byrnes, p. 168.
(6) Byrnes, p. 173.
(7) Byrnes, p. 175.
(8) Molotov, *Fragen der Aussenpolitik*, Moscou, 1949, p. 420-421.

que, le 31 juillet, à la dernière séance plénière, Staline lui-même retira la proposition russe (1). L'accord sur les réparations contient, en effet, une clause qui la contredit formellement : « Le gouvernement soviétique renonce à toutes revendications relatives aux réparations concernant des participations dans des entreprises allemandes situées dans les zones occidentales d'occupation (2). »

Dernier problème, relatif à l'Allemagne, examiné à Potsdam : celui du traité de paix. La tâche de sa préparation était confiée au Conseil des ministres des Affaires étrangères prévu par le paragraphe II du *Protocole* (3) et dont la rédaction suggère deux remarques : 1° Les Trois pensaient alors à un règlement de forme traditionnelle accepté, mais non négocié (nouveau *Diktat* !), — par le gouvernement allemand. 2° Ils envisageaient l'établissement d'un *seul* gouvernement allemand, donnant ainsi une réponse à la question de Staline à Yalta et se prononçant du même coup pour l'unité politique de l'Allemagne.

* * *

La genèse de la politique allemande de l'U. R. S. S. entre juillet 1941 et août 1945 conduit à la constatation suivante : les dirigeants soviétiques ont eu vis-à-vis de l'Allemagne deux politiques successives, la césure étant le printemps 1945 (mars, avril, mai) (4).

La première s'inspirait du concept traditionnel de sécurité. Il s'agissait de briser définitivement la force allemande : force militaire, politique, économique. D'où : démilitarisation, démembrement, destruction du potentiel industriel. Les mobiles profonds de cette politique étaient d'ordre psychologique : la peur et la haine. Ils transparaissent l'un et l'autre dans les propos de Staline. Tous ses discours de guerre sont scandés par l'imprécation : « Mort aux envahisseurs allemands (5) », et, à

(1) Devant l'opposition de Bevin, cf. MEISSNER, p. 75.

(2) *Protocole*, § IV 8.

(3) « Le Conseil sera employé à préparer un règlement de paix pour l'Allemagne en vue de son acceptation par le gouvernement de l'Allemagne lorsqu'un gouvernement approprié sera établi. »

(4) En fait, la coupure n'est pas absolue. Les deux politiques furent souvent menées de front avec prédominance de la politique de sécurité, pendant la première période, et de la politique d'extension de la sphère d'influence, pendant la seconde. Suivant les opportunités, l'accent était mis sur l'une ou sur l'autre. Tout schéma rigide de la politique soviétique est faux : la dialectique étant infiniment souple, qui, en langage « bourgeois », s'appelle l'opportunisme.

(5) La formule apparaît pour la première fois dans le rapport au Soviet de Moscou pour le vingt-sixième anniversaire de la Révolution (6 novembre 1941) à la fin d'un développement extrêmement violent : « Ce que sont les nationaux-socialistes » : « Si les Allemands veulent une guerre d'extermination, ils l'auront... Pas de quartier pour les envahisseurs allemands ! Mort aux envahisseurs allemands ! » *Discours cité*, p. 26. Elle disparaît avec l'ordre du jour du 23 février 1945 qu'elle termine, bien que le 6 novembre 1944 Staline ait proclamé que « l'année écoulée a vu libérer entièrement la terre soviétique du joug des envahisseurs fascistes allemands ». L'imprécation poursuit donc les « envahisseurs » jusque sur leur propre territoire !

Yalta, à une remarque de Roosevelt, Staline répondit que « tout le monde était plus sanguinaire (vis-à-vis des Allemands) qu'il y avait un an... Les Allemands étaient des sauvages et ils paraissaient éprouver une haine sadique contre les œuvres des humains (1) ». Les observateurs anglo-saxons notèrent aussi que Staline avait été profondément affecté par les terribles destructions effectuées en U. R. S. S. par les Allemands (2) : le « constructeur du Socialisme » voyait ruinée là l'œuvre de sa vie. Jusqu'au printemps 1945, Staline n'a pas cru la puissance allemande définitivement brisée. Le 6 novembre 1944, pour le vingt-septième anniversaire de la Révolution, il déclarait devant le Soviet de Moscou : « Il serait naïf de croire que [l'Allemagne] n'essaiera pas de faire renaître sa puissance et de déclencher une nouvelle agression. On sait que les meneurs allemands préparent dès à présent une nouvelle guerre. L'histoire montre qu'une courte période de vingt à trente ans suffit pour que l'Allemagne se relève de sa défaite et reconstitue sa puissance (3). » Et il craignait un nouveau tête-à-tête germano-soviétique. A Yalta, il demanda à Roosevelt combien de temps les États-Unis seraient disposés à maintenir des forces d'occupation en Allemagne. Le Président répondit : « Il m'est impossible d'obtenir [du peuple et du Congrès] qu'ils maintiennent longtemps une armée en Europe. Le maximum serait deux ans. » Alors, raconte Stettinius : « Après la déclaration du Président, Staline dit qu'il convenait avec Monsieur Churchill que la France devrait redevenir puissante (4). » Le Généralissime envisageait donc un nouvel équilibre entre les puissances européennes du type 1918, mais garanti et maintenu par le « Club extrêmement fermé » des Trois Grands (5).

La seconde politique allemande de l'U. R. S. S. est en quelque sorte « offensive ». Les dirigeants du Kremlin (peut-être l'équipe des jeunes du *Politburo*, plus que le vieux chef) (6) ont eu conscience que le printemps 1945 constituait une des grandes charnières de l'Histoire. Le 12 avril, Roosevelt mourait subitement : la première réaction de Moscou fut de tristesse et d'inquiétude (7), mais comment les politiques soviétiques n'auraient-ils pas très vite perçus que désormais entre les Anglo-Saxons

(1) Stettinius, *Yalta*, p. 99-100.
(2) Stettinius, p. 246.
(3) *Discours cités*, p. 160. Staline avait exprimé cette même idée à Téhéran un an plus tôt : à Churchill, il avait dit sa crainte de voir l'Allemagne établir sa puissance en quinze ans. Cf. Churchill, t. V, vol. 2, p. 34-35.
(4) Stettinius, p. 126.
(5) L'expression est de Staline. Cf. Stettinius, p. 127. Voir aussi *Discours cités*, p. 162, l'idée du Directoire mondial.
(6) C'est en ce sens que j'interpréterais ce que Stettinius appelle (*op. cit.*, p. 287-288) l'opposition à Staline en Russie après Yalta.
(7) Dépêche Eden à Churchill du 15 avril 1945 : « Stettinius nous a dit que Staline et Molotov avaient semblé tous les deux profondément émus par la mort du Président. Staline a demandé à Harriman s'il pouvait faire quelque geste, en un pareil moment, pour contribuer au maintien de l'union entre les Grands Alliés (Churchill, t. VI, vol. 2, p. 136-137).

« tout était à reprendre au commencement (1) » et donc que le leadership de la coalition passait à l'Union soviétique? Le 21 avril, le gouvernement polonais signait avec l'U. R. S. S. un traité « d'amitié, d'assistance mutuelle et de collaboration après guerre », et Staline pouvait déclarer : « Ce traité a cela d'important qu'il met un terme à l'ancienne et funeste politique de jeu [de la Pologne] entre l'Allemagne et l'Union soviétique... Il existe maintenant entre [nos deux pays] un front unique depuis la Baltique jusqu'aux Carpathes contre notre ennemi commun, contre l'impérialisme allemand. Maintenant, l'on peut affirmer avec certitude que l'agression allemande est bloquée du côté de l'Est (2). » La sécurité était donc assurée. Pendant ce temps, l'Armée Rouge déferlait sur l'Europe centrale : elle plantait le drapeau de la victoire à Vienne le 13 avril, à Berlin le 1er mai, à Prague le 9 mai. Non seulement la force allemande était définitivement brisée, mais l'U. R. S. S., par la force de ses armes, devenait la puissance prépondérante en Europe. Les Américains manifestaient leur désir de rentrer chez eux le plus vite possible (3). Les Anglais semblaient sur le point d'arrêter leur effort de guerre (4), dans toute l'Europe libérée — en particulier en France et en Italie — les partis communistes étaient puissants et actifs, promoteurs d'une politique d'amitié envers l'U. R. S. S. Dans ce cas, pourquoi démembrer l'Allemagne, pourquoi ne pas essayer de l'inclure tout entière dans la sphère d'influence soviétique, première étape peut-être d'une extension future jusqu'à l'Atlantique? La sécurité de l'État soviétique étant assurée, les impératifs révolutionnaires reprenaient leur actualité (5). L'Allemagne piétinée, chaotique, redevenait une carte de choix dans le jeu mondial du *Politburo*.

G. Castellan.
Docteur ès lettres.

(1) *Dépêche* Halifax à Churchill du 16 avril 1945. Churchill, t. VI, vol. 2, p. 134-135.

(2) Staline, *Discours cités*, p. 176-177.

(3) En novembre 1945, il ne restera qu'un million de soldats américains sur les théâtres d'opérations d'Europe et il y aura des manifestations collectives pour réclamer le rapatriement, par exemple à Francfort. Cf. L. Clay, *Guerre froide à Berlin*, p. 58-60.

(4) Le 23 mai, Churchill mit fin au cabinet de coalition et forma un gouvernement purement conservateur en attendant les élections fixées au 5 juillet.

(5) Les Américains ont eu conscience de ce changement. Voir le télégramme de Harriman du 6 avril : « Sur les trois directions parallèles de la politique de l'U. R. S. S. », *in* Stettinius, p. 292.

DOCUMENTATION

LE PREMIER PLAN ALLEMAND POUR L'ATTAQUE A L'OUEST
(19 octobre 1939)

Les grands procès de l'après-guerre ont mis à la disposition des historiens un très grand nombre de documents qui, sinon, eussent probablement dormi du sommeil semi-séculaire dans lequel s'enfoncent la plupart des archives. Ces richesses si vite acquises ne vont pourtant pas sans désorienter les chercheurs. Elles se ressentent de leur origine judiciaire. Sans doute, les pièces produites apportent-elles d'incomparables révélations sur beaucoup d'événements. Mais leur éclairage est souvent trop intermittent pour suivre l'enchaînement des faits.

Ainsi, les auteurs sont généralement d'accord sur les grandes lignes de l'évolution des plans allemands pendant l'hiver 1939-1940. Ils expliquent que, tout imprégné de l'enseignement de Schlieffen, l'État-Major Général allemand s'est d'abord inspiré du fameux plan qui, en 1914, faillit mener les armées du *Kaiser* sous l'Arc de Triomphe. Mais bientôt une évolution s'est amorcée, qui, au début de 1940, a renversé la manœuvre. Au lieu d'empoigner les Alliés de front et d'essayer de les déborder de flanc avec une puissante aile droite, les Allemands ont conçu l'idée de rompre le centre allié, de foncer jusqu'à la Manche et de battre séparément les armées de Belgique et de France.

Or, il est assez malaisé de suivre cette évolution à travers le dédale des documents publiés après les Procès de Nuremberg. Leur échantillonnage s'inspire uniquement du souci d'étayer les arguments de l'accusation ou de la défense. Peu importent les modifications d'ordre technique. Les textes doivent seulement prouver la violation préméditée et délibérée de territoires neutres. A la rigueur, une seule pièce bien choisie eût suffi. En fait, les éditeurs ont été généreux. Ils ont publié — parfois de façon fragmentaire, il est vrai — ordres, directives, instructions, journaux de campagne, carnets personnels et dépositions d'origines assez diverses pour établir sans conteste l'ampleur des préparatifs. Mais cette masse est hétéroclite. C'est ainsi qu'une seule version du plan d'attaque a été reproduite. Encore n'est-elle ni la plus intéressante pour l'historien ni exempte d'ambiguïté. Nous voulons parler de l'*Aufmarschanweisung*

« *Gelb* » (1) parue sous le numéro 2329-PS (2). Elle donne un moment médian, et partant peu caractéristique, de l'évolution des plans. Au surplus, bien que le document porte la date du 29 octobre, il tient compte d'importantes retouches prescrites le 15 novembre et un lecteur pressé pourrait ne pas s'en apercevoir.

Toujours est-il que le point de départ et l'aboutissement de cette évolution demeurent peu ou mal connus (3). C'est tellement vrai que même d'excellents auteurs comme Helmuth Greiner (4) ont cru pouvoir reconnaître dans la directive du 29 octobre la toute première version du plan allemand. Or, il s'agit là d'une seconde mouture. Il nous a donc paru intéressant de publier le premier plan et nous espérons que d'autres se chargeront d'en donner la version finale, du 24 février 1940 (5).

Auparavant, il n'est peut-être pas superflu de rappeler brièvement les circonstances dans lesquelles ce premier plan est né.

Au lendemain de la campagne de Pologne, Hitler ne songe qu'à reprendre la lutte à l'Ouest. A vrai dire, il n'attend même pas que le bruit de la bataille se soit apaisé pour demander à ses généraux quelles sont leurs intentions. A ce moment — le 27 septembre — l'*Oberkommando des Heeres* (*O. K. H.*) n'envisage nullement de conquérir de nouveaux lauriers. Il souhaite une paix prochaine. L'Armée n'est pas prête à entamer immédiatement une autre campagne. Mais le Führer ne l'entend point ainsi. Il veut agir, et vite, avant que la France et l'Angleterre n'aient mis la dernière main à leurs préparatifs. Le 10 octobre (6), il diffuse sa *Directive n° 6 pour la conduite de la guerre* (7). Elle pose le principe de l'offensive à bref délai. L'*O. K. H.* ne l'a du reste pas attendue pour élaborer sa manœuvre. Dès le 14, l'instruction est prête (8). Elle sort le 19 (9).

(1) Littéralement : *Directive pour le déploiement Jaune ;* le *Fall Gelb* (*Hypothèse Jaune*) englobe les préparatifs d'attaque à l'Ouest.

(2) Cf. *Trial of the Major War Criminals beforé the International Military Tribunal*, Nuremberg, 1948, Documents and other material in evidence, Volume XXX, p. 202 à 209.

(3) Seul le Major L. F. Ellis y a fait allusion, encore que rapidement, dans son chapitre sur les plans allemands, qui est à l'heure actuelle la meilleure étude que nous connaissions de la question (cf. Major L. F. Ellis, *The War in France and Flanders, 1939-1940*, London, H. M. S. O., 1953, p. 335 à 344).

(4) Cf. Helmuth Greiner, *Die Oberste Wehrmachtführung, 1939-1943*, Wiesbaden, Limes Verlag, 1951, p. 89 ; la même omission se retrouve dans une étude plus récente du Hptm. Hans Stäuber, « Die Vorbereitung des Feldzuges im Westen 1940 » (*Allgemeine Schweizerische Militär Zeitschrift*, August 1954, p. 601), qui ne fait que suivre Greiner et les autres auteurs allemands, alors qu'elle aurait avantageusement pu s'inspirer de l'ouvrage du Major L. F. Ellis.

(5) Cf. Major L. F. Ellis, *op. cit.*, p. 341.

(6) Cf. *Journal* du général Halder, 10 octobre 1939.

(7) Cf. *Weisung Nr 6 für die Kriegführung*, Der Oberste Befehlshaber der Wehrmacht, O. K. W. Nr. 172/39 g. K. Chefs., WFA/L, Berlin, den 9. 10. 1939 (Document C-62).

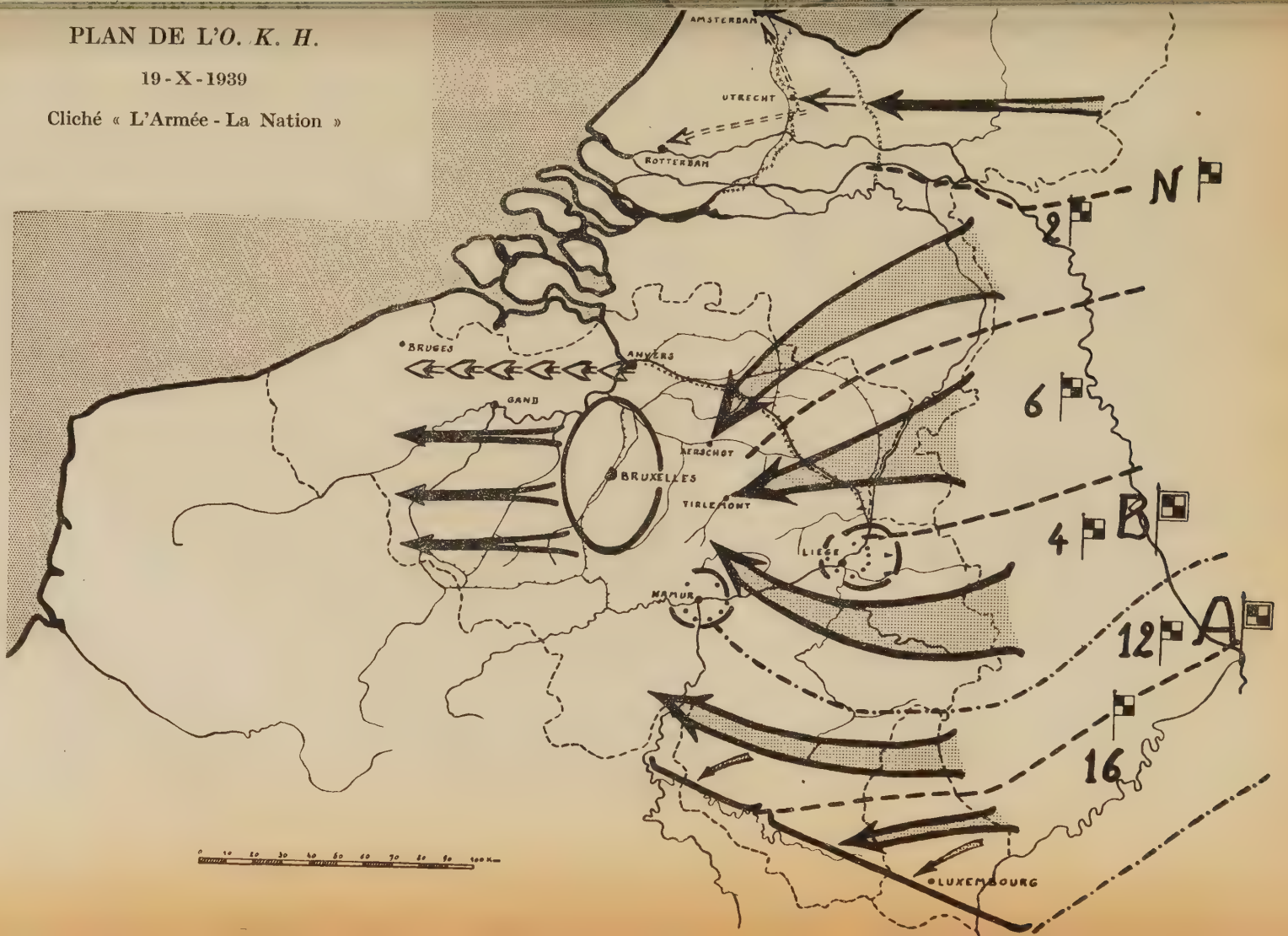
(8) Cf. *Journal* du général Halder, 14 octobre 1939.

(9) Cf. Major L. F. Ellis, *op. cit.*, p. 335.

PLAN DE L'*O. K. H.*

19-X-1939

Cliché « L'Armée - La Nation »



En voici le texte :

Der Oberbefehlshaber des Heeres — 19.10.39.
Gen St d H Op. Abt.
Nr. 44 440/39 g. Kdos. — Ia Nr. 142/39 g. Kdos.
25 Ausfertigungen
.Ausfertigung.

Chef Sache !
Nur durch Offizier !

Aufmarschanweisung « G e l b ».

1) *Intentions générales.*

L'attitude des Puissances occidentales peut obliger l'Armée allemande à passer à l'offensive à l'Ouest. Toutes les forces disponibles participeront alors à l'attaque.

Cette offensive, lancée à l'aile Nord du front occidental, à travers les territoires des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg, aura pour but de battre des parties aussi fortes que possible des armées de la France et de ses Alliés. Elle aura également pour objet la conquête de territoires aussi vastes que possible aux Pays-Bas, en Belgique et dans le nord de la France, qui serviront de base pour la conduite de la guerre aéro-navale contre l'Angleterre, ainsi que de glacis avancé du bassin de la Ruhr.

2) *Articulation et missions.*

a) L'attaque sera menée sous mon commandement par le Détachement d'Armée N et par les Groupes d'Armées B et A. *Elle visera en premier lieu* à éliminer l'Armée néerlandaise et à *détruire le plus de troupes belges possible dans la zone des fortifications frontières.* Par la réunion rapide de puissantes formations — et spécialement d'unités motorisées — en Belgique septentrionale et moyenne, on cherchera à créer les conditions nécessaires pour poursuivre l'attaque sans désemparer avec une forte aile Nord et pour conquérir rapidement la côte belge. Le Détachement d'Armée N et les Groupes d'Armées B et A se concentreront à cet effet à l'Est de la frontière du Reich entre Rheine et Mettlach (au Sud de Trèves) en se camouflant de telle sorte qu'ils puissent occuper en six marches de nuit les positions de départ pour le franchissement de la frontière et passer à l'attaque à l'aube du septième jour. Le moment précis auquel les positions de départ devront être occupées fera l'objet d'ordres particuliers (cf. paragraphe 10).

Le Groupe d'Armées C aura à tenir les fortifications de son secteur avec un minimum de forces. Un ordre particulier traitera de la simulation d'intentions d'attaque.

b) Le *Détachement d'Armée N* (Pays-Bas au Nord du Waal) est nouvellement constitué. Il est directement subordonné à l'*O. K. H.*

Le *Groupe d'Armées B* (aile Nord de l'attaque) a sous ses ordres :

La *2e Armée* à l'aile droite. Elle sera pourvue d'un Q. G. d'Armée (nouvellement constitué et issu d'un Q. G. d'Armée nº 8).

La *6e Armée* au centre. Le Q. G. d'Armée nº 6 sera déchargé en temps opportun de son secteur actuel.

La *4e Armée* à l'aile gauche du Groupe d'Armées.

Le *Groupe d'Armées A* (aile Sud de l'attaque) a sous ses ordres :

La *12e Armée* à l'aile droite. Elle sera pourvue d'un Q. G. d'Armée (l'actuel Q. G. d'Armée nº 14).

La *16e Armée* à l'aile gauche du Groupe d'Armées. Elle sera pourvue d'un Q. G. d'Armée (de formation nouvelle).

Le *Groupe d'Armées C* (front défensif) conserve sous ses ordres :

La 1re Armée.
La 7e Armée.

Limites entre les Groupes d'Armées et entre les Armées (carte au 1/1.000.000) :

a) *Détachement d'Armée N et 2e Armée* :
Borken (N) — Rees (2) — rives Sud du Rhin et du Waal.

b) *2e Armée et 6e Armée* :
Sterkrade (2) — Arcen (2) — Neerpelt (6) — Diest (6).

c) *6e Armée et 4e Armée* :
Bergisch Gladbach (6) — Mülhm. (6) — Cologne (4) — Aix-la-Chapelle (6) — Nord de la ville de Liège.

d) *4e Armée et 12e Armée* :
Rosbach-sur-Sieg (4) — Weyerbusch (4) — Honnef (4) — Ahrweiler (12) — Hillesheim (4) — Schönecken (4) — Houffalize (12) — Marche (4) — Namur (centre).

e) *12e Armée et 16e Armée* :
Höhr. Grenshsn. (16) — Bendorf (16) — Kaisersesch (16) — Bollendf. (16) — Diekirch (16) — Neufchâteau (12) — Bouillon (12).

f) *16e Armée et Groupe d'Armées C* :
Lorch (16) — Gemünden (16) — Nonnwlr. (16) — Mettlach (16) — Diesdorf (16).

3) *Mission de l'aile marchante.*

a) Le *Détachement d'Armée N* attaque sur le front Rheine-Rhin à l'Ouest de Bocholt, au delà de l'Yssel, en direction générale d'Utrecht, et gagne la ligne du Grebbe. Toute possibilité de percer à travers cette ligne et le terrain prêt à être inondé de part et d'autre d'Utrecht, ainsi que, le cas échéant, de marcher sur Amsterdam et Rotterdam pour occuper ces villes, doit être exploitée. Les renforts nécessaires seront alors amenés.

La province de Groningue sera occupée par de faibles éléments.

b) Le *Groupe d'Armées B* perce les positions frontières belges au Nord et au Sud de Liège et, après avoir forcé le canal Albert et la Meuse entre Liège et Namur, réunit ses forces au Nord et au Sud de Bruxelles de telle sorte que, sans perdre de temps, celles-ci puissent de là être relancées vers l'Ouest et que de puissantes troupes motorisées puissent être poussées de la région anversoise vers la zone Gand-Bruges.

Il faut empêcher l'ennemi de s'échapper d'Anvers et de Liège.

Les secteurs des positions fortifiées tenus par l'ennemi devront être encerclés.

La *2e Armée* franchit la Meuse entre Nimègue et Arcen, attaque au Nord de la ligne Arcen (inclus)-Neerpelt (exclu)-Diest (exclu), en direction générale d'Aerschot et a pour mission de couvrir l'attaque de la VIe Armée contre une action débouchant d'Anvers. Il est donc nécessaire d'atteindre et de forcer rapidement le canal Albert.

La *6e Armée* entre en ligne de Venlo à Aix-la-Chapelle (ces localités comprises) de telle sorte qu'elle puisse rapidement franchir l'obstacle de la Meuse et percer les fortifications frontières belges dans le moins de temps possible. Direction générale de l'attaque : Tirlemont.

La *6e Armée* investit la Position fortifiée de Liège par le Nord, conformément aux instructions du Groupe d'Armées B.

La *4e Armée*, partant avec ses gros de la ligne Montjoie-Habscheid, attaque la Meuse de Liège-Namur et en force le passage. Il s'agit de prendre pied fer-

mement et au plus vite sur la rive Nord de la Meuse et d'y assurer l'arrivée rapide de forces aussi puissantes que possible. L'attaque sera poursuivie au Nord de la Meuse, dans la direction du Nord-Ouest, conformément aux instructions du Groupe d'Armées B.

Suivant les directives du Groupe d'Armées B, l'Armée investit la Position fortifiée de Liège par l'Est et par le Sud et se tient prête, par une conversion de certains de ses éléments face à l'Ouest, à réaliser un encerclement aussi serré que possible. Se garder vers Namur par de faibles forces.

c) Le *Groupe d'Armées A* couvre l'attaque du Groupe d'Armées B contre une attaque ennemie débouchant du Sud et du Sud-Ouest. Il pousse son aile droite aussi vite que possible au delà de la Meuse au Sud de Namur, afin de couvrir ou d'élargir au Sud de la Sambre, selon les directives de l'*O. K. H.*, l'attaque ultérieure du Groupe d'Armées B vers l'Ouest.

La *12e Armée* attaque, à partir de l'Our d'Habscheid à Wallendorf, à travers les fortifications frontières belges de part et d'autre de Bastogne et force le passage de la Meuse entre Namur et Fumay (inclus) avec une forte aile droite. Son aile gauche gagne et tient la coupure Meuse-Semois en aval de Bouillon (inclus).

Se garder vers Namur en liaison avec la IVe Armée.

La *16e Armée*, attaquant sur la ligne Wallendorf-Mettlach et poussant son aile droite vigoureusement en avant, gagne la ligne générale Semois (en amont de Bouillon)-région Sud d'Arlon-Sud de Luxembourg, et couvre sur cette ligne le flanc Sud de l'attaque générale.

Avec son aile gauche, elle assure et maintient le contact avec la ligne fortifiée de la Sarre, au Sud de Mettlach, après entente avec la Ire Armée.

4) *Prescriptions générales.*

Les armées assaillantes auront tout d'abord moins à compter avec des forces ennemies puissantes ou d'une valeur particulièrement élevée qu'avec un grand nombre d'obstacles techniques (cours d'eau, canaux, barrages de tous genres, lignes fortifiées), ainsi qu'avec l'aviation de combat. Une étude des plus soignées et des préparatifs poussés jusqu'au détail devront permettre de surmonter rapidement ces obstacles techniques en des points aussi nombreux que possible. Seuls une énergique poussée en direction de l'objectif de la part des éléments qui ont percé et leur soutien rapide par des renforts peuvent provoquer l'effondrement rapide de l'ensemble du premier front défensif.

Dans la suite, il importera de bouleverser l'arrivée de renforts par une attaque énergique menée en liaison avec l'Armée de l'Air et de prévenir ainsi la constitution méthodique de groupements d'attaque plus forts. Des possibilités favorables de succès s'offriront ainsi aux unités motorisées rapidement engagées. L'établissement rapide et le maintien de passages au-dessus des cours d'eau et des canaux, ainsi qu'une très stricte réglementation du trafic, revêtent une importance particulière.

La préparation de l'attaque et l'instruction de la troupe doivent tenir compte de ces considérations.

5. a) *Quartiers généraux* :

Détachement d'Armée N	Dülmen
Groupe d'Armées B	Bad Godesberg
2e Armée	Wesel
6e Armée	Grevenbroich
4e Armée	Euskirchen.
Groupe d'Armées A	Coblence
12e Armée	Mayen
16e Armée	Bad Bertrich.

b) *Prise de commandement.*

Est réglée par l'Instruction de l'*O. K. H.* Gen St d H Op. Abt. (I) Nr. 44 424/39 g.Kdos. Chefs. du 18.10.39.

6) *Conservation du secret.*

La conservation du secret au sujet de toutes les mesures exige un soin particulier. C'est pourquoi :

a) *la communication doit être limitée* au nombre strictement nécessaire. A cet effet, les États-Majors actuellement cantonnés dans la zone de combat des armées, c'est-à-dire dans le secteur du Groupe d'Armées C, doivent être mis au courant, dans la mesure où c'est nécessaire, directement par les Q. G. des Groupes d'Armées B et A et du Détachement d'Armée N ;

b) *l'observation la plus stricte du silence radiophonique* et la plus grande *prudence dans l'utilisation du téléphone* sont exigées tout particulièrement de la part des Groupes d'Armées B et A, ainsi que du Détachement d'Armée N ;

c) *les unités passant du Groupe d'Armées C au Groupe d'Armées A doivent être déplacées le plus tard possible ;*

d) il faut s'installer sur la *position de départ* (*déploiement de l'art. compris*) le plus tard possible.

7) *Mesures de diversion.*

Il faut prévoir comme mesures de diversion :

a) *Activité accrue dans la zone du Groupe d'Armées C* à partir d'un moment qui reste à déterminer par l'*O. K. H.*

b) *Simulation de l'entrée en ligne de forces plus importantes* dans le secteur du Groupe d'Armées C. Le Groupe d'Armées C fera des propositions sur les points a) et b).

c) *Transmission de renseignement à l'étranger* de la part de l'*O. K. H.* par le truchement d'agents.

8) *Collaboration avec l'Armée de l'Air.*

Sont désignés pour opérer de concert :

Le Détachement d'Armée N avec la *Flotte aérienne* nº 2.

Le Groupe d'Armées B avec la *Flotte aérienne* nº 2 et le Corps de *D. C. A.* I (II).

Le Groupe d'Armées A avec la *Flotte aérienne* nº 3 et le Corps de *D. C. A.* VIII (I).

Le Groupe d'Armées C avec la *Flotte aérienne* nº 3.

9) *Construction de positions et unités de travailleurs.*

La construction de positions dans la zone des Groupes d'Armées sera poursuivie comme prévu précédemment.

Après le commencement de l'attaque, tous les É.-M. chargés de la construction de positions dans la zone des Groupes d'Armées B et A, les unités du Génie, celles de travailleurs et les autres seront maintenues dans leurs secteurs. Un ordre sera donné qui fixera les missions ultérieures et la subordination. La garde des dépôts d'armes et de munitions doit rester assurée.

10) *Concentration et position de départ.*

Jusqu'au 8.11., dans la soirée, les Groupes d'Armées B et A, ainsi que le Détachement d'Armée N, auront à *concentrer* leurs forces de telle manière qu'elles puissent occuper en *six marches de nuit* leurs *positions de départ* pour l'attaque. La zone suivante doit rester dégarnie pour les réserves de l'*O.*

K. H. : Dortmund — Hagen — Siegen — Francfort-sur-le-Mein — Gelnhausen — Marbourg — Lippstadt.

L'*O. K. H.* ordonnera le commencement des mouvements vers les *positions de départ* en indiquant le jour où l'attaque devra être possible (Jour — A 1).

Par cet ordre, l'*O. K. H.* amènera soit par des marches de nuit, soit par des transports par voie ferrée, les unités motorisées et les autres forces qui ne se trouvent pas encore dans la zone des opérations (cf. annexe 1).

11) *Divers.*

a) *Tableau des forces (avec plan horaire)* : voir annexe 1.

b) *Situation de l'ennemi* : voir annexe 2.

c) *Prescriptions pour les transmissions* : voir annexe 3.

d) *Prescriptions pour les grandes unités de l'Armée de l'Air* : voir annexe 4.

e) *Prescriptions pour les approvisionnements* : voir annexe 5 (suit).

f) *Les plans d'arrivée des troupes* sont transmis régulièrement aux Groupes d'Armées, aux Armées et au Détachement d'Armée N par leur officier des transports nanti de pleins pouvoirs.

g) Le Commandant du Corps des Transports donnera des instructions particulières pour les *troupes de chemins de fer et pour l'engagement des services de transport.*

12) *Rapports.*

Les Groupes d'Armées A, B et C, ainsi que le Détachement d'Armée N, remettront le 1.11., en trois exemplaires, leurs rapports concernant :

a) Les projets, les dispositions et les missions arrêtées pour les forces subordonnées, avec carte au 1/300.000.

b) Les demandes d'appui par l'Armée de l'Air.

c) Les autres vœux (propositions au sujet des mesures de diversion).

(S.) VON BRAUCHITSCH.

Annexes : 1. Tableau des forces.
2. Situation de l'ennemi.
3. Prescriptions pour les transmissions.
4. Prescriptions pour les grandes unités de l'Armée de l'Air.
5. Prescriptions pour les approvisionnements (suit) (1).

Destinataires :

C. en C. de l'Armée	Exemplaire nº	1.
Chef d'É.-M. G. A.	—	2.
1er sous-chef d'É.-M. G. A.	—	3.
Groupe d'Armées A	—	4.
Groupe d'Armées B	—	5.
Groupe d'Armées C	—	6.
2e Armée	—	7.
4e Armée	—	8.
6e Armée	—	9.
12e Armée	—	10.
16e Armée	—	11.
Détachement d'Armée N	—	12.
Commandement des Forces armées (Section de la Défense du Territoire)	—	13.

(1) N. D. T. Nous ne possédons pas ces annexes.

C. en C. de la Marine	Exemplaire nº	14.
C. en C. de l'Armée de l'Air	—	15.
Général de l'Armée de l'Air près le C. en C. de l'Armée	—	16.
Commandant des Transports	—	17.
Chef du Service des Transmissions de l'Armée	—	18.
Quartier-Maître général	—	19.
Commandant de l' « Ersatzheer »	—	20.
Bureau des Opérations	—	21 à 25.

* * *

Tout le poids de la manœuvre décrite dans ce long document se situe à l'aile droite, comme en 1914. Mais la Hollande n'échappera plus à la tourmente. Il est vrai que la mission du Détachement d'Armée N n'est qu'un hors-d'œuvre. Le rôle principal est confié au Groupe d'Armées B, du *Generaloberst* Fédor von Bock, déployé de Nimègue à la pointe nord du grand-duché de Luxembourg. Trois armées écraseront l'Armée belge sur ses positions du canal Albert et de la Meuse, convergeront vers la Moyenne Belgique et, regroupées à l'aplomb de Bruxelles, poursuivront l'attaque sans désemparer vers la côte. Quant aux formations blindées d'abord engagées de part et d'autre de Liège, elles se réuniront au sud d'Anvers en une masse compacte de dix divisions, dont huit *Panzer* et deux motorisées, qui, relancées entre Gand et Bruges, donnera vitesse et puissance à l'aile enveloppante de von Bock. Le tout sera couvert vers le Sud par les deux armées du Groupe d'Armées A, aux ordres du *Generaloberst* Gerd von Rundstedt.

Tel est donc ce premier plan qui passe pour avoir été inspiré par les idées de von Schlieffen. Sans doute donne-t-il encore le premier rôle à une aile droite bien étoffée. On y trouve presque tout ce que l'Armée allemande compte de grandes unités blindées et motorisées (1). Mais il serait difficile de pousser davantage l'analogie. Le rapport des forces de l'aile droite à l'aile gauche est moins accusé qu'en 1914 et, surtout, les perspectives de la manœuvre sont loin d'avoir la même ampleur. Il s'agit de « conquérir rapidement la côte belge ». Le Groupe d'Armées B oriente donc sa poussée générale vers l'Ouest, droit devant lui. Il n'est pas question, dans la directive du 19 octobre, d'une conversion ultérieure vers le Sud.

Ce silence n'implique pourtant pas que le Haut Commandement allemand ait vraiment limité ses ambitions à la maîtrise des rives belges de la mer du Nord. Pour donner à ce texte sa vraie signification, il convient de se rappeler les paroles de Moltke l'ancien : « Aucun plan de campagne

(1) Le Groupe d'Armées B dispose de huit *Panzer* et deux motorisées ; une division blindée et deux motorisées sont chez von Rundstedt, tandis que les réserves générales comprennent une *Panzer* et une motorisée (cf. Major L. F. Ellis, *op. cit.*, p. 342).

ne s'étend avec quelque sûreté au delà de la première rencontre avec le gros des forces ennemies (1). »

Nous n'avons donc sous les yeux qu'une description de la première phase de la manœuvre projetée. De modeste envergure, elle traduit bien l'appréhension que l'*O. K. H.* éprouve à l'idée de devoir déclencher l'offensive à la mauvaise saison, avec des moyens qu'il juge insuffisants. S'il lui faut aller de l'avant, ce sera au moindre risque et le plan qu'il conçoit évite les mouvements téméraires avant de rechercher des succès décisifs.

On peut toutefois se demander ce que von Brauchitsch et Halder comptaient faire si, la Manche atteinte, la possibilité s'offrait de poursuivre les opérations jusqu'à leur conclusion victorieuse. Il est assez vraisemblable qu'ils aient envisagé une classique manœuvre d'aile vers l'Ouest de Paris. Ce n'est évidemment qu'une hypothèse. Mais le regroupement des blindés à l'extrême droite en est comme une préfiguration et il faut peut-être y voir l'origine de l'idée selon laquelle le premier plan de 1939 n'était en somme qu'une réédition du célèbre projet de Schlieffen (2).

Jean VANWELKENHUYZEN.
Bruxelles.

(1) Cf. Wolfgang FOERSTER, *Le comte Schlieffen et la guerre mondiale. — La stratégie allemande pendant la guerre de 1914-1918*, Paris, Payot, 1929, p. 58.

(2) Nous signalons à nos lecteurs, sur la même question, mais traitant d'aspects différents, les deux articles publiés par M. VANWELKENHUYZEN dans *L'Armée-La Nation* (numéro de mai 1955) et dans *La Revue historique de l'armée* (numéro de mai 1955) [N. D. L. R.].

COMPTES RENDUS

L'AVANT-GUERRE

Stresemann et le réarmement allemand

Il semble bien que, dans ce livre (1), M. Gatzke ait voulu répondre à une question que posait en 1953 M. Wheeler-Bennett dans *The Nemesis of Power* : Stresemann savait-il, quand il négociait avec les puissances occidentales, que la *Reichswehr* faisait d'illicites préparatifs de guerre? Il faut remarquer dès l'abord que cette question est un peu oiseuse. Il serait, en effet, invraisemblable que Stresemann eût ignoré les activités de la *Reichswehr* alors que la presse de l'Europe entière criait au scandale et que Scheidemann, à ce sujet, interpellait au *Reichstag* le gouvernement dont Stresemann était membre. M. Gatzke a cependant voulu répondre à cette question et, après avoir dépouillé les 50.000 pages des *Papiers* de Stresemann, il est parvenu à cette conclusion de bon sens : Stresemann savait que la *Reichswehr* violait peu ou prou les clauses militaires de Versailles.

Le livre de M. Gatzke se présente, au premier abord, comme une œuvre sérieuse : les papiers de Stresemann sont, évidemment, une source de choix et l'auteur n'avance rien sans donner en note une référence. Seulement, il ne faut pas y regarder de trop près. Non que les citations soient formellement inexactes, mais M. Gatzke, en les découpant, en les accouplant, fausse considérablement leur sens. Prenons quelques exemples. M. Gatzke (p. 76-77), étudiant la réaction de Stresemann au fameux discours de Scheidemann au *Reichstag*, se réfère à un discours prononcé « le soir même » par Stresemann à Königsberg. En fait, ce dernier discours est du 16 décembre 1927, soit un an après le discours de Scheidemann. L'auteur, à la page 20, nous dit que Stresemann, le 9 janvier 1924, accepta de mauvais gré la reprise des travaux de la *Commission de Contrôle* et, à la page 22, que Seeckt refusa catégoriquement de donner les ordres nécessaires pour la reprise de ces travaux. Le lecteur peut en déduire que Seeckt bloqua ainsi les inspections et conclure à la supériorité en Allemagne du pouvoir militaire sur le pouvoir politique. Or, si on se reporte aux textes, on s'aperçoit que le refus de Seeckt est du 7 janvier et qu'un Conseil des ministres fut réuni à ce sujet le 7 ou le 8. Le protocole de cette réunion n'est pas dans les papiers de Stresemann, mais il ne fait aucun doute que Seeckt dut s'incliner, puisque le Gouvernement allemand accepta, le 9, la reprise des inspections. Ce qui amène à conclure en fait, dans ce cas, à la supériorité du pouvoir civil sur le pouvoir militaire.

Il n'y a, d'ailleurs, pas l'ombre de mauvaise foi dans le livre de M. Gatzke. Celui-ci ne fait, le plus souvent, qu'étaler son ignorance. Ainsi, pour mon-

(1) Hans W. Gatzke, *Stresemann and the rearmament of Germany*, Baltimore, 1954, in-8°.

trer que Stresemann avait des arrière-pensées à Locarno, fait-il état (p. 34) d'un *top secret memorandum* qui se trouve dans les « papiers non publiés » de Stresemann. En examinant ce document, on constate que ce *top secret memorandum* est la note remise officiellement par Stresemann à d'Abernon, le 20 janvier 1925, et publiée depuis vingt-cinq ans. Plus loin (p. 36), M. Gatzke, voulant prouver la mollesse des Anglais à l'égard de l'Allemagne, cite une parole du général Wauchope à Stresemann suivant laquelle les Alliés ne demandaient pas, en ce qui concernait les usines Krupp, la « destruction » des machines, mais seulement leur « dispersion ». Il semble ignorer totalement que, du point de vue de la production industrielle, « destruction » ou « dispersion », c'est tout un, et que la destruction n'était pas exigée pour ne pas surcharger le budget allemand de lourdes indemnités qui auraient dû être payées aux industriels.

Ces bévues, qui sont loin d'être toutes mineures, font que le lecteur ne se sent pas du tout convaincu par les conclusions de M. Gatzke. Celui-ci ne croit pas à la sincérité de l'*Erfüllungspolitik* menée par Stresemann. Il se donne beaucoup de mal pour montrer que, dès avant sa venue au pouvoir, Stresemann était partisan de violer les clauses militaires de Versailles : Stresemann « approuva, écrit-il, les tentatives faites pour dépasser la limite de 100.000 hommes imposée par le traité ». Il en veut pour preuve que Stresemann avait favorisé la création des *Einwohnerwehren*. Certes, celles-ci étaient contraires aux clauses de Versailles. Mais encore aurait-il fallu montrer que ce mouvement armé à tendances séparatistes pouvait être considéré comme un renforcement de l'armée nationale (ce qui serait étonnant), et aussi que Stresemann, quand il les favorisait, avait en vue un accroissement de la force militaire de l'Allemagne. Or, il n'en est rien : l'appui de Stresemann à l'*Orgesch* n'avait pour but que de prendre pied en Bavière et de provoquer de l'agitation dans l'Allemagne du Sud, ce qui était une singulière manière de renforcer le potentiel militaire de l'Allemagne.

M. Gatzke voit dans l'obtention de la cessation du contrôle militaire interallié un des soucis majeurs et un des grands succès de Stresemann. Il s'agissait de débarrasser Seeckt d'un contrôle gênant. Il est cependant curieux que, dans sa fameuse lettre au Kronprinz, Stresemann n'ait pas compté la fin du contrôle militaire au nombre des buts de sa politique. Quant au succès, il est maigre, car Stresemann n'obtint le retrait de la Commission qu'en décembre 1926, alors qu'il l'avait demandé pour la première fois en octobre 1923, reprenant une demande de 1922. Encore dut-il accepter le maintien à Berlin d'experts chargés de négocier sur quelques points du désarmement qui n'avaient pas pu être réglés. Si on compare ce succès à ceux qu'obtint Stresemann dans la question des réparations et celle de l'évacuation de la Rhénanie, on est amené à se demander si vraiment il tenait à le remporter.

La politique de Locarno, pense M. Gatzke, n'a été qu'un paravent derrière lequel Seeckt a pu reconstituer son armée. Cette thèse n'est pas récente : elle avait déjà cours en 1925-1926 dans les milieux français hostiles au rapprochement franco-allemand. Si elle est exacte, il apparaît que Seeckt — qui n'était pourtant pas un imbécile — n'a rien compris à la politique de Stresemann. M. Gatzke se donne en vain beaucoup de mal pour démontrer qu'au fond Stresemann et Seeckt étaient d'accord et que leur différend n'était dû qu'à la morgue du militaire pour le civil et au complexe d'infériorité du civil à l'égard du militaire. Mais, si on se reporte aux textes, on constate que l'opposition de Seeckt à la politique de Locarno a été acharnée et constante. Stresemann a imposé sa politique à l'armée et à la droite. Pour ce faire, il fit miroiter en Conseil des ministres les avantages les plus divers du traité de Locarno et déclara même — après Chamberlain — qu'aucun traité n'est éternel. On ne voit pas qu'il ait fait ressortir qu'en endormant la vigilance

des Français par des concessions verbales, on pourrait plus facilement réarmer.

Le livre de M. Gatzke est fondé sur le postulat que les dirigeants de la République de Weimar ont eu pour principal souci de réarmer. Mais c'est une affirmation gratuite. L'Allemagne, comme tous les autres États, avait à assurer sa sécurité. Or, si on considère le traité de Versailles comme base permanente du statut européen, la sécurité allemande ne pouvait être assurée que de trois façons :

D'abord par une garantie des frontières allemandes par les Alliés. Cette solution a peut-être été envisagée à Versailles ; elle n'a pas, en tout cas, été retenue. L'Angleterre a toujours refusé de prendre des engagements dans l'Est européen et la France était alliée de la Pologne, principal antagoniste de l'Allemagne.

La sécurité allemande pouvait ensuite être assurée par la reconstitution d'une forte armée. Il est évident que Seeckt était favorable à cette solution. Il est certain qu'il a, ainsi que le général Heye, toujours conservé la possibilité de reconstituer l'armée : les 100.000 hommes ont été instruits de telle sorte qu'ils pussent éventuellement servir de cadres à une armée plus large, des plans ont été faits, des techniciens ont été formés. Mais cette nouvelle armée allemande n'a pas été réalisée du temps de la République de Weimar : les témoignages du général Warlimont et du général Gauché concordent sur ce point. M. Gatzke a beau intituler un des chapitres de son livre *The perfection of german rearmament*, tout ce qu'il cite comme infractions faites par l'Allemagne aux clauses de Versailles ne constitue pas le tableau d'un réarmement : l'armée allemande comprenait 100.000 hommes et il est ridicule de vouloir assimiler le *Stahlhelm* à des réserves instruites ou en cours d'instruction. En France, les ligues patriotiques étaient armées (on le vit bien le 6 février 1934) ; elles n'ont pourtant jamais été considérées comme un renforcement du potentiel militaire de la nation.

La sécurité allemande pouvait enfin être assurée par la signature d'une convention générale de désarmement. C'était là officiellement la thèse de Stresemann. Mais M. Gatzke n'aborde nullement le sujet. Il se contente d'ironiser sur le fait que Stresemann, à Locarno, demanda l'égalité d'armement (ou de désarmement) entre les nations. Pour lui, ce n'était là qu'une manœuvre tendant à rendre les Alliés plus tolérants à l'égard des violations allemandes du traité de Versailles et à obtenir le désarmement des autres. On peut, évidemment, discuter à perte de vue sur le point de savoir si juridiquement l'Allemagne était en droit d'exiger le désarmement de ses anciens ennemis. Il faut pourtant reconnaître que c'était la seule voie ouverte à l'Allemagne. Il aurait fallu examiner quelle avait été la politique allemande à Genève, ce que M. Gatzke a totalement omis de faire. Il semble ignorer complètement les travaux de la Commission préparatoire. S'il les connaissait, il saurait que l'Allemagne a toujours cherché à accélérer les négociations et que toutes les questions insolubles (différence entre une arme offensive et une arme défensive, définition du potentiel militaire, par exemple) ont été soulevées par les Français. On voit mal l'intérêt que pouvait avoir l'Allemagne à la réunion d'une conférence générale du désarmement, si elle était en train de réarmer secrètement et si toutes les négociations de Genève n'avaient pour but que de gagner du temps.

Bien qu'en pense M. Gatzke, le fait que Stresemann ait connu les activités illégales de la *Reichswehr* ne prouve pas que la politique de Locarno n'était que fourberie. Il y a dans les papiers Stresemann des exemples d'opposition formelle du ministre des Affaires étrangères aux dessins de l'armée. Que M. Gatzke les passe sous silence ou les déforme ne change rien aux faits. Et puis, tant que l'armée allemande n'était pas reconstituée, les préparatifs faits par Seeckt ou par Heye n'avaient de valeur qu'en cas de non-signature

d'une convention de désarmement. Enfin, dans certains cas, par exemple celui des fortifications orientales, Stresemann pouvait-il s'opposer formellement aux travaux en se déclarant absolument certain que la Pologne n'attaquerait jamais l'Allemagne, ou qu'au pire les Français viendraient au secours des Allemands?

Un problème analogue se pose au sujet du jugement que porte sur la politique de Briand M. Gatzke. Pour lui, le ministre français, complètement obnubilé par « l'esprit de Locarno », a été une dupe qui sacrifia à un mythe la sécurité de la France. Ainsi, à l'automne 1925, Briand aurait ordonné l'évacuation de la zone de Cologne sans exiger de l'Allemagne aucun redressement en matière de désarmement. C'est là une affirmation étonnante. Car, avant l'envoi par les Alliés de la note du 16 novembre 1925, eurent lieu à Paris les négociations sur le désarmement et un accord fut signé sur les cinq points litigieux : police, haut commandement, instruction dans les armes interdites, armement de la forteresse de Königsberg, associations paramilitaires. M. Gatzke ignore, évidemment, ces négociations : il lui aurait suffi pour les connaître de lire la presse du temps.

Il a, d'autre part, un morceau de bravoure au sujet de l'entrevue de Thoiry. Au cours de cette entrevue, Briand dit à Stresemann avoir « jeté dans un coin les dossiers du ministère de la Guerre sur les violations allemandes du traité de Versailles et demandé qu'on lui parlât de questions importantes ». On voit très bien Briand sacrifiant à sa marotte l'avis circonstancié de ses experts. Il est malheureusement impossible de savoir ce que contenaient les dossiers du ministère de la Guerre. Mais il faut remarquer que les « questions importantes » soulevées par Briand à Thoiry se résument à l'activité du *Stahlhelm*, et plus précisément à l'existence d'un manuel recommandant aux adhérents la lecture d'un livre intitulé : *Comment devenir fantassin*? Voilà, évidemment, une grave violation à l'article 177 du traité de Versailles. Mais, si Briand s'est occupé de tels détails, il est peu probable qu'il ait jamais songé à ne pas exiger de l'Allemagne les mesures de désarmement prévues à Versailles.

Certes, la politique de Briand a échoué : en 1933, en 1936. Seulement, il n'est point sûr qu'il faille, comme le veut M. Gatzke, rechercher les causes de cet échec dans la tolérance de Briand à l'égard des racines de la force militaire allemande : le potentiel industriel et la *Führerheer*. A moins d'acculer le peuple allemand à la famine, il était impossible d'empêcher l'Allemagne d'être une grande puissance industrielle. Quant à l'armée de chefs, elle était une conséquence directe du traité de Versailles, un cadeau fait à l'Allemagne par ses anciens ennemis. Car il est bien évident que, si on le choisit bien, tout soldat ayant accompli douze ans de service peut faire un honnête sous-officier. L'erreur de Briand a été de faire ou de laisser traîner en longueur les travaux de la Commission préparatoire. Si la Conférence du Désarmement, au lieu de se réunir en 1932-1933, s'était ouverte en 1927, elle aurait sans doute été un succès. Briand n'est peut-être pas entièrement responsable. Mais, pour le savoir, il faudrait consulter des archives françaises.

Stresemann un fourbe, Briand une dupe : autant de contresens. On n'écrit pas un livre sur le réarmement allemand sans avoir les notions les plus élémentaires sur les questions de désarmement. Un grain d'esprit critique n'est pas non plus inutile. Cela aurait permis à M. Gatzke de prendre pour ce qu'il vaut le bruit qui, de 1918 à 1933, courut les salles de rédaction de tous les journaux européens : « L'Allemagne réarme ! »

André Scherer.
Londres.

La « Génération du Milieu »

A retenir pour sa présentation sobre, intelligente, brillante même, des études classiques dans l'Allemagne provinciale de 1920-1925, et plus spécialement au Wurtemberg (p. 9-73), le dernier livre de Karl Epting (1) mérite-t-il de prendre rang parmi les tableaux d'histoire intellectuelle et les explications de l'entre-deux-guerres? La prétention en apparaît non seulement dès la couverture, mais encore dans le titre de chaque chapitre : « Travail international à Genève », « Échanges germano-français », « Politique allemande de 1924 à 1939 », « Intégration européenne de 1939 à 1945 ».

Assurément, il y a beaucoup de justesse dans les critiques adressées à la « coopération intellectuelle » des « années trente » (son rationalisme cartésien incapable d'atteindre à l'unité et à la communion, p. 91-96) ; il y a de l'équité dans le développement qui concerne les Juifs et l'antisémitisme en Allemagne (p. 89-91) ; il y a de la vérité dans cette hantise allemande, que l'on nous rappelle, de constituer, à l'instar de la France, une vraie « nation » (p. 107 notamment), dans cet embarras caractéristique de dégager et diriger une *Kultur politik* efficace (p. 127-137), comme dans cette fatalité du nationalisme allemand contemporain. Mais l'auteur se borne trop souvent à des raccourcis ou à des énumérations, surtout dans le chapitre des échanges franco-allemands, pour faire vraiment la preuve de ce qu'il avance. Il cède de plus, malgré le désintéressement apparent et une discrétion extrême, au souci de justifier l'ancien directeur de l'Institut allemand de Paris et des Cahiers publiés à Paris (1941-1944) et à Hambourg (1942-1944).

Nous ferons donc des réserves à l'égard de la description intellectuelle de la France — l'éloge absolu de Sieburg pouvant servir de critère, p. 102-103 — de cette France dans laquelle Romain Rolland ne figure qu'avec l'étiquette d'un « humanitarisme teinté de communisme » (p. 111), derrière la pléiade où brillent particulièrement Bernanos, Brasillach, Drieu La Rochelle — Céline étant abandonné (2)... Les ignorances ou les erreurs choqueront davantage dans les domaines où les exigences scientifiques l'emportent sur les conceptions philosophiques ou esthétiques : pourquoi l'auteur ne cite-t-il jamais, parmi les germanistes, Bertaux (père), Albert Fuchs, Robert Minder, Ernest Tonnelat, Edmond Vermeil? Comment peut-il surestimer l'œuvre d'Ernest Seillière et mettre au compte principal de six hommes — « Andler, Bainville, Renouvin, Tibal, Reynaud, Rivaud » (p. 121) — la conception nationale, foncièrement injuste, d'un « pangermanisme »?

Trop d'affirmations aventurées dans le champ de l'histoire et de la politique : la vieille théorie des frontières naturelles comme élément permanent de la politique française (p. 193) ; la conception simpliste de la droite française (« après 1933, la gauche marxiste et la droite nationaliste se rencontrèrent dans le refus d'une politique positive vis-à-vis de l'Allemagne », p. 119) ; la thèse de la continuité de pensée de Briand et Stresemann à Laval et Abetz (p. 173) ; la médiocrité de la Résistance française (p. 233-235)...

Sur l'histoire de l'Allemagne de 1920 à 1939, on lira non sans intérêt, mais sans surprise, la « mise au point » d'un homme dont les sympathies allaient à Stresemann et à Brüning, et qui accepta le nazisme comme une synthèse du nationalisme et du socialisme. Suivant Karl Epting, la « génération du milieu » — la sienne (il est né en 1905) — n'assuma, sous Hitler, que des responsabilités techniques, sans échapper à la malédiction du « régime de 1945 » (p. 3-5) : génération sacrifiée. Et pourtant génération « modérée », encore prête à servir.

F. L'Huillier.
Faculté des Lettres. Dijon.

(1) Karl Epting, *Generation der Mitte*, Bonn, 1953.
(2) Karl Epting, *Frankreich im Widerspruch*, Hambourg, 1943.

Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse (1)

Ce volume, moins riche que les précédents, intéresse la période de 1937 à mars-avril 1939, et groupe en trois parties des documents se rapportant à des questions différentes.

La première partie (15 textes) est consacrée aux relations avec le Proche-Orient. Celles-ci sont dominées, pour l'Allemagne, par la question de Palestine et la formation éventuelle d'un Etat juif : solution au problème juif qu'elle ne voit pas sans appréhension, mais qui lui paraît cependant inévitable, car l'Angleterre semble y tenir. C'est un risque de difficultés qu'il est aisé de prévoir, notamment pour la minorité allemande en Palestine, dont la plus grande partie serait fatalement incluse dans le futur État juif. Les efforts de la diplomatie portent donc sur les États arabes, susceptibles de faire échec à ce projet ; mais ceux-ci ne sont pas unanimes dans leur opposition et l'Allemagne n'a guère confiance en eux. C'est avec Ibn Séoud que les négociations ont été poussées le plus loin : elles ont commencé dès la fin de 1937, mais, au début de 1939, elles sont au point mort ; malgré l'insistance des agents locaux, la *Wilhelmstrasse* ne veut pas aller jusqu'à la signature d'un traité d'amitié, parce qu'elle n'a pas assez confiance en lui pour souscrire à sa condition essentielle, la fourniture d'armes. Une note nous apprend d'ailleurs que la négociation sera reprise en juin 1939, ainsi qu'il apparaît dans les documents qui seront publiés dans le volume suivant.

Les relations avec l'Amérique latine (30 textes, qui constituent la seconde partie) sont franchement mauvaises. La propagande allemande se heurte à celle des États-Unis, et c'est une opinion couramment répandue en Amérique du Sud que « l'Allemagne représente le seul danger qui menace la paix mondiale » (p. 76). Signe particulier d'hostilité, le Mexique a adressé une protestation à la S. D. N. contre l'*Anschluss*. L'hostilité des divers gouvernements et des opinions publiques se nourrit d'une cause plus précise, la propagande allemande auprès des minorités en Argentine, Brésil et Chili : propagande active, souvent maladroite, qui ne se soucie guère de la distinction entre les *Reichsdeutsche* (nationaux allemands) et les *Volksdeutsche* (Sud-Américains d'origine allemande). C'est au Brésil que la situation est devenue la plus grave. La *N. S. D. A. P.* fut interdite et, en mai 1938, des citoyens allemands furent arrêtés, sous l'inculpation d'avoir participé à une tentative d'insurrection contre le président Vargas. Les rapports se sont vite envenimés et l'ambassadeur Ritter dépassa même ses instructions en annonçant que l'ambassadeur du Brésil à Berlin ne serait plus invité à aucune réception ; aussi, après un voyage en Allemagne, ne fut-il plus admis à revenir au Brésil et l'ambassade resta vacante jusqu'en juin 1939. Dans toute l'Amérique du Sud, la position de l'Allemagne est affaiblie. Les différents ministres doivent se concerter pour rendre la propagande plus discrète, mais tous signalent dans leurs rapports que la crise de Munich a encore aggravé la situation.

La troisième partie groupe diverses pièces (25 textes) sous le titre : la Question juive. Ce sont des documents qui ont trait aux répercussions des mesures antisémites sur la politique étrangère ; ils complètent ceux qui, dans la première partie, se rapportent à la question de Palestine. En juillet 1938, une Conférence internationale s'était réunie à Évian, pour étudier le problème des Juifs émigrés. L'Allemagne avait refusé d'y participer, mais elle engagea cependant des conversations avec le Comité intergouvernemental chargé de suivre la question. La plus grande difficulté venait de ce qu'elle refusait de

(1) Tome V, livre II : *Le Proche-Orient, l'Amérique latine, la Question juive*, Paris, Plon, 1 vol. in-8°, 1954, 160 p.

laisser exporter les capitaux juifs. Une circulaire de la *Wilhelmstrasse* déclare que « l'Allemagne n'a aucune compréhension pour la compassion d'un monde prétendument humanitaire, qui dénonce comme une injustice le maintien en Allemagne de ce que les méthodes commerciales juives ont extorqué au peuple allemand » (p. 145). Cependant, l'émigration doit être encouragée par tous les moyens et fonctionner « à la chaîne » : un comité présidé par Heydrich s'occupe, en février 1939, de mettre en place des offices d'émigration dans toutes les grandes villes allemandes, sur le modèle de Vienne. La *Wilhelmstrasse* y voit l'avantage que l'arrivée de réfugiés juifs provoque un peu partout des manifestations d'antisémitisme : c'est, dit-elle, « la meilleure des propagandes pour la politique juive de l'Allemagne ».

J.-M. D'HOOP.
Lycée Voltaire.

Une biographie de Heinkel (1)

L'existence de Ernst Heinkel jusqu'aux années d'après guerre est étroitement liée au développement de l'aviation allemande. Son histoire constitue une grande partie de l'histoire de cette dernière. Passionné dès son enfance pour l'aviation, ce constructeur d'une activité dévorante, cet impatient qui menait sa voiture à des allures telles, que personne ne voulait monter avec lui, ce grand industriel était le fils d'un modeste ferblantier de Souabe. Né en 1888, il était jeune étudiant au moment où la presse était pleine des prouesses des frères Wright et des Français tels que Blériot, Delagrange, Voisin et autres pionniers. Le désir impérieux de construire lui-même un avion le poussait à mettre fin à ses études le plus tôt possible. En 1909, à 21 ans, sans argent, il bricole une copie du *Farman*. Son appareil est fini deux ans après. Heinkel vole, il connaît une gloire locale, mais casse son avion et se blesse grièvement.

S'aidant encore de cannes, il débute comme ingénieur à la *Luftverkehrsgesellschaft* à Johannisthal, près de Berlin. Son tempérament bouillant le pousse à voir du nouveau et il passe chez Albatros ; les monoplans qu'il y construit gagnent des compétitions, battent des records, et en 1914 Albatros se trouve à la tête des usines d'aviation allemandes avec 500 ouvriers.

Un nouveau changement le conduit à Brandenburg où il construit quelque temps des avions pour le compte de la *Hansa-Brandenburg* créée par Etrich, fils d'un riche filateur de Bohême. Son nom est maintenant connu. Un richissime financier et industriel autrichien d'origine juive, né à Trieste, Castiglioni, pris de passion pour l'aviation, veut se l'attacher. Heinkel, malgré son désir de créer du nouveau dans de nouvelles entreprises, s'excuse de ne pouvoir encore quitter Brandenburg. Alors Castiglioni achète l'usine tout entière, y compris Heinkel qui a 26 ans.

Survient la première guerre mondiale qui donna à l'aviation une vive impulsion. Pendant quatre ans Heinkel construisit tant en Allemagne qu'en Autriche plus de 40 types d'avions dont 30 en série. En Autriche, 70 % des avions militaires, 95 % des hydravions furent des Heinkel. C'est l'époque où son cerveau bouillonnant d'idées ne lui laissait pas un instant de repos. Le *Hansa-Brandenburg W 12*, un hydravion de combat, fut esquissé par lui dans un restaurant, où il le dessina au dos d'un couvercle de carton pour chope à bière.

La défaite des Empires centraux entraînant une interdiction pour les

(1) Ernst HEINKEL, *Stürmisches Leben (Vie d'orages)*, rédigé par Jürgen THORWALD, Mundus Verlag, Stuttgart, 1953, 536 pages, nombreuses photographies.

Allemands de contruire des avions marqua la fin d'une première et brillante étape de la vie de Heinkel.

Toutefois Heinkel ayant acheté une maison près de la mer, à Travemünde, construisit en secret des avions pour la Norvège, les États-Unis, le Japon, puis pour la Suède. La *Reichswehr* ne pouvait se permettre d'avoir une aviation, mais elle l'encouragea à établir des prototypes. Heinkel fut ainsi amené à construire un He 17, en jouant à cache-cache avec la Commission de contrôle (1).

Cette interruption dans la carrière de Heinkel ne fut donc pas de longue durée et quand une plus grande liberté lui fut laissée il reprit son essor. Ce fut d'abord dans le domaine des avions postaux. Les États-Unis lui en commandèrent en 1925. Ensuite la puissante maison d'édition Ullstein de Berlin entreprit de faire parachuter ses paquets de journaux sur les villes, et elle utilisa à cet effet des *Albatros* et des *Heinkel* (He 39 et 40).

Puis l'activité de Heinkel se porta sur les catapultes. L'idée était vieille (on peut la faire remonter au mécanisme de lancement des *Wright*). Les Japonais commandèrent en 1925 à Heinkel des catapultes et des avions et ils l'invitèrent à se rendre au Japon pour les livrer. Ses succès en hydraviation lui valurent de nouveaux clients. En 1926, la marine suédoise, le Japon de nouveau, la Hongrie, le Danemark, plus tard la Russie, lui firent des commandes. Le ministère des Transports du Reich lui demanda une catapulte pour le *Bremen*. Elle fut prête en 1929, pour la traversée jusqu'à New York dans laquelle ce paquebot de 50.000 t. s'appropria le Ruban bleu. Puis ce furent de semblables installations sur d'autres bateaux et sur les points mobiles de relâche organisés sur l'Atlantique pour la traversée par avions.

Dans le domaine de la vitesse Heinkel disputa à cette époque les records détenus par les Français et par les Américains. Il produisit un nouvel avion postal, le *He 70* qui faisait 360 km./h. et qu'il exposa à Paris.

Jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir la carrière de Heinkel a été éclatante et elle semble avoir été heureuse. Le national-socialisme va renverser tout cela. Certes il aura la satisfaction de diriger des usines énormes. Mais il aura perdu son indépendance ; son inspiration sera bridée, contrariée par une lourde machine bureaucratique qui lui donnera des ordres ; il n'aura plus le temps de surveiller de près, ainsi qu'il l'avait fait jusque-là, les travaux de ses bureaux d'études et il en résultera des mécomptes ; resté étranger à la politique intérieure, il sera en butte aux tracasseries de *gauleiters* qui lui reprocheront sa tiédeur pour le régime et lui imposeront des hommes à eux.

Dès 1936, le ministère de l'Air du Reich, envisageant l'éventualité d'une production en grande série, fit à Heinkel une proposition : Heinkel avait dû abandonner sa première usine de Warnemünde et s'installer à Marienehe, aux environs de Rostock. Le ministère voulait créer une usine beaucoup plus vaste, capable de produire 100 gros avions par mois. Il ne pouvait plus être question pour Heinkel d'en assumer les frais d'établissement. Le ministère lui proposa de se substituer à lui, en créant une société dont il lui était donné un certain nombre de parts, dont il serait le directeur, qui porterait son nom, mais où il ne jouirait pas d'une autorité absolue.

Heinkel accepta. S'inspirant de sa propre usine à Marienehe, il fit le

(1) Celle-ci était trahie par les siens. Une mission japonaise (capitaine de vaisseau Kaga et ingénieur Yonezawa) lui demanda un avion torpilleur ; quand la Commission devait venir visiter l'usine de Heinkel, l'attaché naval japonais, qui en faisait partie, prévenait Kaga qui avertissait Heinkel, et alors les pièces détachées, les avions eux-mêmes disparaissaient dans les bois ou dans les dunes. Quant aux vols d'essai, ils avaient lieu la nuit.

projet d'une usine splendide que par la suite on allait faire visiter à toutes les missions étrangères, et notamment à celle du général Vuillemin en août 1938. Commencée le 4 mai 1936, elle livra son premier avion, un *He 111* un an après.

Jusqu'à la guerre de 1939, les avions Heinkel avaient joui en Allemagne et dans le monde entier d'une réputation justifiée. Or, d'une part, Heinkel avait des concurrents de grande classe. Son *He 100* s'était approprié en 1938 le record de vitesse sur 100 km., avec une vitesse de 634 km./h. ; le 30 mai 1939, il avait porté ce record à 746 km., mais quelques jours après *Messerschmitt* le lui enlevait avec son *Me 109* à une vitesse de 755 km./h. Le *Me 109* allait rester « le » chasseur allemand.

Il restait à Heinkel les gros avions, en particulier les avions de bombardement en vol horizontal, à grand rayon d'action. Or, une modification de la politique de l'air devait freiner pour longtemps l'emploi de ces appareils. L'histoire d'Udet est liée à ce changement d'orientation. Udet, grand as parmi les chasseurs, était lieutenant en 1918. Redevenu civil il s'était consacré à l'acrobatie aérienne pour laquelle il avait des dons incomparables. Gagnant parfois des sommes importantes lors de ses exhibitions, il les dépensait largement ; bohème, grand buveur, joyeux camarade de fête, il ne voyait rien au delà de l'acrobatie. Göring voulut utiliser son nom. Udet, conscient de son incapacité, résista quelque temps à l'offre d'un poste important. Il céda pourtant et le 10 juin 1936, il fut nommé d'emblée colonel et chef du Bureau technique de l'Air. Il n'avait absolument rien d'un organisateur, avait le caractère faible et ne s'intéressait pas aux gros avions.

Hitler avait rêvé en 1938 d'une aviation tellement puissante que ni la France ni l'Angleterre n'oseraient ensuite attaquer le Reich. Mais le projet était hors de proportion avec les moyens financiers et matériels de l'Allemagne. L'état-major général de l'Air et le Bureau technique s'en rendaient compte, mais personne n'osait dire ouvertement la vérité à Hitler. Un ambitieux, Jeschonnek, déclara au contraire le projet réalisable (1). Sa solution était la suivante : pour le même prix on peut avoir beaucoup plus d'avions moyens que de gros avions ; il suffirait donc de supprimer les gros bombardiers et de les remplacer par des avions de bombardement en piqué qui coûtaient beaucoup moins cher. Ces derniers, les *Stuka*, firent d'ailleurs merveille en 1939 et 1940. Udet, séduit par le côté sportif du bombardement en piqué, appuya la décision. Et comme il avait failli en 1936 être victime d'un grave accident avec un *Heinkel* destiné au bombardement en piqué (le *He 118*), il donna la préférence à un *Junkers (Ju 87)*.

D'autre part, Heinkel reçut l'ordre de ne plus s'occuper de son gros bombardier pour bombardement en vol horizontal, le *He 177*, qui était prêt pour les essais en novembre 1939. Lorsque, après les échecs sanglants des attaques aériennes sur l'Angleterre, on se décida à utiliser le *He 177*, celui-ci qui n'était pas au point donna lieu à de lourds mécomptes ; il s'incendiait en vol. Plus tard, mais il était déjà trop tard, car la Russie avait englouti une partie importante de l'aviation allemande, Hitler voulant bombarder soit l'Oural, soit les convois en mer du Nord, rêvant même d'un bombardement continu de Londres par 40 ou 50 gros bombardiers opérant à une hauteur de 14.000 m. et se succédant en noria au-dessus de la ville, exigea de nouveau des gros appareils. Du *He 177* Heinkel sortit un *He 277* quadrimoteur, volant à 575 km./h. et capable de s'éloigner à 6.250 km. Cet avion eût été redoutable ; le premier de ces appareils n'apparut qu'au printemps de 1944 (2).

(1) Il en fut récompensé par sa nomination au poste de chef d'état-major de l'Air.

(2) Udet, conscient de son incapacité dans les fonctions qui lui avaient été données,

Dans son livre Heinkel étudie, parmi les raisons de la défaite de l'Allemagne, celles concernant l'aviation. Il confirme le manque de connaissances techniques de Göring, son désintéressement de plus en plus accusé des questions militaires. Il rappelle la lourdeur de l'énorme appareil bureaucratique qui régissait les constructions aéronautiques dans les plus petits détails et qui comptait un trop grand nombre de personnalités souvent incompétentes et rivales. Il fait ressortir l'incohérence de la politique de la lutte aérienne, revient sur l'incapacité d'Udet dont les conséquences se firent sentir longtemps après sa disparition ; il admire Milch dans son organisation de la production en grosses séries mais lui reproche de n'avoir pas fait poursuivre en même temps les recherches indispensables au progrès de sorte que l'Allemagne se laissa distancer par l'Angleterre et les États-Unis après avoir commencé la guerre avec d'excellents avions.

Un des derniers chapitres est consacré aux appareils à réaction. Heinkel avait travaillé la question dès 1935 et s'était peu à peu entouré de techniciens du moteur à réaction (von Braun, von Ohain). Ses essais conduisirent à un premier vol en 1937 avec un réacteur installé sur un *He 112*. Puis il construisit le *He 176* et le *He 178* spécialement pour ce mode de propulsion et en juin, juillet, août 1939, les vols se répétèrent à Peenemünde (dans le Nord de Usedom) où les Allemands avaient installé une station secrète pour les fusées. Jusqu'à la fin de la guerre Heinkel perfectionna ses appareils à réaction et arriva à de bons résultats, mais trop tard pour changer le cours des événements. Son dernier avion, le *He 162*, un chasseur à réaction, commença à sortir en série, mais n'arriva pas au front.

Les mémoires de Heinkel qu'il a fait rédiger par un jeune écrivain connu, Jürgen Thorwald, sont d'un très grand intérêt ; ils sont pleins de détails techniques et de photographies ; on ne pourra traiter de l'aviation pendant la dernière guerre sans s'y référer.

G. Renondeau.

en lutte avec Milch qui l'écrasait de sa supériorité, abandonné par Göring, s'était suicidé le 17 novembre 1941. Jeschonnek devait avoir le même destin. Udet disparut à la suite de l'échec sur l'Angleterre. Jeschonnek se suicida après le désastre de Stalingrad où il avait porté toute l'aviation.

SUR LE NAZISME

Une apologie de Hitler? (1)

Si Hans Grimm, né en 1875, est connu depuis longtemps des germanistes qui ont absorbé, non sans ennui, les 1.299 pages de son ouvrage *Volk ohne Raum* (« Peuple sans espace » — c'est naturellement du peuple allemand qu'il s'agit), paru en 1926 — son nom n'a pas atteint chez nous la grande notoriété et le Dr Grimm serait peut-être fort vexé de savoir qu'il n'est même pas mentionné dans le Larousse en six volumes.

Le récent livre dont il vient de gratifier ses concitoyens ne nous semble guère de nature à modifier cet état de choses. Son titre à allure philosophique : « Pourquoi — d'où — mais vers où? », est complété par un sous-titre qui délimite le sujet dans le temps : « Avant, pendant et après l'apparition historique Hitler. » (L'usage de l'apposition à la place du génitif fait partie des nombreuses manies stylistiques de l'auteur.)

L'ouvrage se présente sous la forme de trente-quatre lettres adressées à son fils et à sa fille. En fait, il s'agit de trente-quatre chapitres dans lesquels l'auteur, qui a passé près de dix ans de sa jeunesse en Afrique australe, déverse un ensemble fort hétéroclite qui va de l'autobiographie à l'invective et du récit « historique » concernant la période 1895-1954 aux considérations sociologiques. Si nous avions à proposer un sous-titre à ce livre, nous croyons que *Apologie d'Hitler* serait celui qui en rendrait le mieux l'esprit. Peu importe que le Dr Grimm entende écarter cette interprétation, tout en la voyant venir. Il écrit, en effet : « Il pourrait sembler que cet écrit... ait été rédigé pour disculper l'homme Hitler ou même pour le couronner... J'arrive aussi peu à aimer l'homme Hitler mort que vivant. Je n'ai qu'un seul amour qui s'appelle l'Allemagne et je n'ai qu'une seule passion combattive : je combats pour « l'homme blanc » libre. Du vivant d'Hitler, je ne me donnais pas la peine de comprendre complètement sa nature et je n'en avais pas la volonté. L'opposition de sa nature aux conceptions que j'avais héritées et aux ardents espoirs allemands de ma jeunesse semblait croître. Après l'échec d'Hitler, le développement politique général et la haine de ses adversaires, qui explosait violemment, m'apprirent à reconnaître que le disparu avait, dans ses rêves, eu une vision juste » (p. 467 et 468).

L'historique des rapports du Dr Grimm avec Hitler — épars dans tout le livre — peut se résumer comme suit. L'auteur entend parler pour la première fois d'Hitler, en 1920, par Moeller van den Bruck, le futur auteur du livre *Le Troisième Reich*, qui parut en 1923 et dont le « conservatisme révolutionnaire » s'apparente aux idées mêmes de Grimm. En 1928, il a avec Hitler une entrevue de plus d'une heure au cours de laquelle celui-ci lui déclare qu'il a lu plusieurs fois *Volk ohne Raum*, dont il partage les thèses (p. 113 et 114). Il voit Hitler pour la seconde fois en 1931, lors du défilé du *front de Harzburg*. En 1933, lors du vote de la loi accordant les pleins pouvoirs à Hitler, il éprouve « un secret malaise » (p. 130). Lors du premier plébiscite nazi, celui d'août 1934, au lendemain de la mort d'Hindenburg, il vote : non. Mais, le soir même du vote, on sait, dans le village de Lippoldsberg, où il réside, qu'il a voté « non », et il adresse au ministre de l'Intérieur une lettre dans laquelle il se plaint de la violation du secret du vote. Son courrier est surveillé et, en

(1) Hans Grimm, *Warum-Woher-aber Wohin?*, Lippoldsberg, Klosterhaus-Verlag, 1954, 608 p.

1938, il est même menacé par Goebbels d'être envoyé pour quatre mois dans un camp de concentration. Rassurons-nous. Rien de tel n'arriva et l'auteur prend soin de nous informer qu'en mars 1945, lors de son soixante-dixième anniversaire, les télégrammes ministériels de Berlin ne manquèrent pas. Comme il n'avait pas été membre du parti, il ne fit l'objet d'aucune poursuite et, aujourd'hui comme avant la guerre, il est l'un des plus représentatifs de ces écrivains « à maison de campagne » dont parle E. von Salomon dans le *Questionnaire* (1).

Il compte même parmi les rares privilégiés qui peuvent éditer leurs propres œuvres, comme c'est le cas du présent volume, paru au *Klosterhaus-Verlag*, qui doit son nom au fait que le Dr Grimm habite un ancien couvent.

S'il souligne, à plusieurs reprises, l'antipathie (*Abneigung*) qu'il éprouvait envers Hitler lors du vivant de ce dernier, cette *Abneigung* semble s'être transformée aujourd'hui en dévotion. C'est peut-être ce qui nous vaut la citation *in extenso*, en vingt-cinq pages (p. 258 à 283), de la réponse d'Hitler au président Roosevelt, le 28 avril 1939, réponse-fleuve qu'en son temps nous avons écoutée à la radio pendant plus de deux heures, mais dont la reproduction intégrale, en 1954, surprend ceux qui n'ont pas la grâce.

Selon le Dr Grimm, la pensée maîtresse d'Hitler était de contenir l'Asie et la Russie bolchevique, de créer en face de l'Asie une « solidarité économique et sociale européenne » — et cela « pour le bien de toute l'humanité » (p. 254). Sa politique fut la « dernière grande tentative de sauvetage de l'Occident » (p. 410). Malheureusement, il s'est heurté à l'incompréhension des politiciens occidentaux et à celle de « beaucoup d'Allemands, même peut-être de la plupart d'entre nous » (p. 533). Mais c'est lui qui a vu clair (p. 411).

Par ailleurs, le Dr Grimm reprend les thèmes de *Volk ohne Raum* en insistant sur les difficultés alimentaires croissantes du monde contemporain. Il dénonce dans le recul de la natalité allemande, actuellement plus basse que la natalité française, « le plus grand danger pour l'Occident » (p. 531) et il remet le sort du monde entre les mains des médecins et des biologistes (p. 546) partisans du contrôle de la natalité et de la non-perpétuation des malades.

Nous n'avons pas l'intention d'entamer les solides convictions du Dr Grimm, mais, comme son livre se présente souvent comme un ouvrage « historique », quelques mises au point nous paraissent nécessaires. La première concerne le procédé de composition du volume, dont le tiers environ consiste en citations — tandis qu'un second tiers consiste en répétitions dont la valeur « pédagogique » est indiscutable, mais dont l'intérêt historique reste limité. Les citations sont empruntées aux sources les plus diverses, les unes sérieuses et connues (*Mémoires* de Churchill, etc.), les autres plus obscures (par exemple la *Soldatenzeitung*), d'autres franchement suspectes, comme le livre de Degrelle, qui nous apprend des choses étonnantes : au printemps 1942, le moral de l'armée allemande était tel qu' « on ne parlait plus de l'hiver passé sinon pour en rire » ; quant aux paysans russes, « ils nous conduisaient d'eux-mêmes aux nids de leurs poules. Ils nous offraient à profusion leurs pommes de terre et leurs oies grasses » (cité p. 400 et 401) ; une vraie partie de campagne !

Bien entendu, les citations sont soigneusement sélectionnées : par exemple, la vingt-neuvième lettre contient douze témoignages sur Hitler, dont le plus flatteur est celui de Degrelle ; mais un seul lui est franchement défavorable, celui du général Halder (p. 469).

Avec un talent de jongleur rare chez un octogénaire, le Dr Grimm trouve toujours la citation qui convient à sa thèse et, s'il ne la trouve pas, il la laisse entrevoir. Ainsi, il n'est pas de ceux qui s'en laissent conter sur l'incendie

(1) Sur E. von Salomon, nous signalons l'excellente étude de M. P.-P. Sagave parue dans les *Études germaniques* d'octobre 1954 et de janvier 1955.

du Reichstag, mensongèrement attribué aux nazis, et il donnerait volontiers la démonstration de ce mensonge. « Mais un livre existant, avec toutes les preuves à l'appui, n'a pas encore pu être publié dans l'été 1954, prétendument pour des raisons de politique extérieure » (p. 161).

Avec un flair incontestable, il a collectionné, surtout auprès d'auteurs anglais et américains, quelques opinions qui viennent heureusement compléter les siennes. N'a-t-il pas déniché un clergyman britannique, un certain Nicoll, qui affirme, dans son livre *Britains Blunder* (cité sans indication de date ni d'éditeur), que c'est Chamberlain qui est la cause de la guerre (p. 248)? Et voilà Hitler innocenté !

Il est vrai que le Dr Grimm n'est pas effleuré un instant par l'idée que la date d'une affirmation et la personnalité de son auteur peuvent conférer à cette affirmation « une couleur » particulière. C'est un homme plein d'assurance qui aime les affirmations péremptoires, de préférence chiffrées : selon lui, « le sang américain est allemand dans la proportion de 33 % » (p. 399) et la France est devenue « un pays 45 % communiste » (p. 534).

Dans *Volk ohne Raum*, il écrivait déjà : « Il y a longtemps que les Français ne sont plus un peuple blanc » (p. 501) — propos auquel fera écho cette définition de la France dans *Mein Kampf* : « un État africain sur un sol européen » (p. 730). Comme, depuis lors, le racisme du Dr Grimm n'a fait qu'augmenter (voir, p. 558, son éloge du Dr Malan), on devine aisément l'impressionnante somme des griefs qu'il a contre nous.

Deux fois, nous avons volé l'Alsace-Lorraine (p. 532) : ce « vol » a dû tellement l'indigner qu'il lui fait estropier les noms de lieux alsaciens et citer une ville qui n'existe pas : Grossheim (p. 27). Par le *Diktat* de Versailles, des Allemands sont ainsi tombés « sous la domination étrangère française » (p. 106), et le Dr Grimm souligne la « contradiction complète » — selon lui — entre les quatorze points de Wilson et le traité de Versailles (p. 97). Ici encore, son indignation a dû le desservir et lui faire oublier le huitième point de Wilson, ainsi libellé : « réparation du tort fait à la France en 1871 en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine », d'où il saute aux yeux que sur le sort de l'Alsace-Lorraine il y a identité absolue entre le programme de Wilson et le traité de Versailles. Nous voilà loin de la « contradiction complète » chère au Dr Grimm.

Il est vrai que le Dr Grimm ne fait pas le détail et a un faible pour les « généralités », dont il serait aisé de faire une croustillante anthologie. Citons au hasard. Parlant de l'Europe d'après la Grande Guerre, il écrit : « Sur tous les trônes des États monarchiques, il y avait des familles princières de sang allemand » (p. 112) — ce qui n'est gentil ni pour les Bourbons d'Espagne ni pour la maison de Savoie.

A propos de la période nazie : « Le peuple allemand n'a rien fait de mal au monde » (p. 199), ou encore : « Il n'y a jamais eu d'impérialisme allemand » (p. 402). Au contraire, c'est la France qui fait preuve d'une « avidité insatiable », car, en plus de l'Alsace, elle a essayé de « se jeter sur la Sarre et la Ruhr, où pendant des mois elle a fait régner un régime de terreur (*Schreckensregiment*) » (p. 140), prétention d'autant plus inadmissible que les Français ont été battus par les Allemands en 1914-1918, comme le Dr Grimm l'affirme à la page 140 et le répète à la page 211. Ce sont les Anglais et les Américains qui ont « artificiellement » fait des Français des « covainqueurs » (*Mitsieger*) de la Grande Guerre (p. 140). Cependant, Hitler, dans sa largeur de vues, n'a pas gardé à leur égard le « moindre ressentiment », et nous lisons encore : « Contre la France aussi il ne dit que *peu* de choses » (p. 140).

Du coup, nous craignons que l'exemplaire de *Mein Kampf* du Dr Grimm ne soit une édition expurgée. Notre exemplaire personnel (l'édition populaire : les deux volumes en un seul) est pourvu d'un index alphabétique qui, en face du mot *Frankreich*, porte aussitôt cette mention : *Deutschlands Todfeind* —

« l'ennemi mortel de l'Allemagne » — et renvoie à la célèbre tirade sur ce thème (p. 699). Mais la magnanimité d'Hitler culmine pendant la seconde guerre mondiale : « Au lendemain de l'armistice (de 1940) et *pendant les années suivantes*, on fait tout le possible pour témoigner de l'estime aux Français... Toute publication concernant les atrocités de guerre françaises, qui ne sont pas peu nombreuses, est arrêtée sur ordre d'Hitler » (p. 370).

Lancé sur le thème des « atrocités », le Dr Grimm est d'une érudition prodigieuse qui rachète largement son ignorance des victoires françaises de la Marne et de Verdun. N'a-t-il pas passé la fin de la Grande Guerre dans un bureau berlinois occupé à rédiger un livre sur « le martyre des civils allemands transportés de force du Cameroun au Togo et au Dahomey »? Tâche particulièrement urgente, car, comme chacun sait, « personne ne s'était occupé du martyre des Allemands, tandis que le monde retentissait des horreurs qu'on leur attribuait à tort » (p. 85).

Il serait aisé d'extraire du livre du Dr Grimm un répertoire complet des « atrocités » commises entre les deux guerres mondiales par les Tchèques, les Polonais et les Français, sans oublier les brutalités policières de la République de Weimar à l'égard des nazis, que, dans un mouvement d'indignation vengeresse, le Dr Grimm dénonçait dans une lettre ouverte au président de la République, Hindenburg, publiée dans *Der Tag* du 31 mars 1931 (p. 118).

Mais tout ceci n'est rien en comparaison des traitements atroces infligés aux *S. S.* en 1945 par les Anglais (p. 501) et les Américains (p. 487) : « pendant des siècles encore, on entendra retentir... les cris des suppliciés... auxquels des vengeurs non qualifiés, le plus souvent Juifs... essaient d'extorquer des aveux ». Couronnant le tout, la « Tragédie de Nuremberg » — entendez le procès de Nuremberg — constitue une « infamie de l'histoire humaine » et une « vengeance des Juifs ».

Au « problème juif » le Dr Grimm a consacré toute sa seizième lettre, dans laquelle il explique que les lois de Nuremberg « n'avaient rien à voir avec l'antisémitisme au mauvais sens du terme » (p. 188). Il invoque les massacres effectués par les Hébreux de l'Ancien Testament pour expliquer que quelques Allemands « isolés » aient cru bon d'agir de même (p. 200). Il s'indigne contre ceux qui, comme le pasteur Niemöller, ont affirmé « avec une exagération inouïe » que six millions de Juifs avaient été tués (p. 198 et 499). Il attaque le président Heuss (p. 499) pour avoir, en 1952, sur l'emplacement du camp de Bergen-Belsen, flétri *les crimes qui ont été commis par les Allemands* (discours reproduit en français dans le récent numéro spécial de *France-Europe*, intitulé « Allemagne 55 »).

Enfin, il déplore que l'antisémitisme, « même scientifique à la manière de Mme Ludendorff », « puisse être aujourd'hui passible de poursuites judiciaires » (p. 489).

Il est vrai que nous vivons à une bien triste époque où les traîtres pullulent. Selon le Dr Grimm, de 1934 à 1944 l'armée et la *Wilhelmstrasse* ont été des pépinières de traîtres — ce qui permet au colonel d'aviation Rudel, porté aux nues par l'auteur (p. 146), de stigmatiser un nouveau « coup de poignard dans le dos ». Traîtres encore les hommes du 20 juillet 1944, le théologien Karl Barth, le journaliste E. Kogon auquel le Dr Grimm ne pardonne pas son livre *Der S. S. Staat*, traduit en français sous le titre « L'enfer organisé », (La Jeune Parque), etc...

S'il est vrai, comme l'affirme le Dr Grimm, qu'une des caractéristiques du peuple allemand est d'être « souvent étonnamment consciencieux » (*oft erstaunlich gewissenhaft* p. 143), nous nous sentons saisis d'un doute angoissant en ce qui concerne la véritable appartenance nationale du Dr Grimm, car nombre de ses propos révèlent au contraire un manque de conscience étonnant.

L'auteur de *Volk ohne Raum* n'a rien appris et rien oublié ; il a simplement

repris et rajeuni ses thèses du lendemain de la première guerre mondiale : surpopulation, racisme, antibolchevisme ; il les a enrobés d'une profession de foi européenne et les a placés sous le patronage d'Hitler, promu au rang de visionnaire prophétique du monde de demain.

A. Meyer.
Faculté des Lettres. Aix-en-Provence.

... et un réquisitoire

Le régime national-socialiste et l'Allemagne de Hitler ont suscité à l'étranger un grand nombre d'études, dont quelques-unes sont excellentes. Il n'en a pas été de même en Allemagne. Dans sa *Deutsche Katastrophe* (1) parue en 1946, le grand historien Friedrich Meinecke avait cependant indiqué des directions de recherches, qui, jusqu'à présent, ont été peu suivies. Bien au contraire, les *Souvenirs* publiés par les diplomates et les militaires du IIIe Reich, soucieux de justifier l'appui que, à ses débuts, ils accordèrent à l'État national-socialiste, ont contribué à donner, des premières années de la dictature hitlérienne, une image fausse. Les uns et les autres se sont efforcés, en effet, d'inculquer l'idée que le gouvernement d'Adolf Hitler n'avait été, entre 1933 et 1938, qu'un gouvernement s'attachant à surmonter la crise économique à l'intérieur et à restaurer le prestige de l'Allemagne à l'extérieur. Personne n'aurait pu à cette époque soupçonner les intentions criminelles et la volonté d'agression des nouveaux dirigeants !

C'est pour détruire la légende naissante d'un IIIe Reich commençant bien, mais finissant mal, qu'Ernst Niekisch s'est résolu à faire paraître contre l'Allemagne nationale-socialiste un réquisitoire écrit entre 1935 et 1936 (2), donc en un temps où il aurait été, selon certains, permis de se tromper sur le caractère véritable des hommes qui s'étaient emparés du pouvoir.

Le manuscrit qu'avait rédigé (3) Ernst Niekisch (4), ancien militant communiste, tomba, peu après son arrestation, entre les mains de la Gestapo. En mars 1937, Niekisch eut la chance de n'être condamné qu'à la détention perpétuelle ; libéré par la défaite du IIIe Reich, il récupéra miraculeusement son pamphlet que la bureaucratie de la Gestapo avait pris soin de conserver (5).

Il n'est pas douteux qu'un ouvrage écrit, sous l'impression directe de la débâcle des partis ouvriers, par un marxiste convaincu qui voit dans les événements du 30 janvier 1933 le résultat d'une intrigue nouée par Hitler avec la grande bourgeoisie et la *Reichswehr* pour asservir les masses, provoquera bien

(1) Sur Fr. Meinecke, cf. Ed. Vermeil : « Les idées de Fr. Meinecke sur les origines de la Catastrophe » (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 4, octobre 1951, p. 1-18).

(2) Ernst Niekisch, *Das Reich der niederen Dämonen*, Hamburg, Rowohlt Verlag, 1953, in-8°, 316 p.

(3) Sur les 316 pages de l'ouvrage publié en 1953, les 272 premières correspondent à l'étude conçue entre 1935 et 1936. La conclusion (p. 273 sqq.), qui n'est qu'un bref résumé des grandes étapes de la politique extérieure nazie entre 1936 et 1945, a été rédigée en 1948. Elle ne présente qu'un intérêt restreint. Bien entendu, Niekisch, en bon communiste, approuve Staline d'avoir signé le pacte d'août 1939 avec Hitler.

(4) Ernst Niekisch serait actuellement membre du S. E. D. Parti communiste de la zone soviétique (cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nos 15-16, juillet-septembre 1954, p. 198).

(5) On trouvera, p. 310-312, des renseignements curieux sur les avatars subis par les trois exemplaires du manuscrit original ; deux furent détruits par précaution, alors que le troisième fut découvert par la Gestapo.

des réserves (1). Il est certain, d'autre part, que les spécialistes de l'histoire allemande récente à la recherche de « faits nouveaux » en découvriront peu dans une étude dont la documentation était nécessairement limitée à la presse contrôlée ou inspirée. Néanmoins, nous sommes persuadé que les historiens se tromperaient s'ils négligeaient un témoignage partial certes, mais émanant d'un homme intelligent qui a écrit au contact même du peuple qui était en train de se donner à Hitler.

Quelques exemples pris au hasard dans l'ouvrage de Niekisch permettront peut-être de donner une idée de l'importance de certaines remarques qu'il présente. On sait que l'effroyable chômage qui s'est, à partir de 1930, abattu sur l'Allemagne a permis au parti nazi, qui promettait de réaliser le plein emploi, de recruter de nombreux partisans dans la classe ouvrière. Mais Ernst Niekisch montre que la propagande antimarxiste du parti rencontrait un accueil d'autant plus favorable parmi les chômeurs qu'un divorce moral, fondé sur l'envie et la jalousie, avait séparé ceux qui vivaient au jour le jour des secours de l'État de leurs anciens camarades occupés dans les usines et groupés dans les syndicats et les partis d'extrême-gauche. Les chômeurs sans espoir se considéraient comme les seuls prolétaires en face des privilégiés marxistes qui continuaient à travailler. Ils constituèrent l'armée de réserve de la *S. A* (2). Après le 30 janvier 1933, les « pauvres diables » (3) de la *S. A.*, qui traquèrent impitoyablement les militants marxistes, n'oublièrent pas cependant la partie anticapitaliste du programme du parti nazi. Ils ne songeaient nullement à renforcer les privilèges des possédants. Bien au contraire, ils visaient à entrer en bloc dans la *Reichswehr*, dans l'espoir d'y supplanter les cadres bourgeois et nobles. Dans ces perspectives, l'attitude d'un Roehm, chef d'état-major de la *S. A.*, type de l'aventurier ayant brisé avec sa classe et soucieux, avant tout, de l'avenir de ses troupes, devient parfaitement intelligible. Le 30 juin 1934 s'éclaire : Roehm et ses hommes sont les victimes de l'alliance scellée par Hitler avec la *Reichswehr*, menacée par la poussée prolétarienne de la *S. A.* Quant à la *S. S.* de Heinrich Himmler, elle l'emporte définitivement sur la *S. A.* Sa prééminence est celle de *Prétoriens* d'origine bourgeoise sur des milices populaires. A ceux que les événements postérieurs à 1939 inciteraient à méconnaître les caractères initiaux de la *S. S.*, Niekisch rappelle que, tout d'abord, la *S. S.* n'avait guère accueilli que les fils de riches citadins ou de paysans opulents. C'était dans la *S. S.* et non dans la *S. A* que se pressait alors la « jeunesse dorée » (4). Au cours de la guerre, Himmler fera appel aux jeunes gens les plus vigoureux et les plus fanatiques, sans distinction de naissance. Les effectifs de la *S. S.* deviendront considérables. L'armée trouvera en face d'elle une rivale autrement dangereuse que la *S. A.* de 1934, parce que entièrement dévouée au régime et à la personne du Führer.

Non sans vraisemblance, Niekisch fait remonter au 30 juin 1934 la fin des aspirations prolétariennes à la Révolution sociale. Désormais, aussi bien dans la *S. A.* que dans la *S. S.*, l'idéologie nationale-socialiste s'emparera des esprits. L'opposition, ou mieux la fronde, au régime se limitera à certains cercles de la haute société : nobles monarchistes, bourgeois « nationaux-allemands », anciens membres du *Stahlhelm*, officiers supérieurs, dignitaires des Églises. Elle sera sans bases populaires. Constatation bien amère pour un auteur commu-

(1) Bien des lecteurs ne souscriront pas aux jugements qui tendent à condamner en bloc la politique de la social-démocratie et à approuver celle du parti communiste au cours des années 1930-1933 (cf. p. 75).

(2) Niekisch souligne que l'on voyait côte à côte dans la *S. A.* des ouvriers en chômage et des représentants des classes moyennes en voie de prolétarisation. Ces derniers formaient les cadres supérieurs de l'organisation.

(3) L'expression est d'E. Niekisch (p. 159).

(4) Cf. p. 167.

niste, obligé de convenir que l'ennemi abhorré avait réussi, lui, à s'attacher la classe ouvrière.

Jean Sigmann.
Faculté des Lettres. Strasbourg.

Des lettres de Bormann (1)

Après les *Libres propos sur la guerre et la paix*, M. François Genoud publie une nouvelle série de sa collection Bormann : la correspondance privée échangée entre Martin Bormann et son épouse Gerda entre janvier 1943 et avril 1945. A quand le journal tenu par Bormann (p. 157) dont nous ignorons encore le sort?

Il s'agit d'un choix de lettres dans lequel on a fait la meilleure part au second d'Hitler ; la correspondance est assez discontinue, puisque durant de longues périodes (mars à juin 1943, mars à juillet 1944, novembre à décembre 1944) les deux époux étaient réunis ; elle ne représente d'ailleurs qu'une partie des communications échangées entre le couple, car les Bormann se téléphonaient quotidiennement quand les bombardements n'interrompaient pas leurs liaisons. L'introduction de H. R. Trevor-Roper présente tous les personnages cités dans ces lettres et contribue à rendre compréhensibles les situations parfois complexes qui y sont traitées.

Toute une partie de cette correspondance concerne la vie quotidienne, telle que l'ont connue la plupart des habitants de l'Europe durant les années 1943-1945 : il y est question de ravitaillement, de tickets et de stocks, de précautions contre les bombardements. Bormann, en « bon bourgeois », prend ses dispositions en cas de disparition. Environ la moitié du volume est consacrée à ce genre de problèmes : les lettres qui éclairent vraiment la personnalité et la mentalité des Bormann sont ainsi noyées dans une masse qui aurait pu être allégée sans dommage.

Mais celles-là valent vraiment la peine d'être lues. Les Bormann représentent sans doute la plus parfaite représentation du couple nazi idéal. Pour Martin, son épouse était à la fois la femme parfaite, la mère d'une belle famille de dix enfants et la camarade de lutte : ses lettres, après quinze ans de vie commune, débordent d'un amour passionné : « Nous ne formons qu'un », écrit-il, « et tu agis invariablement comme je l'attends et moi de même » ; aussi lui confiait-il tous ses soucis, ses problèmes et ses inquiétudes.

Ils s'entretenaient mutuellement dans une foi national-socialiste intense, et une confiance totale dans le Reich éternel incarné dans le Führer, « non seulement le plus grand Allemand, mais le plus grand homme qui ait existé ». Cette foi devient leur seul espoir à mesure que la situation de l'Allemagne empire : le réseau des communications peut être soumis au pilonnage de l'aviation alliée, les fronts de l'Est et de l'Ouest craquer à tout moment : jusqu'au bout les deux époux veulent croire au miracle. Quand celui-ci devient de plus en plus improbable, apparaissent les thèmes des Nibelungen et du sacrifice suprême : « Et si la destinée veut que nous périssions comme les anciens Nibelungen dans le Hall du roi Attila, nous irons à la mort fièrement et la tête haute. »

Vingt ans de national-socialisme ardent n'avaient pas seulement marqué la phraséologie des deux époux : ceux-ci croyaient vraiment à tous les éléments de la doctrine. La foi raciale et antireligieuse d'abord. « Le Juif est le *Mal Absolu* dans ce monde » et « il doit être combattu par tous les moyens n'importe

(1) H. R. Trevor-Roper, *The Bormann Letters edited with an Introduction and Notes*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1954, xxiii-200 p.

où il apparaît », écrit Gerda. Cela vaut dans la marge un « Très vrai » du destinataire ; pourtant, dans la même lettre, cette logicienne parfaite de la haine constate que, « de quelque manière que la guerre finisse, cela signifiera toujours un renforcement de l'élément juif et de la bourse juive ». Singulière contradiction qu'aucun des deux correspondants n'essaie d'expliquer.

Leur défiance envers le christianisme n'était pas moins grande. Leurs enfants ne devaient « être dépravés ni rendus malades par le poison du christianisme à aucune dose ». L'opposition du Bien et du Mal, de la Lumière et des Ténèbres que Gerda, à la recherche de bases métaphysiques, tire des chants populaires, Martin la repousse brutalement : « Assez, ce n'est pas le bien qui triomphe dans ce monde et dans cet univers. Mais le fort qui triomphe du faible : c'est pourquoi nous devons délibérément élever notre peuple à la dure, pour l'endurcir. »

Ce principe, Bormann se l'est incontestablement appliqué à lui-même : « Tu sais que dans mon dictionnaire DEVOIR s'écrit en lettres majuscules. » Un chef nazi devait donc se garder au-dessus de tout reproche pour lui-même comme pour les autres. Pour cela, il suffisait de travailler comme Bormann l'avait fait durant quinze ans. La seule récompense, c'était d'avoir satisfait « le Führer et soi-même ». Les médailles, il les méprisait. Les flatteries, les petites combinaisons des clans autour du Chef, les intrigues des deux médecins privés, les passe-droits que recherchaient les Gœring, tout cela ne l'atteignait que parce qu'il avait le sentiment qu'on trompait ainsi le *Führer*. Il était fier de n'avoir pas tiré de profits matériels du régime : il n'aspirait qu'à une paisible retraite, loin de toute vie publique, dès que le *Führer* n'aurait plus besoin de lui.

Il nous faut un grand effort d'imagination pour réconcilier ces aspects si contradictoires : tous semblent réunis dans un épisode incroyable : une histoire d'amour avec une actrice M. Cette nouvelle conquête faite par la « force de la volonté », il l'annonce avec des cris de joie à son épouse : « Et maintenant, heureux homme, je suis ou plutôt je me sens doublement, heureusement et incroyablement marié. » Son épouse, après une petite pointe de jalousie, prit l'idée du double mariage très au sérieux. Non seulement elle-même et ses enfants aimaient bien la petite M. ; mais aussi elle avait tout de suite pensé qu'ainsi chacune pourrait donner à son tour un enfant à Martin. De là à l'idée de généraliser l'usage de l' « union double », il n'y avait qu'un pas vite franchi en appelant à l'aide la législation mahométane. Voilà donc les deux époux engagés le plus sérieusement du monde dans la rédaction d'un projet de loi et d'une formule fixant le statut de la nouvelle épouse et enregistrant le consentement des deux époux. Le seul obstacle était la fidélité de M. au catholicisme, mais, sur les conseils de son épouse, Martin chapitrait la demoiselle. L'affaire en resta là, car Martin se fatigua de sa future seconde épouse ! On croit rêver en lisant certaines de ces lettres. Martin Bormann sort-il grandi de cette publication? Sur ce point, MM. Genoud et Trevor-Roper ne sont pas d'accord. Il nous suffit de penser à ce que serait aujourd'hui le Reich victorieux où triompheraient la culture et la civilisation que Gerda et Martin Bormann incarneraient : ce monde qui verrait vieillir paisiblement Philémon et Baucis sous la croix gammée.

Jacques GRUNEWALD.
Washington.

L'OPPOSITION AU RÉGIME

Un album sur soixante-quatre résistants allemands

Un ouvrage, publié l'été dernier, à l'occasion du dixième anniversaire du 20 juillet, par la veuve du député social-démocrate Julius Leber, l'un des martyrs de ce tragique 20 juillet, s'adresse au grand public et présente la Résistance comme un réveil de conscience. Il s'agit, en fait, d'un recueil de photographies de Résistants allemands, de soixante-quatre Résistants qui tombèrent dans la lutte contre le nazisme, accompagnées de notices biographiques, de citations des écrits et paroles des héros mentionnés, ainsi que de copies de jugements et d'extraits de réquisitoires et d'interrogatoires. Nous avons donc à la fois un album et une anthologie (1).

Les photos publiées ont été, les unes fournies par les familles des victimes, les autres tirées des archives de la Gestapo ; les unes, simplement émouvantes, représentent les Résistants avant leur martyre, photos de bons photographes prises souvent à l'occasion d'une fête de famille. Voici des portraits de belles jeunes femmes au sourire heureux, comme celui de Lilo Gloeden (2), qui mourut avec son mari et sa mère pour avoir donné asile au général Lindemann, l'un des conjurés du 20 juillet, ou celui de Sophie Scholl (3), l'étudiante catholique, exécutée à la hache pour diffusion de tracts antinazis, qui semble marquée du sceau de la mélancolie, ceux de tout jeunes, presque des enfants, comme celui de Jonathan Stark (4), pendu à l'âge de dix-sept ans au camp de Sachsenhausen pour « opposition religieuse ». D'autres portraits sont des reproductions de photos amateur et représentent l'image de tel ou tel Résistant sur les lieux de son travail, comme celle du professeur Kurt Huber (5) à son bureau, entouré de livres et compulsant des notes, et celle du naturaliste Walther Arndt (6) ou encore des photos tirées au cours de vacances, lors d'une excursion, comme celle du publiciste Erich Knauf (7), photographié dans une forêt. L'affaire Knauf mérite une mention spéciale ; c'est un exemple typique de l'indignité de la justice du IIIe Reich. Arrêté sur simple dénonciation, le journaliste Knauf fut condamné à mort pour avoir « mal parlé » de Gœbbels. Le ministre de la Propagande intervint directement, il fit activer la procédure,

(1) *Das Gewissen steht auf. 64 Lebansbilder aus dem deutschen Widerstand 1933-1945*, gesammelt von Annedore Leber, hrg. in Zusammenarbeit mit Willy Brandt und Karl Dietrich Bracher, Berlin, Frankfurt a. M., Mosaik Verl., 1954, in-4°, 239 p.

(2) Exécutée le 30 novembre 1944 pour avoir hébergé en connaissance de cause le général d'artillerie Fritz Lindemann.

(3) Sophie Scholl appartenait au réseau de résistance *Weisse Rose*, qui groupait à Munich des étudiants, des professeurs, des artistes ; elle fut exécutée le 23 février 1943. Cf. Inge Scholl, *Die Weisse Rose*, Frankfurt a. M., 1952.

(4) Pendu fin octobre 1944.

(5) Principal dirigeant de la résistance des étudiants catholiques de Munich, réseau *Weisse Rose*, décapité à la hache, le 13 juillet 1943. Cf. Kurt Huber zum Gedächtnis. *Bildnis eines Menschen, Denkers u. Forschers, dargestellt von seinen Freunden*, hrg. von Clara Huber, Regensburg, 1947.

(6) Dénoncé par un collègue et une amie d'enfance pour avoir dit, en avril 1944, que la punition ne pouvait manquer de frapper bientôt les coupables. Il fut exécuté le 26 juin 1944.

(7) Erich Knauf collabora de 1922 à 1928 à un journal social-démocrate de Plauen, la *Volkszeitung ;* il se fit connaître par ses critiques théâtrales, ainsi que par un roman sur le putsch de Kapp et une biographie de Daumier. Dénoncé par un colocataire de s'être moqué de Gœbbels, condamné à mort le 11 avril 1944 et exécuté le 21 avril.

trier consciencieusement les juges, il mit tout en œuvre pour obtenir un verdict de mort. La veuve fut condamnée aux frais du procès et de l'exécution. Mme Annedore Leber, fort justement, nous fournit tous les détails sur cette affaire et reproduit des documents de la Gestapo la concernant.

Mais il y a une autre série de photos, celles qui proviennent des archives de la Gestapo et représentent les Résistants devant le *Volksgerichtshof*, et toutes sont poignantes. Voilà, par exemple, le portrait du jeune diplomate Hans Bernd von Haeften (1), de grands yeux d'épouvante, une figure aux traits tirés mangée par une barbe de plusieurs jours, celui de son ami le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Adam von Trott Zu Solz (2), le regard perdu dans un songe douloureux, celui du comte Ulrich Wilhelm von Schwanenfeld (3), au regard si profondément triste, qui eut ce cri tragique le soir du 20 juillet alors que le complot venait d'échouer et qu'il était emmené de la Bendlerstrasse étroitement ligoté : « Finalement on ne peut rien faire de plus que de mourir pour cela. » Voici le portrait du Père Alfred Delp (4), figure de souffrance, mains qui se crispent, et puis celui du député social-démocrate Julius Leber (5), peut-être le plus pénible à regarder, les mains se portent à la poitrine comme dans un geste de défense, l'homme lutte contre un malaise physique, on sent qu'il étouffe, c'est d'un réalisme pénible.

D'autres portraits photographiques présentent une note moins sinistre, il nous semble tout au moins ; par exemple, le portrait de Carl von Ossietzki (6), au camp de concentration de Papenburg-Esterwegen ; le célèbre pacifiste, adossé à la palissade du camp, son numéro matricule — le numéro 562 — sur sa veste de prisonnier, est au garde à vous en face d'un S. S. ricanant ; les yeux sont baissés par prudence, pas de bravade inutile, mais l'ironie détend les traits et enlève à cette photo ce qu'elle pourrait avoir de trop pénible. L'ironie éclaire aussi le visage du juriste Theodor Haubach (7) comparaissant devant le *Volksgerichtshof* et le portrait du juriste Joseph Wirmer (8) prouve que le conjuré n'a rien perdu de ses qualités de combativité ; il y a de la puissance dans cette tête volontaire, dans le regard sombre, mais résolu, et on le voit très bien lancer à l'adresse du président du *Volksgerichtshof*, le sanguinaire Freisler, cette audacieuse apostrophe : « Quand on me conduira à la potence,

(1) Von Haeften, traduit devant le *Volksgerichtshof* pour son appartenance au cercle de Kreisau, le 15 août 1944, condamné à mort et exécuté peu après. Son frère Werner avait été fusillé le 20 juillet comme adjudant de Stauffenberg.

(2) Adam von Trott zu Solz, qui s'était fait connaître par une thèse brillante sur la philosophie politique de Hegel, appartenait comme son ami au cercle de Kreisau. Il avait fait de nombreux voyages dans les pays anglo-saxons et noué au nom de la Résistance des relations avec Chamberlain et Lord Halifax au cours de l'été 1939 afin de sauver la paix *in extremis*. Peu après le déclenchement des hostilités, il fit un nouvel essai dans ce sens en présentant un mémorandum au président Roosevelt ; traduit devant le *Volksgerichtshof* le 15 août 1944, il fut exécuté le 26.

(3) Ulrich Wilhelm Schwerin von Schwanenfeld, grand propriétaire terrien du Mecklembourg et de Prusse occidentale, prit une part active à plusieurs complots contre Hitler et notamment à celui du 20 juillet, condamné à mort par le *Volksgerichtshof*, le 8 septembre 1944, et exécuté le jour même.

(4) Le Père jésuite Alfred Delp, condamné à mort pour son appartenance au cercle de Kreisau, exécuté le 2 février 1945.

(5) Julius Leber, condamné à mort pour sa participation au complot du 20 juillet, exécuté le 5 janvier 1945.

(6) Carl von Ossietzki, publiciste, fondateur de la revue *Weltbühne*, arrêté le jour même de l'incendie du Reichstag, prix Nobel de la paix 1935, fut l'objet de pression de la part de Göring ; il résista aux menaces et flatteries et mourut dans la prison de la Gestapo à Berlin le 3 mai 1938.

(7) Theodor Haubach, membre actif du *cercle de Kreisau* à partir de 1943, arrêté le 9 août 1944, condamné à mort et exécuté en janvier 1945.

(8) Josef Wirmer, condamné à mort le 8 septembre 1944 pour sa participation au complot du 20 juillet et pendu le jour même.

ce n'est pas moi qui aurai peur, mais vous. » Il en est de même en ce qui concerne le portrait du comte Moltke (1) devant le *Volgsgerichtshof*, il y a de la souffrance sur le fin visage émacié, mais aussi un éclair de défi dans le regard.

L'intérêt de cet ouvrage réside essentiellement dans les photos, qui sont saisissantes. Les Résistants nous apparaissent non pas comme des abstractions, des héros de légende, mais comme des êtres de chair et de sang, des frères de lutte et de souffrance. D'autre part, la diversité des Résistants présentés, étudiants et militaires, journalistes et professeurs, artistes et diplomates, nobles et syndicalistes, prouvent mieux que des statistiques l'ampleur de la Résistance allemande.

On note cependant dans ce tableau l'absence du maréchal von Witzleben, qui tant par son action que par sa fin douloureuse eût mérité une place de choix dans ce Panthéon de la Résistance ; on s'étonne de l'absence complète de résistants communistes et cependant les belles figures n'ont pas manqué dans la Résistance communiste. D'autre part, dans l'introduction au chapitre final, M^me^ A. Leber présente un tableau d'ensemble du 20 juillet, intéressant, mais qui ne donne qu'une partie de la vérité. En effet, elle a choisi pour expliquer la Résistance le *Cercle de Kreisau*, qui n'étaient pas « à proprement parler une conjuration, mais une communauté d'hommes qui pensaient. Leur terrain, c'était la pensée ». Elle souligne la faiblesse de la Résistance allemande en voulant le magnifier, elle minimise le rôle de la Résistance en la réduisant à un cercle de rêveurs prédestinés au martyre ; la coupure entre pensée et action qui existait chez les hommes du cercle de Kreisau et qui résulte d'une tournure d'esprit assez fréquente chez beaucoup d'Allemands ne se rencontrait cependant pas chez tous les Résistants allemands ; de ce fait, M^me^ A. Leber méconnaît l'importance de la Résistance allemande, le côté politique de son action.

M. Adler-Bresse.

Souvenirs d'un pasteur...

Les souvenirs (2) de Theophil Wurm (1868-1953) intéressent en premier lieu les historiens du protestantisme allemand contemporain : la longue existence de Th. Wurm a, en effet, été presque exclusivement consacrée à l'Église évangélique du Wurtemberg qu'il servit comme pasteur (1891), puis comme doyen (1920-1927), avant d'en devenir le chef, en qualité de président (1929) et d'évêque (1933-1948).

Hitler, en favorisant la réunion des différentes Églises protestantes des pays (*Länder*) dans une « église du Reich » (*Reichskirche*) dirigée par des pasteurs « chrétiens-allemands » (*Deutsche Christen*), plus dociles aux directives du parti national-socialiste qu'aux enseignements du christianisme, allait amener Th. Wurm à se dresser contre le régime. De 1934 à 1945, Wurm apparaîtra aux yeux de l'opinion internationale comme la personnification de l'esprit de résistance d'une fraction du protestantisme allemand. C'est à ce titre que la partie de ses *Souvenirs* (p. 88-177) qui retrace ses démêlés avec le gouvernement hitlérien doit retenir l'attention des historiens de la deuxième guerre mondiale.

Lorsque le national-socialisme s'empara du pouvoir, personne — et Wurm moins que tout autre — n'aurait pu imaginer que le chef de l'Église évangélique du Wurtemberg était appelé à faire figure d'opposant. Fils, petit-fils et gendre de pasteurs, le pasteur Wurm s'était, avant 1918, tenu à l'écart de la

(1) Helmuth James von Moltke, propriétaire terrien en Silésie, économiste et juriste, fondateur du *cercle de pensée de Kreisau*, exécuté le 23 janvier 1945.

(2) Theophil Wurm, *Erinnerungen aus meinem Leben*, Stuttgart, Quell Verlag, 1953, in-8°, 222 p.

vie publique. Issu d'un milieu où le conservatisme politique était inséparable de la foi religieuse, il est terrifié par l'agitation qui s'empare des masses ouvrières dans les premières semaines qui suivent l'armistice. Il craint que la république ne soit que la première étape menant à une révolution marxiste animée par l'athéisme. Par sentiment du devoir, il se croit obligé de prendre part à la lutte que les partis de droite wurtembergeois engagent contre l'extrême-gauche. En janvier 1919, il est élu à l'assemblée constituante du Wurtemberg ; en 1920, au *Landtag*. Le péril révolutionnaire écarté, Wurm, que les débats parlementaires ne passionnent guère — il avoue avoir été un député peu actif — se détourne de la politique pour pouvoir se consacrer entièrement à ses tâches ecclésiastiques.

Son élection à la présidence de l'Église évangélique du Wurtemberg, en 1929, est le couronnement de la carrière d'un homme déjà âgé — il a soixante et un ans — qui a servi son Église avec plus de conscience que d'éclat. Elle est le résultat d'un compromis entre partisans de candidats aux tendances religieuses marquées. Car Wurm est considéré, à cette époque encore, comme un personnage modéré, peu combattif, soucieux, avant tout, de maintenir l'union et la concorde parmi les pasteurs et les fidèles. Les progrès foudroyants du parti nazi entre 1930 et 1932 ne l'inquiètent pas (1). La nomination de Hitler à la chancellerie (30 janvier 1933), fort bien accueillie au surplus par de nombreux pasteurs satisfaits de voir écartés définitivement du pouvoir les socialistes libres penseurs, ne paraît pas l'avoir troublé.

La naissance, au début d'avril 1933, au sein de l'Église évangélique prussienne, du mouvement « *chrétien-allemand* », qui affirme la nécessité de réformer l'Église selon l'esprit de la « révolution nationale », a des répercussions immédiates en Wurtemberg. Appuyés sur le pasteur Ludwig Muller, homme de confiance de Hitler, les « *chrétiens-allemands* », qui prétendent concilier le christianisme et l'idéologie nationale-socialiste, s'efforcent, en effet, de s'infiltrer dans les Églises régionales. En Wurtemberg, un groupe important de pasteurs s'empresse d'adhérer au mouvement. L'*Oberkirchenrat* (2) décide, en juin 1933, pour conférer au chef de l'Église wurtembergeoise une autorité morale plus considérable, de substituer à son titre de président celui d'évêque. Wurm, qui, lui aussi, apprécie exactement les menaces que les « *chrétiens-allemands* », soutenus par le parti et sa presse, font peser sur l'indépendance de l'Église, hésite à prendre l'offensive. Enclin par tempérament aux solutions de compromis, il croit possible de freiner le mouvement en lui faisant des concessions ; et, surtout, il espère que par la modération l'Église évangélique parviendra à désarmer les préventions de Hitler, soigneusement entretenues par les « *chrétiens-allemands* ». Lorsque Hitler, pour accélérer la mainmise de ceux-ci sur le protestantisme allemand, décide de créer une « Église du Reich » étroitement soumise à un évêque du Reich, Wurm juge habile de se rallier au candidat officiel : Ludwig Muller (septembre 1933).

Bientôt Wurm constate que la nouvelle secte, forte du soutien du gouvernement et de l'évêque du Reich, n'est nullement décidée à ménager ceux qui se tiennent à l'écart. Ludwig Muller, qui veut qu'à son titre corresponde une puissance effective, intervient dans les affaires des églises régionales. Il soutient, notamment, les menées du pasteur Rehm, chef des « *chrétiens-allemands* » du Wurtemberg, qui vise à « épurer » l'*Oberkirchenrat* et à évincer Wurm. Le 13 mars 1934, Wurm est reçu par Hitler ; il lui expose ses griefs contre L. Muller, dans le fol espoir d'obtenir la destitution de ce dernier. Bien entendu, Hitler se refuse à sacrifier à Wurm sa créature. Ce n'est qu'à ce moment que

(1) Il le reconnaît avec une sincérité fort louable, à une époque où beaucoup s'efforçaient de s'attribuer rétrospectivement une clairvoyance sans défaut.

(2) L'*Oberkirchenrat*, ou conseil supérieur de l'Église régionale, assiste le chef de celle-ci dans ses fonctions administratives.

Wurm comprend, enfin, la nécessité pour l'Église évangélique de relever le défi lancé par les « *chrétiens-allemands* » et leurs protecteurs.

Wurm s'allie à l' « *Église confessante* » (*Bekennende Kirche*), association privée de protestants décidés à résister aux « *chrétiens-allemands* ». Lors de son premier synode tenu à Barmen (mai 1934), l' « *Église confessante* » a réclamé par la voix du pasteur Martin Niemöller une plus grande indépendance des Églises à l'égard de l'autorité temporelle et dénoncé, dans la déclaration rédigée par l'illustre théologien réformé Karl Barth, les erreurs doctrinales des « *chrétiens-allemands* », qui, à la suite de Rosenberg, s'en sont pris à l'Ancien Testament. L'indépendance temporelle et spirituelle des Églises régionales étant menacée, Wurm, le modéré, le conciliateur, se lance, aux côtés de l' « *Église confessante* », dans la lutte contre l'État et les « *chrétiens-allemands* ». Le « résistant » Wurm est né.

A la suite des événements du 30 juin 1934, il stigmatise, du haut de la chaire, les hommes politiques et les chefs militaires qui n'ont pas eu le courage, sinon d'empêcher, du moins de condamner d'affreuses tueries. La riposte du gouvernement national-socialiste est immédiate : Wurm est consigné chez lui, sous la surveillance de la Gestapo. Un pasteur « *chrétien-allemand* » est désigné pour le remplacer dans ses fonctions. Ni les menaces ni les cajoleries ne viennent à bout de l'obstination de Wurm, qui se refuse à rédiger une lettre de démission (1). Il affirme qu'il reste en droit, et en dépit de l'impossibilité où il est d'exercer sa mission, le seul évêque de l'Église wurtembergeoise. Il dénie à toute autorité civile ou religieuse le pouvoir de le destituer : seule, une majorité des deux tiers des fidèles pourrait le déposer légalement. Aussi, contre une décision arbitraire de la dictature nationale-socialiste, en appelle-t-il aux masses protestantes. Hitler, fâcheusement impressionné (2) par l'intérêt que portait l'opinion internationale au conflit entre l'État et les Églises protestantes du sud (3) et peu soucieux de faire procéder à des élections hasardeuses en raison de la popularité de Wurm, prit la décision de mettre un terme à une affaire mal engagée. Le 30 octobre 1934, il reçut à la Chancellerie Wurm et deux autres évêques protestants. Apparemment plus conciliant qu'en mars, il affecta de ne pas tenir au maintien de Ludwig Muller et autorisa Wurm à reprendre ses fonctions. Le 20 novembre, Wurm, accompagné de l'*Oberkirchenrat*, fit à Stuttgart une rentrée triomphale.

Les « *chrétiens-allemands* » ont donc subi, en Wurtemberg, une incontestable perte de prestige. Des pasteurs qui s'étaient ralliés au mouvement dans l'euphorie du triomphe national-socialiste les abandonnent. Bien plus, les rapports entre l'État et l'Église évangélique semblent même, pendant quelque temps, se normaliser (4). En fait, le régime, loin de renoncer à soutenir ses alliés « *chrétiens-allemands* », prépare, par des voies nouvelles, leur revanche. Le 16 juillet 1935 est créé un « *Ministère pour les Affaires ecclésiastiques* », confié à l'ancien ministre prussien de la Justice, Hans Kerrl. C'est à ce fonctionnaire énergique et habile qu'est confiée la tâche, dont le servile Ludwig Muller n'a pas su s'acquitter, de mettre au pas les opposants. Hans Kerrl commence par substituer un « *Comité ecclésiastique du Reich* » (*Reichskirchenausschuss*) à l'évêque du Reich, L. Muller. Wurm, ainsi que d'autres évêques, voit dans cette mesure une preuve de bonne volonté de la part du gouvernement, tandis que les

(1) Cf. notamment ses lettres hautaines à son successeur provisoire (12 octobre 1934, p. 104-110) et au ministre de l'Intérieur du Wurtemberg (20 octobre 1934, p. 113-115), et sa protestation pleine de dignité (14 octobre 1934, p. 111-112) adressée aux fidèles et qui, en dépit de la Gestapo, fut lue en chaire dans la plupart des temples du Wurtemberg.

(2) Tel aurait été, du moins, l'avis de von Neurath, ami de Wurm.

(3) L'évêque protestant de Bavière avait été également mis dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions.

(4) Dans l'été de 1935, Wurm est autorisé à se rendre en Suisse.

chefs de l' « *Église confessante* », Martin Niemöller et Karl Barth (1), n'attachent aucune importance à une décision qu'ils considèrent comme une simple manœuvre (2). De fait, le *Reichskirchenausschuss* n'a aucun pouvoir réel ; sa très mince activité est contrôlée de près par la Gestapo. Hans Kerrl, lui, agit. Par l'intermédiaire des ministres des Cultes, il s'efforce d'amener à composition les Églises qui tentent de résister. Le principal moyen utilisé consiste à soustraire l'administration des finances ecclésiastiques à l'*Oberkirchenrat*, pour la confier à des fonctionnaires dévoués au régime : l'Église évangélique de Bade perd son indépendance financière ; celle de Wurtemberg la conserve grâce à l'obstination de Wurm, qui a enfin compris le jeu de Kerrl.

Les persécutions antisémitiques de l'automne 1938, déclenchées par le parti, en représaille de l'attentat commis à Paris contre le conseiller d'ambassade Vom Rath, font mieux mesurer à Wurm le degré d'indignité des gouvernants et des « *chrétiens-allemands* ». Avec stupeur, il voit des pasteurs wurtembergeois approuver les crimes des nazis. Désormais, il ne cessera de dénoncer publiquement les atteintes aux droits imprescriptibles de la personne humaine. En 1940, il proteste auprès du ministère de l'Intérieur du Reich contre la suppression des débiles mentaux (3). En juillet 1943, lors d'une réunion tenue à Berlin, les chefs des Églises protestantes s'émeuvent du redoublement des mesures antiraciales ; ils rédigent une lettre de protestation au gouvernement du Reich ; au moment de la signer, la plupart se dérobent ; finalement c'est le seul nom de Wurm qui figure au bas du document accusateur. Très lié avec un certain nombre de résistants protestants (4), Wurm a déploré leur échec du 20 juillet 1944, bien qu'il reconnaisse n'avoir participé, ni de près ni de loin, à la conspiration. Ses amis, parmi les conjurés, savaient en effet que Wurm n'était pas un homme politique, qu'il était et ne voulait être qu'un chrétien.

De là sans doute la valeur de ses « souvenirs », empreints d'une incontestable sincérité (5) ; de là aussi leur limite. Chrétien plus que politique, pasteur (6) plus que théologien, Wurm ne pouvait pas reconstituer avec la précision qu'eût souhaitée l'historien les mentalités qui se sont opposées, celle des « *chrétiens-allemands* » et celle de leurs adversaires de l' « *Église confessante* ».

Jean Sigmann.
Faculté des Lettres de Strasbourg.

(1) Karl Barth, expulsé d'Allemagne en 1935, poursuivra de Bâle, sa ville natale, sa campagne contre le régime national-socialiste. Martin Niemöller sera arrêté en 1937 ; il ne quittera le camp de concentration qu'à la suite de l'écroulement du III[e] Reich en 1945.

(2) Visiblement, Wurm n'a guère apprécié les critiques que les leaders de l'*Église confessante* n'ont cessé d'adresser aux chefs des Églises régionales qu'ils jugeaient trop accommodants. Non sans raison, il fait observer que la position des évêques qui avaient à compter avec des pasteurs « *chrétiens-allemands* » était plus délicate que celle des dirigeants de l'*Église confessante*, qui, sans responsabilité officielle, étaient forts du soutien moral de tous les membres du mouvement.

(3) Cf. les lettres de Wurm au ministre de l'Intérieur (juillet 1940) et au D[r] Conti, chef de la Santé du Reich (21 septembre 1940), celle-ci reproduite partiellement (p. 158-159).

(4) Notamment avec le D[r] Gerstenmaier, leader de la *C. D. U.* et actuel président du *Bundestag*.

(5) A plusieurs reprises, nous l'avons vu, Wurm n'hésite pas à rappeler ses erreurs de jugement, ce qui, on en conviendra, n'est pas la coutume des auteurs de « Mémoires ».

(6) De 1945 à sa retraite en 1948, Wurm réorganisera l'Église évangélique du Wurtemberg et participera avec le D[r] Dibelius, évêque de Berlin, à la formation d'une sorte de fédération des Églises protestantes allemandes. — Lors de la première réunion du Conseil de l'Église wurtembergeoise (18-19 octobre 1945), il fera voter une déclaration posant le principe de la responsabilité collective du peuple allemand. Avec le même courage, il interviendra en faveur de von Neurath et de von Weizsäcker, ou dénoncera comme injustes certaines décisions des puissances occupantes.

... et Mémoires d'un professeur

Le nom du professeur F. W. Foerster (1) n'est pas inconnu de ceux qui, attentifs à l'évolution politique de l'Allemagne entre les deux guerres mondiales, avaient salué dans ce philosophe un pourfendeur du militarisme prussien et un apôtre de la paix à la fois authentique et clairvoyant. Ces deux aspects de son activité pouvaient alors se résumer dans deux ouvrages courageux, l'un paru en 1920 et intitulé : *Ma lutte contre l'Allemagne militariste et nationaliste*, l'autre en 1937 et intitulé : *L'Europe et la question allemande.* Son œuvre, qui comporte quelque trente livres et quelque 5.000 articles, est aujourd'hui couronnée par la publication de ses *Mémoires* parus en version allemande originale à Nuremberg, avec le sous-titre significatif : *Histoire mondiale vécue, 1869-1953*, 1869 étant la date de naissance de l'auteur et 1953 la date de parution du livre.

Il englobe, en effet, un immense pan d'histoire contemporaine et constitue une véritable « somme » à la fois philosophique, religieuse, artistique, historique et politique. L'auteur se considère essentiellement comme un philosophe et un éducateur, un *Kulturphilosoph* selon sa propre expression, que les événements ont amené à s'occuper de politique. Aussi les soixante-trois chapitres de son autobiographie — dont un chapitre de soixante-quinze pages consacré à la France — ne sauraient-ils laisser l'historien indifférent. Un copieux index alphabétique des noms de personnes témoigne de l'immensité des lectures, des connaissances et des relations de l'auteur. On y compte plus de soixante-dix noms français, parfois un peu déformés (Erneste Renan, le général Mordaque, au lieu de Mordacq). Ils relèvent aussi bien du domaine intellectuel et artistique : Quinet (faussement présenté comme un neveu de M^me^ de Staël, p. 446), Tocqueville, Barrès, Zola, Bergson, A. France, Romain Rolland, Corot, Cézanne — que du domaine politique : Briand, Caillaux, Daladier, Lyautey, Pétain, Reynaud, Tardieu, etc...

La biographie de l'auteur, telle qu'elle se dégage de nos *Mémoires*, peut se résumer comme suit. Fils du directeur de l'Observatoire de Berlin, lui-même élève d'Alexandre de Humboldt, il fait ses études à Berlin et à Fribourg où, en 1893, il passe sa thèse de doctorat intitulée : *Le développement de l'éthique de Kant.* Puis il étudie la question sociale en Angleterre, ce qui l'amène, en 1895, à critiquer un discours dans lequel Guillaume II attaquait violemment les sociaux-démocrates ; d'où trois mois de prison pour délit de « lèse-majesté ». Cette condamnation lui ferma provisoirement l'accès des universités allemandes : il enseigna de longues années comme *Privatdozent* à Zurich et une année à l'Université de Vienne avant d'être appelé, à la veille de la première guerre mondiale, à l'Université de Munich. Son action en faveur de la paix, en particulier en 1917, le brouilla avec nombre de ses collègues. Bien qu'il fût le neveu du chancelier Michaelis, il désapprouvait la politique du gouvernement impérial.

En 1918, Kurt Eisner, chef du gouvernement provisoire de Munich, le nomme ministre plénipotentiaire de Bavière en Suisse. A partir de 1919, Foerster dénonce sans relâche la renaissance du militarisme allemand.

Au moment où l'Allemagne est admise à Genève, en 1926, il y fait, sur le réarmement clandestin allemand, des révélations qui mettent Stresemann en fureur. Aussi Foerster juge-t-il plus prudent de quitter l'Allemagne et de se réfugier à Paris où, de 1926 à 1937, il fréquente tous les milieux politiques français, ce qui lui permet de connaître admirablement notre pays qu'il définit

(1) Friedrich Wilhelm FOERSTER, *Memoiren, Erlebte, Weltgeschichte*, Nürnberg, Glock und Lutz, 1953, 717 p.

comme « le pays de l'art de vivre, du raffinement des mœurs et de la culture intellectuelle » (1) (p. 428).

L'aveuglement de nos hommes politiques le ravit moins. Lorsqu'en 1934, à Montpellier, il déclare que seul un réarmement français peut arrêter Hitler, un député socialiste lui riposte que la France ne peut se défendre que par sa « spiritualité » (p. 475). Ses avertissements rappellent ceux que nous donnait, exactement un siècle plus tôt, un autre réfugié politique allemand, Henri Heine, qui écrivait alors : « Quoi qu'il arrive en Allemagne, que ce soit le prince royal de Prusse ou le Dr With qui arrive au pouvoir, soyez toujours prêts, l'arme au pied... »

Aussi condamne-t-il la passivité politique française en 1936, lors de la remilitarisation de la Rhénanie. Il en tire une conclusion personnelle : quittant Paris, il s'installe en 1937 dans un village de Haute-Savoie, près de la frontière suisse. En 1938, il est naturalisé français.

En 1940, il se réfugie un instant en Suisse, mais en est refoulé, parce que citoyen français, passe au Portugal grâce à une invitation personnelle du président Salazar et de là gagne l'Amérique en novembre 1940. En 1941, l'État-Major américain sollicite son avis au sujet des plans de guerre nazis.

Maintes fois Foerster prend la parole en public, mais il note que son influence aux États-Unis a été battue en brèche non seulement par les Germano-Américains (parfois pro-hitlériens), mais encore par d'autres émigrés comme, par exemple, Brüning, qui ne partageait pas sa condamnation radicale du nationalisme allemand.

Que Foerster soit dans une certaine mesure un isolé, même parmi les Allemands « libéraux », n'a rien d'étonnant. N'est-il pas désagréable pour eux de le voir soutenir la thèse de la *Kriegsschuld*, c'est-à-dire de la culpabilité allemande non seulement pour la deuxième, mais encore pour la première guerre mondiale. Il montre en Hitler la résultante du nationalisme allemand et le disciple du fondateur de la Geopolitik, Haushofer, qui allait régulièrement le visiter dans la prison de Landsberg. Foerster souligne aussi le fait que dans l'Allemagne actuelle bien des gens réservent leur pitié aux réfugiés de l'Est, sans penser que pendant cinq ans des millions d'autres nationaux ont connu un sort semblable ou pire. Il croit en l'honnêteté et la bonne volonté du chancelier Adenauer, mais se demande avec inquiétude ce qui arrivera après lui : « L'Allemagne saura-t-elle résister à toutes les tentations vers la droite ou vers la gauche » (p. 660).

Cette dernière phrase semblerait définir la position politique de Foerster comme étant celle du « juste milieu ». En fait, elle est beaucoup plus malaisée à définir. Aux yeux d'un Français, Foerster apparaît comme un curieux mélange d'un esprit traditionaliste, dans la meilleure tradition chrétienne, et d'un esprit progressiste. C'est en tout cas un esprit courageux et généreux que sa lutte même pour un monde plus humain a obligé de quitter son pays.

Pour l'historien, ces *Mémoires* sont un témoignage précieux pour nous permettre de mieux connaître un certain nombre de chefs politiques du XXe siècle, à commencer par Lénine, que l'auteur a entendu dire à Zurich : « Je suis pacifiste, mais si on nous attaque, alors nous conquerrons l'Europe en passant par l'Asie » (p. 133).

Les *Mémoires* sont, enfin, une mine de « scènes vécues » allant depuis le délire nationaliste, qui régnait au cours de Treitschke en 1893, jusqu'à l'évocation du Chicago contemporain.

A. Meyer.
Faculté des Lettres. Aix-en-Provence.

(1) Dans l'ensemble, il fait de la France un tableau flatteur : en particulier son éloge de la femme française se rapproche des fines analyses que Georges Duhamel a consacrées à ce même sujet.

SUR LES RELATIONS GERMANO-RUSSES

Deux livres apportent une contribution de premier ordre à l'histoire des relations germano-soviétiques dans des domaines et suivant des méthodes très différents. Sur l'ensemble de la période, la documentation reste encore trop fragmentaire pour permettre une étude exhaustive : nous en sommes au stade des révélations et des souvenirs et c'est à ce genre qu'appartient le livre précieux de Hilger et Meyer. Pour la période plus récente, la documentation est déjà très abondante et permet de tenter une synthèse au moins provisoire qu'esquisse le livre de Weinberg.

Nul n'était mieux placé que Gustav Hilger (1) pour présenter un tableau d'ensemble de la période 1918-1941. Né, en 1886, de parents établis en Russie depuis la première moitié du XIX^e siècle, il a passé toute sa jeunesse en Russie. Interné pendant la guerre de 1914-1918, il devint *trustee* du consulat des États-Unis, puis de Suède pour les internés allemands : c'est comme spécialiste des questions de prisonniers qu'il fera ses premières armes dans la diplomatie. A des titres divers, il fut presque constamment en poste à Moscou pendant les vingt-trois ans que couvre son livre. Celui-ci appartient à un genre nouveau : celui des mémoires rédigés et mis en forme avec le concours d'un historien de profession qui a servi de « conscience académique ». Cette collaboration semble, dans ce cas, avoir eu un excellent résultat : le livre est clair et bien présenté en chapitres et paragraphes bien découpés, ce qui n'est pas le cas de tous les livres de souvenirs : étude des problèmes politiques (ch. I à V et VIII à X), présentation méthodique des problèmes économiques (ch. VI) et militaires (ch. VII).

On n'y trouve pas de révélation sensationnelle : bien au contraire, l'auteur a préféré taire certaines choses (p. XII), mais les développements font presque toujours alterner de manière heureuse les réminiscences personnelles et l'analyse des problèmes importants. Les trois premiers chapitres sont consacrés à la première période des relations germano-russes : le retour aux relations normales entre 1919 et 1922. Hilger complète de manière fort personnelle le récit de Blücher (2), qui ne voyait les problèmes que des bureaux de Berlin.

Dès cette époque, les deux pays ont réalisé que leur situation était celle de deux pays vaincus, amenés à s'entendre avec un peu de bonne volonté et de compréhension mutuelle (correspondance Simons-Tchitchérine de l'été 1920, p. 50-51). Au même moment, cependant, les relations entre les deux pays passaient par des hauts et des bas correspondant aux fluctuations de la situation internationale : avance russe en Pologne, hésitations allemandes sur la solidité du régime bolchevique après la crise de Cronstadt, rapprochement après le plébiscite de Haute-Silésie et les craintes allemandes de voir la Russie participer aux demandes des réparations. Sur les conditions mêmes de la négociation de Rapallo, Hilger, atteint de typhus à la fin de 1921, n'apporte pas de précision nouvelle, sinon l'affirmation renouvelée qu'il n'y eut pas de clause secrète (p. 76-83).

C'est à l'ère de Rapallo qu'Hilger consacre les chapitres peut-être les plus

(1) Gustav HILGER and Alfred G. MEYER, *The incompatible Allies German-Soviet Relations, 1918-1941*, New-York, The Macmillan Company, 1953 ; G. L. WEINBERG, *Germany and the Soviet Union, 1939-1941*, Leyden, E. J. Brill, 1954.

(2) *Deutschlands Weg nach Rapallo.* Cf. compte rendu dans la *Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale*, n° 13, p. 61-63.

intéressants de son livre (ch. IV et V). Après avoir mis en valeur le rôle des deux hommes d'État qui l'ont dominée : Brockdorff-Rantzau (p. 84-97) et Tchitchérine (p. 98-114), il analyse les difficultés incessantes qui ont surgi entre les deux pays ; la crise internationale causée par l'occupation de la Ruhr laissa dans les relations des deux pays « des cicatrices qui ne purent jamais être effacées » (p. 125), car, en dépit des protestations officielles de la Russie contre l'action de la France, le gouvernement allemand craignait que la Russie ne profitât de la situation pour favoriser l'établissement d'un gouvernement communiste en Allemagne.

Le redressement diplomatique de l'Allemagne en 1924 et 1925 éprouva de nouveau les relations germano-russes : comment adapter la politique de Locarno et celle de Rapallo? A partir de ce moment, pour Hilger, la communauté des destins (*Schicksalsgemeinschaft*) se transforme en une simple communauté d'intérêts (*Zwecksgemeinschaft*) ; ce n'est plus « qu'un jeu d'échecs politiques sobre » (p. 127), dont le fonctionnement est illustré par la longue négociation entrecoupée d'incidents du traité de Berlin : abordée dès décembre 1924 par une offre d'alliance russe, elle n'aboutit qu'en avril 1926.

A ce point, Hilger interrompt son récit de l'évolution politique pour présenter dans son ensemble le mécanisme des relations économiques et militaires. Sur les questions économiques, le tableau est excellent et très complet : étude du système des concessions (liquidé pratiquement en 1930), du traité économique du 12 octobre 1925, avec sa procédure originale de crédits garantis. Mais une grande occasion a été manquée dans ce domaine dès 1922, quand, selon Hilger, le gouvernement soviétique demandait l'aide économique allemande à cor et à cri et consentait des conditions particulièrement favorables pour l'industrie allemande à la recherche de débouchés à long terme.

Le chapitre sur les relations militaires a le mérite de replacer le problème dans l'atmosphère politique passionnée où se sont produites les grandes révélations de décembre 1926 ; il apparaît parfois difficile de séparer les buts militaires et les intérêts économiques que représentaient certaines entreprises comme l'usine Junkers à Fili (p. 193-195).

Les chapitres suivants étudient la lente détérioration des relations jusqu'à la rupture de novembre 1936 (ch. VIII-XI). Ils contiennent des éléments très neufs sur la brève ambassade de Nadolny, qui tenta sans succès de reprendre la politique de bonne entente au printemps de 1934 (p. 261-267).

Sur la période de collaboration entre les deux pays, Hilger est assez bref ; Hilger y révèle, cependant, que Schulenburg et lui-même tentèrent vainement d'ouvrir les yeux à Dekanosov et à Pavlov sur l'imminence d'une attaque allemande ; l'entretien, qui eut lieu en mai 1941, n'eut pas de suite, car les diplomates allemands pouvaient difficilement donner, sans trahir, les preuves qui auraient pu convaincre leurs interlocuteurs.

C'est à cette période 1939-1941 que Weinberg consacre son livre. A la différence de Hilger, Weinberg étudie le problème des relations germano-russes non en témoin, mais en historien : il a dès 1949 consacré une thèse de l'Université de Chicago à ce problème et il a depuis complété sa documentation à toutes les sources qu'il lui a été possible de consulter. Son livre se présente sous la forme d'une étude chronologique des relations germano-russes entre Munich et l'attaque allemande contre la Russie ; c'est sans aucun doute le livre le plus complet qui ait été écrit sur la question, et il est juste de rendre hommage à l'effort d'impartialité qui a été apporté à l'étude de ces problèmes si controversés ; dans la conclusion seulement, certaines allusions à « la politique d'apaisement » ou de « risque calculé » menée par la Russie au printemps de 1941 rendent un son un peu anachronique. De même, il est possible de douter que « l'épisode du pacte de non-agression germano-russe fournit

un matériel abondant pour étudier avec précision la formulation et l'exécution de la politique étrangère dans l'État totalitaire » (p. 173).

Les parties les plus suggestives de l'étude sont celles où l'auteur essaie de mettre en lumière les principales articulations de la politique des deux États. Naturellement, le premier problème important consiste à préciser les conditions du rapprochement. Dans la période de mars à juillet 1939, deux épisodes ont été insuffisamment soulignés jusqu'à présent : d'abord, le voyage de Potemkine dans les Balkans et en Pologne en mars et avril (p. 16 et 20). Ce voyage, interrompu sans raison apparente, et l'absence du diplomate russe de la session de mai de la *S. D. N.* indiquent, selon Weinberg, une hésitation croissante de l'U. R. S. S. à se lier définitivement aux démocraties occidentales.

Faut-il y voir déjà la trace d'une décision fondamentale du gouvernement soviétique d'arriver à un accord avec l'Allemagne? Weinberg ne le croit cependant pas et il place la décision russe sur ce point à une date beaucoup plus tardive, entre le 10 et le 21 juillet (p. 170), c'est-à-dire juste avant le communiqué officiel annonçant la reprise des négociations économiques entre les deux pays. Donc, la thèse, selon laquelle le discours de Staline du 10 mars 1939 et celui de Molotov du 31 mai 1939 représenteraient le tournant décisif, serait absolument sans fondement. Il est évident que la date indiquée par Weinberg lui-même peut prêter à discussion : peut-être est-elle placée trop tôt et les documents anglais récemment publiés (*Documents on British Foreign Policy*, série III, vol. VI et VII) suggéreraient une date encore plus tardive, sans doute dans la dernière semaine de juillet, c'est-à-dire au moment où, après l'achèvement des négociations pour un accord politique, les dirigeants soviétiques ont pu être définitivement découragés par la lenteur avec laquelle la France et l'Angleterre se préparaient à entamer les indispensables négociations militaires.

Seconde zone d'incertitude : celle des sondages allemands se succédant à partir du 7 avril 1939 (p. 22-24) : sondage de P. Kleist (du *Dienststelle* Ribbentrop) auprès d'Asthakov, entretien Schnure-Asthakov conduisant, le 17 avril, à l'entretien avec Weiszäcker sur le matériel Skoda. Mais, parallèlement, des indiscrétions auprès des milieux français et polonais de Berlin sont faites par les milieux touchant de près Gœring (Bodenschatz) ; quels sont leur portée et leur but? Sur tous ces points, Weinberg attire l'attention avec beaucoup de précision et sans pouvoir toujours conclure, dans l'état actuel de la documentation.

Sur les relations entre les deux pays après la signature des accords d'août 1939, Weinberg a des vues assez nouvelles ; les rapides succès de l'Allemagne en Pologne ont créé une tension qu'il juge très grave et ce n'est qu'après le second voyage de Ribbentrop en Russie que les relations se stabilisent : collaboration navale (p. 75-85) qui attache les milieux de l'Amirauté allemande à la bonne entente avec la Russie ; collaboration économique, pour laquelle les documents restent encore peu nombreux (le livre est paru avant le volume VIII des *Documents on German Foreign Policy*). Mais, même à cette époque, le problème finlandais vient s'interposer : malgré les efforts de l'ambassadeur allemand à Helsinki, Blücher, l'Allemagne reste fidèle au partage des zones d'influence qui place la Finlande dans le domaine de l'influence russe.

Dans quelles conditions alors l'Allemagne a-t-elle renoncé à une politique qui lui offrait des avantages considérables? C'est la seconde grande question posée par Weinberg. Par une analyse précise des documents, l'auteur arrive à la conclusion que la décision de Hitler a été prise au plus tard le 31 juillet 1940. Cette décision a été prise uniquement pour des raisons militaires : une attaque contre la Russie libérerait le Japon, qui pourrait se tourner contre

les États-Unis ; la Grande-Bretagne pourrait, dans ces conditions, être réduite assez facilement (ch. VII, p. 108-124). Ainsi, « le communisme n'aurait rien à voir avec la décision d'Hitler » (p. 117). Cette thèse a déjà fait l'objet d'une importante polémique (1).

On voit ce que la thèse de Weinberg a de séduisant : toutes les actions militaires et diplomatiques de l'Allemagne s'organisent, selon lui, à partir d'août 1940, autour de la nécessité absolue de gagner les positions les plus avantageuses possible en vue d'engager la lutte contre la Russie. Y a-t-il eu vraiment une idée-directrice si nette dans la politique allemande à partir de l'été 1940? Selon qu'on accepte ou rejette cette thèse, on voit sous un angle différent l'organisation du pacte tripartite et l'offre d'adhésion à la Russie, les négociations sur les alliances secondaires avec la Finlande, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie.

Cette unité grandiose et terrible de la politique allemande semble avoir jusqu'au bout échappé à la Russie ; les dirigeants soviétiques ont probablement envisagé la possibilité d'une guerre avec l'Allemagne (p. 166), mais seulement après l'échec de négociations dans lesquelles les Allemands présenteraient des demandes politiques et économiques nouvelles : d'où leur attitude conciliante dans les négociations économiques de janvier-février 1941, puis dans le domaine politique, après la campagne victorieuse des armées allemandes dans les Balkans.

Il reste, sur ce point comme sur bien d'autres, beaucoup à faire avant que les historiens puissent entreprendre une étude critique des relations germano-soviétiques depuis 1918, mais le mérite de ces deux livres est de faire voir plus clairement sur quels points faire porter les efforts, et ils sont par là indispensables à toute recherche sérieuse sur ces questions.

Jacques GRUNEWALD.
Washington.

(1) Cf. *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, I (1953), IV, p. 203 et suiv, article de Weinberg et réponses de Seraphim et Hillgruber, II (1954), III, p. 240 et suiv.

LA GUERRE

Une histoire « du point de vue allemand »...

Il est incontestable que le général Kurt von Tippelskirch (1) était particulièrement bien placé pour rédiger « du point de vue allemand » — comme il le dit dans sa préface — une *Histoire de la deuxième guerre mondiale*. Spécialisé depuis longtemps dans l'étude des armées étrangères, attaché à l'État-Major général jusqu'en 1941, il a exercé divers commandements sur le front russe jusqu'en 1944 et terminé la guerre comme commandant d'une armée dans le Mecklembourg. Plusieurs de ses collègues généraux lui ont communiqué leurs notes et l'ont ainsi aidé dans sa tâche.

La *Volksausgabe*, c'est-à-dire l'édition populaire de son ouvrage, qui reproduit intégralement l'édition de 1951 (2), se présente sous la forme d'un épais volume broché de plus de six cents pages d'environ quarante lignes chacune. Elle comporte cinquante-quatre croquis, dix cartes en pochette séparée, un répertoire chronologique, un index des noms de personnes et des noms de lieux, une bibliographie dont nous aurions mauvaise grâce à dire qu'elle est incomplète, puisqu'elle date de 1950. Parmi les cinquante-neuf ouvrages cités, plus de la moitié sont en allemand, une quinzaine en anglais, cinq en français (dont les *Mémoires* du général Weygand), quatre en italien. Notons que l'ouvrage de Görlitz, *La deuxième guerre mondiale*, précédemment analysé dans notre Revue (3) ne pouvait pas figurer dans la bibliographie, puisque son deuxième tome n'a paru qu'en 1952.

Le livre de Tippelskirch, qui englobe tous les théâtres d'opérations, continentaux et maritimes, se présente comme un ensemble bien construit. Il comprend treize chapitres dont chacun se subdivise à son tour en parties numérotées, elles-mêmes articulées en paragraphes portant des titres distincts — ce qui en fait un ouvrage facilement utilisable, écrit au surplus de façon fort attrayante.

L'attention de l'auteur est particulièrement retenue par tout ce qui relève de l'optique de l'officier d'État-Major. C'est ainsi qu'il analyse impitoyablement les insuffisances de l'armée italienne, y compris le manque de chaussures (p. 97), ou l'optimisme excessif du plan d'attaque allemand, contre l'Union soviétique (p. 173). Il décrit les difficultés du ravitaillement dans l'immensité russe, où l'on vit, en Caucasie, des caravanes de chameaux transporter le carburant (p. 246). Inversement, il souligne l'excellence de l'organisation du débarquement de Normandie (p. 410). Mais son récit n'est pas un simple exposé de critique militaire. C'est aussi un plaidoyer habile et tenace en faveur du soldat allemand dont la résistance et les exploits ont été « surhumains » (p. 213). Aussi von Tippelskirch s'efforce-t-il de dissocier le soldat allemand du régime nazi dont il condamne la politique raciale et les « pratiques inhumaines » ; il note même, en passant, l'existence de camps de concentration... qui ont fâcheusement indisposé les Alliés contre les Allemands (p. 577). Il blâme les excès commis en France, y compris la rigueur du rationnement (p. 411). Naturellement, il s'en donne à cœur joie pour dénoncer les erreurs

(1) Kurt von Tippelskirch, *Geschichte des Zweiten Weltkriegs*, Bonn, Athenaum-Verlag, 1951 ; Édition populaire 1954, 624 p.

(2) Cf. compte rendu de la première édition par F. L'Huillier. Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 19, juillet 1955.

(3) Voir nºs 8 et 14.

militaires d'Hitler, en particulier sa décision de ne reculer à aucun prix, fût-ce au prix des plus grands sacrifices pour la troupe. Il en propose l'explication suivante : « Depuis 1933, Hitler n'avait plus connu d'échec. L'idée que cela pût changer était devenue insupportable à cet homme qui s'était installé dans le mythe de son infaillibilité... et qu'une propagande flatteuse avait élevé au rang de « plus grand capitaine de tous les temps »... Tout recul équivalait à ses yeux à une perte de prestige et de puissance » (p. 214).

Il montre aussi comment, peu à peu, chez Hitler, en particulier lors de la bataille de Stalingrad, la volonté fanatique l'emporta sur la lucidité et comment « le démagogue lia les mains à l'homme d'État et au capitaine » (p. 248). Au moment du débarquement de Normandie, il éprouve de plus en plus « le besoin pathologique de s'illusionner lui-même » ; il incrimine la défaillance des chefs locaux « pour ne pas perdre sa croyance en lui ou en son étoile » (p. 423). Ainsi est-il prouvé à satiété qu'Hitler a fait au peuple allemand un mal considérable. — Dans le récit des batailles, à l'occasion, von Tippelskirch a l'élégance de rendre hommage au courage de l'adversaire, qu'il s'agisse de l'action efficace des blindés du général de Gaulle pendant la campagne de France (p. 80), du dévouement de la flotte anglaise lors du rembarquement de Dunkerque (p. 83) ou de la résistance du général Kœnig à Bir Hacheim (p. 255). Mais, à l'égard des Américains, il ne ménage pas les critiques : dans leur « fanatisme de croisés » (p. 573), ils n'ont pas vu le danger russe, alors que l'Anglais Liddel Hart constatait, dès octobre 1943, dans un mémorandum secret, que le seul pays capable de s'opposer, en accord avec les puissances occidentales, à l'expansion russe était « celui que nous avons l'intention d'anéantir » (p. 362). Quant à Eisenhower, il ne connaissait pas les bons usages, puisqu'il a refusé de recevoir son prisonnier, le général von Arnim (p. 306).

D'une façon générale, le *faire-play* de l'auteur connaît des limites. C'est ainsi que dans le récit de la campagne d'Italie on ne s'aperçoit guère de la présence des Français qui n'ont droit qu'à deux courtes mentions (p. 391), une fois dans le sillage des Américains et une autre fois en compagnie des Anglais. Le général Juin n'est pas cité (Leclerc non plus d'ailleurs). Du moins est-il précisé (p. 515) que c'est une « division blindée française » qui poussa jusqu'à Strasbourg alors que Görlitz déclare plus sommairement que la ville fut prise par la VII^{e} armée américaine.

Par ailleurs, la tentative de séparer entièrement le nazisme du soldat allemand risque de transformer ce dernier en un enfant de chœur inconscient. Ainsi nous apprenons qu'en 1940 il fit une si bonne impression sur la population française que celle-ci le saluait de la formule : « Monsieur le Soldat allemand » (p. 94). Naturellement, il ignorait tout des excès nazis :

« Le soldat allemand... était lié à un système politique qui, *sans qu'il le sût et sans qu'il y participât*, a violé les lois de la civilisation occidentale. Le poids des méfaits (de ce système politique) a non seulement coûté à la *Wehrmacht* la considération dont elle jouissait, mais encore il a réduit à néant tous ses efforts vraiment héroïques déployés dans des combats sans précédent » (p. 180). Dans cette perspective, le soldat allemand apparaît finalement comme la première victime du nazisme !

Quant à Hitler lui-même, l'auteur lui reproche d'avoir manqué sa « sortie » ; voici ce que — selon lui — il aurait dû faire à la veille de la prise de Berlin :

« Hitler aurait encore eu la possibilité de se livrer à ses ennemis et de prendre la responsabilité de tout ce qui avait été fait, sur ses ordres, les années passées, par obéissance absolue ou par fanatisme, et qui avait dépassé la mesure des exigences de la guerre ; en se livrant, il aurait encore pu éloigner de la lutte naturelle du peuple allemand pour ses droits vitaux inaliénables — lutte dans laquelle ce peuple avait été entraîné par le développement des événements — ce qui aux yeux du monde grevait si lourdement cette lutte » (p. 573).

Cette phrase, que nous avons traduite le plus fidèlement possible, ne laisse pas de nous apparaître comme inquiétante, car, en fin de compte, ce qu'on reproche surtout à Hitler, c'est d'avoir « dépassé la mesure » dans une lutte dont l'enjeu était les « droits vitaux » du peuple allemand — un enjeu particulièrement élastique, comme chacun sait. On peut se demander en quoi aurait consisté une politique qui n'aurait pas « dépassé la mesure ». Sur un point précis la réponse nous est fournie — peut-être involontairement – par l'auteur lui-même. A la page 115, il envisage l'hypothèse d'une politique de réconciliation franco-allemande au lendemain de 1940 et écrit : « Une telle politique aurait toutefois signifié que Hitler renonçât à ses ambitions territoriales à l'égard de la France — sauf un règlement raisonnable de la question d'Alsace-Lorraine, fondé sur la frontière linguistique. »

Ici, von Tippelskirch nous révèle le fond de sa pensée : comme nombre d'Allemands, il est incapable de comprendre que la langue n'est pas le critère décisif de la nationalité. Il est d'ailleurs d'une singulière discrétion sur tout ce qui concerne le sort de l'Alsace et de la Moselle pendant la guerre ; il ne mentionne ni leur annexion de fait ni l'incorporation forcée des jeunes Alsaciens dans la *Wehrmacht*, alors que par ailleurs il ne manque pas de relever les violations du droit commises, selon lui, par les Alliés. Il reproche en particulier aux Russes d'avoir, pour éviter les désertions, introduit chez eux la *Sippenhaftung* (p. 237), terme intraduisible dont un équivalent serait la « responsabilité collective de la famille » ; motion qu'il qualifie d' « impensable dans les conceptions occidentales ». Or, à ce même moment, Hitler appliquait le même principe en déportant les familles des Français d'Alsace qui avaient fui leur province pour n'être pas incorporés dans la *Wehrmacht*.

Nous ne reprocherons pas à l'auteur ses récriminations contre la formule discutée de la « capitulation sans condition » ou contre le procès de Nuremberg, nous considérons comme quasi inévitable chez un général allemand la thèse de la non-responsabilité de l'armée et du peuple allemand dans les crimes nazis ; nous savons aussi que des millions de soldats allemands ont combattu confiants dans la légitimité de leur cause, mais nous croyons aussi que c'est une erreur grave — pour ne pas dire plus — que de laisser entendre au lecteur allemand, fût-ce dans une ligne, qu'il existe une question d'Alsace-Lorraine qui doit être résolue « raisonnablement » sur une base linguistique.

A. Meyer.
Aix-en-Provence.

... et une histoire de la guerre aérienne

Ancien aviateur, ancien rédacteur en chef d'une revue consacrée aux questions aériennes, auteur de plusieurs livres spécialisés, G. W. Feuchter nous donne, dans son dernier volume, intitulé *Histoire de la guerre aérienne* (1), un aperçu d'ensemble du développement de l'avion comme moyen de guerre et de son utilisation militaire depuis les origines, à travers les deux guerres mondiales, jusqu'à nos jours (p. 10).

Tout en dominant son sujet, l'auteur, qui synthétise son information dans des tableaux numériques placés en fin de chapitres, reste modeste et objectif. Sur les soixante-dix ouvrages mentionnés dans la bibliographie, dix sont français (2). Il souligne à plusieurs reprises la clairvoyance de M. Camille

(1) Georg W. Feuchter, *Geschichte des Luftkriegs*, Bonn, Athenaum Verlag, 1954, 441 p.

(2) A noter, cependant, que E. Bauer, l'auteur de *La guerre des blindés*, cité aux p. 84 et 123 — et non dans la bibliographie — n'est pas, comme le dit Feuchter, Français, mais Suisse de langue française.

Rougeron (p. 52-53, 60-61) et — citant les livres de P. Clostermann — note l'héroïsme de l'aviation franco-britannique. De même, il voit dans l'évacuation de Dunkerque un modèle impérissable « dans l'art de réunir tous les moyens disponibles et d'improviser » (p. 144).

Son ouvrage, composé selon un plan chronologique, se divise en trois parties :

1° L'utilisation de l'aéronef comme moyen de guerre jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale (sept chapitres).

2° La conduite de la guerre aérienne et son importance décisive dans la deuxième guerre mondiale (trente-cinq chapitres, soit près de 300 pages).

3° Le présent et l'avenir (six chapitres).

Dans la première partie, un certain nombre de faits intéressent l'histoire générale. Nous apprenons que la première utilisation de l'avion comme moyen de guerre date du conflit italo-turc de 1911 : son effet, à cette époque, était surtout « moral ». En 1914, l'aviation avait essentiellement une mission de reconnaissance. L'auteur aurait pu rappeler que c'est un observateur aérien qui signala, le 3 septembre 1914, le changement de direction de l'armée von Gluck vers le sud-est et fut ainsi à l'origine de la manœuvre française de la Marne. Fin 1914, les Français créèrent le premier chasseur monoplace et acquirent ainsi pour quelques mois la maîtrise de l'air. Au moment de lancer l'attaque contre Verdun, les Allemands engagèrent pour la première fois dans la bataille des groupes de chasseurs et acquirent à leur tour la supériorité aérienne.

Désormais, toutes les grandes batailles terrestres s'accompagnèrent d'une lutte pour la suprématie aérienne.

En 1932 parut le livre retentissant, très discuté et partiellement prophétique, du général italien Douhet sur le rôle décisif de la maîtrise de l'air dans un conflit futur. La guerre civile espagnole fut, de 1936 à 1939, pour l'aviation italienne et allemande, l'occasion d'expérimenter de nouvelles méthodes de combat. Selon l'auteur, les Allemands, essayant de tirer des leçons de la guerre d'Espagne, auraient surestimé le rôle de la coopération de l'aviation avec les forces terrestres et auraient négligé l'aviation stratégique, qui était, au contraire, l'objet de la sollicitude des Anglais. L'opposition des points de vue allemand et anglais est un des leitmotive du livre et Feuchter souligne la clairvoyance des Anglais dans tous les domaines de la guerre aérienne, clairvoyance qui les amena à installer secrètement dès 1939 sur les côtes britanniques un réseau de radar de plus de vingt stations. « L'organisation de la *R. A. F.*, écrit-il, était bien mieux adaptée aux exigences réelles de la guerre aérienne que celle de la *Luftwaffe* et elle a remarquablement fait ses preuves. Lorsque les Américains entrèrent dans la guerre, leurs unités aériennes purent sans difficulté s'adapter à l'organisation anglaise. Leurs formations de bombardiers stratégiques coopéraient avec ceux de la *R. A. F.* pour l'exécution du *master-plan* jusqu'à ce que son but, la destruction totale du potentiel de guerre allemand, eût été atteint » (p. 67).

La deuxième partie du volume commence par une analyse détaillée des forces aériennes des belligérants. En tant qu'ancien membre de l'armée de l'air, nous ne pouvons que confirmer la présence chez nous, en 1939, d'avions vieillots comme le Potez 25 (p. 83) à côté de chasseurs modernes comme le Morane 406. L'auteur note qu'avant la guerre on surestimait communément, en Allemagne aussi, la force de l'aviation française. Personne n'aurait pu prévoir que l'aviation française jouerait un rôle si insignifiant. C'est aujourd'hui encore une énigme de savoir pourquoi il n'a pas été possible aux Français, au moins pendant les huit mois de la drôle de guerre, d'augmenter la capacité de production de leur industrie aéronautique (p. 84).

Si les louanges de Feuchter vont à la *R. A. F.*, ses critiques les plus vives

s'adressent à l'organisation de l'aviation allemande. Il rappelle opportunément que les appareils militaires, interdits par le traité de Versailles, étaient construits par Dornier en Suisse, par Junker et Heinkel en Suède. Quand Hitler entreprit de créer une aviation militaire, il ne rencontra ni difficultés financières ni difficultés techniques, mais par contre des difficultés dans le choix du haut commandement : « on manquait de personnalités qualifiées pour les plus hauts postes » (p. 105) : les trois premiers chefs d'état-major de la *Luftwaffe*, dont Kesselring, provenaient de l'armée de terre et n'avaient aucune connaissance aéronautique antérieure. Or, leur rôle était capital en raison de la « minceur » des connaissances militaires et techniques de Goering. Certes, le quatrième chef d'état-major Jeschonnek était un aviateur, mais un aviateur de chasse qui négligeait le bombardement stratégique : « sous Jeschonnek, furent commises toutes les fautes qui devaient conduire à la faillite de l'aviation allemande » (p. 112). « Alors que la faillite inattendue de l'aviation française s'explique d'abord par la carence de l'industrie aéronautique, la cause unique de la faillite de l'aviation allemande incombe sans aucun doute à son haut commandement » (p. 115). L'auteur note aussi que l'étalage — avec une légère part de bluff — des forces aériennes allemandes devait servir à impressionner les visiteurs étrangers comme le général Vuillemin et Lindbergh (p. 122). Quoi qu'il en soit, l'aviation allemande disposait en 1939 d'une forte supériorité numérique avec 4.333 appareils et sa production était alors d'environ 1.000 avions par mois.

Dans le récit des opérations aériennes de la deuxième guerre mondiale, glanons quelques faits saillants.

C'est lors de l'invasion de la Norvège que, pour la première fois dans l'histoire, les parachutistes et les troupes aéroportées jouèrent un rôle décisif, et c'est lors de la prise du fort belge d'Eben-Emael que les planeurs firent leur apparition. Le 10 mai 1940, un grand nombre d'avions français furent détruits sur leurs terrains du temps de paix où ils se trouvaient par suite d'une « négligence inconcevable » (p. 135).

Huit jours plus tard, l'attaque des blindés du général de Gaulle contre le flanc allemand fut enrayée par l'intervention des Stukas, ce qui prouva que l'avion était, contre les chars, l'arme la plus redoutable. L'évacuation de Dunkerque marque le premier échec de la *Luftwaffe* qui y perdit « le nimbe de l'invincibilité » (p. 145). La bataille d'Angleterre fut son second échec, « un échec infiniment plus grave dont elle ne put jamais se relever » (p. 163). Feuchter déclare entièrement incompréhensible (p. 154) le fait que l'offensive aérienne allemande n'ait commencé que deux mois après Dunkerque.

Le 22 juin 1941, les avions russes furent surpris au sol comme l'avaient été treize mois auparavant les avions français. Mais Goering commit une erreur monumentale en garantissant à Hitler que la *Luftwaffe* pourrait ravitailler la sixième armée sur le point d'être encerclée à Stalingrad.

A partir de 1942, la *R. A. F.* commença le bombardement systématique de l'Allemagne, inauguré par le raid de 1.000 bombardiers sur Cologne et l'initiative de la guerre aérienne passa entièrement du côté Alliés.

A partir de 1943, l'aviation américaine se spécialisa dans les bombardements de jour, tandis que la *R. A. F* continuait les bombardements de nuit. De plus, le 29 septembre 1943, la prise du grand terrain italien de Foggia permit aux Américains de bombarder l'Allemagne en venant du sud.

Cependant, la *D. C. A.* allemande se renforçait : ses effectifs passaient de 600.000 hommes en 1943 à près de 900.000 en 1944. En dépit des bombardements, la production aéronautique allemande réussit à se maintenir grâce à l'existence d'usines souterraines. Elle atteignit même son point culminant en 1944 avec 40.593 avions, dont quelques centaines d'avions à réaction.

Lors du débarquement de Normandie, les Alliés disposèrent de la supério-

rité aérienne absolue. L'avance des Allemands dans le domaine des bombes volantes du type V1 ne leur servit pas à grand'chose. La dernière grande offensive aérienne de la *Luftwaffe* groupant 800 avions eut lieu le 1er janvier 1945, en liaison avec l'attaque dans les Ardennes. Une fois de plus, près de 800 avions alliés furent surpris au sol, tandis que quatre-vingt-treize avions allemands étaient abattus par l'adversaire — et au retour 200 par leur propre *D. C. A.* non informée de leur passage ! Sans cette méprise, l'opération, estime l'auteur, aurait été « un succès extraordinaire » (p. 291).

Un chapitre entier est consacré à la guerre aérienne en Extrême-Orient, depuis le désastre de Pearl Harbour, qui coûta aux Américains 188 avions contre 29 aux Japonais, jusqu'à la capitulation finale. Dans la reconquête des îles du Pacifique, les porte-avions américains jouèrent un rôle capital. C'est, enfin, grâce à l'aviation que Chang-Kai-Chek put continuer à être ravitaillé après que les Japonais eurent coupé la route de Birmanie.

Dans la troisième partie, l'auteur résume l'évolution de l'aviation militaire de 1945 à 1954 et évoque les perspectives d'avenir.

On assiste à la substitution progressive du moteur à réaction au moteur à piston. Si la guerre de Corée a vu des engagements aériens, le matériel engagé n'était cependant qu'un matériel de transition, « car les belligérants ne voulaient pas courir le risque de laisser tomber aux mains de l'adversaire le matériel le plus récent » (p. 354). Dans l'avenir, l'homme sera remplacé par la machine : déjà existent le tir au radar à déclenchement automatique et l'avion sans pilote. Contrairement à ce qui était vrai du temps de la deuxième guerre mondiale, il n'y a plus aujourd'hui de point du globe qui ne puisse être exposé à une attaque par les airs. Cependant, selon l'auteur, l'avenir amènera la disparition des avions de chasse avec pilote — qui ne sont plus rentables — et celle aussi des bombardiers stratégiques : les uns et les autres n'auront plus de raison d'être par suite du développement des projectiles téléguidés. Aussi, lorsqu'on analyse aujourd'hui le « potentiel aérien » d'un pays, il faut de plus en plus tenir compte de ses mécaniciens de précision et de ses spécialistes en électronique.

A. Meyer.
Faculté des Lettres. Aix-en-Provence.

Les « Mémoires » de Erich von Manstein

Les *Mémoires* du maréchal Erich von Manstein (1) sont consacrés à la campagne de Pologne (p. 11-67), à la campagne de 1940 à l'ouest (p. 67-172) et aux combats en Russie (p. 172-620). La partie la plus intéressante de ce livre volumineux est probablement le chapitre sur la campagne de 1940, dans lequel von Manstein révèle le rôle qu'il a joué dans la préparation des plans d'opération allemands. On savait déjà que le général von Manstein, chef d'État-Major d'alors du *Heeresgruppe A*, fut à l'origine de la conception téméraire de percer, avec des forces cuirassées suffisantes, à travers les Ardennes dans la direction de la côte française de la Manche. Dans son livre, l'auteur de cette idée nous en présente les détails avec une minutieuse chronologie.

Après la campagne de Pologne, le *Oberkommando des Heeres* (*O. K. H.*), donc l'État-Major de l'armée allemande, fut éliminé comme élément d'importance dans le jeu stratégique, surtout parce que Hitler exagérait infiniment son propre génie militaire et la force universelle de sa volonté (2). Hitler ne croyait

(1) Erich von Manstein, *Verlorene Siege*, Bonn, Athenaum Verlag, 1955, 664 p., ill., cartes, index.

(2) Il est caractéristique qu'un film de Leni Riefenstahl, amie de Hitler, sur le *Parteitag der N. S. D. A. P.* en 1934, s'appelait : *Triumph des Willens*, Triomphe de

qu'à la puissance, qu'il considérait comme incarnée dans sa propre volonté. Le 27 septembre 1939, le *Führer* fit savoir aux trois commandants en chef des forces armées allemandes (von Brauchitsch, Gœring, Raeder) qu'il avait l'intention d'attaquer à l'Ouest aussitôt que possible. Le premier plan d'opérations, préparé par l'*O. K. H.* sur les ordres du *Führer*, fut celui du 19 octobre 1939 ; von Manstein en donne l'essentiel dans un document annexe aux pages 620-623 de son livre. Un deuxième plan, du 29 octobre 1939, élimina la Hollande de l'invasion. Les deux plans d'opération visaient une victoire partielle allemande à l'Ouest : en pénétrant dans le territoire belge (et, dans le premier plan, hollandais), l'*O. K. H.* espérait battre les forces franco-anglaises dans le nord de la Belgique. Tout de suite, le général von Manstein, à cette époque chef d'État-Major du *Heeresgruppe A*, qui fut commandé par le général von Rundstedt, présenta de grandes objections contre les projets de l'*O. K. H.* Son idée était de remporter, d'un seul coup, une victoire complète sur les armées alliées, au lieu d'une victoire partielle. L'ennemi devrait, à son avis, ne pas avoir la possibilité de construire un second front derrière la Somme et de renouveler ainsi la situation de l'hiver de 1914.

Tout au contraire, le général von Manstein estima que les opérations à l'Ouest devraient avoir comme résultat une décision définitive sur le front occidental. Donc, le centre de gravité ne devrait pas se trouver chez le *Heeresgruppe B* (v. Bock) dans le Nord — comme prévu dans les plans de l'*O. K. H.* — mais chez le *Heeresgruppe A* au milieu du front. Le *H. Gr. A.* avait, d'après von Manstein, la possibilité de surprendre l'adversaire par une brèche à travers les Ardennes vers la Somme, afin de couper les armées alliées de ce fleuve. Déjà, le 31 octobre 1939, le *H. Gr. A* adressa une proposition dans ce sens au général von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée allemande (p. 625-627). Le 3 novembre suivant, von Manstein formula aux généraux von Brauchitsch et Halder la teneur de ses idées, mais il devint bientôt manifeste que l'*O. K. H.* n'avait confiance ni dans l'offensive elle-même ni dans la possibilité d'une victoire complète sur les Alliés.

Le 12 novembre, le *H. Gr. A* reçut un télégramme surprenant disant que Hitler avait ordonné l'adjonction du *19. Panzer-Korps* (Guderian) au *H. Gr. A ;* le *19. Panzer-Korps* reçut l'instruction de marcher sur Sedan. Mais l'idée fondamentale du *H. Gr. A* n'avait pas encore été adoptée, un seul corps cuirassé étant insuffisant pour entreprendre une opération aussi osée. Il y eut donc de nouvelles notes du *H. Gr. A* à l'*O. K. H.*, les 21 et 30 novembre, 6 et 18 décembre et 12 janvier, sans que l'*O. K. H.* décidât de changer les directives antérieures, qui mettaient l'accent sur le *H. Gr. B.* Le général Halder fit savoir par téléphone que le *Führer* lui-même avait donné l'instruction formelle de faire dépendre le centre de gravité du déroulement des opérations. Le 27 janvier 1940, le général von Manstein fut relevé de ses fonctions et remplacé comme chef d'État-Major du *H. Gr. A*, sans doute parce qu'il avait osé proposer un nouveau plan à l'*O. K. H.* Mais, le 17 février, par l'intermédiaire de l'adjudant de Hitler, le colonel Schmundt, von Manstein eut l'occasion de mettre le *Führer* au courant de ses idées sur la campagne à l'Ouest. Il n'est pas sûr que Hitler eût déjà su auparavant quelque chose sur les points essentiels de ce plan, mais, de toute façon, il l'approuva très vite et le 20 février les directives pour l'offensive à l'Ouest furent changées. Les idées du général von Manstein avaient triomphé.

Dans son livre, von Manstein critique vivement le rôle militaire de Hitler pendant la guerre. Il lui attribue, certainement, une connaissance approfondie

la volonté. Sur cette même Leni Riefenstahl, von Manstein raconte un épisode pittoresque, presque *western*, pendant la campagne de Pologne, dans ses *Mémoires*, p. 43 sqq.

des questions techniques et des détails militaires. Mais l'expérience militaire lui faisait défaut et son « intuition » ne pouvait pas remplacer cette lacune. Jamais il ne comprit la mesure du possible. L'élément le plus décisif fut, selon l'auteur, l'exagération de la puissance de sa volonté. Ainsi il quitta définitivement le sol des réalités.

C. T. DE JONG.
La Haye.

Sur la bataille de Normandie

Le major Hayn tenait à l'état-major du LXXXIV^e^ Corps d'armée allemand l'emploi correspondant à celui de chef du 2^e^ Bureau dans notre armée.

En relatant, pour ses compagnons d'armes, les événements dont il fut témoin de juin à août 1944, il a apporté une importante contribution à l'histoire de l'invasion de Normandie — si même on ne doit pas dire que son récit offre la meilleure synthèse, ou tout au moins la meilleure image, de cette histoire, vue du côté allemand (1).

Ce corps d'armée occupait, en effet, le secteur côtier sur lequel porta l'attaque. Plus tard, amputé de la partie est de ce secteur, il eut à faire face aux poussées américaines sur Cherbourg, puis sur Avranches. Il prit part à la contre-offensive de Mortain sur son flanc nord. Après l'échec de cette folle tentative et la débâcle de la VII^e^ armée allemande, encerclée dans la « poche de Falaise » (*der Kessel von Falaise*, disent les Allemands), il reçut la mission de couvrir en arrière-garde les débris de cette armée.

En contact direct avec ses chefs, à qui il devait transmettre les renseignements du front et en faire la synthèse, l'auteur était particulièrement qualifié pour exposer la physionomie des événements et les réactions de ces chefs. On perçoit nettement dans son livre, d'une part, les caractéristiques des diverses phases de la bataille et, d'autre part, les causes de la défaite allemande.

Son tableau du premier jour de la bataille montre que, si le débarquement ne fut pas, à proprement parler, une surprise, le commandement allemand n'avait pas prévu l'ampleur des bombardements aériens et leurs conséquences. Il en fut complètement paralysé et ne se rendit compte exactement des pertes subies par les unités aéroportées et des points occupés par les assaillants que trop tard pour pouvoir exploiter la situation critique de ceux-ci.

L'absence de la *Luftwaffe* est un des leitmotive de son récit. Il lui attribue, notamment, la consolidation et l'élargissement de la tête de pont Caen-Bayeux, la maîtrise de l'air réalisée par les Alliés ayant empêché la coordination des contre-attaques des *Panzer-Divisionen*.

Il insiste sur la forme très particulière qu'eurent les combats ultérieurs dans ce Bocage normand (*Heckengelände*), où les haies, les levées de terre et les chemins creux entourant champs et vergers rendaient extrêmement difficiles les combinaisons tactiques, réduisaient souvent la bataille à une juxtaposition de combats isolés de petites fractions et, par conséquent, favorisaient celui des deux adversaires qui disposait d'une forte supériorité numérique.

Cette forme de guerre devait fatalement, tout au moins à l'origine, ralentir les progrès des assaillants, mais aussi causer, de part et d'autre, des pertes élevées, tant en personnel qu'en matériel. Ces pertes étant plus faciles à combler par les Alliés que par les Allemands, — notamment en raison de la désorganisation des réseaux ferré et routier à l'arrière du front —, la disproportion des forces ne cessa de s'aggraver, jusqu'à atteindre le rapport de six à un.

La catastrophe était inévitable. Elle se produisit à la suite de la contre-

(1) Friedrich HAYN, *Die Invasion*, Heidelberg, Kurt VOWINCKEL, 1954, 13 × 20, 149 p., avec 16 croquis et 1 illustration.

offensive ordonnée par Hitler en août. Le major Hayn en fait une description impressionnante. Ce fut une véritable débâcle. Elle dépassa en désordre et, toutes proportions gardées, en pertes de toute nature celle dont la France avait été victime en 1940.

Parmi les causes de la défaite, celles que met le mieux en lumière cet officier d'état-major sont imputables à l'organisation défectueuse et au mauvais fonctionnement du commandement.

Le LXXXIV^e^ corps relevait, en fait, de deux chefs dont les conceptions défensives étaient contradictoires, Rundstedt, commandant du front Ouest, qui, estimant impossible, devant la supériorité maritime et aérienne des Alliés, d'éviter le débarquement, préconisait une défense mobile et la constitution de fortes réserves à base de blindés destinées à contre-attaquer l'ennemi débarqué et à le rejeter à la mer, Rommel, qui, instruit par son expérience africaine des effets de l'aviation sur les grandes unités blindées et sur les arrières, et ne croyant pas possible d'amener à temps ces réserves, voulait employer tous ses moyens à renforcer la défense de la côte, considérée comme la ligne principale de défense. De là, un flottement dans les décisions d'ordre tactique et un dispositif des réserves, qui, généralement, ne permit à celles-ci d'intervenir que trop tardivement.

D'autres retards résultèrent de l'indépendance relative des organes de commandement des trois armées, Terre, Air, Mer. Contrairement à l'opinion généralement admise en France et à ce que nous avions cru constater en 1940, il semblerait que le parallélisme des chaînes de commandement eût été poussé jusqu'aux échelons inférieurs et se fût traduit par une insuffisante coordination de l'action des différentes armes.

Plus fâcheuses encore furent les intrusions abusives d'Hitler et de l'*O. K. W.* dans la préparation et la conduite des opérations. Outre que leurs idées préconçues sur la probabilité d'un débarquement dans la région de Calais, même après le débarquement de Normandie, imposèrent un stationnement des réserves qui retarda encore leur emploi au point décisif, ils ne cessèrent de paralyser l'exercice du commandement par leurs interventions journalières et par des ordres formels visant des mesures de détail et interdisant toute initiative.

L'initiative était qualifiée désobéissance et l'objection acte d'indiscipline. L'une et l'autre entraînaient la disgrâce, au même titre que l'échec, celui-ci résultât-il des ordres supérieurs. Il arriva ainsi que les généraux découragés s'exposèrent volontairement à la mort, ou même se la donnèrent. Nous le savions déjà pour ce qui concerne les commandants d'armée et de groupe d'armées. On en trouvera ici d'autres exemples. C'est ainsi que, pendant la bataille de Normandie, le LXXXIV^e^ Corps d'armée n'eut pas moins de quatre chefs successifs (dont le général von Choltitz, qui, rendu responsable de la percée d'Avranches, devait recevoir le commandement du *Gross-Paris*).

A constater dans ce livre tant de causes de faiblesse du côté allemand, ce qui étonne, c'est que l'écroulement ne se soit pas produit plus tôt.

L'auteur ne manque pas, bien entendu, de l'attribuer à l'héroïsme du combattant allemand. Mais il signale aussi, chez l'adversaire — et à juste titre, semble-t-il —, l'horreur du risque, l'interdiction systématique de toute initiative du subordonné, le respect absolu du plan primitif et, par conséquent, l'incapacité de profiter des occasions favorables.

Sous la plume de l'officier spécialisé dans les renseignements sur l'ennemi, cette opinion ne mérite pas moins d'être retenue que celle de l'officier d'état-major sur le commandement allemand.

Général Lestien.

Combats sur mer

Dans son livre sur les combats et la décadence de la Marine allemande (1), M. Bekker s'est efforcé de présenter surtout une description des événements les moins connus de la bataille sur mer. Particulièrement intéressant est le chapitre consacré au torpillage du *Laconia*, le 12 septembre 1942, où l'auteur s'efforce de démontrer que les sous-marins allemands ont fait tout leur possible pour sauver les naufragés et n'ont mis fin à ces efforts qu'après une attaque par des avions américains. On prendra connaissance avec beaucoup d'intérêt des efforts acharnés allemands pour découvrir l'énigme du radar, qui leur faisait perdre un nombre élevé de sous-marins. Après la descente de quelques bombardiers anglais en Hollande, les techniciens allemands réussirent à compléter eux-mêmes, pendant le mois d'août 1943, un appareil de radar et à prendre des contre-mesures. Depuis 1934, l'entreprise allemande Gema avait fait des essais avec le radar, mais les Allemands faisaient fausse route dans leurs expériences. Les Alliés, au contraire, avaient résolu le problème peu à peu, depuis 1935.

Les derniers chapitres du livre sont consacrés à des événements assez peu connus, comme les combats des petits vaisseaux de guerre allemands dans la mer Noire et dans la Manche, les attaques presque tragiques des sous-marins format de poche (les Goliath, Neger, Biber et Seehund) dans l'Escaut et dans la mer du Nord. 60-80 % des équipes de ces sous-marins ne revenaient jamais des opérations. Cependant, il y avait des attaques désespérées, par exemple contre le pont de Nimègue et contre le port d'Anvers. Malgré les grandes pertes, les Biber coulèrent, entre décembre 1944 et avril 1945, 95.000 tonneaux dans l'Escaut. Du côté anglais, des sous-marins de poche attaquaient avec succès le *Tirpitz* dans son refuge norvégien.

Comparable à l'évacuation alliée de Dunkerque en 1940 fut l'évacuation allemande en mai 1945 de dizaines de milliers d'Allemands, militaires et civils, à Hela, le dernier rempart allemand dans l'Est. Avec les derniers vaisseaux de la Marine allemande, le vice-amiral Thiele exécuta cette opération téméraire, qui ne se termina qu'après l'arrivée des Russes dans les ports d'embarquement.

M. Becker n'a pas voulu écrire une histoire complète de la Marine allemande dans la deuxième guerre mondiale. Il se limite volontairement en présentant quelques épisodes bien choisis. Peut-être il aurait été mieux, pour cette raison, d'omettre le chapitre sur le *Bismarck*, un événement déjà trop connu par des livres et des articles en abondance. Remarquons, enfin, que les 172 illustrations, de sources allemande et anglaise, sont en général excellentes. Malheureusement, il n'y a pas d'index.

C. T. de Jong.
La Haye.

Souvenirs d'un « vieil officier »

« Puissance ou impuissance », tel est le titre sous lequel le général de division Faber du Faur publie ses Mémoires, avec ce sous-titre modeste : « Souvenirs d'un vieil officier (2). »

(1) C. Bekker, *Kampf und Untergang der Kriegsmarine*, Hannover, Adolf Sponholtz Verlag, 1953, in-8°, 278 p., 172 ill.

(2) Faber du Faur, *Macht und Ohnmacht*, Stuttgart, Hans Günther Verlag, 1953, 296 p.

Son seul but, écrit-il dans la préface, est de « préserver une troisième génération du destin qui frappe toujours les hommes quand ils ferment les yeux devant la réalité pour mieux se complaire dans leurs rêves ».

Disons tout de suite qu'il s'agit d'un livre de bonne foi, agréable à lire, animé d'un esprit non conformiste qui fait, par exemple, dire à l'auteur que depuis 1944 on a découvert beaucoup de « résistants » parmi les généraux allemands, alors qu'en 1940 ils acclamaient Hitler, surtout quand il eut procédé à la grande promotion de maréchaux au lendemain de la campagne de France.

Né en 1886 d'une famille d'origine toulousaine dont une branche avait quitté la France en 1472 pour s'installer dans le Wurtemberg, alors qu'une autre vit à Paris, le général Faber du Faur compte parmi ses ancêtres une longue lignée de guerriers souvent « rebelles » et d'intellectuels comme l'éditeur Cotta, lui-même marié à une Suissesse de langue française, née de la Harpe : d'où, dans sa famille, une atmosphère germano-franco-suisse, et dans un livre de nombreuses expressions françaises.

Fils d'officier, il a lui-même embrassé la carrière militaire sous l'Empire et l'a poursuivie sous la République de Weimar, puis sous le Troisième Reich.

Ancien officier d'ordonnance du dernier roi de Wurtemberg, il est, au fond du cœur, resté monarchiste et se dépeint lui-même comme un « cavalier, corps et âme ». Cavalier, il l'est dans tous les sens du terme, en même temps qu'adversaire du militarisme à la prussienne, du chauvinisme et du bourrage de crâne, ce qui explique son hostilité à l'égard du nazisme et son arrestation au lendemain de l'attentat du 20 juillet 1944. Cavalière aussi est la composition de son livre, bien que la table des matières présente une perspective purement chronologique, puisque ses quatre parties sont intitulées : les ancêtres, nous, les enfants, les petits-enfants. En fait, l'auteur, qui analyse finement les rapports et les différences entre les diverses générations, suit tantôt un ordre chronologique, tantôt un ordre logique : ainsi un chapitre est consacré à Hitler, tandis qu'un autre comporte uniquement des extraits du Journal qu'il a tenu pendant la deuxième guerre mondiale, procédé qui entraîne inévitablement des redites.

Le principal attrait du livre est constitué par les portraits que fait l'auteur d'un certain nombre de ses contemporains : portraits des généraux qu'il a connus de près, à commencer par son compatriote Gröner, Ludendorff, Seeckt, Schleicher, etc... ; portraits d'hommes politiques comme Ebert et Hindenburg qui, dans son for intérieur, se considérait comme un « président par la grâce de Dieu » (p. 146), et qui « mourut comme le prisonnier d'Hitler sur son domaine de Neudeck » (p. 141).

Relevons au passage un coup de griffe mérité à Meissner, « ce ministre unique en son genre qui réussit à se maintenir à son poste de 1919 à 1945 » (p. 141).

Bien que général, du Faur n'a aucune indulgence pour les défaillances de ses collègues et n'hésite pas à écrire : « L'armée a perdu son honneur lorsqu'elle ne se révolta pas contre l'assassinat de von Schleicher. La prétendue trahison des généraux, au cours de la deuxième guerre mondiale, a commencé ce jour-là » (p. 158).

A plusieurs reprises, il s'est trouvé aux côtés d'Hitler, mais il n'a jamais été impressionné par lui, car, écrit-il, « je ne me laisse impressionner que par un homme qui a de la tenue, et Hitler n'en avait pas ».

En février 1938, lors d'une réception des attachés militaires à l'étranger (du Faur était alors attaché militaire à Belgrade), Hitler lui confia entre quatre yeux : « Très prochainement, je lancerai une opération contre l'Autriche. Cela ira tout seul... Cela sera déjà plus difficile quand je m'en prendrai à la Tchécoslovaquie, mais cela ira encore. Mais, quand j'attaquerai la Pologne, ils me tomberont tous dessus. » Je ne pus que répondre : « Si vous croyez que tous

vous tomberont dessus, alors je n'attaquerais pas la Pologne et laisserais agir le temps. » La réponse fut : « Je ne peux pas me le payer. » « A partir de ce moment j'étais fixé, mais je n'ai jamais parlé de cela à personne » (p. 204 et 205).

Nous ne pouvons nous empêcher de regretter le mutisme du général.

La description de la visite du prince-régent de Yougoslavie à Berlin, au début de 1939, avec les trois réceptions organisées par Hitler, Ribbentrop et Gœring (p. 243 à 248), permet à l'auteur d'exercer sa verve aux dépens des grands du régime.

Dans son Journal de guerre, ce qui frappe le plus c'est l'importance qu'il attache, contrairement à ses compatriotes, à l'action des services de l'amiral Canaris et de ce que nous appelons la « cinquième colonne ». Quand, le 20 juin, il rencontre Canaris à Paris, il note : « C'est lui le vrai vainqueur et non pas le général Bock, qui est entré victorieusement à Paris avec son groupe d'armées » (p. 255).

Après avoir passé un an dans l'administration militaire, à Bordeaux, du Faur part pour le Caucase en 1942, puis retourne dans l'administration militaire, à Innsbrück. Condamné en 1944 par les nazis, mais gracié, il est, en 1946, arrêté par la police française, puis, après trois ans de détention en compagnie de Abetz, Oberg et du général Ramcke, dont il nous trace un portrait savoureux, il est acquitté.

Son livre est peut-être le livre le plus courageux écrit par un général allemand, car il n'hésite pas à souligner les insuffisances et les défaillances intellectuelles et morales du haut commandement allemand au cours des deux guerres mondiales et entre ces deux guerres. Il lui reproche avant tout de n'avoir pas voulu voir la réalité, de n'avoir pas distingué : *Wahn und Wirklichkeit* : l'illusion et la réalité, formule qui a servi de titre à l'ouvrage d'Erich Kordt déjà analysé dans la revue. Une autre allitération dont il se sert fréquemment est *wagen und wägen* : oser et peser ; les officiers allemands, dont lui-même, ont toujours appris à oser, mais non pas à peser (p. 81) et, ce qui est plus grave encore, à oser sans peser (p. 101). Par deux fois, la jeunesse allemande a payé cher le refus de ses dirigeants de voir la réalité.

Essayiste et poète à ses heures, moraliste et philosophe, le général Faber du Faur apparaît dans ses « Souvenirs » comme un observateur attentif et lucide, souvent narquois, dont le témoignage ne peut qu'enrichir notre connaissance de l'Allemagne de son temps.

A. Meyer.
Faculté des lettres. Aix-en-Provence.

SUR L'OCCUPATION

Une brochure vient de paraître composée, dit l'auteur, à l'aide des rapports des officiers et soldats volontaires des formations antibolcheviques, des membres de même origine « noyauteurs » des administrations et de la presse. Ses indications se rapportent aux territoires de la Russie centrale et occidentale (1). La valeur historique d'un tel témoignage est très relative, étant donné qu'il débute par la pétition de principe suivante : dans sa majorité, l'Armée Rouge était hostile au régime et, lorsque, en 1941, la mobilisation est décrétée, Samarin prétend que la seule question que se posent l'armée et le peuple russe est la suivante : quel avenir préparent les Allemands à la Russie? Vont-ils abattre Staline ou conquérir la Russie.

Il est curieux de lire un ouvrage où les faits historiques sont exposés dans une optique où le peuple soviétique, à chaque défaite subie, se désespère qu'elle n'entraîne pas l'effondrement du bolchevisme et se demande ce qu'attendent les Allemands.

Il nous est impossible de vérifier les assertions avancées par Samarin sur le nombre important de déserteurs, les partisans passant dans les formations antibolcheviques, etc...

Mais la grande erreur des Allemands a été, dit-il, de considérer les Russes comme des *Untermensch* (des sous-hommes) et de laisser les *S. S.* et la Gestapo sévir contre les populations « ouvertement », alors que la *N. K. V. D.* le faisait derrière des portes fermées. Finalement, dit-il, le nazisme a outragé et pillé la Russie autant que le bolchevisme.

Parlant de l'administration locale instaurée dans les régions occupées par les Allemands et avec leur accord, Samarin dit que ces administrations faisaient leur possible pour alléger le sort des populations, mais que les agents bolcheviques tâchèrent « de mettre la discorde entre les autorités locales et la population, d'aggraver les représailles, de dresser les Russes contre les Allemands, etc... ». Il distingue, par contre, différentes catégories d'antibolcheviques : ceux qui veulent s'allier aux Allemands, puisque l'Amérique et l'Angleterre collaborent avec Staline, ceux qui comptent sur eux pour libérer le peuple russe, ceux qui veulent se venger du régime, ceux qui ont une place dans l'administration ou la police nouvelle, ceux qui espèrent devenir *Gauleiter* de la Russie, les criminels que la population déteste.

Par la presse et la radio, dans les régions occupées, la propagande, jusqu'en 1944, n'est pas constructive. Les thèmes allemands sont : l'armée allemande libératrice du peuple russe, les Juifs responsables des malheurs du peuple russe. Les thèmes antibolcheviques : le bolchevisme est l'ennemi de tous les peuples de Russie, les Juifs ont été la force motrice de la révolution bolchevique, etc...

Mais, en 1944, après la publication de la lettre du général Vlassof, se crée un *Comité de la Libération des peuples de Russie*, plus constructif, avec trente-neuf journaux en langue russe dans les pays occupés ; certains, comme *Pour la patrie*, se présentent comme un journal de l'Armée Rouge et sont jetés par avion dans les rangs de l'armée.

Du Comité dépend l'*Armée de la libération russe* sous contrôle allemand,

(1) Vladimir D. Samarin, *Civilian Life under the German Occupation 1942-1944.* Research program on the U. R. S. S., Mimeagraphed series, n° 58, New-York City, 1954, 90 p. (en russe).

déjà créée en 1942 ; mais Hitler ne reconnaissait aux formations russes que le droit de combattre comme détachements auxiliaires. Vlassof, ancien communiste, n'inspirait pas confiance à tous les antibolchevistes, malgré ses appels : « La Russie est à nous. Le passé de la Russie est nôtre. L'avenir de la Russie m'appartient. » La propagande du Kremlin, par contre, « fait tout pour discréditer Vlassof auprès des Allemands et empêcher la formation de l'armée et du gouvernement national russe ».

En 1943, la brigade Kaninsky, forte de 10.000 hommes, combat les Partisans, tandis que se constitue l'*Union nationale du Travail*, très puissante parmi la jeunesse de l'Université de Moscou, écrit Samarin.

Il est difficile de juger la valeur des sources, indiquées sans la moindre précision, des chiffres et de tous ces éléments d'information. Il est évident qu'il a existé des collaborateurs en U. R. S. S., une activité clandestine dirigée contre le régime, des espoirs fondés sur sa débâcle. Mais l'interprétation des faits dément les affirmations de Samarin sur les sentiments généraux du peuple vis-à-vis des Allemands. Il jette un voile pudique sur les millions de victimes civiles des Allemands en Russie et son ouvrage, écrit dans un but partisan, ne semble pas avoir plus de valeur historique que ceux des collaborateurs n'ayant pas accepté leur défaite.

Olga WORMSER.
Chargée de recherches au Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale.

Sur la Déportation

Un ouvrage, composé par deux anciens déportés tchèques à Birkenau, apporte d'importants compléments à la connaissance que nous avions de ce camp (1), tant du point de vue de son organisation par les Allemands que des efforts tentés par les déportés pour miner cette organisation.

Les auteurs insistent d'abord sur le caractère de « consortium » industriel du camp, divisé en quatre groupes principaux, sur la localisation dans les diverses parties du camp, par races, sexes, nationalités, sur l'édification des bâtiments de première nécessité du camp : chambres à gaz et crématoires, « les plus beaux édifices ». Les auteurs expliquent aussi pourquoi, tout en voulant faire d'Auschwitz un gigantesque centre d'extermination ignoré du monde entier, les nazis ont autorisé, à de très rares intervalles, l'envoi de correspondance sur un modèle unique, pour détruire en Europe les rumeurs sinistres qui commençaient à circuler sur le camp d'Auschwitz pendant l'occupation.

Les chapitres consacrés à l'aménagement des différents blocs, à l'arrivée des transports (avec d'intéressantes précisions sur la composition de ces transports par nationalités, par dates), à la vie quotidienne dans les blocks d'hommes ou de femmes, précisent encore le caractère scientifique d'un système ; caractère qui est parfois effacé, dans les récits de déportés, du fait que les exécutions individuelles et le souvenir des tortures priment parfois la « trame de base ». Les renseignements les plus frappants se trouvent dans le chapitre consacré à Auschwitz, consortium industriel, avec l'énumération de toutes les firmes actionnaires, depuis l'*I. G. Farben*, qui créa Buna, jusqu'à Siemens et la Compagnie des Chemins de fer allemands, dont l'atelier de réparation était à Gleiwitz, commando d'Auschwitz. Les auteurs énumèrent aussi d'autres « actionnaires » du camp, les *S. S.* de tous grades, hommes et femmes, mili-

(1) Oto KRAOUS et Erik KOULKA, *Usine de mort* (en tchèque), Prague, Édition Orbis, 1955, in-12, 182 p.

taires ou médecins, spécialisés dans un des rouages de la machine de mort. C'est en exposant le fonctionnement perfectionné de cette machine que Kraous et Koulka démontent les rouages d'un système moins scientifique, mais qui fit ses preuves : la résistance dans le camp. Au sens général du terme, ils pensent qu'une des conditions pour résister était d'être accoutumés à la vie en collectivité au sein d'un groupe politique. Seuls, disent-ils, ceux qui avaient participé à la lutte contre le fascisme pouvaient comprendre le sens de leur vie dans le camp. Ils contredisent, d'autre part, l'attitude de certains déportés qui, dans d'autres camps, ont soigneusement dissimulé leur spécialité pour qu'elle ne puisse servir à l'économie nazie. Kraous et Koulka pensent, au contraire, que le meilleur moyen, pour rester en vie et s'adapter, était de « travailler dans sa spécialité », comme étaient obligés de l'écrire les détenus sur les cartes autorisées. Les spécialistes étaient mieux nourris, mieux habillés ; ils avaient un laissez-passer pour circuler dans le camp et utiliser ces facilités pour la bonne cause. Ainsi, Kraous et Koulka, qui travaillèrent au camp comme serrurier et ajusteur, changeaient les serrures et en fabriquaient d'autres, favorisant ainsi la possibilité de réunions clandestines. De plus, circulant dans le camp, ils ramassaient les informations, les faisaient circuler d'un camp à l'autre, cachaient des informations dans les murs doubles de l'usine, sous les étaux. Ils réussirent même, à plusieurs reprises, à faire sortir des documents du camp, pour le cas où eux-mêmes n'en sortiraient pas vivants ou s'évaderaient, et à les acheminer jusqu'à Prague, où un avocat les transmit au consulat suisse.

Cependant, ils se rendent compte de la disproportion de la lutte. La résistance, dans le camp, était un grain de sable qui n'enrayait pas les rouages de la machine, mais pouvait en retarder la marche. Elle servait surtout à galvaniser les énergies, à économiser des vies, et certaines poésies, certaines dernières lettres écrites avant l'entrée dans la chambre à gaz expriment le souci de tant de ces condamnés, même s'ils ne savaient pas qu'il existait dans le camp une résistance : s'affirmer jusqu'à la fin des êtres humains et porter témoignage.

Les auteurs posent en conclusion une question qui a souvent troublé les esprits mal informés des conditions de la vie concentrationnaire : pourquoi les déportés ne se sont-ils pas insurgés? Kraous et Koulka l'expliquent par l'antisémitisme et les sentiments fascistes de certains Polonais qui jouaient un rôle dans la direction des camps et n'ont pas voulu aider les Juifs. Il nous semble que c'est là minimiser la perfection d'un système d'extermination dont ils ont eux-mêmes exposé la rigueur et la quasi-infaillibilité, système qui a donné des preuves non seulement à Auschwitz, mais dans des centaines d'autres camps nazis où la population déportée n'était pas en majorité juive. D'autre part, on remarquera que les auteurs font à peine allusion à la révolte du Sonderkommando, unique, pourtant, dans les annales de la concentration, mais qui n'était pas une expression de la « résistance » dans le camp. Nous contesterons aussi les statistiques des morts par nationalités, qui semblent à peu près valables, mais ne peuvent passer pour définitives. Il est dommage, enfin, qu'un ouvrage doté d'une incontestable valeur historique et qui apporte de précieux éléments de connaissances soit illustré, à côté de documents photographiques, d'images empruntées à un film de fiction qui, si valable que soit la reconstitution, n'a pas un caractère rigoureusement historique.

Le livre contient une courte bibliographie des ouvrages en tchèque ou en polonais sur Auschwitz.

* * *

Si, après dix ans écoulés, Edmond Michelet prend la décision de livrer au public ses souvenirs de résistance et de déportation (1), ce n'est pas, dit-il, pour combler une lacune : il se réfère souvent à des ouvrages qui, selon lui, ont donné le ton juste de l'expérience concentrationnaire. Il répond à une question posée par ses compagnons de route : Comment se sont comportés les chrétiens dans les camps? Comment un chrétien a-t-il pu garder l'intégrité de sa foi au sein de l'enfer?

Edmond Michelet brosse la fresque de ses souvenirs de prison et de camp en retraçant le cadre dans lequel il les a vécus, en faisant revivre toutes les phases de l'existence du concentrationnaire, mais en insistant surtout sur les personnalités rencontrées, croyantes ou incroyantes, qui ont su préserver en elles « l'humain » et le respecter chez les autres. Il trace ainsi d'émouvants portraits de disparus : le jeune juif agnostique qui récitait du Claudel, le jeune poète, chef incontesté du petit groupe de Dachau que Michelet appelle « les intellectuels délirants », ou tous ces « gens bien élevés » aujourd'hui entrés dans la légende de la Résistance, le général Delestraint, Jacques Renouvin, l'instituteur Georges Lapierre. Il évoque tous ces « gens bien élevés », les incroyants, les prêtres, ceux qui restaient des hommes, ceux qui, communistes, athées, aidèrent les catholiques fervents à professer leur foi à Dachau, ceux qui, étrangers ou même Allemands antinazis, pleuraient de joie à la libération de Paris. Michelet trace un nouvel atlas des nationalités dans les camps ; mais, avec une impartialité non dépourvue d'humour, il insiste sur les individualités rencontrées, car, pour lui, le caractère individuel, quand il est bien affirmé, prime le caractère national, ce qui n'empêchait pas un antifasciste espagnol et un antifasciste italien de se jeter à la tête les réalisations de leur dictateur respectif en revendiquant pour chacune d'elles la supériorité. Un des aspects importants de la *Rue de la Liberté*, c'est l'évocation dans le camp des brassages de races, de nationalités, de religions, d'appartenances politiques, d'horizons philosophiques et, primant le tout, la multiplicité des circonstances qui avaient conduit les déportés au camp. Le régime et l'horreur du camp ont nivelé les différences dans la mesure où ils transformèrent en *Stück* les individus les plus divers, mais ils ont aussi exaspéré ces différences en opposant le résistant torturé par la Gestapo au « marché noir », au S. T. O., transformé en concentrationnaire pour une vétille, ou à ce convoi que Michelet, à sa grande stupeur, entendit chanter « Maréchal, nous voilà ».

Que la Libération, que la fin de la contrainte mortelle aient fait revivre tous les antagonismes, aient retransformé parfois en adversaires le communiste et le catholique rivés pendant la concentration au même boulet et tendus vers le même effort de survie, qui pourrait s'en étonner? Mais ce qui était important aux yeux de Michelet et ce qu'il a réussi à traduire dans ces émouvants souvenirs, c'est l'affirmation de l'homme et l'affirmation de la nécessité de lutter pour lui, quelles que soient les normes au nom desquelles on luttait, la foi chrétienne ou l'idéologie communiste, le code d'honneur de l'officier ou l'amour du terroir pour le paysan. La communion clandestine ou l'ersatz de charbon donné à un malade, le poème récité, le bobard transmis, le chandail donné, le camarade camouflé au Revier, autant de symboles d'une même exigence. Et c'est en comprenant cela que les vrais chrétiens ont pu vivre en chrétiens l'expérience concentrationnaire.

(1) Edmond Michelet, *Rue de la Liberté. Dachau, 1943-1945*, Éditions du Seuil, 1955, in-12, 249 p.

* * *

Si les noms de Birkenau ou de Dachau sont maintenant tristement célèbres, il existe relativement peu d'ouvrages consacrés aux kommandos des camps. Les souvenirs des déportés se rapportent surtout à la vie dans les grandes « centrales » de mort, d'où partirent les troupeaux de main-d'œuvre non qualifiée, paysans ou avocats, étudiants, prêtres ou médecins, journalistes ou poètes, pour aller travailler dans les usines secrètes ou creuser la montagne pour obéir aux impératifs de guerre du Grand Reich. C'est ainsi que Gaston Charlet quitta Mauthausen avec un groupe de bagnards pour aller creuser, dans le massif des Karawanken, un tunnel de 1.700 mètres conduisant au col de Loibl-Pass, entre Autriche et Yougoslavie. L'intérêt de ses souvenirs (1), c'est de montrer de quelle manière le système concentrationnaire était appliqué dans toute sa rigueur, qu'il s'agisse d'un marché d'esclaves de cinquante mille hommes comme Mauthausen, ou d'un groupe de 400 déportés entassés dans deux baraques dans les neiges des Alpes : une poignée de *S. S.*, un peloton de « personnel de maîtrise », ayant droit de vie et de mort sur le troupeau, maniant pelle et pioche au flanc des Alpes par un froid meurtrier, punis de vingt-cinq coups au moindre prétexte, soumis à toutes les fantaisies opératoire du médecin *S. S.* y compris la piqûre mortelle, à celles du dentiste venant extraire des dents « à la chaîne », et sans anesthésie, pour récupérer l'or. Parmi ce troupeau quelques hommes s'efforçaient de se souvenir qu'ils avaient été des hommes, de parler encore entre eux un langage d'hommes. Gaston Charlet insiste sur quelques « avantages » de leur situation : l'éloignement de la Centrale et les difficultés de transport incitent les *S. S.* à ne pas exterminer trop vite la main-d'œuvre, rentable, si inexperte soit-elle puisque louée, comme la plus grande proportion de main-d'œuvre concentrationnaire, à une firme civile. Le froid leur épargne aussi le typhus, tandis que la montagne et l'éloignement des grands centres permit la réussite de quelques évasions qui s'en allèrent grossir les rangs des partisans yougoslaves.

Le caractère particulier de cet ouvrage, où se retrouvent toute la complexité de la vie concentrationnaire, toutes les modalités des tortures et de la mort, tous les aspects que peut prendre la volonté de « tenir », consiste dans la démonstration du caractère prémédité et presque scientifique du système, puisque dans un kommando de 400 hommes perdus dans les neiges se poursuit rigoureusement la politique d'exploitation totale et d'extermination des irrécupérables dont les grandes « Centrales » appliquent les normes sur une plus grande échelle. Ce livre représente aussi l'accomplissement d'une promesse faite par Gaston Charlet à ses camarades morts, qui voulaient que leur supplice prît aux yeux de ceux qui ne l'avaient pas subi valeur de signe et d'avertissement.

Olga Wormser.

La leçon de la Résistance

Compagnon de la Libération, ancien chef de *Libération*, puis des *M. U. R.*, enfin du *M. L. N.* pour la région lyonnaise — qui comprenait dix départements — président du Comité de Libération de Lyon, Alban-Vistel avait déjà publié dans la revue *Esprit* (2), sous le titre *Les fondements spirituels de la*

(1) Gaston-G. Charlet, *Karawanken, Le bagne dans la neige*, Rougerie, 1955, in-8°, 191 p.

(2) N° 10, octobre 1952.

Résistance, les fruits d'une longue méditation et d'un examen de conscience mûri au cours de dix années. Il reprend aujourd'hui ces pages, il les enrobe d'extraits de la presse clandestine — plus précisément de la *Marseillaise* lyonnaise, dont il fut le directeur — et il prolonge sa réflexion au delà de la Libération ; en se demandant si la Résistance a encore un rôle à jouer aujourd'hui, en dépit de l'échec de sa tentative de survie politique une fois l'occupant chassé, il se livre à un examen sévère de notre époque et des problèmes qui l'accablent (1).

Ce faisant, écrit-il, « il ne s'agit point d'histoire ». Et, effectivement, il n'évoque pas ses souvenirs, pas plus qu'il n'esquisse un récit des événements auxquels il a été mêlé ; on peut le regretter, comme on peut discuter l'affirmation que pareille tentative d'étude historique est, selon lui, inutile. Toutefois, si l'anecdote est absente de son livre, Alban-Vistel, pour étayer parfois son analyse, se livre à des remarques qui éclairent cette histoire de la Résistance qu'il ne veut pas conter ; non seulement il sort de l'ombre des écrits de la presse clandestine dont on est surpris de constater combien ils ont peu vieilli, mais il tire les conséquences de l'entrée des partis politiques au *Conseil national de la Résistance*, il dessine d'une plume acerbe quelques portraits de résistants devenus personnages importants, il définit avec justesse le rôle des communistes, considérable surtout à partir de 1943 et qui trouvaient dans la Résistance « l'occasion inespérée de réintégrer la nation avec éclat, le sacrifice exigé n'étant pas pour les rebuter » ; surtout, ce résistant de la première heure, constamment mêlé à l'action clandestine, sait décrire excellemment la passion du « résistant de l'intérieur » : « Pour lui, le compagnon ne sera longtemps qu'une rencontre fugace et la mort atrocement solitaire. Il vivra dans une angoisse sans trêve, il devra lutter contre sa propre angoisse, ses doutes, ses découragements, avant de lutter contre son ennemi : son univers fut un univers de solitude, puis de fraternité, enfin d'exhaussement de la personne... En chacun, la révolution s'était faite... Dans les commencements, il n'y eut pas d'autre arme que le verbe, et le verbe fut action. »

Cependant, si ce résistant prouve qu'il a parfaitement compris le drame auquel il a participé (2), son propos n'est pas de le relater, mais de découvrir le ressort de l'action ; il veut « présenter aux survivants un portrait fidèle de ce qu'ils furent aux instants où ils atteignirent le sommet d'eux-mêmes ». Constatant que le patriotisme inspirait les résistants, il refuse de confondre la Résistance avec la Défense nationale : « La Résistance fut une réaction du patriotisme, oui, mais dans la mesure où la patrie, dépouillée, était devenue une spiritualité. » De même, si la Résistance fut un rassemblement antifasciste, c'est « moins dans la mesure où le fascisme menaçait des structures politiques existantes que dans celle où il en était à menacer l'homme dans son intégrité ».

La Résistance était donc un phénomène plus complexe et, si l'on se rappelle qu'elle a été le lieu de rencontre des familles spirituelles les plus diverses, les plus opposées même, des communistes à la cagoule, c'est la preuve, affirme Alban-Vistel, que « l'option politique ne signifiait plus rien » et que la Résistance, plus qu'un phénomène politique, était un phénomène moral, résultant de la volonté délibérée, dans la douleur et dans le sacrifice, de défendre jusqu'à l'exaltation un certain nombre de valeurs éthiques.

Ces valeurs, c'est en chrétien que Alban-Vistel les perçoit, à renfort de

(1) Alban-Vistel, *Héritage spirituel de la Résistance*, Lyon, Éditions Lug, mai 1955, 196 p.

(2) Cf., p. 134, au jugement sur le comportement des Anglais qui n'étonnera que les ignorants des conditions dans lesquelles dut lutter la France Libre pour s'affirmer et persévérer.

citations de Péguy et d'invocations à la « cité de Dieu ». Pour lui, E. Mounier fut le « maître spirituel de la Résistance ». Celle-ci était « une volonté et non une date... Elle n'offrait que le devoir et ne promettait même pas le repos... ». Elle affirmait « la vertu de l'intransigeance ». Révolte de l'homme contre les tyrannies, elle fut avant tout « un événement d'ordre spirituel ; les hommes qui la vécurent, du plus grand au plus humble, partagèrent la même volonté, la même foi, le même espoir... Pour chaque résistant, l'engagement signifiait la rupture avec la médiocrité du passé, le refus du conformisme, de l'injustice et de l'avilissement ».

Certes, ce mouvement « pour l'enrichissement de la personne humaine » poursuivait la libération du territoire ; mais il ne la séparait pas de la libération de l'homme et de l'édification d'une société enfin juste. Il était révolutionnaire, mais le « mot révolution était pris dans un sens dépourvu de tout contenu politique vulgaire » ; il était « socialiste », mais en niant que « le socialisme fût l'apanage de tel ou tel parti ».

A l'appui de cette thèse, Alban-Vistel avance des extraits de discours du général de Gaulle qui, comparés à des textes de la presse clandestine, composent un dialogue où s'affirme une même pensée. Peut-être Alban-Vistel a-t-il tort de ne pas avoir replacé chacun de ces extraits dans son contexte momentané et politique? On verrait mieux que cette identité fût tardive et toujours un peu contrainte (1). En fait, si la Résistance française réalisa le miracle d'unir, sans heurt grave, dans les mêmes institutions, à la Libération, résistants du dehors et résistants du dedans, représentant toutes les familles spirituelles françaises, il n'est pas sûr que l'accord n'ait pas été plus de façade que de fond. Il n'a pas résisté, d'ailleurs, à l'épreuve du pouvoir, non seulement parce que, comme le note mélancoliquement Alban-Vistel, la Résistance fut un levain impuissant à faire lever « la pâte amorphe de la masse », mais aussi parce que, disparu le ciment qui les unissait — l'occupant — les forces groupées dans la coalition reprirent leurs directions divergentes, et il ne pouvait pas en être autrement.

Car tous les résistants ne subordonnèrent pas toute leur activité à des fins spirituelles. La plupart, militaires ou politiques, patriotes ou hommes de partis — souvent, ils étaient tout cela à la fois — voyaient dans la Résistance, non une fin, mais le moyen de reprendre la poursuite des objectifs immédiats ou lointains, que leur assignaient leurs conceptions éthiques. Pour ne pas penser plutôt à une république platonicienne supraterrestre (2), ils n'en furent pas moins d'excellents combattants, qu'on ne saurait exclure de la Résistance.

Certes, Alban-Vistel a raison d'insister sur l'impossibilité d'expliquer la Résistance par les contradictions économiques de la France à ce moment ; « le prolétariat, écrit-il, y a joué son rôle, mais pas en tant que classe (3) », et il remarque justement que « la seule grève générale réussie dans tout le mouvement ouvrier fut la grève insurrectionnelle et nationale d'août 1944, et les facteurs économiques n'y furent pas déterminants ». Il ne faudrait pas, cependant, nous semble-t-il, trop minimiser l'importance des facteurs économiques ; les difficultés du ravitaillement firent beaucoup pour accroître la haine de l'occupant, et les communistes le savaient bien qui firent porter leur propagande si souvent sur le manque de pain ; de même, c'est le désir d'échap-

(1) Cf. Claude Bourdet, La politique intérieure de la Résistance (*Les Temps modernes*, nos 112 et 113 sur *La Gauche*).

(2) Cf. préface de Mirkine-Guetzévitch à *Les idées politiques et sociales de la Résistance* (P. U. F.).

(3) Cette formule me paraît, toutefois, un peu contredite par celle-ci, qui vient après : par suite « de l'égoïsme de la bourgeoisie, de la faillite des classes dirigeantes, de l'apathie paysanne, l'espoir de renouveau résidait dans la classe ouvrière ».

per au S. T. O. qui peupla les maquis ; sans oublier que le rôle dirigeant donné par le régime de Vichy aux trusts, la confiance que les notables accordèrent d'entrée à ce même régime, conférèrent incontestablement à la lutte contre Vichy un aspect de lutte de classes ; le système concentrationnaire lui-même fut autant un système d'exploitation que d'extermination.

Il n'en reste pas moins que Alban-Vistel a su découvrir les ressorts psychologiques qui donnèrent aux résistants, au plus purs d'entre eux du moins, la vocation et le sens de leur mission. Le cadre chronologique de cette revue nous interdit de suivre notre auteur dans son explication de l'échec de la Résistance, après la Libération, quand « elle entreprit de donner un sens nouveau aux mots de la tribu », et à plus forte raison lorsque, étudiant sans complaisance les causes du malaise actuel de notre pays (1), il s'interroge sur l'efficacité d'une renaissance de l'esprit résistant, fait « de foi terrestre ou divine en la libération de l'homme, en la perfectibilité humaine », le maître message étant « que l'homme est responsable de l'avenir de la condition humaine ».

Mais nous ne saurions terminer sans insister sur la grande élévation de pensée dont fait preuve tout l'ouvrage et qui porte enseignement ; sur la générosité de l'auteur, lançant un appel à ses adversaires d'hier, attentistes, vichystes, voire collaborateurs, pour que, « l'esprit de la Résistance » les animant, ils réalisent, reniées leurs erreurs, de fécondes entreprises ; sur des analyses que n'illuminent peut-être pas les éclairs d'un visionnaire comme Bernanos, de qui son absolu de pureté rapprocherait Alban-Vistel (2), mais qui sont pétries de lucidité et de bon sens ; enfin, sur la constante fermeté, robuste et déliée à la fois, de l'écriture (3).

Henri Michel.

(1) Il déclare la guerre « à l'inhumanité des rouages bureaucratiques et des papiers, au laminoir des partis, aux slogans et aux affiches ».

(2) Cf. Bernanos, *La France contre les robots*.

(3) Faisant allusion, par exemple, à l'expédition gaulliste sur Saint-Pierre-et-Miquelon, effectuée en dépit de la triple opposition des Américains, des Anglais et des Canadiens, Alban-Vistel la qualifie de « Thermopyles du caractère et du sens national ».

NOTES ET NOUVELLES

TITO A-T-IL NÉGOCIÉ AVEC LES ALLEMANDS?

Le grand journal suédois *Dagens Nyheter* s'est vu contraint de publier un démenti du gouvernement yougoslave à une information qu'il avait donnée peu de temps auparavant (1) : le maréchal Tito affirme n'avoir jamais négocié directement ou indirectement avec les Allemands afin d'empêcher un débarquement anglais sur le sol yougoslave. C'est une biographie de Tito, parue fin mai, dans le *Dagens Nyheter*, qui a motivé le démenti officiel de Belgrade (2). L'auteur de cette biographie, Ulf Brandell, avait donné, d'après le livre de l'officier de l'*Abwehr*, Wilhelm Höttl (3), l'information suivante :

Au printemps 1943, les Allemands avaient intercepté une émission de la radio de Tito selon laquelle les relations entre Tito et ses alliés anglo-saxons étaient devenues très mauvaises (4). A peu près au même moment, le général Glaise von Horstenau (5) reçut la visite d'un des plus proches collaborateurs de Tito, le général Velebit (6) ; celui-ci était porteur d'un message personnel de Tito proposant une action commune entre partisans yougoslaves et troupes allemandes dans le cas d'un débarquement anglais sur la côte dalmate. L'offre de Tito fut soumise à Hitler, qui la rejeta avec mépris : « On ne négocie pas avec des rebelles, on les fusille. » Dans son démenti, le gouvernement de Belgrade assure que le général Velebit se serait borné à négocier l'échange de prisonniers blessés ; la Yougoslavie comptait 1.700.000 morts, tombés dans la lutte pour sa libération et celle des autres peuples contre les troupes d'occupation germano-italiennes ; leur sacrifice montre assez clairement, dit le gouvernement yougoslave, de quelle manière la Yougoslavie avait négocié avec l'Allemagne.

L'auteur de la biographie de Tito, Ulf Brandell, justifie son point de vue en se référant à l'ouvrage de Höttl, qui, dit-il, « produit une impression extraordinairement persuasive ». « Tous ceux, dit-il plus loin, qui connaissent l'histoire de l'Est européen sont frappés de l'exactitude des détails et de la

(1) Erik Lundquist, *Ein Dementi aus Belgrad*, 1943 : Kein Bündnisangebot an Hitler. Dans le nº 2 de juin 1955 de *Bonner Hefte*, organe du gouvernement de la République fédérale.

(2) Démenti fait par l'ambassade de Yougoslavie à Stockholm.

(3) Walter Hagen [pseudonyme de Wilhelm Höttl], *Die geheime Front*, Zürich, Europa-Verl., 1950, p. 267 et suiv.

(4) C'est ainsi que Tito avait interdit tout contact personnel entre des membres de l'armée des partisans et les Anglais ou les Américains, et cela sous peine de punition sévère. Aucun renseignement d'ordre militaire ne devait plus être donné à des officiers relevant des puissances occidentales.

(5) Edmund Glaise v. Horstenau, ancien ministre autrichien, commandant militaire avec pleins pouvoirs de la place forte d'Agram de 1941 à 1944, se suicida en 1946.

(6) Ljoubo Velebit, général de partisans et conseiller diplomatique de Tito, ambassadeur de Yougoslavie à Londres en 1952.

connaissance parfaite des hommes et des mobiles politiques. » Puis Ulf Brandell, pour défendre son information, se reporte à la biographie officielle de Tito, composée par l'ancien ami du maréchal, Vladimir Dedijer, condamné en février 1955 à cinq mois de prison pour déviationnisme. Il y est question, p. 235, d'une conversation entre Tito et Staline au cours de laquelle Tito aurait dit que, de toute façon, il se serait opposé à un débarquement sur la côte yougoslave, et Brandell ajoute que Tito ne pouvait le faire que conjointement avec les Allemands, qui occupaient en 1943 la majeure partie de la Yougoslavie. La version de Dedijer vient corroborer celle de Höttl et en fait, selon Ulf Brandell et selon toute probabilité, une vérité historique.

Marcelle Adler-Bresse.

GŒBBELS FUT-IL UN PERSONNAGE TRÈS IMPORTANT DU IIIe REICH?

A la suite de l'article de M. Scherer intitulé « Joseph Gœbbels (1) », M. C. T. de Jong nous écrit : « Est-il bien vrai que Gœbbels n'avait pas « la moindre « influence sur les grandes décisions prises par Hitler entre 1933 et 1942 » (p. 38)? Déjà, avant 1942, Gœbbels avait exercé une grande influence sur les événements du 9 novembre 1938 (le *Reichskristallnacht*), sur les mesures antisémites de Hitler et, en général, sur toute la politique idéologique et culturelle du Reich. Il faut admettre que son influence sur la politique extérieure proprement dite ne fut pas considérable ; mais, d'autre part, son influence sur la politique intérieure, qui, dans le Troisième Reich, était inséparable de la politique extérieure, fut énorme. »

M. Scherer, à qui nous avons communiqué la lettre de C. T. de Jong, répond : « J'appelle « grandes décisions » celles par lesquelles le gouvernement allemand risquait ou engageait l'avenir de la nation : l'Anschluss, Munich, la déclaration de guerre, la campagne de Russie. Si M. de Jong concède que Gœbbels n'avait que peu d'influence sur la politique étrangère, nous serons vite d'accord, car les « grandes décisions », par leur nature même, étaient du ressort de la politique étrangère. J'ai voulu, dans mon article, dénoncer l'erreur qui consiste à faire de Gœbbels le conseiller le plus écouté de Hitler, *the man next to Hitler*. Gœring et Ribbentrop ont eu une autre influence, ne serait-ce que par leurs fonctions. Si l'on accorde à Gœbbels une influence considérable, il faudrait expliquer l'étrange anomalie qu'aucun poste important ne lui ait été confié. Sans doute, M. de Jong a-t-il de bonnes raisons de penser que l'influence de Gœbbels fut « énorme ». On peut, cependant, se demander où s'exerçait cette influence. Car, dans son propre domaine, la politique idéologique et culturelle, Gœbbels était loin d'être le maître : ce n'était pas lui, mais Rosenberg, qui était le théoricien du parti, Dietrich avait la direction de la presse allemande, à la veille de la guerre Ribbentrop fut chargé de la propagande vers l'étranger. N'est-il pas significatif qu'on ait ôté à Gœbbels la responsabilité de la propagande vers l'étranger au moment où celle-ci allait prendre une grande importance dans la politique allemande? Enfin, Gœbbels n'avait rien à voir dans l'éducation. Pourrait-on vraiment soutenir que les discours et articles de Gœbbels eurent plus d'influence sur la formation de la jeunesse allemande que l'enseignement qui était prodigué dans les écoles d'Allemagne?

« Quant à la question juive, je sais que Gœbbels fut le chef d'orchestre des pogromes de novembre 1938. Mais en fut-il l'inspirateur? Ce n'est pas prouvé.

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 19, juillet 1955.

Il prit part, avec beaucoup d'autres, à la conférence du 12 novembre qui décida les mesures antisémites. Le rapport sténographique de la conférence ne donne pas l'impression que Gœbbels y joua un rôle déterminant : Gœring domina le débat, ce qui était d'ailleurs normal, puisqu'il présidait. Enfin, en janvier 1942, quand il s'agit de décider de la « solution finale » du problème juif, quand la vie et la mort de millions d'hommes étaient en jeu, aucun représentant du ministère à la Propagande ne fut invité à prendre part à la conférence, qui réunissait, parmi d'autres, les représentants du ministère des Affaires étrangères et du commissariat au Plan de quatre ans.

« Cela dit, Gœbbels était quand même ministre et gauleiter de Berlin. Il faisait partie de l'équipe dirigeante du parti nazi. Il avait donc sûrement une certaine influence. Comment la mesurer? Il faudrait étudier de très près les archives du ministère à la Propagande, voir quelles mesures, quelles directives vinrent de ce ministère, quelles furent simplement acceptées par lui. Ce serait un travail de longue haleine et je me demande si le jeu en vaudrait la chandelle. »

« Mais, réplique M. de Jong, est-il vrai qu'aucun poste important n'ait été confié à Goebbels? *Gauleiter* de Berlin dans une époque de crise sérieuse pour le parti, ministre de la Propagande — et tout le monde sait quel rôle essentiel la propagande jouait dans le régime, — « plénipotentiaire » pour la guerre totale en 1944 (admettons que cette fonction ne signifiait plus grand'chose en 1944) et même *Chancelier du Reich* dans le testament de Hitler? Il faut en conclure, de toute façon, que Goebbels jouit de la confiance absolue de Hitler. « Goebbels a exercé une influence énorme sur la mentalité de la population allemande et sur sa confiance dans la victoire ultime, même dans la dernière année de guerre.

« Il est vrai que Goebbels ne fut pas le maître incontesté dans le domaine de la politique idéologique et culturelle. Mais, à côté de lui, Rosenberg et certainement Dietrich étaient des figures de second, même de troisième plan. Il est vrai aussi que Ribbentrop fut chargé de la propagande vers l'étranger, mais, pour cela, le ministre des Affaires étrangères devait utiliser, par les ordres de Hitler, le mécanisme du ministère de la Propagande... (Ribbentrop, *Zwischen London und Moskau*, Druffel Verlag, 1954, p. 126). Ribbentrop ajoute, dans ses *Mémoires*, que, dans cette lutte de compétence, le Führer soutenait souvent Goebbels.

« Que Goebbels fût vraiment l'inspirateur des pogromes de novembre 1938 est prouvé, d'une façon assez convaincante, par l'étude récente de Hermann Graml, *Der 9 November 1938. Reichskristallnacht*, Bundeszentrale, für Heimatdienst, 1955. L'influence de Goebbels — même quand il n'assiste pas à la conférence de Gross-Wannsee en janvier 1942 — sur la politique d'extermination des Juifs, est démontrée par Gérald Reitlinger dans son ouvrage fondamental *The final solution.* »

La question demeure ouverte.

L'ÉMIGRATION ALLEMANDE

Dans un article intitulé *L'Allemagne et son émigration*, publié par *Politique étrangère* dans son numéro d'août-septembre 1955, C. L. Lang évalue à 600.000 le nombre d'Israélites vivant dans le Reich, soit moins de 1 % de la population allemande au moment de la prise du pouvoir par Hitler.

Environ 300.000 émigrèrent avant la guerre. A la fin de la guerre, on comptait seulement 15.000 Juifs en Allemagne ; 200.000 au moins avaient donc été exterminés, auxquels s'ajoutèrent ceux, parmi les émigrés, qui avaient été repris dans les territoires occupés.

Parmi les émigrés, 140.000 allèrent aux États-Unis, 60.000 en Israël, 45.000 en Grande-Bretagne, 10.000 en Autriche, 7.000 en France.

H. M.

LES RECHERCHES SUR LA RÉSISTANCE ALLEMANDE DANS LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

L'histoire de la résistance au national-socialisme, remplie de péripéties dramatiques, constitue une page importante de l'histoire contemporaine de l'Allemagne et ne pouvait manquer de susciter l'intérêt du chercheur, aussi la littérature est-elle très abondante sur le sujet ; une douzaine de mémoires et une centaine d'études ont déjà paru en Allemagne sur l'histoire du IIIe Reich et la Résistance intérieure.

Cependant, malgré le grand nombre d'ouvrages qui lui sont consacrés, l'histoire de la Résistance allemande reste à faire ; beaucoup de livres ont été écrits trop hâtivement, d'autres, par leur ton de polémique, font penser bien plus aux pamphlets du journaliste qu'aux travaux de l'historien. Le recul du temps manque encore pour juger les hommes et les événements en toute impartialité. Partisans et adversaires des hommes du 20 juillet s'affrontent dans des débats passionnés. Ce qui est symptomatique, c'est que beaucoup d'ouvrages sur la Résistance allemande sont écrits à la manière de plaidoyers, comme si leurs auteurs avaient à défendre des accusés (1). Pour beaucoup d'Allemands, Stauffenberg et ses amis ont manqué à l'honneur en violant le serment de fidélité prêté au chef de l'État, bien plus, ils sont des criminels qui ont comploté contre leur patrie. C'est ainsi que le représentant des étudiants de Munich a pu déplorer, lors d'une réunion d'un cercle pour l'étude du « 20 juillet » (2), que la plupart des étudiants considéraient le 20 juillet comme un acte de haute trahison (3).

Une autre difficulté pour écrire l'histoire de la Résistance intérieure allemande provient de l'insuffisance des sources dont on dispose. Les lettres et les notes personnelles des résistants ont bien souvent disparu. En effet, ces papiers furent détruits par crainte de la Gestapo, en temps voulu, ou bien ils tombèrent aux mains de la Gestapo et, dans bien des cas, on ne sait ce qu'ils sont devenus. Enfin, une grande partie des documents sur l'histoire de la résistance militaire a été saisie par les puissances d'occupation, notamment par les U. S. A. ; il en est de même en ce qui concerne les actes des autorités du *Reich* et des *Länder*, et des Centrales du parti national-socialiste (4). Les protocoles des interrogatoires menés par la *Gestapo* et la *S. D.*, ainsi que ceux des débats devant le « *Volksgerichtshof* », se trouveraient aussi aux États-Unis. Seuls sont en possession des Allemands les débats sténographiés du premier grand procès devant le « *Volksgerichtshof* », celui du maréchal von Witzleben et des autres conjurés ; le film atroce sur l'exécution des condamnés se trouve aussi en Allemagne, ainsi qu'un certain nombre d'actes d'accusation et de jugements concernant des résistants. Une restitution de ses archives à l'Alle-

(1) Hofer (Walther), « Der 20 Juli 1944. Geschichte u. Vermächtnis ». *Schweizer Monatsh.*, juillet 1954, p. 205-215 ; ainsi que « Le 20 juillet 1944. Dix ans après ». *Documents*, juillet 1954, p. 758-772.

(2) *Arbeitskreis 20. Juli.*

(3) *Frankfurter Allgemeine*, 15 mai 1954, p. 3.

(4) Weinberg (Gerhard) and T. Epstein (Fritz), *Guide to captured German documents.* — Epstein (Fritz), « Zur Quellenkunde der Neuesten Geschichte. Ausländische Materialien in den Archiven u. Bibliotheken der Hauptstadt der Vereinigten Staaten ». *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juillet 1954, p. 313-326.

magne n'est pas prévue avant un temps très long. Ce n'est que depuis peu que les historiens allemands sont autorisés à consulter sur place et sous certaines conditions les documents allemands transférés aux États-Unis. Il résulte de ces faits que les publications sur la résistance allemande comportent de sérieuses lacunes et posent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

Malgré toutes ces difficultés, les historiens allemands s'efforcent à retracer patiemment l'image fidèle de la Résistance allemande et à réunir tous les matériaux la concernant. C'est ainsi que l'*Institut für Zeitgeschichte*, à Munich, qui centralise en Allemagne occidentale les études sur l'histoire contemporaine et groupe un certain nombre d'historiens éminents tels que Hans Rothfels, Theodor Eschenburg, Frank Schnabel, Ludwig Dehio et d'autres, consacre une large part de son activité à des recherches sur le national-socialisme et la résistance intérieure. Cet Institut publie des monographies et des éditions critiques (1), ainsi qu'une revue, *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, qui tout récemment vient de faire paraître deux études intéressantes sur la résistance allemande ; un article sur l'esprit de la Résistance allemande (2) et un choix de lettres inédites du Generalmajor Helmuth Stieff, exécuté le 8 août 1944 (3). La correspondance du Generalmajor Stieff, ami et adjoint de Stauffenberg, apporte une contribution appréciable à l'histoire de la résistance militaire au nazisme. Elles permettent de saisir l'évolution psychologique qui fit d'un soldat respectueux de l'ordre établi un rebelle convaincu ; elles soulignent le caractère moral de la conjuration du 20 juillet et viennent infirmer la thèse, souvent admise (4), que cette conjuration fut entreprise, dans un but purement utilitaire, par des politiciens et généraux habiles, désireux de procurer à l'Allemagne une paix moins désavantageuse que celle qu'ils redoutaient. Le Generalmajor Stieff se révolte en tant que technicien, soldat expérimenté il réprouve les fautes stratégiques commises dans la guerre à l'Est, mais il se révolte aussi en qualité d'honnête homme qui réprouve les atrocités d'un régime barbare.

Dans le domaine des recherches sur la Résistance, les initiatives privées ne sont pas moins intéressantes que celles de la science officielle représentée par l'*Institut für Zeitgeschichte*. L'activité de la *Communauté du travail* (5), fondée à Munich au printemps 1952, par le Generalmajor a. D. Hermann von Witzleben, cousin du Feldmarschall Erwin von Witzleben, exécuté le 8 août 1944, mérite une attention toute particulière. Ce cercle d'études, qui groupe des officiers, des historiens, des juristes, des théologiens, s'est fixé pour tâche l'étude scientifique de l'opposition militaire ; dans ce but, il s'efforce de réunir tous les documents disponibles et de recueillir les dépositions de témoins encore vivants en vue de la publication d'une collection, l'*Europäische Publikation* (6). Ce furent les discussions passionnées de journalistes et de politiciens

(1) Citons seulement à titre d'exemple une édition critique des *Propos de table de Hitler*. — Henry Picker, *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier* 1941-1942, Bonn, Athenäum-Verl., 1951, in-8°, 464 p. Ainsi qu'un choix de documents sur les origines de la deuxième guerre. Walther Hofer, *Die Entfesselung des zweiten Weltkrieges*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst, 1954, in-8°, 224 p.

(2) Hans Rothfels, « Das politische Vermächtnis des deutschen Widerstands ». *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, octobre 1954, p. 329-344.

(3) « Ausgewählte Briefe von Generalmajor H. Stieff ». *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juillet 1954, p. 291-305.

(4) François Courtet, « Méditations pour un anniversaire. Opposition ou Résistance? 20 juillet 1944-20 juillet 1954 ». *Allemagne d'aujourd'hui*, juillet-août 1954, p. 314-321.

(5) *Arbeitsgemeinschaft.*

(6) Le premier fascicule, qui concerne les tentatives de paix de l'hiver 1939-1940, doit paraître incessamment.

sur le rôle très discuté de certains chefs de la Résistance militaire allemande qui donnèrent l'impulsion à ces recherches scientifiques ; notamment la question de savoir si Beck, Canaris, Oster, Joseph Müller s'étaient rendus coupables de « haute trahison » au sens propre du mot a été maintes fois soulevée. Ces discussions n'ont cessé depuis 1951 d'agiter l'opinion publique allemande. La plupart de ceux qui prennent part à ces débats gardent une certaine nostalgie du III[e] Reich, ce qui s'explique parfois par leur méconnaissance des événements ; par la faute de ces profanes, les faits historiques risquent d'être entraînés dans le tourbillon de l'agitation politique et par là même dénaturés (1). Cette agitation favorise la légende selon laquelle la défaite allemande serait due à la trahison des généraux de la Résistance, légende nazie du coup de poignard dans le dos reprise par Rudel, Lenz et d'autres, et contre laquelle l'historien doit à bon droit s'élever. En rétablissant l'exactitude des faits, l'*Europäische Publikation* réduira à néant cette légende. Le cercle de travail du général von Witzleben se propose d'étudier les causes profondes de la résistance militaire au nazisme, ses origines politiques et morales ; dès à présent, ses recherches ont abouti à des résultats scientifiques positifs qui, par la suite, pourront être complétés sur certains points, mais ne pourront être ébranlés. Il fut possible, en particulier, de jeter un jour nouveau sur les conversations menées à Rome avec les Alliés, durant l'hiver 1939-1940, par le D[r] Joseph Müller, représentant de la Résistance allemande, en vue d'obtenir la cessation des hostilités. D'après les témoignages encore inédits de participants allemands et italiens de ces conversations, les partenaires se seraient mis d'accord pour faire cesser la guerre, sous la condition essentielle que les chefs de la Résistance déposeraient Hitler et rétabliraient un état constitutionnel. Le rôle du général Ludwig Beck, déjà à ce moment chef reconnu de la Résistance militaire, fut attentivement étudié, et il fut établi qu'il avait été l'instigateur de ces pourparlers. Il fut examiné si au cours des négociations, à l'occasion du contact direct avec les alliés occidentaux, la date exacte de l'offensive à l'Ouest leur avait été communiquée par un représentant de la Résistance militaire allemande (2). Des documents inédits, de grande importance, furent apportés sur les tentatives de renverser Hitler durant les années 1938-1939. Ils permettent, en particulier, de préciser le rôle que joua le général Franz Halder dans ces tentatives. Ainsi l'*Europäische Publikation* révélera bien des faits ignorés, offrira une solution pour maint problème historique. D'une façon générale, les nouveaux documents mettent en valeur la dignité morale de la Résistance allemande. D'après les témoignages recueillis, il ne peut y avoir aucun doute sur les mobiles, assurément très élevés, qui poussèrent à l'action les hommes du 20 juillet, dont quelques-uns portaient les noms les plus glorieux de l'histoire militaire de la Prusse (3). Soldats, élevés dans un esprit de pure tradition militaire, les conjurés prirent la résolution, après un cruel déchirement intérieur, de mettre la loi de la conscience au-dessus de leur serment militaire. La thèse du professeur Braubach (4), qui a pu écrire dans une étude

(1) Stadtmüller (Georg), « Soldaten gegen Hitler ». *Christ Unterwegs*, avril 1954, p. 11-13.

(2) Le général Oster aurait communiqué la date de l'attaque contre la Hollande à l'attaché militaire hollandais. Il aurait fait de même en ce qui concerne l'attaque contre le Danemark et la Norvège. Cf. *Documents*, précéd. cités ; Rothfels, *idem ;* Stadmüller, *idem ; Der lautlose Aufstand*, Hamburg, Rowohlt Verl., 1953, p. 32-33 ; Eberhard Zeller, *Geist der Freiheit. Der Zwanzigste Juli*, München, H. Rinn, 1953, p. 307.

(3) Tels ceux des von Witzleben, von Moltke, von der Schulenburg, York von Wartenburg. Cf. Stadtmüller, précéd. cité, p. 13, et Zeller, précéd. cité, p. 380.

(4) Braubach (Max), *Der Weg zum 20. Juli 1944. Ein Forschungsbericht*, Köln, Opladen, Westdeutscher Verl., 1933, in-8°, 48 p.

sur la Résistance allemande que celle-ci fut surtout la conséquence d'une révolte morale contre l'injustice et la barbarie, s'en trouve renforcée. L'étude minutieuse des sources inédites de l'histoire de la Résistance allemande réduit à néant la nouvelle légende nazie du coup de poignard dans le dos et porte un coup décisif au prestige « d'une fidélité des Nibelungen (1) » et d'une obéissance absolue.

M. Adler-Bresse.

LE MUSÉE DE LA RÉSISTANCE ALLEMANDE (2)

Le « Musée de la Résistance » vient d'être inauguré à l'emplacement même du camp de concentration de Buchenwald, à l'occasion du dixième anniversaire de la mort du chef du parti communiste allemand, Ernst Thälmann, qui y fut assassiné.

Ce Musée, qui renferme des documents iconographiques et des textes, remonte assez loin dans le passé — jusqu'à la première guerre mondiale — afin de montrer les racines du nazisme et des forces qui lui firent opposition. En effet, on y trouve des documents sur les efforts soutenus par la social-démocratie pour arrêter le conflit, sur la révolution de Novembre, sur la terreur organisée par les forces militaristes aboutissant aux scènes sanglantes des assassinats politiques en série, tels ceux de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Des textes, des tableaux, des diagrammes se rapportent à la crise économique de 1929, que les organisateurs du Musée représentent comme la cause essentielle et immédiate de l'avènement de Hitler, les industriels allemands, pour sauvegarder leurs privilèges, ayant pactisé avec les chefs nazis (collusion du club des industriels à Düsseldorf avec Hitler et Göring). Des documents divers soulignent les erreurs de l'aile droite de la *S. P. D.*, qui refusa de former un front commun contre le nazisme ; d'autres documents concernent l'avènement même du national-socialisme, se signalant par un acte de terreur, l'incendie du Reichstag, et par une série de mesures arbitraires, interdiction des partis et des syndicats. Des tableaux mentionnent les noms de chefs résistants, comme ceux de John Schehr, Erich Steinfurth, Eugen Schönhaar, Rudolf Schwarz, Wilhelm Firl, Conrad Blenkle, Edgar André, Liselotte Hermann et Fiete Schulze. Le Musée présente aussi des documents sur l'extermination juive et les persécutions nazies contre les savants et les artistes.

Des textes rappellent la lutte du parti communiste allemand pour la sauvegarde de la paix à la Conférence de Bruxelles en 1939, avec Wilhelm Pieck à sa tête. Une salle est consacrée aux bataillons de volontaires étrangers dans la guerre d'Espagne, notamment au bataillon Thälmann dans les rangs duquel tomba Hans Beimler.

A l'entrée du Musée se trouve une inscription à la mémoire des morts de tous les pays qui furent assassinés à Buchenwald. Les noms des principaux chefs résistants de chaque nation sont gravés dans la pierre et les drapeaux des nations qui pleurent des morts de Buchenwald entourent une urne contenant de la terre des différents pays.

Le Musée donne une idée de l'occupation allemande et de la résistance des différents peuples.

Une salle est consacrée à Thälmann et rappelle la campagne mondiale entreprise pour sa libération, une autre concerne le *Comité national Allemagne libre*.

Le Musée présente aussi un certain nombre de documents tirés des archives

(1) Stadtmüller, précéd. cité, p. 13.
(2) *Neues Deutschland*, 17 août 1954, p. 5.

de la justice nazie qui donnent des lumières sur l'activité des différents réseaux, et c'est là certainement la partie la plus intéressante ; ainsi, on y trouve une documentation sur les réseaux communistes ou apparentés, tels ceux de Georg Schumann, Robert Uhrig, dont plus de quatre-vingts membres furent exécutés, celui d'Anton Saefkow, le plus important de tous ; des archives se rapportent au réseau Schulze-Boysen-Harnack, auquel appartinrent des antinazis de toute provenance politique et sociale, ouvriers, intellectuels, officiers. Tous ces documents prouvent l'importance de la Résistance intérieure allemande, qui a souvent été contestée.

Par ailleurs, une riche documentation, consistant en photos, tableaux, diagrammes, plans, permet de suivre la vie dans les camps de concentration. Des documents retracent la résistance organisée à l'intérieur même des camps, notamment à Buchenwald ; les textes montrent que cette résistance à l'intérieur des camps, cette solidarité active qui permit de sauver un grand nombre de détenus, fut organisée par les communistes allemands ; un tableau donne un schéma de cette résistance, indiquant les différents groupes lui appartenant et leurs liaisons. Des photos se rapportent à la délivrance du camp de Buchenwald, le 11 avril 1945.

L'exposition se termine par les paroles du serment des concentrationnaires prêté à Buchenwald en 1945 de ne prendre ni loisir ni repos avant que le nazisme ne soit définitivement extirpé et de tout mettre en œuvre pour un monde meilleur de liberté et de paix et des inscriptions mentionnent que la République démocratique allemande, fidèle à l'esprit de la Résistance, continue la lutte pour la Liberté et la Paix.

L'historien pourra regretter que les documents ne soient pas présentés avec toute l'objectivité désirable, que toute contingence politique n'ait pas été écartée de ce Musée, cependant il ne pourra manquer d'y faire ample moisson.

Malgré ses lacunes et ses imperfections, le Musée de la Résistance apporte une contribution importante à l'histoire de la Résistance allemande, plus particulièrement à l'histoire de la Résistance de gauche, celle des Chrétiens de gauche, de l'aile gauche de la S. P. D. et des Communistes, c'est-à-dire de la Résistance la moins connue, et c'est là l'intérêt de ce Musée.

M. Adler-Bresse.

UN FILM SUR L'AMIRAL CANARIS

L'action des Services secrets allemands pendant la guerre a été présentée au public français dans deux films. Tandis que le premier, « L'affaire Cicéron », concernait un épisode fort limité dans le temps et dans l'espace, le second, « Amiral Canaris », qui a fait son apparition en octobre sur les écrans parisiens, aborde le problème controversé de la personnalité du chef de l'Abwehr et de son attitude à l'égard de Hitler.

Les qualités techniques du film sont indiscutables. L'une des plus frappantes est peut-être la ressemblance entre l'acteur principal et l'ancien chef de l'Abwehr. Le souci de respecter ce que les biographes de l'amiral nous ont appris de ses habitudes et de ses goûts donne à l'œuvre un ton de véracité certain, renforcé encore par l'insertion dans le film de nombreuses séquences d'actualités militaires et politiques prises avant et pendant la guerre. La tension dramatique ne faiblit à aucun moment : nous pensons en particulier à la scène psychologiquement exacte, sinon historiquement, dans laquelle Keitel refuse de recevoir Canaris, porteur de précisions sur l'imminence d'une offensive russe, précisions que le maréchal qualifie de « fantaisies du contre-espionnage ».

Cependant, cet ensemble de qualités est placé au service d'un plaidoyer

qu'il est difficile d'admettre sans discussion. Nous ne voulons pas parler de quelques scènes où l'on voit les agents secrets allemands se procurer avec une facilité étonnante les documents les plus secrets du ministère de la Guerre britannique (l'un de ces épisodes paraît directement inspiré par « l'affaire Cicéron »). Nous n'insisterons pas non plus sur quelques inexactitudes de détail, telle l'obstination avec laquelle Canaris est présenté comme le chef du contre-espionnage allemand, alors qu'on le voit essentiellement s'occuper d'espionnage.

Nous ferons à ce film un reproche d'une autre nature. Il reprend sans les discuter les thèmes développés par les deux principaux biographes de l'amiral (Karl Abshagen et Jan Colvin) (1), et présente le chef de l'Abwehr comme un technicien consciencieux, préoccupé de l'avenir de son pays, hostile à la violence, adversaire résolu du nazisme, en lutte incessante contre les services secrets du parti. Mais, sans doute gêné par la nécessité de condenser en une heure et demie une série d'événements portant sur six ans, le scénariste n'a pas tenu compte des retouches assez marquées que les biographes de l'amiral avaient apportées à ce portrait un peu schématique.

Telle est, à notre avis, l'origine de certaines outrances et de quelques oublis qui affaiblissent la valeur historique du film. A aucun moment n'apparaît la figure d'Oster, collaborateur direct de l'amiral et personnage central de la résistance allemande antinazie. L'intention est visible de montrer en Canaris l'un des principaux animateurs de cette résistance ; vient à l'appui de cette thèse une scène décrivant une mystérieuse entrevue en Espagne entre Canaris et un émissaire suédois porte-parole des Alliés : cette scène ne repose, à notre connaissance, sur aucun témoignage.

Il est difficile, enfin, de ne pas relever avec énergie une mention qui figure dans le générique de la version française du film et selon laquelle l'amiral aurait aidé la Résistance dans les territoires occupés. Il y a, à n'en pas douter, un abus de confiance caractérisé dans cette façon de présenter l'œuvre. Souhaitons que seuls des motifs d'ordre commercial soient à l'origine d'un tel « coup de pouce » donné dans une affaire que nous persistons, pour notre part, à appeler le « mystère Canaris ».

A. F.

H. R. Berndorff, *General Zwischen Ost und West*, Aus den Geheimnissen der deutscher Republik, Hoffmann und Campe V, Hambourg, s. d., in-12, 320 pages.

Écrit de façon alerte et vivante, l'ouvrage de Berndorff appartient au genre des biographies romancées : l'auteur ne se contente pas de raconter, il fait revivre. La lecture en devient plus attrayante, mais l'exposé moins rigoureux. Le personnage de von Schleicher nous est présenté, de 1918 à 1934, en de nombreux chapitres (il n'y a pas de table des matières) aux titres alléchants : *die Reichswehr und das russische Geheimnis*, *aus dem Dunkel gazogene Fäden*, *Ich Hatt einein Kameruden*, *Nachts nach den Oper*, etc... L'information de l'auteur est assurément large : il a beaucoup lu et sait citer le texte intéressant. Mais, par l'absence totale de références et de bibliographie, il demande que le lecteur lui fasse crédit. Or, les affirmations incontrôlables — ou controuvées — abondent (2), qui ne permettent pas à l'historien

(1) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1952, p. 86 : « L'amiral Canaris et l'Abwehr. »

(2) Par exemple, celles relatives à la collaboration militaire germano-russe et que j'ai relevées dans mon étude « Reichswehr et Armée Rouge », in *Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques*, n° 58.

de suivre aveuglément Berndorff. La biographie de von Schleicher reste à écrire.

G. Castellan.

Konrad F. Bieber, *L'Allemagne vue par les écrivains de la Résistance française.* Préface d'Albert Camus, Droz, 1954, in-8°, 181 pages.

Après une profession de foi de désintéressement et de l'histoire en général et de l'histoire d'une Résistance à laquelle il a participé, mais qu'il juge au nom du reniement de l'humain qu'elle a ultérieurement permis et des haines qu'elle a fait naître « après », Camus, dans la préface de ce livre, affirme que, pendant l'occupation, les vrais résistants étaient sans haine, et il loue l'auteur d'avoir mis l'accent sur ce point essentiel. En effet, l'auteur s'attache à démontrer, en analysant les œuvres des poètes et des prosateurs de la Résistance, qu'ils n'avaient pas la haine de ceux qu'ils étaient obligés de combattre et que, d'autre part, ils distinguaient entre le nazisme et l'Allemagne éternelle. On peut regretter que l'auteur, tout en citant dans sa bibliographie un nombre important d'ouvrages concentrationnaires, n'appuie, sur ce plan, son analyse que sur des ouvrages de fiction, *La mort est mon métier* ou *Le songe.* L'auteur a senti le rôle important de la littérature de combat pendant la Résistance, mais le chapitre intitulé *Situation de la France au début de l'occupation allemande* (et traduction de cette situation dans les œuvres de la Résistance) est assez superficiel. D'autre part, la conclusion optimiste sur la disparition de la notion de haine vis-à-vis de l'Allemagne, constatée par le succès des pièces allemandes présentées par le *T. N. P.*, n'est pas une vue d'historien, même si cette conclusion apparaît partiellement valable.

Olga Wormser.

Médecin-commandant Hans Dibold, *J'étais médecin à Stalingrad*, 1 vol. traduit de l'allemand, Paris, Éditions France-Empire, 1955, in-8°, 302 pages.

Ce sont les souvenirs d'un médecin militaire allemand, fait prisonnier dans son poste de secours, à Stalingrad. Il ne raconte à peu près rien de la bataille elle-même ; mais il s'étend beaucoup plus sur l'année de captivité passée ensuite dans ce secteur reconquis par les Russes. Affecté à plusieurs hôpitaux successifs, où il est chargé de soigner les prisonniers, il insiste sur les conditions précaires d'existence : manque d'air et de lumière (les malades sont entassés souvent dans des caves ou des abris), de chauffage, de nourriture, de médicaments ; il décrit les maladies auxquelles il a fallu faire face, surtout le typhus, la dysenterie, les maladies de carence et, finalement, la tuberculose. Le ton s'efforce d'être objectif ; les médecins russes avec lesquels il a été en contact lui ont paru parfois méfiants (certains reprochaient aux médecins allemands de laisser mourir leurs malades pour ne pas fournir de main-d'œuvre à l'U. R. S. S.), mais compétents et humains ; assaillis eux-mêmes de difficultés matérielles, soumis à une bureaucratie tatillonne, ils ne pouvaient souvent rien pour les malades, réduits à un sort misérable. Il réserve ses jugements les plus sévères pour certains de ses compagnons de captivité.

Ce récit, qui manque malheureusement d'indications précises de lieux et de dates et qui a été reconstitué après coup, reste, cependant, un témoignage vivant et intéressant.

J.-M. d'Hoop.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Dulles (Foster). — *America's rise to world power 1898-1954*, New York, Harper, 1955, in-8°, 332 p., ill., cartes. (New Amer. nation series.)

*Mowat (Charles Lock). — *Britain between the wars 1918-1940*, Chicago, Univ. of Chig. Press, 1955, in-8°, 703 p.

L'auteur est professeur d'histoire de l'Angleterre à l'Université de Chicago.

**Očerki istorii Velikoj Otečestvennoj vojny.* (Études sur l'histoire de la Grande Guerre nationale), Moskva, Akademija Nauk, 1955, in-8°, 536 p.

*Potter (E. B.) and Fredland (John Roger), edit. — *The United States and World sea power*. New York, Prentice Hall, 1955, in-8°, 972 p., cartes diagr.

Histoire du développement de la puissance navale américaine, notamment au cours des deux guerres mondiales.

**La Segunda Guerra Mundial*. Trabajos del General Villegas Gardoqui y varios Jefes de Estado Mayor, Madrid, Editoria Nacional, 1954, in-8°, 235 p. (Libros de Actualidad Politica.)

**Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, hrg. von M. Freund. II. Band : *An der Schwelle des Krieges*, Freiburg i. Br., Herder, 1955, in-8°, 503 p.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Günther (Hans Karl). — Der Stand der Kriegsgeschichte in den U. S. A., *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, déc. 1955, pp. 591-594.

Helfers (M. C.), lieutenant-colonel. — The United States Army's History in World War II, *Milit. Affairs*, n° 1, 1955, pp. 32-36.

Le programme de publication et les caractéristiques de l'Histoire officielle des Armées américaines dans la deuxième guerre mondiale.

Van Riper (Paul). — A Survey of materials for the study of military management. *Amer. polit. science R.*, sept. 1955, pp. 828-850.

L'histoire militaire aux États-Unis. Étude très approfondie des archives, sources, matériaux de base, programmes de publication, notamment en ce qui concerne la deuxième guerre mondiale.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Bartz (Karl). — *Als der Himmel brannte. Der Weg der deutschen Luftwaffe*, Hannover, Sponholz Verl., 1955, in-8°, 272 p.

*Benes (Eduar). — *Memoirs of Dr. Eduar Benes. From Munich to new war and new victory*. Trans. from the Czech..., Boston, Houghton, 1955, in-8°, 375 p.

Second volume des mémoires inachevés du président Benes.

*Blanchard, commandant. — *Jean L'Herminier*, Paris, France-Empire, 1955, in-8°, 320 p.

Biographie du commandant du *Casabianca*.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. — Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

*Braddon (Sussell). — *Cheshire V. C.*, London, Evans, 1955, in-8°, 217 p., pl. h. t.

Biographie du Group-Captain Leonard Cheshire, commandant du 617 Squedron.

*Brasillach (Robert). — *Journal d'un homme occupé*, Paris, Les Sept Couleurs, 1955, in-12, 350 p.
(Mai 1940-janv. 1945.)

*Braun (Magnus Frhr. von). — *Von Ostpreussen bis Texas. Erlebnisse und zeitgeschichtliche Betrachtungen einer Ostdeutschen.* Stollhamm (Oldb.), H. Rauschenbusch, 1955, in-8°, 444 p.

L'auteur, ancien ministre des cabinets Papen et Schleicher, a connu des personnalités éminentes du IIe et du IIIe Reich, il a vécu l'arrivée des troupes soviétiques en Silésie.

*Bretholz (Wolfgang). — *Ich sah sie stürzen*, Wien, München, K. Desch (1955), in-8°, 504 p., portr. h. t.

L'auteur, reporter dans les pays de l'Est et du Sud-Est européen, a vu s'écrouler les régimes de ces pays en 1945 et les années suivantes.

*Cella (Ubaldo). — *Le Mie foglie*, Messina, Ind. grafica editoriale di G. Rizzo-Nervo, 1955, in-8°, 117 p.

Souvenirs de combat d'un aviateur italien.

*Cernay (Louis). — *Le maréchal Pétain, l'Alsace et la Lorraine, 1940-44*, Paris, les Iles d'Or, 1955. In-8°, 180 p., ill. h.-t.

D'après des documents officiels.

*Csokos (Franz Theodor). — *Auf fremden Strassen 1939-1945*, Wien, München, K. Desch (1955), in-16, 319 p.

Le dramaturge autrichien raconte ses souvenirs d'émigré politique.

*Dietrich (Otto). — *Hitler.* Translated from the German by Richard and Clara Winston. Chicago, Regnery, 1955, in-8°, 286 p.

**General Sikorski. W dziesiątą rocnicę śmierci*, Londyn, Instytut Historyczny im. gen. Sikorskiego, 1954, in-8°, 184 p., couv. ill.

*Guariglia (Raffaele), ambassadeur d'Italie. — *La Diplomatie difficile. Mémoires, 1942-1946.* Traduit de l'italien par Louis Bonalumi. Préface de M. Georges Bonnet, Paris, Plon, 1955, in-8°, VII-410 p.

*Hachiya (Michihiko). — *Hiroshima diary; the journal of a Japanese physician. August 6-September 20, 1945.* Transl. from the Japanese..., Chapel Hill, Univ. of N. C. Press, 1953, in-8°, 249 p.

Journal du directeur de l'hôpital d'Hiroshima, qui donna les premiers soins aux victimes de la bombe atomique.

*Hess (Ilse). — *Gefangener des Friedens. Neue Briefe aus Spandau*, Leoni a Starnberger See, Druffel-Verl., 1955, in-8°, 196 p., ill.

Lettres de Rudolf Hess éditées par sa femme.

*Hilger (Gustav). — *Wir und der Kreml*, Frankfurt a M., A. Metzner, 1955, in-8°.

Mémoires de l'ancien conseiller à l'ambassade d'Allemagne à Moscou.

*Lania (Leo). — *Welt im Umbruch. Biographie einer Generation*, Frankfurt a. M., Wien, Forum Verl., 1954, in-8°, 359 p.

Mémoires d'un journaliste austro-allemand qui a connu des littérateurs et des hommes politiques de la République de Weimar et du IIIe Reich.

Lord Altrincham. Devotion to the Empire, *Times*, 2 déc. 1955, p. 13, portr.

Entre autres fonctions : Under-Secretary of State for War 1940-1942.
Longue notice nécrologique.

*Moynet (André). — *Pilote de combat*, Paris, Éditions de la Pensée moderne, 1955, in-8°.

Bataille d'Angleterre, Normandie-Niemen.

*Myers (Brig. E. C. W.). — *Greek entanglement.* London, Hart-Davis, 1955, in-8°, 290 p., cartes, pl. h. t.

Le général Myers débarqua en Grèce, au cours de l'été 1942, pour aider au sabotage des lignes de communications ennemies, en vue de l'offensive d'El Alamein.

Mussolini (Vittorio). — Mussolini mio padre, *Tempo*, 1er, 8, 15, 22, 29 déc. 1955, phot. (à suivre).

Mussolini intime vu par son fils.

*Noguères (Louis). — *Le véritable procès du maréchal Pétain*, Paris, Fayard, 1955, in-8°, 663 p., fac-sim. h. t.

*Ramonatxo (Hector). — *Ils ont franchi les Pyrénées...* Illustrations de G. Gar-

reta, [Paris], Éditions de la Plume d'Or [1955], in-16, 158 p., ill.

Rava (Franco). — Roosevelt dieci anni dopo la sua scomparsa, *Ponte*, oct. 1955, pp. 1570-1584.

*Rayner (Commander D. A.). — *Escort*, London, W. Kimber, 1955.

Souvenirs du grand spécialiste de l'organisation des convois.

*Rosenberg (Alfred). — *Letzte Aufzeichnungen. Ideale und Idole der national-sozialistischen Revolution*, Göttingen, Plesse-Verl. (1955), in-8°, 343 p., ill.

Mémoires et profession de foi du théoricien du national-socialisme.

*Semmes (Harry H.). — *Portrait of Patton*. New York, Appleton-Century-Crofts, 1955, in-8°, 321 p., ill.

L'auteur a eu accès aux archives personnelles du général.

Seydlitz story of Stalingrad and after. Russian motives. Question of German general's guilt, *Times*, 11 oct. 1955, p. 8.

*Vacca (G.). — *In Russia : Tappa a Karkow*, Bari, Dott. F. Cacussi edit., 1955, in-8°, 200 p.

Souvenirs de guerre sur le front russe d'un médecin militaire italien.

Weinberg (Gerhard L.). — Hitler's private testament of May 2, 1938, *J. of modern Hist.*, déc. 1955, pp. 415-419.

Avec une reproduction « aussi fidèle que possible » du texte de ce document.

Weymar (Paul). — *Konrad Adenauer. Die autorisierte Biographie*. München, Kindler Verl. (1955), in-8°, 782 p., ill. h.-t.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

*Berardis (Vincenzo). — *I Soviet ad occhio nudo*, Roma, Ist. Graf. Tiberino, 1955, in-8°, 186 p.

La politique extérieure de l'U. R. S. S., entre les deux guerres, vue par un conseiller de l'ambassade d'Italie à Moscou.

*Hofer (Walther). — *War premeditated. 1939*, London, Thames and Hudson, 1955, in-8°, 227 p.

Origines de la deuxième guerre mondiale.

Krausnick (Helmut). — Deutscher Widerstand und englische Kriegserklarung, *Politik u. Zeitgeschichte*, 4 janv. 1956, 15 p.

Discours prononcé le 4 nov. 1955 à Munich, sous les auspices de l' « Institut für Zeitgeschichte ».

Remak (Joachim). — Hitlers Amerikapolitik. Das Auswärtige Amt dachte anders, *Aussenpolitik*, nov. 1955, pp. 706-714.

*Taylor (F. Jay). — *The United States and the Spanish Civil War*. Introd. by Claude G. Bowers, New York, Bookman associates, 1955, in-8°.

Yenell (colonel Donovan P.) jr. — The German occupation of the Rhineland, *U. S. Naval Inst. proceedings*, nov. 1955, pp. 1205-1215, phot.

La réoccupation de la Rhénanie en mars 1936 et l'absence de réaction des puissances.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*Bekker (Cajus D.). — *Defeat at sea. The struggle and eventual destruction of the German Navy, 1939-1946*, New-York, Holt, 1955, in-8°, 222 p., ill.

L'auteur est un ancien officier de marine allemand fait prisonnier par les Britanniques en 1944.

Gunther (H. K.). — V. E. Day + 3652. Lessons of the German Defeat, *Mil. R.*, déc. 1955, pp. 40-44, carte.

*Lee (Asher). — *Air power*, London, Duckworth, 1955, in-8°, 200 p.

Étude générale d'après les combats de la deuxième guerre mondiale.

*Treue (Wilhelm). — *Invasionen 1066-1944. Eine Studie zur Geschichte des amphibischen Krieges*, Darmstadt, E. S. Mittler, 1955, in-8°, 63 p., cartes.

En Norvège, 1940 ; Afrique du Nord, 1942 ; à Tarawa, dans le Pacifique, en 1943 ; en Normandie en 1944.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERER

Jacobsen (Hans-Adolf). — Hitlers Ge-

danken zur Kriegführung im Westen, *Wehr-Wissenschaftl. Rundsch.*, oct. 1955, pp. 433-447.

La participation de Hitler au « plan Sichelschnitt ».

*Kingston McCloughry (E. J.), Air Vice-Marshal. — *The Direction of war*, London, Cape, 1955, in-8°, 261 p.

Critique de la direction politique et militaire de la guerre par les Alliés.

*Middeldorf (Eike), Maj. i. G. — *Taktik im Russlandfeldzug. Erfahrungen und Folgerungen*, Darmstadt, E. S. Mittler u. Sohn, 1955, in-8°, 200 p., cartes.

Rumpf (Hans). — Deutsche und englische Luftkriegsstrategie im zweiten Weltkrieg, *Wehrkunde*, oct. 1955, pp. 423-428.

TECHNIQUE ET ARMEMENT

*Busch (Harald). — *U.-boats at war*. Transl. from the German..., New York, Ballantine Books, 1955, in-8°, 188 p.

*Craven (Wesley Frank) and Care (Jameslee), edit. — *The Army Air Forces in World War II;* vol. 6 : *Men and planes*, Chicago, University of Chicago Press, 1955, in-8°, 859 p.

L'organisation et le matériel des Forces aériennes.

Heilmann (Will). — Rammfähre in sieben Minuten erbaut. Tradition und Einsatz der Eisenbahn pioniere. Eine technische Elitetruppe, *Frontsoldat*, nov. 1955, pp. 342-344.

Meister (Jürg). — Die sowjetrussischen amphibischen Operationen 1939-1945, *Marine Rundsch.*, sept-oct. 1955, pp. 124-137, cartes.

Nehring (Walter), Gen. der Panzertruppe. — *Panzer. Die Geschichte der deutschen Panzertruppe*, Bad Nauheim, Podzun-Verl., 1955, in-8°.

[Ogorkiewicz (R. M.).] — Panzer divisions, *Mil. R.*, oct. 1955, pp. 91-97.

Le développement de la « Panzer division » allemande de 1939 à 1945.

**Storia dell'artiglieria*. Parte V (*dal 1920 al 1945*). Vol. XVI : *L'artiglieria italiana nelle operazione belliche dal 1920 al 1945* a cura della Biblioteca d'Attiglieria e Genio, Roma, 1955, in-8°, 1.101 p.

Turner (Robert T.). — Irregular shrinkage on the Eastern Front, *Mil. R.*, nov. 1955, pp. 7-15, carte.

Transports militaires. Application aux opérations allemandes en U. R. S. S., 1941.

OPÉRATIONS

Apostolski (Mihailo), lieutenant-colonel général. — Oslobodjenje Makedonije. (La libération de la Macédoine), *Vojnoistor. glas.* (Belgrade), nos 2-3, juin 1955, pp. 76-100.

Arciszewski (F. A.). — Piersze osiem dni (3). Plany Naczelnego Wodza. (Les huit premiers jours (3e suite). Les plans de l'État-Major), *Mysl Polska* (London), 1er mai 1955, no 269, pp. 4-7.

Le front polonais de septembre 1939.

*Arct (Bohdan). — *W pogoni za Luftwaffe. Polscy Mysliwcy w pustyniach Tunisu.* (A la poursuite de la Luftwaffe. Les chasseurs polonais dans le désert de Tunisie), Edinburg, Sladnica Ksiegarnia, 1946, in-16, 107 p., ill., portr., front.

Souvenirs d'un capitaine-pilote : du Caire en Grande-Bretagne, par les batailles d'Afrique et de Malte.

Buchner (Alex). — Angriff in der Tundra. (Der Vortoss der 2. Geb. Div. Richtung Murmansk in der Zeit vom 29.6-11.9. 1941.), *Wehrkunde*, déc. 1955, pp. 639-548, cartes.

The Chindit operations of 1944, *J. of the R. Un. Service Inst.*, nov. 1955, pp. 622-625.

Campagne de Birmanie. Lettres à l'éditeur du Maj. De Gruchy et du Brig. M. R. Roberts.

*Crowl (Philip Axtell) and Love (Edmund G.). — *Seizure of the Gilberts and Marshalls*, Washington, Gov. Print. Off., suppt. of Doc., 1944, in-8°, 430 p., ill., cartes.

(U. S. Army in World War II ; War in the Pacific.)

Les opérations amphibies contre les atolls de Makin, Tarrawa, Kwajalein, Maduro et Eniwetok.

Djuričković (Boško), major général. — Kratak pregled borbi za oslobodjenje Crne Gore krajem 1944 godine. (Bref aperçu des combats pour la libération du Monténégro, fin 1944), *Vojnoistor.*

glas. (Belgrade), nos 2-3, juin 1955, pp. 101-119.

*Doerr (Hans), Generalmajor. — *Der Feldzug nach Stalingrad. Versuch eines Operativen Überblickes*, Darmstadt, E. S. Mittler u. Sohn, 1955, in-8°, 140 p., cartes.

Eygenraam (Paul). — Le rôle de la Royal Navy dans la libération des Bouches de l'Escaut, *L'Armée, la Nation*, 1er oct. 1955, p. 25-27, carte, ill.

*Fedorov (Pavel). — *V Augustovskikh lesakh.* (Dans les forêts d'Augusta), Moskwa, « Molodaja gvardija », 1954.

Guerre et résistance en Biélorussie occidentale.

Fukudomé (vice-amiral Shigeru). — Hawaii operation, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, déc. 1955, pp. 1314-1331, phot.

Pearl Harbor ; genèse, exécution et critique de l'opération, par un ex-officier supérieur de la Marine japonaise.

Hopffgarten (Hans-Joachim von). — Der Kampf um die Oderbrückenköpfe Lebus und Göritz (Febr.-Marz 1945), *Wehrkunde*, nov. 1955, pp. 474-481, cartes.

Khmara (Andrej). — Na Severo-Zapadnom napravlenii. Iz frontovykh zapisok Oficera. (En direction nord-ouest. Extraits du carnet de front d'un officier), *Kr. Zvezda*, 20, 30 juill. 1955.

La défense de Novgorod en août 1941.

*Kislyj (C.). — *Pobeda na Juge.* (Les victoires dans le Sud), Moskva, Voenizdat, 1955, in-8°, 127 p.

Lazarević (Božo), lieutenant-colonel général. — Uloga Jugoslovenskog ratnog vazduhoplovstva u zavranim operacijama za oslobodjenje Jugoslavije. (Le rôle de l'aviation militaire yougoslave dans les opérations finales pour la libération de la Yougoslavie), *Vojnoistor. glas.* (Belgrade), nos 2-3, juin 1955, pp. 251-262.

Lomacki (Mikołaj). — Jak wyzwolono Poznan. (Comment fut libéré Poznan), *Za Wolnosc i Lud*, févr. 1955, no 2, pp. 6-7, ill, carte.

*Madan (N. N.), lieutenant-colonel. — *The Arakan operations 1942-45*, New Delhi, Combined Inter-services Historical Section, India and Pakistan, 1955, in-8°, 371 p.

Malinin (M.), général. — Berlinskaja nastupitel'naja operacija Sovetskoj Armii. (L'offensive sur Berlin de l'Armée soviétique), *Krasnaja zvezda* (Moscou), 3 avr. 1955, p. 2, col. 1-3, schéma.

*Mellenthin (General von). — *The Panzer battles*, Londres, Cassell (1955), in-8°, xix-371 p., cartes et pl. h. t.

Michaux (Theo). — Rohstoffe aus Ostasien. Die Fahrten der Blockadebucher, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, nov. 1955, pp. 485-508.

**Monte Cassino ; w dziesieciolecie bitwy.* Opracował Jan Bielatowicz. Redaktor Zofia Kasprzycka. [Wstep. gen. Andersa.] (Le mont Cassin. Pour le dixième anniversaire de la bataille), Londyn, Stowarzyszenie Polskich Kombatantow i Komitet Obchodu Dziesieciolecia Bitwy, 1954, in-8°, x-66 p., notat. music., cartes, facsim., couv. ill.

Morvan (Jean). — Encore le réduit breton, *Écrits de Paris*, oct. 1955, pp. 79-83.

L'auteur était, en juin 1940, officier d'ordonnance du général Guitry, commandant la Xe région à Rennes.

Most (Viktor). — Padenie stolicy. (La chute de la capitale), *Novoe rus. slovo* (N. Y.), 22, 23, 24 mars 1955.

La prise de Kiev par les Allemands en septembre 1941.

*Mueller-Hillebrand (B.), General-Major. — *Die Blitzfeldzüge 1939-1941*, Darmstadt, E. S. Mittler u. Sohn, 1956, in-8°, 200 p.

(Das Heer 1939-1945. Bd. II.)

*Mueller-Hillebrand (B.), General-Major. — *Der Zweifrontenkrieg 1941-1945*, Darmstadt, E. S. Mittler u. Sohn, 1956, in-8°, 200 p.

(Das Heer 1939-1945. Bd. III.)

Okecki (Stanisław), général de brigade. — Pamietny szturm. (Un assaut mémorable), *Tryb. Ludu*, 6 mai 1955, no 124, p. 3.

Contre Wrocław en févr. 1945.

Okecki (Stanisław). — W dziesieciolecie zwycieskich walk 2 armii Wojska Polskiego. (Pour le dixième anniversaire des luttes victorieuses de la 2e Armée polonaise), *Nowe Drogi*, avr. 1955, no 4, p. 79-96, cartes, ordres de batailles.

Les opérations menées depuis le 21 juillet 1944 en liaison avec l'Armée Rouge.

*Pickert (Wolfgang). — *Vom Kuban-Brückenkopf bis Sewastopol. Flakartillerie im Verband der 17. Armee*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1955, in-8°, 143 p., cartes.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. VII.)

*Poolman (Kenneth). — *H. M. S. « Kelly »*. Préface de l'amiral comte Mountbatten. Traduit de l'anglais par R. Jouan, Paris, Éditions France-Empire (1955), in-8°, 318 p., ill. h. t.

Raus (Generalobert a. D.). — Die Schlacht bei Lemberg, *Allg. schweiz. mil. Zt.*, nov. 1955, pp. 833-844, carte. 13 au 23 juill. 1944.

*Renaud (Alexandre). — *Sainte-Mère-Église, première tête de pont américaine en France, 6 juin 1944*, S. l., Éditions Odile Pathé (1955), in-16, 200 p., ill. h. t.

*Scoullar (J. L.). — *Egypt 1942* (Official history of New Zeland in the Second World War), Oxford Univ. Pr., 1955, in-8°, 512 p.

6 juin 1944. Les Bérets verts à Riva-Bella, *R. Fr. Libre*, nov. 1955, pp. 9-11.

Terzić (Vladimir), lieutenant-colonel général. — Uloga Jugoslovenske armije u zavrsnim operacijama za oslobodjenje Jugoslavije. (Le rôle de l'Armée yougoslave dans les opérations finales pour la libération de la Yougoslavie), *Vojnoistor. glas.* (Belgrade), nos 2-3, juin 1955, pp. 5-21.

[Tippelskirch (K. von).] — The German Balkan Campaign of 1941, *Mil. R.*, nov. 1955, pp. 85-99, cartes.

Résumé de Der deutsche Balkanfeldzug 1941, dans : *Wehrwiss. Rundschau*, févr. 1955, pp. 49-65.

Tomsić (Janez). — Uloga jugoslovenske ratne mornarice u zavrsnim operacijama 4 armije 1945 godine. (Le rôle de la marine de guerre yougoslave dans les opérations finales menées par la 4e Armée en 1945), *Vojnoistor. glas.* (Belgrade), nos 2-3, juin 1955, pp. 229-250.

Trgo (Fabijan), colonel. — Oslobodjenje Dalmacije (september-december 1944 god.). (La libération de la Dalmatie [septembre-décembre 1944]), *Vojnoistor. glas.* (Belgrade), nos 2-3, juin 1955, pp. 43-75.

Vasilev (V. F.), Levinson (C. J.), Rudnev (V. S.). — Iz istorii osvoboditel'noj vojny narodov Jugo-Vostočnoj Azii v 1941-45 godakh. (Contribution à l'histoire de la guerre de libération nationale des peuples de l'Asie du S.-E. en 1941-45), *Voprosy istorii*, oct. 1955, no 10, pp. 45-58.

Vorob'ev (V.), général-lieutenant. — Vydajuščajasja pobeda sovetskikh vooružennykh sil. (Une grande victoire des forces armées soviétiques), *Krasnaja zvezda*, 3 sept. 1955.

Le rôle des troupes soviétiques dans la défaite du Japon.

Wagener (Carl). — Der Vorstoss des XXXX. Panzerkorps von Charkow zum Kaukasus. Juli-August 1942. Ein Beispiel für weitreichende Operationen mit schnellen Truppen, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, sept.-oct. 1955, pp. 397-408 et 447-459, cartes.

Wanty (Émile). — Les débarquements du 6 juin 1944, *R. gén. belge*, 15 juin 1955, pp. 1303-1317.

Organisation et prélude de l'opération « Overlord ».

Weber (Théo). — La bataille aérienne de Malte. Contribution à l'étude de l'interdépendance des opérations aériennes, terrestres et navales dans la stratégie de guerre, *Forces aériennes franç.*, oct., nov., déc. 1955, pp. 625-646, 791-816, 1050-1075, tabl., cartes.

Wolowski (Jacek). — Berlin, 2 maja 1945 r. (Berlin, le 2 mai 1945), *Zycie Warszawy*, 3 mai 1955, no 104, pp. 4-5.

Entrée du 2e bataillon du 1er régiment d'infanterie polonaise à Berlin.

*Woodward (David). — *The Secret raiders : the story of the German armed merchant raiders in the Second World War*, New York, Norton, 1955, in-8°, 288 p., ill., carte, diagr.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*Breithaupt (Hans). — *Geschichte der 30. Infanterie-Division. 1939-1945*, Bad Nauheim, H. Henning Podzun, 1955, in-8°, 321 p.

*Brewer (James H. Fitzgerald). — *History of the One Hundred and Seventy-fifth Infantry (Fifth Maryland)*, Bal-

timore, Maryland Histor. Soc., 1955, in-8°, 266 p., ill.

**Das Buch der 78. Sturm-Division*, Tübingen, Kameraden-Hilfswerk der *78.* Sturm-Division, 1955, in-8°, 328 p., ill., cartes.

**Catanoso* (Carmelo). — *Il 1° (Primo) Reggimento Alpini dal Don all'Oskol*, Genova, Stab. grafico Morino, 1955, in-8°, 107 p., carte h. t.

**Clarke* (Brig. Dudley). — *The Eleventh at war*, London, Michael Joseph, 1955.

Colonel X. — Le dernier combat du régiment Dirlewanger, *R. gén. belge*, 15 avr. 1955, pp. 1000-1014.

Le régiment disciplinaire Dirlewanger au cours des derniers combats devant Berlin et les massacres de Halbe (26 avr. 1945) ; considérations sur le soldat russe.

**Gontaut-Biron* (Ch.-A. de). — *Les dragons au combat. Journal de marche du 2e dragons. Campagne 1939-1945.* Préface du général Petiet, (Paris, impr. Maillet, 1954), in-16, 324 p.

**Joubert de La Ferté* (Sir Philip). — *The Third Service. The story behind the Royal Air Force*, London, Thames and Hudson, 1955, in-8°, xii-274 p., pl. h. t.

**Kemp* (Lieut.-Comm. P. K.). — *History of the 4th Battalion, King's Shropshire Light Infantry 1745-1945*, Shrewsbury, Wilding and Son, 1955.

**Krueger* (Gen. Walter). — *From down under to Nippon. The story of the Sixth Army in World War II*, Washington, Combat Forces, 1955, in-8°, xv-393 p., cartes, pl. h. t.

Opérations en Nouvelle-Guinée, les îles de l'Amirauté, les Philippines, occupation du Japon.

**Martineau* (G. D.). — *A History of the Royal Sussex Regiment. 1701-1953*, Chichester, Moore and Tillyer, 1955.

Miedzy Wisła a Sprewa. (Entre la Vistule et la Sprée), *Swiat*, 3 avr. 1955, n° 13, pp. 4-5, carte avec ordre de bataille.

Interview du général Wojciech Bawziuk, commandant la 1re division d'infanterie Kosciuszko en 1945. Les opérations du printemps 1944 à Praga, celles de Berlin en mai 1945.

Morača (Milutin), lieutenant-colonel. — Prva armija u završnim operacijama Jugoslovenske armije za oslobodjenje Jugoslavije. (La Ire armée yougoslave au cours des opérations finales pour la libération de la Yougoslavie), *Vojnoistor. glas.* (Belgrade), nos 2-3, juin 1955, pp. 120-154.

**Parsons* (A. D.), Robbins (D. I. M.), Gilson (D. C.), compilers. — *The Maroon square. A history of the Fourth Battalion, the Wiltshire Regiment (Duke of Edinburgh's) in North-West Europe 1939-46*, London, Franey, 1955, in-8°, 231 p., pl. h. t., cartes.

**Seth* (Ronald). — *Lion with blue wings. The story of the Glider Pilot Regiment 1942-1945*, London, Gollancz, 1955, in-8°, 245 p., pl. et cartes h. t.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Barcia Trelles (C.). — Los papeles de Yalta : estudio preliminar, *Polit. Intern.* (Madrid), mars 1955, pp. 159-178.

Cairns (John C.). — Great Britain and the fall of France : a study in allied disunity, *J. of modern Hist.*, déc. 1955, pp. 365-409.

Étude critique sur les relations politico-militaires entre la France et la Grande-Bretagne (mai-juin 1940).

Controversy over king Gustav V. « Linked with Germany », *Times*, 14 nov. 1955, p. 7.

A propos d'un télégramme du prince de Wied, alors ambassadeur à Stockholm, à Ribbentrop, en 1941, au sujet du transit d'une division allemande à travers la Suède et la Norvège.

Documentary Report on Soviet entry into war against Japan , by the Secretary of Defense, *New York Times*, 20 oct. 1955, pp. 2-5.

Texte du rapport officiel publié par le Département de la Guerre concernant la question de l'intervention russe contre le Japon, de Pearl Harbor au mois d'août 1945.

Cf. une analyse de ces documents par F. Debyser, dans *Politique étrangère*, déc. 1955, pp. 733-746.

Documentos de Yalta. Ia y 2a Seleccion, *Politica Internacional* (Madrid), mars et juin 1955, pp. 178-190 et 199-237.

**Duclos* (R. P. Paul). — *Le Vatican et la seconde guerre mondiale*, Paris, Pedone, 1955, in-8°.

The Entry of the Soviet Union into the War against Japans military plans, 1941-1945. Extracts from the Report released by the Department of Defense on Oct. 19, 1955, *U. S. News and World Rep.*, 28 oct. 1955, pp. 68-74.

*Frischauer (Willi), Jackson (Robert). — *The Altmark affair*, New York, Macmillan, 1955, in-8°, 253 p., ill.

Hecker (Hellmuth). — Die Aufteilung des Balkans zwischen Grossbritannien und der Sowjetunion im Jahre 1944, *Osteuropa*, août 1955, p. 251-254.

*Kuter (Laurence S.). — *Airman at Yalta*, Boston, Little, Brown, 1955, in-8°, 180 p., ill.

La Conférence de Yalta, témoignage du général de l'Air américain, expert des questions aériennes.

Mel'nikov (D.), Cernaja (L.). — Za kulissami vojny. (Dans les coulisses de la guerre), *Novij mir* (Moscou), mai 1955, pp. 165-178.

Les agissements anglo-saxons contre l'U. R. S. S. pendant la deuxième guerre mondiale.

Mosely (Philip E.). — Hopes and failures : American policy toward East Central Europe 1941-1947, *Rev. of Politics*, oct. 1955, pp. 461-485.

Échec de la politique de guerre américaine en Europe orientale.

The Real Story of Mac Arthur and the Russians. No part in Yalta. Disagreement over request of Red aid, *U. S. News and World Rep.*, 28 oct. 1955, pp. 31-36.

Mac Arthur nie toute responsabilité dans les décisions prises à Yalta concernant l'intervention soviétique contre le Japon.

Texts of additional documents on the Yalta Conference released by the U. S., *New York Times*, 30 déc. 1955, pp. 4-5.

Reproduction des derniers documents sur la Conférence de Yalta publiés par le Département d'État, le 29 décembre, accompagnée d'un commentaire de présentation, pp. 2-4.

Vucković (Vojislav). — Politika Osovine prema Jugoslaviji (1936-1941) u svetlosti objevljenih osovinskih dokumenata. (La politique de l'Axe envers la Yougoslavie (1936-1941) à la lumière des documents italo-allemands publiés), *Jugosl. R. za medjun. pravo* (Belgrade), n° 2, 1954, pp. 23-41.

Wagner (Wolfgang). — Eden und die Oder-Neisse-Linie. Die deutsche Ostgrenze in den Jalta-Dokumenten, *Aussenpolitik*, nov. 1955, pp. 714-721.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Bednarz (Ladislas). — *Le camp d'extermination de Chelmno sur la Ner.* Trad. de Léon Fail. Avant-propos de Louis de Villefosse, Paris, Éditions de l'Amitié franco-polonaise, 1955, in-8°, 80 p.

*De Guercio (Alfonso). — *All'ombra dell'Himalaia*, Milano, Gastaldi editore, 1955, in-16, 220 p.

Souvenir d'un prisonnier italien dans un camp indien (camp de Yol).

10 [Dziesiec] lat temu w hitlerrowskich obozazh koncentracyjnych. (Il y a dix ans dans les camps de concentration hitlériens), *Słowo Powszechne*, 3 mai 1955, n° 104, 8 p. ill.

Souvenirs sur les camps de Dachau, Sachsenhausen, Auschwitz, et commémorations du dixième anniversaire de leur libération.

*Larsen (Otto). — *Nightmare of the innocents*, London, Melrose, 1955, 240 p.

Souvenirs d'un Norvégien prisonnier en U. R. S. S. jusqu'en 1953.

*Odenigo (Armando). — *Prigioni moscovite. Sei anni di esperienza sovietiche*, Bologna, Cappelli, 1955, in-8°, 303 p.

(Coll. « Testimoni per la Storia del nostro tempo », vol. XXVIII.)

Ministre plénipotentiaire de la République sociale italienne fait prisonnier en Roumanie par les Russes.

**Un secteur de la Résistance française. Livre Blanc sur Buchenwald*, (Paris), Les Éditions de la Déportation et de la Résistance, [1955], in-4°, 452 p.

*Simon (André). — *Jours sans date. Témoignages de vie... Stalag XII A*, Angoulême, Éditions Coquemard (1955), in-16, 160 p.

*Wentzel (Fritz). — *Le prisonnier récalcitrant.* Adaptation française de Gerty Colin, Paris, Julliard, 1955, in-16, 224 p.

(Coll. « Risques et Périls ».)

Vie des prisonniers allemands au Canada.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Aus dem Prozess der Sieges, *Deutsche Soldaten Ztg.*, déc. 1955, pp. 3 et 5.

Le procès de Nuremberg.

*Benton (Wilbourne E.), Grimm (Georg). — *Nuremberg : German views of the war trials*, Dallas, Southern Methodist Univ. pr., 1955.

Margolin (J.). — Santast (iz lagernykh vospominanij). (Le service de santé. Souvenirs concentrationnaires), *Novoe rus. slovo* (N. Y.), 3 avr. 1955.

Arrestation, en 1940, des Juits autrichiens réfugiés à Lvov annexé par les Soviets, leur transfert au camp « Carré 48 », région d'Onega.

*Marx (Hugo). — *Die Flucht. Jüdisches Schicksal 1940*, Düsseldorf, Verl. Allg. Wochenzeitung d. Juden in Deutschland, 1955, in-8°, 194 p.

*Poliakov (Leon), Wulf (Josef). — *Das Dritte Reich und die Juden. Dokumente und Aufrätze*, Berlin-Grunewald, Arani-Verl. (1955), in-4°, x-457 p., ill., fac-sim.

Édition remaniée et augmentée de l'ouvrage de Léon Poliakov, *Bréviaire de la haine, le IIIe Reich et les Juifs*, Paris, Calmann-Levy, 1951.

Skarzynski (Gygmunt). — Katyn i Polski Czerwony Krzyz. (Katyn et la Croix-Rouge polonaise), *Kultura*, mai 1955, n° 5, pp. 127-141.

Récit de la visite de Katyn faite par l'auteur en avril 1943 en qualité de Secrétaire général de la Croix-Rouge polonaise.

Thime (Hans). — Katyn, ein Geheimnis? *Vierteljahrsh. f. Zeitsgeschichte*, oct. 1955, pp. 409-412.

Contrairement à l'opinion émise par Otto Forst de Battaglia dans son ouvrage : *Zwischen Europa*, l'auteur estime que l'affaire de Katyn n'est nullement mystérieuse et qu'on ne saurait douter de la responsabilité soviétique.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*De Monte (Mario). — *Uomini ombra. Ricordi di un addetto al Servizio Segreto navale 1931-1943*, Roma, Nuova editoriale Marinara italiana, 1953, in-8°, 253 p.

Le Service de renseignements de la Marine italienne pendant la guerre. Espionnage et contre-espionnage.

*James (William). — *The Eyes of the Navy*, London, Methuen, 1955, 237 p.

Organisation du Naval Intelligence Service, par Sir Reginald Hall.

*Kirst (Hans Hellmut). — *Die letzte Karte spielt der Tod. Roman der Spionage*, Wien, München, Basel, K. Desch (1955), in-8°.

L'affaire Richard Sorge.

Meyer (Georges). — La guerre psychologique dans la deuxième guerre mondiale, *Hommes et Mondes*, nov. 1955, pp. 560-572.

*White (John Baker). — *The Big lie*, London, Evans, 1955, in-8°, 220 p., ill.

La guerre psychologique.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

Bamberg (Lotte). — Erinnerung aus Dritte Reich. An der Oberfläche Untergetaucht, *Frankf. Hefte*, nov. 1955, pp. 803-808.

Mémoire d'une Israélite allemande. Sa vie dans l'illégalité à Berlin.

Bracher (Karl Dietrich). — Die Auflösung der Weimarer Republik. Eine Studie zum Problem des Machtverfalls in der Demokratie, Stuttgart, Ring-Verlag, 1955, in-8°, xxiii-754 p. (Schriften des Instituts f. Politische Wissenschaft. Bd. 4.)

La montée du national-socialisme.

**Documents on the occupation of Germany 1945-1954*. Selected and edited by Beate Ruhm von Oppen, London, Oxford University Press, 1955, in-8°, xxviii-660 p., pl. h. t.

(Issued under the auspices of the Royal Institute of International Affairs.)

Hähnel (Kurt). — Hitler verbot zweimal das Sturm-Gewehr, *Frontsoldat*, nov. 1955, pp. 331-333.

*Krätschmer (Ernst-Günther). — *Die Ritterkreuzträger der Waffen SS.*, Göt-

tingen, Plesse Verl. (1955), in-8°, 439 p., ill.

(Die Waffen. SS. Bd. II.)

Langenbach (H. J.), Stork (J. W.). — Die deutsche Industrie und Hitlers Finanzierung, *Frankf. H.*, déc. 1955, p. 855-865.

Réfutation de l'ouvrage de Lochner, *Tycoons and Tyrant*, Chicago, 1954, plaidoyer en faveur des industriels allemands.

*Lochmann (Gustav). — *Als der Ami kam. Fulda in der Stunde der Entscheidung*, Fulda, Fuldaer Verl. Anst., 1955, in-8°, 150 p.

Mel'nikov (D.). — Pered Koncom (avant la fin), *Mezdun. Zizn'*, mai 1955, pp. 72-86.

La situation intérieure du IIIe Reich à la veille de la défaite.

*Pohle (Heinz). — *Der Rundfunk als Instrument der Politik. Zur Geschichte des deutschen Rundfunks 1923/38*, Hamburg, Verl. Hans Bredow-Institut, 1955, in-8°, 480 p.

(Wissenschaftl. Schriftenreihe f. Rundfunk u. Fernschen Bd. I.)

*Schüddekopf (Otto Ernst). — *Heer und Republik. Quellen zur Politik der Reichswehrführung. 1918-1933*, Hannover, Frankfurt a. M., O. Goedel, 1955, in-8°, 400 p.

Seraphim (Hans-Günther). — SS-Verfügungstruppe und Wehrmacht, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, déc. 1955, pp. 569-587.

*Tenenbaum (Joseph). — *Race and Reich : The story of an epoch*, New York, Bookman associates, 1955.

La notion de race dans le IIIe Reich et ses aspects politiques, économiques, militaires et médicaux.

*Weymar (Paul). — *Konrad Adenauer. Die autorisierte Biographie*, München, Kindler Verl. (1955), in-8°, 782 p., ill. h. t.

Sa vie sous le gouvernement national-socialiste. Persécution, son refus d'entrer dans la Résistance, pp. 144-254.

ÉTATS-UNIS

*Coates (Col. John Boyd jr), Hoff (Ebbe Curtis), edit. — *Preventive medecine in World War II.* Vol. 2 : *Environmental Hygiene*, Washington, Gov. Print. Off., Supt. of Doc., 1955, in-8°, 411 p., ill., diagr.

(U. S. Dept. of the Army. Office of the Surgeon gen.)

*Jeffcott (Col. George F.). — *United States Army Dental Service in World War II*, Washington, Gov. Print. Off., 1955, in-8°, 371 p., ill., diagr.

(Medical Dept. of the U. S. Army Series.)

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

*Catoire (Maurice). — *La Direction des services de l'Armistice à Vichy.* Préface du général Weygand, Paris, Berger-Levrault, 1955, in-8°.

*Deroo (André), abbé. — *L'épiscopat français dans la mêlée de son temps. 1930-1954.* Préf. de S. Ém. le cardinal Liénart, Paris, Bonne Presse, 1955, in-8°, 432 p.

Lieutenant-colonel X. — Quelques autres précisions sur le « maquis du Vercors », *R. mil. suisse*, déc. 1955, pp. 545-559.

Critiques par un officier français des articles du général Revol.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Crawford (J. G.), Donald (C. M.), Dowsett (C. P.), Williams (D. B.), Ross (A. A.). — *Farms at war. Wartime agriculture in Australia and New Zealand, 1939-50.* (A publication of the Food Research Inst. of Stanford Univ.), Stanford, Univ. Pr., 1955, in-8°, 354 p.

O'Brien (T. H.). — *History of the Second World War (United Kingdom Civil Series) — Civil Defence*, London, H. M. S. O., 1955, in-8°, xvi-559 p.

Wood (Alan), Wood (Mary). — *Islands in danger. The story of the German occupation of the Channel*, London, Evans, 1955, in-8°, 255 p., pl. h. t.

Guernesey pendant l'occupation.

ITALIE

*[Autori Vari.] — *La Resistenza al fascismo. Scritti e testimonianze a cura di M. Milan e F. Vighi.* Préf. di G. Pi-

RELLI, Milano, Feltrinelli, 1955, in-16, 246 p.

Anthologie des écrits antifascistes les plus caractéristiques de l'avènement à la chute du Régime.

CATALANO (Franco). — La Missione del C. L. N. A. I. al Sud (novembre-dicembre 1944), *Movimento di Liberazione in Italia*, mai 1955, pp. 3-43.

C. L. N. A. I. = Comitato Liber. Naz. Alta Italia.

**Il Contributo socialisto nella Resistenza in Piemonte 1943-1944*, a cura di Domenico ZUCARO, Torino, ediz. « il Grido del Popolo », 1955, in-8°, 159 p.

La Corrispondenza clandestina fra G. A. Mana e G. Battisti tra la fine del'43 e il maggio del'44 (a cura di B. Rizzi), *Mov. di Liber. in Italia*, juill. 1955, pp. 32-41.

COSTA (Franco). — Appunti per una storia della Resistenza nell'Oltrepo Pavese, *Mov. di Liber. in Italia*, juill. 1955, pp. 3-32.

*GADDI (Giuseppe). — *Saggio sulla stampa clandestino della Resistenza veneta*. Pref. di E. MENEGHETTI, Bologna, ediz. Athena, 1955, in-8°, 200 p.

JAMINI (Antonio Luksich). — Il Salvataggio degli Ebrei a Fiume durante la persecuzione nazi-fascista, *Mov. di Liber. in Italia*, juill. 1955, pp. 44-48.

*MICHELI (Silvio). — *Giorni di fuoco*. Roma, edit. riuniti, 1955, in-8°, 411 p.

Combats livrés par les partisans pour la libération de Cuneo, de Fara, Romagnono, etc..., le sauvetage du port de Gênes, la bataille du Haut-Frioul.

MONDRONE (D.), S. I. — Epistolari della Resistenza, *Civiltà cattol.*, 5 nov. 1955, pp. 282-295.

D'après les publ. des *Lettere di condannati a morte della resistenza*, italiennes et européennes.

NITTI (Francesco). — Diario dell'occupazione tedesca in Barletta (settembre 1943), *Mov. di Liber. in Italia*, mai 1955, pp. 44-50.

Barletta (Pouilles) entre Foggia et Bari.

*PALLOTTA (P.). — *L'Esercito italiano nella seconda guerra mondiale attraverso i giudizi dei comandanti avversari e alleati*. A cura del T. C. (R. O.) Rodolfo PEDE, Roma, tip. « Madonna delle Grazie », 1955, in-8°, VII-23 p.

*PELLIN (Antonio). — *La Provincia di Belluno anessa al terzo Reich*, Feltre, ed. P. Castaldi, 1955, in-8°, 51 p.

La résistance à l'Allemagne vue par un prêtre de Bellune.

REA (Salvatore). — Fucilazione a Napoli. Cronaca e storia, *Mondo*, 24 mai 1955, p. 14.

Les journées du 8 au 12 septembre 1943 à Naples. Témoignage.

*ROATTA (Mario). — *Siaccalli adosso al S. I. M.*, Roma, Corso, 1953, in-8°, 359 p.

(Coll. « Documenti della 2° guerra mondiale », vol. IX.)

Histoire du « Service d'information militaire » de 1934 à 1937 par son ancien chef.

*ROSSINI (Giuseppe). — *Il Fascismo e la Resistenza*, Firenze, ed. 5 lune, 1955, in-16, 109 p.

*SPINELLI (Vittorio). — *Polemiche*, Milano, C. E. I., 1955, in-8°, 120 p.

L'auteur s'en prend aux principaux dirigeants du fascisme, coupables d'avoir trahi Mussolini le 25 juillet, ainsi qu'aux chefs actuels du M. S. I.

*SUSMEL (Edoardo e Duilio). — « *Opera Omnia* » *di Benito Mussolini*. Vol. XVI : *Dal Trattato di Rapallo al prime discorse alla Camera (13 nov. 1920-21 giugno 1920)*. — Vol. XVII : *Dal primo discordo alla Camera alla Conferenza di Cannes (22 giugno 1921-13 gennaio 1932)*, Firenze, La Fenice, 1955, 2 vol. in-8°, VI-502 et 456 p.

TAGLIACOZZO (Enzo). — Una storia della Resistenza, *Mondo*, 18 oct. 1955, p. 8.

Sur l'*Histoire de la Résistance italienne* de Massino SALVADORI.

TARCHIANI. — L'Antifascismo liberale dopo l'Aventino, *Mondo*, 27 déc. 1955, 3, 10 janv. 1956 (et suivants), pp. 13-14.

Comment fut préparée et réalisée en 1928 l'évasion de Carlo Rosselli, Emilio Lussa et Fausto Nitti, confinés aux îles Lipari.

TRABIUCCHI (R.). — Il Primo Congresso di studi della Resistenza nel Veneto, *Mov. di Liber. in Italia*, juill. 1955, pp. 48-51.

VALOBRA (Franco). — Filmografia sulla

Resistenza italiana, *Mov. di. Liber. in Italia*, mai 1955, pp. 52-98.

Films ayant pour thème la Résistance.

*Vigano (Renata). — *Donne della Resistenza*, Bologne, Steb, 1955, in-8°, 64 p.

L'héroïsme des femmes communistes dans la guerre de libération.

POLOGNE

Borowski (Wi old) [Antek]. — I [Pierwszyl] Maja 1944 r. (Le 1er mai 1944), *Zycie Warszawa*, 2 mai 1955, n° 103, p. 4.

A Varsovie, sous l'occupation allemande, manifestations de l'Union de la Jeunesse combattante en liaison avec l'Armée du Peuple (A. L.).

*Heike (Otto). — *Das Deutschtum in Polen. 1918-1939*, Bonn, Selbst Verl., 1955, in-8°, 296 p.

ROUMANIE

Grayson (Benson Lee). — Communist subversion of the Romanian Army, *Military Rev.*, janv. 1956, pp. 29-32.

SUISSE

*Maetzke (Ernst Otto). — *Die deutschschweizerische Presse zu einigen Problemen des zweiten Weltkrieges*, Tübingen, J. C. B. Mohr, 1955, in-8°, VIII-109 p.

U. R. S. S.

Dmitriev (général V.). — Železnodorožnyj transport v Velikoj otečestvennoj vojne. (Les transports ferroviaires pendant la grande guerre nationale), *Gudok*, 7 mai 1935.

Garder (M.), capitaine. — De l'armée impériale à l'armée soviétique, *R. Déf. nat.*, oct. 1955, pp. 334-351.

*Kučer (Vasil'). — *Černomorcy. Ceux de la mer Noire*, Moskva, Voenizdat, 1955, 470 p.

Roman sur la guerre de libération nationale en Crimée.

Mesnjaev (G.). — Evrejskaja bol'nica, (L'hôpital juif), *Vozrozdenie (Paris)*. n° 40, avr. 1955, pp. 75-88.

Souvenirs sur l'occupation allemande de Rostov-sur-le-Don.

Palant (M.). — Trudjasciesja Moskvy na zascite stolicy v 1941 g. (Les travailleurs de Moscou et la défense de la capitale en 1941), *Prep. istorii v skole*, n° 2, mars-avr. 1955, pp. 49-55.

Sinicyn (A.). — Crezvycajnye organy sovetskogo gosudarstva v gody Velikoj otecestvennoj vojny. (Les organismes extraordinaires de l'État soviétique pendant la grande guerre nationale), *Vopr. Istorii*, n° 2, févr. 1955, pp. 32-43.

V boevom stroju. (Dans les rangs de l'armée), *Novorossijsk*, 1955.

Recueil d'articles de plusieurs auteurs, anciens combattants de la deuxième guerre mondiale. C. R. dans *Krasnaja zvezda*, 2 sept. 1955.

**Za nasu sovetskuju rodinu.* (Pour notre patrie soviétique), Moskva, Voenizdat, 1955, in-8°, 867 p.

Récits sur la guerre de 1941-1945.

Zukov (maréchal G.). — Desjataja godovscina velikoj pobedy. (Dixième anniversaire de la grande victoire), *Pravda*, 8 mai 1955, p. 2, col. 1-3.

Article publié à l'occasion de la journée de la victoire et faisant suite à l'exposé du maréchal Konev à la réunion au Grand-Théâtre (Pravda, 9 mai).

YOUGOSLAVIE

Moraca (Pero), colonel. — Moralni faktor u narodnocalobodilackom ratu. (Le facteur moral dans la guerre de libération nationale), *Vojnoistor. glas.* (Belgrade), nos 2-3, juin 1955, pp. 263-280.

Le 6 janvier 1956.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3018 - 4 - 1956
Édit. n° 24.219 Dépôt légal, 2e trimestre 1956 Impr. n° 993

SUR L'ARMISTICE « GERMANO-YOUGOSLAVE »

(7 AVRIL 1941)

(Peut-on dire qu'il y eut réellement un armistice?)

Le renversement du Cabinet Cvetkovic Macek le 27 mars 1941, qui venait de signer deux jours auparavant l'adhésion de la Yougoslavie au Pacte tripartite, et l'agression allemande, italienne, hongroise et bulgare qui suivit contre la Yougoslavie, le 6 avril 1941, eurent une influence considérable sur le cours de la guerre.

Le plan *Barbarossa* d'invasion de l'U. R. S. S. dut être retardé de quatre à six semaines (1) ; la Yougoslavie entra dans la guerre aux côtés des Alliés et pendant quatre ans son sol fut le théâtre de luttes d'une rare violence, même après la capitulation de l'*O. K. W.* le 6 mai 1945 ; c'est sur le sol yougoslave que la *Wehrmacht* tira le dernier coup de feu.

Or, la thèse juridique des États de l'axe fut que, d'après *les dispositions d'application de la convention d'armistice entre les forces armées allemandes et yougoslaves le 17 avril 1941*, la Yougoslavie n'existait plus en tant qu'État et ne pouvait plus, par conséquent, être en état de guerre.

Sur ce point, comme sur tant d'autres, la documentation est rare ; dans la période du 6 au 17 avril 1941, le gouvernement yougoslave fut constamment sur les routes, accomplissant plus de 500 kilomètres, sans liaison souvent avec les différents organismes de l'appareil de l'État ; une partie des archives, transportées en exil, ne sont pas accessibles ; une autre partie fut détruite ; toutefois, nous avons trouvé dans le fonds ramené à Belgrade un document essentiel : les « procès-verbaux » du gouvernement yougoslave du 27 mars au 4 juin 1941.

Quant aux documents militaires, ceux du commandement suprême en particulier, ou bien ils ont été brûlés par ordre — bien que le commandant en chef, le général Kalafatovic, ait commandé le 15 avril, peu de temps avant d'être fait prisonnier, de mettre fin à la destruction — ou bien ils sont tombés aux mains des Allemands, et on ne sait plus

(1) Déclarations de Gœring et de W. Varlimont au *Procès de Nuremberg*, t. V, p. 740.

rien d'eux. Il en est de même des archives des États-Majors de groupes d'armées, d'armées et de divisions : seule une partie a été retrouvée après la guerre.

Les sources en provenance de l'Allemagne, de l'Italie et des autres pays satellites, relatives à la Yougoslavie, ont été généralement conservées ; mais elles ne sont pas toujours accessibles ; les documents publiés au procès de Nuremberg, néanmoins, permettent de comprendre l'attitude de l'Allemagne et des autres puissances de l'axe. Il est vrai que l'original du document essentiel — les *Dispositions d'application de la convention d'armistice entre les forces armées allemandes et yougoslaves le 17 avril 1941* — se trouve, paraît-il, aux États-Unis (1), mais nous avons pu en consulter une traduction en serbe que nous avons tout lieu de croire correcte ; d'autre part, nous avons pu consulter les papiers de la II^{e} Armée italienne tombés aux mains des partisans yougoslaves au mois de septembre 1943.

Ces sources « primaires » peuvent être complétées — l'opération est toujours délicate — par les déclarations des participants aux événements. La section historique de l'État-Major de l'armée yougoslave a entrepris, non sans audace, de recueillir les déclarations de tous les commandants des groupes d'armées, ainsi que des chefs d'armée et de divisions de l'armée yougoslave sur les événements d'avril 1941. Cette documentation est ouverte aux chercheurs de l'*Institut d'Histoire militaire* à Belgrade ; mais elle doit être abordée avec précaution ; on ne sait pas si les déclarations ont été rédigées à l'aide de notes écrites sur le moment, ou avec le seul concours des souvenirs, cinq ans après ; ni si les rédacteurs possédaient des documents. Sans oublier que, ces déclarations devant être rendues publiques, on peut craindre que tout n'ait pas été dit ; certains généraux, à leur retour des camps de prisonniers, ont pu redouter que des comptes leur soient demandés. (Notons que, à la différence de ce qui s'est passé en France, aucune enquête parlementaire n'a été entreprise en Yougoslavie.)

Certaines lacunes d'information pourront être comblées grâce aux journaux personnels ; tel celui du général Danilo Kalafatovic, nommé commandant en chef le 14 avril 1941 ; mais nous n'avons pas pu le consulter. — Par ailleurs, les mémoires abondent, les *Carnets* du comte Ciano étant parmi les plus intéressants des ouvrages publiés à l'étranger ; on peut tenir compte aussi des mémoires des ministres du cabinet du 27 mars 1941, édités en Yougoslavie, ainsi que des polémiques entre personnages politiques encore exilés aujourd'hui.

Bref, on est en droit de penser que la documentation est suffisante pour établir que l'état de guerre entre l'Allemagne, l'Italie et les pays satellites d'un côté, et la Yougoslavie de l'autre, n'a été ni interrompu ni terminé par l'acte du 17 avril 1941.

(1) D'après la revue *American Archivist*.

* * *

En prenant la décision d'attaquer la Yougoslavie le 27 mars par son *ordre 25*, Hitler a déclaré : « *Jugoslawien militarisch und als Staatsgebilde zu zerschlagen.* »

L'attaque commença le 6 avril au matin par un violent bombardement aérien sur Belgrade ; les opérations allemandes eurent pour objet de couper la Yougoslavie de la Grèce ; la XII[e] armée allemande prit Skoplje le 7 avril ; le 10 avril, Zagreb, capitale de la Croatie, était occupée : le front fut dès lors en dissolution. Commença alors l'attaque italienne, le 11 avril, par la II[e] armée concentrée aux environs de Trieste et de Gorizia ; les Hongrois passèrent la frontière le lendemain 12 avril, jour où Belgrade tomba. Hitler donna alors ses *Directives provisoires pour le démembrement de la Yougoslavie*, décidant l'annexion d'une partie, l'occupation d'une autre, la cession d'une troisième aux États satellites.

Le Gouvernement yougoslave quitta la Serbie pour la Bosnie et parvint le 13 avril, dans le petit village de Pale, dans la montagne, à 20 kilomètres de Sarajevo, où se trouvait — la liaison étant assurée par route et par fer — le haut État-Major. Ce même jour eut lieu un Conseil des Ministres, présidé par le général Dusan Simovic, qui était en même temps commandant en chef. Ce fut la dernière réunion avant que le gouvernement ait quitté le pays.

Que s'est-il passé à cette réunion? Les points de vue diffèrent ; selon le général Simovic, le gouvernement aurait décidé de demander l'armistice ; les autres membres du gouvernement affirment le contraire. Dans les *procès-verbaux* du gouvernement, on peut lire :

> Le Président du Conseil fait un exposé détaillé de la situation militaire sur les fronts. MM. Jeftic, Banjanin et Nincic participent à la discussion. On conclut que les membres du gouvernement se mettront en route le 14 avril de bonne heure dans la direction de Niksic. On décida ensuite qu'il fallait faire partir ailleurs les hommes politiques qui ont accompagné le gouvernement, ainsi que ceux en train d'arriver. Sur la proposition de Dr. Nincic, on envoya à Risan les membres de la section de propagande du ministère des Affaires étrangères.

Il résulte de toute évidence de ce procès-verbal que le gouvernement n'a pris aucune décision concernant l'armistice. C'est ce que confirment dans leurs Mémoires deux membres du gouvernement. Voici ce qu'écrit M. Cubrilovic (1) :

> Le lendemain, 10 avril, à 10 heures du matin, une séance solennelle et plénière du Conseil des Ministres eut lieu dans le couvent des religieuses blanches à Pale. Au cours de cette importante séance, le Président du Conseil et Com-

(1) B. Cubrilovic, *Zapisi iz tudzine*, Seravejo, 1946, p. 14.

mandant en Chef M. Simovic exposa pour la première fois franchement la situation militaire et politique du pays. L'exposé sur les opérations militaires était tout à fait pessimiste... Il ne nous restait qu'à organiser le front à partir du littoral monténégrin serbe dans la direction de Drina, et à travers les montagnes d'Herzégovine et de Monténégro dans la direction de Metshija. Pour ce faire, le gouvernement devrait se retirer le plus tôt possible vers Niksic. Beau programme et belle action. Seulement n'était-il pas trop tard déjà... Après que le Président Simovic eut fait ces exposés, tout le monde se tut, comme si nous étions accablés d'un lourd fardeau. Néanmoins, un peu plus tard, une discussion s'engagea à laquelle participèrent maints personnages, parmi lesquels le Ban M. Subasic et M. Banjanin. Le procès-verbal fut dressé par M. Kosanovic. En somme, le gouvernement décida de partir de Niksic, tout en continuant la lutte jusqu'au bout. On ne dit mot ni de l'armistice ni de la capitulation.

C'est une thèse semblable que soutient Sava Kosanovic dans ses Mémoires (1) :

La dernière séance du gouvernement dans le pays se tint le 13 avril dans le couvent des religieuses à Pale près de Sarajevo. Au cours de cette séance, Simovic répéta sa phrase : « La situation est grave, mais non critique. » A la question du ministre Banjanin, si l'on a prévu encore une ligne de défense, Herzégovine-Monténégro-Sandzak, Simovic donna une réponse affirmative d'une façon catégorique et dit que c'est sur cette ligne que l'ennemi serait arrêté, sinon à la rivière Bosna, etc. On sut plus tard que, dès le 13 avril, Simovic, sans consulter le gouvernement, avait donné l'ordre au général Kalafatovic d'effectuer la capitulation.

Contrairement au procès-verbal de séance et aux affirmations de ces deux ministres, le général Simovic a soutenu, et semble encore soutenir, que le gouvernement a pris ce jour la décision de conclure l'armistice (2).

Dans les archives de l'*Institut d'Histoire militaire* de Belgrade se trouve l'ordre, transmis après la séance du 13 avril par le général

(1) S. Kosanovic, *Sta se moglo videti iz emigracije*, Beograd, 1945, p. 5.

(2) Du point de vue juridique, on ne saurait accepter le procès-verbal dont on parle ici comme tel, parce qu'il ne fut pas attesté par les signatures des membres du gouvernement, même pas par la signature du ministre qui fut chargé de le dresser, Sava Kosanovic.

Cependant, du point de vue historique, dans une certaine mesure, on ne saurait nier l'authenticité du procès-verbal de la séance du gouvernement du 13 avril, car il fut dressé vraiment par la main de Sava Kosanovic.

On peut soulever une autre question : ce procès a-t-il été dressé pendant la séance même ou bien postérieurement à celle-ci, peut-être avec des notes prises au cours de la séance. Cette question s'est posée à nous, car nous avons remarqué, en consultant l'original du procès-verbal, qu'il était écrit sur du papier employé d'habitude par l'administration britannique ; on y voit clairement le filigrane des armes britanniques. Un papier de cette sorte n'était pas employé à Belgrade, et surtout pas dans l'administration d'État yougoslave. Ce fait pourrait nous faire conclure que le procès-verbal en question fut dressé à partir des notes prises au cours de la séance même, seulement après que le gouvernement eut quitté la Yougoslavie, donc après le 15 avril, au plus tôt lorsqu'il arriva en Palestine.

Simovic au général Danilo Kalafatovic, nommé commandant en chef le 14 avril :

Mon Général,

Le gouvernement royal, à sa séance plénière le 13 courant à Pale, a décidé ce qui suit :

1. Que nous prenions toutes les mesures nécessaires pour obtenir l'aide que nous avons déjà demandée aux Alliés, à savoir : en aviation, en unités blindées et en autre matériel, en ravitaillement de nos troupes, de même qu'en ce qui concerne l'arrivée de la flotte alliée dans nos eaux territoriales.

2. Que notre armée continue la résistance en profondeur, en profitant surtout des avantages du terrain montagneux peu praticable, favorable à la défensive, en Serbie méridionale, en Bosnie et Herzégovine, et en Monténégro. Dans ce but, il faut prendre des mesures urgentes pour établir et organiser des lignes favorables de défense, selon le choix du Commandement suprême.

3. En considération de la situation de notre armée après les premiers échecs, et surtout en considération de la situation délicate de notre armée à cause des événements en Croatie et Dalmatie, le gouvernement royal vous autorise à demander immédiatement l'armistice à l'ennemi, afin qu'on gagne du temps et qu'on rende plus facile la situation de l'armée.

Vos décisions prises à cet égard seront acceptées par le gouvernement royal. Vous informerez le gouvernement royal de votre décision et de vos conditions le plus tôt possible. Vous prendrez d'autres décisions selon les circonstances. Le gouvernement royal est en route vers Boka Kotorska et il vous fera part de son séjour le plus tôt possible.

Il résulte des procès-verbaux des séances du gouvernement tenues après que le gouvernement eut quitté le pays, jusqu'au 4 juin 1941, que le gouvernement ne discuta pas et que personne ne demanda qui avait autorisé le général Kalafatovic à demander l'armistice et à capituler. C'est seulement après la chute du cabinet à Londres, au cours de l'hiver 1941, et la constitution d'un cabinet présidé par Slobodan Jovanovic qu'on décida de joindre au procès-verbal de la séance du 13 avril une lettre signée par tous les ministres du cabinet précédent, à l'exception du président Simovic, soulignant que le gouvernement n'avait pris aucune décision sur l'armistice. De son côté, le général Simovic, dans une brochure publiée à Londres à la fin de 1941, avait écrit : « En concluant un arrangement provisoire avec les Allemands, en raison de l'impossibilité d'une résistance ultérieure, le gouvernement yougoslave a dû sacrifier une partie de l'armée. »

Il existe donc deux points de vue opposés sur l'armistice. Celui du président Simovic et celui des autres ministres. Mais il est incontestable que le général Simovic autorisa le nouveau généralissime Kalafatovic, au nom du gouvernement, à demander l'armistice à l'adversaire.

Le général Kalafatovic prit possession de ses fonctions le 14 avril, entre 8 et 9 heures du matin. Il convoqua immédiatement tous les chefs de la « section-opérations » de l'État-Major ; pendant ce temps, les der-

nières automobiles quittaient le village de Pale, emmenant le gouvernement et le roi vers Niksic au Monténégro. Le général Simovic quitta Pale le dernier vers midi (1) ; nous n'avons pas pu déterminer s'il avait assisté à la réunion présidée par le général Kalafatovic.

Le même jour, à 9 h. 30 du matin, le général Kalafatovic transmit un ordre à tous les chefs d'armée, ordre contresigné par son adjoint et par tous les chefs de la « section-opérations » :

A cause de l'échec sur tous les fronts, à cause d'une désorganisation complète de notre armée en Croatie, Dalmatie et Slovénie, amenés, d'après un examen détaillé de notre situation politique et militaire, à la conclusion que toute résistance militaire est impossible et qu'elle causerait un inutile versement de sang sans aucun espoir de succès, alors que, d'autre part, cette guerre n'était désirée ni par notre peuple ni par ses chefs militaires, nous avons pris, sans égard à la dernière phrase du point 3 et à la base du point 4 de cet *ordre-autorisation*, la décision suivante :

1. De demander immédiatement la cessation des hostilités aux troupes allemandes et italiennes, avant que notre territoire ne soit occupé dans sa totalité.
2. D'entreprendre tout ce qui est nécessaire pour la conclusion d'un armistice honorable avec les troupes allemandes et italiennes, dans le but d'atténuer pour l'armée et pour le peuple les conséquences de cette guerre non désirée.
3. De donner immédiatement les ordres nécessaires à cette fin, et de prendre les mesures nécessaires.

Il résulte de toute évidence de cet ordre — dont l'authenticité est incontestable — que le général Kalafatovic transgressa l'autorisation écrite qu'il avait reçue du général Simovic. On ne peut que faire des hypothèses sur les raisons de son acte ; après avoir quitté le camp de prisonniers allemands, le général Kalafatovic demeura en exil où il est mort. On sait seulement qu'il avait tenu son journal pendant les événements du mois d'avril et qu'il avait l'habitude de dire : « La vérité est là. »

Il transgressa les ordres du général Simovic en portant des jugements politiques sur la guerre, ce qui n'était pas de sa compétence, et en ne tenant pas compte du point 3 des instructions, qui disait : « Le gouvernement royal vous autorise à demander immédiatement l'armistice, pour gagner du temps et rendre plus aisée la situation de l'armée. »

Au cours de la même matinée, sur la ligne de bataille de la II^e^ Armée yougoslave — à partir de la Drina et à travers les montagnes de Bosnie — les représentants de l'État-Major entrèrent en contact avec les états-majors des diverses unités allemandes, tel le général Henrici, commandant d'une division motorisée. Le général allemand déclara qu'il ne pouvait pas suspendre les opérations, car il avait reçu l'ordre d'entrer à Sarajevo le même jour ; un peu plus tard, il consentit à surseoir à l'entrée

(1) C'est ce qu'il dit dans le rapport rédigé en 1946 à la demande de la *Section historique de l'armée populaire.*

dans la ville jusqu'au 15 avril à 16 heures, surtout parce que quelques unités de l'armée yougoslave lui avaient, de leur propre décision, barré la route à proximité de Zvornik, l'obligeant à faire un détour.

Au cours de la matinée du 14, le général Kalafatovic donna l'ordre aux troupes de se rendre simplement aux Allemands. Dans son rapport rédigé en 1946, le général Petar Nedeljkovic affirme avoir reçu à 9 h. 30 l'ordre suivant : « Armistice conclu ; que les troupes restent sur leurs positions, en attendant les ordres, sans employer les armes ; maintenir partout la discipline. Nouveaux ordres suivront. »

Un autre ordre reçu à 11 h. 30 est plus net encore

« L'armistice avec l'ennemi est conclu devant le front de la IIe Armée qui suit la ligne de bataille Zvornik-Sarajevo en direction de l'Ouest. Donnez l'ordre à toutes les troupes de rester à leurs places sans faire feu. Au cas où l'ennemi arriverait, qu'elles n'opposent aucune résistance, mais qu'elles déposent les armes. Prenez toutes les mesures pour qu'on maintienne l'ordre et la discipline. Ne tirez pas sur les avions ennemis. »

Le général Kalafatovic appelait cela un armistice ; pour les Allemands, c'était une reddition pure et simple ; le communiqué de l'*O. K. W.* du 17 avril annonça « la capitulation de la IIe Armée serbe dans la région de Sarajevo ».

Il semble que cet ordre de reddition ait été transmis par le Haut Commandement à toutes les troupes, même à celles qui se trouvaient dans le sud du pays et qui devaient, selon le plan en vigueur quelques jours avant, faire leur jonction avec les troupes grecques et alliées (1).

Quelques-uns des membres de l'État-Major du général Kalafatovic, à leur retour de captivité, ont affirmé en 1946 que le généralissime envoya des délégués aux Allemands le 14 avril pour conclure l'armistice. Le général Mihajlo Bodi aurait reçu l'instruction de demander aux Allemands :

a) La cessation immédiate des hostilités sans attendre que l'armistice soit signé, parce que nos communications sont lentes, de sorte que nous ne serons autorisés à le signer qu'après quelques jours ;

b) Le régime de la France, tout en gardant le plus grand territoire possible sous notre autorité ;

c) L'autorisation de conserver, jusqu'à la conclusion du traité de paix, une certaine force militaire pour maintenir l'ordre dans le pays, 40-50.000 hommes environ ;

d) De ne plus faire nos soldats prisonniers, mais de les laisser libres pour qu'ils cultivent les champs ;

e) De permettre aux réfugiés de regagner leurs foyers le plus tôt possible ;

f) De ne pas considérer nos officiers et sous-officiers comme prisonniers de guerre, mais de permettre à ceux qui ne seront pas compris dans le nombre susmentionné de quitter l'armée.

(1) Cf. général Ugo Cavallero, *La guerre.*

Dans des rapports rédigés par les chefs militaires en 1946, il est dit que le généralissime essaya dans la nuit du 14 au 15 avril d'informer le Président du Conseil de ses décisions, mais qu'il ne put pas le joindre par téléphone. Des courriers qu'il envoya l'informèrent le lendemain que le gouvernement et le roi avaient quitté le pays le 15 avril, en avion, sans laisser d'instruction à l'armée, sans aviser le peuple de leur départ et sans lui donner des consignes sur son comportement à l'égard des décisions prises par l'armée. On ne trouve dans les procès-verbaux du gouvernement aucune mention de son départ ni des raisons qui l'y poussèrent (1). Le gouvernement garda le silence pendant vingt jours, et c'est le 4 mai 1941 seulement qu'il proclama que la Yougoslavie restait aux côtés des Alliés dans la guerre contre l'axe (2).

Le 15 avril, les troupes allemandes entrèrent à Sarajevo et à Pale ; dans l'après-midi, le général Kalafatovic fut fait prisonnier, perdant ainsi toute autorité. Son premier parlementaire, le général Bodi, eut une entrevue avec le commandant de la II[e] Armée allemande, le général von Weichs à Belgrade, mais il refusa, écrit-il dans son rapport, toutes les conditions qui lui furent faites, disant qu'il était délégué pour négocier et non pour signer.

Avant cette entrevue, le général von Weichs fit connaître ces mêmes conditions par courrier à l'État-Major yougoslave fait prisonnier. Le courrier vit le généralissime dans la nuit du 15 au 16. D'après le colonel Stojicevic (3), le général Kalafatovic aurait répondu : « En tant que commandant en chef, et avec l'autorisation du gouvernement, j'accepte d'avance les clauses de l'armistice. »

Or, fait prisonnier le 15 dans l'après-midi, le généralissime, conformément à la convention de Genève de 1929, ne pouvait pas conclure d'affaires juridiques, et surtout ne pouvait pas engager son gouvernement

(1) Il existe une grande différence entre la manière d'agir du gouvernement yougoslave en 1941 et celle du gouvernement serbe en 1915 ; celui-ci aussi fut contraint, il est vrai en des circonstances un peu différentes, de quitter le territoire de Serbie devant un ennemi de loin supérieur à lui. Mais, alors, le gouvernement serbe n'a donné aucun ordre de reddition, pas plus qu'il n'a engagé des pourparlers pour la cessation des hostilités. L'armée serbe s'est retirée en corps organisé, de sorte qu'une partie des troupes a traversé l'Albanie, 160.000 hommes environ. Mais l'essentiel dans notre comparaison consiste en ce que le gouvernement serbe en 1915 a donné un ordre spécial concernant la retraite de toutes les forces militaires et de l'appareil administratif, de même qu'il a interdit, par un autre ordre, la passation de l'autorité à l'ennemi, à l'exception des autorités municipales locales.

(2) Ces faits sont tirés de la *Gazette officielle du Gouvernement yougoslave* (*Sluzbene Novine*), n° 1, du 19 août 1941, qui était publiée à Londres. Mais la revue italienne *Relazioni Internazionali*, dans son numéro du 3 mai 1941, p. 566, publie une déclaration du roi Pierre II à Londres, le 22 avril 1941, dans laquelle le roi Pierre lance un appel à la population yougoslave pour qu'elle continue la lutte contre l'agresseur, afin qu'on ne puisse pas dire que les représentants légaux de la Yougoslavie ont capitulé.

Cependant, cette déclaration du roi Pierre ne se trouve pas dans la *Gazette officielle*, dans laquelle sont insérées pourtant toutes les déclarations faites par le gouvernement aux mois d'avril et de mai 1941.

(3) Adjoint au chef de la *section-opérations* de l'État-Major.

et les troupes sous ses ordres. Or, le général Kalafatovic envoya de nouveaux émissaires à Belgrade, dont le général Bodi n'était pas encore revenu : le ministre des Affaires étrangères du cabinet Cvetkovic, qui avait signé le 25 mars à Vienne l'adhésion de la Yougoslavie au pacte tripartite, le docteur A. Cincar Markovic et le général de division Radivoje Jankovic. Ils partirent sur des avions allemands et signèrent, dans la soirée du 17 avril, les *dispositions d'application de la convention d'armistice entre les forces armées allemandes et yougoslaves*. Le signataire allemand fut le général von Weichs et des délégations militaires d'Italie, de Hongrie et de Bulgarie étaient présentes ; le représentant italien, le colonel Buonofati, signa, en ajoutant : « Les mêmes dispositions sont valables pour l'armée italienne (1). »

* * *

En fait, l'acte du 17 avril constitue une véritable mystification. On le qualifie de *disposition d'application de l'armistice*, mais on ne voit nulle part la convention d'armistice proprement dite. Qui l'a conclue, et où? Les communiqués officiels du même jour des commandements allemand et italien parlent de capitulation et non d'armistice.

Outre que cet acte est nul, puisque signé par des délégués d'un général en chef prisonnier de guerre, il ne contient aucun élément qui puisse le faire considérer, en droit international, comme une convention d'armistice. L'article 1 déclare : « En signant la convention d'armistice, l'armée yougoslave capitule sans condition et est faite prisonnière. » Or, un armistice réel suppose le maintien des forces armées des deux côtés, soit pour une reprise éventuelle des combats en cas de désaccord, soit pour attendre que l'acte d'armistice ait été remplacé par un traité de paix.

Les détails du démembrement de la Yougoslavie, prévu par Hitler dès le 12 avril, furent fixés au cours de l'entrevue Ciano-Ribbentrop à Vienne le 22 avril (2). En Dalmatie, l'Italie reçut à peu près les territoires qui lui avaient été promis par l'accord de Londres de 1915 ; le Monténégro entra aussi dans sa sphère et elle annexa une bonne partie de la Slovénie, le restant allant à l'Allemagne. La Croatie et la Bosnie formèrent un protectorat, « l'État indépendant de Croatie ». La Hongrie annexa la Backa, la Baranja et le territoire de l'autre côté de Mura ; la Bulgarie, la Macédoine. La Serbie demeura sous l'occupation allemande. Des traités entre les puissances de l'axe parachevèrent ce partage.

Ainsi, en violation du droit international, les puissances de l'axe annexèrent des parties de la Yougoslavie, alors qu'elles étaient encore en guerre avec elle.

(1) Cf. les archives de la II[e] armée italienne.
(2) Cf. *Les archives secrètes du comte Ciano*, Paris, 1948 (p. 445-447).

L'acte du 17 avril était ainsi considéré comme une capitulation sans condition. Les Allemands ne stipulèrent-ils pas, dans l'article 2, que les prisonniers qui s'évaderaient seraient punis de mort (1).

Tout cela prouve la nullité de l'acte du 17 avril, conclu par des personnes privées de leur liberté, et par des chefs militaires qui, bien que prisonniers de guerre, avaient continué à donner des ordres à leurs troupes. Cet acte ne peut donc signifier le retrait de la Yougoslavie de la guerre ; même en admettant la thèse, contestable, du général Simovic, que le gouvernement avait demandé l'armistice, il reste que celui-ci ne fut pas conclu et que le gouvernement yougoslave, malgré un retard de vingt jours, déclara le 4 mai qu'il se considérait comme étant toujours en état de guerre avec l'Allemagne.

Par la suite, les forces occupantes furent contraintes de renier, en fait, l'acte du 17 avril, car le peuple yougoslave, bien qu'abandonné à lui-même, continua à se battre. Les puissances de l'axe refusèrent d'abord de reconnaître aux Partisans la qualité de belligérants et fusillèrent les prisonniers ; mais, à mesure que s'accrurent la force et l'efficacité de l'armée populaire, les chefs militaires allemands furent amenés à discuter avec elle et à conclure des accords pour des échanges de prisonniers ; les troupes italiennes, dès 1941. Parfois même des armistices locaux furent conclus ; en 1943, lorsque les chefs de l'armée populaire désarmèrent près de dix divisions italiennes, une série de conventions furent conclues avec les généraux italiens.

Quant aux Allemands, dès 1942, ils signèrent des accords pour des échanges de prisonniers ; à l'automne 1943, l'*O. K. W.* dut même consentir à la création d'une zone neutralisée à proximité de Pisarevina, au sud de Zagreb, et cette convention fut même signée sur le territoire du prétendu « État indépendant de Croatie », sans que les dirigeants théoriques de cet État aient joué aucun rôle dans la négociation.

L'Italie et l'Allemagne étaient ainsi amenées à reconnaître que l'acte du 17 avril 1941 n'impliquait nullement le retrait de la Yougoslavie de la deuxième guerre mondiale.

Vladimir Dedijer,
Ex-professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Belgrade.

(1) La convention de Genève prescrit pour tentative d'évasion une peine maximum de trente jours de prison.

LA GUÉRILLA COMMUNISTE

Le rapprochement de deux ouvrages s'impose à l'esprit du lecteur (1). Traitant de théâtres d'opérations aussi différents que l'U. R. S. S. et la Malaisie, ils apportent tous deux — l'ouvrage d'Aubrey Dixon et Heilbrunn sur le mode démonstratif, celui de Chapman à la manière d'un récit — une intéressante contribution à l'étude de la guérilla communiste pendant la seconde guerre mondiale. Plus précisément, les auteurs exposent la découverte de la guérilla communiste en Europe et en Asie par deux puissances blanches non communistes : la nature particulière de cette forme de lutte, qui, selon Aubrey Dixon et Heilbrunn, a « révolutionné la guerre », n'a été comprise qu'au prix des pires difficultés aussi bien par les Allemands, harcelés par les partisans en U. R. S. S., que par les Anglais, soucieux de collaborer avec les guérillas de Malaisie et de les utiliser à leur profit contre les Japonais.

* * *

Le premier ouvrage analysé débute par un rappel des textes « classiques » concernant la guérilla dont l'importance avait été entrevue par Karl Marx dans un article écrit en 1849. Les thèses du Congrès de l'*Internationale communiste* en 1928 avaient précisé la signification politique du combat des partisans : transformation de la « guerre impérialiste » en une guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie par le moyen de mouvements révolutionnaires de masse, particulièrement dans les pays où existe un sentiment national révolutionnaire puissant. En 1935, lors du dix-septième Congrès du Parti communiste, Staline affirmait qu'en cas de guerre contre la citadelle du socialisme, les innombrables amis de la classe ouvrière de l'U. R. S. S. en Europe et en Asie frapperaient leurs oppresseurs dans le dos.

C'est Mao Tsé Toung qui semble avoir le mieux traduit ces principes en données stratégiques et tactiques concrètes (2), et avoir prouvé sur le

(1) Brigadier C. Aubrey Dixon et Otto Heilbrunn, *Communist Guerilla Warfare*, Londres, Georg Allen and Unwin Ltd, 1954, in-8°, 229 p. — F. Spencer Chapman, *The Jungle is neutral*, Londres, Chatto and Windus, 1952, in-8°, 378 p.

(2) Dans une étude datée de 1937 et intitulée *La guerre des guérillas*, ainsi que dans *La stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine*, éditée en 1941 (cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1954, p. 44).

terrain l'efficacité de ces enseignements. Le révolutionnaire chinois ne mettait pas en doute la portée mondiale de méthodes plaçant les guérillas sur le même plan que l'armée régulière et préconisant la politisation de la guerre, ainsi que l'extension des combats à l'ensemble des territoires occupés par l'ennemi.

La collaboration des Partisans avec l'armée a constitué le thème de manœuvres de l'*Armée Rouge* avant la guerre. Cependant, la rapidité de la ruée allemande ne laissa pas aux Russes le temps de préparer systématiquement avant leur repli la lutte sur les arrières de l'ennemi. Les groupes de Partisans, réponse du peuple russe à l'appel lancé par Staline le 3 juillet 1941, naissent sans plan d'ensemble. Aubrey Dixon et Heilbrunn citent des exemples montrant la diversité d'origine des groupes de guérillas : depuis la directive rigide conçue avant l'arrivée des troupes allemandes jusqu'à la génération spontanée dans un climat d'exactions hitlériennes, en passant par le regroupement de volontaires autour d'éléments de l'*Armée Rouge*, isolés par l'avance de la *Wehrmacht*, et par le passage à la clandestinité des dirigeants locaux du parti communiste.

Les groupes de Partisans, quelle que soit leur origine, prennent rapidement des caractères communs grâce à l'action du parti communiste. C'est l'organisation clandestine de ce dernier qui, sur place, appelle la population à constituer des bandes ou à les aider, désigne les chefs de groupes, assure le contrôle à tous les échelons par l'action des commissaires politiques, veille à la formation idéologique des combattants, intervient dans la conduite des opérations (1).

Il est difficile, à la lecture de l'ouvrage, de se représenter avec précision la nature exacte des liaisons entre les groupes de Partisans et le haut commandement soviétique. La question est, en effet, fort complexe et seuls quelques principes peuvent être mis en lumière :

1) Au cours de la guerre, on voit apparaître des États-Majors régionaux de partisans et un *Quartier général des Partisans* à Moscou, dirigé par le lieutenant général Ponomarenko ; mais le commandement le long de cette ligne hiérarchique conserve un caractère très lâche ; l'initiative de la base reste prépondérante : les groupes locaux, dotés d'organes de renseignements développés, peuvent seuls déterminer sur le terrain le point faible de l'adversaire et le moment opportun pour le frapper.

2) L'aide du haut commandement se manifeste essentiellement dans le domaine de l'instruction : entraînement de spécialistes dans des « écoles » à Moscou, Léningrad et Stalingrad ; diffusion deux fois par jour sur les antennes de la radio soviétique de « cours pour Partisans ». Notons incidemment que le développement de la guérilla est en relations directes avec le progrès des techniques de liaison radio.

3) Il serait inexact d'imaginer une subordination des groupes de par-

(1) Le rôle du parti communiste en ce domaine a été illustré notamment par A. Fedorov dans *L'Obkom clandestin au travail* (cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1954, p. 89).

tisans à l'*Armée Rouge ;* le terme de coopération rend compte beaucoup plus fidèlement d'une situation dans laquelle les guérillas et l'*Armée* dépendaient sur un pied d'égalité du *Comité d'État pour la Défense.* Le rôle dévolu aux guérillas varie d'ailleurs en fonction de leur plus ou moins grand éloignement de la ligne de front : les Partisans opérant très loin sur les arrières ont des tâches comparables à celles de l'aviation stratégique et constituent, en outre, un élément capital dans la « guerre psychologique » ; près de la ligne de feu, en revanche, une coordination est indispensable entre les actions des partisans et les mouvements de l'*Armée Rouge* (Aubrey Dixon et Heilbrunn fournissent à ce sujet quelques exemples : au printemps 1942 sur les arrières du front central, en juin 1944 lors de la préparation de l'attaque soviétique dans le secteur Bobrouisk-Vitebsk ; au cours de cette offensive, on voit l'*Armée Rouge* prendre pour objectifs intermédiaires les zones tenues par les partisans).

Il paraît assez vain de vouloir chiffrer avec précision les pertes causées aux envahisseurs par les Partisans ; les données publiées par les Soviets ne sont pas vérifiables ni peut-être exemptes de toute intention de propagande. Par contre, on peut tenir pour acquise l'impréparation totale des Allemands à cette forme de lutte. L'histoire de la guerre menée par la *Wehrmacht* contre les partisans est celle d'une pénible découverte.

« Les Partisans seront liquidés impitoyablement par les troupes au cours des combats ou lorsqu'ils tenteront de s'échapper », peut-on lire dans le plan d'opérations *Barberousse.* Le 16 juillet 1941, Hitler déclare : « La guerre des Partisans présente l'avantage de nous permettre d'éliminer tous ceux qui s'opposent à nous. » Mais, dès le 25 juillet, un rapport de l'*O. K. W.*, moins optimiste, souligne l'importance du danger. Hitler la reconnaît dans un ordre du 6 septembre 1942 : « Les bandes ont fait peser une très lourde menace à l'Est au cours des derniers mois et mettent sérieusement en danger nos lignes de ravitaillement. »

L'accord Wagner-Heydrich de mars 1941 a prévu la répartition suivante des attributions entre l'armée et le *Service de Sécurité* (*S. D*) en ce qui concerne la lutte antiguérilla :

— le *S. D*, chargé d'un rôle préventif et répressif, combattrait sur les arrières le mouvement partisan avant qu'il ne déclenche des opérations ;

— l'armée engagerait les Partisans en opérations.

La tactique très souple des bandes rend cette division du travail pratiquement inopérante : très vite, des unités du *S. D* sont affectées dans les secteurs opérationnels et la *Wehrmacht* procède elle-même à des actions de répression.

Le problème du commandement dans la lutte contre les Partisans a été particulièrement étudié à la XI[e] Armée engagée en Crimée (théâtre d'opérations caractérisé par une très vive activité des guérillas). La première formule adoptée consiste à confier au *S. D* la lutte contre les petits groupes et à laisser à l'armée les opérations sur une plus grande échelle. Dans une deuxième étape, l'armée prend à sa charge la responsabilité

de la lutte contre les Partisans, responsabilité confiée d'abord au chef du contre-espionnage de l'armée, puis à un état-major subordonné directement au commandement de l'armée. Des effectifs de plus en plus importants sont absorbés par la lutte contre les guérillas, jusqu'à l'équivalent d'un corps d'armée pour la XI[e] armée.

L'emploi tactique des unités de la *Wehrmacht* contre les bandes ne résout pas le problème des « coups d'épingles » incessants exécutés par de petits groupes de Partisans très mobiles. Les Allemands imaginent divers palliatifs : constitution de points forts dans les villages ; organisation d'unités légères dites *Jagdkommandos*, chargées de missions de caractère mineur et opérant exactement comme les bandes ; enrôlement d'éléments hostiles au régime bolchevique dans les unités antipartisanes, etc. Ces diverses expériences sont finalement concrétisées dans un *Manuel de la Guerre contre les Partisans* publié en mai 1944 et destiné à mettre toutes les unités de la *Wehrmacht* en mesure de lutter contre les bandes (1). A cette date, la lutte contre les partisans est essentiellement limitée à la protection des points essentiels et à des expéditions punitives.

Les auteurs de *Guerilla Warfare* estiment, à juste titre, que les Allemands ont porté une large responsabilité dans le développement du mouvement partisan. Les exactions allemandes et les déportations de population lors du repli de la *Wehrmacht* ont imposé aux citoyens soviétiques le choix entre l'esclavage et la lutte dans les rangs des Partisans.

Aubrey Dixon et Heilbrunn ne tirent pas de conclusions : leur étude tend cependant à prouver qu'il est vain de vouloir lutter seulement avec des moyens militaires et policiers contre un mouvement de masse disposant d'une organisation et d'une idéologie solidement enracinées (2).

* * *

L'objet du livre de Spencer Chapman est à première vue assez modeste. Il s'agit, en effet, des souvenirs d'un officier britannique resté volontairement dans la jungle malaise sous l'occupation japonaise de 1941 à 1945. Mais cet ouvrage donne des aperçus intéressants sur trois questions fort peu connues : la guérilla communiste en Malaisie, l'optique des autorités britanniques en la matière et les tentatives de collaboration entre Anglais et guérillas. Il convient en passant de rendre hommage au courage personnel de l'auteur, qui a su glisser une note humoristique dans la description des situations tragiques qu'il a traversées à plusieurs reprises (3).

En août 1941, Spencer Chapman se trouve à Singapour où il participe à

(1) De larges extraits de ce *Manuel* sont reproduits en annexe de l'ouvrage *Communist Guerilla Warfare*.

(2) Voir en ce sens *Wen sie verderben wollen...*, de J. THORWALD, au sujet du problème des déserteurs russes (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1954, p. 63).

(3) L'ouvrage est préfacé par le maréchal WAVELL.

la mise sur pied d'une école d'*agents stay-behind* (destinés à opérer derrière les lignes ennemies). A vrai dire, le Commandement anglais ne paraît pas à cette époque croire aux vertus de la guérilla. La Malaisie, pense-t-on en haut lieu, sera l'enjeu d'une guerre « classique » menée sur le front de mer ; l'hypothèse de la perte de la Malaisie paraît d'ailleurs improbable. Néanmoins, un plan est présenté en août à Sir Shenton Thomas, Gouverneur et Commandant en chef en Malaisie ; ce plan prévoit la mise en place d'agents qui seront chargés, en cas d'attaque contre la Malaisie, de renseigner les autorités anglaises et d'opérer contre les lignes de communication de l'ennemi. En octobre, ce plan est rejeté comme irréalisable techniquement et psychologiquement. Les objections formulées sont nombreuses : des Blancs ne pourront se maintenir dans la jungle en raison des obstacles posés par le langage, les conditions de vie, le climat ; l'éloignement des terrains d'aviation risque de rendre leur ravitaillement difficile ; les populations de Malaisie n'auront aucun motif pour apporter leur soutien à une puissance européenne contre un envahisseur jaune ; enfin, l'élément le plus dynamique de ces populations étant constitué par les Chinois, les Anglais ne peuvent se permettre de fournir des armes à ces derniers, dont la plupart appartiennent au *Parti Communiste Malais* considéré comme illégal par les autorités britanniques.

Le *Parti Communiste Malais* s'est solidement organisé depuis 1937, afin de soutenir la Chine dans sa lutte contre le Japon. Dès la signature de l'accord germano-soviétique, il est entré en lutte contre les Anglais et a même réussi à organiser une grève générale. En juin 1941, nouvelle volte-face à l'occasion de l'invasion de l'U. R. S. S. par les Allemands ; le parti cherche à collaborer avec les autorités britanniques. Dès le début de l'attaque japonaise (8 décembre), les Communistes proposent aux autorités de fournir les effectifs d'unités militaires, à charge pour les Anglais de les équiper. Le Commandement Britannique, réticent, accepte l'offre communiste sur une petite échelle ; quelques jeunes Chinois sont placés sous les ordres d'instructeurs britanniques chargés de les préparer à des missions spéciales.

La rapidité de l'avance japonaise provoque une certaine confusion du côté anglais. Des instructeurs (parmi lesquels Chapman) et quelques planteurs aidés par des Chinois tentent de mettre à l'abri, dans des bases camouflées dans la jungle, du matériel abandonné par les troupes en retraite. Autour de ces noyaux de résistance, des groupes de Partisans se constituent ; d'autres groupes se forment spontanément, sans participation britannique. Mais, contrairement à ce qui s'est passé en U. R. S. S., les guérillas de Malaisie semblent avoir rapidement adopté une organisation hiérarchique assez poussée : groupes, patrouilles, régiments (sept *régiments indépendants antijaponais*) dépendant d'un *Quartier Général* des guérillas. Comme en U. R. S. S., le parti communiste fournit les cadres : jusque dans la plus petite unité, le chef politique et le responsable à la propagande sont membres du parti.

En dépit de terribles difficultés, Chapman va tenter de prendre contact avec les chefs des guérillas, afin de mettre à leur disposition le matériel camouflé et de leur apprendre à se servir de ce matériel ; dans une perspective plus lointaine, les instructeurs anglais pourraient intégrer l'action des guérillas dans les plans de la stratégie alliée. Mais les Communistes ne l'entendent pas de cette oreille : ils reprochent aux Anglais d'avoir négligé d'entraîner leur armée aux combats de la jungle, d'avoir refusé d'instruire et d'armer les Chinois, d'avoir enfin laissé les Japonais installer une « *cinquième colonne* » malaise. Les guérillas acceptent les conseils techniques des instructeurs anglais — qu'ils considèrent en quelque sorte comme leurs prisonniers — mais refusent tout engagement à long terme susceptible d'hypothéquer leurs projets relatifs à la constitution d'une République communiste de Malaisie. Chapman et les quelques Anglais qui ont survécu doivent se borner à pratiquer une difficile politique de présence, sans influence réelle.

A partir du début de 1944, les données du problème se modifient : le commandement anglais envisage la reconquête de la Malaisie ; il a constitué, pour soutenir les îlots de résistance dans les territoires occupés par les Japonais, une unité spéciale basée à Colombo, la *Force 136* ; un officier anglais, John Davis, débarque d'un sous-marin avec le titre de représentant en Malaisie du Commandant en chef allié. Une entrevue a lieu entre Davis et un porte-parole des « forces antijaponaises » : celles-ci acceptent de collaborer avec les Alliés en vue de la défaite japonaise, à charge pour les Anglais de fournir armes, munitions, argent, instructeurs, médecins, médicaments, etc..., mais refusent une fois encore d'aborder les questions politiques concernant l'après-guerre.

Cet accord va rester longtemps lettre morte en raison de la méfiance des Chinois et de la précarité des contacts entre la Malaisie et l'extérieur ; c'est seulement dans les premiers mois de 1945 que des liaisons par radio peuvent être établies et d'importants parachutages effectués. Lors du cessez-le-feu du mois d'août, quelques officiers britanniques surgis de la jungle ont la satisfaction de recevoir la reddition d'unités japonaises, mais les Anglais ne peuvent prétendre avoir étendu leur contrôle sur les guérillas. La situation en Malaisie à la fin de la guerre porte en elle l'origine des difficultés que vont connaître les Anglais dans les années suivantes. Comme les Allemands en U. R. S. S., les Anglais, pressés par les événements, ont traité sur le seul plan militaire le problème des guérillas en négligeant son aspect politique : ils ont mal discerné que ces unités de partisans constituaient l'embryon d'un pouvoir révolutionnaire dont le but lointain était l'élimination de l'homme blanc.

A. Fournier.

ROOSEVELT CONTRE DE GAULLE

LES LIAISONS FRANCO-AMÉRICAINES PENDANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE (1)

L'historique officiel américain de la deuxième guerre mondiale continue de paraître à un rythme que nous pouvons lui envier. Un des derniers volumes, très important, est consacré (2) au commandement suprême interallié sur le théâtre européen. En fait, le titre dépasse le sujet, car le livre ne traite que du commandement du général Eisenhower sur le front de l'Europe occidentale. Il s'agit, évidemment, de la période la plus importante de la guerre, celle qui va des préludes du débarquement en Normandie à la reddition sans condition de l'Allemagne. C'est le récit de la mise en œuvre d'une armée de coalition (Américains, Anglais, Canadiens, Français et Polonais) avec des moyens surtout américains et un commandement à prédominance américaine.

En étudiant la composition du *Commandement Suprême*, on constate que le commandant suprême a été nommé par le Président de la République américaine et n'est responsable que devant lui. Certes, le Président a obtenu l'accord du Premier Ministre britannique, mais celui-ci n'a aucune autorité sur le général Eisenhower, qui dépend directement du Président, assisté de son chef d'état-major, l'amiral Leahy, et du Comité des chefs d'états-majors américains (*Joint Chiefs of Staff-air, terre et mer*). Il reçoit aussi des ordres du *Combined Chiefs of Staff*, c'est-à-dire de la réunion des chefs d'états-majors britanniques et américains. Ce Comité des chefs d'états-majors a été constitué à Washington, en janvier 1942 ; il a pour mission de faire exécuter la politique et les plans relatifs à la conduite de la guerre, tels qu'ils ont été décidés aux conférences entre le Président et le Premier Ministre.

Il résulte de ces faits une primauté américaine. Si le Premier Ministre britannique, plus ouvert aux questions de politique internationale que F. D. Roosevelt, interviendra quelquefois énergiquement pour faire valoir un point de vue spécifiquement anglais, il n'en reste pas moins que

(1) D'après les historiens et mémorialistes américains.

(2) F. C. Pogue, *United States Army in World War II : The European Theater of Operations : The Supreme Command*, Washington, 1954, 18 × 25, 607 p., photos et cartes (cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nos 7 et suiv.).

la balance n'est pas égale entre les deux puissances à la tête des nations alliées (1).

On ne peut être surpris si la « Grande Stratégie », pour employer la formule chère aux écrivains américains, est une stratégie nationale, bien qu'il s'agisse d'une guerre de coalition. Constatons que, dans cet imposant quartier général du *Supreme Headquarter Allied Expeditionnary Forces*, nous sommes loin du petit état-major du général Foch à Bombon en 1918 !

Cela n'aurait eu qu'une importance relative si l'indépendance du commandant en chef avait été telle vis-à-vis de ses autorités nationales qu'il ait pu agir dans la meilleure ligne de conduite interalliée.

Or, le livre que nous analysons montre souvent le général Eisenhower mis en tutelle par la volonté de Roosevelt. Il expose à maintes reprises comment le commandant suprême eut sa tâche compliquée dans ses relations avec les Français, et en particulier avec le général de Gaulle, par les décisions de Roosevelt. Il est à noter que les Mémoires du général Eisenhower sont beaucoup moins explicites sur ce sujet que le livre de l'histoire officielle américaine (2).

C'est ce que nous voudrions exposer en montrant l'attitude du Président de la République Américaine vis-à-vis de la *France Libre* et de ses représentants.

Sans que l'on puisse affirmer avoir des informations complètes sur le sujet, nous disposons de quelques ouvrages des commensaux du Président. Commensaux suffisamment informés, ou si proches de lui par leurs attributions et leurs responsabilités, que l'on peut se faire une idée des opinions de F. D. Roosevelt sur la France (3).

« Les difficultés qui s'élevèrent entre le Comité Français et les États-Unis créèrent un des problèmes les plus difficiles qu'eut à résoudre le

(1) Un petit travail statistique sur la nationalité des principaux officiers de l'état-major du *Commandement Suprême* n'est pas à négliger :

	américain	anglais
Commandement	2	5
Marine	2	4
Aviation	2	3
Secrétariat	4	
1, 2, 3, 4, 5 Divisions	14	12
Divers services	12	9
Missions auprès des alliés	6	6
	42	39

et au total, dans l'ensemble des services, 764 officiers américains et 421 anglais. A côté de cet important effectif anglo-saxon, on ne compte, semble-t-il, ni un Canadien, ni un Français, ni un Polonais.

(2) Nous avons déjà eu l'occasion, dans différents comptes rendus de livres de cette collection, de signaler leur parfaite objectivité.

(3) R. E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins : an intimate history* (traduction française) ; Cordell Hull, *The Memoirs of Cordell Hull* ; amiral W. D. Leahy, *I was there* (traduction française, Plon) ; Eliott Roosevelt, *Mon père m'a dit* (traduction française, Plon) ; W. L. Langer, *Le jeu américain à Vichy* (traduction française, Plon).

général Eisenhower avant le jour D. et durant les premières semaines de l'invasion... Le président Roosevelt et le secrétaire d'État Hull... n'étaient pas convaincus que le général de Gaulle et ses suivants représentaient la majorité du peuple français... Il est vraisemblable que, sans la forte opposition du Président au Comité Français, les Anglais l'auraient reconnu comme le gouvernement provisoire avant le jour D., ce qui aurait simplifié la tâche du *S. H. A. E. F.*...

« Le Président donna comme directive à Eisenhower de traiter avec les autorités françaises militaires et non avec le Comité Français sur les questions des forces françaises. Cela eut comme inévitable résultat d'augmenter les divisions entre les éléments français... La tâche du *Commandement Suprême* en fut rendue plus difficile (1)... »

Cette attitude du Président de la grande république s'est évidemment répercutée sur la politique du pays et sur le comportement de ses subordonnés, fonctionnaires ou officiers (2).

* * *

Dès le début, la position du président Roosevelt fut favorable à l'ordre établi par Pétain à Vichy ; il le considéra comme le gouvernement légitime de la France. Les témoignages sont multiples à ce sujet.

Le départ de M. William Bullitt et son remplacement comme ambassadeur par l'amiral Leahy privèrent peut-être le gouvernement de Washington d'informateurs suffisamment éclairés sur l'éventail politique et social de notre pays pour qu'il soit bien renseigné. L'amiral Leahy écrit, cependant, qu'il comptait parmi ses correspondants un certain nombre de membres du gouvernement et de fonctionnaires secrètement opposés à la politique de collaboration, mais obligés de travailler clandestinement.

Par ailleurs, les directives reçues pour sa mission lui prescrivaient d'entretenir avec Pétain « des relations aussi étroites que possible ».

Nous comprenons ainsi que l'amiral ne soit pas très favorable aux patriotes qui refusent de pactiser avec l'ennemi. « De temps en temps, des membres de la clandestinité se glissaient à l'ambassade... Ces gens du *maquis* me semblaient bien bizarres... Ils ne paraissaient ni organisés, ni bien dirigés... »

Cet état d'esprit l'empêche de comprendre l'opinion des populations touchées par la guerre. Sans cela, il aurait sans doute nuancé davantage son avis sur « le ressentiment » causé vis-à-vis des Britanniques, tant en

(1) *Supreme Command*, p. 141.

(2) N'oublions pas qu'aux termes de la Constitution américaine les ministres ne sont responsables que devant le Président. Celui-ci est le détenteur exclusif du pouvoir exécutif : il a le pouvoir de nomination et de révocation des militaires, il est commandant en chef de toutes les forces armées en temps de guerre (cf. *Les institutions américaines*, publié par les *Services américains d'Information à Paris*).

zone occupée qu'en zone non occupée, par les bombardements des usines Renault. Son message paraît nettement inspiré des affiches publiées par le gouvernement de Vichy.

De même, chercher à se rapprocher le plus possible du Maréchal l'amène à ne pas tenir suffisamment compte de l'opinion de M. Herriot, qui, le 23 avril 1942, lui déclare qu'il n'estimait pas que de Gaulle et son mouvement aient commis un crime contre la France, mais croyait, au contraire, qu'ils luttaient pour assurer la survivance de celle-ci et de ses idéaux.

Leahy sait bien que l'amiral Darlan est irréductiblement antibritannique, qu'il est persuadé que les Allemands gagneront la guerre. Il se rend compte que « Pétain est très vulnérable à la pression des Allemands... Il croit une victoire anglaise impossible. Le peuple souhaite une victoire britannique ».

Il supposait bien que de Gaulle pouvait avoir plus de partisans en France que Vichy ne voulait l'admettre, mais il ne voulait pas l'accepter comme une évidence. Ne cherchant pas à fréquenter les milieux — et il y en avait — farouchement hostiles à la politique du maréchal, il ne cherchait pas à faire prévaloir cet état d'esprit à Washington (1).

Il est vrai que le Département d'État recevait des informations de Français établis en Amérique, soit comme représentants de Vichy, soit comme réfugiés depuis les événements de 1940. Il serait intéressant d'étudier à cet égard la question de l'influence de ces milieux. Certains ne partageaient certainement pas l'opinion de notre ambassadeur, mais d'autres ne devaient vraisemblablement pas connaître de Gaulle ou menaient une action contraire à celle du général. Souvent, nos exilés ont une attitude antigaulliste ou anti-*France Libre*. Langer (1) estime que MM. Chautemps, J. Monnet et P. Cot ne facilitèrent pas le prestige du général de Gaulle auprès des Américains.

La situation peu favorable des Français aux États-Unis n'était évidemment pas faite pour amener des sympathies au mouvement de la *France Libre*. L'opinion publique était peut-être plus en faveur de la *France Libre* que les milieux dirigeants de Washington, mais, malgré son expression par la presse, souvent dressée contre Cordell Hull, son action était relativement faible sur les actes du Président.

Les sphères gouvernementales étaient en présence de nombreuses personnalités françaises sans mandat, mais prétendant représenter au moins une partie de l'opinion publique métropolitaine. Étant en exil, elles étaient plus ou moins coupées de relations avec la France. Ces personnalités soutenaient que de Gaulle ne pouvait pas grouper autour de lui un mouvement efficace de résistance. Il aurait fallu, dans la pensée de certains dirigeants de la politique américaine, faire venir aux États-Unis une forte personnalité politique française, issue du personnel de la

(1) Langer, *op. cit.*, p. 129, 149, *passim.*

IIIe République. On avait songé à M. Herriot pour faire un dirigeant plus acceptable que de Gaulle.

Langer peut dire que c'est avec joie qu'avaient été accueillis Pétain et la *Révolution Nationale*. On voyait en de Gaulle un homme ayant critiqué la démocratie et demandé un exécutif renforcé (1) ; en fait, il était considéré à Washington comme un fasciste qui voudrait se maintenir au pouvoir après la libération de son pays.

* * *

Évidemment, le général de Gaulle adopte une attitude qui déplaît souverainement aux autorités américaines. Sa volonté, d'autant plus légitime qu'il connaît la faiblesse de ses moyens matériels, de maintenir intangible, *envers et contre tout*, la souveraineté de la France, est peu appréciée des dirigeants de Washington.

Le Secrétaire d'État, Hull, est sévère pour le chef des Français Libres : « Il a la malheureuse facilité de s'aliéner la plupart de ceux avec qui il entre en contact et, en même temps, il inspire des millions de Français. »

C'est le même responsable de la politique étrangère des États-Unis qui prend comme une injure personnelle l'action gaulliste sur Saint-Pierre-et-Miquelon. Il y joint aussi, sur le plan international, le principe de la doctrine de Monroë sur l'intégrité américaine du continent. Cordell Hull voudrait, d'accord avec le gouvernement canadien, s'assurer l'autorité sur les îles. L'action de l'amiral Muselier rend Hull d'autant plus furieux que l'opinion publique américaine voit dans l'attitude du secrétaire d'État un acte de faiblesse vis-à-vis de Vichy.

De Gaulle apparaît aussi à Hopkins, l'éminence grise de Roosevelt à cette époque, comme « le chef redoutable et incorrigible de la *France Libre* ». On ne peut admettre son action à Saint-Pierre. « Sa conduite était absolument inconcevable et inadmissible, bien qu'elle entrât dans le cadre de la politique militaire alliée et qu'elle fût en soi judicieuse (2). » Mais comment pardonner « à cet homme étrange son arrogance et son caractère peu docile », bien que l'on soit obligé de reconnaître « son courage et son dévouement farouche à la cause de la souveraineté française (2) ».

Hopkins reconnaît, d'ailleurs, que l'action américaine sur Saint-Pierre, en réponse à la mainmise sur l'archipel ordonnée par de Gaulle, fut accueillie avec satisfaction par les milieux officiels de Vichy. La condamnation publique par le gouvernement fédéral de ceux qu'il appelait « les soi-disant Français Libres » remplit le gouvernement de Pétain de contentement. Il nous semble nous rappeler que bien des Français ac-

(1) Langer, *op. cit.*, p. 80. Ce qui était dans la constitution américaine ne paraissait pas bon pour une nouvelle constitution française.
(2) Hopkins, *op. cit.*, vol. II, p. 36 et *passim*.

cueillirent avec joie la nouvelle, quand elle nous parvint, des résultats du plébiscite dans les deux îles, favorable à de Gaulle.

En Amérique, cette action provoqua une grande publicité en faveur du général de Gaulle ; elle accrut son prestige aux yeux de l'homme de la rue. Le plébiscite avait été symptomatique de l'état d'esprit des Français non soumis au contrôle des autorités occupantes, soit directement, soit par personnes interposées. Mais Cordell Hull en fut profondément froissé ; bien qu'il ait été soutenu par le Président, il voulut se retirer. Malgré les avis de beaucoup de ses compatriotes, il se souvint longtemps de ce désagrément politique.

Le résultat de l'opération sur Saint-Pierre-et-Miquelon, comme l'ancien échec de Dakar, aboutit à faire de l'expédition sur Madagascar une opération spécifiquement anglo-saxonne, en dehors de toute participation française, en dehors de tout accord avec la *France Libre*. La lutte se poursuivit pendant des mois dans la grande île. Ce ne fut donc pas une réussite totale pour les Alliés ; ils purent douter de la valeur de leur politique, mais ils n'en changèrent cependant pas vis-à-vis de la *France Libre*. Certes, elle correspondait bien à la mentalité anticolonialiste de Roosevelt. Le Président estimait qu'il était temps pour les États-Unis de se faire ouvrir largement pour leur commerce tous ces territoires que les puissances européennes s'étaient réservés.

Ses commentaires à son fils Eliott montrent bien ses arrière-pensées : « Je ne suis pas du tout sûr que nous ferons bien de rendre ces colonies à la France » ; et, quand son fils lui fait remarquer que ces colonies appartiennent à la France, le Président s'exclame : « En vertu de quoi le Maroc ou bien l'Indochine appartiennent-ils à la France?... Ne crois pas un seul instant, Eliott, que des Américains seraient en train de mourir ce soir dans le Pacifique s'il n'y avait pas la cupidité à courte vue des Français, des Anglais et des Hollandais. » De telles pensées justifient *a posteriori* l'attitude de de Gaulle et expliquent bien des incidents postérieurs (1).

L'intransigeance de Roosevelt est manifeste lors de la préparation de l'invasion de l'Afrique du Nord française (2). A Washington, on avait pendant de nombreux mois misé sur le général Weygand ; dans cet espoir, avait été facilité le ravitaillement de nos territoires africains. La différence d'attitude entre l'Afrique Équatoriale, d'une part, et l'Afrique Occidentale et l'Afrique du Nord, d'autre part, n'avait pas ouvert les yeux des dirigeants américains. Ils avaient pensé trouver en Weygand le chef qui faciliterait le soulèvement de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc contre les forces de l'Axe. Il semble que Leahy et Murphy (3), le principal consul américain en Algérie, n'aient pas vu que le sentiment de fidélité

(1) Eliott Roosevelt, *op. cit.*, p. 142.
(2) Opération baptisée *Torch*.
(3) M. R. Murphy avait été pendant une dizaine d'années consul, puis conseiller d'ambassade à Paris, avant d'être envoyé à Alger. On peut se demander, cependant, s'il avait bien appris à connaître les Français.

à Pétain, la méfiance à l'égard d'une possible victoire anglaise avaient toujours été les mobiles de la conduite du général et l'emportaient sur son hostilité contre l'Allemagne. Il faudra le rappel de Weygand sous la pression de l'Allemagne, son refus d'agir en janvier 1942 pour que ces espoirs disparaissent. Leahy écrit qu'il ne peut être question de compter sur lui pour coopérer à un effort pour rejeter l'Axe hors de l'Afrique française.

Malgré cela, on ne cherche pas à s'entendre avec de Gaulle. A l'instigation de Murphy, on se mettra d'accord avec un certain nombre de personnalités civiles et militaires d'Algérie et du Maroc. L'action des généraux Béthouart et Mast, de civils comme Lemaigre-Dubreuil ou d'Astier de la Vigerie, etc., ne fut, certes, pas négligeable, et on leur doit beaucoup, mais bien des événements regrettables auraient pu sans doute être évités si on avait fait confiance au chef des Français Libres. Celui-ci avait eu vent des plans pour l'Afrique du Nord et avait manifesté son amertume d'en être exclu.

C'est sur le général Giraud, sans connaître ni l'homme ni ses qualités, que l'on avait misé. D'après Langer, presque dès le début des contacts avec lui, on s'aperçut que le général n'était pas l'homme d'envergure dont on avait besoin. Mais il faudra la conférence d'Anfa pour que Roosevelt jauge le général Giraud.

Murphy, sans le connaître, n'avait pas tari d'éloges sur le compte du général et le considérait comme un excellent organisateur, un beau soldat. C'était l'homme qu'il fallait soutenir, car il amenait toute l'armée d'Afrique du Nord, tandis que de Gaulle n'aurait avec lui qu'environ 15 % de la population. Cependant, Giraud ne présenta aucun plan précis ; il resta hypnotisé, malgré ce qui put lui être dit des possibilités alliées, sur la nécessité d'agir en même temps sur le territoire de la France métropolitaine.

L'entrevue que Roosevelt eut avec Giraud à Anfa le déçut sur la personnalité du général. Il constata que Giraud ne voyait pas les problèmes politiques et que, soit avec Darlan, soit après la mort de Darlan, il ne prit aucune mesure pour abroger les mesures raciales prises par le gouvernement de Vichy en Afrique (1).

Roosevelt considère comme indispensable que de Gaulle soit tenu à l'écart, même s'il doit s'en irriter, pour être sûr que le secret sera gardé. Tant pis pour les répercussions, tant pis si cela doit produire une tension avec la *France Libre*. Le gouvernement britannique a beau signaler qu'on provoquera ainsi une crise entre Américains, Anglais et Français, cela n'importe pas.

Cependant, le Secrétariat d'État est bien obligé de se rendre compte que la popularité du général de Gaulle progresse dans l'opinion française.

(1) Il est certain que ces relations d'Eliott Roosevelt sont postérieures à l'opération *Torch* ; elles n'en révèlent pas moins l'erreur de psychologie commise à Washington sur le haut personnel français.

Ce général inconnu de 1940 fait maintenant figure de représentant d'une partie de ceux qui ne peuvent admettre la victoire et les méthodes allemandes. Aussi le gouvernement envisage-t-il de reconnaître la contribution militaire de la *France Libre*, ce qui ne comporte nulle reconnaissance, même *de facto*, d'un gouvernement souverain (1).

Il était établi dans l'esprit du Secrétaire d'État que les autorités américaines devaient traiter avec les représentants locaux de la *France Libre* dans les territoires où ils exercent (9 juillet 1942). Une telle disposition devait faciliter l'emprise américaine grâce à des discussions avec des personnalités moins bien armées que de Gaulle pour résister aux empiétements possibles des fonctionnaires ou des officiers des États-Unis. Le général avait cru à une reconnaissance de fait ; il fut, une fois de plus, déçu, en éprouva du ressentiment. Comme Roosevelt et Hull maintinrent cette attitude même après le débarquement en Afrique du Nord, il en résulta une atmosphère de défiance entre Américains et Français.

Il est difficile de comprendre que l'opération *Torch*, au moment où elle va se produire, soit indiquée à Vichy et que rien ne soit dit à de Gaulle. Winston Churchill a beau trouver le message à Pétain beaucoup trop aimable ! La conséquence de cette attitude de Washington sera le régime des « expédients provisoires ».

Les pertes françaises en hommes et en navires furent lourdes ; des pertes américaines étaient à déplorer ; les unes et les autres étaient inutiles ; elles auraient pu être évitées par une politique plus habile et plus confiante dans les Français non liés au régime de Pétain. Les débarquements subirent des retards importants ; les hésitations manifestées à Alger, les intrigues de Darlan, l'action de Noguès contre Béthouart, en fin de compte la soumission d'Estéva aux exigences de l'Axe, tout donna aux troupes de l'Axe le temps de se rassembler et de rendre nécessaire une campagne de Tunisie.

Il n'en résulta aucun avantage pour la politique rooseveltienne, car, d'après Hopkins, si le Président avait constaté à maintes reprises qu'il avait une certaine satisfaction à laisser Churchill se débrouiller avec de Gaulle, il se trouvait lui-même devant un problème identique à résoudre avec Giraud.

Il n'était pas facile de travailler avec ces Français qui ne voulaient pas obéir !

La leçon du conflit Giraud-de Gaulle ne devait pas servir. La conférence d'Anfa n'améliora pas les relations entre le Président et le chef de la *France Libre*. Eisenhower avait en vain signalé que, si la situation n'était pas ce qu'elle devrait être, c'était la faute des services secrets américains qui ne s'étaient pas montrés à la hauteur de leur

(1) Cette attitude justifiait le principe allemand de ne pas reconnaître la qualité de belligérants aux combattants de la *France Libre* et de ne vouloir les considérer que comme des rebelles.

tâche : euphémisme pour montrer que l'inexpérience politique trahissait la candeur un peu juvénile du gouvernement américain (1).

Le général de Gaulle avait proposé de se rendre à Washington. Au moment où il allait partir, on contremanda son voyage à la suite de l'attentat contre Darlan. « La réalisation de l'unité française se trouva de ce fait retardée. » Elle le fut aussi par suite du retour de Peyrouton. On pouvait avoir l'impression que, pendant toute cette période, la politique du Président tendait à susciter des opposants ou des rivaux à de Gaulle. Il songera ultérieurement à M. J. Monnet.

On comprend que, devant toutes ces manœuvres, le général de Gaulle n'ait montré aucun empressement à se rendre aux invitations qui lui venaient d'outre-Atlantique. Quand il se rendit à Casablanca, il fut accueilli par tout le service secret de protection de Roosevelt, dissimulé, armé jusqu'aux dents (2), comme si le chef de la *France Libre* avait eu des intentions criminelles à l'égard du Président.

Le Premier Ministre britannique, bien qu'ayant eu, lui aussi, des difficultés nombreuses avec le général, s'en tenait aux accords de juin 1940 ; il ne cessait d'insister auprès du Président pour qu'il reconnût le général. Il avait sur ce point l'accord moral des autres gouvernements en exil.

Roosevelt voulait bien coopérer avec tous les Français patriotes qui auraient reconnu la primauté américaine ; il voulait bien accepter le *Comité National Français*, mais en se réservant toute liberté d'action à son égard pour chaque cas particulier. C'était une manière de faire pression sur de Gaulle pour l'amener à se montrer conciliant à toutes occasions.

Cet état d'esprit demeura irréductible. Au mois de juillet 1943, les Français groupés à Alger nomment de Gaulle chef du *Comité de la Défense Nationale* ; il a triomphé de toutes les oppositions des généraux plus anciens que lui, Giraud, Georges, Prioux, de MM. Labarthe et Rigault, etc., qui tentent de détruire l'union péniblement réalisé autour de l'idéal de la *France Libre* (3). Ceux-ci se croient soutenus par des gouvernements alliés qui dénient au *Comité Français de Libération Nationale* la représentation des intérêts de la France. L'action d'Eisenhower en faveur de Giraud, le 19 juin 1943, ne put avoir qu'un effet momentané. Elle heurtait les sentiments d'un grand nombre de Français, en particulier de ceux attachés à la lutte contre l'envahisseur et qui avaient tout abandonné pour rejoindre le général, en dehors de quelques fractions de l'armée d'Afrique et de quelques hommes politiques.

En mai 1944, Roosevelt refuse de recevoir de Gaulle en tant que chef

(1) Hopkins, *op. cit.*, p. 191.
(2) Hopkins, *op. cit.*, p. 221.
(3) J. Soustelle, *Envers et contre tout : d'Alger à Paris*, p. 255.

d'État ; il ne veut voir en lui que le représentant d'un comité sans mandat. Ce ne sera que le 11 juillet, alors que la libération de la France est commencée depuis un mois, que les États-Unis reconnaissent le *Comité de Libération Nationale* comme l'autorité de fait de l'administration civile de la France (1).

Or, depuis longtemps, les préparatifs pour le débarquement en France sont en cours (2). Les difficultés ont été nombreuses entre le commandement allié et les autorités françaises.

* * *

Le plan élaboré pour créer le second front, promis depuis longtemps aux Russes, prévoyait un débarquement sur les côtes françaises. L'intervention du général Montgomery, puis celle d'Eisenhower avaient eu comme première conséquence une extension des effectifs prévus et un accroissement de la zone de débarquement. Comme ces opérations devaient se dérouler en France, il eût été logique de s'entendre avec des autorités françaises. Lesquelles?

Si, sur les questions d'effectifs et d'emploi, les accords pouvaient paraître réalisés, grâce à la coopération des anciennes unités de l'armée d'Afrique en Tunisie et des nouvelles unités en Italie, il y avait des problèmes civils à mettre au point. Les Alliés allaient se trouver en face d'autorités civiles nommées par Vichy, soit sous la pression des Allemands, soit avec leur accord. Ce n'était peut-être pas une bonne référence. N'y avait-il pas lieu de prévoir, là comme dans les autres pays occupés, des services alliés pour assurer le contrôle tant que la situation militaire ne serait pas éclaircie : services alliés, autant dire services anglo-saxons.

Au moment du débarquement, aucun accord n'avait été réalisé avec le général de Gaulle. Celui-ci avait cependant accepté que 150 officiers de liaison soient entraînés pour travailler en pays libéré entre Alliés et populations civiles. Le général Eisenhower en aurait voulu 550.

Les directives de Roosevelt commandaient à Eisenhower de traiter avec les autorités militaires françaises et non avec de Gaulle. A la fin de 1943, à Moscou, la question des relations avec les populations françaises était étudiée en dehors de la participation gaulliste. Un directeur des affaires civiles en France devait être nommé par les Alliés. « Cette proposition déplut au Comité National. » Le contraire eût été étonnant. M. A. Philip fit remarquer que la liaison militaire avec le commandement suprême allié (*S. H. A. E. F.*) dépendait du Comité National et non du commandement militaire, que les troupes de la Résistance étaient sous les ordres des autorités politiques et non du commandement militaire.

(1) Voir ci-après.
(2) *Opération Overlord.*

A cette action du ministre de l'Intérieur vint s'ajouter celle de M. Massigli, ministre des Affaires étrangères de la *France Libre.* Il déclara qu'il appartenait aux Alliés d'agir soit avec Vichy, soit d'avoir une administration directe s'ils ne voulaient pas s'entendre avec le Comité National. En fait, cette attitude presque plus que celle des Allemands aurait méconnu les conventions internationales. L'une ou l'autre des solutions ne pouvaient avoir pour conséquence qu'une grande confusion.

En mars 1944, le Président délègue sa décision au *Commandement Suprême*, qui fixera quand et comment l'administration sera exercée en France ; mais il devra préciser que les consultations et les tractations avec le Comité ne comporteront pas sa reconnaissance comme gouvernement. Le Comité ne devra pas empêcher la formation d'un gouvernement librement élu.

Il était normal que, dans ces conditions, le général de Gaulle ait déclaré, le 27 mars : « La France, qui a apporté la Liberté au monde, qui fut son champion, n'a pas besoin de consulter des opinions étrangères pour prendre des décisions en vue de remettre la Liberté chez elle (1). »

Le Président accepte de voir le Comité exercer la direction pour rétablir l'ordre et la loi sous le *contrôle* du commandement en chef allié. Churchill acceptera cette formule, dans laquelle il voit un changement d'attitude de Roosevelt, présage d'un retournement complet de la politique américaine (2).

Mais Roosevelt reste fidèle à son idée de discuter chaque cas particulier ; de nouvelles difficultés vont surgir sur la monnaie à utiliser par les troupes alliées pour leurs paiements en France. Washington avait prévu une monnaie spéciale sans consulter les Français. Ce fut une surprise de voir l'ambassadeur de Grande-Bretagne déclarer que son gouvernement préférerait une monnaie française émise par le Comité National.

Pendant trois semaines, Eisenhower attendra une décision. Ce sera, en définitive, une monnaie spéciale (« *suplemental* ») sous les auspices du *S. H. A. E. F.*, mesure qui froisse de Gaulle, qui voit dans cette monnaie alliée un moyen de pression sur le Comité National.

Il craignait aussi qu'Eisenhower fît des proclamations sans référence au Comité National. Winston Churchill insistait pour une décision rapide ; il ne pensait pas que le général voulût que cette monnaie fût considérée comme une fausse monnaie. Toutes ces difficultés auraient été aplanies si, écoutant davantage les avis du *Foreign Office* ou du *Département d'État*, Roosevelt s'était montré plus conciliant. Mais, toujours irréductible, le Président envisageait d'employer le *yellow seal dollar.* Si les Français refusaient de l'accepter, « ils n'auraient qu'à s'en prendre à eux quant à la dépréciation du franc ».

(1) *Supreme Command*, p. 145.
(2) *Supreme Command*, p. 146 : « under the supervision of the Allied Commander in Chief ».

Liant des questions sans grand rapport, de Gaulle décida de n'envoyer que vingt officiers de liaison au lieu des 180 prévus. Malheureusement, les Américains avaient des moyens de coercition dont ils menacent de se servir à maintes reprises. On ne laisse pas ignorer qu'en Afrique du Nord Eisenhower avait déclaré que si ses ordres n'étaient pas exécutés, le ravitaillement des troupes françaises serait arrêté (1).

Cependant, un officier de liaison au 21e groupe d'armées déclarait que l'homme de la rue reconnaissait de Gaulle comme « le chef naturel et inévitable de la France Libre ». L'accueil de Bayeux et d'Isigny, sur un territoire, hélas, trop restreint, avait été significatif. Le général, à son retour de cette courte promenade en Normandie, avait vu sa position raffermie tant auprès des Anglais que des Français de toute allégeance.

Le 8 juillet, le Département d'État, le Secrétaire à la Défense et le Ministre du Trésor envoient un mémorandum au Président pour qu'un accord soit signé avec le *Gouvernement Provisoire de la République française* pour les affaires civiles.

Le 11 juillet, Roosevelt informe la presse que le Comité est reconnu comme pouvoir politique jusqu'aux élections.

* * *

Si les relations entre le *Commandement Suprême* et le commandement français ne connurent pas des incidents aussi nombreux, il s'en faut que tout se soit passé très bien. Les habitudes prises à l'égard du Comité ne pouvaient disparaître sans laisser de séquelles.

Le général Eisenhower avait trouvé dans le général Kœnig, conformément aux directives du général de Gaulle, un subordonné disposé à coopérer à la mission commune. Il lui avait reconnu « la même situation qu'aux autres chefs alliés », ce qui lui laissait la possibilité d'en référer au Comité National si des ordres lui étaient donnés contraires aux directives du Comité et de nature à provoquer un différend.

Les troupes de la Résistance Intérieure avaient montré leur valeur. Avant le débarquement, les harcèlements, sabotages et destructions avaient causé beaucoup de difficultés aux Allemands. L'ouvrage sur le *Commandement Suprême* indique le cas d'une division blindée allemande qui mit douze jours pour effectuer les 720 kilomètres qui séparent Toulouse de la zone du débarquement. « Les résultats avaient dépassé ceux généralement prévus (2)... Les troupes avaient montré une unité dans l'action et un haut esprit de combat », qu'elles aient été plus ou moins armées.

(1) *Supreme Command*, p. 152.

(2) Le général Eisenhower avait déjà, dans *Croisade en Europe*, signalé l'apport des *Forces Françaises de l'Intérieur*. Le récit officiel confirme le point de vue du commandant en chef et le précise.

En juillet, l'intensification de leur action au sud de la Normandie, dans la vallée du Rhône donnait d'importants résultats ; leurs opérations en Bretagne simplifièrent grandement la progression des forces américaines.

Cependant, malgré l'accord réalisé dès le mois de mai 1943, aucune unité française ne débarqua en Normandie le 6 juin. On sait que la 2e division blindée du général Leclerc ne débarqua sur le sol de France que le 3 août. Elle sera tout de même à l'honneur à Paris et à Strasbourg.

En effet, le colonel Rol, commandant les *F. F. I.* de l'Ile-de-France, se rendant compte, dès le début des combats de la libération de Paris, que ses troupes ne pourraient tenir longtemps contre une action allemande vigoureuse, avait demandé une progression rapide des forces alliées. Le capitaine Trutié de Vareux, qu'il avait envoyé dès le début de l'insurrection, ayant été mitraillé par un avion américain, il chargea de mission le commandant Cocteau, qui franchit heureusement les lignes. Le commandant Cocteau put parvenir jusqu'au général Bradley et obtint que celui-ci sollicitât du général Eisenhower la décision de pousser rapidement sur Paris. Grâce à cette démarche, les premiers chars de la division Leclerc parvinrent dans la capitale le 24 août au soir.

Cette belle victoire provoqua encore des incidents entre Alliés. Anglais et Américains avaient discuté de l'entrée du général de Gaulle dans la capitale libérée de la France. Ils avaient décidé de la différer jusqu'à ce qu'un accord fût établi avec de Gaulle. Il fallait régler la prise de contact du général avec le peuple ! Il ne fut donc pas autorisé à se rendre à Paris, bien qu'il ait notifié son intention d'y venir dès que possible. Une fois de plus, on craignait que sa venue ne fut considérée comme une reconnaissance du Gouvernement Provisoire. Au lieu d'arriver dans un avion américain et de débarquer à Londres, le général de Gaulle arriva à Paris et, le 26 août, il descendait triomphalement les Champs-Élysées, se rendait à l'Hôtel-de-Ville et à la cathédrale Notre-Dame, au milieu d'une population clamant sa joie et sa reconnaissance pour celui qui, le 18 juin 1940, n'avait pas désespéré de la patrie ! Cette journée marquait nettement qu'il était le chef de la France Libre (1).

C'est seulement le 27 juillet qu'Eisenhower visitera la capitale.

« La France, grâce à ses propres efforts et à l'appui des Anglais et des Américains, était sur la route de la victoire et de la reconstruction (2). »

Les dernières difficultés que nous voudrions examiner se produisirent au début de l'année 1945, lors des opérations d'Alsace.

On se rappelle que la Ire Armée française, sous les ordres du général de Lattre de Tassigny, avait libéré le sud de l'Alsace, tandis que la divi-

(1) Il y avait une certaine différence d'atmosphère avec la venue de Pétain quelques mois auparavant.

(2) *Supreme Command*, p. 243.

sion Leclerc pénétrait dans la capitale alsacienne le jour anniversaire de l'entrée victorieuse de 1918.

Au mois de décembre 1944, en même temps qu'ils attaquaient dans les Ardennes, les Allemands tentaient une offensive en Alsace. Dans une discussion avec le général Devers, commandant le groupe d'armées américain en Alsace, Eisenhower déclara qu'il devait céder du terrain plutôt que de compromettre l'intégrité de ses forces. Les positions prévues pour le repli par le général Devers aboutissaient à l'abandon de Strasbourg.

Les Français ne pouvaient consentir à la perte de cette ville. Le général Juin, chef d'état-major français, dès qu'il avait été informé de cette perspective, avait désapprouvé le repli, proposé de mettre à la disposition du général Devers des *Forces Françaises de l'Intérieur*, quel que fût leur état.

Malgré cette objection, le 1er janvier, Eisenhower décida de raccourcir les lignes dans le Nord-Est de l'Alsace et de ne laisser dans la plaine que des forces d'observation et de reconnaissance. Cet ordre, « que les Français auraient peut-être accepté sur le plan militaire, était inacceptable sur le plan politique (1) ».

Le général Juin demanda que cet ordre fût reconsidéré. Le général Schwartz, notre gouverneur militaire à Strasbourg, rendit compte qu'il ne l'exécuterait pas sans un ordre direct du Gouvernement Provisoire. Le général de Gaulle, à son tour, déclara que c'était une faute militaire et politique, que le général de Lattre avait été averti « de défendre les positions qu'il occupait avec les forces françaises dont il disposait et de défendre également Strasbourg, même si les Américains se retiraient sur sa gauche ».

La situation était grave ; elle pouvait aboutir à une fissure dans le front allié. Le général Eisenhower avait discuté la question avec ses conseillers avant la déclaration de de Gaulle. Son état-major se rendit compte du risque d'une rupture entre les Alliés, rupture préjudiciable à la suite des opérations, et qu'il y avait peut-être lieu de consulter Churchill, avant que celui-ci ne soit saisi de la question par les Français.

Roosevelt, à qui la question fut posée, ne voulut pas se prononcer. Churchill, arrivé au *S. H. A. E. F.*, causa d'abord avec Eisenhower et Smith, Américains, Brooke et Whiteley Strong, Britanniques, puis assista à l'entrevue avec de Gaulle et Juin.

Eisenhower serait d'ailleurs revenu sur sa décision avant cette entrevue. Il n'a prescrit qu'un repli limité du saillant trop prononcé du VIe corps au nord de Haguenau. Strasbourg fut sauvé une fois de plus grâce à l'énergie des chefs français et des exécutants. Cependant, pendant près d'une journée, la capitale de l'Alsace s'était trouvée presque sans défenseur, couverte par la seule barrière du Rhin (2).

En janvier 1945, de nouveaux incidents surgirent. Le *Commandement*

(1) *Supreme Command*, p. 398.
(2) *Supreme Command*, *op. cit.*, p. 400.

Suprême pressa le général de Lattre de réduire la poche de Colmar : « Il serait facile de trouver l'armement pour de nouvelles divisions françaises si celles qui existent étaient maintenues à leur force normale... » et si, comme il fallait l'espérer, « les troupes françaises étaient assez inspirées pour retrouver leur propre forme antérieure (1)... ».

Le général de Gaulle s'étonna de la sévérité d'un jugement s'adressant au seul commandement français. Le général Juin fit remarquer que la Ire Armée française tenait un front doublé depuis deux mois sans avoir été renforcée et sans avoir perdu du terrain, allusion à la VIIe Armée américaine fort bien comprise par les Américains. La stagnation, dit de Gaulle, est due à bien des facteurs : longueur de la période en ligne par un hiver rigoureux auquel les troupes indigènes n'étaient pas habituées, faiblesse des effectifs, faible appui de l'artillerie, temps qui a gêné l'aviation.

Eisenhower mit les choses au point en déclarant qu'il n'a pas eu l'intention d'émettre une opinion défavorable aux Français.

* * *

On peut féliciter le service de l'histoire militaire du Ministère de la Défense américaine d'avoir publié cet ouvrage sur le *Commandement Suprême* avec un tel souci de franchise et de loyauté. Une fois de plus, le travail américain se montre de haute valeur.

Une guerre de coalition est toujours difficile à mener. Si de hautes personnalités, et Foch est une des rares à s'être montré à la hauteur de la tâche, sont à leur tête, bien des difficultés peuvent être résolues. Il y a d'autres cas, et l'histoire en fournit de nombreux exemples, où les rivalités de personnes ou de nationalités compliquent le coopération des combattants. Ce sont les combattants qui sont les premiers à en faire les frais ; ce sont ensuite les États. La leçon ne doit pas être oubliée.

R. Villate.

(1) *Supreme Command, op. cit.*, p. 403.

COMPTES RENDUS

SUR PÉTAIN ET VICHY

Une Histoire politique de Vichy

Difficulté majeure d'une *Histoire de Vichy* (1) : « chacun, selon son camp, interprète le même fait de façon contradictoire » ; par suite, « le bilan n'est pas encore dressé et il ne peut pas encore l'être ». Cet aveu que l'entreprise risquait d'être prématurée et la reconnaissance que le but proposé était inaccessible marquent la modestie de M. Aron, non son échec. Il a procédé à une étude dont l'ampleur et le sérieux ne sauraient être contestés ; il a eu la chance, quoique chercheur non officiel, d'avoir accès aux archives de la Haute-Cour de Justice ; ses raisonnements, ses récits, ses conclusions s'appuient, en principe, sur la documentation la plus riche qui ait été rassemblée, ce qui ne l'a pas empêché de lire attentivement les nombreux mémoires et souvenirs dont la seule menace de cette Haute-Cour a provoqué la publication ; il y puise au moins autant de citations que dans la documentation de première main.

Aussi bien un tel travail a-t-il porté ses fruits ; sur bien des points, l'auteur peut se féliciter d'avoir produit « un récit fidèle des événements ». S'il n'a pas toujours parfaitement réussi, c'est parce que des obstacles insurmontables rendaient cette réussite impossible pour n'importe quel historien. Il est inévitable que les jugements sévères soient réservés aux morts et que des précautions de langage préservent les vivants ; que, faute de pouvoir toujours critiquer comme on le voudrait les thèses qui s'affrontent, on en soit réduit à les juxtaposer ; que toutes les sources ne puissent pas être indiquées et qu'on parle « d'un résistant » reçu par Pétain en 1942 sans le nommer ou qu'on n'identifie pas des témoins qu'on aurait pourtant tout intérêt à mieux connaître.

Surtout, Robert Aron fut un acteur de cette période ; il a raconté dans un autre livre (2) quel fut son comportement à Vichy d'abord, puis à Alger. Lui était-il possible de ne pas se sentir par moment un partisan?

* * *

Le sommaire montre un déséquilibre surprenant entre les diverses parties de l'étude. 300 pages — près de la moitié du livre — sont consacrées aux 120 jours qui vont de l'armistice à l'entrevue de Montoire, de fin juin à octobre 1940 — où la voie est encore tracée selon les règles de l'honneur — et 140 seulement aux longues années de novembre 1942 à août 1944, lourdes d'abdications et d'épreuves pénibles auxquelles on aurait aimé que se fût soustrait un chef de l'*État Français*. Quant à l'accent, s'il est généralement objectif, il laisse parfois percer la note personnelle ; à la fin du livre, le titre de « *Dis-*

(1) Robert Aron, *Histoire de Vichy (1940-1944)*, Paris, Arthème Fayard, 1954, 766 pages.

(2) *Le piège où nous a pris l'histoire*, Albin Michel.

sidence » est encore donné à la Résistance, en juin 1944 ! Auparavant, l'appellation de « *catastrophe* » avait été accolée au débarquement britannique à Madagascar.

M. Robert Aron a, certes, dû souvent raccourcir son récit. Il en résulte beaucoup de formules qu'on aimerait plus arrondies par le frottement des faits et des documents, étant donné les événements ou les personnes auxquelles elles s'appliquent et les conclusions qu'elles sont de nature à faire naître. Ainsi, au moment de l'armistice, « la radio du Komintern, est-il écrit, a lancé aux communistes l'ordre de ne pas quitter Paris, quoi qu'il arrive », et il existait « un plan soviétique d'établir si possible un gouvernement à Paris ». On aimerait connaître les sources de ces affirmations ; comme, par ailleurs, est longuement développé le plan communiste pour faire reparaître l'*Humanité*, avec les démarches effectuées à cette intention auprès des autorités occupantes, tandis qu'il n'est rien dit, par contre, ni des arrestations de communistes opérées par l'occupant souvent dès son arrivée, ni du rôle des communistes dans la Résistance — les *F. T. P.* ne sont même pas nommés — il est impossible de ne pas conclure que l'étude, difficile et délicate entre toutes, du comportement du parti communiste pendant la guerre n'est pas encore écrite avec les pages que M. Aron lui a consacrées.

Le ton de l'auteur varie avec les personnages, auxquels il porte plus ou moins de sympathie. Le président Lebrun est comparé curieusement à Louis-Philippe en 1848 ! Chevalier, qui fit appel à la *Milice* contre les étudiants résistants de Grenoble, au cours de l'hiver 1944, responsable, de ce fait, d'une véritable hécatombe, aurait agi « sans s'en apercevoir, sans s'en douter, sans le vouloir ». L'entourage du Maréchal, de l'amiral Fernet à Menetrel, en passant par Gillouin, Romier, Moysset, est présenté comme un bloc germanophobe. Il est dit du Maréchal qu'il a « multiplié » les contacts officieux avec l'Angleterre ; on en compte, en fait, deux en tout — et, qu'il s'agisse de la mission de Rougier ou de la correspondance Chevalier-Halifax, leur portée exacte est discutable : M. Aron ramène, d'ailleurs, l'aventure de Rougier à ses véritables proportions de franc-tireur officieux.

On aimerait des preuves à l'affirmation que la Cour de Gannat, juridiction exceptionnelle créée pour punir les gaullistes, a eu pour effet « non de prononcer, mais d'esquiver les sanctions effectives » ; le général Weygand, proclamé partisan « d'une résistance ouverte », s'est toujours dérobé, en fait, quand Churchill et Murphy, en Algérie, puis les résistants, en Provence, ont fait appel à lui. A Dakar, les canons ont tiré sur les plénipotentiaires gaullistes ; c'est que, écrit M. R. Aron, les pointeurs étaient des noirs, et cette « violation des règles de la guerre a été involontaire » ! Accorder la même importance à l'entrevue de Montoire avec Hitler et à la mission de Rougier à Londres, c'est omettre de souligner qu'à Montoire était présent le chef de l'État, et à Londres un obscur universitaire, que l'entrevue avait été demandée par Pétain, qu'elle annonçait tout un dessein à longue portée politique, tandis que la mission Rougier à Londres résultait de l'idée qu'en avait eue son auteur. Si le ministre du Ravitaillement, parfois, n'a pas livré aux Allemands la moitié des impositions prescrites, des preuves devraient être produites de ce sabotage vichyste de la collaboration économique (1).

Souvent, M. Robert Aron essaye de trouver plus ou moins arbitrairement dans une analyse psychologique les causes des actions humaines, ce qui conduit à des hypothèses ingénieuses plus qu'à des certitudes. Suivant Darlan à Berchtesgaden, puis à Paris, en mai 1941, et constatant combien l'amiral s'engage loin dans une collaboration militaire, M. Aron lui prête le calcul gratuit de

(1) De même pour Bichelonne, qui « multiplie les efforts pour préserver le patrimoine industriel français... et qui envoie des ouvriers en Allemagne... pour protéger l'industrie française », tout en étant qualifié de « collaborateur forcené ».

« formuler des promesses qu'il n'aurait peut-être pas tenues ». Au même moment, Pétain aurait convoqué Weygand à Vichy pour « se faire forcer la main », Darlan faisant le même calcul de son côté. Mais, quelques pages auparavant, M. Aron a raconté comment Pétain avait d'abord accepté librement les dits accords, que Darlan avait librement négociés et présentés comme un succès de sa politique, tandis que, aussitôt Weygand reparti à Alger, l'amiral s'est efforcé d'obtenir son limogeage, en reconnaissance des services rendus, sans doute !

Quant aux pensées des acteurs du drame, on se demande à travers quel miroir magique M. R. Aron a pu les lire. Comment sait-il que, en décembre 1941, « Darlan ne croyait plus à la victoire allemande » ou que, appelé par Hitler le 9 novembre 1942, « Laval est décidé à refuser la cobelligérance ». De quels documents, de quels témoignages peut-il déduire l'existence de pensées aussi mouvantes et aussi intimes? Il est fâcheux que, parfois, les textes cités le soient incomplètement (1). Ou que les conclusions soient sans rapport avec les prémisses : après avoir avancé que Laval laissa entendre aux préfets qu'ils pouvaient saboter la réquisition pour le *S. T. O.*, quelques exemples de sabotage administratif sont donnés, mais pas un seul n'émane d'un préfet (p. 625). Comment déclarer, enfin, que Darlan ait pu pressentir en Stüpnagel un adversaire du nazisme, dès janvier 1942, en donnant pour preuve sa participation à l'attentat contre Hitler deux ans plus tard? A ce moment, pour les Français, Stüpnagel était l'homme qui avait décidé les représailles collectives, ce qui aurait dû tout de même le rendre encore moins attirant que Abetz (2).

* * *

Plus, peut-être, que les interprétations audacieuses, sont regrettables certaines lacunes : sur la flotte de guerre, par exemple, dont la prise par l'un ou l'autre des belligérants aurait eu une importance capitale, M. Aron se borne à citer, sans insister, la clause de l'armistice prévoyant que les bateaux seraient désarmés dans leur port d'attache : c'est-à-dire, pour une partie d'entre eux, dans les ports de zone occupée ; le risque considérable qu'ils courraient ainsi explique pourtant pour une bonne part le comportement des Britanniques. Il ne s'étonne guère que la décision de Darlan de couler les navires en dernière extrémité n'ait pas été communiquée à la *Royal Navy*. Racontant le sabordage de la flotte, il omet de parler du coup de téléphone de Laval pour essayer d'interrompre l'opération (3), pas plus qu'il ne rappelle combien il aurait été facile à la flotte de haute mer de prendre le large pour Alger si le Maréchal l'avait voulu. Tout aussi significatif est le silence sur la capture de la flotte marchande (4) ou sur les ordres donnés par Darlan à son service de renseignements de passer à la *Kriegsmarine* les indications recueillies sur les mouvements de la flotte britannique.

Autre lacune considérable : il n'est presque rien dit de la Résistance. Était-elle en dehors du sujet? N'appartient-elle pas à l'*Histoire de Vichy*? L'auteur

(1) Racontant l'entrevue de Ciano et de Darlan, il se borne à dire qu'il a été traité de généralités ; il oublie de rappeler que l'anglophobie de Darlan a étonné Ciano (cf. *Journal de Ciano*, t. II). De même, au sujet de la visite du comte de Paris à Vichy, il ne dit pas quelle impression détestable fit sur le prince la germanophilie régnant à Vichy (cf. *Paris-Presse*, 1er février 1954).

(2) Parfois s'exprime une note burlesque : à une cérémonie, à Paris, le cardinal Suhard feint de tomber, se raccroche au bras de Barthélemy ; victoire : Abetz ne vient ainsi qu'au second rang. Qui veut trop prouver...

(3) Cf. Kammerer, *La passion de la flotte française*, p. 484.

(4) Cf. Kammerer, *La passion de la flotte française*, p. 468.

suit les variations de l'opinion publique, il montre justement comment croît le divorce entre Vichy et l'opinion. Un dépouillement de la presse clandestine, doublé d'une évocation de l'action résistante — où serait apparue la multiplication des sabotages — auraient permis de suivre la lutte des deux fractions de la France et dessiné cette coulée à sens unique, qui vida le vichysme de sa substance pour porter au gaullisme, au fil des jours, les forces vives de la nation. Or, seuls sont cités quelques mouvements de la Résistance en zone sud. Il n'est rien dit des mouvements de zone nord — il est pourtant parlé des collaborateurs — rien du *Front National*, de l'*O. R. A.*, des réseaux d'évasion, de renseignements et d'action ; rien, ou presque, de la vie du résistant et de cette formation de nouvelles élites de la nation (1). La création des maquis est à peine indiquée ; un tableau de l'activité théâtrale à Paris occupe autant de place. Seul le Cantal — pourquoi le Cantal? — a droit à une mention pour les sabotages effectués dans ses limites. La Résistance en Afrique du Nord, sa participation au débarquement méritaient plus d'attention. N'aurait-il pas fallu préciser que pas seulement les policiers, mais aussi des voitures de gonio, furent autorisées par Laval à opérer en zone sud dès le printemps de 1942? Ou de rappeler que des armes camouflées par l'Armée de l'Armistice dans une excellente intention furent refusées à l'*Armée Secrète*, en novembre 1942, pour être ensuite livrées à l'ennemi par obéissance, par peur ou à la suite de délations?

* * *

L'ampleur du sujet autant que la nouveauté de la tâche imposaient à M. Aron de s'en tenir à une synthèse un peu rapide plutôt qu'à des recherches originales sur les nombreux points obscurs. Son souci d'apporter un récit exact des événements nous vaut, toutefois, d'intéressantes mises au point.

Sur l'armistice, il ne prend pas nettement parti. Il expose surtout le conflit qui dressa violemment Weygand contre Reynaud. Si on peut déplorer qu'il n'ait pas marqué que l'abandon du combat était le « péché originel » qui, d'abandon en abandon, porta en lui tous les fruits amers de la collaboration, si ses conclusions sur les possibilités de poursuivre la lutte en Afrique du Nord sont aujourd'hui dépassées par les recherches de M. Truchet (2), du moins signale-t-il avec raison que le discours radiodiffusé de Pétain, le 17 juin, « sans que ses ministres aient été consultés... », a « désarmé nos dernières troupes » ; confrontant les récits de Campbell, Baudouin et Charles Roux, il conclut que Baudouin « s'est trompé » dans son minutage des faits ; l'ambassadeur anglais n'a connu les conditions de l'armistice que bien après les Français, ce qui explique sa fureur et les craintes de son gouvernement.

Très avisé est le jugement sur la prétendue consigne donnée par le Maréchal à Darlan, le 4 août 1940, de gagner l'Afrique du Nord en cas d'invasion de la zone sud ; sans mettre en doute — il aurait pu le faire — la parole du seul témoin, P. Baudouin, dont il a pourtant relevé parfois les « erreurs », M. Aron conclut qu'il ne s'agissait que « d'une mesure de circonstance » et non « d'une préparation prophétique des événements de novembre 1942 ». Quant à la mission du professeur Rougier, il montre bien que son objet ne s'est étendu à la préparation de la rentrée en guerre de l'Empire que dans l'imagination de son auteur.

(1) Mais, en peu de pages, erreurs et confusions abondent : *Liberté* pris pour *Libération Nationale*, le *Conseil National* « organisme *directeur* de la Résistance », confusion apparente entre *Franc Tireur* et *F. T. P.*, etc.

(2) Truchet, *L'armistice de juin 40 et l'Afrique du Nord*, P. U. F.

Pour ce qui est de l'entrevue de Montoire, si elle n'a pas entraîné une véritable collaboration — quoique, du point de vue économique, les conséquences en aient été plus lourdes que ne l'écrit M. R. Aron (1) — il paraît équitable de dire avec notre auteur qu'elle a causé « une des équivoques les plus graves qu'ait connues notre pays, une des atteintes les plus profondes qu'ait subies son unité ».

Il semble bien que le Conseil des Ministres qui, en janvier 1942, aurait décidé de déclarer la guerre à l'Angleterre n'ait jamais siégé que dans les désirs d'Abetz ; la confrontation des rapports de l'ambassadeur allemand et de Benoist-Méchin est sur ce point édifiante. Toute ambiguïté n'a, toutefois, pas été dissipée sur cette affaire : comment Benoist-Méchin a-t-il pu déformer les faits à ce point? Pour l'expliquer, M. Aron a le tort de s'appuyer sur des déclarations très postérieures aux faits et dont est évident l'intérêt des déclarants à les faire aujourd'hui (2).

Il en est de même pour le télégramme de Pétain à Hitler après le raid anglais sur Dunkerque (3) ; un fait est certain : le télégramme est parti, il a été retrouvé ; M. Aron suggère qu'un autre que le Maréchal ait pu l'envoyer à sa place. Le moins qu'on puisse dire est que la conviction n'est pas emportée (4).

Par contre, sur l'échec de la *Révolution Nationale* et sur les raisons de cet échec, sur le *Conseil National* qui ne « réussit jamais à rétablir le contact entre le pays et Vichy », comme sur le caractère inadmissible des mesures antisémites et des exécutions commises par la *Milice*, M. R. Aron est très ferme dans son ton comme dans ses jugements.

* * *

Dans l'ensemble, les conclusions de M. R. Aron sont bien éloignées de celles des thuriféraires du régime de Vichy, dont les essais de réhabilitation et de justification ont pullulé, sous des titres ronflants, provoquants même, dès 1946. On peut en juger par ce bilan sévère de l'action du Maréchal, dressé le 13 novembre 1943 : « Moins de deux ans auparavant, le 18 avril 1942, Pétain a abdiqué en faveur d'un homme qu'il mésestime ; il y a un an, le 11 novembre 1942, il a perdu l'occasion de rallier autour de lui la majorité des Français. Le 13 novembre 1943, il abandonne l'espoir de quitter honorablement le pouvoir : il accepte de couvrir de sa gloire une politique qu'il désapprouve et qui souvent est déshonorante. »

Mais, s'il condamne la politique, R. Aron incline à l'indulgence envers les politiciens. Aucun, selon lui, n'a vraiment trahi ; ni Darlan, « qui n'a pas abandonné l'essentiel », ni même Laval, au destin de qui il trouve quelque grandeur et même une volonté de sacrifice. On reconnaît ici la théorie énoncée dans un livre précédent, que le poids des événements était trop lourd, leur déroulement trop implacable, pour que les hommes de bonne volonté ne soient pas écrasés sous la fatalité et broyés par « le piège ». C'est pourquoi, sans doute, après avoir maintes fois dénoncé la duplicité, la sénilité et l'étroitesse de vues de Pétain (5), il le juche sur le même pavois que de Gaulle ; « ce

(1) Cf. P. Arnoult, *Les finances de la France et l'occupation allemande* et *La délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice*, t. II.

(2) Il suffit de penser à ce que seraient ces déclarations si l'Allemagne avait gagné la guerre.

(3) Pétain proposait « d'envisager la participation de la France à sa propre défense ».

(4) Comme pour les télégrammes envoyés à Darlan à Alger, mais il faudrait sur ce point toute une étude.

(5) A noter ce jugement sur Pétain : « Plutôt qu'un homme exceptionnel, il était l'homme des qualités moyennes poussées à leur plus haut degré. »

fut le bouclier et l'épée » ; le Maréchal « parut avoir raison pour l'immédiat, de Gaulle eut raison pour l'avenir ».

Le même désir de découvrir des intentions plus que de faire le récit de l'action est sans doute à l'origine de la plus singulière et de la plus contestable affirmation de tout le livre. Recherchant les racines idéologiques de la *Révolution Nationale*, R. Aron les trouve dans le *nationalisme*, certes, mais aussi... dans le *personnalisme*. Curieux oubli, d'abord, que de ne pas déceler l'influence du *fascisme* (1) italien, espagnol et portugais, du cléricalisme réactionnaire vieux comme la France, de théoriciens comme de Maistre ou Le Play (2), dans un régime qui remit l'enseignement religieux à l'école, voulut restaurer les corporations, encouragea les familles à pulluler en période de restrictions alimentaires, prêcha le retour à l'artisanat et à la terre, porta condamnation sur la République, le parlementarisme et le libéralisme, restaura l' « *ordre moral* » ; mais plus curieuse interprétation encore que d'assimiler le *personnalisme* d'Emmanuel Mounier (3) à un régime qui abolit les droits de l'homme, instaura — écrit M. Aron lui-même — « un des ensembles répressifs les plus complets qu'ait connus notre pays, exclut des catégories de Français de la protection des lois » et confia le pouvoir économique aux trusts (4) !

On le voit, les conclusions de M. Aron ne sont pas d'une netteté absolue. Par suite de la complexité des choses, évidemment ; par souci d'apaisement aussi et volonté de ménagement.

Au fond, M. R. Aron a écrit une histoire uniquement politique. Il a essayé de mesurer l'importance des hommes, de leurs passions et de leurs ambitions, en faisant intervenir, comme des facteurs importants, leur caractère ou leur intelligence. De là, d'excellents portraits, des anecdotes bien troussées, un récit allègre et plaisant. Il lui a été difficile, en outre, de ne pas céder à cette optique, dont des combats trop récents et trop passionnés expliquent la persistance, qui conduit à rechercher pour chaque acteur du drame, autant que son rôle exact, son degré de culpabilité ; réaction inévitable, qui, de condamnations portées dans l'euphorie de la Libération, conduit aujourd'hui à des essais de réhabilitation, dans un mouvement de balancier que l'historien n'a pas encore arrêté.

Ce faisant, les véritables sujets ne sont peut-être pas toujours abordés. A l'issue d'une *Histoire de Vichy*, il nous faudrait savoir, par exemple, combien la France a eu de déportés, de fusillés, de prisonniers rentrés par la relève, de partants au *S. T. O.* Combien lui ont coûté les réquisitions, les bombardements, les opérations de guerre? Quel était l'état sanitaire de la nation à la fin de ses tourments? M. Aron n'a pas répondu à ces questions. Pas plus qu'à celles qui auraient concerné : le degré de germanisation de l'Alsace, le comportement des diverses classes sociales, le rôle des socialistes et des communistes, la *Légion des Combattants* et la *Milice*, la presse officielle et clandestine, la vie dans les zones interdites, les *Comités d'organisation* et le marché noir, la *Charte du Travail* et les syndicats, la Résistance et la condition des Juifs, l'occupation italienne, l'évolution des territoires ralliés à la France Libre, etc. N'était-ce pas là les véritables matériaux nécessaires à la construction d'un édifice qu'on a commencé par la toiture?

(1) Dès août 1940, G. Valois revendiquait la paternité du *Vichysme* dans un article paru dans un journal suisse.

(2) Sans oublier la technocratie, qui a inspiré aussi un mouvement de résistance comme l'*O. C. M.*

(3) En qui Alban-Vistel voit l'inspirateur de la Résistance. Cf. *L'héritage spirituel de la Résistance.*

(4) Passons sur le rapprochement entre Pétain et « ... Bergson, Kierkegaard, Heidegger (ce dernier fut nazi, il est vrai) en vertu d'un « préexistentialisme politique » promu par Pétain... « sans le vouloir ».

Une revision du procès Pétain

Devant la Haute-Cour de Justice ont été traduites, en vertu d'une ordonnance d'Alger, une centaine de personnalités gouvernementales vichystes ; la plupart des procès ont été présidés par M. Louis Noguères, sauf les cinq premiers, comprenant les deux plus importants, ceux de Pétain et de Laval. Étant donné l'importance de ces deux accusés, on avait intégré à leurs dossiers la plupart des pièces auxquelles il fallait se référer pour les autres procès. Dans l'exercice de sa charge, M. Noguères a été ainsi amené à prendre une connaissance étendue du « dossier Pétain ». Il a pu s'étonner qu'un grand nombre de pièces n'aient pas été utilisées au cours du procès ; le président Mongibeaux n'avait eu ni le goût ni le temps de classer et de noter un dossier où s'étaient accumulés des milliers de documents, et, l'accusé ayant obstinément gardé le silence, le président n'avait pas pu l'interroger sur les points obscurs.

Dans une certaine mesure, M. L. Noguères (1) donne donc une leçon à son prédécesseur à la Haute-Cour de Justice : en bon critique, estimant que l'ouvrage a été mal fait, il le refait. Son dessein est extrêmement précis : tout le dossier, rien que le dossier ; même lorsqu'il déplore des lacunes sur des faits graves, il n'a recours à aucun complément, à aucune bibliographie, « bien qu'il pense connaître tous les ouvrages de langue française consacrés à Vichy ». Il s'est limité — mais le travail était énorme — à dépouiller, analyser et classer méthodiquement, affaire par affaire, les documents qu'il a compulsés ; il en cite de longs passages, quelquefois *in extenso*. Il lui arrive de donner la parole à la défense et d'interroger un témoin aussi important que Weygand. Ainsi répond-il au vœu prononcé par les défenseurs du Maréchal (2) en demandant la révision de son procès, demande dont il ne reste plus grand'chose après la magistrale démonstration à laquelle il procède, d'autant plus que le travail avait été déjà bien commencé par M. Vanino (3).

M. Noguères se rend bien compte qu'il écrit « un livre... non tenu de permettre le recoupement ou la vérification des faits... Il s'agit de savoir ce qu'était l'affaire Pétain quand elle a été soumise, en juillet-août 1945, aux magistrats de la Haute-Cour de Justice ».

Ainsi se découvre très vite la très grande richesse d'un dossier dont il faut souhaiter qu'il soit bientôt mis à la disposition d'historiens qualifiés, maintenant que l'essentiel de son contenu a été révélé. M. Noguères sort des « documents jamais produits », dont les plus importants paraissent être l'agenda du colonel Bonhomme et les notes du docteur Ménétrel (4), respectivement aide de camp et médecin particulier du maréchal Pétain, le deuxième ayant joué un rôle politique plus important que le premier (5).

(1) L. Noguères, *Le véritable procès du maréchal Pétain*, Paris, Arthème Fayard, 1955, 680 p.

(2) Général Hering-commandant Le Roch, *Revision*, Les Iles d'Or, 1949.

(3) *De Rethondes à l'île d'Yeu*, Éditions Creator, 1952. Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 20, octobre 1955, compte rendu par M. Gadrat.

(4) Il faut déplorer un certain nombre de coquilles : commissaire Acherry pour Achiary ; bonheur pour honneur — il s'agit de la France (p. 244) ; Loustaunau-Lacau « travaille pour la France Libre » — le réseau Alliance était britannique ; Mgr Deloy pour Delay, Baunaud pour Barnaud, etc...

(5) Le plus intéressant des documents ainsi révélés — du moins en leur intégralité — est probablement le compte rendu de l'entretien entre Warlimont, Darlan, Huntziger, Abetz, Laval, le 10 décembre 1940, où le désir de collaboration s'affiche pleinement. Huntziger révèle les mesures pour reprendre le Tchad, occuper s'il le faut Bathurst et tenter une opération contre Freetown ; il envisage de bombarder

M. L. Noguères progresse avec prudence. Pour chaque affaire, il commence par rappeler les faits principaux, en un raccourci précis ; puis, après les avoir énumérés, il analyse très scrupuleusement chaque document, confronte les diverses versions d'un même texte, rangeant d'un côté ceux qui relèvent de la défense, de l'autre ceux qui intéressent l'accusation ; enfin, au terme d'attendus nuancés, il fait connaître son verdict définitif. Que reste-t-il, après ce travail de sape et de reconstruction, du premier acte d'accusation?

Sur quelques points, il s'effrite. Ainsi, mesurant les ambitions de Pétain avant 1940, L. Noguères constate que le Maréchal a refusé d'être candidat à la présidence de la République et qu'il n'a pas voulu entrer dans le gouvernement Daladier. (Ce serait « vous acoquiner sans possibilité d'action », lui écrivait un de ses familiers.) Au terme d'une analyse serrée, il conclut que la venue incognito à Paris, en janvier 1940, n'était pas commandée par des desseins subversifs, tandis que la phrase énigmatique « ils auront besoin de moi dans la deuxième quinzaine de mai » avait été prononcée début mai et non en mars 40, ce qui lui enlevait tout caractère mystérieusement menaçant. De même, la conclusion sur l'armistice est mesurée : « Le Maréchal voulait le pouvoir et l'armistice a été, pour lui, une occasion d'y parvenir. »

Bien que la démonstration soit moins convaincante, le maréchal Pétain est également lavé des démonstrations d'amitié à Hitler qu'on lui reprochait d'avoir prodiguées après le raid anglo-canadien sur Dieppe. M. Noguères ne retient pas comme charge le télégramme de félicitations envoyé à Hitler, et il écarte, comme n'étant pas sûrement de la main de Pétain — comme si elle ne pouvait pas être la copie d'un original disparu — la lettre par laquelle « était envisagée la participation de la France à sa propre défense » ; on sait pourtant qu'elle fut portée au télescripteur par M. Rochat, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères ; celui-ci aurait-il envoyé un document faux sur une question d'une telle gravité? Au bénéfice du doute, le président Noguères absout l'accusé.

Sur d'autres points, les attendus enlèvent ou ajoutent, de-ci de-là, à l'arrêt de la Haute-Cour. Il est établi que Pétain a, certes, protesté maintes fois contre la germanisation de l'Alsace-Lorraine ; mais, comme ces protestations n'ont pas été rendues publiques, sauf une fois, à la radio, parce qu'il ne fallait pas être en retard sur des déclarations faites sur le même sujet par de Gaulle à la *B. B. C.*, M. Noguères déplore « l'abdication morale du chef de l'État, maître absolu des destinées de la France ».

En Syrie, rien ne prouve que Pétain ait approuvé et même connu l'envoi de la mission Guerard-Rahn, mais les dépêches signées de son nom au général Dentz ont toujours commandé une attitude antianglaise. Aux Antilles, s'il n'est pas sûr qu'un télégramme très germanophile ait été envoyé par Pétain lui-même à l'amiral Robert, du moins a-t-il toujours approuvé la politique de Laval. Lors du débarquement en Afrique française du Nord, en admettant — et M. Noguères l'admet un peu vite — que Pétain ait couvert Darlan sans réserve, par un télégramme clandestin qui n'aurait jamais été annulé, par contre il a singulièrement insisté, pour les pousser à la lutte contre les Alliés, tant auprès de Barrée que d'Esteva et de Boisson ; quant à la flotte, elle aurait appareillé en temps utile et elle aurait été préservée, si le Maréchal l'avait voulu. S'il faut reconnaître que Pétain s'est parfois ému des conditions dans lesquelles les Français étaient requis pour le *S. T. O.*, s'il

la base anglaise de Takorada, « où les Anglais montent 200 avions américains par mois, destinés à l'Égypte ». Laval commente : « La France veut reprendre ses colonies et accepte l'éventualité d'une guerre avec l'Angleterre en Afrique », et il ajoute : « Notre unique pensée est d'être en état d'assumer les obligations de la collaboration décidée à Montoire. »

s'est élevé, par exemple, contre le départ en Allemagne de garçons trop jeunes et envoyés isolément, par contre, n'a-t-il pas toujours déclaré aux requis « qu'ils travaillaient pour la France »?

Il est, enfin, des points sur lesquels le maréchal Pétain sort plus accablé encore de cette révision de son procès. N'a-t-il pas préconisé la collaboration dès son message du 11 octobre 1940 et sollicité une entrevue avec Hitler, comme celui-ci le lui a rappelé dans une lettre du 27 novembre 1942 (1)? Le Maréchal a souhaité l'entrevue de Montoire et, si l'entretien est demeuré sur le plan des généralités — bien qu'admettre en principe la collaboration fût une chose grave entre vaincus et vainqueurs, occupés et occupants, alors que la guerre continue — par contre, souligne M. Noguères, il a ainsi ruiné d'un coup la patiente résistance des négociateurs français à la *Délégation allemande d'armistice* et « assuré aux Allemands des avantages de tous ordres (2) », et cela au moment même où les Alsaciens commençaient à être frappés !

Même abdication du Maréchal à propos des mesures raciales. « Il en a été informé de toutes parts. Force est de constater qu'il n'a élevé à aucun moment de protestation publique. » Il a indiqué que les événements « qui se déroulaient » — il s'agit des rafles du « Vel d'Hiv » et des rapts d'enfants — étaient « regrettables, mais inévitables ». Et si, le 24 août 1943, il a enfin refusé de signer un texte de loi, auparavant il a laissé prendre ou accepter par les autorités françaises trop de mesures inhumaines.

Quant aux juridictions spéciales, qui donnèrent aux lois un effet rétroactif, négation du droit, et conduisirent à condamner à mort des gens qui étaient déjà en prison quand étaient commis les actes pour lesquels on les punissait, Pétain les a entièrement acceptées, sinon provoquées. Il est incontestable qu'il a manqué à sa promesse devant l'Assemblée Nationale et qu'il s'est attribué tous les pouvoirs : l'exécutif et le législatif en juillet 1940, le judiciaire en janvier 1941. « Il pouvait désormais prononcer la formule : tel est mon bon plaisir. »

* * *

M. Noguères reconnaît volontiers n'avoir pas entrepris une étude historique. En se limitant à son dossier, il s'est astreint à accepter des lacunes dans son information, gênantes pour lui-même, pour rédiger un acte d'accusation et des attendus de condamnation en toute connaissance de cause. Les faits auxquels se réfèrent ces lacunes sont parfois favorables à Pétain : tel le renvoi de Laval en décembre 1940, dont il n'est soufflé mot. Mais ils lui sont le plus souvent défavorables, comme : le retour du même Laval au pouvoir, les protocoles de Paris et les délibérations ministérielles qui les ont approuvés (3), le refus obstiné opposé aux pressions qui se sont exercées sur lui pour qu'il parte en Afrique du Nord en novembre 1942 (4).

Surtout, l'état d'esprit et la méthode de l'auteur sont d'un juriste et d'un magistrat plus que d'un historien. M. Noguères analyse les déclarations des témoins et il pèse avec précision ce qu'elles apportent à la défense ou à l'accusation, plus qu'il ne critique le fondement même de leurs déclarations (5) ; or,

(1) « C'était votre vœu, M. le Maréchal, d'avoir une fois un entretien avec moi. »

(2) Cf. Arnoult, *Les finances de la France et l'occupation allemande*, P. U. F.

(3) Ils sont, certes, l'œuvre de Darlan, mais, jusqu'à l'intervention de Weygand, Pétain les a approuvés. Cette lacune est d'autant plus regrettable que le président Noguères a magistralement dépouillé le dossier Benoist-Méchin (cf. *Procès de Benoist-Méchin*, Albin Michel).

(4) Cf. Kammerer, *Du débarquement américain au meurtre de Darlan*, Flammarion.

(5) Presque tout le récit du 10 juillet 1940 est tiré de témoignages rédigés en 1944-1945.

qu'il s'agisse de députés présents à l'abdication de la IIIe République ou de personnalités vichystes, il est évident que le souci de justifier, ou de faire oublier, leur propre comportement leur importait plus que le sort de Pétain ; par ailleurs, ces « documents » demeurent de seconde main.

Au fond, le « véritable procès du maréchal Pétain » a pour but non de raconter les événements, ni de relater l'évolution, l'ambiance, les raisons, le bien-fondé d'une politique, mais de mesurer le degré de culpabilité d'un homme, selon l'optique de la Résistance qui porte condamnation sur toute volonté de collaboration (1). M. Noguères apporte des documents au dossier de l'histoire ; il facilite grandement leur compréhension par la façon dont il les critique ou les confronte ; souvent même, il enrichit fructueusement notre connaissance des faits (2). Sur certains points, le déblaiement est à peu près total ; sur d'autres, des questions demeurent (3). Mais nous sommes encore à « la saison des juges ».

La mission du professeur Rougier

C'est en partisan que M. Rougier consacre la plus grande partie de son nouvel ouvrage (4), à des attaques contre tous ceux dont il estime avoir eu à se plaindre : contre le gouvernement britannique coupable « d'un faux diplomatique », contre le général de Gaulle « apprenti dictateur, compromettant les chances de la France et les siennes propres » — et, pêle-mêle, contre MM. Étienne Gilson, Hoppenot, Latreille, Bidault, la Commission d'épuration du ministère de l'Éducation nationale, l'*Humanité* et la Résistance en général. On jugera du ton par ces quelques formules : « La terreur règne encore en 1954. Thémis est aveugle et Clio bâillonnée. La France depuis la libération vit dans l'imposture. L'Insurrection nationale a été effectuée par les hommes de main de de Gaulle », etc... Il s'agit donc d'un livre passionné écrit par un homme ulcéré.

La partie la plus intéressante, la seule intéressante, est un nouveau récit de la mission du professeur Rougier à Londres en octobre 1940 (5). Nanti de l'approbation de P. Baudouin et de l'assentiment de Pétain, le professeur Rou-

(1) Ainsi n'est guère étudiée la psychologie de l'accusé ; M. Noguères voit bien l'influence du séjour en Espagne sur la « doctrine vichyste » : corporatisme, syndicats verticaux, *Charte du Travail*, *Phalange*. Il souligne la sécheresse de cœur du Maréchal accrue par la sénilité, sa désinvolture à se débarrasser de ses meilleurs collaborateurs. Le portrait demeure inachevé. Le désir du Maréchal « de garder le pouvoir à tout prix » peut difficilement expliquer tout son comportement.

(2) Il relève, par exemple, que les « accords » avec Churchill ont été communiqués à la Commission d'armistice par le général Doyen le 3 janvier 1941 (p. 376) et que les Anglais insistèrent sans succès pour avoir un agent officieux à Vichy. Toujours sur ce point, l'analyse de la lettre de Pétain à Weygand du 9 novembre 1940, non citée au procès et reprise dans la demande de révision, est, en fait, à porter au débit de l' « anglophilie » du Maréchal.

(3) Il faut déplorer, outre certaines négligences — la même note répétée deux fois, p. 153 et p. 161 — des *impedimenta* — longues analyses de « l'agenda Bonhomme », affaire du *Massilia*, récit de l'expulsion de l'évêque de Metz ; des erreurs comme « les télégrammes de Noguès n'étaient pas pour rassurer » (sur la poursuite de la lutte en Afrique française du Nord). M. Truchet (*L'armistice et l'Afrique française du Nord*) a montré combien le général Noguès avait été fermement partisan de la poursuite de la lutte jusque encore au 25 juin 1940.

(4) Louis Rougier, *Les accords secrets franco-britanniques. Histoire et imposture*. Paris, Grasset, 1954, 249 p.

(5) Déjà publié dans un livre intitulé : *Mission secrète à Londres. Les accords Pétain-Churchill* (1946), et dans de nombreux articles de presse, notamment dans le *Figaro*, en février et avril 1953.

gier était parti à Londres animé des intentions les plus nobles ; il ne s'agissait de rien moins que de « dissiper les malentendus franco-anglais sur les clauses navales de l'armistice » et « d'amener de Gaulle, Weygand et Pétain à composition en vue d'exécuter un plan concerté » (1). M. Rougier vit Churchill et revint avec un texte résumant ses conversations, qu'il présenta au Maréchal. Depuis, il n'a cessé de soutenir que ce texte constituait un véritable accord clandestin franco-britannique, qu'il avait été ratifié par les deux parties et grandement mis en application. C'est parce que la portée exacte en aurait été méconnue, voire ignorée, que le maréchal Pétain et le général Dentz auraient été condamnés par la Haute-Cour de Justice.

Cette affaire s'est révélée extrêmement compliquée. D'une part, Churchill, dans ses *Mémoires* et à la Chambre des Communes, comme le Gouvernement britannique dans un *Livre Blanc* ont affirmé catégoriquement que « no agreement was concluded with Vichy » ; par ailleurs, il n'existe pas de texte de l'accord, le maréchal Pétain ayant à deux reprises jeté au feu les papiers qui pouvaient en faire foi (2) ; enfin, le *Gouvernement Provisoire* d'Alger ayant décidé de poursuivre tous les ministres de Vichy, ceux-ci ont vu dans les négociations menées par le professeur Rougier une véritable bouée de sauvetage ; ils ont tous repris pour leur compte les affirmations du professeur, mais ils l'ont fait avec une unanimité (3) et des différences dans le détail qui sont également suspectes ; l'analyse de leurs déclarations montre que, à l'exception de M. Jacques Chevalier (4), ils n'ont personnellement rien connu de l'affaire et qu'ils se bornent à se référer aux déclarations du professeur Rougier. Si nous ajoutons que celui-ci, qui est donc l'unique témoin français vivant, a varié dans ses déclarations et que, bien qu'il se prétende dépositaire de la véritable pensée du maréchal Pétain, il est dit dans une lettre de ce dernier au général Weygand que, à Vichy, Rougier « est considéré comme un agent anglais », on comprendra que, devant la Commission parlementaire d'enquête, le général Weygand ait pu déclarer : « Il est très difficile de débrouiller tout cela. » La seule certitude, effectivement, est que les défenseurs de Pétain, comme ceux qui l'ont suivi, avaient intérêt à donner à la mission de M. Rougier et au texte qu'il en ramena le maximum d'importance, fût-elle sans proportion avec celle que, réellement, ils ont eue.

Il semble qu'on puisse toutefois faire raisonnablement un certain nombre de constatations et de déductions. A la fin de 1940, la Grande-Bretagne est seule dans la lutte contre l'Allemagne ; si l'étau s'est un peu desserré après l'échec de l'offensive de la *Luftwaffe*, la menace persiste. Il importe, avant tout, d'empêcher que la flotte française ne passe au service de l'ennemi ; il serait hautement souhaitable qu'une diversion pût être produite par la rentrée en guerre de l'Empire français et, essentiellement, de l'Afrique du Nord. Ces deux buts, les Anglais ont essayé de les atteindre par la violence, à Mers-el-Kébir et à Dakar ; il est naturel qu'ils essaient aussi de les obtenir par des négociations directes avec le Gouvernement de Vichy ; de cette façon, ils ne font que prendre à leur compte la ligne de conduite qui a constamment été celle des Américains. Effectivement, les avances anglaises ont été nombreuses tant auprès de Pétain que de Weygand ou de Noguès, tantôt directement, tantôt par l'intermédiaire des Américains ou du ministre du Canada en France, M. Pierre Dupuy.

(1) *Mission secrète à Londres*, p. 20.

(2) M. Rougier a fait photographier seulement la première page de son texte.

(3) P. Baudouin, M. Peyrouton, Y. Bouthillier, J. Carcopino, général Weygand, vice-amiral Fernet, Flandin.

(4) Déclarations au procès Pétain et renseignements donnés au prince X. de Bourbon : *Les accords secrets franco-britanniques de décembre 1940.*

Du côté de Vichy, si Laval ou Darlan leur furent constamment hostiles, il y eut toujours un clan désireux de ne pas rompre totalement les ponts avec les Anglais ; des négociations économiques furent engagées par les ambassadeurs à Madrid et, après le professeur Rougier, le colonel Groussard fut envoyé à Londres par le général Huntziger en juin 1941. Dans tous les cas, il importait, de façon impérieuse, d'écarter le danger d'asphyxie que pouvait représenter une application rigoureuse du blocus britannique.

Est-ce à dire qu'il y eut réellement accord? Véritablement non. Il ne fut jamais procédé à des échanges d'instruments diplomatiques et on ne trouve pas dans le dossier un seul document écrit et signé par Pétain. Bien sûr, les conditions extraordinaires dans lesquelles se déroulaient les conversations exigeaient de rigoureuses précautions, mais les explications que donne le professeur Rougier pour démontrer qu'il y eut ratification tacite ne sont guère convaincantes (1). C'est pourquoi le gouvernement britannique ne peut pas être accusé « de faux diplomatique » quand il affirme qu'il n'y eut jamais de véritable accord signé ; ce qui semble prouver que, même pendant la guerre, il en fut toujours ainsi à ses yeux, c'est qu'il ne cessa de réitérer à Vichy sa demande de respect des conditions dont il était fait état dans le mémorandum de M. Rougier, ce qu'il n'aurait pas eu à faire s'il avait été persuadé que le gouvernement de Vichy était réellement lié par ce mémorandum.

Tout s'est donc passé comme si une sorte de *gentlemen'-agreement* avait joué *pour quelques-unes des questions énumérées dans le mémorandum du professeur Rougier ; mais pas pour toutes*, contrairement à ce qu'écrit l'auteur.

En ce qui concerne « la guerre des ondes », il est exact — le fait est reconnu par Soustelle et Passy — que les porte-parole de la *France Libre* reçurent, à diverses reprises, des consignes de ménager Pétain ; mais, de son côté, la radio vichyste ne cessa jamais d'attaquer les Anglais d'une façon souvent odieuse.

Il est exact aussi que de sérieuses atténuations furent apportées au blocus ; des négociations économiques avaient d'ailleurs commencé à Madrid avant que ne s'engageât la mission du professeur Rougier — c'est un des points qui font peser un doute sur l'authenticité du texte de M. Rougier qui, dans le paragraphe 2 de la partie E, fait commencer ces négociations postérieurement à son voyage et les présente comme une de ses conséquences.

Mais sur le problème capital que constituaient l'Empire et la flotte, « les deux poumons de la France », disait Churchill, les Britanniques eurent vraiment matière à déception. Si la flotte ne fut pas livrée aux Allemands, elle se saborda, sans aucun profit pour les deux parties, alors qu'elle aurait pu partir pour l'Afrique du Nord et qu'elle aurait dû le faire si, comme l'écrivent P. Rougier et les notables vichystes qui ont reproduit ses déclarations, la « pensée secrète » du Maréchal avait précisément été de faire entrer la France dans la guerre au moment favorable.

Quant à l'empire, si jamais des accords le concernant avaient été établis, ils auraient été singulièrement violés par les protocoles de mai et juin 1941 négociés par Darlan avec Hitler (2). L'intervention du général Weygand empêcha leur mise en application totale, mais ils connurent toutefois un début d'application en Syrie et il faut être bien naïf, ou bien roué, pour reprocher aux Alliés, après cette chaude alerte si révélatrice des pensées véritables de Darlan, de n'avoir pas fait suffisamment confiance à ce dernier pour lui communiquer leurs intentions de débarquer en Afrique du Nord. C'est pourtant ce

(1) Pour les *accords Halifax-Chevalier* de décembre 1940, tout se borne à un télégramme envoyé *de Madrid* par M. Dupuy : « Tout va bien », considéré comme équivalant à la ratification britannique, tandis que Pétain brûle le texte le plus important en disant à M. Chevalier : « Vous serez ma mémoire. »

(2) Ils faisaient bien rentrer l'Empire dans la guerre, mais contre les Anglais.

que fait M. Rougier en affirmant avec le plus grand sérieux que, ainsi, ce sont les Anglo-Saxons qui ont empêché le gouvernement de Vichy d'appliquer sa véritable politique de faire rentrer l'Empire dans la lutte, « les conditions exécutoires de la clause du protocole de Londres n'ayant pas été remplies ».

En définitive, il semble bien que sur les relations entre Londres et Vichy de juin 1940 à novembre 1942 ait pesé un grave malentendu. Pour les Anglais, ce qui compte, c'est la flotte et l'Empire ; c'est leur retour au combat ; en dehors de cela, ils n'ont nul besoin, sur aucun autre point, d'un accord avec l'État français. Mais Pétain, de son côté, s'est toujours considéré comme tenu par l'article X de la convention d'armistice, par lequel « le gouvernement français s'engageait à n'entreprendre à l'avenir aucune action hostile au Reich allemand avec aucune partie des forces armées qui lui restent, ni d'aucune autre manière ». Il n'a jamais pensé à les engager à reprendre le combat hors de France ; il s'est toujours engagé à respecter l'armistice, donc à ne rien entreprendre d'hostile contre les Anglo-Saxons ; c'était tout ce qu'il avait à leur faire dire lorsqu'il leur envoyait des émissaires.

Conversations? Oui, et personne ne le nie. Accords? Non, sauf dans la volonté de Churchill et dans les velléités d'un Baudouin et d'un Flandin. C'est pourquoi, revenant à la charge parce que ne l'avaient satisfait ni la mission de Rougier (octobre 1940) ni les pourparlers Halifax-Chevalier (décembre 1940), Churchill s'est encore adressé directement à Weygand en janvier 1941 et à nouveau à Pétain, si ce n'est le roi d'Angleterre lui-même, au début de février 1941.

Aussi bien, le double jeu de Pétain a-t-il seulement consisté à tenir tête le plus possible aux fanatiques de la collaboration et à garder la balance égale entre les Allemands, les ennemis, et les Anglais, alliés d'hier et libérateurs de demain. Jusqu'au moment où, la balance penchant en leur faveur, les Alliés n'ont plus eu besoin de l'aide de Vichy, ce qui a coûté à la France sa flotte, en ébranlant fortement son Empire. Mais il est dans la logique de la chose judiciaire que des avocats, ou des comparses, aient essayé de tirer le maximum, en la faveur de leur client ou en leur propre faveur, de ce que pouvait avoir d'équivoque ce comportement, comme il est conforme à la nature humaine qu'un acteur, comme M. Rougier, dont la conduite personnelle est inattaquable, ait eu tendance, en toute bonne foi, à grandir quelque peu son rôle.

Le Commissariat général aux Questions juives (1)

Le *Centre de documentation juive contemporaine* est un des organismes au monde possédant les plus riches fonds d'archives sur la deuxième guerre mondiale (2), d'origine allemande ou française. Si on peut s'étonner parfois que des documents provenant de services français du temps de l'occupation se trouvent aujourd'hui dans un centre privé, et non public, l'historien ne peut, par contre, que se féliciter de voir ces archives non pas assoupies dans une léthargie de cinquante ans, sinon perpétuelle, mais ouvertes à des chercheurs qualifiés qui, patiemment, en extraient le suc dans des études solidement charpentées — vingt-six ont déjà été publiées — autour du même centre d'intérêt : la condition et le sort des Juifs dans le système nazi et sous l'occupation allemande.

(1) Joseph Billig, *Le Commissariat général aux Questions juives (1941-1944)*, t. I. Préface d'Edmond Vermeil, Paris, Éditions du *Centre de documentation juive contemporaine*, 1955, 388 p.

(2) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, numéro de juillet-septembre 1954, article de Poliakof.

Auteur déjà d'une synthèse sur *L'Allemagne et le Genocide*, M. Joseph Billig a dépouillé les abondantes archives laissées par un service de l'État français, le *Commissariat général aux Questions juives*, dont le *Centre de documentation juive* possède l'intégralité. On ne peut que louer l'auteur pour l'étendue de son information, attestée par de très larges citations puisées dans ses sources, comme pour l'objectivité passionnée dont il fait preuve ; certes, l'objectif que se fixent les chercheurs du Centre n'est pas seulement historique : ils ne dissimulent pas qu'ils veulent « lutter contre le mal nazi et lever le voile de l'oubli qui recouvre les crimes nazis » ; mais, malgré l'émotion que ne peuvent pas ne pas ressentir, dans l'évocation d'une terrible tragédie, des hommes qui en ont été les victimes, en eux-mêmes ou dans leurs proches, c'est en historiens qu'ils essaient d'atteindre leur but, pesant scrupuleusement les responsabilités des uns et des autres, toujours nuancés dans des jugements qu'étaie une conviction puisée dans l'abondance des preuves.

Dans cet ouvrage touffu, ce n'est pas toute la persécution subie par les Juifs en France que veut décrire J. Billig : il ne donne pas les chiffres de la déportation, pas plus que ceux des spoliations subies ; on peut même regretter qu'il ne passe pas au crible de la critique les tableaux où les services de l'*aryanisation économique* totalisent les résultats qu'ils ont obtenus ; ce n'est pas non plus la politique d'ensemble des Allemands à l'égard des Juifs qui est étudiée ; reste aussi en dehors du sujet l'analyse, certes délicate, mais nécessaire, du comportement de l'ensemble de la population (1) juive devant les mesures rigoureuses qu'elle subissait. Il est vrai que ces questions ont été parfois abordées ou partiellement traitées dans d'autres publications du *Centre de documentation juive*, sans oublier que M. Billig, qui ne nous fait pas connaître le plan général de son œuvre, se réserve peut-être d'en parler dans la suite de sa publication (2).

Pour l'instant, il s'agit essentiellement d'une relation, très complète, de la genèse et du comportement d'un des rouages les plus typiques de la collaboration entre l'occupant et l'État français ; étant donné l'importance que les nazis attachaient à la « solution » de la « question juive », le fonctionnement du *Commissariat général aux Questions juives* — et c'est ce qui en fait le grand intérêt — non seulement s'inscrit au cœur même des préoccupations de l'occupant, mais permet de saisir, dans un de ses aspects les plus caractéristiques, la politique suivie par le régime de Vichy devant les exigences des Allemands.

* * *

J. Billig décrit avec minutie les divers services qui composent le *C. G. Q. J.*, en même temps qu'il essaie de mesurer avec le maximum de précision le rôle exact joué par ceux qui les ont dirigés. Créé à la demande des Allemands et développé sous leur pression, le *C. G. Q. J.* n'était, cependant, pas un organe nazi, et pas seulement le résultat des exigences posées par la coexistence des occupants et des occupés ; par bien de ses côtés, il répondait aux vœux des partisans de Vichy qu'animait l'antisémitisme. Créé en mars 1941, il a fonctionné jusqu'à la Libération ; il était installé partie à Vichy, partie à Paris ; rattaché d'abord au ministère de l'Intérieur, il dépendit ensuite directement de la Présidence du Conseil à partir du 6 mai 1942, par une déci-

(1) Il n'est question que de l'échec allemand d'organiser, comme en Pologne, la spoliation des Juifs par des organismes juifs ; l'*Union générale des Israélites de France* (*U. G. I. F.*) se borna à une action de solidarité et de sauvetage.

(2) Le tome II, nous a précisé M. Billig, traitera de la Police antijuive, de la propagande raciste, de la définition du Juif ; le tome III de l'*aryanisation économique*.

sion de Laval, qui n'aimait pas Darquier de Pellepoix et qui entendait le mettre en tutelle. En 1942, il employait déjà 942 personnes et ses moyens financiers, comme son personnel et ses attributions, ne cessèrent d'augmenter jusqu'en 1944.

Il prit corps vers le milieu de 1942, où ses services centraux, groupés à Paris (1), comprennent deux parties essentielles : une *section d'enquête et de contrôle* (*S. E. C.*) et un organisme d'*aryanisation économique*. Il n'était pas seul à s'occuper des Juifs en France : c'étaient les Allemands qui se chargeaient des internements et des déportations vers l'Est et la police de Vichy procédait aux arrestations et aux internements en France ; mais au *C. G. Q. J.* « se croisaient tous les fils ».

Chargé d'abord de proposer des textes législatifs et d'assurer la spoliation des Juifs et leur élimination de la vie politique, sociale et économique du pays, le Commissariat reçut par la suite le droit de « provoquer les mesures de police nécessaires ». On lui adjoignit alors une *police aux questions juives* qui, à l'origine, ne dépendait pas directement de lui et dont le rôle consistait, en zone occupée, à arrêter les Juifs pour infraction aux règlement antijuifs et, dans les deux zones, à détecter les Juifs en vue de leur spoliation et de leur persécution. En un seul mois, cette police procéda à plus de 500 enquêtes en zone non occupée ! En outre, par son service de propagande, le *C. G. Q. J.* se donna pour tâche de préparer l'opinion française à la ségrégation des Juifs de la société par leur isolement dans des ghettos et à leur extermination finale.

M. Billig insiste sur la valeur médiocre du personnel employé par le *C. G. Q. J.* Les subalternes des directions régionales étaient recrutés difficilement, car leurs traitements étaient bas et ils ne bénéficiaient pas de certains avantages réservés aux fonctionnaires ; de là une grande instabilité et une extrême vénalité, manifestée, notamment, dans la délivrance des certificats d' « *aryanité* ». Lorsque le haut fonctionnaire du Paty du Clam prit la direction du service, en 1944, il proclama à qui voulait l'entendre qu'il n'avait jamais vu « aussi grande pagaïe et pareille foire d'empoigne ». Les membres de la *police aux questions juives*, notamment, avaient une très mauvaise réputation et étaient souvent accusés d'abuser de leurs pouvoirs.

A la tête du service trois hommes se succédèrent. Par la nomination du premier, Xavier Vallat, le gouvernement de Vichy entendit montrer qu'il n'obéirait pas aveuglément aux injonctions de l'occupant ; non seulement il n'acceptait pas les candidats proposés par les Allemands, qui manifestaient à Paris l'antisémitisme le plus vil, mais il imposait un homme qui avait voulu créer des délégations de la *Légion des Combattants* en Alsace-Lorraine. Borné, mais désintéressé, patriote, mais possédé par une haine aveugle des Juifs, animé par une idéologie fumeuse, grand mutilé de guerre, Xavier Vallat alla parfois au-devant des désirs allemands, en leur soumettant, par exemple, un projet de loi « aux fins de pourchasser la fortune anonyme et vagabonde d'Israël » et en évoquant « la solution européenne du problème juif conformément au génie de chaque nation ». Mais un esprit antiallemand animait son entourage ; il est attaqué par *Le Pilori*, traité d' « enjuivé » dans des réunions publiques à Paris ; il boycotte l'exposition *Le Juif et la France*, s'efforce de retarder le départ du premier convoi de déportés. Bref, bien que son zèle antisémite le pousse jusqu'à donner des consignes de fermeté à des chefs de camps d'internement qui ne dépendent pas de lui, il entre en conflit avec l'autorité allemande, qui lui interdit de venir en zone occupée ; il est alors abandonné par Vichy.

(1) C'est à Paris que, malgré le départ d'un certain nombre d'entre eux, vivaient le plus de Juifs et se trouvaient le plus d'entreprises juives à « *aryaniser* ».

Son successeur (mai 1942), Darquier de Pellepoix, est imposé par les Allemands. « Il pratique avec conviction l'antisémitisme nazi pour en profiter sans retenue » ; violent — il insulte des consommateurs d'apparence juive à la terrasse d'un café — viveur, bohème, en relations étroites avec les services allemands de propagande, il voit le problème juif sous l'angle racial et pas seulement religieux et économique ; il inonde le gouvernement de Vichy de propositions de lois plus rigoureuses les unes que les autres concernant : le port de l'étoile jaune, la mise en œuvre des déportations, l'établissement de conditions plus sévères d'internement, le sort des « demi-juifs », l'interdiction des mariages mixtes, etc... Il se heurte à tous les ministères ; limogé dans des conditions mal précisées, il est remplacé (février 1944) par un haut fonctionnaire, du Paty du Clam, qui se retire sans avoir fait grand'chose au bout de deux mois. Désormais, c'est le secrétaire général Antignac, qui dirigera le commissariat jusqu'à la Libération.

Tel est le service ; tels sont les hommes qui l'ont dirigé. Que voulaient faire les Allemands de l'un et des autres?

* * *

Du point de vue allemand, le problème est simple : il s'agit d'extirper les Juifs de la France comme de toute l'Europe. Sur ce principe, tous sont d'accord : administration militaire, ambassade et Gestapo. J. Billig explique excellemment, de façon résumée, comment étaient organisées les services de l'occupant ; au début, sous l'autorité du commandant militaire se trouvait le *service de la Sûreté* (*Sichesheitsdient*, ou *S. D.*), organisme de la *Gestapo*, avec Knochen à sa tête ; il comprend une *section juive* (*Judenferat*) commandée par Dannecker.

D'abord, les Allemands sont prudents ; dans la première ordonnance antijuive du 21 septembre 1940, la définition du Juif, établie d'un point de vue religieux, est plus restreinte que celle qui a cours en Allemagne ; il est admis, par exemple, qu'un *demi-juif* (c'est-à-dire un homme dont un des deux parents est *aryen*), s'il n'appartient pas à la religion israélite, est considéré comme *aryen*. Les Allemands se contentent d'interdire en zone occupée le retour des Juifs qui sont partis en zone non occupée, d'opérer un recensement des Juifs, d'inscrire une marque spéciale sur leurs papiers d'identité, d'imposer l'affichage d'écriteaux sur les entreprises juives, de placer sous administration provisoire les « affaires abandonnées ».

Mais l'évolution est rapide ; le 12 novembre 1940, une ordonnance met en œuvre l'organisation économique et pose en principe que « les gérants ont pour tâche de supprimer définitivement l'influence juive dans l'économie française ». Il ne s'agit plus seulement de pallier à une absence provisoire ; il faut déposséder et expulser, soit par achat, soit par liquidation, autant que possible avec l'agrément des intéressés.

En janvier 1941, un mémoire de Dannecker propose l'expulsion des Juifs et leur envoi, comme colons, « dans un territoire à désigner » (peut-être retrouve-t-on ici le plan conçu un moment par Hitler d'un transfert à Madagascar). En même temps, Dannecker demande que soit créé un *office central juif*, origine du commissariat général. Dans sa pensée, cet office doit être consacré au renseignement et à la recherche, donc essentiellement à une action policière répressive ; notons tout de suite que, sur ce point, les Allemands n'eurent pas satisfaction, et que le commissariat général demeura voué à « l'aryanisation économique ».

Au mois de février 1951, dans une conversation entre Abetz et Dannecker, est envisagée la constitution de camps de concentration en zone occupée,

en vue « d'une action foudroyante ». Entre temps, les attentats contre les soldats allemands se sont multipliés ; les autorités d'occupation ont pris des otages parmi les Juifs, décidé en décembre 1941 la déportation de mille Juifs français et imposé à la population juive une amende de un milliard.

C'est à partir de 1942, lorsque l'armée allemande commence à être mise en difficulté sur tous les fronts, que se fait jour l'idée de la *solution finale.* Le *S. D.* est à fond pour sa réalisation ; il semble qu'il se heurte quelque peu à l'autorité militaire, ennuyée d'endosser la responsabilité des internements et des expulsions. Mais, à ce moment, les *S. S.* et la police, placés sous la direction de Oberg, deviennent pratiquement indépendants de l'administration militaire (1). Désormais les décisions rigoureuses vont se succéder à un rythme accéléré ; port de l'étoile jaune imposé en juin 1942, décision le même mois de déporter 100.000 Juifs français, à raison de 1.000 d'abord, puis de 4.000 par semaine, demande au gouvernement de Vichy d'ôter la nationalité française aux Juifs naturalisés après 1927 (2), etc...

Mais les Allemands jouent à fond la carte de la souveraineté française ; ils savent que les mesures qu'ils proposent sont impopulaires à l'opinion française ; elles le seront encore davantage s'ils les imposent et les appliquent seuls ; il leur faut donc à tout prix l'adhésion du gouvernement de Vichy. Quel a été le comportement de celui-ci?

* * *

Il est incontestable, et on ne peut que féliciter M. Billig de le reconnaître, voire de le démontrer, avec autant de loyauté, que non seulement la population française était quasi unanime à réprouver les mesures antijuives, mais que les gouvernements de l'État français ne les acceptèrent que contraints et forcés. Certes, l'antisémitisme était une arme ancienne dans l'arsenal des forces réactionnaires qui portèrent et soutinrent Pétain au pouvoir ; mais il s'agissait d'un antisémitisme à base de xénophobie, qui voyait dans beaucoup de Juifs des Français trop récents et mal assimilés qu'il s'agissait d'empêcher de parvenir trop nombreux aux postes de direction.

Au début, l'État français opéra donc avec prudence et avec une certaine mesure. Le premier geste fut, en juillet 1940, une révision des naturalisations, conçue de façon à toucher d'abord les Juifs. Suivit, le 3 octobre, le *statut du Juif* élaboré par Alibert ; si l'application ne s'annonçait pas comme très rigoureuse, puisque aucune mesure de coercition ou de sanction n'était prévue, si les mesures arrêtées se bornaient à l'exclusion de certaines fonctions publiques, à la fixation d'un « *numerus clausus* » pour les professions libérales et à l'interdiction de certaines professions (d'autorité, de gestion ou de formation des intelligences), par contre la définition du Juif fut malheureusement trop large, car elle se plaçait sur un plan *racial* ; elle allait ainsi plus loin que celle établie par les Allemands en zone occupée, qui était d'une acception uniquement religieuse. Les autorités occupantes devaient faire leur profit de ce fait.

Le 4 octobre 1940 (3) fut donné aux préfets le droit d'interner dans des camps spéciaux les Juifs étrangers ; la mesure s'appliqua d'abord à 3.600 Juifs polonais, puis à des milliers de Juifs expulsés du pays de Bade. M. Billig note justement que, si ces camps d'internement furent parfois des lieux de misère, ce fut dû à l'incurie administrative plus qu'à une volonté d'extermination

(1) En juillet 1942, Dannecker a de l'avancement et il est remplacé par Roethke.
(2) Une loi de 1927 avait rendu les naturalisations plus faciles.
(3) Le 7 octobre 1940 fut annulé le décret Crémieux en Algérie ; en même temps étaient expulsés les Juifs d'Alsace-Lorraine.

des détenus. Il reste que, en pareille matière, l'incurie administrative est chose grave et qu'une étude sur ce point serait nécessaire, de même qu'il conviendrait de ne pas oublier les livraisons de Juifs allemands qui furent effectuées au premier signe des vainqueurs !

Toutefois, et c'est là peut-être que réside l'analyse la plus subtile et la plus neuve de tout l'ouvrage de M. Billig, dans son opposition à la politique antisémite allemande, le régime de Vichy allait être gêné par le principe même de cette souveraineté nationale dont l'affirmation était la justification de son existence. Pour obtenir que les décisions qu'il prend soient appliquées en zone occupée, le gouvernement de Vichy est obligé de demander, au préalable, l'avis des Allemands ; d'où, pour ces derniers, un moyen de pression supplémentaire qui se traduit par des exigences accrues et, en définitive, un accord sur une cote mal taillée où Vichy perd à chaque fois quelques plumes. Il est même arrivé que, pour défendre ses pouvoirs, l'administration française soit allée au-devant des désirs allemands ; c'est ainsi que, en zone nord, la *délégation en zone occupée* appliqua les décisions allemandes de spoliations de Juifs avec une quasi-précipitation, pour pouvoir user de son droit de choisir les administrateurs provisoires et empêcher une mainmise allemande sur l'économie française.

Dans la plupart des cas, l'administration française régulière fit preuve d'une opposition soutenue ; les Allemands se plaignirent souvent de l'attitude de fonctionnaires de la Préfecture de Police ; le ministère de la Guerre refusa catégoriquement de pénaliser les Juifs dans la révision de décorations à laquelle il procédait ; le ministère de la Justice intervint avec force contre des mesures dont Antignac remarquait avec étonnement qu'elles étaient du ressort du ministère de l'Économie nationale et non de celui de la Justice ; le ministère des Finances retarda tant qu'il le put les augmentations du budget du *Commissariat général aux Questions juives* ; la police régulière limita de son mieux les pouvoirs des agents de la police aux questions juives ; Darquier de Pellepoix était contraint de constater qu'il avait fait contre lui l'unanimité des ministères !

De même, Pétain comme Laval s'opposèrent souvent, et parfois avec obstination et courage, aux mesures qui leur étaient proposées. On vit même Darlan prendre la défense des artisans juifs, la défense de l'artisanat étant, il est vrai, un des slogans du régime.

Mais cette réelle opposition de Vichy à l'antisémitisme allemand laisse tout de même une impression de malaise. D'abord, elle ne se manifesta jamais au nom d'un principe d'humanité, fût-il d'inspiration religieuse. Constamment, elle fut présentée comme commandée par des raisons d'opportunité, par le souci de ne pas heurter l'opinion et par la préoccupation du maintien de l'ordre ; bref, par des soucis de « haute politique », comme l'écrivait Xavier Vallat.

En second lieu, elle ne s'est traduite que par des actes symboliques. Après un certain temps et quelques contre-propositions d'obstruction, Vichy a toujours fini par laisser faire et ne plus rien dire, quand il ne cédait pas ! Il en fut ainsi particulièrement pour les deux plus importantes mesures antisémites que furent l'*aryanisation économique* et la déportation.

L'*aryanisation économique* gênait le gouvernement français parce qu'il touchait au principe sacro-saint de la propriété privée, un des piliers du régime. Après quelques mesures dilatoires concernant les droits des administrateurs provisoires et la nécessité d'une indemnisation, on s'en tira en prétendant frapper seulement le « mauvais capital », conformément à une des affirmations les plus cyniques du nazisme. En définitive, la loi du 22 juillet 1941 décida que tout bien juif serait placé sous administration provisoire ; le produit de la vente ou de la liquidation serait versé dans la caisse de l'État, sans indication de la mise à la disposition des propriétaires juifs, qui auraient

à se contenter de quelques subsides à titre d'acompte ! Au 31 juillet 1943, Darquier de Pellepoix évaluait le total de la spoliation à 1.289.000.000 francs. Nous espérons que, dans le tome second de son volume, M. Billig dira à quels chiffres il est lui-même parvenu et qu'il donnera quelques exemples des fructueuses affaires que certains réussirent à cette occasion.

Pour ce qui est de la déportation, les Allemands adoptèrent pour la définition du Juif celle établie par Vallat le 2 juin 1941, qu'ils jugèrent plus large que la leur. Laval proposait que seuls soient arrêtés les Juifs étrangers et apatrides en zone non occupée et que la police française n'ait pas à participer aux arrestations effectuées en zone occupée. Pour l'emporter sur le premier point, il dut céder sur le second. C'est ainsi que, dans la grande rafle du 16 au 17 juillet 1942, 12.884 Juifs de seize à cinquante ans furent arrêtés par les soins des commissaires de police, internés dans les mairies, puis transférés au Vélodrome d'Hiver. En définitive, après avoir paru le freiner, Vichy laissait opérer Darquier de Pellepoix.

Les Juifs français de zone non occupée ne perdaient rien pour attendre. Les Allemands ayant demandé que soient dénationalisés ceux qui avaient été naturalisés après 1927, Laval rusa, proposa 1932 au lieu de 1927 (les 90 % de naturalisations avaient eu lieu entre ces deux dates), parut accepter un moment l'injonction allemande après une intervention de Himmler, puis se rétracta au nom du Maréchal, touché par les scrupules manifestés par le Vatican — très discrètement, pense M. Billig — et arguant qu'il ne pouvait pas être plus rigoureux que les Italiens chez eux ou dans leur zone d'occupation. En définitive, la loi ne vit pas le jour, mais la Milice arrêta tout de même les Juifs français quand Darnand fut devenu secrétaire général du maintien de l'ordre en décembre 1943.

Ainsi, conclut M. Billig, « le gouvernement acceptait à contre-cœur la politique exigée par les nazis. Il en chargeait un homme convaincu capable de l'exécuter ; puis il se distançait de cet homme pour se justifier ; si l'agent prévu voulait résister aux Allemands, on l'abandonnait » ; si les Allemands revenaient à la charge, on laissait faire. Il suffit de rappeler qu'il y eut proportionnellement moins de Juifs déportés au Danemark, pays totalement occupé, sans double jeu, pour mesurer la vanité d'une telle politique.

* * *

Pour une histoire objective et complète de l'État Français et de la politique de Vichy, l'ouvrage de M. Billig, venant après ceux de MM. Arnoult et Truchet, montre la voie à suivre.

Henri Michel.

LA GUERRE EN EXTRÊME-ORIENT

L'Avant-Guerre : 1937

Le *Département d'État* des États-Unis poursuit la publication de ses archives. L'année 1937 comprend cinq volumes ; le quatrième (1), qui est relatif à l'Extrême-Orient, se divise en quatre parties intitulées : *La guerre non déclarée entre le Japon et la Chine* (continuation du vol. III), *Chine*, *Japon*, *Siam*, et se termine par un index.

En 1937, le peuple des États-Unis était opposé à l'idée d'entrer dans un conflit armé. Aussi la diplomatie américaine prit-elle en toute occasion et à tous les instants les précautions les plus minutieuses pour éviter le moindre risque d'engagement dans la guerre. L'ambassadeur en Chine, Johnson, le déclara nettement le 13 octobre 1937 à Tchang Kai-Chek, anxieux de savoir dans quelle mesure les États-Unis consentiraient à l'aider. Cependant, le gouvernement américain avait le plus grand désir de voir se terminer le conflit extrême-oriental. Ainsi que le faisait valoir le conseiller des Relations extérieures Hornbeck dans une lettre du 4 septembre 1937 au secrétaire d'État, les États-Unis avaient en Chine une situation matérielle dont on ne pouvait faire bon marché ; capitaux investis, écoles, églises, hôpitaux, élevés, équipés, entretenus par les Américains ; plusieurs milliers de nationaux résidant en Chine, commerçants, banquiers, médecins, professeurs, missionnaires. Tous ces intérêts, toutes ces œuvres, d'ordre commercial, financier, social, culturel, religieux, se trouvaient compromis par les combats entre Chinois et Japonais, exposés à la destruction, et ils devaient être protégés. Cette thèse ressort de la correspondance rassemblée dans cet ouvrage. Un autre argument qui n'y figure pas, mais qui s'inscrivait cependant au premier plan des préoccupations du Gouvernement américain, c'était l'inquiétude de ce dernier en face des ambitions japonaises.

Aussi l'attitude américaine en cette année 1937 témoigne-t-elle d'un désir de contribuer à l'apaisement du conflit (disons d'entraver l'action des Japonais) et en même temps d'une extrême prudence quant aux moyens à employer. La Chine, à qui ses moyens militaires ne permettaient pas de faire échec aux succès japonais, voulait plaider sa cause devant la *Société des Nations*. Au fond, personne ne croyait plus à l'efficacité des délibérations genevoises pour arrêter un conflit, pas même le ministre de Chine à Genève, et l'ambassadeur Bullitt rapporte le 30 juillet 1937 ce mot de M. Delbos : « La Ligue est un zéro..., si la Chine en appelle à elle, elle ne sera plus que l'ombre d'un zéro. »

L'Amérique, sollicitée par tous ceux qui sentaient que sans son appui ils n'arriveraient à rien, désireuse de contribuer à une pression pacifique, mais soucieuse de ne pas prendre une position qui l'engagerait dans l'avenir (2), commença par nommer un représentant au Comité consultatif ; toutefois, ce représentant n'avait pas le droit de vote, ce qui mettait les États-Unis à l'abri de toute responsabilité. Le Comité consultatif rédigea un rapport sur la situation en Chine et souligna les obligations du Japon en vertu du *Traité des neuf puissances* du 6 février 1922 et du *Pacte Briand-Kellog* du 27 août 1928.

(1) Foreign Relations of the United States. *Diplomatic Papers, 1937*. Vol. IV : *The Far East*, Washington, Gouvernment Printing Office, 1954, in-8°, 911 p.

(2) Lettre du 29 septembre du Ministre américain en Suisse au Secrétaire Général Avenol.

L'Amérique n'était pas signataire de ce rapport, mais elle fit savoir par son ministre en Suisse, Harrison, qu'elle abondait dans le sens du Comité. C'était ce qu'elle appelait « mener une action parallèle » à celle des puissances représentées à Genève, ce mode d'action ne l'exposant pas à encourir des responsabilités qu'elle entendait ne pas prendre.

Le Comité consultatif ayant proposé la réunion d'une Conférence des neuf puissances destinée à l'étude des moyens à mettre en œuvre pour éteindre le conflit, les États-Unis jouèrent dans cette Conférence un rôle de premier plan. Ils s'en défendirent pourtant et il est curieux d'observer dans les rapports du délégué américain Davis que chacun des États représentés tenait à minimiser son rôle. Les Pays-Bas, inquiets pour l'avenir de leurs Indes si le Japon ne pouvait être arrêté à temps, s'appliquèrent à passer inaperçus. La Belgique, qui avait consenti à offrir Bruxelles comme siège de la Conférence et à lancer les invitations, se donnait l'air d'avoir la main forcée. Le représentant de la France, M. Delbos, ne cachait pas son scepticisme quant aux espoirs qu'on pouvait fonder sur la Conférence ; la France se serait montrée plus hardie si les États-Unis et l'Angleterre avaient garanti l'intégrité de l'Indochine, ce dont il ne fut pas question. L'Angleterre, n'osant pas dégarnir ses forces maritimes en Europe, aurait tout au plus coopéré à une action commune dans le Pacifique, mais l'Amérique se dérobait devant cette suggestion et, quant aux sanctions, l'Angleterre avait conservé un mauvais souvenir de l'expérience faite deux ans auparavant lors de l'affaire d'Éthiopie. L'Italie jouait le jeu du Japon. Ce dernier avait décliné l'invitation à Bruxelles, déclarant le *Traité des neuf puissances* caduc, prétendant que c'était la Chine qui avait violé maintes fois ses engagements et ne voulant entendre parler d'armistice que si la Chine souscrivait à ses demandes ; aller au secours de la Chine, c'était de la bonté mal placée, disaient les Japonais ; d'après eux, l'affaire devait se traiter directement entre la Chine et le Japon. On sentait, écrivait l'ambassadeur Grew, un raidissement dans l'attitude des Japonais, qui devenaient de plus en plus belliqueux. Les Russes avaient accepté de venir à Bruxelles, mais Litvinof n'avait pas caché qu'à son avis il ne sortirait rien de la Conférence.

Les documents publiés dans ce livre mettent en lumière toutes ces idées et tous ces faits. La Conférence, ainsi qu'il fallait s'y attendre, se termina dans le vide, laissant la plupart des participants déçus, car, ainsi que Davis l'écrivit à Hull, tout le monde avait pensé que c'étaient les États-Unis qui menaient le jeu dans la coulisse et qu'ils conduiraient à une action positive, alors qu'ils se dérobèrent chaque fois qu'il n'était plus seulement question que de bonnes paroles. Les délégués se séparèrent donc peu satisfaits en raison de l'impuissance de la Conférence, et en outre certains d'entre eux avaient été froissés par leurs propres amis. C'est ainsi que, pour sauver van Zeeland en mauvaise posture dans son pays, Eden avait déclaré publiquement que c'étaient les États-Unis qui avaient pris l'initiative de l'invitation à Bruxelles, et le Gouvernement américain n'avait pas goûté ce discours. En outre, Delbos, puis Chautemps s'étaient plaints aux Américains des manœuvres anglo-américaines qui visaient à exclure la France dans la formation envisagée de comités ou sous-comités, sous prétexte que les Français étaient jugés d'un maniement difficile. Davis, représentant américain, s'estimait parfois mieux soutenu par les Anglais que par son propre gouvernement. En résumé, sauf le Japon et l'Italie, personne n'était content de l'issue de la Conférence.

Dans un chapitre suivant est rassemblée la correspondance relative aux mesures prises par les Américains pour protéger leurs nationaux et leurs biens. Les combats entre Chinois et Japonais étaient livrés dans des régions où résidaient des étrangers. A chaque instant, on signalait des morts et des blessés parmi eux, des dommages matériels. L'énumération en serait longue. Il y eut des bateaux bombardés : l'*Augusta* le fut le 14 août par les Chinois, le *Panay*

fut mitraillé et coulé le 12 décembre par les Japonais ; deux bateaux anglais, marchands et militaires, reçurent des bombes en décembre. Nombre d'écoles et d'hôpitaux furent détruits entre juillet et la fin de l'année ; on relève dans la liste les établissements catholiques français de Sienhsien dans le Ho-pei du Sud. Nanking fut, comme Changhai, un objectif particulièrement visé. A Changhai, la concession internationale et la concession française reçurent quantité de bombes et d'obus ; à Nanking, l'ambassade des États-Unis dut se réfugier sur deux bateaux américains et s'éloigner quelque temps de la ville. Sans être très élevées, les pertes furent sensibles. Chaque fois les autorités chinoises et japonaises, après avoir d'abord essayé de rejeter les responsabilités sur leurs adversaires, invoquaient des circonstances atténuantes plus ou moins admissibles, s'excusaient et s'offraient à payer des indemnités.

Le Gouvernement américain invita ses nationaux à quitter la Chine, mettant à leur disposition des bateaux pour les rapatrier. Mais bon nombre de commerçants ne voulaient pas abandonner leurs intérêts, leurs magasins, leurs stocks, sauf s'ils y étaient absolument forcés ; des missionnaires estimaient que leur devoir était de demeurer à leur poste. Entre juillet et le 6 novembre furent évacués 4.631 Américains, mais il en restait 5.757 à cette dernière date. Les soldats et les marins américains escortaient et transportaient les partants, et avaient pour mission de protéger les autres, mais avec la consigne impérative de ne se laisser engager à aucun prix dans des combats. Leur tâche n'était pas facile. Ils étaient environ 500 à Peiping dont la région était relativement calme, 800 à Tien-tsin, 2.600 à Changhai où il y avait quatorze bateaux de guerre petits et grands.

Le soin apporté par le Gouvernement des États-Unis à ne pas se compromettre se retrouve dans le chapitre consacré à l'exportation du matériel de guerre vers la Chine et à l'engagement d'aviateurs civils dans l'armée chinoise. Le Président interdit aux Américains de transporter autrement qu'à leurs risques et périls du matériel de guerre jusqu'aux ports de Chine ; toutefois il ne s'opposa pas à la livraison à Hong-Kong de dix-neuf avions, quelle que pût être leur destination ultérieure. On n'accorda plus de passeports à des aviateurs désireux de servir d'instructeurs chez Tchang Kai-Chek, mais il n'y avait naturellement rien à faire contre ceux qui étaient déjà sur place.

La deuxième partie du livre est consacrée à des questions purement sino-américaines : extension du réseau ferré au moyen d'un prêt au Gouvernement chinois, vente à l'Amérique d'une réserve d'argent chinois en dépôt aux États-Unis, abandon des droits d'exterritorialité, refus par les Américains résidant en Chine de se soumettre à l'impôt sur le revenu, surveillance du trafic de l'opium. Presque toutes ces questions ne se trouvent ici que dans leur phase initiale et devaient se poursuivre dans les années suivantes.

La troisième partie traite de problèmes japonais. L'ambassadeur Grew expose avec clarté l'évolution politique du Japon, le conflit entre la *Diète* et l'armée, dont l'influence grandit en même temps que celle des partis chauvinistes, qui comptent un grand nombre d'anciens officiers. Une de ses dernières dépêches est un résumé très poussé de l'histoire contemporaine du Japon. Puis vient une question extrêmement importante pour deux grandes compagnies pétrolières, la *Standard* et la *Shell*. Le Japon, voulant se rendre indépendant de l'étranger en matière de pétrole, projetait l'installation d'usines de pétrole synthétique par application du procédé Fischer. Déjà, pour le premier semestre de 1938, il est notifié en 1937 aux compagnies étrangères que leurs importations en Corée seraient réduites de près de 38 %. Les étrangers — Américains et Britanniques — envisagent de quitter Corée et Mandchourie, mais il leur faudrait vendre leurs installations et leurs stocks, et il ne leur en est offert qu'un bas prix qu'elles ne peuvent accepter. Le recueil s'achève en laissant pendant ce problème angoissant.

Autre question brûlante. Les sociétés de pêche de l'Alaska prétendaient interdire aux pêcheurs japonais la pêche au saumon hors des eaux territoriales ; les saumons pénètrent pour la ponte dans les fleuves de l'Alaska et s'en vont ensuite pour revenir plus tard. Les Américains faisaient valoir que les Japonais barraient les routes habituelles du poisson par de longs filets qui décimaient les bancs. Malgré les affirmations du Gouvernement japonais prétendant qu'il ne délivrait pas de licences pour une telle pêche, l'opinion publique américaine se montait contre les Japonais et une volumineuse correspondance fut échangée entre l'Amérique et le Japon relativement à ce problème, dont la suite se retrouvera en 1938.

Il resterait à énumérer un certain nombre de chapitres, tels que le commerce du coton, le refus du Gouvernement japonais d'autoriser des bateaux de guerre américains à toucher des ports dans les îles du Pacifique sous le mandat japonais (Palau, Saipan, Truck). Le livre se termine sur le texte du traité conclu entre les États-Unis et le Siam le 13 novembre 1937.

Précieuse documentation dont la compulsion est rendue très facile grâce à sa présentation et à son index.

Une biographie de Mac Arthur

Cette Revue a déjà présenté une biographie de Mac Arthur par le chef de son aviation (1). En voici une autre, écrite par le chef de son deuxième Bureau, en collaboration avec un journaliste. Le Major General Willoughby (2) est un ancien professeur d'histoire militaire et son livre est autant une étude historique qu'un portrait. D'ailleurs, les auteurs n'ont pas voulu écrire une biographie complète et, ainsi que le précise le titre, ils ne nous font connaître que le Mac Arthur en guerre dans le Pacifique entre 1941 et 1951.

Au moment de Pearl Harbour, Mac Arthur, retiré depuis six ans du service actif, était conseiller militaire du Président Quezon. Le livre s'ouvre sur l'attaque des Philippines par les Japonais le 8 décembre 1941, la retraite américaine vers la presqu'île de Bataan et la vie de l'État-Major de Mac Arthur sur le rocher de Corregidor jusqu'au 11 mars 1942. Dans cette phase initiale, Willoughby, témoin du courage de son chef, montre l'inanité des propos calomnieux tenus par ses ennemis insinuant qu'il ne s'exposait jamais. Il s'attache dans son étude à rappeler le mépris du danger dont fit preuve tant de fois Mac Arthur, à Corregidor, en accompagnant son aviation, en accomplissant des reconnaissances sur le Yalou et en tant d'autres circonstances. Le lecteur trouvera d'ailleurs beaucoup d'autres traits du caractère du chef, mais très peu qui l'aideront à se faire une idée de l'homme. Ce n'est pas le Mac Arthur intime qui nous est présenté. C'est le commandant en chef à son bureau ou avec ses troupes.

C'est le 11 mars 1942 que, sur l'ordre de Roosevelt, Mac Arthur s'échappa de Corregidor en compagnie de sa famille et de quelques officiers qui devaient former le noyau de son futur état-major. Les fugitifs partirent dans des vedettes lance-torpilles et atteignirent, non sans peine, Mindanao, d'où le voyage vers l'Australie se poursuivit en avion. Willoughby souligne que la résistance de Mac Arthur aux Philippines immobilisa pendant six mois des forces japonaises importantes ; en revanche, ce qu'il nous dit de l'incident tragique de la destruction à terre des bombardiers lourds du général Brereton

(1) General George C. Kenney, « *The Mac Arthur I know* », dans le n° 13 de cette Revue.

(2) Charles A. Willoughby et John Chamberlain, *Mac Arthur 1941-1951*, New York, chez Mac Graw-Hill, 1954, 441 p.

n'apporte rien de nouveau ; Mac Arthur a couvert Brereton ; notre auteur n'insiste pas. On sait que beaucoup d'Américains ont jugé sévèrement des négligences qui privèrent la défense de moyens précieux.

Arrivé en Australie, Mac Arthur n'eut qu'une pensée : organiser rapidement une offensive qui permît de reprendre les Philippines aux Japonais. Mais les moyens manquaient ; l'Australie ne pensait qu'à organiser la défense du Sud de son territoire. Mac Arthur demanda des renforts, les obtint, redonna confiance aux Australiens, fixa son plan d'offensive. Il décida d'arrêter sur la chaîne de montagnes centrale de la Nouvelle-Guinée les Japonais qui avaient pris la côte Nord, puis de pousser en direction des Philippines. Il porta immédiatement son Q. G. de Melbourne à Brisbane, avec P. C. à Port-Moresby.

Il est intéressant de suivre dans le livre les mouvements de débordement par lesquels Mac Arthur a constamment opéré. L'ancien professeur d'histoire militaire retrouve avec satisfaction les leçons tirées des campagnes napoléoniennes. L'adjonction de l'aviation et de la marine aux troupes de terre a apporté toutefois, dans l'exécution, de grandes nouveautés. Willoughby souligne aussi un principe que Mac Arthur s'est appliqué à suivre : celui de limiter ses manœuvres au rayon d'action de son aviation chargée de les couvrir. Pour débarquer aux Philippines, il attaqua Leyte appuyé seulement par la Marine ; il s'en fallut de peu que l'affaire ne tournât mal.

Les lecteurs qui n'auraient pas une vue d'ensemble des opérations dans le Pacifique regretteront de ne pas voir comment l'action menée par Mac Arthur se reliait au reste de la guerre dans le Pacifique. Cependant, à la manœuvre de Mac Arthur le long de la Nouvelle-Guinée en direction de Leyte se juxtaposait à l'Est une poussée parallèle de la Marine. On aperçoit imparfaitement, au seul chapitre *Isolement de Rabaul*, la conjonction des manœuvres qui chevauchent et s'appuient le long d'une limite commune (1).

Une fois les Américains parvenus à l'extrémité Nord-Ouest de la Nouvelle-Guinée, la Marine préconisait l'attaque de Formose. A son avis, les Philippines pouvaient être négligées. Or, Mac Arthur ne l'entendait pas ainsi pour des raisons stratégiques (les Philippines occupées, le Japon était coupé du Sud, c'est-à-dire de son ravitaillement) et pour des raisons sentimentales (en quittant Corregidor, il avait dit : « Je reviendrai ! »). La discussion entre le général Mac Arthur et l'amiral Nimitz dut être arbitrée à Pearl Harbour par Roosevelt au cours d'une réunion en juin 1944. Mac Arthur gagna le Président à ses raisons.

Il débarqua le 17 octobre à Leyte, coupant l'archipel en deux tronçons. En raison de l'insuffisance de la protection aérienne des opérations à terre et par suite de fausses manœuvres de la Marine, l'opération faillit se terminer par un désastre. Les hésitations de l'amiral japonais Kurita, son décrochement soudain et sans raisons apparentes firent tourner la chance.

Une fois les Philippines réoccupées, Willoughby passe sans autre avertissement à la capitulation japonaise ; la dure bataille d'Okinawa n'ayant pas été conduite par Mac Arthur n'est pas traitée ici. L'atterrissage de Mac Arthur sur le sol japonais, la signature de la capitulation à bord du *Missouri* sont des récits connus, mais ils sont écrits par un témoin oculaire.

Le reste de l'ouvrage présente beaucoup d'intérêt, mais concerne une période postérieure à la deuxième guerre mondiale. On y trouvera des renseignements de première main sur la phase initiale de l'occupation et surtout sur la guerre de Corée. L'ancien chef du deuxième Bureau montre par quelle abondance de rapports Mac Arthur avait averti Washington de l'attaque des Nord-Coréens. Bon historien militaire, il expose avec clarté, sans entrer dans des

(1) Peut-être les divergences entre la Marine et Mac Arthur, les difficultés d'établissement d'un commandement unique, sont-elles à l'origine de la lacune que je viens de signaler.

détails que ne demandait pas son étude, les manœuvres de Mac Arthur et montre les heureuses conséquences d'un nouveau débarquement sur les arrières, celui d'Inchon. Puis vient la dernière phase, la plus épineuse pour les Américains, en raison des ardentes controverses qu'elle a suscitées, et qui se termine dans cet ouvrage par le rappel de Mac Arthur.

On relèvera au cours de la lecture une foule d'observations qui ont leur valeur. Mac Arthur a de fervents admirateurs et des adversaires farouches. Les auteurs se rangent dans la première catégorie. Pour eux, Mac Arthur est un très grand chef, combatif, stratège habile et prudent, brave, ménager de la vie de ses soldats. On soupçonne qu'il vécut en grand seigneur quand il le put, mais les auteurs prétendent qu'il ne fut jamais le satrape qu'ont dépeint de méchantes langues. Ses bonnes relations avec Roosevelt sont notées, comme son inimitié avec Truman.

Les résistances que Washington lui opposa très souvent quand il demandait des moyens plus puissants sont critiquées par les auteurs. Ceux-ci, à la vérité, ne voyaient bien qu'une partie du jeu qui se jouait et on peut les excuser de ne pas avoir estimé que l'adversaire n° 1 était l'Allemagne.

J'ai parlé plus haut de l'opposition de la Marine, qui eût voulu diriger les opérations du Pacifique alors que Mac Arthur avait la même prétention.

Peut-être le livre, qui rend hommage aux qualités guerrières des Japonais, n'a-t-il pas suffisamment indiqué que, si les Américains ont commencé leurs opérations dans le Pacifique avec des moyens modestes, ils les ont accrus sans cesse, et dans des proportions considérables, au cours de la guerre. Cela, qui est particulièrement vrai pour l'aviation, fut un facteur capital de leurs succès.

Une documentation extrêmement intéressante qu'on ne s'étonnera pas de trouver sous la plume d'un ancien chef du Deuxième Bureau, est celle qu'il nous donne sur l'organisation du service de renseignements. Elle fut des plus remarquables étant donné l'immensité du théâtre d'opérations. Non moins précieux fut l'emploi des *Nisei*, Japonais de Californie, ou des Hawai devenus Américains ; sans eux, les Américains, malgré leurs cours de formation d'interprètes de japonais, se seraient trouvés incapables d'exploiter les sources de renseignements telles que messages, documents, interrogatoires, etc.

L'ouvrage est abondamment illustré de photographies ; il renferme beaucoup de cartes sommaires, toutefois certains noms de lieux cités dans le texte n'y figurent pas. Au total, un bon livre de documentation générale (1).

Sur l'agression de Pearl-Harbour (2)

Un livre, écrit par celui qui fut le commandant des destroyers à Pearl Harbor, traite de la question passionnante : la flotte américaine du Pacifique a été surprise, le 7 décembre 1941, par l'aviation japonaise, qui l'a très gravement endommagée et qui a tué ou blessé 4.575 officiers, marins ou soldats. L'amiral Kimmel, qui commandait la flotte du Pacifique, le général Short, qui commandait les forces terrestres des Hawaï, ont été l'objet de sanctions parce que les responsabilités de cette tragique défaite leur ont été imputées.

(1) Une traduction en français de l'ouvrage ci-dessus a paru : *Le vainqueur du Pacifique. L'épopée Mac Arthur 1941-1951.* Traduit par Cubzac, Delgove, Le Bailly. Préface de Raymond Cartier, Paris, Amiot-Dumont.

Elle est fidèle et aisée ; les traducteurs se sont toutefois permis des coupures de plusieurs pages et des allégements, de même que les éditeurs ont supprimé des cartes, croquis, diagrammes. Cet élagage n'a pas une grande gravité.

(2) Contre-amiral R. A. Theobald (R.), *Le secret de Pearl Harbor.* Traduction par le capitaine de vaisseau (R.) Jouan de *The Final Secret of Pearl Harbor*, chez Devin Adair, New-York. La traduction est publiée par Payot, Paris, 1955, 158 p.

Or, l'amiral Theobald veut démontrer par une argumentation nourrie que ce n'est pas à Pearl Harbor qu'il faut chercher les responsables et que c'est le Président Roosevelt qui a souhaité l'événement, qui l'a rendu possible.

Voici la thèse de l'auteur. En 1940, après les victoires de l'Allemagne, le président Roosevelt fut convaincu de la nécessité pour son pays de se ranger un jour aux côtés de l'Angleterre, voire de combattre seul comme dernier champion de la démocratie en face du nazisme. Mais les États-Unis n'étaient pas préparés à la guerre ; la majorité des Américains voulaient rester neutres ; les forces militaires étaient très faibles. Il fallait donc changer l'orientation des esprits ; une attaque des États-Unis par l'une des trois puissances de l'Axe était peut-être le seul événement qui pût entraîner une modification aussi radicale de l'attitude du peuple américain.

Le Président réussit, grâce à une campagne habile, à prendre des mesures de préparation militaire ; il n'hésita pas à provoquer l'Allemagne par des violations de la neutralité ; il fit pression sur le Japon, au cours de 1941, notamment, en le privant des matières nécessaires à son économie de guerre. Enfin, dit l'auteur, il laissa aux Hawaï une flotte affaiblie qui devait servir d'appât aux Japonais et il tint le commandement naval et militaire des Hawaï dans l'ignorance de la tension croissante entre le Japon et les États-Unis, telle que les chefs responsables ne prirent pas les dispositions nécessaires pour éviter une surprise.

Les mesures destinées à accroître la puissance militaire des États-Unis, la provocation adressée par l'Amérique à l'Allemagne, qui ne réagit que faiblement, la pression diplomatique et économique sur le Japon, les accords pris à Terre-Neuve avec Churchill, la note remise le 26 novembre 1941 à Nomura et Kurusu, demandant au Japon une sorte de capitulation, sont autant de faits que l'auteur rappelle brièvement pour montrer comment le président Roosevelt manœuvra pour entrer en guerre, mais ils sont bien connus et il est inutile d'insister. Très rapidement, il arrive au point qu'il veut mettre en lumière : il n'a été envoyé au commandement des Hawaï aucun renseignement entre le 26 novembre et le 7 décembre 1941.

On sait que les États-Unis connaissaient le code de chiffrement des messages japonais, ainsi que la liste des clefs successives à employer. Que ceux-ci fussent envoyés par radio ou par câble, ils étaient captés et le déchiffrement en était aisé, les Américains ayant construit en plusieurs exemplaires une machine analogue à celle dont les Japonais se servaient pour chiffrer et déchiffrer. Les bureaux de décryptement de la Guerre et de la Marine de Washington se partageant le travail, tout message capté était immédiatement déchiffré. Une des machines avait été envoyée à Londres et une à Corregidor, mais aucune aux Hawaï. Les déchiffrements, auxquels on avait donné le nom de *Magics*, étaient répercutés vers les services qu'ils pouvaient intéresser, avec une grande discrétion, toutefois, pour ne pas dévoiler aux Japonais que leurs messages étaient immédiatement connus des Américains.

Or, « aucun *Magic* ne fut envoyé aux Hawaï à partir de la mi-août 1941 », malgré une lettre adressée en juin 1941 par l'amiral Kimmel à l'amiral Stark, chef des opérations navales, priant ce dernier de le tenir au courant du développement de la situation. Pourtant, l'insistance témoignée par Tôkyô pour que le consul général d'Honolulu lui fît connaître deux fois par semaine les emplacements des navires dans les eaux de Pearl Harbor permettait de prévoir une attaque de la flotte. En outre, la teneur des télégrammes échangés entre Tôkyô et son ambassade de Washington indiquait avec certitude l'imminence de la guerre. Les déchiffrements de ces télégrammes japonais ne furent pas communiqués aux Hawaï. Enfin, les ordres de destruction des codes furent tous déchiffrés dans les premiers jours de décembre. A la vérité, ces derniers renseignements furent envoyés à l'amiral Kimmel, mais, comme

il n'y était pas souligné que la guerre n'était plus qu'une question d'heures et que l'un de ces messages fut transmis à Honolulu sous la forme de télégramme différé, l'auteur en fait grief aux autorités navales de Washington et excuse le commandement d'Honolulu de ne pas s'être inquiété.

L'amiral Theobald dit : le silence de Washington à l'égard des Hawaï ne peut être attribué à la négligence de personnalités telles que l'amiral Stark ou le général Marshall. Si l'on n'a rien dit à l'amiral Kimmel et au général Short, c'est que l'on ne voulait rien leur dire, et une seule personne pouvait imposer cette consigne de silence : c'était le président Roosevelt, qui désirait, ainsi que l'a noté le secrétaire à la Guerre Stimson, voir les Japonais « tirer le premier coup de canon sans exposer l'Amérique à un trop grave danger ».

Nombre de points mériteraient d'être relevés dans cette argumentation de l'auteur. Par exemple, un avertissement fut envoyé le 27 novembre à l'amiral Kimmel et au général Short, et c'était bien « un avertissement de guerre », suivant les propres termes du télégramme ; l'amiral Theobald ne le nie pas, mais il montre l'ambiguïté de sa rédaction, il souligne que Washington ne fit aucune critique des mesures prises par les autorités des Hawaï et n'ordonna pas à ces dernières de prendre les dispositions prévues par le plan de guerre. Autre remarque troublante : les derniers télégrammes envoyés par Tôkyô à l'ambassade japonaise de Washington, le samedi 6 décembre, donnaient la certitude presque absolue que le Japon ouvrirait les hostilités le dimanche 7. Ni le général Marshall ni l'amiral Stark n'avertirent les Hawaï ; l'amiral Stark alla au théâtre le samedi soir et n'arriva à son bureau qu'à 9 heures 25 le dimanche ; quant au général Marshall, il fit, le dimanche matin, sa promenade à cheval hebdomadaire et n'entra dans son bureau qu'à 11 heures 25.

Le livre se termine par l'examen des huit enquêtes menées sur Pearl Harbor.

La démonstration faite par l'amiral Theobald sera-t-elle acceptée par tous les historiens? Il y eut certainement d'autres responsables de cette défaite que les seuls commandants des Hawaï.

La reconquête des Philippines : la prise de Leyte (1)

Les lecteurs de cette *Revue* connaissent déjà par des comptes rendus parus dans le nº 7 deux des onze publications qui sont consacrées à la guerre dans le Pacifique et qui font partie de cet ensemble intitulé : *L'armée des États-Unis dans la deuxième guerre mondiale* (*United States Army in World War II*). Après *Guadalcanal* et *Okinawa*, voici un nouvel ouvrage solide d'histoire écrit par un historien professionnel, M. Hamlin Cannon, sur une phase capitale de la guerre contre le Japon, la reprise des Philippines.

Après leurs succès du début, les Japonais ayant conquis les Philippines, mis la main sur les Indes Néerlandaises, l'Indochine et Singapour, l'Australie se trouvait menacée, ses communications avec les États-Unis pouvaient être coupées. Les Américains devaient d'abord stopper la poussée japonaise, puis entreprendre une offensive dont l'objectif était le Japon. Divisant le Pacifique en deux secteurs, l'un dit du *Pacifique* (ou *Pacifique central*), aux ordres de l'amiral Nimitz, l'autre dit du *Pacifique Sud-Ouest*, aux ordres du général Mac Arthur, les forces américaines commencèrent leur contre-offensive sur deux lignes presque parallèles dans leurs deux secteurs, Mac Arthur s'emparant de la Nouvelle-Guinée du sud-est au nord-ouest et Nimitz progressant de Guadalcanal vers Rabaul. Les forces aéronavales exécutaient, pendant

(1) M. Hamlin Cannon, *Leyte, the return to the Philippines*. Bureau du chef de l'Histoire militaire, section Armée (*Office of the Chief of Military history, Department of the Army*), Washington, D. C., 1954, 420 p.

ce temps, une vaste approche par les Gilbert, les Marshall, les Mariannes, convergeant avec les précédentes en direction des Philippines. On était en juillet 1944. Quel devait être le prochain objectif? Mac Arthur disait : les Philippines ; Nimitz tenait pour Formose en dépassant les Philippines. Mac Arthur voulait reprendre les Philippines d'abord parce qu'il en avait été chassé et qu'il avait promis aux Philippins (et à lui-même) d'y revenir, et puis parce qu'une fois les Américains maîtres de l'archipel, les communications du Japon avec les Indes néerlandaises et tout le sud étaient rompues ; le pétrole, le caoutchouc, l'étain, le riz ne pourraient plus passer. C'est le président Roosevelt qui, à une réunion tenue à Pearl Harbor le 26 juillet 1944, départagea les deux commandants en chef et décida l'attaque des Philippines par Mac Arthur disposant de l'aviation alliée aux ordres du général Kenney, des forces navales alliées sous l'amiral Kinkaid et de l'appui de la 3e flotte (amiral Halsey) qui restait sous le commandement supérieur de l'amiral Nimitz. La répartition des forces appartenant à deux commandements différents qui se jalousaient un peu et la répartition des missions entre les troupes de terre, de l'air et de mer posaient des problèmes délicats. C'est un chapitre qu'il est bon d'étudier de près, de même que celui de la coopération dans l'exécution qui suivit. Une autre question, celle du transport des troupes et de leurs ravitaillements, prend un intérêt tout particulier en raison de l'énormité des distances à parcourir et du tonnage disponible.

Pour les opérations à terre, Mac Arthur confia le commandement au général Krueger, dont la 6e armée comprenait deux corps d'armée à deux divisions et une réserve de deux divisions auxquelles il fut fait appel vers la fin.

Après avoir envisagé le débarquement à Mindanao, les Américains se décidèrent pour l'île de Leyte, au cœur de l'archipel philippin. Elle a approximativement 175 kilomètres de long ; elle était occupée par la 16e division japonaise ; encore fallait-il s'opposer aux renforcements.

Leyte conquise, les Américains projetaient d'y établir une très grande base aéronavale permettant d'abord la conquête de toutes les Philippines, puis une progression ultérieure facile. Sur ce point, il y eut un mécompte sérieux : le terrain spongieux de l'île était nettement défavorable à la création de terrains d'aviation. Les sapeurs américains avaient prévu la difficulté, mais l'état-major de Mac Arthur passa outre.

Le débarquement à deux divisions de front, chacune ayant deux régiments en ligne, s'opéra sans grande peine. Il y eut moins de 50 tués et de 200 blessés. La réaction japonaise vint ensuite sous forme d'une grosse attaque par 150 ou 200 bombardiers, dont 66 au moins furent abattus. Quant à la marine japonaise, elle crut que le moment propice de détruire les deux flottes américaines était arrivé ; par suite de fautes commises par les Américains, les Japonais furent à deux doigts de la victoire ; le repli difficilement explicable de l'amiral Kurita fit cependant tourner la chance en faveur des Américains et la bataille du golfe de Leyte eut pour conclusion leur victoire très nette.

Nous ne suivrons pas les opérations qui conduisirent le général Krueger à la prise des deux vallées de l'île, celle de Leyte et celle d'Ormoc, mais nous retiendrons de cette campagne que si elle fut pénible ce ne fut pas seulement du fait de la résistance ennemie. Les forces américaines débarquées ne disposèrent pas de l'aviation et, d'une manière générale, des puissants moyens matériels sur lesquels ils avaient compté. Leur progression fut retardée, et ce retard fut mis à profit par les Japonais pour débarquer des renforts. Le sol des vallées détrempé par les abondantes pluies tropicales devint un bourbier sur lequel la construction de routes ou de terrains d'aviation était d'une extrême difficulté. Toute infrastructure de route qui ne comportait pas une épaisseur de 30 à 90 centimètres de cailloux était condamnée à se transformer en fondrières dans lesquelles les camions s'enlisaient. Des pistes d'aviation

entreprises à San Pablo et à Buri durent être abandonnées par les sapeurs après plusieurs mois de travaux. Les Américains perdirent beaucoup d'avions par accidents à l'atterrissage. L'aviation japonaise insuffisamment contre-battue bombarda les terrains américains et les stockages.

Les partisans philippins rendirent de grands services aux Américains, plus peut-être par les renseignements qu'ils leur apportèrent que par leur coopération au combat. De même les Américains employèrent beaucoup de travailleurs et de porteurs indigènes, mais, par contre, ils furent obligés de les ravitailler et le problème des transports n'en fut que plus compliqué.

Le 25 novembre 1944, ayant déjà la situation bien en main, le général Krueger fit une critique des opérations dont certains points sont à retenir. Il reprocha aux chefs des divers échelons de ne pas suffisamment user du débordement et de s'obstiner dans des attaques frontales. Il ne trouvait pas son infanterie assez mordante à son gré ; le contact pris, le combattant avait tendance, au lieu de pousser, à attendre passivement la suite des événements ou l'arrivée d'armes puissantes qui lui ouvriraient le chemin ; en fait, l'emploi constant et efficace d'artillerie venant se mettre aux côtés de son infanterie contribuait à entretenir cette inertie, d'ailleurs toute relative, des fantassins visés par le commandant de l'Armée. Ce dernier reprochait encore à ses troupes d'être trop liées à la route et de ne pas imiter les Japonais qui n'hésitaient pas à entrer dans la boue des rizières et des marais. La nuit, le service de sécurité établi, il arrivait souvent qu'un coup de fusil lâché par une sentinelle sans motif plausible déclenchât une fusillade intense qui ne faisait de mal qu'aux approvisionnements en munitions ; pour mettre fin à cette mauvaise habitude qu'ont connue les combattants de toutes les guerres, un commandant de corps trouva cette solution originale et très américaine de faire passer immédiatement en jugement tout homme reconnu coupable d'avoir tiré la nuit sans raison et de le faire condamner à 50 dollars d'amende.

Les Japonais se montrèrent bons combattants au début, mais ils se trouvèrent assez rapidement dans un état physique et moral tel que leurs qualités baissèrent considérablement. Les suicides, les désertions furent fréquents. Ils se laissaient prendre ou ils tentaient de quitter l'île sur de petites embarcations. Des refus d'obéissance plus ou moins déguisés furent constatés aux échelons supérieurs (exemple cité du général commandant la 102e division).

Un petit nombre de Japonais réussirent à quitter l'île de Leyte. De source japonaise, il semble que Leyte ait été défendue par environ 70.000 hommes, dont une cinquantaine de mille auraient été tués. Les Américains comptaient, en janvier 1945, un effectif de 257.000 hommes (armée de terre et de l'air) dans l'île ; la campagne leur coûta 15.500 tués et blessés (3.500 tués).

La prise de Leyte donna aux Américains une base solide pour la reconquête de l'archipel ; les communications entre le Japon et les pays du Sud, déjà très compromises par les sous-marins américains, furent définitivement coupées, et avec elles les ravitaillements en pétrole, caoutchouc, riz, etc. La marine japonaise avait souffert à la bataille du golfe de Leyte des pertes irréparables ; l'aviation était réduite.

L'ouvrage de M. Hamlin Cannon est, comme le reste de la collection, irréprochablement édité, avec un luxe d'admirables cartes et de photographies intéressantes.

La Capitulation du Japon

Ce n'est ni la bombe atomique ni l'entrée de l'Union soviétique dans la guerre contre le Japon qui ont amené ce dernier à capituler ; le Japon accepta l'ultimatum de Potsdam parce qu'un certain nombre de Japonais opposés à

la guerre faite par le parti militaire finit par avoir raison de ces derniers (1).

Sans doute ne doit-on pas prendre trop à la lettre cette thèse, que l'on trouve au début de l'ouvrage, mais il est certain que c'est grâce aux efforts patients, prudents, d'un groupe d'hommes d'État et d'anciens diplomates que l'empereur Hirohito est sorti, en août 1945, du rôle passif qui était en fait celui des empereurs japonais depuis le début de Meiji, pour donner l'ordre à son peuple de mettre bas les armes. C'est l'histoire de l'opposition de ces hommes raisonnables au fanatisme militaire qui dominait le Japon depuis vingt-cinq ans qu'a écrite l'auteur dans un livre du plus grand mérite.

Que l'on ne se méprenne pas sur le sens du mot groupe que j'ai employé plus haut. Il ne s'agissait nullement d'un groupe politique organisé, mais de personnages ayant occupé dans l'État des postes élevés ; un certain nombre d'entre eux avaient représenté le Japon à l'étranger et avaient sur le monde des vues larges dont les militaires étaient le plus souvent dépourvus et qu'ils remplaçaient par un chauvinisme aveugle. Au premier rang d'entre eux figure le marquis Kido Kôichi (2), garde du sceau privé ; placé au-dessus des intrigues politiques, son rôle était celui d'informateur de l'empereur, qu'il vit chaque jour au moins une fois, et plus souvent quand il le fallait, au cours des cinq années et demie pendant lesquelles il occupa son poste. Dès février 1942, Kido douta de la victoire du Japon et fit part de son sentiment à l'empereur. Jusqu'en 1945 il agit sans relâche auprès des hommes dont le poids était susceptible de contre-balancer un jour celui des militaires : le prince Konoe, le ministre des Affaires étrangères Shigemitsu, l'ancien ambassadeur à Londres Yoshida, l'ancien premier ministre Okada et d'autres. Mais pendant très longtemps toutes ces personnalités durent se borner à des échanges de vues au cours de réunions clandestines. Que l'on se rappelle qu'en 1945, le 15 avril, le ministre de la Guerre Anami fit arrêter 400 personnes suspectes de propager des idées favorables à la paix ; l'ancien ambassadeur Yoshida fut du nombre, ainsi que Sawada, juge bien connu dans les cours internationales. Il en coûtait cher de dire que le Japon ne pourrait triompher.

Pourtant, les militaires finirent par comprendre que leurs ressources étaient insuffisantes, mais ils assuraient que le moral du soldat japonais les conduirait quand même à la victoire, l'Amérique, disaient-ils, manquant d'esprit patriotique. L'auteur les compare à ces joueurs invétérés qui ne cessent de perdre, mais qui sont persuadés que la partie prochaine les fera certainement gagner. Même le 13 août 1945, alors que rien ne pouvait plus s'opposer à un débarquement sur le territoire de la métropole, l'amiral Ônishi, sous-chef de l'État-Major général de la Marine, l'homme qui avait préconisé les attaques-suicides (*kamikaze*), envisagea le sacrifice de 20 millions de Japonais dans une contre-offensive désespérée. Il ne s'agissait plus pour ces fanatiques que de sauver la face.

Plusieurs tentatives avaient été faites par des Japonais pour sonder les Alliés au sujet des conditions de paix que le Japon pouvait espérer. A la mi-septembre 1944, le directeur du grand journal *Asahi*, agissant, disait-il, au nom du prince Konoe, avait approché le ministre de Suède, M. Bagge.

En juin 1945, l'ancien attaché naval à Berlin, le commandant Fujimura Yoshirô, replacé à Berne, envoya télégrammes sur télégrammes à Tôkyô pour pouvoir agir auprès d'un certain groupe Dulles qui aurait servi d'intermédiaire auprès du gouvernement américain. Il y eut aussi à la même époque, et indépendamment des essais précédents, une tentative du général Okamoto, attaché militaire à Berne. Aucune de ces initiatives n'eut de suite.

(1) Robert J. C. Butow, *Japan's decision to surrender* (La décision de capituler du Japon), Stanford (Californie, États-Unis), Stanford University Press, 1954, 259 p.

(2) En japonais, le nom précède toujours le prénom.

Après la défaite de l'Allemagne, le Gouvernement japonais se demanda ce qu'allaient faire les Soviets ; le ministre des Affaires étrangères Tôgô aurait voulu être sûr que l'Union soviétique n'entrerait pas en guerre dans le Pacifique ; il cherchait le moyen de s'assurer ses bons offices en vue d'une médiation sur des bases favorables au Japon. L'ancien ambassadeur à Moscou, Hirota, approcha l'ambassadeur soviétique, Malik, sans résultat.

Vint la déclaration de Potsdam, le 26 juillet 1945, sommant le Japon d'ordonner la reddition sans conditions de toutes ses forces armées, sous peine d'une destruction prochaine et totale. Du sort réservé à la dynastie, il n'était pas parlé et le silence des Alliés sur ce point inquiétait les Japonais disposés à traiter. Pendant que le Gouvernement discutait, que les militaires (sauf l'amiral Yonai, ministre de la Marine, qui fut toujours modéré) s'entêtaient dans l'idée d'une résistance à outrance, Hiroshima était détruit le 6 août, les Soviets entraient en guerre et envahissaient la Mandchourie le 8, Nagasaki subissait le 9 le même sort que Hiroshima.

Ce furent bien ces événements qui donnèrent aux partisans de la paix le courage de s'opposer ouvertement à ceux qui repoussaient l'idée d'une capitulation sans réserves. Mais les deux groupes étaient à égalité parmi les six membres importants du Conseil supérieur de la Direction de la Guerre. Du côté des partisans de l'acceptation de l'ultimatum étaient le premier ministre, amiral Suzuki Kantarô, le ministre des Affaires étrangères Tôgô Shigenori, le ministre de la Marine Yonai. Ceux qui auraient voulu discuter les termes d'une reddition étaient le ministre de la Guerre (général Anami), les chefs d'État-Major général de l'Armée (général Umezu) et de la Marine (amiral Toyoda). Ni le Conseil supérieur ni le cabinet ne parvenant à une résolution, on fit appel à l'empereur, qui, après avoir simplement exprimé des vœux, finit par donner un ordre. Le rôle de l'empereur Hirohito à cet instant décisif est étudié avec soin dans un chapitre final.

L'ouvrage de M. Butow est hautement recommandable, car il a été composé sur sources originales par un auteur qui, après avoir fait de sérieuses études de japonais, a servi successivement au *S. C. A. P.* à Tôkyô à partir de décembre 1945, dans les services des Nations-Unies au Japon et en Corée, puis a travaillé au *Service historique du ministère de la Guerre* à Washington et de nouveau à la *Section historique civile du Commandement américain au Japon*. Son ouvrage repose sur les archives du *Tribunal international militaire*, sur l'Histoire de la fin de la guerre (*Shûsen shiroku*) publiée en 1952 par les Affaires étrangères de Tôkyô et les documents qui ont servi de base à cette histoire, sur des interrogatoires non classés et, enfin, sur le journal tenu de 1930 à décembre 1945 par le marquis Kido. Étoffé de notes abondantes, référencées avec soin, suivi d'une bibliographie, d'un index et du texte des grandes déclarations, agréments, proclamations (Le Caire, Yalta, Potsdam, rescrits japonais, acte de capitulation), ce livre richement documenté est un instrument de travail indispensable aux historiens de la guerre entre l'Amérique et le Japon.

G. Renondeau.

L'ENTRÉE EN GUERRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE CONTRE LE JAPON : PLANS MILITAIRES 1941-1945

Sous ce titre, le *Département de la Défense* américain a publié, le 20 octobre 1955, un copieux rapport « de 35.000 mots », d'après des documents officiels en grande partie inédits, rassemblés par le Chef de la *Section historique du Pentagone*. Ce rapport constitue le complément, sur le plan militaire, des documents diplomatiques concernant la Conférence de Yalta, publiés en mars 1955 par le Département d'État (1).

On sait que cette dernière publication a soulevé aux États-Unis de vives polémiques. Certains y virent une occasion nouvelle d'accabler le président Roosevelt et l'Administration démocrate de guerre, responsables d'avoir consenti à l'Union Soviétique des concessions excessives en Extrême-Orient en vue d'obtenir une intervention contre le Japon, qui était devenue inutile au moment où elle eut lieu. En contre-partie, d'autres, s'appuyant sur certains passages du *Journal* de Forrestal, ou, comme le sénateur démocrate Lehman, de New-York, dans une interpellation au Sénat (22 mars 1955), soutinrent que ces responsabilités devaient être largement partagées par les chefs militaires, notamment par le président Eisenhover, alors commandant en chef des Forces alliées en Europe, et le général Douglas Mac Arthur, commandant en chef des Forces d'Extrême-Orient. Ils souhaitaient qu'on rendît publiques les recommandations que ces chefs avaient pu adresser au Gouvernement, pendant la guerre, pour obtenir l'intervention russe contre le Japon.

A quoi Mac Arthur répondit le 23 mars : « Ni directement ni indirectement, je n'ai été mêlé en quoi que ce soit à la Conférence de Yalta. Mon avis sur l'opportunité de faire entrer la Russie soviétique dans la guerre contre le Japon, à cette heure tardive, n'a jamais été sollicité... L'écroulement du Japon était clairement apparent plusieurs mois avant Yalta... Je m'y serais vivement opposé, si l'on m'avait consulté... Qu'on ait pu faire des concessions vitales pour obtenir un tel résultat m'aurait paru fantastique. » Ces déclarations, répétées à plusieurs reprises, sous des formes à peu près identiques, soit par le général Mac Arthur, soit par son chef d'État-Major, le major général Courtney Whitney, provoquèrent à leur tour une réfutation de M. Louis Norton, chef de la Section du Pacifique de l'*Army's Office of Military History;* celui-ci assure qu'à l'époque de Yalta, Mac Arthur, soucieux de réduire au minimum les pertes américaines, était un ardent partisan de l'intervention soviétique contre le Japon.

C'est ainsi que le *Département de la Défense* a été amené à rechercher dans ses dossiers les éléments du présent Rapport, lequel fait état, d'une part, de documents et de témoignages déjà connus, d'autre part (en les citant en partie ou intégralement), de pièces jusqu'ici tenues secrètes, tels les discussions et les plans des *Joint Chiefs of Staff* (américains) ou du *Combined Committee of Chiefs of Staff* (américains et britanniques).

* * *

De la lecture de ce Rapport, il résulte que, dès le lendemain de Pearl Harbor,

(1) Les lecteurs que cette question intéresse pourront se reporter à une analyse plus complète de ce Rapport publiée sous le titre : La genèse de l'intervention russe contre le Japon..., dans le numéro de décembre 1955 de la revue *Politique étrangère*. Ils trouveront toutefois ici, avec les grandes lignes de ce recueil de documents plus librement esquissées, des références à d'autres témoignages et des commentaires critiques complémentaires de cette analyse. — F. D.

Mac Arthur, extrêmement soucieux de la situation critique dans le Pacifique, souhaitait que la Russie intervînt, le plus tôt possible, contre le Japon ; la dispersion des forces japonaises lui paraissait même offrir aux Soviétiques « une occasion magnifique » de frapper un « coup décicif » [*a master stroke*]. Roosevelt avait déjà, spontanément, fait une démarche auprès de Litvinov dans le même sens. La réponse russe ne pouvait être, bien entendu, que négative : fortement accrochée par l'agression allemande, l'U. R. S. S. ne pouvait courir le risque d'un deuxième front en Extrême-Orient. Au demeurant, les Conseils interalliés reconnaissaient très vite (début 1942) la primauté du front germano-russe « où se trouve la clef de la Victoire », et, malgré l'insistance de Mac Arthur, on décida de n'adopter, pour le moment en Extrême-Orient, qu'une attitude défensive, certaines précautions devant être prises, cependant, pour empêcher les Japonais de s'emparer de bases qui, éventuellement, pourraient être utilisées contre eux, notamment les *Provinces maritimes russes* de Sibérie.

Au cours des années 1942-1943, tous les efforts américains viseront donc à obtenir des Russes des conversations militaires secrètes, et des renseignements sur leurs forces, leurs bases en Extrême-Orient, la façon dont on pourrait les aider à équiper ce secteur, *à l'utiliser éventuellement ;* mais sans succès. Staline a d'autres préoccupations à l'ouest et le souci évident de ne pas compromettre prématurément ses rapports de neutralité avec le Japon. C'est pourquoi, s'il accepte, en principe, l'idée de ces contacts militaires, il n'y fera pratiquement jamais donner suite (missions stériles en U. R. S. S. du général de l'Air Follett Bradley, puis du général Deane) (1).

Au cours de l'année 1943 s'accuse le déclin de la fortune militaire de l'Axe ; c'est aussi l'année des grandes conférences interalliées : Casablanca (où Roosevelt lance la fameuse déclaration de « reddition inconditionnelle »), Washington, Québec, Le Caire, Téhéran. Les plans militaires anglo-américains restent fidèles à la primauté du front européen, mais expriment toujours *le souhait d'une participation soviétique* à la guerre du Pacifique (Washington) sans se dissimuler que la Russie n'interviendra qu'après la défaite allemande et « si le Japon peut être vaincu à peu de frais » (Québec). Ce n'est cependant que le 31 octobre que le secrétaire d'État Cordell Hull, en mission à Moscou, apprendra « avec surprise et satisfaction », de Staline même, que la Russie interviendra après la capitulation allemande ; engagement confirmé à l'ambassadeur des États-Unis Harriman, peu de temps après.

La *Commission combinée des Chefs d'État-Major* s'autorise de cette promesse pour dresser à l'usage de Roosevelt tout un questionnaire précis à remettre à Staline (à la conférence de Téhéran) sur les conditions d'une coopération militaire russo-américaine en Extrême-Orient. « Nous sommes d'accord, disent les experts militaires, pour estimer que tout doit être fait pour amener l'U. R. S. S. à déclarer la guerre au Japon, le plus tôt possible, et pour établir nos plans en vue de cet événement. »

Au cours de l'année 1944, les *planners* américains révisent leur plan d'action en vue d'amener le Japon à la capitulation sans condition. Ils estiment qu'on n'y parviendra pas sans un débarquement dans les îles métropolitaines (*home islands*), d'abord à Kiou-Siou, puis à Hondo (2). Mais, étant donné le prix élevé de cette opération (3), ils émettent le vœu que les Russes attaquent en Mandchourie simultanément, ou, mieux encore, *antérieurement* à leur assaut.

(1) Voir le récit des déconvenues de ce dernier dans son livre : *L'étrange alliance*, trad. fr., Paris, Stock, 1947.

(2) Il est à noter que certains experts, l'amiral Leahy notamment, estimaient que des bombardements aériens massifs et un blocus naval rigoureux suffiraient pour provoquer la capitulation japonaise.

(3) On évaluait alors les pertes américaines éventuelles à environ 1 million d'hommes (morts et blessés) pour toutes les armes.

Ce plan révisé est accepté à Québec en septembre 1944 par les *Combined Chiefs of Staff* et par Roosevelt et Churchill. L'offensive finale américaine aurait lieu environ dix-huit mois après la capitulation allemande.

Pour ce qui est de la collaboration militaire préparatoire à une action commune contre le Japon, malgré certains propos « encourageants » de Staline, et malgré les efforts du général Deane, elle ne fait aucun progrès. En octobre 1944, Staline apprend à Churchill et à Eden, en voyage à Moscou, qu'il interviendra *trois mois* après la capitulation allemande, et c'est le *14 décembre* qu'il fait connaître à l'ambassadeur Harriman ses revendications politiques pour prix de son intervention ; ce seront celles qui seront entérinées à Yalta par Churchill et Roosevelt, puis à Potsdam, sous réserve de l'approbation de Tchang Kai Chek (1). C'est à ce moment seulement qu'apparaissent dans les rapports militaires américains certaines réserves quant à la participation russe. Bien qu'elle puisse hâter la capitulation du Japon, cette intervention n'est plus considérée comme *essentielle*. Au demeurant, il importe qu'elle ait lieu en Mandchourie avant l'attaque américaine et *non après*.

A Yalta, la participation russe (avec les conditions politiques qu'elle implique) est acceptée, la coopération militaire fait l'objet de débats d'experts sans qu'un accord précis soit signé. Dès la clôture de la Conférence, Mac Arthur est mis au courant par le général George Lincoln, le 25 février, des décisions qui y ont été prises concernant la guerre du Pacifique. Il ne manifeste alors aucune réaction hostile à l'intervention russe, au contraire, mais à condition qu'elle soit rapide et *antérieure* au débarquement des forces américaines (2).

Enfin, en avril 1945, le *Comité des Chefs d'État-Major*, revisant à nouveau sa stratégie générale, considère que l'invasion rapide du Japon [par les Américains] est possible et nécessaire et que « l'intervention russe n'est plus nécessaire pour rendre possible cette opération ». Il souhaite même qu'avant l'assaut décisif une « déclaration d'intentions » soit faite au peuple japonais l'avisant qu'il court à un « suicide national » et le pressant d'exiger de son gouvernement qu'il signe la capitulation.

Parallèlement, l'ex-ambassadeur à Tokio, Joseph Grew, faisant fonction de secrétaire d'État, demande, le 12 mai, à ses collègues Stimson (*War Department*) et Forrestal (*Navy Department*) leur avis sur l'intervention russe, dans un mémorandum où percent visiblement certaines inquiétudes. Stimson est d'avis que les concessions faites aux Russes « sont celles que l'Union Soviétique, en raison de sa puissance militaire, serait en mesure d'obtenir sans égard pour une action militaire quelconque américaine, sauf la guerre », et qu'ils peuvent occuper tous les territoires qu'il leur plaira (sauf les Kouriles) avant que les forces américaines soient en mesure de les y précéder. Il est donc inutile de tenter de revenir sur les accords de Yalta.

Hopkins, envoyé par le président Truman à Moscou pour prendre contact avec Staline avant la Conférence qui se réunira à Potsdam, obtient de celui-ci (fin mai, début juin) des assurances relatives à la souveraineté des territoires chinois et à leur unité sous l'autorité de Tchang Kai Chek, au *trusteeship* à établir en Corée et à l'occupation future des territoires japonais, etc... Staline tient à mettre en garde les États-Unis contre une manœuvre de paix négociée, tentée *in extremis* par le Japon, dont il faut exiger la capitulation sans condition.

(1) Voir Sumner Welles (*Seven decisions that shaped History*), qui expose le point de vue rooseveltien sur la « légitimité » des revendications russes et la conception qu'il avait d'une Chine unifiée et forte sous l'autorité de Tchang-Kai-Chek, sur l'amitié de laquelle la politique américaine pourrait s'appuyer après guerre en Extrême-Orient.

(2) Mac Arthur, au lendemain de la publication de ce rapport, a déclaré qu'à cette époque, étant *lié* par les décisions prises à Yalta, il ne lui restait qu'à en assurer l'exécution et à considérer l'affaire du seul point de vue militaire.

Au cours d'une dernière conférence, réunie le 14 juin par Truman, avant son départ pour Potsdam (chefs d'état-major, secrétaire d'État, secrétaire à la Guerre et à la Marine), des doutes s'élèvent à nouveau sur l'opportunité de l'intervention russe, et l'idée d'un adoucissement à apporter à la clause de capitulation sans condition fait des progrès (message de Stimson au Président en date du 2 juillet) (1). Mac Arthur, consulté une fois de plus, insiste *uniquement* sur la nécessité d'une offensive russe en Mandchourie préalable au débarquement américain à Kiou-Siou. Quant au Président, « il ne pense pas qu'à l'heure actuelle on puisse exercer une action quelconque pour modifier l'opinion publique » [sur la question de la reddition inconditionnelle].

A Potsdam, l'accord se fait entre les États-Majors sur les modalités de l'intervention soviétique, qui aura lieu en août. Désormais, les événements suivent un cours rapide. La *Déclaration de Potsdam* exigeant la capitulation inconditionnelle est rejetée par les Japonais le 29 juillet ; le 6 août, la première bombe atomique détruit Hiroshima, les Russes entrent en guerre le 9 août, le jour même où la seconde bombe dévaste Nagasaki, le 14 août le Japon capitule.

* * *

En bref, le « scénario » de l'intervention soviétique contre le Japon comporte trois étapes.

Première étape : celle de la *Blitzkrieg* et de l'expansion victorieuse du Japon dans le Pacifique, devant lesquelles les États-Unis, après le désastre de Pearl Harbor, sont pratiquement impuissants. A ce moment, hommes d'État et militaires américains souhaitent, sans l'espérer, une rapide intervention russe — ou tout au moins une coopération militaire secrète antijaponaise ; Staline — qui vient à peine, et avec peine, de bloquer l'invasion allemande devant Moscou (avec des divisions sibériennes) et, vraisemblablement, délivré d'une lourde inquiétude par la direction qu'a prise l'offensive japonaise — ne peut l'envisager.

Deuxième étape : L'énorme potentiel militaire, naval et aérien des États-Unis, après leur avoir permis de contenir l'offensive japonaise (Midway), leur permet de passer à la contre-offensive grâce à la mise au point, sans cesse perfectionnée, d'une technique de débarquement amphibie qui change les conditions de la lutte dans le Pacifique. Staline, de son côté (à partir de Stalingrad), a de fortes raisons de croire à la défaite allemande, d'où ses promesses de Téhéran confirmant celles faites à Cordell Hull le 31 octobre 1943 d'intervenir après la capitulation de l'Allemagne. Les militaires américains et alliés n'ont déjà plus un besoin aussi urgent de cette intervention, mais continuent d'estimer qu'elle allégera considérablement leur tâche, d'autant que, toute idée de paix négociée avec le Japon étant écartée, il leur faudra porter l'attaque finale, qui risque d'être très coûteuse, au cœur même des territoires ennemis.

Troisième étape : Staline ayant obtenu à Yalta, pour prix de son intervention, les concessions qu'on reproche aujourd'hui à Roosevelt de lui avoir accordées — et dont Stimson dit fort justement que l'U. R. S. S. était en mesure de les obtenir par ses propres moyens à moins qu'on ne lui opposât la force — il ne reste aux Américains qu'à faire en sorte que cette intervention ait lieu avant l'assaut décisif, de façon à fixer sur le continent asiatique les divisions japonaises qui s'y trouvent et à diminuer d'autant leurs propres pertes. Tel est, notamment, l'avis très net de Mac Arthur, chef de l'opération finale.

Pour ce qui est de ce dernier calcul, les Américains ont été incontestablement joués, et d'une façon d'autant plus inexplicable qu'ils avaient en main l'arme qui devait mettre fin rapidement au conflit. Une question se pose alors :

(1) Il est à noter que le président Truman, dans ses Mémoires, ne fait aucune allusion à ce document.

Comment se fait-il qu'à aucun moment — du moins d'après les témoignages et les documents publiés à ce jour — ils n'aient pas tenu compte, même à titre d'éventualité, dans leurs plans stratégiques, de l'arme exceptionnelle qui devait leur donner la victoire, sans débarquement au Japon proprement dit, partant sans besoin d'une intervention russe. Ni Stimson, ni Truman dans ses récents Mémoires, ne donnent de réponse à cette question ; sinon que, dès le mois d'avril, on avait bon espoir d'utiliser prochainement la bombe atomique. Sans doute la première explosion expérimentale n'aura-t-elle lieu que le 16 juillet, et le secret était nécessaire. Comment se peut-il, néanmoins, que, si peu que ce soit, on n'ait pas tenu compte dans les calculs militaires (secrets eux aussi) de l'aboutissement prochain de recherches qui, depuis quatre ans, avaient coûté tant de dépenses et de travaux? Peut-être considérait-on que, depuis Téhéran, et surtout depuis Yalta, les « jeux étaient faits » et l'intervention russe inéluctable, qu'on le voulût ou non.

Autre sujet d'étonnement : l'incroyable immobilisme de la diplomatie américaine en ce qui concerne le Japon. Pourquoi, dès que la défaite allemande est apparue certaine et prochaine, n'a-t-elle pas tenté d'atteindre ou d'encourager le petit groupe pacifiste qui entourait l'Empereur et qui — nous le savons maintenant par le procès de Tokio, les témoignages, entre autres, du chancelier privé Kido, du prince Konoyé et de Toshikasu Kasé (1) — cherchait alors, si l'on peut dire, une « sortie de secours ». Le plus clairvoyant, en cette affaire, et le moins écouté, des hommes d'État américains, semble avoir été l'*Acting Secretary of State*, ancien ambassadeur à Tokio, Joseph Grew, dans les Mémoires duquel on trouvera des vues prophétiques sur la situation d'après guerre en Extrême-Orient et de sages conseils sur les atténuations à apporter immédiatement à la capitulation sans conditions, au moins en ce qui concerne le maintien de la dynastie (2) ; « condition » qui fut pourtant acceptée tacitement, *in extremis* par les Alliés.

Certes, on pourra discuter — et l'on n'y manque pas — à perte de vue sur cette hypothèse. Une attitude plus souple de la politique américaine eût-elle permis à l'Empereur du Japon et à son entourage de mettre fin plus tôt à une guerre désastreuse, et aux États-Unis d'éviter ainsi de compromettre comme ils l'ont fait leur avenir en Extrême-Orient en y provoquant l'intervention russe? La caste militaire japonaise, qui, jusqu'au dernier moment, exerça sa tyrannie sur le gouvernement de Tokio, eût-elle admis, avant la bombe atomique, dont les effets psychologiques ont été plus décisifs encore que les effets meurtriers, de reconnaître sa défaite? Elle aussi, semble-t-il, voulait combattre, même sans espoir, jusqu'à l'*unconditional surrender* (3).

La thèse largement répandue par les historiens « revisionnistes » américains selon laquelle la politique de guerre de Roosevelt s'est « enferrée » (comme dit l'un d'eux) sur la déclaration de reddition inconditionnelle ne paraît pas, en tout cas, devoir être affaiblie par la publication de ces nouveaux documents. Quoi qu'il en soit, il faut se féliciter qu'à la faveur d'une polémique personnelle, ils soient sortis des dossiers du Pentagone où ils eussent pu sommeiller longtemps encore.

F. Debyser.

(1) Toshikazu Kasé, *Mission to the « Missouri »*, New-Haven, 1950, et Joseph C. Grew, *Turbulent Era*, Boston, 1952, vol. II.

(2) Grew écrit que, connaissant la mentalité japonaise, il estimait qu'une déclaration du Président (faite après le raid meurtrier des B. 29 sur Tokio, le 26 mai 1945) affirmant que la reddition sans condition n'impliquait pas l'élimination de la dynastie impériale aurait grandement facilité la tâche de l'Empereur et de ses conseillers privés. C'est Grew, d'autre part, qui s'opposa à ce que l'Empereur fût placé sur la liste des criminels de guerre (*Turbulent Era*, t. II, *passim*).

(3) Cf. Robert J. C. Butow, *The Surrender of Japan* (*U. S. Naval Inst. Proceedings*, août 1955).

SUR L'ARMISTICE DE JUIN 1940

André Truchet, *L'armistice de 1940 et l'Afrique du Nord*, Paris, P. U. F. (coll. « Esprit de la Résistance »), 1955, 424 pages.

Général Weygand, *En lisant les mémoires de guerre du général de Gaulle*, Paris, Flammarion, 1955, 236 pages.

Deux livres, d'un intérêt bien inégal, ont ranimé, au début de la présente année, le débat sur l'armistice de 1940. Le plus connu du grand public est la réponse du général Weygand aux *Mémoires* du général de Gaulle. L'autre, publié dans la collection *Esprit de la Résistance*, que dirigent MM. Henri Michel, Boris Mirkine-Guetzévitch et Daniel Mayer, a pour auteur M. André Truchet, officier saint-cyrien, ancien combattant des deux guerres, qui se trouvait au Maroc en 1940. Bien placé, dès cette époque, pour connaître les réactions de la population nord-africaine et les possibilités militaires locales, il a, depuis lors, accumulé les lectures, dépouillé les archives, interrogé les témoins, afin de répondre à cette question-clé : en juin 1940, la poursuite du combat en Afrique du Nord était-elle possible et souhaitable?

Comme on le voit, les deux livres n'ont pas le même but et ne se recouvrent pas entièrement.

Disons-le tout de suite : l'historien habitué à la lecture des livres et documents relatifs à la deuxième guerre mondiale ne trouvera pratiquement rien de neuf dans le nouvel ouvrage du général Weygand. Ses mémoires et ses dépositions devant diverses instances contenaient déjà le témoignage de cet acteur capital du drame de 1940, comme son interprétation personnelle des faits auxquels il fut mêlé. Aussi bien n'a-t-il repris la plume sur ce sujet que pour répondre à ce qu'il considère, dans les *Mémoires* du général de Gaulle, comme des inexactitudes historiques. Et, certes, il lui arrive de marquer des points lorsqu'il montre, par exemple, qu'il n'est pas à l'origine de la visite de Churchill à Briare, le 11 juin (p. 54-56), ou encore que le général de Gaulle s'est trompé, en juin et juillet 1940, sur les clauses de l'armistice relatives à la flotte et à l'Empire (p. 99-103). Même l'ironie de son chapitre sur « *L'Orient* » (p. 130-138) est souvent de bonne guerre.

Bien souvent, par contre, la démonstration du général Weygand n'entraîne pas l'adhésion du lecteur. Ainsi, le général s'indigne quand le général de Gaulle signale que son désir d'obtenir rapidement un armistice n'était pas seulement dicté par des considérations militaires, mais aussi par le désir de conserver des forces pour maintenir l'ordre, empêcher l'anarchie et la révolution (Weygand, p. 35, 39, 61). Or lui-même cite le procès-verbal du comité de guerre du 25 mai 1940 où il intervint « pour signaler qu'il faut poser à Londres la question de la destruction totale des forces françaises qui se produirait immanquablement si l'armée française devait lutter jusqu'au bout pour sauver l'honneur. Il faut, en effet, conserver les moyens de tenir le pays en ordre. Quels troubles ne se produiraient pas si les dernières forces organisées, c'est-à-dire l'armée, venaient à être détruites »? (P. 168.)

Plus cavalier encore, et vraiment paradoxal, est le passage où le général Weygand explique que, s'il avait accepté la capitulation des armées de terre dans la métropole, le gouvernement, qui était prêt à lui en donner l'ordre écrit pour le couvrir, se fût par là même déshonoré en violant la parole donnée à l'Angleterre le 28 mars 1940 de n'entamer sans son accord aucune négo-

ciation avec l'ennemi (p. 71-73). Il tombe sous le sens que le but de M. Paul Reynaud était, précisément, de continuer la lutte aux côtés de l'Angleterre avec les forces disponibles de l'Air, de la Marine et de l'Empire, en n'arrêtant le combat que là où les chefs militaires le présentaient comme un massacre sans utilité pour la cause commune.

C'est en vain que le général Weygand reprend, une fois encore, la comparaison entre l'armistice et la capitulation, pour démontrer que seule celle-ci eût été un déshonneur. Le général de Larminat a fait à ce sujet, dans *Le Monde* du 25 juin 1955, une réponse péremptoire. Il voit dans ce distinguo « un de ces subtils transferts de responsabilités entre pouvoirs militaires et civils qui satisfont les points d'honneur à défaut des intérêts nationaux », et il refuse « cette dissociation de l'armée et du gouvernement » qui fleure le temps des armées de mercenaires. En réalité, le souci de l'honneur du drapeau (c'est d'ailleurs le même drapeau qui aurait claqué ailleurs dans la bataille) a sans doute guidé en partie le général Weygand, mais il n'a pas seul dicté son refus de capituler. « En résumé, écrit-il lui-même, responsable de l'honneur de l'armée, *convaincu* (c'est nous qui soulignons) *que l'armistice était la solution à rechercher*, j'ai refusé de capituler » (p. 73). Autrement dit, en refusant de jouer son rôle dans le plan — bon ou mauvais, c'est une autre question — de M. Paul Reynaud, le général Weygand a voulu atteindre le plan tout entier pour contraindre le gouvernement à adopter, *sur le plan politique*, la solution qu'il préconisait, celle de l'armistice.

Peut-on dire qu'en agissant de la sorte le général Weygand est resté dans le cadre de ses attributions? Lui-même reconnaît à plusieurs reprises que la décision à prendre était d'ordre politique et relevait, au premier chef, du gouvernement seul. Il a, d'ailleurs, parfaitement raison de dire, de redire, que le gouvernement avait pleinement le droit de le destituer, voire de le poursuivre pour refus d'obéissance. « Ma volonté, conclut-il, n'a pris le dessus que par la démission du pouvoir » (p. 74). Mais n'était-ce pas un domaine dans lequel le général Weygand avait à « conseiller » le gouvernement, non à dresser sa volonté contre la sienne?

Pour justifier son hostilité au transfert en Afrique du Nord de la résistance armée, le général Weygand écrit : « Je le jugeais irréalisable » (p. 70). Et il consacre un chapitre de dix-sept pages à démontrer qu'il était impossible de renforcer nos forces d'Afrique du Nord et que celles-ci, laissées à elles-mêmes, étaient trop faibles pour résister au double assaut de l'Italie et des forces allemandes qui auraient, assure-t-il, dévalé par l'Espagne. D'où il conclut que transporter la guerre en Afrique du Nord, c'eût été la perdre, tout en consommant la mise en esclavage de la métropole tout entière.

C'est à ce point du débat que l'on doit ouvrir l'ouvrage de M. Truchet. Nous ne craignons pas de dire que, en l'état actuel de la recherche historique, personne ne pourra aborder l'étude de 1940 sans se référer à ce travail considérable. Il s'impose par l'ampleur de la documentation rassemblée, par le sérieux de sa mise en œuvre, par la sérénité du ton que ne trouble aucune passion, aucune ardeur polémique. Tout au plus pourrait-on chicaner l'auteur sur son plan et surtout — mais ceci est un compliment — sur la modestie de son titre, car l'ouvrage donne beaucoup plus qu'il ne promet. Nous pensons, en particulier, à ce remarquable chapitre VI (p. 133-166), qui, sous le titre « Était-il impossible d'organiser l'évacuation sur l'Afrique du Nord faute de temps? », contient une critique fort pertinente de la manière dont fut conduite la bataille de France.

Dans une première partie, l'auteur expose « les faits ». Il montre comment s'est posé le dilemme : repli sur l'Afrique du Nord ou armistice, et par quel concours de circonstances a été finalement adopté le deuxième terme de cette alternative. Il analyse ensuite les réactions de l'opinion nord-africaine et celle

des dirigeants de l'Afrique du Nord et des territoires d'outre-mer. Deux choses frappent ici le lecteur : d'une part, l'impressionnante unanimité de la population nord-africaine, sans distinction d'origine, de race ou de religion, en faveur d'une continuation de la lutte ; d'autre part, le rôle déterminant du général Noguès, qui a littéralement tenu entre ses mains le sort de l'Afrique du Nord et même celui de tout l'Empire, car l'option de beaucoup fut liée à la sienne. Deux arguments surtout semblent avoir influencé le général Noguès : l'impossibilité de compter sur le concours de la Marine, entraînée par son chef dans le sillage de Vichy, et le fait que l'armistice garantissait l'intégrité de l'Afrique du Nord et lui laissait des moyens de défense. Après le ralliement du général Noguès, la propagande pétainiste a pu se donner libre cours en Afrique et la belle unanimité du début s'est rompue, à tel point que la confusion des esprits fut totale lorsque novembre 1942 offrit à l'Afrique du Nord la possibilité de reprendre le combat. M. Truchet achève cet exposé des faits par une analyse détaillée des moyens militaires de l'Afrique du Nord en juin 1940. On n'y apprend pas sans étonnement que l'Afrique du Nord comptait alors plus de 400.000 hommes et 1.800 avions modernes, sans compter 619 avions à réparer et 42 avions à réformer, mais susceptibles de fournir des pièces de rechange.

A partir de ces faits, M. Truchet se demande alors si la défense de l'Afrique du Nord était véritablement impossible. En près de 200 pages, il reprend, point par point, les divers arguments du général Weygand.

Nous ne pouvons résumer en quelques lignes les développements de l'auteur, tous appuyés sur de solides références. Dans son chapitre XI, il établit sans discussion possible que les moyens militaires de l'Afrique du Nord, en personnel et en matériel, étaient, en juin 1940, bien supérieurs aux estimations du général Weygand. Il n'en cache certes pas les lacunes, mais il prouve que la métropole aurait pu aisément les combler, car elle ne manquait ni d'effectifs, ni de matériels à transporter en Afrique (chap. VIII), ni des bateaux nécessaires à ces transports (chap. VII). Il montre même que, bien souvent, les efforts de renforcement des forces d'Afrique du Nord se heurtèrent au mauvais vouloir des autorités militaires de la métropole — parfois des plus hautes. Enfin, le chapitre IX étudie les possibilités d'une aide anglo-saxonne. On y apprend, en particulier, que, dès juin et juillet 1940, d'importantes quantités d'avions et de canons pouvaient arriver d'Amérique en Afrique du Nord (p. 196-201). Au terme de cette démonstration, et même si tous les arguments employés ne sont pas d'égale valeur, on en vient à se demander avec l'auteur « si la prétendue impossibilité du repli sur l'Afrique du Nord n'est pas une fabrication stratégique au service d'une politique erronée » (p. 6) ou, plus précisément, une argumentation inventée après coup pour justifier par des raisons techniques une décision dont les motifs réels ont reçu des faits un cruel démenti.

M. Truchet consacre trois autres chapitres à détruire d'autres arguments du général Weygand, à savoir : la gravité des menaces qui pesaient sur l'Afrique du Nord du fait de la liberté de manœuvre de l'Axe et des concours qu'il aurait trouvés en Espagne, et l'affirmation que seul l'armistice a sauvé l'Afrique du Nord de l'emprise allemande, permis le débarquement anglo-saxon de 1942 et, finalement, la victoire de 1945. On retiendra surtout les quarante pages de son chapitre X où il démontre la faiblesse des forces italiennes, l'impréparation de l'Allemagne à une opération aéro-navale lointaine qui aurait été sans doute plus difficile à réussir que la bataille d'Angleterre dont on connaît l'échec, enfin, et surtout, la volonté de Franco de ne pas s'engager tant que la résistance de l'Angleterre gardait des chances de succès. Décidément, la partie pouvait être jouée.

Quant à savoir si l'armistice a seul sauvé l'Afrique du Nord (chap. XII)

et si le maintien de la France dans la guerre en 1940 aurait empêché ou retardé le conflit germano-russe (chap. XIII), nous sommes là dans le domaine des hypothèses, où l'argumentation, pour séduisante qu'elle soit, n'aura jamais la caution des faits accomplis. Ces pages de M. Truchet ont la faiblesse de celles où les partisans de l'armistice dépeignent les maux, matériels surtout, que leur politique a évités, disent-ils, à la métropole. En vérité, nul ne saura jamais ce qui serait arrivé si... Par contre, nous savons tous ce que la politique de Vichy a valu à la France : son éclipse sur le plan international et, sur le plan intérieur, une division des esprits qui eut parfois l'aspect d'une guerre de religion. La continuation de la lutte en Afrique du Nord nous aurait évité l'une et l'autre.

Pourquoi le général Weygand n'a-t-il pas voulu de cette solution? La meilleure preuve que les raisons techniques, aujourd'hui invoquées par lui, n'ont pas été déterminantes dans l'esprit du généralissime, c'est qu'il n'a jamais apporté au gouvernement un dossier purement technique. Comment l'aurait-il fait, puisque le chef du gouvernement l'ayant informé le 29 mai de son intention de poursuivre la lutte en Afrique du Nord, le général Weygand n'a donné aucun ordre pour faire étudier cette éventualité? Il faut attendre la demande d'armistice par le maréchal Pétain pour que les généraux Weygand et Colson se décident, enfin, à faire étudier les possibilités de résistance en Afrique du Nord pour le cas où l'Allemagne refuserait l'armistice ou y mettrait des conditions draconiennes (Truchet, p. 92-96).

Or, même à cette date, les réponses du général Noguès furent loin d'être décourageantes, bien au contraire. Si le général Weygand avait commencé son enquête dès le 29 mai, avec l'énergie dont il est capable, il aurait sûrement aperçu les possibilités de résistance en Afrique et orienté sa stratégie en conséquence. Mais, à cette date du 29 mai, il avait déjà l'esprit obnubilé par l'idée d'armistice et repoussa, en quelque sorte *a priori*, la suggestion africaine du président du Conseil. De ce choix préconçu, M. Truchet donne pour raisons : le souci de l'ordre public, des arrière-pensées politiques (1) et surtout la conviction absolue que l'Angleterre était perdue. « Pour un militaire peu enclin... aux conceptions hardies, la défense d'une Angleterre désarmée devait apparaître aussi impossible que celle de l'Afrique du Nord » (Truchet, p. 165). Dès lors, le général Weygand n'a vu d'autre solution qu'une lutte à mort sur le territoire métropolitain sans autre issue, en cas d'échec, que de demander l'armistice. A la réalisation de son plan, il apporta une ténacité dont il se glorifie et qui n'a trouvé en face d'elle que des velléités ou des volontés défaillantes.

Car le général Weygand se trompe quand il parle, pour l'opposer au sien, d'un « programme gouvernemental » (Weygand, p. 70). En réalité, le gouvernement Reynaud ne fut jamais d'accord sur rien. Y eut-il seulement un plan Reynaud? M. Truchet consacre à l'ancien président du Conseil quelques pages sévères, mais judicieuses (p. 162-165), où il met en doute qu'il ait conservé en juin 40 « toute sa lucidité, sa combattivité et son désir inébranlable de continuer la lutte en Afrique du Nord ». Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet et l'on s'apercevrait alors que M. Paul Reynaud a beaucoup varié pendant cette période tragique. A la fin de mai, en particulier, il n'avait nullement exclu

(1) Nous préférerions dire : « des considérations d'ordre politique », notamment l'espoir de sauver de l'occupation une partie du territoire national et de ses ressources, d'assurer par là son existence politique et économique, de maintenir une certaine force militaire et de sauvegarder la flotte et l'empire. On sait assez ce qu'il advint de cet espoir, mais il nous paraît incontestable que le général Weygand l'a conçu. Les raisons de Pétain et de Laval mériteraient davantage le terme d' « arrière-pensées » politiques.

l'hypothèse de l'armistice (voir, entre autres, de Gaulle, *Mémoires de Guerre*, p. 44). C'est à ce moment qu'il commit l'erreur majeure d'accepter l'idée du généralissime de concevoir la bataille de France comme une lutte à mort au lieu d'en faire une bataille de retardement pour couvrir le repli sur l'Afrique et son renforcement. On perdit ainsi du temps et des moyens. La débâcle créa un climat favorable aux partisans de l'armistice, lorsqu'il fut réclamé, le 12 juin, par le général en chef, et d'autres journées furent perdues en discussions byzantines avant la démission de M. Paul Reynaud, dans la soirée du 16. Il avait eu, certes, beaucoup d' « idées », mais il aurait mieux valu qu'il n'en eût qu'une et qu'il s'y accrochât.

Il est évident qu'à ce moment les possibilités de résistance de l'Afrique du Nord n'étaient pas ce qu'elles auraient pu être si la décision d'y poursuivre la lutte avait été prise, à la fin de mai, par un gouvernement et un commandement unanimes. M. Truchet pense, toutefois, que, même alors, même après la signature de l'armistice, le général Noguès pouvait entraîner l'Afrique du Nord dans la dissidence et assurer sa sauvegarde. Il consacre à ce sujet son dernier chapitre (p. 322-348). Mais sa démonstration est fragile et, somme toute, sans grand intérêt pratique.

Par contre, le très grand apport de M. Truchet à l'histoire, c'est d'avoir démontré, documents en main, que l'armistice n'était pas une fatalité d'ordre technique, imposée par des données militaires. Une autre poitique, celle de la résistance africaine, était militairement possible avec les plus grandes chances de succès. Le tout était de la vouloir — ce qui ne fut pas le cas du général Weygand — et de la vouloir en temps utile — ce qui ne fut pas le cas de M. Paul Reynaud.

Pierre Dhers.

UNE CHRONIQUE DE LA LUTTE DES PARTISANS YOUGOSLAVES

Parmi les nombreuses publications sur la seconde guerre mondiale parues en Yougoslavie (textes officiels, études, souvenirs, récits et romans), il en est une qui sera nécessairement à la base de toute recherche sérieuse que voudra entreprendre le futur historien de la Résistance dans ce pays : c'est la monumentale compilation publiée par l'*Institut historique et militaire* de Belgrade sous le titre de *Zbornik dokumenata i podataka o Narodnooslobodilatchkom ratu Jugoslovenskih naroda* (*Recueil de documents et d'informations relatifs à la Guerre de libération nationale des peuples yougoslaves*).

C'est en 1949 que parut le premier volume de ce recueil. Il avait fallu aux rédacteurs quatre années pour réunir, classer et préparer pour l'impression les quelque *cent vingt mille* pièces que comportera le recueil parvenu à son terme... Et si l'on songe qu'à l'heure actuelle la collection, arrivée à son quarante-huitième volume, n'a encore livré au public que *neuf mille* pièces environ, la grandeur de l'entreprise ne peut manquer de nous frapper. Ces quarante-huit volumes sont répartis entre sept « tomes », dont six sont consacrés à la Résistance dans les « républiques » et un à l'action de l'État-Major général de Tito. L'état de la collection se présente aujourd'hui de la façon suivante :

Tome I : *La lutte en Serbie*, 8 volumes parus.
Tome II : *Bulletins et communiqués de l'État-Major yougoslave des partisans communistes*, 4 volumes parus sous des titres divers.
Tome III : *La lutte au Monténégro*, 6 volumes parus.
Tome IV : *La lutte en Bosnie et en Herzégovine*, 12 volumes parus.
Tome V : *La lutte en Croatie*, 10 volumes parus.
Tome VI : *La lutte en Slovénie*, 4 volumes parus.
Tome VII : *La lutte en Macédoine*, 4 volumes parus.

Dirigée par des officiers supérieurs de l'armée yougoslave et patronnée par des hommes politiques de premier plan, tels que M. Pijade et A. Rankovitch, cette publication s'impose non seulement par son contenu historique proprement dit, mais aussi par le caractère actuel qu'elle conserve à nos yeux, du fait qu'elle nous relate, dans ses plus infimes détails, la lutte armée de ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir.

Cette lutte fut, en effet, non seulement celle de patriotes, mais aussi celle de militants d'un parti, du parti communiste. Si elle est dirigée avant tout contre les occupants étrangers (Allemands, Hongrois, Italiens, Bulgares), si elle l'est tout autant contre les « collaborateurs », partisans des gouvernements fantoches installés par les nazis (celui de Néditch à Belgrade, celui d'Ante Pavélitch et de ses *oustachis* à Zagreb), elle ne l'est pas moins contre le partisan non communiste, contre le *tchetnik* rallié au colonel Mihajlovitch. N'ayant pas réussi à s'entendre pour une lutte en commun, les deux partis s'étaient, dès 1942, retournés l'un contre l'autre et de nombreux documents témoignent de la rivalité sanglante qui, fort mal à propos, les oppose alors. On peut voir une survivance de cette rivalité dans le fait que les documents émanant des *tchetniks* ne sont publiés dans la collection qu'au compte-gouttes, alors que ceux de l'occupant et des gouvernements fantoches nous sont présentés sans réticence.

Ouvrons un de ces volumes, le premier du « tome V », consacré à la lutte des partisans croates d'avril à octobre 1941. Qu'y trouvons-nous? Tout

d'abord une longue proclamation, datée du 15 avril 1941 et adressée par le Parti communiste aux « peuples de Yougoslavie », et plus particulièrement aux Croates. La Yougoslavie vaincue vient d'être démembrée et un de ses morceaux, la Croatie, va être érigé en « royaume indépendant ». Le mirage de l'indépendance présente un grand danger, et la proclamation dénonce le sens véritable de la manœuvre ennemie, qui est de dresser les uns contre les autres les peuples slaves, notamment les Croates et les Serbes, haïs, quoi qu'il en paraisse, d'une haine égale par la race des seigneurs. Que les peuples yougoslaves ne se laissent pas leurrer par l'ennemi déguisé en ami, qu'ils restent unis et groupés autour du Parti communiste, qu'ils suivent les directives données par ceux qui sont eux-mêmes sortis du peuple et qui sont seuls dignes de sa confiance ! Ces directives, nous les trouverons dans les proclamations qui vont suivre ce premier appel. Et lorsque, deux mois après, l'Union soviétique est attaquée à son tour, l'activité du Parti communiste de Croatie grandit encore. Des instructions précises sont données aux paysans, aux ouvriers, aux soldats, aux étudiants : il faut cacher les vivres, il faut saboter les transports et les armements, il faut abattre les collaborateurs et, par tous les moyens, il faut priver les Allemands et leurs « chiens fidèles » des ressources du pays. Et toutes ces proclamations se terminent par des souhaits véhéments : « A bas les occupants ! Vive l'unité de tous les Slaves ! Vive le front antifasciste mondial ! Vive l'héroïque armée rouge ! Vive le Parti communiste yougoslave ! A bas le gouvernement du traître Pavélitch ! », etc. Dans les pièces moins officielles, les souhaits sont quelquefois plus pittoresques : « Vivent la liberté et notre mère la Russie ! » s'exclame un officier de partisans en conclusion de son rapport (1). Mais il est au moins une formule, toujours la même, qui revient dans tout document de la Résistance communiste, c'est : « Mort au fascisme, liberté au peuple ! »

Si elles émanent, elles aussi, du *Comité central* du Parti communiste de Croatie, les circulaires, contrairement aux appels et proclamations, ne sont pas destinées au public, mais aux cadres de l'armée clandestine, commissaires politiques et officiers, dont plusieurs sont des vétérans de la guerre d'Espagne. Beaucoup de ces circulaires sont de véritables cours d'instruction politique, car la « conscience politique » du combattant est aussi importante dans la lutte que son courage physique et l'armement dont il dispose. Les ordres donnés dans ce domaine aux chefs de la Résistance sont extrêmement nets : il faut « blinder » le partisan contre l'idéologie de l'adversaire, et il est tout aussi indispensable de pousser sa culture générale parallèlement à son instruction politique (2). La « ligne générale » du Parti dans la lutte (3), le rôle du commissaire politique (4), les devoirs civiques du partisan (5), l'organisation pratique des unités de combat (6), tels sont quelques-uns des problèmes qui, en cette année de 1941, retiennent l'attention de l'État-Major de la Résistance. La situation militaire, tant en Yougoslavie que sur les autres fronts, est également l'objet d'analyses périodiques. Mais la plupart des documents sont consacrés à la Résistance proprement dite, c'est-à-dire aux faits de guerre locaux.

Une retenue qui tient presque du protocole, une froideur voulue dans l'exposition des faits distinguent la plupart de ces récits qui ont souvent l'allure du communiqué. Les injures mêmes qui accompagnent le nom de l'ennemi sont trop conventionnelles (« vendus », « bandits », « larbins »...) pour frapper

(1) Document 47.
(2) Document 64.
(3) Document 46.
(4) Document 68.
(5) Document 81.
(6) Documents 10, 13, 22, 54.

l'imagination. Mais, malgré l'absence de toute rhétorique, ces récits laconiques et simples recréent parfaitement l'ambiance de la lutte. Ainsi, en pays dalmate :

« Le 9 octobre, une bombe a été lancée contre une automobile dans laquelle se trouvaient un de nos compatriotes fasciste, Krstulovitch, et une autre personne ; tous deux sont blessés ; l'automobile est détruite.

« Le 11, deux bombes ont été lancées sur des tonneaux d'essence, à Split, mais aucun dégât n'a pu être causé...

« Le 17, à Sibenik, le chef de l'organisation fasciste locale a été abattu.

« Le 18, à Split, du vin destiné à des officiers italiens a été empoisonné ; mais deux soldats en ont bu avant eux et sont tombés aussitôt ; ils ont été transportés dans un hôpital et on ne sait s'ils sont morts ; il est clair que les officiers sont saufs et que les seules victimes ont été les soldats.

« Le 19, à Split, deux bombes ont été jetées contre un groupe d'Italiens ; il y a eu quatre blessés. Une poursuite générale s'est engagée et il y a eu des coups de feu toute la nuit dans la ville.

« Le 20, quatre bombes ont été jetées à Split en différents endroits ; on ignore le nombre exact des morts et des blessés, car les Italiens le cachent. On peut supposer dix morts et quelque vingt blessés (1). »

Les Italiens ripostent :

« A Trogir, douze sympathisants (2) de Split ont été fusillés, sept sont condamnés à mort par contumace, quinze aux travaux forcés pour une période globale de cent soixante-dix-neuf ans. Ces sympathisants avaient été arrêtés avant [les événements exposés plus haut] et sur dénonciation, l'*Izvestaj* (3) avait été trouvé chez certains d'entre eux. Ils se sont bien tenus au moment de l'exécution (4). »

Les documents relatifs aux représailles occupent une bonne partie du volume ; ils émanent aussi bien de l'occupant que du gouvernement fantoche d'Ante Pavélitch. Les avis de condamnations à mort sont, les uns amplement circonstanciés, les autres (sans qu'on comprenne la raison de cette différence) d'une brièveté remarquable. Ainsi : « Le 24 juin 1941, Ivan Butchitch, né à Blat, âgé de vingt ans, Croate, catholique romain, a crié dans la rue, à Dubrovnik, *Vive la Russie soviétique* !... Il a comparu, etc. (5). » Maks Durjava, « étudiant en sciences techniques, de Maribor, âgé de vingt-cinq ans, Slovène, catholique romain », est condamné à mort pour avoir gardé chez lui « des ouvrages communistes, ainsi que d'autres documents de propagande communiste... (6) ». Mais, le 22 octobre 1941, on annonce sans précautions oratoires l'exécution de cinquante « Juifs et communistes », qu'on ne se donne même pas la peine de nommer (7). Il va sans dire que beaucoup d'exécutions sont passées sous silence, afin de cacher au public le chiffre élevé des résistants.

La dernière partie du volume est consacrée aux relations entre l'occupant italien et les *oustachis*, la Dalmatie étant alors placée partiellement sous l'autorité directe des Italiens et partiellement sous celle du « gouvernement indépendant croate » patronné par les nazis. Ces relations ne semblent pas avoir été de tout temps excellentes, c'est le moins qu'on puisse en dire. La férocité sans nom déployée par les *oustachis* dans leur lutte contre la minorité serbe, demeu-

(1) Document 76.
(2) De la Résistance.
(3) Il s'agit de *Nas izvestaj* (« Nos informations »), une des nombreuses feuilles illégales de Dalmatie.
(4) Document 76.
(5) Document 67.
(6) Document 147.
(7) Document 175.

rée pour son malheur sur le territoire croate, indispose l'administration italienne, inquiète surtout de la tension permanente que cet état de choses entretient dans les esprits. Émanant d'un homme dont les sympathies sont censées aller aux *oustachis*, les rapports du capitaine de carabiniers Umberto Buonassisi, pour lors en garnison à Zadar, sont autant de témoignages irréfutables. Ainsi, le 15 juillet 1941, il fait parvenir à son supérieur, le gouverneur de la Dalmatie, le récit d'une expédition punitive organisée par les *oustachis* contre le village serbe de Suvaja (région de Kistanje, au sud-est de Zadar) : « Après avoir tué le prêtre Spaso Lavrnja, ils ont éventré sa femme et tué l'enfant qu'elle portait en elle. Ils ont tué à coups de couteau dans la poitrine les filles d'Angela Ketcha ; en outre, ils ont rattrapé Zorka Ketcha qui s'était sauvée de sa maison en flammes et ils l'ont jetée vivante dans le feu. Douze personnes de la famille de Sava Ketcha, dont sept enfants, ont été ainsi égorgées et massacrées. » En tout, trois cents Serbes, hommes, femmes et enfants, ont été exterminés dans ce village (1). Mais, quand un de ces *oustachis* est pris, il est « liquidé », lui aussi, joyeusement...

De la lecture du *Recueil* se dégage une impression générale de démesure, due au caractère particulièrement sanglant, implacable, inhumain, de la lutte ; l'héroïsme des uns, la férocité des autres se heurtent au long de ces pages. Quant aux détails, ils forment quelque chose de si touffu que le lecteur s'y perd rapidement. Du reste, les annotations, à peu près absentes des premiers volumes, restent par la suite insuffisantes. Les contradictions, les obscurités ne sont pas rares, mais elles sont rarement relevées et expliquées. Les données biographiques sont trop succinctes pour que le lecteur parvienne à distinguer entre eux ces milliers de personnages de qui les noms défilent sous ses yeux. D'autre part, l'absence de cartes suffisamment détaillées crée de nouvelles difficultés à qui veut suivre pas à pas l'épopée de la Résistance yougoslave. Enfin, détaché de l'ensemble des circonstances historiques dans lequel il s'est déroulé, tout exploit, malgré le luxe des détails matériels avec lequel on nous le présente, garde pour nous quelque chose d'abstrait.

Il nous faut donc admettre que le but des éditeurs du *Recueil* n'a pas été d'esquisser une histoire de la résistance communiste yougoslave, mais simplement de sauver pour la postérité les sources de cette histoire. De ce point de vue, le *Recueil* possède d'ores et déjà une valeur immense. Sans doute, l'historien aura-t-il fort à faire pour tirer une construction de cette matière brute ; mais cette matière brute, il l'aura sous la main et il ne pourra se plaindre que de l'abondance des biens... C'est à lui qu'il appartiendra de faire l'étude textuelle des documents, c'est à lui qu'il appartiendra de conclure ; mais espérons que *tous* les documents sans exception, quel que soit leur contenu ou leur origine, auront été, d'ici là, rendus publics.

Kyra Sanine.
Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine.

(1) Document 229.

LA GUERRE SUR MER

Samuel Eliot Morison, *History of United States. Naval Operations in World War II.* Vol. IX : *Sicily-Salerno-Anzio (January 1943-June 1944)*, Boston, Little, Brown and Cy, 1954, 413 pages, index, cartes.

Il n'est pas nécessaire de présenter Samuel E. Morison, l'éminent historien de la marine américaine que M. André Reussner s'est chargé de faire connaître aux lecteurs de la *Revue d'Histoire de la seconde guerre mondiale* dans le compte rendu qu'il a donné de trois de ses précédents ouvrages (*La marine américaine au combat*, livraison d'octobre 1952).

Sicily-Salerno-Anzio constitue le neuvième et avant-dernier paru dans la série des quatorze volumes dans lesquels l'auteur s'est fixé pour programme de retracer l'histoire de la marine des États-Unis au cours de la seconde guerre mondiale. Il diffère des volumes précédents en ce qu'il est le seul à traiter d'opérations se déroulant exclusivement en Méditerranée, sous le commandement suprême du général Eisenhower, mais sous la direction, en ce qui concerne les opérations navales, de l'amiral anglais Sir Andrew Brown Cunningham et avec des moyens fournis à égalité par la *Royal Navy* et par l'*U. S. Navy*.

Dans ces conditions, il était impossible à l'amiral Morison (1) de se cantonner exclusivement au récit des opérations purement américaines, et, de ce fait, ce volume est mieux équilibré que les précédents, *La bataille de l'Atlantique* ou *Les opérations dans les eaux de l'Afrique du Nord*, dans lesquels l'action de la marine britannique n'apparaissait que sous la forme d'un bref raccourci.

Le volume IX porte sur la phase de la guerre en Méditerranée qui s'écoule depuis la fin de la guerre en Afrique du Nord jusqu'à la prise de Rome, c'est-à-dire, en ce qui concerne les opérations navales du moins, la partie essentielle de la campagne d'Italie. Elle ne nous mène pas tout à fait jusqu'à la conclusion de la guerre en Méditerranée, où le dernier coup de canon ne se tirera qu'au moment de la capitulation allemande, mais elle correspond tout de même à un tournant décisif marqué par deux faits très importants : la libération complète de la route Gibraltar-Malte-Alexandrie, conséquence de la conquête de la Sicile, et la disparition de la marine italienne en tant qu'adversaire, consécutive à l'armistice italien du 9 septembre 1943.

Ce qui frappe d'abord dans l'étude de cette campagne jalonnée par les trois débarquements majeurs de Sicile, Salerne et Anzio, c'est le contraste entre la richesse des enseignements tactiques et la pauvreté stratégique qui se manifeste dans la conduite générale de la guerre. C'est devenu un lieu commun de dire, à la suite du maréchal Montgomery, que « les Alliés, en Italie, se sont laissé entraîner dans une campagne de grande envergure sans programme d'action défini à l'avance ». Mais il n'en est pas moins vrai que l'expérience acquise devant les côtes italiennes par les marines américaine et anglaise a été considérable. L'amiral Morison aborde ces deux aspects de la question avec sa maîtrise et son objectivité habituelles. Tout ce qu'il y avait à rapporter sur cette période de la guerre navale en Méditerranée est dit et bien dit, et les historiens à venir n'auront sans doute pas grand'chose à y ajouter.

(1) Le professeur S. E. Morison, mobilisé en 1942 avec le grade de Lieutenant-Commander, a reçu celui de Rear-Admiral dans la réserve de la marine américaine au moment où il a quitté le service actif.

* * *

Cette période diffère notablement de celle qui l'a précédée. La phase anglo-italienne pure de la guerre en Méditerranée correspondait à une guerre navale ou plus exactement aéronavale, guerre de communications dirigée d'un côté contre les convois de Malte, de l'autre contre les convois de Libye. La période 1943-1944 est marquée par des expéditions dirigées contre la terre. Elle est très instructive pour la tactique des opérations amphibies, mais la première question qu'on se pose en refermant le livre de l'amiral Morison est de savoir dans quelle mesure ces opérations amphibies ont été nécessaires et efficaces à long terme, là et sous la forme où elles furent conduites. D'un point de vue plus élevé, c'est tout le problème de la campagne d'Italie qui se pose, problème qui suscitera sans doute encore bien des controverses, comme on peut le constater en lisant l'article que le maréchal Juin lui a consacré dans le numéro de janvier 1956 de la revue *Miroir de l'Histoire*. L'ancien chef du *Corps expéditionnaire français* d'Italie n'hésite pas à écrire que la victoire alliée en Italie n'a pas été exploitée. J'ai déjà relevé l'opinion du maréchal Montgomery. Morison, sans prendre parti, ne manque pas de signaler au passage, avec une parfaite indépendance d'esprit, toutes les erreurs qu'il juge telles.

Les premières interventions contre l'Italie ont été décidées lors de la Conférence de Casablanca au mois de janvier 1943, à un moment où la campagne de Tunisie était encore loin d'être terminée. L'idée du débarquement de Sicile, *opération Husky*, ne souleva pas d'objection sérieuse. Pour tout dire, c'était la conclusion logique de la victoire alliée en Afrique du Nord. Il n'était pas concevable de laisser la route maritime de Gibraltar à Suez contrôlée par l'ennemi sur sa rive Nord après l'avoir chassé de sa rive Sud. Décidée le 22 janvier, la date en avait été prévue pour le 25 juillet 1943. En pratique, elle eut lieu quinze jours plus tôt. Elle comportait simultanément trois débarquements américains sur la côte méridionale, à Licata, Gela et Scoglitti, et deux débarquements britanniques, à Pachino et Avola sur la côte orientale. Comme le fait remarquer Morison, on aurait tout aussi bien pu aborder directement la région de Messine avec des résultats bien plus décisifs. Les opérations furent menées à bien les 10 et 11 juillet 1943, non sans quelques difficultés, à Gela notamment, mais, si la prise de Syracuse survint avec une rapidité inattendue, la conquête complète de l'île exigea une dure campagne de six semaines qui se termina le 17 août sans que les forces alliées aient rien fait pour empêcher la retraite des forces allemandes qui s'échappèrent intégralement par le détroit de Messine, que nul n'avait songé à verrouiller à priori.

Entre temps, Mussolini avait été renversé. L'effondrement italien paraissait fatal, malgré les déclarations du maréchal Badoglio qui, tout en proclamant que la guerre continuait, se préparait en sous-main à négocier avec les Alliés. Les objectifs essentiels de la coalition paraissaient donc atteints. Fallait-il maintenant entreprendre une campagne en Italie continentale?

On opta pour l'affirmative, et ce fut le débarquement de Salerne, coïncidant avec l'annonce de l'armistice italien le 9 septembre. Mais on manqua la prise de Rome à un moment où les Allemands n'y étaient pas encore en force et, pour finir, le maréchal Kesselring parvint à constituer sur les lignes de Cassino un front qui, des mois durant, devait tenir les Alliés en échec. Alors on se lança dans l'aventure d'Anzio, à laquelle, Churchill excepté, personne ne tenait sérieusement dans le camp allié. Comme le fait remarquer Morison, le « Premier » britannique, qui se targuait de l'accord unanime rencontré par ce projet, avait, en fait, imposé sa volonté aux amiraux et aux généraux contre leurs avis les plus valables (p. 328).

Remarquablement exécuté du point de vue technique le 21 janvier 1944,

le débarquement d'Anzio faillit se terminer fort mal, et la tête de pont, pendant des semaines, fut beaucoup plus une lourde charge pour les Alliés — Clark en parle comme de l'enfer d'Anzio — que l'épine empoisonnée qu'on espérait enfoncer dans le flanc de Kesselring. On connaît la suite... l'offensive de mai, la percée de Juin sur le Garigliano, la course sur Rome, tombée à la veille du débarquement normand, et, du reste, victoire sans lendemain, puisque le corps expéditionnaire allié fut aussitôt réduit en vue de préparer le débarquement de Provence et que les Allemands eurent le loisir de se rétablir devant Bologne pour y préparer une nouvelle campagne d'hiver, aussi dure que la précédente.

L'amiral Morison n'a pas cherché à faire une description détaillée des opérations à terre. Son propos vise avant tout la participation navale, les débarquements, l'appui apporté aux forces terrestres. Même contenue dans ces limites, cette étude est si précise et si claire que les défauts et les mérites de l'exécution apparaissent immédiatement. Ce qui frappe avant tout, et ce qui constitue la révélation de cette campagne, c'est la remarquable organisation de l'appui naval et son efficacité, par opposition à celle de l'appui aérien sur lequel il y aurait beaucoup à redire, l'*Air Force*, par une aberration incompréhensible, justement soulignée par l'auteur, ayant refusé de s'intégrer dans le dispositif général pour faire cavalier seul. En de nombreuses circonstances, mais surtout à Gela, le 11 juillet, et à Salerne, le 14 septembre, ce sont les canons de la flotte qui stoppèrent les contre-attaques allemandes et rétablirent la situation. Morison peut, avec satisfaction, relater ce témoignage du général Westphal, chef d'état-major de Kesselring : « La plus grande détresse de nos troupes fut causée par les canons de gros calibres des navires contre lesquels elles ne pouvaient trouver aucun abri (1). »

Autre enseignement, l'amélioration de la tactique d'emploi des engins de débarquement. L'expérience d'A. F. N. a porté ses fruits. Les premiers *Dukws* (2) ont fait leur apparition. L'organisation des équipes de plages et des liaisons Mer-Terre est au point. Sur le plan naval pur, aucune rencontre notable, exception faite de la réaction, trop souvent efficace, des sous-marins allemands. C'est surtout contre la terre et l'aviation que les navires alliés sont engagés. Si l'action des batteries côtières se révèle ici peu importante, il n'en est pas de même de celle de la *Luftwaffe*. Rappelons que c'est à cette époque que les premières bombes téléguidées firent leur apparition. Elles causèrent de sérieuses pertes. Signalons aussi la mésaventure de ce sous-marin italien rentrant à Syracuse dont il ignorait la chute et qui vint faire surface au milieu des flottilles alliées qui le cueillirent sans difficulté. Le *Bronzo*, capturé intact, fut offert à la France par la *Royal Navy* et servit sous le nom de *Narval*.

L'auteur ne s'est pas longuement étendu sur les opérations de Corse. Il critique cependant l'emploi des contre-torpilleurs français utilisés à des transports de troupes entre Alger et Ajaccio à un moment où il aurait été essentiel de surveiller les abords de Bastia pour empêcher l'évacuation par mer de la garnison allemande. L'affaire de Messine se répétait. Les Allemands extirpèrent 30.000 hommes que Juin et les autres devaient retrouver contre eux sur les lignes du Garigliano et du Rapido. Ce point mériterait une étude approfondie.

Pour tout dire, chaque page de ce livre apporte ainsi des observations pertinentes, tant sur la stratégie alliée que sur l'exécution tactique dont Morison rend compte avec un très réel talent. Tout est passé en revue, aussi bien les funestes effets de « la capitulation sans conditions » que les illusions formulées sur « le ventre mou de l'Europe » ou les possibilités offertes par l'aérodrome de

(1) Cette observation mérite réflexion sur le rôle que peuvent jouer encore les cuirassés.

(2) Camions amphibies.

Foggia pour les bombardements du Sud de l'Allemagne. De tous les ouvrages de cette remarquable série, celui-ci est sans doute l'un des plus instructifs à tous points de vue, comme c'est d'ailleurs le cas de cette campagne d'Italie, dont il reste, en définitive, plus de souvenirs glorieux que de résultats positifs. Les quelques pages de conclusion le montrent assez nettement.

Si j'avais une critique à faire, je ne m'arrêterais pas à une erreur de détail sur le nombre des sous-marins échappés de Toulon le 27 novembre 1942, mais je saisirais l'occasion de m'élever contre l'abus des abréviations et des appellations conventionnelles. Que les ordres d'opérations portent des noms de plages bleues, blanches ou rouges, je veux bien. Mais, lorsqu'on écrit l'histoire — je pose la question à l'auteur — ne vaut-il pas mieux conserver des noms que l'usage a consacré, et qui seuls, en définitive, se retrouveront sur les cartes à l'avenir? On a beau avoir dit une fois ce qu'étaient les *forces* JOSS, DIME, etc., c'est aussi vite oublié que lu. Est, Ouest, Nord, Sud, le nom du chef ou d'un bateau, c'est tout de même autrement parlant.

Jacques MORDAL.

Amiral LEMONNIER, *Cap sur la Provence*, Éd. France-Empire, 1954, 228 pages.

Nul n'était plus qualifié pour écrire ce livre que l'ancien commandant des forces navales françaises au cours de l'opération *Anvil*. A vrai dire, il ne s'agit pas d'un exposé purement militaire du débarquement en Provence. D'autres l'ont fait, notamment le général de Lattre. Il s'agit des notes et des souvenirs d'un des acteurs les plus importants de l'événement, qui ont conservé toute la fraîcheur de la chose vécue et nous restituent l'atmosphère de ces journées glorieuses.

L'amiral aborde en premier lieu la question toujours si controversée de l'utilité du débarquement de Provence. Fût-il « un des éléments essentiels de la victoire finale », ou bien « une opération superflue, stérile et même regrettable ». L'amiral, citant le général Eisenhower et rappelant l'exemple de l'armée d'Orient, au cours de la première guerre mondiale, conclut dans le premier sens. Sans doute ne convaincra-t-il pas les défenseurs de l'autre opinion. C'est que, dans les deux cas, la question ne se pose pas sur le même plan. Du seul point de vue militaire, l'opération était incontestablement opportune, d'où l'avis du général Eisenhower. Du point de vue politique, certains, avec Sir Winston Churchill, ont pu conclure que c'était une erreur en raison de faits postérieurs. Or, la guerre, surtout à partir d'un certain stade, doit être conduite en fonction de considérations politiques. Ce stade était-il atteint au moment du débarquement de Provence? La réponse à cette question permet seule de trancher la controverse. Mais il existait, pour nous, Français, un troisième point de vue : le point de vue sentimental. Et, là, la réponse n'est plus douteuse. Pas un d'entre nous qui ne se soit infiniment réjoui de voir Toulon et Marseille libérés par des soldats et marins français.

L'amiral Lemonnier nous parle ensuite des préparatifs de l'opération et nous apporte des détails fort intéressants. Les aviateurs ne voulaient-ils pas incendier toutes les forêts des Pyrénées à Gênes. On frémit d'y penser comme frémirent les Français qui entendirent cette proposition. On put fort heureusement les persuader de n'en rien faire. Et de miraculeux orages, dans les jours précédant le débarquement, firent disparaître le danger, très réel, de voir les flammes gêner, voire interdire, la progression des troupes.

L'amiral nous explique aussi pourquoi nous ne pûmes engager nos navires à notre guise et pourquoi les divisions du général de Lattre ne furent pas les premières à toucher la terre de France. Un débarquement de vive force sur

une côte fortifiée constitue une opération de précision qui réclame des troupes spécialisées hautement entraînées et adéquatement équipées. Nous ne les possédions pas, alors que les Américains disposaient des divisions qui avaient exécutés les débarquement du Maroc, de Sicile, de Salerne et d'Anzio.

Par contre, le débarquement ayant été effectué, les nouvelles n'arrivant pas, l'état-major franco-américain gagna la terre pour se procurer ces nouvelles et l'amiral Hewitt, commandant en chef, s'effaça alors pour laisser à l'amiral Lemonnier l'immense joie d'être le premier à mettre le pied sur le sol de France. Suit alors le récit de quelques épisodes émouvants : la rencontre d'une jeune fille dont l'élégance étonne les officiers américains, « la capture de vingt prisonniers par le général en chef et deux amiraux », la *Marseillaise* de la population de Saint-Raphaël libéré.

Pendant ce temps, les troupes fonçaient vers Toulon. Le Revest, sur les arrières du grand port, est atteint, le fort du Coudon enlevé par un commando français. L'amiral pénètre dans Toulon où l'on se bat dans certaines rues, où, dans d'autres, la foule acclame les libérateurs. Il participe à cette étonnante cérémonie devant le monument aux morts, qui se déroule en pleine bataille.

L'amiral se rend dans la presqu'île de Saint-Mandrier dont l'ennemi a fait son ultime réduit. La grande batterie de 340 a, heureusement, été réduite dans ses possibilités. Les Allemands capitulent enfin, huit jours avant la date prévue par les plans. Mais Toulon et son arsenal ne sont plus qu'un monceau de ruines. Pourtant, la marine française est de nouveau chez elle. Ses navires, devant lesquels les Alliés se sont, cette fois, généreusement effacés, y font une entrée glorieuse, et l'amiral nous traduit très heureusement les sentiments de tous ceux qui eurent l'immense bonheur de participer à cette entrée. Le lendemain, les troupes et les marins défilaient devant leurs chefs et devant une population pleurant de joie.

R. Jouan.

Léon Uris, *Le Cri de la Victoire*, Plon, 1954, 566 pages.

Le *Cri de la Victoire* n'est pas un livre d'histoire, mais un roman. Il possède cependant une telle force, un tel pouvoir d'évocation, qu'il nous a paru convenable de le citer dans cette revue.

L'auteur fut lui-même un *Marine*, c'est-à-dire un de ces *soldats de Marine* que certains, en France, appellent à tort des *fusiliers-marins*, et qui sont la survivance des troupes embarquées jadis sur les vaisseaux pour les besoins de la lutte à l'abordage. Toutes les grandes marines les ont conservés. En France, elles sont devenues les « troupes coloniales » à la fin du siècle dernier, tout en conservant un statut particulier.

Les *Marines* sont devenus, à proprement parler, les troupes d'assaut des forces américaines. Ils furent de tous les « coups durs » du Pacifique et ouvrirent une brèche par où déferla le raz de marée sous lequel sombra le Japon. Pour cela, il leur fallut accroître considérablement leurs effectifs. Les recrues vinrent de tous les coins de l'horizon géographique et social. Le livre nous conte d'abord leur formation, au caractère brutal, parfois incompréhensible à la mentalité française, mais qui constituait une sorte d'initiation ésotérique, destinée à insuffler à ces jeunes hommes, d'origine si diverse, l'esprit de corps et la valeur morale qui font des *Marines* des fantassins d'élite.

C'est l'histoire de la section de transmissions du 2e bataillon du 6e Marines, régiment qui gagna jadis la fourragère au Bois Belleau. Ce bataillon ne participa guère aux premières grandes bagarres. A Guadalcanal, il n'effectua que le « nettoyage ». A Tarawa, opération sanglante entre toutes, il demeura en réserve. Mais il combattit à Saipan, dans le secteur le plus exposé, et perdit le plus grande partie de ses effectifs.

Le livre n'est donc pas uniquement un récit de combats, c'est plutôt celui de la vie quotidienne et des expériences particulières des hommes de la section de transmissions. Ces expériences sont extrêmement variées dans le domaine sentimental et dans tous les autres. Les personnages, hommes et femmes, ont tous un relief saisissant. D'un bout à l'autre du volume passe un grand souffle qui lui confère une grandeur jamais atteinte jusqu'ici par un livre de guerre américain.

Ce livre, on s'en doute, n'est pas à mettre en toutes les mains. Les *Marines* n'étaient pas des « enfants de chœur ». Mais il est d'une émotion poignante, avec des passages d'une drôlerie irrésistible, véritable reflets de la vie de ces jeunes hommes, voués pour la plupart à mourir si tôt. La presse l'a salué comme un très grand livre, le comparant aux *Croix de Bois*. Nous ne pouvons que nous rallier à cette opinion.

R. Jouan.

Maurice Guierre, *La victoire des convois*, Amiot-Dumont, 1954, 299 pages.

En temps de guerre, la *Royale*, comme disent les marins du commerce, c'est-à-dire la marine militaire, accapare les communiqués. Sa sœur, Cendrillonne des mers, accomplit en silence sa grande œuvre, et le public n'entend parler d'elle que par des chiffres de destruction ou par quelque épouvantable histoire de naufragés. Et pourtant, la première n'existe que pour la seconde. La mer n'est qu'une route que parcourent les « marchands » pour transporter le personnel et le matériel sans lesquels s'arrêteraient les opérations militaires ou se paralyserait l'effort de guerre même d'un pays.

C'est à ces combattants obscurs que le commandant Guierre, lui-même ancien officier de la *Royale*, rend un hommage mérité, à ces navires qui cinglaient dans les convois par les beaux jours de calme ensoleillés comme par les nuits de tempête, guettés par les « meutes de loups » ou par les mines insidieuses.

Le livre commence par un bref exposé de la guerre sous-marine 1914-1918 qui vit la naissance des convois. Cette guerre, pour les marins amoureux de leur métier, marque une date douloureusement mémorable : la fin des grands voiliers qui doublaient le « Cap » pour aller charger les cargaisons de nitrate au Chili. Ils constituaient une proie bien facile pour les sous-marins et les corsaires, et ceux qui survécurent à l'hécatombe ne reprirent plus jamais le large.

Le commandant Guierre étudie ensuite la deuxième guerre mondiale. C'est un véritable Mémorial qu'il dresse en l'honneur de nos navires marchands, reconstituant tous les épisodes, souvent profondément émouvants.

C'est d'abord la « drôle de guerre », puis la campagne de Norvège, où se distinguèrent, en particulier, les anciens paquebots des lignes d'Algérie, transformés en croiseurs auxiliaires, puis l'enfer de Dunkerque et les tristes événements de l'armistice.

Mais, la France retirée de la guerre, son pavillon n'en continua pas moins à flotter sur les « sept mers ». Beaucoup de nos navires de commerce, arrêtés à l'étranger par le développement des opérations, prirent leur place, modeste, dans les grands convois qui ne cessèrent de sillonner les océans, d'abord pour permettre à l'Angleterre de tenir, puis pour gagner la guerre. Dès lors, le récit s'élargit, il devient un exposé général de l'immense effort accompli par les Allemands pour couper le flux vital qui partait des États-Unis vers tous les pays alliés : eaux américaines qui furent, au début de 1942, le « paradis » des sous-marins, Atlantique où, aux « meutes de loups », s'ajoutaient parfois des corsaires camouflés en honnêtes marchands, ou les grands avions

Focke-Wolf allant chercher leurs victimes très au large, océan glacial Arctique, enfin, qui vit les batailles les plus rudes, contre le vent, contre la mer, contre la glace, contre l'ennemi, et de grands massacres comme celui du convoi *PQ 17*.

Le commandant Guierre complète cet exposé par une véritable synthèse de la guerre navale et de tout ce qui se rapporte à l'organisation, aux formations, à la navigation des convois. Livre intéressant, véritable épopée de la marine marchande, bourré d'histoires pathétiques racontées avec art.

René Jouan.

P. Varillon, *Le sabordage de la flotte*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, 294 pages.

Le livre de M. Pierre Varillon, *Le sabordage de la flotte*, traite un sujet particulièrement douloureux et grave pour les Français : les décisions qui ont déterminé le sabordage de la flotte le 27 novembre 1942. Bien que l'auteur déclare que cet ouvrage n'est ni un plaidoyer ni un réquisitoire, on ne peut s'empêcher, après l'avoir lu, de penser qu'il semble vouloir rejeter sur la Fatalité la responsabilité d'un désastre maritime, aux conséquences politiques et militaires dignes de Trafalgar. Pour apprécier l'événement du 27 novembre 1942, il suffit de rappeler les paroles de Laval lui-même. « Mais l'événement du 27 novembre 1942 est plus grave. Il équivaut à une grande défaite navale ! »

Le 10 novembre 1942, la flotte de haute mer concentrée à Toulon pouvait appareiller pour l'Afrique du Nord ou l'Espagne. En reprenant la lutte aux côtés des Anglo-Américains, elle aurait accéléré la défaite germano-italienne en Afrique et conquis l'estime des puissances de la mer. En se réfugiant en Espagne, où elle aurait été internée, elle sauvait un capital qui nous manque cruellement depuis la Libération. Les équipages étaient prêts à l'action et n'attendaient que l'ordre de sortir de Toulon. On doit regretter que les chefs, les amiraux, par un parti pris très net contre les Anglo-Saxons, par un souci exagéré d'être couverts par des ordres supérieurs légalement rédigés, aient préféré sacrifier l'escadre indispensable à l'avenir du pays à l'inutile honneur de couler sans gloire les navires de guerre confiés par la III^e^ République à leur sagacité. Incapables de mesurer le changement fondamental de la situation stratégique dominée par le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, par l'invasion de la zone libre en France, par l'arrêt de la *Wehrmacht* à Stalingrad et les défaites de Rommel en Libye, ils ont cru pouvoir accorder leur confiance à la parole de Hitler ! On reste confondu devant un pareil manque de jugement. Pour un amiral comme pour un général, le premier devoir est d'assurer partout et toujours sa liberté de manœuvre. Il n'est que trop vrai que le Gouvernement de Vichy avec Laval était trop engagé dans la politique de collaboration franco-allemande pour accepter cette idée et la réaliser. Ainsi qu'ils l'ont revendiqué, Pétain et Laval portent seuls la responsabilité du sabordage de la flotte. En donnant l'ordre de combattre les Anglo-Américains et en refusant de s'opposer par les armes à l'invasion de la zone libre en 1942 par la *Wehrmacht*, le Gouvernement Pétain-Laval a fait un choix. En désavouant l'amiral Darlan en Afrique du Nord, il a influencé dans un sens hostile à l'Amérique et à l'Angleterre des amiraux comme Marquis et de Laborde, qui étaient déjà antianglais de sentiments. En maintenant après le 8 novembre 1942 l'ordre de sabordage donné à la flotte de Toulon, le Gouvernement de Vichy porte la responsabilité d'un désastre comparable à celui de 1940 pour l'Armée de Terre.

Le livre de M. Varillon nous permettra d'étayer ces affirmations en nous appuyant sur le texte lui-même :

« ... L'amiral Michelier, commandant la Marine au Maroc, est prévenu le 7 novembre au soir par le général Béthouart de l'imminence du débarquement anglo-américain. Le 8 au matin, surprise complète des autorités navales devant le débarquement » (p. 36).

« Le 8 novembre 1942, l'amiral Darlan dit à Murphy : « Vous êtes aussi bête « que les Anglais. » Ayant dû abandonner le gouvernement en avril 1942 pour permettre le retour de Pierre Laval, tout en restant successeur désigné du chef de l'État en cas de disparition, l'Amiral de la Flotte avait reçu le commandement en chef de toutes les forces militaires : air, armée, marine. La conduite des opérations dépendait de lui seul... » (p. 44).

« Toutefois, depuis vingt-neuf mois un fil direct reliait secrètement l'Amirauté de Vichy à celle d'Alger par les centraux P. T. T. de Vichy, Lyon, Marseille, fil dont le mystère n'avait pas été percé par les services d'espionnage allemands... » (p. 45).

« C'est ainsi que dans la nuit du 8 au 9 novembre 1942 Darlan transmettait un premier télégramme rendant compte de la suspension d'armes conclue pour Alger avec le général américain Ryder, qui insistait pour qu'elle fût étendue à toute l'Afrique. Le maréchal faisait répondre le 9 novembre au matin qu'aucune négociation ne pouvait avoir lieu avant le retour de Laval, qui partait pour Munich » (p. 46). De ce texte, il ressort clairement que ni l'Amiral de la Flotte Darlan ni le maréchal ne se préoccupaient de la flotte de guerre, puisqu'ils n'ignoraient pas que la zone libre allait être envahie à très bref délai. Ni l'amiral Darlan ni Pétain ne donnaient l'ordre à la flotte soit de gagner Alger, soit de gagner l'Espagne.

« L'Amirauté ne se faisait pas d'illusions. La riposte allemande au débarquement allié comporterait à coup sûr l'envahissement de la zone libre ; Hitler trouvait là l'occasion de se rapprocher de la Méditerranée, si sottement négligée par lui lors de l'armistice de 1940... » (p. 50).

Par conséquent, l'avenir des Forces de haute mer, rassemblées en rade de Toulon sous le commandement de l'amiral de Laborde, allait être remis en jeu.

Le 11 novembre 1942, la *Wehrmacht* envahit la zone libre après avoir prévenu Pétain le 10 novembre. Le 10 novembre au soir, Laval prescrit de continuer la lutte contre les Anglo-Américains. Or, le 10 novembre 1942, la situation stratégique était défavorable à l'Allemagne :

a) Rommel battu se repliait en Tunisie ;

b) le débarquement anglo-américain en Afrique avait réussi ;

c) l'armée allemande était arrêtée devant Stalingrad ;

d) en envahissant la zone libre, l'armée allemande étendait encore la surface des territoires occupés.

Le refus officiel de conclure un armistice avec les Anglo-Américains, qui excluait l'envoi de la flotte en Afrique du Nord, permettait tout de même à cette dernière de se réfugier en Espagne pour éviter d'être saisie par les Allemands ou de se saborder.

Quelle est l'attitude de son chef, l'amiral de Laborde? L'amiral de Laborde donna donc sa parole que la flotte sous ses ordres se défendrait contre toute attaque anglo-saxonne, mais exigea en retour l'annonce qu'aucun marin allemand ne paraîtrait sur les bateaux (p. 67).

Auparavant (p. 55), il refuse d'exécuter un ordre de Darlan lui prescrivant le 11 novembre 1942, à 15 h. 47, d'appareiller pour Dakar. Il répond par le mot de Cambronne à cet ordre (p. 56).

M. Pierre Varillon écrit (p. 85) : « Matériellement, la flotte pouvait partir. Moralement, elle n'était pas prête. » S'il est permis d'exprimer un avis person-

nel, nous avouerons, en dépit des nécessités que l'examen des faits nous a contraint d'admettre, qu'à *tout risque l'appareillage devait être tenté.* Si la plupart des équipages étaient hostiles (p. 92) à l'Allemagne et craignaient l'arrivée des Allemands, les chefs par contre, les amiraux Marquis et de Laborde, victimes de leur aveuglement, n'envisageaient la lutte que contre les Anglo-Saxons !

Voici l'ordre du jour de l'amiral de Laborde : « Le gouvernement allemand accepte que la place forte de Toulon ne soit pas occupée et que sa défense soit confiée au haut commandement de la Marine française. Je l'ai fait *sur la parole d'honneur donnée par l'amiral Marquis, préfet maritime, et par moi,* en accord avec le Maréchal, que les forces placées sous nos ordres n'entreprendraient aucune action dirigée contre les puissances de l'Axe et défendraient Toulon contre les Anglo-Saxons et les Français ennemis du Maréchal. Le territoire de la place de Toulon reste donc français et libre. Sa défense reste entièrement française et confiée à la Marine sans aucune subordination à un commandant étranger. Aucun étranger ne paraîtra à bord des Forces de haute mer. » Ainsi l'Amiral commandant en chef la flotte de haute mer rétrécissait la patrie au camp retranché de Toulon ! Il donnait sa parole d'honneur à Hitler et avait confiance dans la parole du *Führer* !

Comme Bazaine en 1870 s'était enfermé dans Metz, l'amiral de Laborde va se calfeutrer à Toulon, acceptant de perdre sa liberté de manœuvre et sa flotte, pour laquelle il n'envisage d'autre issue que le sabordage sans combat. Dans son ordre du jour, il va écrire qu'il n'est subordonné à aucun commandant étranger, alors que les Allemands et les Italiens tiennent avec leurs blindés tout l'arrière-pays de Toulon et les côtes immédiatement à l'Est et à l'Ouest de Toulon ! M. Pierre Varillon condamne implicitement le commandant quand il écrit (p. 137) : « C'est encore ici le moment d'exprimer la surprise qu'on éprouve en constatant que l'ordre permanent de sabordage n'a pas été doublé quelques mois plus tard, en raison de la présence des blindés de la *Wehrmacht* à moins de trente heures de marche de Toulon, d'un ordre d'appareillage immédiat remis au Commandant en chef, exécutoire sur simple mot conventionnel adressé par T. S. F. ou par téléphone. Lancé et exécuté dès l'accord intervenu entre Darlan et les Américains, aucune des complications qui surgirent ne se fût produite. Seules eussent subsisté les difficultés d'appareillage assez aisément surmontables. La flotte partie, le Gouvernement de Vichy eût pu, comme il le fit pour les chefs de l'Afrique du Nord, désavouer solennellement les amiraux responsables ; ils ne s'en seraient pas portés plus mal. » A partir du 19 novembre 1942, l'amiral de Laborde se condamne à rester dans Toulon. Il accepte (p. 142) que l'on enlève aux navires de guerre une partie de leurs équipages. Faute d'équipages, les navires de guerre n'auront plus la possibilité d'appareiller. Le 27 novembre 1942, la Flotte de haute mer était sabordée sans gloire et sans utilité.

Entre le 8 novembre et le 27 novembre 1942, ses chefs pouvaient la sauver. Ils ont préféré l'inaction et l'immobilisation permanente à toute liberté de manœuvre. Cependant, les équipages et beaucoup de leurs chefs n'étaient pas à l'image des amiraux.

Cinq sous-marins refusèrent de se conformer aux ordres de sabordage et réussirent à quitter Toulon le 27 novembre.

1) le *Casabianca,* qui rejoint Alger ;
2) le *Vénus,* qui se saborde à l'entrée de la rade ;
3) le *Marsouin,* qui gagne Alger ;
4) l'*Iris,* qui se réfugie à Barcelone (Espagne) ;
5) le *Glorieux,* qui se réfugie à Valence (Espagne).

Il faut souligner l'exploit tout à l'honneur des équipages et qui montre quel

était leur moral. Il était particulièrement dangereux et difficile de sortir de Toulon au moment où la *Luftwaffe* et la *Wehrmacht* s'emparaient du port de guerre.

Pour mesurer les conséquences de la défaite navale de Toulon, il suffit d'énumérer le bilan des pertes.

Cuirassés : *Strasbourg* (26.500 t.), *Dunkerque* (26.500 t.), *Provence* (22.000 t.).
Croiseurs de 10.000 t. : *Algérie, Colbert, Dupleix, Foch.*
Croiseurs de 7.600 t. : *Jean de Vienne, La Galissonière, Marseillaise.*
Contre-torpilleurs : 17.
Transport d'avions *Commandant-Teste.*
Torpilleurs : 14.
Avisos : 6.
Sous-marins : 16.
Bâtiments divers : 12.
Au total, 220.000 tonnes environ.

Lieutenant-colonel ROGER.

NOTES ET NOUVELLES

LES TRAVAUX DU COMITÉ D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Dans sa réunion plénière du 21 novembre 1955, sous la présidence de M. L. Febvre, le Comité, sur rapport de M. Henri Michel, a décidé la création d'une *Commission d'histoire de la Résistance.*

Celle-ci a tenu sa réunion constitutive le 23 avril 1956 ; elle a déterminé les grandes lignes de ses futurs travaux, qui consisteront en études plus qu'en rassemblement d'archives, et formé son bureau, ainsi composé : M. Daniel Mayer, président ; le général Kœnig, M. Blocq-Mascart, M. Paul Vaucher, vice-présidents ; M. Henri Michel, secrétaire général. (*N. B.* Le Secrétariat général est commun à toutes les sous-commissions.)

La *Commission d'histoire de la Déportation*, au cours de deux réunions présidées par M. Julien Cain, s'est préoccupée du sort des Archives d'Arolsen ; elle a entendu des rapports de M. Berthaud, délégué de la France à la Commission Internationale, et de M. Baudot, inspecteur général des Archives, chargé de mission par le Comité. Des études sur Dachau et Auschwitz sont en cours de rédaction, ainsi qu'un ouvrage composé de documents allemands sur le système concentrationnaire nazi. La statistique de la déportation est en cours d'élaboration dans une dizaine de départements.

La *Commission d'histoire de la Captivité* poursuit sa collecte de témoignages et de documents sous la présidence de M. Fernand Braudel. Elle doit organiser au printemps 1957, au Musée Pédagogique, une exposition sur la captivité de guerre, placée sous le patronage des ministres de l'Éducation Nationale et des Anciens Combattants. A la même date sera achevé le numéro spécial de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, consacré au même sujet.

La *Commission des Archives* a pu envoyer aux États-Unis un chercheur chargé de microfilmer la documentation concernant la France dans les archives allemandes possédées par les services américains ; le Service Historique de l'Armée a envoyé, de son côté, un de ses officiers pour seconder le délégué du Comité.

Le projet de *Musée de la Résistance, de la Libération et de la Déportation* progresse peu à peu ; un terrain a été offert à l'État par la Ville de Paris ; la Commission de l'Éducation nationale à l'Assemblée Nationale a désigné M. Thamier comme rapporteur, en remplacement du président André Marie. Toutes les fédérations de déportés et la plupart des associations de résistants se sont prononcées en faveur de cette création.

Les prochains numéros de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* seront consacrés : au *Sort des Juifs au cours du deuxième conflit mondial* (octobre 1956), à la *Captivité de guerre* (janvier 1957), à l'*Italie mussolinienne* (avril 1957). L'ouvrage sur l'*Exode de juin 40* de M. Vidalenc est aujourd'hui achevé.

Le Comité a participé à l'organisation d'une exposition de la Déportation à Guéret et s'associe à la préparation d'une exposition de la Résistance à Rennes ; il était représenté aux *Assises de la Résistance* à Lille le 6 mai, aux *Journées d'études* à Ostende du 7 au 9 mai — où M. Henri Michel a présenté un rapport d'ensemble sur ses travaux — et au Congrès de Munich du 22 au 25 mai.

Le film *Nuit et brouillard*, réalisé sur l'initiative et sous le contrôle de la Commission d'histoire de la Déportation, a rencontré un vif succès auprès de la presse cinématographique, sans que celle-ci ait toujours clairement perçu l'originalité de cette première étude historique par le film.

Henri Michel.

LETTRE DE BELGIQUE

Depuis le remarquable album de cartes intitulé *La campagne de Belgique*, paru voici dix ans, la *Section historique de l'Armée belge* n'avait plus fait parler d'elle. Ses chefs successifs ne manquaient certes ni de compétence ni d'enthousiasme : citons le regretté colonel Vandaele, auteur d'excellentes études publiées dans la revue *L'Armée-La Nation ;* le colonel Depasse, aujourd'hui retraité, dont les congressistes d'Amsterdam ont pu apprécier, en 1950, la science et la conscience ; enfin, le colonel Lutens, actuel directeur de la Section. Ce petit groupe d'officiers ne chômaient certes point, mais, faute de moyens financiers, leurs patients travaux dactylographiés allaient doucement s'empoussiérer sur les discrets rayons de la bibliothèque ministérielle : le grand public en ignorait tout. Félicitons chaleureusement le colonel Lutens d'avoir, semble-t-il, fait surgir le nerf de la guerre indispensable à toute entreprise humaine : voilà qu'il nous présente le premier volume d'une collection qui sera consacrée à des études relatives au rôle de l'armée belge dans les deux conflits mondiaux. Cet ouvrage, œuvre du commandant Hautecler, est intitulé *Le combat de Bodange. 10 mai 1940.* Il rappellera aux Français que le Gouvernement de la République décerna sa croix de guerre avec palmes aux Chasseurs ardennais pour leur action dans le Luxembourg.

Nous ne trahirons aucun secret d'État en écrivant que la campagne des Ardennes fut mal préparée et mal coordonnée par tout le monde : par les Français, qui ne s'attendaient pas à voir s'y porter le poids principal des blindés allemands, et qui se contentèrent d'envoyer des éléments de reconnaissance des IIe et IXe Armées patrouiller au sommet du plateau, soit à l'endroit le moins indiqué pour une action défensive ; par les Belges, qui avaient sacrifié le Luxembourg à l'avance, et qui prescrivirent à leurs forces de couverture d'agir par les destructions et les feux éloignés, puis de se replier en bon ordre sur la Meuse ; par les Allemands enfin, qui, faute d'avoir étudié à fond le terrain, commirent un certain nombre d'erreurs, minimes sans doute, mais qui étonnent de leur part. Le résultat de ce manque d'imagination s'est hélas révélé à Sedan, et ce *Combat de Bodange* que le commandant Hautecler nous conte n'est pas autre chose que l'histoire d'un véritable accident imprévu : c'est précisément l'action des parachutistes *Grossdeutschland* qui, en empêchant deux pelotons de la 5e compagnie du 1er régiment de Chasseurs ardennais de recevoir l'ordre de repli, permirent à cette poignée d'hommes de tenir en échec toute une division de blindés, à laquelle ils infligèrent de lourdes pertes et un retard appréciable.

Les événements de 1940 nous ont appris que les Ardennes n'étaient pas du tout imperméables aux chars ; des opérations comme celle-ci nous enseignent, en revanche, que certaines positions choisies, comme la ligne de la Sûre au sud de Bastogne, présentent de sévères coupures que l'on n'utilisa autant dire pas.

Il ne nous appartient pas d'en tirer des conclusions stratégiques ; mais c'est avec plaisir que nous signalons la compétence et le soin scrupuleux avec lesquels le commandant Hautecler a étudié ce fait d'armes, en cinquante pages solidement documentées, illustrées de cartes et de photos d'une parfaite clarté.

On nous annonce que, pour la même collection, le colonel Lutens lui-même prépare une étude sur les combats de Selzaete ; d'autres travaux seront consacrés par le commandant Hautecler au rapport du général Leman, défenseur de la forteresse de Liège en 1914. Voilà un effort qui méritait d'être signalé.

Deux numéros spéciaux de la revue « L'Armée-La Nation »

Favoriser « un cheminement amical vers l'unité européenne » en réalisant, autour de la campagne de mai 1940, une collaboration des services historiques officiels britannique, français, néerlandais et belge, tel a été le but de la revue militaire *L'Armée. La Nation* dans son numéro spécial de mai 1955. Le branle avait été donné par notre ami M. Jean Vanwelkenhuyzen, et ceux qui le connaissent savent avec quel sérieux, avec quelle objectivité et avec quelle conscience il noue, dans toutes les capitales de l'Occident, des rapports personnels qui ont déjà produit des résultats prometteurs. Comme il est naturel, la défaite commune avait donné lieu à des feux croisés de reproches, souvent injustes ; le temps de la sérénité est venu. De la sérénité et, encore une fois, du travail amical et collectif.

Voilà donc réunis, dans ce numéro intelligemment illustré de cartes et de photos, les articles du général-major hollandais Nierstrasz, du lieutenant-colonel belge Lutens, du lieutenant-colonel français Lyet et du major anglais Ellis : tous spécialistes bien connus, disposant des sources d'archives et professionnellement voués à l'étude de cette période critique.

M. J. Vanwelkenhuyzen lui-même inaugure cette série de travaux par un article consacré à l'origine du plan von Manstein. On sait avec quelle vigueur Hitler « cravacha », dès octobre 1939, des généraux pessimistes et routiniers qui limitaient leurs objectifs avec la plus extrême prudence. Le plan du 19 octobre, en effet, prévoyait un effort principal sur l'aile droite, le centre et la gauche ne devant jouer qu'un rôle de couverture et de fixation. Les améliorations qu'on y apporta par la suite ne firent qu'écarteler les angles d'attaque, et c'est finalement le 24 février 1940 que le Führer se décida à adopter le dispositif qui devait, trois mois plus tard, aboutir à l'un des plus spectaculaires succès de la guerre : percée des Ardennes, poussée vers la Manche, prise des Alliés à revers et anéantissement de leurs forces encerclées. M. Vanwelkenhuyzen a eu la bonne fortune de retrouver le rapport du 31 octobre 1939, dans lequel von Manstein développait déjà les considérations qui devaient mener à cette foudroyante victoire. Grâce à ce document, grâce aussi aux travaux précédents du même auteur, voilà utilement complétée la remarquable étude que le major Ellis avait donnée dans son ouvrage sur la campagne de 1940.

Le général Nierstrasz montre ensuite que, nonobstant la politique de neutralité, le dispositif néerlandais n'a tenu compte que de l'éventualité d'une attaque allemande : avec les moyens réduits dont elle disposait, l'armée hollandaise avait pour rôle, le long des lignes Peel-Raam et de la Grebbe, de couvrir le cœur du territoire. Tout avait été prévu — sauf une offensive d'envergure, par troupes aéroportées et parachutées, en civil ou revêtues d'uniformes hollandais, sur les aérodromes et les ponts de Rotterdam, de La Haye, de Dordrecht et du Moerdijk. Cette surprise stratégique dégarnit le front, fixa les réserves et bouleversa les plans ; elle eut donc une influence considérable. Pourtant, comme l'auteur le dit lui-même, mieux instruite, plus

nombreuse et mieux préparée, l'armée néerlandaise n'eût guère pu que prolonger de quelques jours sa courageuse résistance. Là comme ailleurs, c'est la préparation en commun qui a fait défaut. Mais — soit dit en passant — nous aimerions savoir sur quels documents le général Nierstrasz se fonde pour imputer aux Belges la responsabilité de cette absence de contact ; à notre connaissance, le général Diepenrijckx, attaché militaire belge à La Haye, avait, au cours de la « drôle de guerre », entrepris plusieurs démarches qui toutes furent repoussées.

Le troisième article a été rédigé par le colonel Lutens : c'est un exposé très clair dans lequel, jour après jour, le chef de la Section historique de l'Armée résume les opérations des vingt-trois divisions belges.

Plus originale est la contribution du colonel Lyet, qui étudie la manœuvre franco-britannique d'intervention dans ce qu'elle eut de plus caractéristique : la couverture de ce mouvement par le corps de cavalerie du général Prioux. Ce corps comprenait, on le sait, deux D. L. M. d'excellente qualité qui accomplirent leur mission avec honneur, et non sans subir de lourdes pertes. Hélas, le plan même de cette mission retardatrice péchait par la base, comme la manœuvre générale qu'elle était destinée à protéger : c'est plus au sud que se trouvait tout le poids de l'offensive allemande.

Enfin, le major Ellis se penche sur les opérations de la 3e D. I. britannique (général-major Montgomery). Cette grande unité, chargée de défendre Louvain, trouva la position déjà occupée par une division belge : regrettable malentendu, qui aurait pu coûter cher et qui ne fut aplani qu'après deux jours ! Les 15 et 16 mai, la division contint avec ténacité de puissantes poussées ennemies — jusqu'à ce que les ordres supérieurs vinssent commander la retraite : la position « Dyle » avait résisté, mais le front avait été percé à Sedan... Le décrochage se fit avec une telle adresse que l'attaque allemande du 17 tomba dans le vide. La 3e D. I. allait revenir en Belgique quatre ans plus tard, et son chef serait acclamé comme l'un des libérateurs de l'Occident...

* * *

Un mois plus tôt, le même périodique avait, pour célébrer l'inauguration du *Monument national à la Résistance*, consacré son numéro d'avril à la lutte souterraine de nos populations contre l'occupant nazi.

Plusieurs personnalités de premier plan donnent à ce numéro un relief tout particulier. Après un avant-propos dans lequel M. Octave Lohest, président de la Fédération nationale des Combattants et gouverneur de la province de Luxembourg, définit en termes chaleureux l'esprit de la Résistance, M. Camille Joset, chef du *Mouvement national belge*, en détaille les aspects divers et les multiples manifestations : presse clandestine, dont les premiers numéros parurent en juin 1940 (2.000 fusillés, décapités ou exterminés), réseaux de contre-espionnage (500 fusillés, 5.000 déportés), maquisards armés (250.000 membres reconnus en juin 1944). Mais ce n'étaient là, selon l'auteur, que les formes les plus spectaculaires d'un combat qui groupait la quasi-totalité des Belges : fonctionnaires, magistrats, ingénieurs, ouvriers, paysans, tout un peuple mis en état de légitime défense par la guerre totale qu'on lui imposait, et qui sut admirablement user de la force d'inertie contre les atteintes à sa liberté.

M. Paul Gruselin, bourgmestre de Liège, évoque ensuite ses souvenirs de détenu à la Citadelle de la grande ville mosane. Souvenirs de faim et de crasse, mais souvenirs aussi d'une magnifique solidarité : on trouvera émouvant ce geste spontané des détenus qui, avant de se disperser, le 7 septembre

1944, jour de leur libération, allèrent se recueillir sur les tombes de leurs camarades fusillés.

Vient ensuite le passionnant récit de l'évasion de trois condamnés à mort, prisonniers dans cette même citadelle et qui réussirent à passer en Grande-Bretagne. M. Paul Lévy, conservateur du Musée de Breendonck — ancien camp de concentration nazi dans la banlieue d'Anvers — décrit le régime particulièrement terrible de ce bagne, trop petit pour permettre, comme dans les immenses camps d'Allemagne, la création d'un système clandestin de résistance. Ajoutons cette disgrâce supplémentaire que le personnel S. S. y était en partie « belge ».

M. Auguste Buisseret, ministre des Colonies, était avocat sous l'occupation. Il raconte comment il défendait des accusés belges devant les tribunaux allemands, alors qu'il était lui-même traqué par la Gestapo : nouvel et courtelinesque exemple de ce cloisonnement des polices et des organisations nazies qui, maintes fois, facilita le travail de nos résistants.

Le chanoine Voncken, aumônier des prisons, a assisté des milliers de détenus, adouci les derniers instants d'innombrables fusillés. Son article est un florilège de déclarations émouvantes, exaltantes, consolantes, recueillies sur leurs lèvres, et qui montrent combien ces héros étaient simplement, uniment pénétrés de la valeur patriotique et morale de leur sacrifice.

Enfin, ce numéro spécial n'a pas voulu séparer la résistance militaire de la résistance civile. Le regretté colonel Vandaele rappelle les durs combats menés en Hollande (avril 1945) par la brigade belge *Libération* (il s'agit du corps reconstitué en Angleterre et qui participa, entre autres, aux opérations de Normandie). Quant au capitaine Ligot, il résume l'histoire et décrit l'organisation de l'École royale militaire.

Bref, voilà deux publications qui enrichissent d'une manière substantielle la bibliographie belge de la guerre mondiale.

Jacques Willequet.
Bruxelles.

SUR « LA CONSTITUTION VOULUE PAR LE MARÉCHAL »

Sous ce titre, dans les *Écrits de Paris* (numéros de juin et juillet 1955), M. Xavier Vallat, égrenant des souvenirs, rappelle que le maréchal Pétain, après avoir étudié sept textes successifs de constitution « soumis à sa méditation », s'était prononcé en faveur d'un huitième, signé le 30 janvier 1944.

Mais, et là réside la grande révélation de l'article, selon son auteur, le 19 août 1944, jour de son arrestation par les Allemands, Pétain remit à l'amiral Fernet un pli cacheté, daté, paraphé à toutes les pages, et signé de lui, qui constitue le projet n° 8 *bis* et doit être considéré comme son ultime volonté en matière de constitution.

Ce dernier projet, nous apprend M. Vallat, résultait d'observations que lui-même et M. René Dommange avaient présentées à la lecture du projet n° 8 qui, à leurs yeux, revenait « tranquillement à la démocratie intégrale », en prévoyant l'élection de députés selon le système britannique du scrutin uninominal à un seul tour et à la majorité relative.

Convaincu par ces observations, le Maréchal, dans le projet 8 *bis*, avait prévu une Assemblée nationale, composée d'un Sénat de 314 membres élus et d'un Conseil économique et social « élu au sein des organismes nationaux ». Bien que le Sénat disposât d'une « partie du pouvoir législatif et du droit d'interpellation », le système s'écartait totalement de la démocratie, « puisque le pouvoir législatif n'était pas confié à une Assemblée élue au suffrage universel direct ».

A la suite de la publication de ces articles, la revue reçut de MM. Isorni et Lemaire, défenseurs du chef de l'État français devant la Haute-Cour, une lettre, publiée dans le numéro d'août 1955. Les deux avocats déclarent avoir la certitude que les affirmations de M. Vallat « ne sont pas conformes à la vérité ». Le Maréchal ne leur a jamais parlé de ce projet « 8 *bis* » de constitution ; il a toujours dit à l'instruction « qu'il avait préparé une constitution essentiellement républicaine », *déclaration dont se sont servis les auteurs de la demande de révision.* M. Vallat n'a pas « honoré la mémoire du Maréchal ».

A quoi M. Vallat réplique que « la plaidoirie » de Me Isorni ne change rien aux faits. Le texte existe ; il a été signé par le Maréchal le 24 juillet 1944, bien avant son arrestation. L'*amiral Fernet l'a d'ailleurs montré à Me Isorni,* qui s'est écrié en le lisant : « *Je voudrais que le feu prenne chez vous pour que ce document disparaisse.* »

H. Michel.

SUR LA CONFÉRENCE DE YALTA

La publication, inattendue et précipitée, par le *State Department,* de documents concernant la conférence de Yalta suggère à R. Sontag, dans le numéro de juillet 1955 de *Foreign Affairs,* un certain nombre de réflexions, teintées parfois d'amertume. Après avoir déploré les circonstances assez troubles de l'affaire — des impératifs de politique intérieure, voire de propagande partisane, ont commandé la décision de publication et le choix des documents — R. Sontag se range carrément dans le clan prorooseveltien (Roosevelt, écrit-il, contrairement à ce qu'a rapporté Byrnes, avait préparé très soigneusement la conférence).

Aussi bien, la politique américaine ne pouvait pas être autre qu'elle a été. Ses fins étaient très élevées : redonner l'indépendance et la prospérité aux nations libérées, promouvoir la démocratie et les réformes sociales. La grande affaire était d'amener l'U. R. S. S. à des vues semblables. Or :

a) Les chefs militaires pensaient, à ce moment, que la guerre en Europe ne serait pas terminée avant juillet 1945 : où serait l'Armée Rouge à ce moment? Sur le Rhin?

b) En Asie, mêmes estimations pessimistes : la guerre durerait dix-huit mois après qu'elle aurait pris fin en Europe ; les U. S. A. y seraient entièrement employés ; que feraient les Russes en Europe à ce moment? Ils témoignaient de vues assez inquiétantes dès que leur sécurité était en jeu.

c) En Chine, il fallait redouter la coupure entre le *Kuomintang* et les communistes, voire l'occupation de tout le nord par les Russes.

d) Surtout, un rapport de l'amiral Leahy exprime la crainte majeure des responsables de la politique américaine : il était inévitable que la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S. deviennent ennemies ; les Américains pourraient peut-être défendre la Grande-Bretagne ; ils ne pouvaient songer à gagner la guerre.

Il importait donc, avant tout, d'empêcher une rupture. De là le souci de Roosevelt de ne pas paraître trop lié aux Anglais, voire sa rouerie de laisser croire à quelques frictions avec eux.

e) Les Américains pouvaient croire qu'ils avaient préservé la paix du moment que les Russes :

acceptent de libres élections en Pologne ;

admettent une administration des Quatre pour l'Allemagne par-dessus la division en zones ;

promettent de soutenir le gouvernement de Tchang-Kaï Chek ;

consentent à une limitation du droit de veto à l'*O. N. U.*

Si Roosevelt peut être taxé de naïveté, Churchill ne le mérite pas moins. Et R. Sontag conclut : la politique américaine était, en fait, une tentative désespérée pour conserver l'amitié russe. La responsabilité de l'échec incombe au communisme international.

H. Michel.

LA PENSÉE DE LA RÉSISTANCE

Il est utile que les résistants, préoccupés de narrer *une partie* de leurs activités, publient études et documents sur les pensées qui commandèrent leur engagement et leur action. C'est ce que fait, avec beaucoup de nuances, Claude Bourdet, dans le numéro spécial des *Temps modernes* consacré à *La Gauche* (nos 112 et 113), sous le titre un peu ambigu de *La politique intérieure de la Résistance.*

On peut déplorer que l'auteur ne se soit jamais référé à des écrits de la Résistance, mais on ne peut qu'être sensible à la volonté de dépouillement de toute son étude.

Constatant que la Résistance était, en grande majorité, « révolutionnaire », sans que soient apportées beaucoup de précisions à la forme de la révolution souhaitée, Claude Bourdet s'interroge sur les raisons qui firent avorter, à la Libération, cette volonté de révolution. Il en trouve quatre principales :

1° La France Libre, à la suite de son chef, le général de Gaulle, était plus préoccupée de lutte militaire et de progrès dans l'ordre que désireuse de bouleversement social. Il en résulta une incompréhension et un conflit latent avec la Résistance intérieure pendant toute la guerre et, à la Libération, une sorte de « remise dans le rang » des éléments résistants, en qui de Gaulle vit toujours des subordonnés un peu agités.

2° Dans la Résistance même, les idées révolutionnaires furent l'apanage des mouvements de zone sud, exclusivement, engagés d'abord dans une lutte contre Vichy. Les réseaux et les mouvements de zone nord — ces derniers englobant beaucoup de conservateurs — poursuivirent une forme de combat plus « militaire ».

3° La création du *Conseil national de la Résistance* et la convocation de l'*Assemblée consultative* à Alger, décidées pour des raisons de politique générale à l'échelle des Alliés, provoquèrent la renaissance des partis politiques. De ce fait, la fusion du parti socialiste avec les *M. U. R.* ou sa « régénération » par l'intégration de ceux-ci, devinrent impossibles. Bien mieux, gagnés par la contagion, les Démocrates Chrétiens, qui jouèrent un rôle si important dans la formation des mouvements, abandonnèrent ceux-ci pour s'orienter vers la constitution d'un parti nouveau, le *M. R. P.*, catalyseur de voix de droite qui vicièrent sa vocation révolutionnaire originelle.

4° Les Communistes ne furent pas l'aile marchante vers la révolution de l'ensemble de la Résistance ; par le *Front national*, ils s'amalgamèrent à beaucoup d'éléments vichystes ; ils hésitèrent entre des comportements contradictoires et, *tout en jouant à la Libération le jeu de la démocratie*, ils donnèrent souvent l'impression de préparer la prise violente du pouvoir, en noyautant les organisations de résistance ; de là, chez beaucoup de Résistants, la renaissance d'un anticommunisme qui ne demandait qu'à s'assoupir.

Tout cela explique l'échec d'un mouvement politique comme l'*U. D. S. R.* « Les conditions de la clandestinité, conclut Claude Bourdet, donnaient à des groupes d'hommes réticents l'occasion de prendre des décisions » susceptibles « d'affecter l'orientation de vastes courants politiques et la vie de tout un peuple ». Mais les décisions capitales n'ont pas été prises.

* * *

Le livre du journaliste anglais Ronald Matthews traite, certes, d'un sujet plus ambitieux et plus étendu (1) ; irrité, comme tant d'étrangers qui aiment la France, par la complexité de la vie politique de notre pays, l'auteur a plutôt tendance à simplifier les problèmes. Selon lui, la IVe République n'a pas répondu aux espoirs que la Résistance avait placés en elle ; à la différence de Claude Bourdet, il cherche, de préférence à ce qui les séparait, les points qui rapprochaient les Résistants et qui faisaient qu'on pouvait parler, pour résoudre la situation dramatique résultant de la défaite de 1940, d'une « solution Résistance » à opposer à une « solution Pétain », pour ne pas parler d'une « solution collaboration ».

Il constate : « Dans presque toutes les considérations de la Résistance sur le caractère à donner à la IVe République, on trouve trois idées directrices :

« La IVe République doit être un État démocratique et égalitaire.

« Son économie doit être une économie dirigée, libérée de la domination des « grands seigneurs féodaux de l'économie », inspirée par un socialisme humanitaire, pour le plus grand bien de l'individu moyen.

« Ses institutions doivent être assurées de stabilité, car « une loi changeant « un angle de la vie économique peut être votée en quelques heures », mais « l'organisation réclame une longue étude et un développement logique des « idées ». A ces principes s'en associe généralement un quatrième : la force motrice du nouveau régime doit être un grand parti neuf : « Le Parti des « Droits de l'Homme », le « Parti travailliste français » ou le « Rallye de la « Résistance ».

La plupart des Résistants reconnaîtront, croyons-nous, l'essentiel de leurs aspirations dans ce résumé.

Henri Michel.

FILMS SUR LA GUERRE

Le nº 7 (novembre 1955) de *Cinéma 56* contient un article de Raymond Borde sur *La guerre, l'occupation et la victoire, vues par le cinéma français.* L'énumération des bandes ayant le deuxième conflit mondial pour thème, central ou accessoire, est tout à fait remarquable par son ampleur et par son exactitude ; rares sont les lacunes à signaler ; elles concernent, d'ailleurs, à part l'œuvre de Duvivier intitulée *Untel père et fils* (1940), des films dont la diffusion commerciale a été très limitée (comme le montage réalisé sur de Lattre de Tassigny ou celui, effectué sur l'initiative du général Cochet, sous le titre *De la nuit à la lumière*, qui évoque la Résistance et une grande partie de la guerre).

Dans l'esprit de l'auteur, restent en dehors de son sujet les films réalisés à l'étranger avec le concours de Français et concernant la France (comme celui de Léonide Moguy, tourné à Hollywood, sur une Résistance assez romanesque). Il semble qu'il aurait été plus logique, si l'on voulait montrer l'importance du cinéma comme chroniqueur d'histoire contemporaine, de signaler *aussi* les films étrangers passés en France : *Le Juif Suss* ou *Bel-Ami*, entrepris par la propagande allemande à l'intention du public français, avaient plus d'importance politique que *Le corbeau* ou *Pontcarral* (de même la floraison de films sur la Résistance italienne : *Rome ville ouverte*, *Paisa*, *Un jour dans la vie*, etc...).

(1) *La mort de la IVe République*, traduit de l'anglais par Geneviève Meker, Paris, Julliard, 1955, 414 p.

Dans le jugement qu'il formule, Raymond Borde oscille entre le point de vue de la critique esthétique et celui de la critique historique : il s'en tient, en moyenne, à établir la liste des sujets traités, résumés en quelques lignes, et à relever les thèmes non abordés, ce qui l'amène à constater « que les sujets vraiment importants sont interdits ». En fait, ainsi comprise, l'étude ne pouvait qu'être incomplète ; il y avait beaucoup plus à dire, par exemple, sur le rôle que l'État français attribuait à l'industrie cinématographique. D'autre part, elle n'a pour l'historien guère plus d'intérêt qu'une analyse du même genre portant sur le roman ou la nouvelle. Pourtant, il existe, sur le système concentrationnaire, par exemple, des films d'un très grand intérêt documentaire, d'autant plus grand qu'ils suppléent à l'absence de documents écrits ; quant à une œuvre comme *Ils étaient tous des volontaires*, elle traite de façon très valable le sujet difficile qu'est l'histoire de la Résistance. Il est dommage qu'il n'en soit pas fait état dans l'article de R. Borde.

H. Michel.

STALINE ET L'INVASION DE LA SUISSE

Évoquant la suggestion faite à ses alliés occidentaux par Staline, en octobre 1944, de tourner les positions allemandes par la Suisse (1), le colonel-brigadier Masson, dans le numéro de mars 1955 de la *Revue militaire suisse*, relève que, moralement impensable, cette opération se serait heurtée, matériellement à de telles difficultés qu'elle était pratiquement impossible.

Les Alliés ne possédaient aucune réserve stratégique importante et la Suisse pouvait leur opposer 500.000 hommes ; il était difficile de ramener des troupes d'Italie, et les armées russes n'étaient encore qu'en Pologne ; à ce moment, le 2e bureau suisse évaluait à 49 divisions allemandes et à 46 divisions alliées les forces en présence à l'ouest, de la Hollande à la Suisse, mais, en fait, le rapport des chars était de 20 à 1 au détriment des Allemands et celui des canons de 3 à 1, les unités allemandes étant loin, d'ailleurs, de leurs effectifs normaux.

Enfin, la ligne Siegfried — mais les Alliés le savaient-ils? — ne constituait pas un obstacle tel qu'il fût nécessaire de le tourner par la Suisse, comme devaient le prouver les combats menés par De Lattre, en mars 1945, à la lisière de la frontière suisse, dans la Forêt-Noire.

H. Michel.

LA PRESSE CLANDESTINE

Le *Catalogue des périodiques clandestins diffusés en France de 1939 à 1945*, publié par la Bibliothèque nationale (2), est le résultat d'un énorme travail de recherches et de classement mené à bien au cours de près de dix années : il comporte 1.106 titres, dont 1.036 pour la France et 70 pour l'étranger. Si on ajoute que, pour le plus grand nombre de journaux, la collection des numéros parus est à peu près complète — il existe parfois plusieurs exemplaires du même numéro — et que la richesse est très grande aussi en tracts de toutes origines et de tous formats, on voit que la Bibliothèque nationale dispose d'un fonds dont l'importance est capitale pour les historiens de la Résistance.

Pour chaque journal sont indiqués : le titre, le mouvement qui édite, la

(1) Il en est question, notamment, dans les *Mémoires* de l'amiral Leahy, du général Arnold et du capitaine Butcher.

(2) 1954, 280 p.

localité ou la région de l'édition, les dates des numéros, les pseudonymes et parfois les noms véritables des rédacteurs et, pour quelques-uns — ceux sur lesquels des historiques ont été publiés — les noms des divers imprimeurs, le tirage et une relation de la naissance et de la vie du journal. C'est dire que ce catalogue est indispensable à la compréhension de la lecture de la presse clandestine ; il est indispensable aussi à la connaissance de l'action des mouvements de résistance, nés pour la plupart autour d'un journal.

Certes, il n'a pas été toujours possible de percer les anonymats, surtout lorsqu'il s'agissait de journaux parus en province. On constate aussi quelques regrettables lacunes (*Le vagabond bien aimé*, par exemple) ; il arrive que la filiation des journaux ne soit pas correctement relatée (*Après*, engendré par *Combat*, par exemple) et que l'appartenance des journaux aux mouvements n'ait pas été découverte (certains mouvements, comme le *Front national*, ne tenaient pas toujours à la proclamer).

Peut-être peut-on s'étonner aussi de la date de départ du catalogue : 1939. Elle est sans doute commode pour le classement, mais n'aurait-il pas convenu de ne rien ajouter à la presse clandestine résistante proprement dite? On ne saurait être surpris, par contre, de la pauvreté relative de la presse étrangère ; il sera sans doute aisé de compléter la collection par des échanges : l'*Institut de documentation de guerre*, à Amsterdam, n'a-t-il pas dénombré près de 200 titres pour la Hollande? Ajoutons qu'une excellente introduction de R. et P. Roux-Fouillée éclaire l'ensemble du problème. Elle est parfois d'une rigoureuse et humoristique précision : telle cette indication que le premier numéro de *Notre Droit*, daté de juin-octobre 1940, est, en réalité, plus tardif, mais son auteur « se reprochait un retard de quatre mois et des essais infructueux ».

H. Michel.

Étienne Cattin, *Trains en détresse*, Paris, Julliard, 1954, in-16, 231 pages.

Ingénieur des Arts et Manufactures, M. Cattin était, pendant l'occupation, sous-chef de dépôt à Lumes (Ardennes), puis à Belfort avant d'être sous-chef des dépôts à Vaires (banlieue est). En contact avec les cheminots français et les *bahnhofs* allemands, il a vu s'organiser et se perpétrer les sabotages qui ont été un des moyens les plus actifs de la Résistance dans sa lutte contre les occupants. D'une plume exacte — *Le Parisien libéré* lui a fait obtenir le prix « *Vérité* » — il décrit des scènes typiques d'enquête et surtout les modes d'opposition calme et de désobéissance ingénieuse aux ordres des Allemands. Et ce qui est frappant, c'est la solidarité sans fracas des cheminots, leur peine quand la Gestapo arrête des camarades. Simplement écrit, sans recherche d'effet, ce livre décrit un des éléments capitaux de la Résistance française. Et il expose aussi les misères du matériel, comme le gel des locomotives, le mauvais charbon et ses difficultés pour brûler. Puis à mesure que les événements libérateurs se produisent, en dépit des bombardements et de la police, les tours les plus extraordinaires se multiplient et la guerre se termine dans la tristesse des trains morts et des dépôts ruinés — rançon de la victoire obtenue par les « gueules noires ».

G. Bourgin.

Christine Arnothy, *J'ai quinze ans et je ne veux pas mourir*, Paris, Arthème Fayard, 1955, in-18, 191 pages.

Témoignage émouvant d'une jeune Hongroise ; celle-ci y raconte, sans

doute à quelques années des événements, ses souvenirs du siège de Budapest par l'armée russe et la reconquête de la ville sur les Allemands vaincus. L'auteur a vécu ce siège dans la cave d'un immeuble des bords du Danube, bombardé par les canons soviétiques, et toutes les souffrances, toutes les angoisses personnellement évoquées par elle ou ressenties par ses compagnons de misère sont évoquées avec une intensité et une sincérité que le prix *Vérité* du *Parisien Libéré* a récompensé justement. Mais il n'y a pas dans ce livre que les affreux souvenirs du siège, évoqués par une sensibilité affinée. Mlle Arnothy, réfugiée avec ses parents, après l'entrée des Russes à Budapest, dans un village hongrois, est amenée à s'expatrier et, dans la seconde partie de ses souvenirs, elle raconte la dangereuse odyssée de cet exil volontaire. Au total, pages tristes, dont la tonalité s'accorde avec les affreuses sensations évoquées dans la cave-refuge au passage pour Vienne.

G. Bourgin.

Helen Astrup and B. L. Jacot, *Night has a thousand eyes* (*La nuit a mille yeux*), Londres, Macdonald, 1953, 221 pages, illustré.

Une jeune Anglaise, veuve d'un officier de la marine marchande norvégienne, a rassemblé des souvenirs du temps de l'occupation de la Norvège par les Allemands. Elle a aidé les Norvégiens qui résistaient à l'occupant. Elle s'en est remise pour la rédaction à un écrivain anglais qui, après avoir été blessé à Dunkerque, a participé à des sabotages en Norvège. Il a écrit un petit livre que ses lecteurs trouveront aussi intéressant qu'un roman policier. L'évasion de Norvège en Suède d'une Juive emprisonnée que l'on substitue à un cadavre de l'hôpital dans un cercueil pour l'amener jusqu'à la frontière, l'aventure d'un mystérieux personnage possesseur d'une quantité considérable d'or, qui veut aller cacher son trésor dans une ferme abandonnée et qui disparaît après un sanglant combat, d'autres épisodes encore, sont autant de récits passionnants. Mais, dans ce genre d'ouvrage, où s'arrête ce qui a été vécu, où commencent les « arrangements » par l'écrivain? On ne sait, de sorte que nous retiendrons surtout de ce livre l'atmosphère d'Oslo et de la Norvège pendant l'occupation, l'antagonisme des deux camps qui partageaient alors le pays, les *Quislings* et les *Jössings*.

G. Renondeau.

AVIATRICES AMÉRICAINES

Dans un livre dont le ton est par moment d'une puérilité déconcertante, Jacqueline Cochran (1) donne quelques indications sur le corps du *W. A. S. P.* (*Women'Airforce Service Pilots*), dont elle assuma le commandement pendant la guerre.

Il s'agit du corps de femmes pilotes, spécialement entraînées pour des missions aériennes multiples et soumises à une véritable discipline militaire.

Le livre abonde surtout en détails, rarement intéressants. On peut relever, toutefois, que ce corps de femmes pilotes ne fut jamais véritablement militarisé. Les volontaires elles-mêmes n'y tenaient pas : elles entendaient réserver la possibilité de résilier leur contrat ; de façon générale, le personnel masculin du haut commandement ou de l'aviation aurait été, selon, l'auteur, hostile à cette création.

Le recrutement commença par les Anglais, demandant des volontaires pour

(1) *Les étoiles de midi*, Éd. France-Empire, 1955, 316 p.

le pont aérien à destination des îles Britanniques, avant l'entrée en guerre des États-Unis.

En définitive, 25.000 inscriptions auraient été reçues, 1.830 candidates acceptées et 1.074 diplômées.

L'ouvrage ne dit rien sur l'action de ce corps féminin pendant la guerre ; mais deux petits faits semblent prouver que cette initiative n'était pas sans soulever des difficultés, d'ailleurs très prévisibles :

Le général Arnold et le général Marshall, eux-mêmes, tinrent à choisir l'uniforme, aussi seyant que possible !

Dès qu'un camp d'entraînement fut institué, des centaines de pilotes hommes firent, comme par hasard, des « atterrissages forcés » sur le terrain.

H. M.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Battistini (Lawrence H.). — *The United States and Asia*, New York, Praeger, 1955, in-8°, 302 p., cartes, bibl.

De la guerre de l'Indépendance à nos jours.

*Brown (A. J.). — *The Great inflation 1939-1951*. London, Oxford Univ. Press, 1955, in-8°, 321 p.

L'inflation monétaire dans le monde considérée dans son ensemble et par pays pendant et après la deuxième guerre mondiale.

*Jarman (T. L.). — *The Rise and fall of nazi Germany*, London, Cresset pr., 1956, in-8°, 388 p.

*Meyer (Henry Cord). — *Mitteleuropa in German thought and action 1815-1945*, The Hague, Martinus Nijhoff, 1955, in-8°, xv-378 p.

(International scholars forum. A series of books by American scholars.)

**Ten eventful years. A record of events of the years preceding, including, and following World War II. 1937 through 1946*. Prepared under the editorial direction of Walter Yust, Chicago, London, Toronto, Encyclopoedia Britannica, s. d., 4 vol. in-4°, 896, 862, 862 et 862 p., ill., cartes, plans.

*Wolff (Robert Lee). — *The Balkans in our time*, Cambridge (Mass.), Harvard Univ. Press, 1956, in-8°, 618 p.

Traite, entre autres choses, des erreurs de la politique anglo-américaine au cours de la guerre.

*Zagoroff (S. D.) and others. — *The Agricultural economy of the Danubian Countries 1935-1945*, Stanford (Cal.), Stanford Univ. Press, 1955, in-8°, 749 p., cartes.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

A. Be. — Militaristische Geschichtsfälschung Hitler-General-feldmarschall Mansteins aufgewärmte Dolchstosslegende, *Neues Deutschland*, 8 févr. 1956, p. 4.

Critique de l'ouvrage du maréchal von Manstein, *Verlore Siege...*, Bonn, Athenäum-Verl., 1956.

Franck (Wilhelm Heinrich). — Zum Jubilaum der Weltkriegsbücherei Rückblick und Ausblick, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, H. 1-4, 1955, pp. 253-255.

Gunzenhäuser (Max). — Der systematische Katalog der Weltkriegsbücherei. Entwicklung und Gegenwärtiger Stand, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, H. 1-4, 1955, pp. 262-272.

Haller (Hermann). — Die deutschen Ausgaben von Hitlers « Mein Kampf », *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1956, pp. 161-179.

Luneberg (Philip K.). — German naval literature on World War II. A Bibliographical Survey, *U. S. Naval Institute proceedings*, janv. 1956, pp. 95-105.

Ob istocnikakh i literature po istorii sovetskogo tyla v gody Velikoi otecestvennoi voiny. (Les sources de l'histoire

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. — Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

de l'arrière soviétique pendant la grande guerre nationale), *Vopr. ist.* (Moscou), déc. 1955, pp. 138-145.
Bibliographie raisonnée.

Poliakov (L.). — Le Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, *Monde juif*, avr. 1956, pp. 19-22.

**Saggio bibliografico sulla seconda guerra mondiale*, Roma, Tip. Regionale, 1955, in-8°, 524 p.

(Stato Maggiore Esercito, Ufficio storico.)
Mise à jour de l'édition parue en 1949.

Salov (V. I.). — O nekotorykh popytkakh falsifikacii istorii vtoroj mirovoj vojny v zapadnogesmanskoj istoriografii. (Quelques tentatives de falsification de l'histoire de la seconde guerre mondiale dans l'historiographie de l'Allemagne occidentale), *Dokl. i soobsc. Instituta istorii*, 1955, n° 8, pp. 133-143.

Weis (Erwin). — Geschichte des Weltkriegsbücherei 1915-1955, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, H 1-4, 1955, pp. 255-262.
Chronologie, p. 261.

Willequet (Jacques). — La Belgique et la deuxième guerre mondiale. Orientation bibliographique, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, H. 1-4, 1955, pp. 239-248.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Beck (Ludwig). — *Studien*, herausgegeben und eingeleitet von Hans Speidel, Stuttgart, K. F. Koehler, (1955), in-8°, 302 p., portr. frontisp.

Études militaires suivies du rapport sur son voyage à Paris, le 25 juin 1937, adressé au commandement général de l'Armée et au ministre de la Guerre. A comparer aux mémoires du général Gamelin, *Servir*.

*Campbell (Johnson Alan). — *Eden : the making of a statesman*, New York, Ives Washburn, 1955, in-8°, 311 p., ill.

Réédition complète d'une étude parue en 1939.

*Chastenet (Jacques). — *Winston Churchill et l'Angleterre du XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1956, in-16, 582 p., cartes.

Dingle (Reginald J.). — M. Reynaud's apologia. Trying to prove too much, *Tablet*, 29 oct. 1955, pp. 430-431.

A propos de la traduction anglaise de son livre *Au cœur de la mêlée*.

Dominique (P.). — Le maréchal Pétain devant l'Alsace et la Lorraine, *Écrits de Paris*, mars 1956, pp. 54-62.

Giannini (Amedeo). — Alessandro Papagos, *Riv. di Studi polit. internaz.*, janv.-mars 1956, pp. 105-106.
Biographie.

*Gronau (Wolfgang von). — *Weltflieger. Erinnerungen 1926-1947*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt (1955), in-8°, 316 p.

*Guderian (Heinz). — *Panzer-Marsch ! Aus dem Nachlass des Schöpfers der deutschen Panzerwaffen*, bearb. von Generalmajor A. D. Oskar Munzel, München-Schild Verl., 1956, in-8°, 250 p., ill.

L'histoire des divisions blindées de 1935 à 1945.

*Hammerstein (Kunrat Freiherr von). — Schleicher, Hammerstein und die Machtübernahme 1933, *Frankf. Hefte*, janv., févr., mars 1956, pp. 11-19, 117-128, 163-177.

Mémoires.

*Héring, général. — *La vie exemplaire de Philippe Pétain. Le chef de guerre, le chef de l'État, le martyr*, Paris, Éditions Paris-Livres, 1956, in-8°, 192 p.

*Hess (Rudolf). — *Gefangener des Friedens. Neue Briefe aus Spandau*, herausgegeben von Frau Ilse Hess, Leoni/Starnberger See, Druffel Verl. (1955), in-8°, ill. h. t., fac-sim. h. t.

Hoare (Sir Samuel) (Lord Templewood). I. La crise éthiopienne de 1935 ; II. Sur le chemin de Munich, *R. Deux Mondes*, 1^er et 15 février 1956, pp. 385-393 et 577-598.

Extraits des souvenirs, à paraître, de l'ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères du cabinet Baldwin.

*Hoffmann (William). — *The Trumpet unblown*, New York, Doubleday, 1955, in-8°, 305 p.

Souvenirs romancés de guerre. L'auteur faisait partie d'un hôpital d'évacuation américain débarqué en Normandie en juin 1944.

*Ickes (Harold L.). — *The Secret diary*

of Harold L. Ickes. Vol. III : *The Lowering clouds, 1931-1941*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1956, 695 p.

*Karolyi (Michael). — *Memoirs. Faith without illusion*, London, Cape, 1956, in-8°, 392 p., pl. h. t., carte sur couv.

**The Kersten memoirs 1940-1945*, London, Hutchinson, 1956.

Himmler par son médecin.

*Kesselring, maréchal. — *Soldat jusqu'au dernier jour*. Trad. du colonel Goutard, Paris, Charles-Lavauzelle, 1956, in-8°, xii-365 p., cartes.

*Lochner (Louis P.). — *Always the unexpected. A book of reminiscences*, New York, Macmillan, 1955, in-8°, 339 p., ill.

Souvenirs du représentant de l'Associated Press à Berlin, de 1924 à 1941.

*Madia (Titta), Faldella (Emilio). — *Rodolfo Graziani. L'uomo, il soldato*, Roma, « L'Aniene » edit., 1955, in-8°, xii-428 p., pl. h. t.

*Magistrati (Massimo), conte. — *Un Italiano a Berlino*, Milano, Mondadori, 1956, in-16.

Souvenirs du ministre plénipotentiaire et conseiller d'ambassade à Berlin, adjoint d'Attolico.

*Mordal (Jacques) [Hervé Cras]. — *La Marine française à l'épreuve. De l'armistice de 1940 au procès de l'amiral Auphan*, Paris, Plon, 1956, in-16, 250 p.

« L'épreuve de l'amiral Auphan représente celle de la Marine. Son histoire est l'objet de ce livre. »

Munin. — Paulus, *Nation Europa*, févr. 1956, pp. 51-57.

Jugement sévère sur sa conduite.

*Mussolini (Benito). — *Testamento spirituale*. Con uno studio di D. Susmel, Roma, a cura del Comitato Repubblico sociale italiana, 1955, in-4°, x p.

Reproduction photographique du document contesté, avec une étude critique qui conclut à son authenticité.

*Pini (Giorgio), Susmel (Duilio). — *Mussolini. L'uomo e l'opera*. Vol. IV, Firenze, la « Fenice », 1955, in-8°, 638 p., pl. h. t.

Dernier volume de la biographie du dictateur : de l'Empire à la République et à la mort.

*Ridgway (Matthew B.), gen. — *Soldier. The Memoirs of Matthew B. Ridgway... as told to Harold H. Martin*, New York, Harper, 1956, in-8°, 371 p., ill., cartes.

Rimscha (Hans von). — Paul Schiemann als Minderheitenpolitiker, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1956, pp. 43-62.

P. Schiemann a été le chef de la minorité allemande en Lettonie (1919-1939).

Schoeck (Helmut). — Trumans Memoiren. Eine Selbstverteidigungschrift von umstrittenen Quellenwerk, *Rhein. Merk.*, 6 janv. 1956, p. 10.

Shifflet (Vance L.). — Alexander Papagos (1883-1955), *World Aff.*, winter 1955, p. 112.

Courte biographie du maréchal et homme d'État grec.

*Slim (Sir William). — *Defeat into victory*, London, Cassell, 1956.

L'auteur commandait en Birmanie.

Spoegler (Franz). — L'ultima lettera di Mussolini a Churchill, *Epoca*, 11 mars 1956, pp. 32-35.

Fac-similé et commentaires d'une lettre inédite adressée, de Milan, le 24 avril 1945, par Mussolini à Churchill, lui réclamant la faculté « de se justifier et de se défendre ». Cf. Susmel (Diulio), Comé è stata scoperta la lettera di Mussolini, *Epoca*, 18 mars 1956, p. 8.

(Trad. du doc. : *Monde*, 10 mars 1956, p. 6.)

*Truman (Harry S.). — *Memoirs*. Vol. II : *Years of trial and hope*, New York, Doubleday, 1956, in-8°, 594 p.

Trad. française, 2 vol. : I. *L'alliance Atlantique* ; II. *L'affaire de Corée*, Paris, Plon, 1956.

Vallat (X.). — Rectifications nécessaires à un procès véritable, *Écrits de Paris*, mars et avril 1956, pp. 46-53 et 78-87.

Sur le livre de Louis Noguères, *Le véritable procès du maréchal Pétain*.

*Whitney (Maj.-gen. Courtney). — *Mac Arthur : His rendez-vous with History*, New York, Alfred A. Knoff, 1955, in-8°, 547 p.

C. r. par Hanson H. Baldwin, *N. Y. Times Bk. Rev.*, 22 janv. 1956.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Anchieri (Ettore). — L'Affare di Corfù alla luce dei documenti italiani, *Politica*, déc. 1955, pp. 374-395.

Bottai (Bruno). — I Documenti diplomatici italiani, *Riv. di Studi polit. internaz.*, janv.-mars 1956, pp. 88-89.

Analyse des volumes parus de la 7e série, de l'avènement du fascisme à la conférence de Stresa (1922-1935).

**The Eve of war, 1939*. Edited by Arnold Toynbee and Veronica M. Toynbee, London, Royal Institute of International Affairs, 1956. [A paraître.]

**Foreign relations of the United States. Diplomatic papers 1939*, Washington, Gov. Print. Off., 1956, in-8°.

*Jedlicka (Ludwig). — *Ein Heer im Schatten der Parteien. Die militärpolitische Lage Österreichs 1918 bis 1938*, Graz, Köln, H. Böhlain Nachf., 1955, in-8°, 200 p.

**Die Kommunisten im Kampf für der Unabhängigkeit Österreiche*, Wien, Stern-Verl. (1955), in-8°, 295 p.

Le parti communiste autrichien contre l'Anschluss (1937-1939), pp. 12-121. Articles, discours, documents.

Reifenberg (Jan). — Sehend in den Krieg. Amerikanische Dokumente zum Kriegsausbruch, *Frankf. Allgemeine Stg.*, 28 févr. 1956, p. 2.

Tillett (Lowell R.). — The Soviet role in League sanctions against Italy 1935-36, *Amer. Slavic and East European Rev.*, févr. 1956, pp. 11-16, tabl. statist.

Malgré la position intransigeante de Litvinov dans l'affaire des sanctions, l'U. R. S. S. n'a nullement ralenti ses fournitures à l'Italie (des chiffres concernant le pétrole).

Weinberg (Gerhard L.). — A Proposed compromise over Danzig in 1939?, *J. of Central European Aff.*, janv. 1956, pp. 334-338.

Plan de compromis envisagé par Beck et projet de partage de Dantzig (par Wlad. Studnicki) révélé par les *Documenti diplomatici italiani* (8e sér., vol. XII et XIII).

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*Seth (Ronald). — *The Undaunted*, London, Muller, 1956, in-8°, 327 p.

Les mouvements de résistance : Norvège, Grèce, Danemark, Luxembourg, Hollande, Yougoslavie, Belgique, France, Italie.

Werdermann (G.) u. Hugin. — Die Schuld am Luftkrieg, *Nation Europa*, févr. 1956, pp. 41-50.

Étude, faite entièrement de citations, pour prouver la responsabilité britannique dans l'initiative du bombardement aérien des populations civiles.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

*Benoist-Méchin (Jacques). — *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident*. Vol. I : *La bataille du Nord*, Paris, Albin Michel, 1956, in-8°, 454 p., cartes.

La conduite politico-militaire de la guerre jusqu'à l'évacuation de Dunkerque.

Brewer (Carey). — The General Staff of the German Army. A lesson in military organization, *U. S. Naval Inst. proceed.*, févr. 1956, p. 157-166, phot.

Au cours des deux guerres mondiales.

*Garthoff (Raymond). — *La doctrine militaire soviétique*. Trad. de l'américain par Mario Lévi, Paris, Plon, 1956, in-8°, 544 p., cartes.

Goutard (A.). — Pourquoi 1940?, *R. de Paris*, févr., mars, avr. 1956, pp. 28-48, 86-100, 67-87.

Cf. aussi *Figaro litt.*, 10 mars 1956, pp. 1, 5-6.

La campagne de 1940 à l'Ouest. Les forces en présence ; les plans français et allemand ; la surprise stratégique, etc... Extraits d'un livre à paraître.

**History of the Second World War. The Mediterranean and Middle East*, vol. II. Compiled by Gen. I. S. O. Playfair, captain F. C. Flynn, Brig. C. J. C. Moldny, air vice-marshal S. E. Towner. The Germans come to the help of their Ally (1941), London, H. M. S. O., 1956, in-8°, 392 p., pl. h. t.

Hubatsch (Walther). — Operation « Po-

larfuchs » — ein strategischer Schubladenentwurf, *Wehrw. Rundsch.*, janv. 1956, pp. 11-19, carte.

Sur un prétendu plan d'agression allemand contre la Suède publié par la revue militaire soviétique *Krasnaja Svesda.*

Juin (Alphonse), maréchal. — L'exploitation manquée de la victoire de Rome. Juin 1944, *Miroir de l'Histoire*, janv. 1956, pp. 14-20, phot., carte.

**Kampania wrzesniowa 1939. Czesc druga : Przebieg działan od 1 do 8 wresnia*, Londyn, Instytut Historyczny im. Gen. Sikorskiego, [1955], in-8°, xxv-816 p., cartes, errata.

(Polskie Siły Zbrojne w drugiej wojnie swiatowej. T. I.)

La campagne de septembre en Pologne. Les opérations du 1er au 9 septembre d'après les papiers d'état-major, les souvenirs d'officiers supérieurs, regroupés par la Commission historique de l'État-Major polonais à Londres.

*Kingston-McCloughry (Air vice-Marshal Edgar James). — *The Direction of war. A critique of the political direction and high command in war*, New York, Praeger, 1956, in-8°, 261 p.

Klee (Karl). — Der Entwurf zur Führer-Weisung Nr. 32 vom 11. Juni 1941. Eine quellenkritische Untersuchung, *Wehrw. Rundsch.*, mars 1956, pp. 127-142.

Le projet de Hitler « Vorbereitungen für die Zeit nach Barbarossa » fixant les tâches de la Wehrmacht après la campagne de Russie.

Kukiel, lt.-gen. — Das polnische Heer im Septemberfeldzug 1939, *Allg. schw. mit. Zt.*, mars 1956, pp. 183-191.

Lepotier (R.). — Les causes de Pearl Harbor et leurs conséquences actuelles, *R. Déf. nat.*, févr. 1956, pp. 200-216.

Mr. Churchill's war cables to General Wawell criticized. Effect on Middle East commander of « irritating » messages, *Times*, 9 avr. 1956, p. 4.

« L'intervention abusive » de Churchill dans les opérations, d'après le vol. II de l'Histoire officielle anglaise.

*Morison (Samuel Eliot). — *History of U. S. naval operations in World War II.* Vol. X : *The Atlantic battle won. May 1943-May 1945*, New York, Little, Brown and Co., 1956, in-8°, 500 p., cartes, plans, index.

Stas (Roger). — La participation des Belges à la bataille des Ardennes, *L'Armée, la Nation*, 1er déc. 1955, pp. 4-6, cartes.

*Vanwelkenhuysen (Jean). — L'évolution du plan allemand d'attaque de la Belgique, octobre 1939-janvier 1940, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, n° 2, pp. 105-120, photos, croquis.

Traduit dans *Army Quart.*, janv. 1956.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

Bilan des opérations de la Royal Air Force, de 1939 à 1945, *Forces Aér. Fr.*, mars 1956, pp. 390-413.

(Extr. de Royal Air Force, III, 18.)

*Brou (Willy Ch.), major. — *Nageurs de combat*, Paris, Aux carrefours du Monde, 1956, in-8°, 360 p.

Par un chef de chaire à l'École de Guerre belge.

*Bunnell (Sterling, M. D.) ed. : *Hand surgery in World War (Medical Dept. of the U. S. Army)* ; *sugery in World War II*, Washington, Gov. Print. Off., 1955, in-8°, 456 p., ill., cartes, diagr.

E. L. — Le Génie de 1942 à 1945, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, n° 4, pp. 89-104, photos.

Au lendemain de l'armistice : le Génie des F. F. L., réorganisation, Alger, 1943-1944 ; l'engagement sur les différents théâtres d'opérations.

*Elkin (Daniel C.) and De Bakey (Michael Ellis). — *Vascular Surgery in World War II*, Washington, Gov. Print. Off., Supt. of Doc., 1955, in-8°, 474 p., ill., diagr.

(U. S. Army, Medical Dep. Surgery in World War II.)

Fall (Bernard). — La cavalerie allemande dans la deuxième guerre mondiale, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, n° 4, pp. 53-62.

The Italian Navy, II, *U. S. Nav. Inst. proceed.*, févr. 1956, pp. 192-200, phot. Les unités spéciales d'assaut (M. A. S.).

Lesquen (colonel de). — Le Génie jusqu'en 1940, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, n° 4, pp. 67-88, ill., phot.

Leventis (Georges-A.), colonel. — Caractères généraux de la guerre en mon-

tagne durant la campagne d'Albanie (1940-1941), *R. mil. suisse*, févr. 1956, pp. 72-87.

Questions de ravitaillement et d'équipement. Aspects tactiques. L'auteur commandait un groupe d'artillerie hellénique.

Niessel, général. — Contre-préparation d'artillerie : trois exemples dans trois armées soviétiques avant la bataille de Koursk, *R. milit. Inf.*, 25 août 1955, pp. 28-32.

Noutary (Lieutenant colonel), Vial (Commandant R.). — Expérience de formation accélérée du combattant 9e D. I. C. Franche-Comté, octobre 1944, *R. Hist. de l'Armée*, 1956, nº 1, pp. 111-122.

Naissance, instruction et premières armes du 21e R. I. C. ; le bataillon F. F. I. Guyenne à la 9e D. I. C.

Rohwer (J.). — Uber den Einsatz von Ubooten im Zweiten Weltkrieg, *Wehrw. Rundsch.*, mars 1956, pp. 152-157.

*Ross (J. M. S.), squadron leader. — *Royal New Zealand Air Force*, Wellington, War History Branch Department of internal Affairs, 1955, in-8º, xv-345 p., ill., cartes h. t.

(Official History of New Zealand in the Second World War 1939-1945.)

*Salesse, lieutenant-colonel. — *L'aviation de chasse française en 1939-1940*, Paris, Berger-Levrault, 1955, in-8º. (L'aviation française au combat.)

Le Service des Essences aux Armées. Présentation par l'ingénieur général Dumorat. Le Service des Essences jusqu'en 1942. Le Service des Essences pendant les campagnes 1942-1945, *R. Hist. de l'Armée*, 1956, nº 1, pp. 131-141.

**The Story of the Royal Army Service Corps, 1939-1945*, with a foreword by His Royal Highness The Duke of Gloucester, London, Bell, 1955, in-8º, xxii-720 p., pl. h. t.

Service des transports, troupes et matériel sur tous les fronts.

Sykes (H. F.), jr. — Logistics and World War II Army strategy, *Mil. R.*, févr. 1956, pp. 47-54, tableaux, graph.

Le développement de la production de guerre américaine depuis 1940.

HISTORIQUES D'UNITÉS

Coffinier, lieutenant-colonel. — La 1re D. F. L. dans la défense de Strasbourg, *R. Fr. libre*, janv. 1956, pp. 8-12.

*Frank (Wolfgang), Vizeadmiral. — *Schiff 16 — die Kaperfahrt des schweren Hilfskreuzers « Atlantis » in den sieben Weltmeeren*, Göttingen, G. Stalling, 1956, in-8º, 362 p.

Le groupe de chasse 1/5, *Forces aér. Fr.*, mars 1956, pp. 414-427.

Marin La Meslée.

Hepp (Leo). — The Twelfth Army in the Balkan Campaign of 1941, *Mil. R.*, févr. 1956, pp. 84-94, cartes.

Résumé de « Wehrwissenschaftliche Rundschau », mai 1955.

*Kemp (Lieut. Comm. P. K.). — *History of the 4th Battalion King's Shropshire Light Infantry 1745-1945*, Shrewsbury, Wilding and Son, 1955, in-8º, carte.

Guerre 1914-1918. — Guerre 1944-1945, de la Normandie au Rhin.

*Martineau (G. D.). — *A History of the Royal Sussex Regiment 1701-1953*, Chichester, Moore and Tillyer, 1955, in-8º, 324 p., carte.

Deuxième guerre mondiale : Dunkerque, Érythrée, Abyssinie, campagne du désert, Italie, campagne de France et d'Allemagne.

*Poolman (Kenneth). — « *Illustrious* », London, Kimber, 1956, in-8º, 246 p., pl. h. t.

L'action du porte-avion « Illustrious » en Méditerranée.

*Reynolds (L. C.). — *Gunboat 658*, London, Kimber, 1956, in-8º, 246 p., pl. h. t., carte sur couv.

En Méditerranée, de la chute de Tunis à la fin de la guerre.

*Robertson (Terence). — *Night raiders of the Atlantic : The saga of the German submarine. The Golden Horseshoe and her daring commander Otto Kretschmer...*, New York, Dutton, 1955, in-8º, 256 p., cartes.

Viort (G.). — 23 février 1940 ; le « Simoun » attaque, aborde et coule l' « U. 54 », *Rev. mar.*, févr. 1956, pp. 156-163, carte ill.

*Woolcombe (Robert). — « *Lion ram-*

pant », London, Chatto and Wundus, 1956, in-8°, 223 p., ill., cartes h. t.

La 15e division écossaise. De la Normandie à l'Allemagne. Le « lion rampant » est le blason de cette unité.

OPÉRATIONS

Ahlfen (Hans von). — Der Kampf der Festung Breslau, *Wehrw. Rundsch.*, janv. 1956, pp. 20-40, carte.

Par l'avant-dernier commandant de la place.

*Barclay (Brig. C. N.). — *Against great odds.* Forew. by Field-Marshall Sir John Harding, London, Sifton Praed and co., 1956, in-8°.

L'offensive britannique en Afrique du Nord (hiver 1940-1941) : Sidi-Barani, Bardia, Solum, etc...

Bor-Ramenskij (E. G.). — Iz istorii oborony Stalingrada v 1942 g. (Contribution à l'histoire de la défense de Stalingrad en 1942), *Ist. zap.*, 1955, n° 53, pp. 3-28.

*Bouvet (G.-R.), colonel. — *Ouvriers de la première heure. Le groupe des commandos d'Afrique.* Préf. du maréchal Juin, Paris, Berger-Levrault, 1956, in-8°.

Débarquements et opérations : Bizerte, île d'Elbe, le Canadel, Toulon, Belfort, passage du Rhin.

Buchner (Alex). — Angriff im Waldgebirge (Der Angriff der 4. Geb.-Div. gegen den Myschako-Berg am 17.4. 1943), *Wehrkunden*, févr. 1956, pp. 76-82, cart.

Épisode de la guerre au Caucase, 1943.

Buchner (Alex). — Attack in the Tundra, *Mil. Rev.*, avr. 1956, pp. 98-109, cartes.

Opérations sur la Liza, du 29 juin au 16 juill. 1941.

Buchner (Alex). — Kampf um die Thermopylen 1941. Panzer und Gebirgsjäger gegen britische Sperrstellungen an Klassincher Stätte, *D. Deutsche Soldat.*, mars 1956, pp. 82-84, carte.

Cossé-Brissac (Colonel de). — La contre-offensive allemande des Ardennes, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, n° 2, pp. 121-148, phot., carte.

Décembre 1944.

Davies (Maj.-Gen. H. L.). — A background to the first Burma campaign 1941-42, *Army Quart.*, janv. 1956, pp. 218-227.

Durand de la Penne (Luigi), Spigal (Virgilio). — The Italian attack on the Alexandria naval base, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, févr. 1956, pp. 125-135, phot., croquis.

Récit de l'attaque italienne par torpilles humaines (19 déc. 1941) contre la base d'Alexandrie, au cours de laquelle 252.352 tonnes britanniques furent coulées, dont les battleships *Valiant* et *Queen Elizabeth*.

Eude (B.), lieutenant-colonel. — « Husky » ou les caprices du facteur Chance (Sicile, 1943), *Forces Aér. Fr.*, avr. 1956, pp. 605-653.

*Fahrmbacher, Gen., und Matthiae, Komm. — *Geschichte des Atlantikstützpunktes Lorient*, Weissenburg i. Bäyern, Prinz Eugen Verl., 1956, in-8°, 000 p., carte.

Par le général commandant la garnison et le commandant de la défense côtière.

Fox (R.), colonel. — Avec les Tunisiens du Garigliano à Rome, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, n° 1, pp. 133-148, ill., cartes.

Opérations de la 3e division d'infanterie algérienne du général de Montsabert.

*Gericke (Walter). — *Da Gibt es kein zurück... Streiflichter vom Kampf um Kreta*, Münster (Westf.), Fallschirmjägerverl. (1955), in-8°, 141 p.

Hoch (Anton). — Der Luftangriff auf Freiburg am 10. Mai 1940, *Vierteljahrsh. f. Zeit. Geschichte*, avr. 1956, pp. 115-145.

La responsabilité de la première attaque aérienne contre la population civile pendant la deuxième guerre mondiale.

Ingold, général. — La Force « L » en Tunisie, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, n° 1, pp. 91-96, phot.

Engagement de la force Leclerc en Tunisie (ouest du massif de Matmata).

**Kampf um Monte Cassino*, Göttingen, W. Fischer, 1955, in-8°, 80 p.

Koeltz (Louis), général. — Le XIXe corps français dans les derniers mois de la campagne de Tunisie, *R.*

Hist. de l'Armée, 1955, nº 1, pp. 169-192, cartes.

Par le général commandant cette unité.

KRANCKE (Theodor), admiral. — Wahrheit über die Operation « Weserübung », *Deutsche Soldatenztg.*, avr. 1956, pp. 5-8.

KREIDEL (Hellmuth), Oberstlt. — Jagd auf Grischin. (Deutsche gegenmassnahmen im Kampf gegen den Polsk Grischin 1942-43 im Heeres gebiet Mitte.), *Wehrkunden*, janv. 1956, pp. 45-47.

La guerre contre les partisans sur le front germano-soviétique.

*LANDSBOROUGH (Gordon). — *Tobruk commando*, London, Cassell, 1956, in-8º, IV-216 p., cartes, pl. h. t.

LECLERC (Rémy), lieutenant-colonel. — Les ailes françaises en Tunisie, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, nº 1, pp. 97-110, phot., carte.

Pendant la période 1940-1943.

LENGYEL (Bela VON). — Die ungarische Verteidigung der Karpathen 1944, *Allg. schweiz. mil. Ztg.*, févr., mars, avril 1956, pp. 110-126, 191-210, 273-291.

La position géographique. Les fortifications. Composition et répartition des troupes hongroises. Combats dans la région et passage des Carpathes.

MAURACH (Bruno). — Zur Kriegswissenschaftlichen Erforschung der Polenfeldzuges, *Wehrkunde*, janv. 1956, pp. 8-11.

MONTALEMBERT (DE), capitaine. — Le front sud-tunisien 1915-1918, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, nº 1, pp. 149-169, phot., cartes.

Guerre 1914-1918. Opérations contre les Germano-Turcs, front de Tripolitaine.

*OKUMIYA (Masatake), and others. — *Zero!*, New York, Dutton, 1956, in-8º, 424 p., ill., cartes.

La guerre aéro-navale dans le Pacifique par un officier supérieur de l'Armée de l'Air japonais.

ORNANO (D'), lieutenant-colonel. — La bataille de Mareth, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, nº 1, pp. 121-132, ill., carte.

ORNANO (D'), colonel. — Le XIXe corps blindé allemand dans les Ardennes en 1940, *R. Hist. de l'Armée*, 1955, nº 3, pp. 87-116, phot., cartes.

La traversée de la Meuse par le corps Guderian.

PADERIA (Ivan). — Mamaw kurgan. (La colline de Mamaj), *Kr. zv.*, 2 févr. 1956.

Stalingrad, septembre 1942-janvier 1943.

PETER (Karl-Hinrich). — The Sinking of the *Sharnhorst*, *U. S. Nav. Inst. proccedings*, janv. 1956, pp. 48-53, phot. et croquis.

Coulé le 26 décembre 1943 dans l'Atlantique nord. Récit d'un témoin, officier de l'*Admiral Hipper*.

PIATTE, général. — Le 5e R. T. M. en Franche-Comté. La libération de Montbéliard, *R. Hist. de l'Armée*, 1956, nº 1, pp. 93-110, cartes, phot.

RAEDER (J. C. G.), Captain. — Guerilla warfare, *Army Quart.*, janv. 1956, pp. 245-251.

Théorie avec quelques exemples pris dans la deuxième guerre mondiale.

REINHARDT (Hans), Generaloberst. — Der Vorstoss des XXXXI. Panzer. korps im Sommer 1941 von Otspreussen bis vor die Tore von Leningrad, *Wehrkunde*, mars 1956, pp. 122-136, carte.

ROHDEN (VON), gen. — La Luftwaffe lutte pour Stalingrad. Trad. et adaptation du lieutenant-colonel SALESSE, *Forces aériennes fr.*, févr. 1956, pp. 251-290.

L'auteur était chef d'état-major à la IVe flotte aérienne allemande.

SAINT-HILLIER, colonel. — A Bir-Hakeim, novembre 1955, *R. Fr. libre*, févr. 1956, pp. 4-8.

SCHLESSER, général. — Un facteur possible de succès : le C. C. 4 à Héricourt, *R. Hist. de l'Armée*, 1956, nº 1, pp. 75-92, phot., cartes.

En nov. 1944.

*SMIRNOV (S.). — *Stalingrad na Dnepre. Ocerk Korsunsevcenkovskof bitvy.* (Stalingrad sur le Dniepr. Une esquisse de la bataille de Korsun-Sevcenkovskij), Moskva, Voen. izdat., 1955, in-8º, 256 p., ill., cartes.

La bataille de Korsun-Sevcenkovskij (40 km. à l'ouest de Tcherkassy), 28 janvier-18 février 1944.

*Thompson (R. W.). — *Dieppe at dawn*, London, Hutchinson, 1956, in-8°, 212 p., pl. h. t., carte sur couv.

Le raid sur Dieppe, 19 août 1942.

Weichold (E.), amm. — Tobruck. Sacrario anche per gli uomini di mare caduti nel Mediterraneo, *Riv. marittima*, févr. 1950, pp. 245-250.

L'ex-amiral Weichold exalte les exploits des marins allemands et italiens chargés de ravitailler Tobrouk (des chiffres : effectifs engagés, pertes).

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

*Eisenbach (A.). — *Pertraktacje anglo-amerykanskie z Niemcami a los ludnosci zydowskiej podczas II wojny swiatowej*, Warszawa, Polskie Instytut Spraw Miedzynarodowych, 1955, in-8°, 111 p., fac-sim.

(Biblioteka Spraw Miedzynarodowych. Zeszyt 6.)

Les négociations anglo-saxonnes avec l'Allemagne en faveur de la population juive durant la deuxième guerre mondiale.

Fioravanzo (Giuseppe), vice admiral. — The Japanese military mission to Italy in 1941, *U. S. Naval Inst. proceedings*, janv. 1956, pp. 24-31, phot., cartes.

Le séjour en Italie de la mission de l'amiral Nomura (18 mai-8 juin 1941) venue pour s'enquérir de l'état des forces navales, militaires et aériennes italiennes.

**Foreign relations of the United States. Diplomatic papers. The Conferences at Malta and Yalta 1945.* Washington, Gov. Print. Off., 1955, in-8°, LXXVIII-1.032 p.

Premier volume d'une série consacrée aux conférences interalliées au cours de la deuxième guerre mondiale.

Moltmann (Günter). — Die Genesis der Unconditional-Surrender-Forderung, *Wehrw. Rundsch.*, mars 1956, pp. 105-118.

Pundeff (Marin). — Two documents on soviet-bulgarian relations in november 1940, *J. of Central Europ. Aff.*, janv. 1956, pp. 367-378.

Étude fondée sur deux documents inédits possédés par l'auteur : démarche soviétique du 25 novembre offrant un pacte d'assistance mutuelle et réponse dilatoire du gouvernement bulgare du 30 novembre 1940.

*Snell (John), Pogue (Forest), Delzell (Charles), Lensen (George). — *The Meaning of Yalta. Based upon the recently published « Yalta Papers »*, Baton Rouge, Louisiana State Univ. Press, 1956, in-8°, 250 p., ill., bibl.

Weinbaum (M.). — Strannyj sojuz. (Étrange alliance), *Nov. rus. slovo*, 26 et 29 oct. 1955.

A propos de la publication des documents sur la participation de l'U. R. S. S. à la guerre contre le Japon.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Dallin (David J.) [David Iulevitch Levin]. — *Soviet espionage*, New Haven, Yale, 1955, in-8°, 572 p., bibl.

*De Jong (Louis). — *The German Fifth Column in the Second World War*, London, Kegan Paul, 1956.

Was verriet John?, *Bonner Hefte*, 15, 25 févr., 14 mars 1956, pp. 16-20, 16-21, 16-22, cartes, ill.

Comment Otto John dévoila au gouvernement britannique le secret des armes V 1 et V 2.

*White (John Baker). — *Th Big lie*, London, Evans, 1956, in-8°, 220 p., ill.

Les machinations pour faire croire aux Allemands que l'invasion 1944 aurait lieu dans le Pas-de-Calais.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Allbury (A. G.). — *Bamboo and Bushido*, London, Hale, 1956, in-8°, 192 p., ill.

Souvenirs d'un Australien prisonnier des Japonais.

Esdras-Gosse (Bernard). — Psychologie du prisonnier de guerre français dans les camps disciplinaires, *R. Psychologie des Peuples*, 1956, n° 1, pp. 40-62.

*Francesconi (Manlio). — *Siamo tornati insieme*, Udine, ediz. de « la Panarie », 1955, in-8°, 126 p.

Souvenirs de prisonnier dans les camps soviétiques.

**Gli I. M. I. La vicenda degli internati militari italiani in Germania. A cura*

di B. Botta, Trento, A. N. E. I., 1955, in-8°, 247 p.

Le traitement des internés italiens en Allemagne après le 8 septembre 1944.

*Michelet (Edmond). — *Rue de la Liberté*, Paris, Éd. du Seuil, 1955, in-16, 250 p.

L'auteur a été déporté à Dachau.

Ostankowicz (Czesław). — Oswiecim 1940-1945. Raport z bitwy pod krematorium. Auschwitz 1941-1945. (Rapport sur le combat autour du crématoire), *Dzis i Jutro*, 15 avr. 1956, n° 15, pp. 2 et 7, ill.

L'auteur vécut aux camps d'Auschwitz, Birkenau, Buchenwald et Belsen. La politique dans les camps.

Piccaluga (Enrico). — Testimonianze sui campi di concentrazione. Una fuga da Dachau, *Mov. liberaz. in Italia*, sept.-nov. 1955, pp. 46-47.

*Steinbock (Johann). — *Das Ende von Dachau*, Salzburg, Österreichischer Kulturverl., 1956, in-8°, 60 p.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Aus den Akten des Gauleiters Kube, hrg. von Helmut Heiber, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1956, pp. 67-93.

L'extermination des Juifs en Ruthénie, d'après des documents inédits de Nuremberg.

*Hanayama (Shinso). — *Three years with the condemned Japanese War Criminals*. Translated by Hideo Suzuki, Eiichi Noda and James K. Sasaki, London, Gollancz, 1956, in-8°, xv-295 p.

*Kosicki (Jerzy), Kozłowski (Wacław). — *Bibliografia pismiennictwa polskiego za lata 1944-1955 o hitlerowskich zbrodniach wojennych*. [Przedmowa : Jerzy Sawicki.], Warszawa, Wydawnictwo Prawnicze, 1955, in-8°, 179 p., errata.

Bibliographie des publications polonaises de 1944 à 1955 sur les crimes de guerre hitlériens.

*Martinez (José Agustin). — *Los procesos penales de la postguerra. Documentos para la Historia contemporanea*, Madrid, E. P. E. S. A., 1955, in-8°, 433 p.

Materiały do sprawy eksterminacji w tzw. kraju Warty. (Documents relatifs à l'extermination dans la région dite de la Warta), *Przegl. Zachodni*, janv.-févr. 1955, n° 1-2, pp. 298-354.

Choix de documents réunis par la Commission d'enquête sur les crimes de guerre hitlériens, ed. par E. Serwanski.

Puchner (Otto). — Der Bestand « Nürnberger Prozesse » im Staatsarchiv Nürnberg, *Wehrw. Rundsch.*, févr. 1956, pp. 93-97.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

A. M. T. — Österreichische Blutzengen. Richard Zach, *D. Österr. Nation*, janv. 1956, pp. 8-10.

R. Zach, instituteur à Graz, était l'âme de la résistance antihitlérienne en Styrie.

*Adler (H. G.). — *Theresienstadt. 1941-1945. Das Antlitz einer Zwangsgemeinschaft. Geschichte. Soziologie. Psychologie*, Tübingen, J. C. B. Mohr, 1955, in-8°, xlv-773 p., pl. sur page de garde.

(Civitas Gentium. Schriften zur Kulturphilosophie. I.)

Bittel (Karl). — Gelöbnisse und Forderungen — aber keine Taten. Was die SPD-Führung in der Emigration über die Neugestaltung Deutschlands sagte. *Neues Deutschland*, 13 janv. 1956, p. 2.

Les idées politiques, économiques et sociales de l'émigration S. P. D. pendant la deuxième guerre mondiale.

Bracher (Karl Dietrich). — Stufen totalitärer Gleichschaltung. Die Befestigung der nationalsozialistischen Herrschaft 1933-34, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1956, pp. 30-43.

Braunthal (Gerard). — The German Free Trade unions during the rise of nazism, *J. of Central Europ. Aff.*, janv. 1956, pp. 339-353.

*Craig (Gordon A.). — *The Politics of the Prussian Army 1640-1945*, Oxford Univ. Pr., 1955, in-8°, xx-536 p.

Des chapitres sur la République de Weimar et la période nazie.

*Crankshaw (Edward). — *Gestapo, instrument of tyranny*, London, Putnam, 1956, in-8°, 275 p.

L'organisation de la Gestapo. Les rivalités intérieures.

Dönhoff (Marion Gräfin von). — In Flensburg diskutieren Schüler den 20. Juli, *D. Zeit.*, 15 mars 1956, p. 2.

Le 20 juillet 1944 expliqué à des lycéens par un professeur d'histoire et un général.

*Fitz Gibbon (Constantine). — *20 July*, New York, W. W. Norton, 1955, in-8°, 285 p., pl. h. t.

L'édition anglaise porte le titre *Shirt of Nessus*, London, Cassel, 1956.

L'attentat contre Hitler, sa genèse, ses conséquences.

Gross (Günther). — Der antifaschistische Widerstandskampf des deutschen Gewerkschafter während der faschistischen Vertrauensräte - Wahlen 1934, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, H. 2, mars 1956 (mars, avr.), pp. 230-246.

*Hammer (Walter). — *Hohes Haus in Henkers Hand. Deutscher Parlamentaries Leidensweg und Opfergang 1933-1945*, Frankfurt a. M., Europäische Verlagsamt. (1955), in-8°.

*Herzog (Robert). — *Grundzüge der deutschen Besatzungsverwaltung in den ost-und südosteuropäischen Ländern während des zweiten Weltkrieges*, Tübingen, Inst. f. Besatzungsfragen, 1955, in-4°, xxii-200 p., cartes.

(Studien d. Inst. f. Besatzungzfrage, Tübingen, Nr. 4.)

*Neüsuss-Hunkel. — *Die SS.*, Marburg/Lahn, Inst. f. Wissenschaftliche Politik, 1956.

(Schriftenreihe.)

Pal (Dr. Dharm). — Limits to obedience, *Army Quart.*, avr. 1956, pp. 78-81.

Les rapports entre Hitler et ses généraux, Rommel, Speidel, Manstein, Kesselring et autres.

*Ruhm von Oppen (Beate). — *Documents on Germany under occupation 1945-1954*, New York, Oxford, 1955, in-8°, 687 p., cartes.

(Royal Inst. of Internat. Aff. publ.)

Rumpf (Hans), Generalmajor. — Der Bombenkrieg über Deutschland und seine Lehre, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, H. 1-4, 1955, pp. 248-252.

L'auteur expose le point de vue allemand, puis le point de vue allié, et en tire des conclusions.

Schreiber (Jürgen). — Beförderungen und Ordensverleihungen nach der Kapitulation, *Wehrkunde*, févr. 1956, pp. 90-92.

Studnitz (H. G.). — Warren die Preussen schuld?, *Aussenpolitik*, janv. 1956, pp. 6-15.

L'auteur défend la Prusse d'être responsable des maux de l'Allemagne. Les grands chefs nazis n'en étaient pas originaires.

*Tenenbaum (Joseph). — *Race and Reich : the story of an epoch*, New York, Twayne publishers, 1955, in-8°, 544 p.

En Allemagne sous le régime national-socialiste.

Watt (Donalt C.). — The German diplomats and the nazy leaders 1933-1939, *J. of Central European Aff.*, juill. 1955, pp. 148-160.

Critique de la « naïveté » avec laquelle le professeur Gordon Craig a accordé foi aux témoignages des diplomates allemands dans son étude « The German Foreign Service from Neurath to Ribbentrop », dans l'ouvrage collectif *The Diplomats 1918-1939* (Princeton, 1953).

ÉTATS-UNIS

Manzini (Raimondo). — Le Leggi di neutralità degli Stati Uniti d'America (1793-1941), *Riv. di Studi polit. internaz.*, janv.-mars 1956, pp. 28-71.

Le « Neutrality Act » de 1935 et ses revisions successives jusqu'à l'intervention des États-Unis.

Murdock (Eugene C.). — Zum Eintritt der Vereinigten Staaten in den Zweiten Weltkrieg, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1956, pp. 75-93.

Output per man-hour in manufacturing, 1939-1947 and 1947-1953, *Monthly Labor Rev.*, janv. 1956, pp. 1-7.

*Walton (Francis). — *Miracle of World War II. How American industry made victory possible*, New York, Macmillan, 1956, in-8°, 587 p.

La production de guerre aux États-Unis par un spécialiste de l'industrie aéronautique.

*Young (Roland Arnold). — *Congressional politics in the Second World War*, New York, Columbia Univ. Press, 1955, in-8°, 281 p., diagr.

FRANCE
ET UNION FRANÇAISE

*Choury (Maurice). — *Tous bandits d'honneur. Résistance et libération de la Corse, juin 1940-octobre 1943.* Préf. d'Arthur Giovoni, président du Front national en Corse, Paris, Édit. sociales, 1956, in-16, 224 p., 12 phot. h. t., carte.

*Frizell (Bernard). — *Ten days in August*, New York, Simon and Shuster, 1955, in-8°, 309 p.

Roman ayant pour thème la libération de Paris.

Louis-Rivière (Paul). — Un épisode de l'occupation allemande en Normandie : le drame de Lasson, *R. Sc. mor. et polit.*, 1955, n° 1, pp. 91-101.

Parachutage allié et représailles allemandes.

*Planes (Georges) et Dufourg (Robert). — *Bordeaux, capitale tragique et la base navale de Bordeaux-Le Verdon (mai-juin 1940).* Préface du général Weygand et de l'amiral d'Harcourt, Paris, Éditions Médicis, 1956, in-8°, 250 p., ill. h. t., doc. en fac-sim.

Mordal (Jacques). — La Force X à Alexandrie, *Miroire de l'Histoire*, janv. 1956, pp. 75-82.

L'escadre de l'amiral Godfroy à Alexandrie de 1940 à 1943.

GRANDE-BRETAGNE
ET COMMONWEALTH

*Murray (Keith A. H.). — *History of the Second World War. United Kingdom Civil Series. Agriculture*, London, H. M. S. O., 1956.

*Scott (J. D.) and Hughes (Richard). — *History of the Second World War. United Kingdom Civil Series. Administration of war production*, London, H. M. S. O., 1956, in-8°, x-544 p.

ITALIE

Buonafina (Michele U.). — Note sulla Resistenza a Dongo, *Mov. liberazione in Italia*, sept.-nov. 1955, pp. 31-45.

Cannella (Ideale). — La Prima divisione alpina nella resistenza in Valtellina, *Mov. liber. in Italia*, janv. 1956, pp. 3-28.

Article suivi de documents.

*Cesarini (Mario). — *Modena M. Modena P. « Biblioteca della Resistenza »*, N 4, Roma, ediz. Cultura sociale, 1955, in-16, 419 p.

Fantacci (Mario). — Un Italiano in Albania, *Mov. di liber. in Italia*, janv. 1956, pp. 29-52.

Sur la participation militaire d'Italiens à la libération de l'Albanie.

*Giadresco (Gianni). — « *Ravenna zona operazioni* » *1944-1945*, Ravenna, ed. A. N. P. I., 1955, in-8°, 140 p.

L'aide apportée par les partisans aux troupes alliées dans le secteur de Ravenne.

Giovana (Mario). — L'Inizio della Resistenza in Piemonte e la costituzione del C. L. N. regionale Piemontese, *Mov. liberazione in Italia*, sept.-nov. 1955, pp. 3-30.

Il Processo sul 25 luglio (Teodorani-Galbiati), *Corriere della Sera*, 28 févr., 1er, 6, 8, 13, 27 mars 1956 et suiv.

Procès en diffamation intenté par l'ancien chef de la Milice fasciste à un journaliste lui reprochant sa passivité le 25 juillet 1943. Nombreux témoignages évoquant l'atmosphère de cette journée dans les milieux fascistes.

Reale (Egidio). — L'Opposizione liberale dopo l'Aventino. II, *Mondo*, 6 mars 1956, pp. 6-7.

Les procès de Carlo Rosselli et de Giovanni Bassanesi.

**La Resistenza nella letterature. Antologia, a cura di A. Marchetti e G. Tassinari.* Pref. di G. Gronchi, Milano, Assos. partigiani « A. di Dio », 1955, in-8°, 221 p.

En Italie et en Europe (y compris l'Allemagne). Anthologie accompagnée de notes biographiques et bibliographiques.

*[Rossi (Ernesto)]. — *Una Spia del Regime a cura di Ernesto Rossi*, Milano, ed. Feltrinelli, 1956, in-8°, 265 p.

L'activité d'un espion fasciste, Carlo del Re, d'après des documents de l'O. V. R. A. Cf. le c. r. de cet ouvrage par A. Repaci, dans *Mov. di liber. in Italia*, janv. 1956, pp. 52-55.

Il Secondo Risorgimento (Scritti di Garosci, Salvatorelli, Primieri, Cadorna, Bendiscioli, Mortati, Gentile, Ferrara, Mortarini), Roma, Istituto poligrafico dello Stato, 1955, in-8°, 495 p.

(A cura del Comitato ministeriale per la Celebrazione del decennale della Resistenza.)

La résistance, chapitre essentiel de l'histoire de la démocratie italienne.

Troilo (Ettore). — I Partigiani della Maiella, *Mov. di Liber. in Italia*, sept.-nov. 1955, pp. 71-89.

Histoire de leurs opérations, du 1er au 24 déc. 1944, dans la province de Chieti.

NORVÈGE

*Lie (Trygve). — *Leve eller dö. Norge i Krig.* (Vivre ou mourir. La Norvège pendant la guerre), Oslo, Tiden Norsk Forlag, 1955, in-8°, 301 p.

PAYS-BAS
(INDES NÉERLANDAISES)

*Benda (Harry J.). — Indonesian Islam under the Japanese occupation 1942-1945, *Pacific Affairs*, déc. 1955, pp. 350-362.

POLOGNE

*Janic (M.). — *Ida partyzanci.* [Les résistants approchent]. Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1955, in-16, 240 p., cartes, dont 1 h. t., couv. ill.

Souvenirs d'un officier de l'état-major de l'armée populaire et du Dr. Anka (Helena Wilwolf). Combats du 23 juillet 1944 au 16 janvier 1945 dans les régions de Kielce et de Czestochowa. Ordres de bataille.

Koehl (Robert L.). — The « Deutsche Volksliste » in Poland 1939-1945, *J. of Central Europ. Aff.*, janv. 1956, pp. 354-366.

Condition des groupes ethniques allemands en Pologne occupée.

*Kot (Stanisław). — *Listy z Rosji do gen. Sikorskiego*, Londyn, « Jutro Polski », 1955, in-8°, 577 p., ill., carte h. t.

Lettres adressées de Russie au général Sikorski, par l'ambassadeur de Pologne Kot en U. R. S. S. et diverses personnalités polonaises, du 3 septembre 1941 jusqu'en juillet 1943. Commentaires et documents sur l'armée Anders et l'émigration jusqu'en 1955.

*Kulakowski (T.). — *Hitlerowska polityka ekster-minacji kulturalnej.* [La politique hitlérienne d'extermination de la culture]. Warszawa, Polski Instytut Spraw Miedzynarodowych, 1955, in-8°, 47 p.

(Biblioteka Spraw Miedzynarodowych. Z. 5.)

Déportation et persécution des enseignants de tous ordres en Pologne.

*Rusinski (Władysław). — *Położenie robotnikow polskich w czasie wojny (1939-1945) na terenie Rzeszy i « Obszarow Wcielonych »*. [Situation des travailleurs polonais durant la guerre (1939-1945) sur le territoire du Reich et des « territoires incorporés »]. Czesc II, Poznan, Instytut Zachodni, 1955, in-8°, VI-326 p., errata.

(Badania nad okupacja niemiecka w Polsce. Tom VI.)

Deuxième partie de l'ouvrage paru en 1949, avec d'importantes additions. En annexe, documents allemands.

Solska (Alicja). — W sprawie bylych Ak-owco. [Au sujet de ceux qui furent combattants de l'Armée du Pays]. *Tryb. Ludu*, 15 avr. 1956, n° 105, p. 3.

Revision de la position prise à leur égard depuis 1945.

*Streng (Heinz v.). — *Die Landwirtschaft im Generalgouvernement*, Tübingen, Inst. f. Besatzungsfragen, 1955, in-4°, III-97 p.

(Studien d. Inst. f. Besatzungsfragen, Tübingen, Nr. 6.)

**A Trial in Moscow. Tenth anniversary of the capture of sixteen leaders of Undergroup Poland* (London, Gryf Print. 1956), in-16, 14 p.

(Information Division. Executive Committee of Polish Council of National Unity.)

Rappel des conditions d'arrestation à Moscou des seize chefs de la résistance polonaise.

'Zrab'. — Konspitzcja w Kraju pod okupacja sowiecka. (Une conspiration en Pologne sous l'occupation soviétique), *Zwiazkowiec (Toronto)*, 27 févr., 6 mars 1955, n°s 9 et 10, pp. 13 et 1 à 13 du *Dodatek popularnonaukowy i literacki.*

En 1945, par le groupe « Ruch Oporu Niepodleglosci ».

U. R. S. S.

*Brzezinski (Sbigniew). — *The Permanent Purge. Politics in Soviet totalitarianism*, Harvard, Univ. Press, 1956, in-8°, 272 p.

(Russian Research Center Studies, No. 20).

Traite surtout de la « purge » de 1937-1938.

Dmytryshyn (Basil). — The Nazis and the SS. volunteer division « Galicia », *Amer. Slavic and East European Rev.*, févr. 1956, pp. 1-10.

Incompréhensions et erreurs de la politique nazie concernant l'Ukraine. Le rôle du Dr. Gustav Wächter, gouverneur du district de Lvov.

*Fol'varocnyj (I.). — *Stranicy geroiceskoj bor'by*. (Quelques pages de la lutte héroïque), Kiev, Molod', 1955.

L'Ukraine pendant la guerre 1941-1944.

La grande guerre nationale de l'Union soviétique vue par la Grande Encyclopédie soviétique (2e édition, vol. 1 à 34) (1949-1955), dans La conception soviétique des conflits armés (documents). *Notes, études doc.*, n° 2132, 28 janv. 1956, pp. 29-39.

Liste des articles classés en généralités, biographies et opérations militaires. U. R. S. S. pendant la guerre. U. R. S. S. occupée. Pays libérés par l'Armée rouge.

Mansvetov (N. V.). — Iz istorii socialisticeskoj vzaimopomosci trudjascikhsja goroda i derevni v gody Velikoj Otecestvennoj voiny. (Notes sur l'histoire de l'entr'aide socialiste des travailleurs des villes et des campagne pendant la grande guerre nationale), *Dokl. i soobsc. Instituta istorii*, 1955, n° 8, pp. 88-100.

Mitrofanova (A. V.). — K voprosu ob izucenii istorii Velikoj Otecestvennoj vojny. (Contribution à l'étude de l'histoire de la grande guerre nationale), *Doklady i soobsc. Instituta istorii*, 1955, n° 8, pp. 75-82.

Mitrofanova (A. V.). — Trudovoj podvig rabocego klassa v god korennogo pereloma v Velinoj Otecertvennoj vojne. (L'exploit de la classe ouvrière pendant l'année cruciale de la grande guerre nationale), *Ist. Zap.*, 1955, n° 50, pp. 45-90.

*Satagin (N. I.). — *Kommunisticeskaja partija — vdokhnovitel'i organizator pobed sovetskogo naroda v Velikoj otecestvennoj vojne*. (Le parti communiste, inspirateur et organisateur des victoires du peuple soviétique pendant la grande guerre nationale), Moskva, Gospolitizdat, 1955, 96 p.

Slemin (I. T.). — Istoriceskaja rol' Sovetskoj armii v osvobozdenii Vengrii ot fasistskogo iga. (Le rôle historique de l'armée soviétique dans la libération de la Hongrie du joug fasciste), *Doklady i soobsc. Instituta istorii*, 1955, VII, pp. 26-31.

YOUGOSLAVIE

Jaukovič (Danilo). — Oslobodjenje Mrkonjica Grada avgusta 1942. (La libération de Mrkonjic Grad en août 1942), *Vojnoistoriski glasnik* (Belgrade), déc. 1956, n° 6, pp. 102-111.

Popovic (Vojin). — Oslobodjenje Gornje Jablanice i prodor 21 srps divizije u Zupu i na Kopaonik (maj-juni 1944). (La libération de la région de Gornja Jablanica et la percée de la 21e division serbe à Zupa et à Kapaonik (mai-juin 1944), *Vojnoistoriski glasnik* (Belgrade), déc. 1955, n° 6, pp. 57-100.

Avril 1956.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3049 - 7 - 1956
Édit. n° 24.219 Dépôt légal, 3e trimestre 1956 Impr. n° 693

PRÉFACE

Ce numéro spécial de la Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale *est le premier d'une série, dont chaque élément doit faire le point, en toute honnêteté — sur une question, un pays, un moment de la guerre — des connaissances acquises comme de celles qui restent à acquérir. On peut espérer ainsi tirer, dans toute la mesure du possible, des conclusions dont on ne se dissimule pas le caractère provisoire et discutable, mais dont on peut penser qu'elles prendront progressivement une forme plus définitive, une fois ajustées par les compléments, les critiques, les contre-propositions que l'imprécision première de leur rédaction doit vraisemblablement provoquer* (1).

C'est ainsi que, dans cette recherche à tâtons d'une vérité approximative, paraîtront prochainement deux autres numéros spéciaux consacrés, dans le même esprit, à la Captivité de guerre *(en février 1957) et à* l'Italie mussolinienne *(en avril 1957). D'autres suivront où se juxtaposeront, si nécessaire, des thèses différentes que leur rapprochement permettra de mieux confronter ; ils sont parfois déjà en cours d'élaboration, sur la* Belgique avant et pendant le conflit *et sur la* Résistance française, *ou seulement en projet, sur les opérations militaires proprement dites ou sur la vie de divers pays au temps de leur occupation.*

Cerner ainsi un aspect déterminé du conflit suppose que, le concernant, suffisamment d'archives aient été dépouillées et suffisamment d'études écrites, sinon publiées, pour que des synthèses puissent être esquissées par des spécialistes, français ou étrangers, qui ont bien voulu s'ajouter aux collaborateurs habituels de la Revue. *Pour ce numéro sur* La Condition des Juifs, *ce sont les chercheurs du* Centre de Documentation juive contemporaine *et ses Archives — les plus riches en France sur le sujet — qui ont été sollicités ; ce sont ses publications antérieures qui, pour une bonne part, ont alimenté les articles et suscité les comptes rendus qui figurent au sommaire.*

(1) *Rappelons que, en application de cette méthode, deux numéros spéciaux de la* Revue *ont déjà été publiés* : La campagne de France (avril 1953) *et* Le système concentrationnaire nazi (juillet 1954).

* * *

*Depuis les procès de Nuremberg, la preuve est apportée, et la conviction faite, du crime sans précédent commis par le III*e *Reich à l'égard des Juifs. Toutefois, les discussions n'ont pas cessé sur son ampleur exacte et des polémiques s'engagent lorsque est évalué le nombre des victimes* (1). *A le fixer exactement s'est employé L. Poliakov. Si aucune certitude n'est acquise, sauf qu'il s'agit de* millions *d'êtres humains, du moins des témoignages convergents et des évaluations statistiques permettent d'affirmer que le total de* 6 millions *est un minimum vraisemblable.*

C'est la monstruosité de ce chiffre qui confère sa nouveauté au crime des Nazis. Ils n'ont pas le monopole de l'antisémitisme, mais ils en ont cumulé toutes les variantes : aux attaques formulées par les Pères de l'Église et à la persécution païenne, ils ont ajouté une virulence sans précédent, forte de spéculations philosophiques et de considérations pseudo-scientifiques. Si l'antisémitisme est quasi universel, et contemporain au moins du christianisme d'État, peut-être de la diaspora (2), *c'est en Allemagne nazie qu'il a atteint sa nocivité maximum. Quelles racines plongeait-il dans le terroir de la pensée allemande? Que devait-il aux crises traversées par la société du Reich au XIX*e *et au XX*e *siècle? Bref, quelle était sa part purement germanique? A la déterminer s'emploie E. Vermeil. Il laisse volontairement de côté l'expression vulgarisée d'un antijudaïsme forcené. Certes, les grossières attaques d'un Streicher ou la propagande de Gœbbels commandent le comportement d'un SS ou d'un commandant de camp de concentration plus que l'assimilation hypothétique des thèmes d'un Chamberlain ou d'un Darré. Mais, outre que leur indigence défie l'analyse ou la rend inutile, elles expliquent la brutalité de la mise en application de la politique nazie, mais non le caractère systématique de cette politique.* « La solution finale » *du* « problème juif » *mise en œuvre par Himmler n'est compréhensible que dans l'ensemble de l'idéologie nazie, dont elle est un des aboutissants.*

Tuer 6 millions d'hommes, pour la plupart en marge des combats, en dehors des zones où ils se sont livrés, dans un gigantesque règlement de comptes, dont la guerre a facilité l'accomplissement, mais qu'elle n'a pas suscité, supposait d'autres moyens que des pogroms orientés, des exécutions collectives dans les forêts, ou tout autre procédé de boucherie artisanale. Une entreprise de grande industrie s'imposait, avec d'immenses parquages,

(1) *On l'a vu récemment lors de la projection en Allemagne de cette œuvre du Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale qu'est le film « Nuit et Brouillard ».*

(2) *Cf.* J. Isaac, Genèse de l'Antisémitisme, *et* L. Poliakov, Du Ghetto aux Juifs de cour.

des abattoirs géants, une technique scientifique appropriée et une mort standardisée. L'étude de M. Borwicz démonte le mécanisme de l'opération dans le combinat Auschwitz-Birkenau. Non qu'il s'agisse là du chef-d'œuvre du camp d'extermination; le prototype de l'avenir semble plutôt avoir été Janov. Mais Birkenau fut la plus internationale et la plus occidentale des Usines de Mort *et sa terre s'est engraissée des cendres de 4 millions de cadavres. L'analyse de son fonctionnement permet, en outre, de relier l'antisémitisme nazi à un racisme impérialiste singulièrement dévorateur; en application d'un manichéisme simpliste qui opposait le Peuple Souverain à tout ce qui, n'étant pas lui, était forcément contre lui pour l'empêcher d'occuper son espace vital et d'accomplir sa mission historique, on perçoit ce qu'était réellement l'antijudaïsme nazi, provisoirement confondu avec l'antisémitisme : le premier d'une série de génocides, derrière lequel l'extermination des Tziganes, comme celle des Prisonniers de guerre russes — l'anticommunisme rejoignait ici le racisme — profilaient l'inquiétante promesse de génocides plus vastes encore.*

Percevait-on de Vichy les flammes d'Auschwitz? L'habileté des Nazis, ou la chance que leur fournit l'histoire, fut d'associer à leur œuvre d'anéantissement les gouvernements plus ou moins libres de peuples momentanément subjugués. Que cette collaboration ne soit pas allée sans honte, remords, heurts, voire opposition, le fonctionnement des rouages de l'État français, qu'étudie J. Billig (1), *le montre clairement. Le partage des responsabilités n'est pas aisé. Mais le choix délibéré de la collaboration — qu'il résulte d'une tragique erreur de jugement, d'un opportunisme au jour le jour, ou de convictions politiques — contraignait ceux qui l'avaient fait à une participation au crime, impliquant complicité, même lorsque leur présence en atténuait provisoirement l'acuité.*

Fait capital : l'affirmation même de leur indépendance conduisait les gouvernements de Vichy à devancer, et à dépasser, les autorités d'occupation dans la prise de mesures antijuives.

* * *

Ainsi se décèlent les origines, les méthodes et l'amplitude de l'antijudaïsme nazi. Certes, dans le cadre restreint de cette Revue, *tous les aspects de la* Condition des Juifs *au cours du deuxième Conflit mondial ne pouvaient pas être contenus. Outre ces « zones marginales » plus ou moins arbitrairement sectionnées, où des reconnaissances plus approfondies auraient*

(1) *Cf.* J. Billig, Le Commissariat aux Questions juives *(cf. le n° 23 — juillet 1956 — de la* Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale).

été nécessaires, qu'il s'agisse du nazisme, de l'antisémitisme ou du déroulement du conflit, c'est pour tous les pays occupés, comme pour les Alliés de l'Allemagne, et pas seulement pour la France, que devrait être étudié le sort réservé aux Juifs : le cas de l'Italie fasciste mériterait notamment une attention particulière. D'autre part, n'ont guère été que mentionnées les exécutions hâtives perpétrées dans les Balkans et les chambres à gaz itinérantes d'Ukraine. Ce n'est pas seulement quelques pages et quelques documents (1) *qu'il aurait fallu consacrer à l'entreprise de spoliation camouflée sous le vocable d'*aryanisation, *ou quelques brefs comptes rendus à ces ghettos de Pologne et de Lithuanie, où l'entassement préluda au vide parfait, sans oublier le comportement, qu'il aurait fallu reconstituer, des Juifs eux-mêmes, plus ou moins résignés, rebelles, préservés, ou acteurs de leur propre destruction, ou encore les responsabilités respectives, qu'il n'aurait pas été inutile de mesurer, de la Wehrmacht, de l'Administration du Reich ou du peuple allemand.*

Du moins se dessine, dans ses traits principaux, dans les études ici groupées, le plus monstrueux des crimes collectifs que l'Histoire ait connus.

H. Michel.

(1) *Sélectionnés par M. Mazor.*

L'ANTISÉMITISME DANS L'IDÉOLOGIE NAZIE

(SOURCES — EXPRESSION)

Il importe de bien distinguer l'antisémitisme chrétien de l'antisémitisme raciste. Le premier est de nature théologique. C'est au judaïsme religieux, à ce qui sépare la religiosité juive du Nouveau Testament que les chrétiens en veulent. Sans doute, cet antisémitisme chrétien frise-t-il parfois le racisme. En Espagne, il a abouti à une sorte de ségrégation ethnique qui annonce le racisme, sans aller jusqu'au racisme proprement dit. Mais les *Deutsche Christen* du temps hitlérien, en se séparant de l'Ancien Testament pour adopter le national-socialisme, ont carrément versé dans le pire racisme.

Il n'en est pas moins vrai que le racisme est tout autre chose que l'antisémitisme chrétien normal. C'est un fruit du XIX^e^ siècle. Opposant le mythe sémitique au mythe aryen, utilisant l'influence que les œuvres de Gobineau, écrites entre 1850 et 1880, ont exercée sur la pensée allemande, le racisme entre, à la fin de la première décade bismarckienne, dans le fonds commun des idées toutes faites et des slogans de propagande. Dès 1872, dans ce chef-d'œuvre admirable en soi qu'est *La Naissance de la Tragédie*, Nietzsche n'oppose-t-il pas le péché « actif » de Prométhée et du monde hellénique au péché « passif » des Sémites?

Quoi qu'il en soit, disons que l'antijudaïsme chrétien est de nature religieuse, tandis que l'antisémitisme racial oppose à une minorité juive donnée les intérêts de la nation au sein de laquelle elle se trouve. En Allemagne, le phénomène apparaît dès la première décade bismarckienne. En France, on le voit naître plus tard, au début de la « Ligue antisémitique de France », fondée par Drumont en 1889, c'est-à-dire au moment où, en Allemagne, Guillaume II vient de prendre le gouvernement de la nation récemment unifiée.

I. — L'ère bismarckienne

Sous Bismarck, de 1870 à 1890, cinq épisodes se succèdent sur le plan de la lutte contre la minorité juive.

1. — La loi d'émancipation juive de 1869 avait, dans une certaine mesure, mis fin à la crise de dépression et de réaction politiques qui, après les déceptions de 1848, avait sévi dans les États de la Confédéra-

tion germanique et surtout en Prusse, où elle avait abouti à une méconnaissance totale des droits dont aurait dû jouir la minorité juive d'Allemagne. L'émancipation de 1869 a été octroyée par le gouvernement prussien avec l'approbation des dynasties, du luthéranisme orthodoxe, des Agrariens et des Industriels. Pourquoi cette apparente surprise? L'explication en est simple. C'était l'époque de l'industrialisation et de l'urbanisation à outrance. L'Allemagne unifiée était, comme jadis l'Amérique du Nord, une « terre nova » où tout semblait possible et, pour le judaïsme de l'Est et du Sud-Est, une occasion inespérée. A cette époque, la minorité juive passa de 300 à 400.000. Ce n'est pas sans raison que Nietzsche déclarera bientôt que l'Allemagne a besoin de l'intelligence juive. Les Allemands n'attendent pas cette déclaration pour le comprendre. C'est ce qui rend naturel le succès immédiat de la loi émancipatrice.

Mais une heure grave avait sonné à la pendule sociale. Le libéralisme politique s'effondrait rapidement en raison des succès foudroyants du nouvel Empire. La classe moyenne allemande se trouvait prise entre la droite agrarienne ou industrielle et le marxisme ouvrier. Et l'on sait que l'émigration allemande de cette époque a été favorisée par l'angoisse sociale qui s'emparait partout de la bourgeoisie moyenne.

2. — La terrible débâcle de 1873 créa une conjoncture curieuse, infiniment symptomatique, dans la classe moyenne et dans le prolétariat ouvrier.

La petite bourgeoisie comprenait les Progressistes de la *Fortschrittspartei*, les anciens fidèles de 1848. Les Juifs démocrates, qui n'oubliaient pas plus 1789 et la Révolution française que 1848, étaient naturellement solidaires de ces libéraux impénitents d'Allemagne que détestait Bismarck et que haïssaient les Conservateurs. Dans la mesure même où la classe moyenne se détournait d'un libéralisme qu'elle aurait dû adopter si elle avait eu la moindre éducation politique, elle se laissait envahir et dominer par le ressentiment, par ce ressentiment qui, dans le futur *Troisième Reich*, jouera un rôle si redoutable en raison des épreuves subies depuis 1918. Au début de l'Empire bismarckien, c'est la peur de se voir écrasé contre le grand capitalisme et le socialisme prolétarien. A chaque dépression économique, cette classe moyenne se trouvera prête à accuser les Juifs. On l'habituera aisément à ne voir ni ses fautes, ni celles du capitalisme chrétien, à protester en jetant la pierre à l'exploitant juif, en l'accusant à bon compte de sévir dans les cités industrielles où, disait-on, s'exerçaient les pires influences étrangères.

La *Social-démocratie* allemande a de très bonne heure compris quel rôle dangereux cet intermédiaire qu'était la classe moyenne petite bourgeoise allait jouer en Allemagne. Karl Marx n'a jamais séparé la cause juive de la cause humaine en général. Ce qu'il avait génialement compris, c'est que l'antisémitisme moderne aurait partie liée avec la lutte des classes, surtout que la réaction politico-sociale saurait s'en servir comme d'un terrible instrument de répression.

Tel est le tableau social que nous présente l'Allemagne en ces années

1871-1873 où l'on voit s'établir les bases d'une situation qui, *mutatis mutandis*, annonce déjà celle qui se formera après la défaite de 1918 et causera en 1945 la catastrophe que l'on sait.

3. — Ne nous étonnons donc pas de voir, entre 1873 et 1875, se développer la première offensive antisémite. Elle se centre sur deux thèmes : 1° la supériorité du Juif sur le Germain ; 2° la nécessité de lutter contre le Juif libéral et le danger social qu'il est censé représenter ou créer.

C'est, en 1873, la publication du pamphlet de Wilhelm Marr, sous le titre alléchant que voici : *Der Sieg des Judentums über das Germanentum.* Voici bien le premier appel, en Allemagne, du fascisme antisémite. Marr se défend énergiquement de tout antisémitisme chrétien. Il reconnaît les hautes qualités des Juifs allemands. Il comprend l'attirance qu'a pour eux l'idéologie libérale de 48. Il n'a rien contre leur propre religiosité. Mais il note : 1° que les Juifs, minorité allemande, sont en réalité, dans le monde, une Puissance de premier ordre qui a mis presque 2.000 ans à conquérir ses titres de noblesse ; 2° qu'en Allemagne même l'opposition entre le Germain et le Juif prend, en raison de la supériorité du Juif, une importance grandissante ; 3° que l'Allemagne, au lendemain du *Krach*, est déjà en pleine décomposition (ce que disait Nietzsche, au même moment, dans ses *Intempestives*) et qu'elle devait commencer, pour se sauver, par se déjudaïser ; 4° qu'à attaquer le judaïsme, il fallait tourner l'offensive vers la race, le groupe humain tout entier. Si bien que W. Marr aboutissait au racisme. Le pamphlet de Marr aura douze éditions de 1873 à 1879. Son auteur était le type même du petit bourgeois toujours prêt à foncer sur le grand capitalisme et sur le socialisme ouvrier.

L'offensive de Glogau et de la *Gartenlaube*, menée par les industriels moyens, les artisans, les mercantis et les paysans, les petits fonctionnaires, employait les mêmes arguments. Elle faisait déjà penser aux vingt-cinq points nazis de 1920. La classe moyenne, composée d'éléments épars, mal organisée, se sentait mal à l'aise entre patronat capitaliste et prolétariat ouvrier. Elle inclinait vers un vague bonapartisme. La mobilité et la nervosité du monde moderne l'affolaient. Elle avait un bouc émissaire : le Juif. Le préjugé étant créé, on ne le déracinera pas de sitôt.

4. — C'est en leur propre nom et avec leurs propres moyens que Marr et Glogau avaient sonné l'alarme. Ici, pas de vastes organisations spécifiques. La lutte antijuive va changer de face quand les confessions officielles s'en mêleront. Entrent en lice cette fois la *Kreuzzeitung* et la *Germania*, c'est-à-dire le conservatisme luthérien-catholique.

Les luthériens s'attaquent à la nouvelle politique économique et financière. Les protectionnistes, en l'an de grâce 1878 et peu avant la conversion de Bismarck lui-même au protectionnisme, prononcent une attaque furieuse contre les Nationaux-Libéraux « judaïsés ». L'orthodoxie luthérienne fait corps avec l'autoritarisme monarchique. Elle défend la religion et l'Église d'État. Quant aux catholiques, leur lutte se confond avec celle du *Kulturkampf*. La *Germania* se sert de tous les arguments

à sa portée : souvenirs des grands classiques de Herder à Fichte, discours de Bismarck, en 1847, contre l'émancipation juive, revanche des Juifs contre Rome dans le *Kulturkampf*. L'offensive cléricale, menée par les deux Églises, s'intensifie, le Centre catholique profitant de son alliance avec la droite pour atténuer la violence du *Kulturkampf*.

5. — Que Bismarck épouse la cause du protectionnisme et la lutte contre la *Social-démocratie* battra son plein de 1879 à 1890. Voici le moment où le pasteur Stöcker entre en scène. Chapelain de la Cour impériale, conservateur et autoritaire, organisateur des œuvres charitables que soutient le protestantisme berlinois, il utilisera : 1°) les revendications de la classe moyenne ; 2°) sa polémique contre le grand capitalisme juif ; 3°) sa haine et surtout sa terreur, non moins grande, à l'égard du socialisme dit « judaïque ». Son activité commence vers 1879.

Avec son parti des *ouvriers chrétiens-sociaux*, il lance l'idée corporative, organise de vastes meetings, l'arbitrage, les assurances sociales, use même de slogans démocratiques auxquels se joint, tel un utile assaisonnement, un peu d'antisémitisme. Le but de ce christianisme social, c'est d'arracher aux libéraux et aux socialistes... quoi donc? L'organisation des masses. L'Idée hitlérienne surgit ici sous sa première forme. Et ce sera, en 1881, le *Parti chrétien-social*. Le christianisme réconciliera l'État, la Monarchie impériale et le prolétariat. Les slogans antijuifs, qui se brisent sur la résistance ouvrière, pénètrent dans la classe moyenne qu'ils empoisonnent méthodiquement. Belle semence pour l'avenir!

L'antisémitisme de Stöcker se maintient de 1881 à 1886. Mais son règne se termine quand, vers 1886, l'antisémitisme émigre de la capitale vers la Saxe, la Westphalie et la Hesse, alors que le christianisme social subit de furieuses attaques et que l'antisémitisme racial succède à l'antisémitisme politico-confessionnel. Quand le gouvernement s'oriente vers l'armée et les colonies, le mouvement Stöcker décline de plus en plus. C'est le mythe de l'opposition entre *Aryens* et *Sémites* qui, désormais, s'empare des esprits.

6. — Au cours des vingt années que nous venons d'étudier, la personnalité de Bismarck reste dominante. Or, à côté de lui, en réalité contre lui, Nietzsche édifie sa doctrine. Quelle est cette doctrine en ce qui concerne le judaïsme?

Il faut ici distinguer : 1° ce que Nietzsche a pensé de l'histoire juive ; 2° ce qu'il pense des Juifs allemands. Il admire sans réserve l'ancien peuple juif, ses dirigeants, Moïse, les Juges et les Rois, ce qu'il appelle « la grande faune sauvage et forte ». Israël luttant et triomphant lui agrée. Mais avec les mauvais jours paraît le Dieu adultéré, qui n'a plus rien de Jahvé, ne témoigne à l'homme que colère et l'humilie sous le poids de son péché. C'est de là que proviennent le dieu crucifié, la doctrine des Apôtres et de saint Paul, la domination du sacerdoce. Nietzsche, adversaire acharné du christianisme, s'étonne que les chrétiens donnent dans l'antisémitisme, alors qu'ils doivent aux Juifs leur religion.

Il n'en estime pas moins la minorité juive indispensable à l'Allemagne. Rencontrer un Juif en Allemagne, dit-il, c'est toujours chose réconfortante. Mais il trouve les Juifs allemands souvent trop nationalistes, alors qu'en Europe leurs congénères luttent contre le faux nationalisme. Cependant, il se dit convaincu que les Juifs possèdent certaines capacités qui les rendent indispensables à tout peuple qui prétend faire une politique mondiale. Il voit le Juif l'emporter sur l'Américain qui, s'usant très vite, n'est Puissance mondiale qu'en apparence. C'est pourquoi, aux yeux de Nietzsche, l'antisémitisme est « le marais » de la culture européenne, la tare qui ne pardonne pas. Nietzsche voit dans le Juif le créateur de la plus haute morale qui existe, la race la plus forte d'une Europe encore incertaine de son destin. Le Juif a effleuré, dit-il encore, la forme suprême de la spiritualité. Une capitale cultivée comme Paris a su honorer en Heine et reconnaître en lui un des plus merveilleux esprits qu'aient possédés l'Allemagne et l'Europe. Et l'on voit Nietzsche, vers la fin de sa brève carrière, répudier l'opposition entre *Aryens* et *Sémites*. L'extraordinaire hauteur de ces jugements ne rachète-t-elle pas l'antisémitisme vulgaire des années bismarckiennes?

II. — L'ère wilhelminienne

L'antisémitisme s'est largement épanoui en Allemagne sous Guillaume II.

A. — Ici encore, beaucoup de faits s'expliquent par la situation politico-sociale. Après avoir considéré l'ère de Caprivi, le premier successeur de Bismarck à la Chancellerie (1890-1894), nous pourrons examiner d'un bloc les vingt années qui vont de 1894 à 1914. Dans la première de ces deux périodes l'antisémitisme racial fait son apparition ; dans la seconde, l'antisémitisme impérialiste se développe avec le pangermaniste annexionniste.

Contre Caprivi, la paysannerie antisémite rejoint la classe moyenne des villes. Aux élections de 1893, le groupe antisémite passe de 47.000 à 265.000 voix. On attaque les Juifs encore sur le plan religieux ou national. Mais c'est l'antisémitisme racial qui ajoute sa note particulière à la propagande. Deux écrits la dominent : la brochure du recteur Ahlwardt en 1890 et le Catéchisme de Th. Fritsch en 1893.

Cette littérature antisémite révèle des faits assez surprenants. Où sont alors les ennemis les plus implacables des Juifs? Dans les villes, parmi des citadins indifférents aux Églises et semi-cultivés : professeurs du secondaire, étudiants, employés. Ces éléments font partie de multiples associations. Ils sont fanatiques dans leur antisémitisme. Paysans, Junkers, classe moyenne font chorus, soutenus par des personnalités telles que l'historien H. von Treitschke et par le pasteur Stœcker, encore actif. Tandis que l'*Antisemiten-Katechismus* de Fritsch insiste sur les vices des Juifs, y voit la cause de la décadence germanique et encourage les Alle-

mands à ne croire qu'en eux-mêmes, trahissant ainsi l'incertitude, le ressentiment, la jalousie sourde de ces milieux, les théories que soutient Ahlwardt sont exactement celles qu'on retrouvera dans *Mein Kampf*.

Or, ce qui se produit, comme plus tard sous le *Troisième Reich*, c'est que l'apparente absurdité de ces théories cache aux gens de bons sens le danger qu'elles recèlent. Le grand souci des antisémites étant la montée du socialisme, c'est le fascisme qu'on prépare. Les socialistes s'imaginent, bien à tort, que le *Mittelstand* rejoindra la *Social-démocratie* quand il sera totalement ruiné. Nous savons aujourd'hui que l'inflation de 1921 à 1923 est l'une des causes principales de la folie hitlérienne.

Ainsi donc, l'antisémitisme racial ne venait pas, comme idéologie ou entreprise politique, des hautes sphères conservatrices, bureaucratie ou armée. Les classes dirigeantes ne sont rien, pour l'instant, comme facteurs de ce déclenchement singulier. Dans ces milieux semi-cultivés, si orgueilleux, si sensibles aux crises économiques, si soucieux de leur petit prestige, règne le fanatisme intellectuel le plus implacable, qui se nourrit des vertus germaniques, du mythe racial, d'un code faux de l'honneur. Cette idéologie se propose de transposer les catégories sociologiques en catégories biologiques. On « deshistorise » l'histoire. On soumet, comme le fera plus tard Hitler, tous les phénomènes humains à une loi naturelle à la fois immuable et universelle.

Ici apparaît également un « solidarisme » très différent de celui des Communautés chrétiennes ou du Socialisme. L'antisémitisme racial méprise à la fois christianisme et marxisme. On ne veut ni du collectivisme prolétarien ni de l'humilité chrétienne. On voit, au contraire, dans le sang dit « *aryen* », la garantie de nouvelles grandeurs, le germe d'une nouvelle aristocratie qui sera, en principe, à la portée de tous. Les éléments de la mentalité nazie sont là, à la fin du XIX^e^ siècle. Et ils vont prendre forme et prestige dans le livre de H. S. Chamberlain, gendre de Wagner, Anglais germanisé : « *Die Grundlagen des 19. Jahrhunderts* », à une époque où Guillaume II lui-même, évêque des Églises luthériennes de Prusse, croira que le Christ fut, non pas un Juif, mais un Aryen !

B. — *L'antisémitisme impérialiste (1894-1918).*

Pour rejoindre, avec H. S. Chamberlain, les origines de l'hitlérisme, il faut franchir l'intervalle de vingt-quatre années qui sépare 1894 de 1918. L'antisémitisme que nous trouvons dans cette longue période, c'est l'antisémitisme impérialiste.

En fait, et depuis 1893-1894, l'antisémitisme politique était en déclin. Il laissera la place à l'antisémitisme impérialiste, non sans introduire dans les masses moyennes nombre de ses slogans. Pour l'instant le groupe antisémite du Reichstag passe de treize à sept sièges et les agitateurs racistes disparaissent. Pendant les années où l'Allemagne de Guillaume II devient Puissance mondiale, l'antisémitisme semble se raréfier. Est-ce un paradoxe? Non, certes. L'Allemagne entretient de vastes espoirs. Elle ne tremble plus comme jadis devant le socialisme en pleine

ascension. Si les Conservateurs parlent d'agir contre le socialisme et si Stöcker les encourage, les éléments jeunes du Christianisme social protestent. Un Hellmut von Gerlach entame courageusement la lutte contre l'antisémitisme et l'antisocialisme conjugués.

C'est à ce moment que Frédéric Naumann tente de renouveler le christianisme social. Né en 1860, et jeune encore, ce fils de pasteur, après avoir travaillé en Saxe parmi les ouvriers, se propose de réconcilier le prolétariat et la Monarchie impériale, de faire de cette dernière une sorte de *République du travail.* D'où son *Arbeiter-Katechismus* et, plus tard, son livre : *Demokratie und Kaisertum.* En fait, le but qu'il poursuit avec d'autres moyens et dans un esprit différent est le même : nationaliser le prolétariat. Ne nous y trompons pas : le national-socialisme est dans l'air. Il est la grande espérance d'une nation industrialisée à outrance.

C. — Avec l'ère von Bülow, la prospérité nationale et les espoirs d'expansion diminuent la tension entre les classes sociales. Et, de nouveau, l'antisémitisme politique décline. L'alternance est régulière entre dépressions économiques et reprise de l'antisémitisme, prospérité extérieure et baisse de l'antisémitisme. La prospérité ne guérit d'ailleurs nullement l'Allemagne de ses maux. Mais elle permet certains compromis entre groupes dirigeants et surtout cette intégration de la classe moyenne à laquelle on attache tant d'importance. C'est le petit homme de la rue qui est visé. C'est lui qui entend ou lit les diatribes contre libéraux et socialistes, ou contre les Conservateurs de la grande Bureaucratie. Gardez-vous en bas, du côté ouvrier ; gardez-vous en haut, de ceux qui vous exploitent. Ce sera un jour le grand slogan hitlérien, quand toute la jeunesse, malheureuse et désabusée, aura rejoint la classe moyenne. Cette dernière s'adapte fort aisément à l'Allemagne industrialisée et administrée comme nation unitaire. Employés, petits fonctionnaires, gens des professions libérales, c'est la « *white collar aristocracy* » de ce monde de moyenne bourgeoisie qui demeure, en son fond, antisémite. On prend ses distances par rapport au prolétariat, même dans le malheur ou dans une décente misère. Les associations d'employés excluent la *Social-démocratie.* C'est dans ces milieux que se constitue la pseudo-mystique communautaire.

Quand on étudie l'Allemagne de ce temps-là, on est stupéfait de la voir déjà si mûre pour l'aventure du fascisme et de l'hitlérisme. Au fond, elle est un pays de mentalité précapitaliste arriérée et de technique moderne très avancée. Toutefois, si le pangermanisme prend le dessus, si les professeurs des Universités et des gymnases se mêlent à la politique mondiale, si la Ligue pangermaniste du fameux Class domine le terrain, alors on oublie quelque peu l'antisémitisme. Il reparaîtra d'autant plus sûrement en temps de défaite.

C'est à ce moment-là qu'apparaît le racisme pseudo-scientifique, avec la lignée qui passe par Woltmann, Driesmans et autres racistes wilhelminiens, pour aboutir à H. S. Chamberlain, à son livre sensationnel *Les bases du XIX*e *siècle,* à son exaltation de la mythologie wagnérienne.

On sait aujourd'hui, de manière pertinente, qu'il a été le maître de Hitler et de Rosenberg. Ce dernier a écrit sur lui une brochure. C'est cette idéologie qui, inventant un faux biologisme, exalte l'homme nordique et prépare cet aristocratisme de mauvais aloi qui sera celui de W. Darré et des fameuses *Ordensburgen.* Il y a, dans ces milieux, des éléments qui, loin d'être antisémites, sont pour *Die Eindeutschung des bei uns ansässigen Judentums.* Pourquoi ne pas utiliser l'intelligence juive au profit de l'Allemagne impériale qui prétend à l'hégémonie du vieux continent? Au fond, ce qui se prépare, à la veille de la première guerre mondiale et dans une atmosphère d'euphorie relative, c'est la substitution du danger marxiste au danger juif dans la plupart des esprits. Ce qui reste, c'est une sorte de composante antisémite qui fait partie de l'idéologie impérialiste. Elle est de caractère pseudo-scientifique, donc ésotérique et peu connue de la masse.

III. — Le Troisième Reich

A. — *La doctrine de Chamberlain.*

Avant d'aborder le schéma de la doctrine antisémite des chefs hitlériens, ce qu'il convient d'examiner de plus près, c'est : 1° l'œuvre et la doctrine de leur maître et inspirateur immédiat, Houston Stewart Chamberlain ; 2° la mise en pratique du système pour la lutte contre le christianisme traditionnel des deux confessions et l'établissement en Allemagne d'une Église hitlérienne unique.

De même que des Français tels que le comte Gobineau ou le professeur Vacher de la Pouge ont inspiré en partie la doctrine plus ou moins frelatée du racisme allemand, de même un Anglais d'origine, admirateur de Richard Wagner, a été le maître direct de Hitler et de Rosenberg (1).

Après avoir vécu en France, H. S. Chamberlain se passionne pour l'Allemagne. C'est celle de 1871 à 1874 qu'il voit tout d'abord, l'Allemagne victorieuse et prestigieuse par sa victoire. Il s'y fiance avec une jeune Prussienne. Sous la double influence de son tuteur prussien et de sa fiancée, ce jeune Anglais de vingt ans choisit comme nouvelle patrie le pays de la musique et du mysticisme sentimental. Il séjournera plus tard à Genève, à Dresde, à Vienne. Entre temps, les représentations de Bayreuth le remplissent d'un enthousiasme quasi sacré. Il se tourne, comme l'avait fait Nietzsche plus tôt, vers le grand mystère de la vie et tente de le sonder. En Italie, dans une sorte de raptus soudain, il interrompt un voyage, descend à Gardone et écrit en huit jours, dans un modeste hôtel de la ville, un mémoire où il rédige ses pensées sous le titre *Leben ist Gestalt.* C'est cette année-là qu'il jettera également sur le papier

(1) Je ramène ici à ses éléments essentiels l'excellente étude que l'un de mes anciens élèves, M. Jean Réal, professeur au lycée de Grenoble, a publiée dans le volume *The Third Reich*, qui a paru en Angleterre sous les auspices de l'U. N. E. S. C. O. Cf. ci-dessous, p. 121.

l'introduction de son ouvrage devenu depuis lors fameux : *Les fondements du XIX^e siècle.* Après avoir écrit un livre sur Kant, il passe à Gœthe. Puis il revient à ses études sur le Christianisme et publie en 1921 son livre *L'homme et Dieu.* En tous ses ouvrages et dans toute sa vie, il suit les voies de l'irrationalisme, de l'intelligence intuitive et de l'agnosticisme. Quelles ont été ses idées sur le problème de la race et des Juifs?

Le point de vue d'où part Chamberlain est celui d'un certain « Dilettantisme » qui s'oppose délibérément à la spécialisation étroite du temps présent. Il s'agit de construire de vastes et fécondes synthèses. Or, on ne peut le faire qu'en profitant des ouvrages spécialisés, en groupant leurs données et leurs résultats autour d'un centre. C'est en artiste que Chamberlain essaiera d'arriver à ses fins. C'est une vision (*Gestalt*) qu'il veut, comme son maître Wagner en musique et dans le cadre du drame musical, construire. L'histoire se présente à lui comme un éternel combat entre les races. Rien d'absurde que de croire à une origine commune de tous les hommes. Progrès, évolution, décadence, tous ces termes n'ont pas grand sens aux yeux de Chamberlain. Il ne faut abuser ni de la géographie ni des réalités d'ordre économique. Seules les races peuvent créer ou détruire des civilisations ou des cultures. Seulement ces races ne cessent de lutter entre elles soit par les guerres qu'elles se font, soit aussi par ce qui se passe dans l'âme des individus.

Pour définir le phénomène racial, Chamberlain se place à un point de vue pratique. Comment définir une réalité biologique? Pourquoi remonter toujours aux origines? La vie continue son train ; elle n'attend pas que les savants aient achevé leur tâche. Chamberlain donnera donc à la race un sens purement empirique. Tout est dans l'action pour les humains. C'est à eux de façonner leur race, à eux de « se racer ». C'est le grand mot de Chamberlain, et sans doute celui qui a le plus fortement séduit les Hitlériens. Chamberlain ne suit ni Gobineau ni les racistes tels que Wilser, Woltmann ou Driesmans. Il va son chemin.

Il établira donc les lois fondamentales qui président à la naissance et à l'expansion d'une race. Ces lois étaient au nombre de cinq et restent, en somme, aussi vagues que possible. Tout d'abord « matériel humain aussi excellent que possible ». Ensuite : 1° endogamie prolongée ; 2° sélection contrôlée ; 3° croisements de race entre peuples de types différents, mais compatibles entre eux ; 4° limitation de ces croisements, parce qu'il serait imprudent de les multiplier et de porter atteinte aux caractères fondamentaux de la race. Chamberlain était optimiste jusqu'à s'imaginer que l'Humanité se portait d'elle-même vers une différenciation raciale progressive. Partout, disait-il, il y a des groupes « individualisés » capables de se muer en races. Il ne voyait même pas que, si des États nationaux avaient succédé au Saint-Empire romain, la multiplication des échanges tendait à y mettre fin et à créer ce que le racisme combattait le plus âprement : un ordre international. Rien de vague, d'ailleurs,

comme les définitions de Chamberlain touchant les caractéristiques physiques, intellectuelles ou morales des races. En fait, sa méthode de « dilettante » était aussi peu scientifique que possible.

Ce qui importe, c'est de comprendre que Chamberlain est avant tout le raciste qui a créé l'opposition fondamentale entre Juifs et prétendus « *Aryens* », qui a également défendu la thèse absurde en vertu de laquelle le Christ fut, non pas un Juif, mais un *Aryen*.

Il pense qu'à part les chefs-d'œuvre de l'art hellénique et le droit romain, le don le plus beau que l'Antiquité ait fait au monde moderne est celui de la personnalité du Christ. C'est à développer ce thème que Chamberlain consacre la troisième partie de son ouvrage principal : *Les assises du XIX*e *siècle*. En ces pages, dont l'importance tient uniquement aux redoutables conséquences qu'elles devaient avoir sous le *Troisième Reich*, Chamberlain tente de dégager totalement la figure du Christ de toute son ambiance historique et dogmatique. Il rompt avec toute la tradition du christianisme catholique et protestant, avec le puritanisme qui le caractérise. Il fait de Jésus une sorte de héros germanique débordant de vie et de force, orgueilleux et combatif. Il recourt à Nietzsche pour en fixer les traits, pour démontrer que Jésus fut, à tous égards, l'*aryen-type*. Il analyse soigneusement, suivant sa méthode, les traits physiques et moraux de cette race *aryenne* à laquelle le Christ aurait appartenu et qu'il met en vedette pour la plus grande gloire des Allemands ou, si l'on veut, des Germains. Il s'agissait de prouver que Jésus n'a pas eu dans ses veines du sang « *sémitique* ».

C'est ainsi qu'après la lecture de l'ouvrage principal de Chamberlain, d'innombrables personnes ont pu croire que le Christ était d'origine *aryenne* ou *teutone*. D'où le développement prodigieux que va prendre la doctrine en Allemagne, où elle répondait à un panthéisme et à une sorte de paganisme, depuis de longues années latents. Et, d'Allemagne, ne pouvait-elle pas se répandre au dehors?

Ainsi s'explique l'épanouissement de la doctrine raciste. C'est sur une sorte de terrain pseudo-chrétien et artificiellement établi que Chamberlain convie les Allemands, ainsi que tous les peuples prétendus supérieurs, à se « bien racer ». Il examinera tout d'abord le peuple juif, puis la race des Teutons, pour démontrer finalement que le salut de l'Humanité dépend du triomphe des Germains dans le monde. Une sorte de germanisme frelaté, inventé de toutes pièces, va se substituer, en Allemagne même et sans doute en d'autres régions plus ou moins voisines, aux formes diverses du Christianisme catholigue ou protestant.

Vaut-il la peine de résumer les thèses de Chamberlain? Il étudie l'histoire des Israélites, puis celle des Juifs proprement dits, et cela pour amener le public à penser que les Juifs sont la race qui manque le plus de véritable religion. Au contraire, les Teutons ou Germains se distingueront par des critères que Chamberlain emprunte, d'ailleurs, à Paul de Lagarde et qui se résument dans la formule aussi fallacieuse que fa-

meuse : *Das Deutschtum liegt nicht im Geblüte, sondern im Gemüte* (1). Et toute cette histoire aboutira à ce résultat qu'il convient de répudier totalement saint Paul et de séparer le Nouveau Testament de l'Ancien. Et Chamberlain n'aura plus qu'à montrer pourquoi les Germains victorieux apporteront un humanisme nouveau, une religion nouvelle, un art et une culture épurés. On peut deviner ce que donneront, comme conséquences, les relations personnelles qui se sont, autour de Bayreuth, établies entre Chamberlain et les Chefs hitlériens.

B. — *L'offensive contre les Églises.*

« Rien ne me retiendra, a dit un jour Hitler, d'extirper d'Allemagne le Christianisme jusqu'à ses dernières fibres et racines. » Et, dans *Hitler m'a dit*, Hermann Rauschning cite le mot que voici : « A la doctrine chrétienne touchant la valeur infinie de l'âme humaine individuelle et de la responsabilité personnelle j'oppose froidement, et en toute clarté d'esprit, une autre doctrine de salut, celle qui affirme le néant et l'insignifiance de l'individu, de son existence future en face de l'immortalité visible dont jouit la nation. »

Il est difficile, sinon impossible, de dissocier la persécution juive dans le *Troisième Reich* de la persécution chrétienne. Cela, pour la bonne raison que tous ceux qui, parmi les chrétiens, ont suivi Hitler et sa doctrine sont devenus par là même de redoutables antisémites. La persécution contre les Églises existantes risquait, si elle l'avait emporté, de découvrir totalement les Juifs allemands, de les priver de tout appui et de toute protection. Dans le Reich que rêvaient les Hitlériens, où l'État et l'Église, confondus dans la même unicité nationale, eussent ramené tous les Allemands à la même attitude politico-religieuse, les Juifs radicalement condamnés ne pouvaient s'attendre à aucune protection.

Ce qui est certain, c'est que, sur un arrière-plan d'ordre territorial et confessionnel, s'est développée l'idée, le mythe, d'une religion nationale allemande. Ce que nous venons de dire de H. S. Chamberlain et de sa doctrine prouve bien que ce mythe se trouve indissolublement lié à l'antisémitisme et à ses conséquences les plus effroyables. Quand il s'agit de l'Allemagne, il faut toujours savoir par avance ce qu'elle « pense » avant de passer à l'exécution. La religion nationale et la destruction des Juifs ont été « pensées » avant toute tentative de réalisation.

Le nazisme a galvanisé la petite bourgeoisie d'Allemagne, affolée par la détresse collective que l'on sait, en vulgarisant à son intention le pangermanisme religieux et racial, en le corsant fortement de propagande antisémite, antijudaïque et anticommuniste. Ce qu'il inculque aux masses, c'est une mystique qui rompt avec toutes les attaches connues, avec tous les obstacles du passé historique, une mystique qui se veut exclusivement prophétique et nationale. Le programme originel du

(1) La Germanicité n'est pas dans le sang, mais dans l'âme des Germains.

Parti, publié en 1920, assurait aux confessions chrétiennes liberté et respect « si elles ne menaçaient ni la morale de la Race germanique, ni l'existence de l'État ». On voulait combattre le « matérialisme » juif et subordonner toute la vie religieuse à l'intérêt de l'État. Hitler, dans *Mein Kampf*, demandera un peu plus tard aux confessions d'accepter l'antisémitisme, de répudier l'*Ancien Testament* et toute tradition d'origine israélite, de tourner tous leurs regards vers le mouvement national, pour la bonne raison qu'il ne pourra se passer de leurs services.

L'attaque décisive, c'est Rosenberg qui la prononce, dans son *Mythe du XX^e siècle*. C'est, tout d'abord, la critique en règle du catholicisme romain, tenu pour responsable des malheurs allemands. C'est ensuite la conviction que l'on peut faire du luthéranisme, malgré les erreurs de Luther, une religion positive, toute d'héroïsme combattif et d'agressivité nordique.

Les catholiques allemands ont résisté les premiers à cette offensive, les Nazis ne disposant pas encore du pouvoir effectif. Quant aux luthériens, ils se fractionnent en deux parts. Sous la férule du pasteur Hossenfelder, acquis à la cause du nazisme, les *Chrétiens allemands* (*Deutsche Christen*) se révoltent contre l'Église évangélique traditionnelle et admettent le programme que voici : 1° constitution d'une Église du Reich ; 2° définition du Christianisme positif à l'allemande ; 3° lutte contre le marxisme ; 4° création de la vraie Race, du vrai Germanisme, fondé sur la foi dans le Christ *aryen* ; 5° liquidation totale du Judaïsme, danger redoutable pour l'Allemagne et pour tous les peuples, avec interdiction de tout mariage entre Chrétiens et Juifs, avec destruction systématique du cosmopolitisme chrétien, du pacifisme et de la Franc-Maçonnerie ; 6° affirmation que le peuple allemand a une mission providentielle, et voulue de Dieu, à accomplir sur la terre.

Divers autres partis ou nuances se fondent, qui tentent de concilier christianisme et racisme. Mais une minorité de gens se portera toutefois aux extrêmes, rejetant carrément le christianisme, pour revenir à la pure religion primitive des Germains et au culte de Wotan.

L'hitlérisme au pouvoir amalgamera toutes ces doctrines, qui visent à la même fin et aboutissent toutes à l'antisémitisme le plus agressif et le plus cruel. Les attaques hitlériennes contre le catholicisme vont redoubler après l'accession de Hitler au pouvoir. Le catholicisme trouve cette fois devant lui, non pas un parti parmi les autres partis, mais le Parti unique, omnipotent, et ses chefs, maîtres de l'heure. Les *Nazis* détruisent le *Centre*, chassent tous les catholiques des postes administratifs par eux occupés et concluent un Concordat avec la Papauté en vue de négociations possibles. Ils violent d'ailleurs toutes leurs promesses, s'attaquent au clergé et aux ordres. Scandales financiers et scandales de mœurs feront au besoin leur affaire.

Plus sévère, plus difficile, sera la lutte de l'*Église évangélique luthérienne*, répartie en vingt-huit Églises régionales sur l'ensemble du terri-

toire national, en raison de la défection des *Chrétiens allemands*. Ici encore, attitudes et nuances seront relativement variées. Quelques pasteurs connus proposent une rénovation que le protestantisme accomplirait spontanément, et non sous la férule des *Nazis*. En attendant, les *Nazis* vont créer ce que l'Allemagne n'a jamais eu : un ministère des Cultes à Berlin. Ils tenteront de mettre sur pied la fameuse Église du Reich.

C. — *L'antisémitisme et le régime weimarien.*

Ce qu'il importe de bien comprendre, pour achever le tableau, c'est que, par le Juif, le nazisme s'est consciemment attaqué, au nom de la nation allemande et de ses intérêts primordiaux, à l'internationalisme lui-même. C'en est fait du nationalisme aristocratique et intellectuel de jadis, tel qu'il est apparu en Allemagne au lendemain de la première guerre mondiale. D'origine populaire, le néo-nationalisme hitlérien exclut tout internationalisme juridique, tout idéal de la *Société des Nations*. On commence, à l'intérieur même de l'Allemagne, par la distinction rigoureuse entre l'Allemand authentique et celui qui ne l'est pas : le Juif. Cette distinction apparaît déjà dans les articles 4 à 8 du programme de 1920. C'est le premier germe des fameux *Articles de Nuremberg*. Hors d'Allemagne, ce sera la négation du droit international tout entier. C'est pourquoi, dès 1933, le Reich s'est empressé de rompre avec la *S. D. N.* A partir de ce moment-là, il ne cessera plus de démolir pièce à pièce le statut international de la vieille Europe. Or, il est facile de constater le rôle que l'antisémitisme joue dans ce processus de démolition. Du moment où l'on substitue à la distinction que les chrétiens font entre le royaume de Dieu et le règne de Satan l'opposition entre *Aryen* et Juif, au nom du sang et de la race, la personnification du Diable, dira Hitler, va prendre la figure corporelle du Juif. C'est le symbole de tout ce qui est mal, condamnable et méprisable. Car l'*Aryen*, c'est l'Allemand qui s'intègre dans la Communauté nationale et voit la Race sous l'angle exclusivement national. Le Juif, au contraire, c'est l'homme qui ne s'intègre que dans une communauté raciale et oppose sa race, indéfectiblement à toutes les nations au sein desquelles il accomplit, selon les hitlériens, une besogne dissolvante. Le judaïsme apparaît ici comme la source commune du catholicisme romain, du libéralisme capitaliste, du marxisme communiste, en bref de tous les ennemis de la Nation allemande.

Telle est la conception, suivie de la pratique terrible que l'on sait. Quand l'Allemand parle d' « idéalisme », ce n'est pas de la poursuite d'un idéal élevé qu'il s'agit, mais de la réalisation systématique et impitoyable de l'Idée inscrite dans le cerveau. C'est bien pourquoi il est impossible d'expliquer l'ampleur et la cruauté de la persécution juive de 1930 à 1945 sans la connaissance d'une idéologie qui fait de l'Idée en marche l'unique moteur de l'action.

Passons sur les quatre années de guerre et sur la défaite. Ce que nous venons de dire pour les quatorze années d'avant-guerre explique le

double mouvement que nous voyons se produire, dès 1918, dans l'Allemagne vaincue par une formidable coalition mondiale. D'une part, la République parlementaire, dont l'Assemblée Constituante forge, en 1919, l'instrument constitutionnel, la Constitution dite « *de Weimar* », promulguée le 11 août 1919. Elle restaure assez habilement l'Empire bismarckien, mais lui donne les apparences démocratiques qui conviennent en la circonstance. Le peuple étant souverain dans sa totalité, le fait nouveau sera que les catholiques et les socialistes allemands vont s'occuper des affaires publiques, à l'écart desquelles ils avaient été tenus.

En temps de défaite et de détresse, l'antisémitisme va, suivant le rythme que nous avons déjà observé, reparaître. Et sa réapparition va mettre en lumière le phénomène singulier qui donne aux années weimariennes leur couleur et leur signification originales. L'évolution de l'hitlérisme commence dès 1919 et avec Hitler lui-même. Dès lors, le courant weimarien et le courant hitlérien vont demeurer parallèles. Il y a donc concomitance entre les deux évolutions. Elles réagissent ainsi l'une sur l'autre. Le nazisme gagnera exactement ce que perdra la démocratie parlementaire.

Pour bien comprendre le phénomène, il suffit de ramasser en un tableau de lignes simples les éléments et les faits sociaux que nous avons décelés dans la période bismarckienne, puis sous Guillaume II. Comment se présente, de 1920 à 1930 environ, l'Allemagne sociale?

En haut, les dirigeants : la grande industrie de l'Ouest, les hobereaux de l'Est, le grand commerce et la grande bureaucratie. Au total, familles comprises et d'après les meilleurs statisticiens, 500.000 personnes, environ le 1/130e de la nation.

Au-dessous d'elle, le peuple allemand. En gros, 30 millions de personnes pour la classe moyenne et 30 millions pour la masse prolétarienne. Mais ici s'accomplissent des déplacements singuliers. La classe moyenne, qui comprend : 1° des propriétaires : petite industrie, petit commerce, paysannerie, artisanat, etc., et 2° des salariés : employés, fonctionnaires, professions libérales, etc., a subi l'épreuve de la guerre et de ses privations, l'épreuve de la défaite et surtout l'épreuve terrible de l'inflation monstrueuse des années 1920-1924. Elle est ruinée. Nous connaissons sa psychologie. Le ressentiment, elle ne l'a jamais eu si fort, si accentué. Elle est atteinte dans son orgueil. La jeunesse qui en fait partie se désespère, elle aussi. Dire que cette masse moyenne est mûre pour l'antisémitisme, étant donné son passé et son présent, est un truisme.

Et le prolétariat? Composé à 50 % d'ouvriers, de journaliers et travailleurs agricoles et de divers autres éléments, il est menacé par le chômage, de 1930 à 1933, de 6 millions de travailleurs. N'est-il pas mûr pour la prophétie et les promesses de Hitler, qui annonce le travail et le pain?

S'étonnera-t-on de voir reparaître en Allemagne, vers 1918-1919, l'antisémitisme sous ses formes les plus virulentes. La défaite et l'armistice demandé d'urgence par le Grand État-Major, puis la menace de

révolution sociale que veulent déclencher les Spartakistes, belles occasions de recourir au bouc émissaire traditionnel, au Juif ! On logera les Juifs parmi les traîtres qui, prétend-on, auraient « poignardé dans le dos » les troupes du front. On le situe encore parmi les agitateurs communistes. Il se réveille partout, dans le Nord et dans le Sud. Deux hommes le propagent : Ludendorff dans le Nord, avec le « *Herrenklub* », qui organise dès lors les corps francs, noyau du futur parti *national-socialiste*, et Hitler dans le Sud bavarois. C'est à ce moment que paraissent les fameux « *Protocoles des Sages de Sion* », que l'on connaissait d'ailleurs en Allemagne depuis 1917. Leur thèse n'est aujourd'hui ignorée de personne. Ils affirmaient qu'au Congrès sioniste de l'Alliance israéliste universelle à Bâle, les Juifs avaient décidé de provoquer la guerre afin d'établir leur domination sur le monde. Ceci pour la propagande à l'extérieur. Quant à la propagande destinée à l'intérieur, la revue *Auf Vorposten* y pourvoyait, en même temps qu'un volume sur les origines de la guerre, qui en faisait remonter la responsabilité à l'Internationale juive et à la Franc-Maçonnerie.

Les trois publications, qui s'articulaient rigoureusement les unes sur les autres, exprimaient les aspirations essentielles du racisme antijudaïque et pangermaniste. Elles étaient complétées par la revue de Ludendorff : *Judentum und Freimaurerei*, dirigée par le Major Henning, ancien officier de l'État-Major.

D. — *L'antisémitisme hitlérien.*

Sous le *Troisième Reich*, l'antisémitisme se fait doctrine opposée à toutes les Internationales, quelles qu'elles soient. Le terme de national-socialisme prend un sens tout à fait précis. Il s'agit d'un socialisme particulier, d'un socialisme à l'allemande de nature à satisfaire deux sortes d'exigences : 1° celles de la Révolution allemande ; 2° celles de cette démocratie allemande qui, ainsi que le définissait jadis l'historien Karl Lamprecht, doit « intégrer les énergies et les activités du peuple allemand au travail dans la totalité nationale ». Pourquoi le mot « Révolution »? Parce que, ainsi réorganisé, ainsi tendu vers un but précis, le peuple allemand sera comparable à l'athlète grec, prêt à soutenir le combat.

Notons, tout d'abord, que l'idée d'une réfection, d'une régénération allemande, n'était nullement le propre de Hitler et des Nazis. Une élite s'était formée, dans laquelle figuraient W. Rathenau, Th. Mann, le comte Keyserling et tant d'autres hommes politiques ou publicistes qui, dans la presse allemande d'alors, faisaient connaître leurs points de vue. Il faut leur joindre Oswald Spengler et Moeller van den Bruck, plus étroitement nationalistes que les trois premiers écrivains par moi cités. Ce néo-nationalisme, qui souhaitait la formation en Allemagne d'une véritable élite dirigeante, organisée par une sélection rigoureuse, qui relevait surtout de Nietzsche, n'était pas antisémite et comprenait dans ses rangs des Juifs allemands notoires.

Les véritables « doctrinaires » du *National-Socialisme* et de son antisémitisme, ce sont les chefs hitlériens eux-mêmes et les innombrables tenants du néo-racisme, justement ces bourgeois semi-cultivés de la classe moyenne qui répandent, dans toute l'Allemagne d'alors, leurs brochures insipides autant que venimeuses.

Ce nouvel antisémitisme hitlérien culmine dans l'opposition typique, purement abstraite d'ailleurs, entre *Reich* (hitlérien) et *Gegenreich* (israélite). Au fond, ce racisme de récente invention applique au Reich l'idée corporelle que les chrétiens appliquent à l'Église quand ils évoquent le corps du Christ, idée que les vieilles monarchies européennes ont d'ailleurs utilisée pour leurs conceptions dynastiques. Le symbolisme biologique et corporel se trouve ici lié à la conception pseudo-philosophique et à la pratique politique des *Nazis*. C'est à titre de « *Weltanschauung* » que Hitler et Rosenberg en proclament la légitimité.

Foncièrement hostile à tout égalitarisme, adoptant une sorte d'aristocratisme élémentaire et brutal qui fait du peuple une masse indistincte soumise à des chefs qui en connaissent les aspirations inconscientes, l'Idée raciale prétend vivre dans les cerveaux comme Image et dans la réalité comme État rigoureusement organisé. L'homme nordique, c'est un type d'homme rêvé, idéal au sens le plus dangereux du terme, doué de vertus supposées, incroyablement puériles et pauvres de contenu psychologique : courage, héroïsme, fidélité, mœurs simples, dévouement total à la communauté.

L'essentiel, c'est la dualité *Aryen-Juif* et la transposition au Christ de la notion *Aryen*. Les chrétiens disaient jadis : royaume de Dieu et règne de Satan. « Personne, déclare Hitler dans *Mein Kampf*, ne s'étonnera de voir, dans notre peuple, la personnification du Diable, symbole de tout ce qui est mal, prendre la figure corporelle du Juif. » L'*Aryen*, c'est l'Allemand qui s'intègre dans la communauté nationale et voit la race uniquement sous cet angle. Le *Juif*, c'est l'homme qui s'intègre dans la communauté raciale et l'oppose à toutes les nations au sein desquelles il accomplit sa dissolvante besogne.

Le réquisitoire-type des *Nazis* contre les Juifs est toujours le même. La monotonie des arguments ne le cède en rien à leur fausseté. Le Juif cumule toutes les tares physiques, intellectuelles et morales. Il est l'inspirateur de l'égalitarisme. Il aime les internationales homogènes : haute finance, prolétariat, monde de la culture. On le découvre dans le monde et la doctrine de Manchester, dans la ploutocratie franco-anglaise, dans la Franc-Maçonnerie et le parlementarisme d'Occident, dans l'industrialisation dont l'Allemagne est victime. « Le Juif, s'écrit Hitler, a toujours su unir princes, aristocrates et bourgeois sur le plan international. » C'est lui qui a crié le premier : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

Il entretient, dira-t-on encore, l'intellectualisme dissolvant. On voit ici revenir la démonstration coutumière des idéologues d'outre-Rhin. Rosenberg insiste sur ce point avec plus de précision que Hitler. Il accuse

justement le judaïsme de séparer l'âme, la pensée et les actes humains de ce fond naturel et instinctif constitué par la race, par le sang, par tout ce qui nous rattache à un sol déterminé. C'est pourquoi il est le déraciné par excellence. Rosenberg répète, après tant d'autres, que, si le Christ fut un *Aryen* authentique, saint Paul a compromis sa doctrine en y introduisant des éléments délétères.

Dans *Mein Kampf*, le chapitre XI, intitulé *Peuple et Race*, contient l'essentiel de la doctrine antisémite des Nazis. Tout d'abord, et comme dans l'ouvrage d'Alfred Rosenberg, *Le mythe du XX^e siècle*, l'éloge dithyrambique de ces *Aryens* qui seraient, à en croire les chefs hitlériens, les ancêtres authentiques des Germains, race supérieure et qu'il faut à tout prix préserver à l'égard de tout danger de mésalliance et de mélange racial. Cette race supérieure vient du Nord et l'apologie qu'en font les chefs hitlériens est visiblement destinée à la propagande en faveur de la « nordisation » du peuple allemand. Hitler et Rosenberg s'évertuent à prouver que de cette race aryenne ont procédé, au cours de l'histoire, toutes les civilisations supérieures. Ce qui la signale psychologiquement, c'est une capacité illimitée de sacrifice au nom de la communauté, en l'espèce du *Troisième Reich* allemand.

C'est à cette race qu'on oppose la *contre-race*, la race juive. Dans son chapitre et en de nombreux passages de *Mein Kampf*, Hitler en fait le procès. Après l'avoir accusée de tous les crimes et de tous les vices, Hitler l'accuse d'avoir renoncé à tout nomadisme pour s'installer dans les grandes nations, pour les corrompre sciemment, pour y établir les bases de leur richesse financière, pour y enseigner à la fois les méthodes du grand capitalisme occidental et celles du socialisme marxiste ou communiste. On voit ici à qui s'adressent les chefs hitlériens : à cette classe moyenne qui, de Bismarck jusqu'à Weimar, s'est trouvée coincée entre capitalisme et communisme, entre Amérique et Russie. C'est elle qu'il s'agissait de fanatiser. Et c'est à elle qu'on a tenté de cacher les horreurs des camps de concentration et la tuerie collective que l'on sait. Rien de plus terrible, de plus implacable, sans son affreux simplisme, que cette doctrine qui a scindé l'Allemagne en deux parts : celle des Germains authentiques et celle de la minorité juive, préparant ainsi, dans sa folie, la coupure actuelle. Car on sait bien que, derrière la propagande antijuive, se profilait l'action antirusse qui devait conduire aux dévastations systématiques de 1941.

Conclusion

Peut-être les indications historiques, nécessairement sommaires et incomplètes, que contient cet exposé, nous permettront-elles de reconstituer l'évolution totale de l'antisémitisme allemand dans le cadre de l'Empire bismarckien et à travers les étapes que sont les années bismarc-

kiennes proprement dites, l'époque de Guillaume II, celle de Weimar et celle du Troisième Reich?

Cette évolution commence presque au lendemain de l'émancipation de 1869. Le terrain d'application sera toujours, pour l'antisémitisme, la classe moyenne, le « *Mittelstand* » pris entre le monde des dirigeants et celui du prolétariat. La première question envisagée sera celle de la comparaison à établir entre Allemands et Juifs, dans l'hypothèse où les Juifs se montreraient supérieurs aux Allemands. Et l'on sait que cette supériorité s'est affirmée en certains domaines, et de telle sorte qu'on peut se demander si l'Allemagne n'expiera pas durement l'élimination brutale de sa minorité juive.

C'est à la lumière singulièrement crue du *Krach* de 1873, l'importance du « *Mittelstand* » qui s'impose ensuite au regard. Il s'attaque au judaïsme en tant que classe menacée par des dangers d'ordre social que l'unification du Reich rend de plus en plus menaçants.

Puis, à propos de la politique économique et du « *Kulturkampf* », ce sont les confessions chrétiennes qui entrent en lice avec leur presse. L'action du pasteur Stöcker engage celle du gouvernement impérial. La Monarchie et le Christianisme officiel joignent leurs efforts contre le socialisme en plein essor en utilisant l'antisémitisme. Si, à la même époque, le judaïsme intéresse Nietzsche, c'est qu'il estime que, malgré ses tares historiques, le judaïsme est indispensable à l'Allemagne.

Dans cette première période, il y a donc le pour et le contre. On hésite et on discute. Le problème se complique, sous Guillaume II, quand une bourgeoisie moyenne pseudo-cultivée s'empare du problème et, anticipant sur le *Troisième Reich*, crée l'antisémitisme racial au nom de ses propres ressentiments. On se trouve ici psychologiquement très près de la mentalité hitlérienne.

Mais, au XX^e^ siècle et avant la première guerre mondiale, la prospérité matérielle, les succès du Reich, certaine euphorie assez naturelle, ont tendance à tempérer, à atténuer l'antisémitisme, alors que les Naumann et les von Gerlach s'efforcent de résoudre le problème socialiste sur le plan national. Si bien qu'au moment où éclate la guerre de 1914, l'antisémitisme est en baisse et se réfugie dans la pseudo-science des racistes, de Woltmann à H. S. Chamberlain. Le fascisme antijuif est dans l'air. Il est prêt à agir. Mais il n'agit pas encore. Car la *social-démocratie* se fait elle-même nationale et tient toujours à l'écart l'antisémitisme.

Tout change avec la guerre, surtout avec l'effondrement de 1918. Le fait que l'antisémitisme hitlérien se constitue dès 1919 et dans les années suivantes, créant un courant parallèle à celui de la nouvelle démocratie, montre à quel point les masses moyennes ont été empoisonnées sous Bismarck et Guillaume II. Cette fois, ce sera l'épanouissement d'une doctrine et d'une pratique qui aboutiront aux horreurs étudiées plus loin.

E. VERMEIL.

LA CONDITION DES JUIFS EN FRANCE

(JUILLET 1940-AOÛT 1944) (1)

I. — Le déclenchement de la politique antijuive (juillet 1940-février 1941)

En septembre 1940, traitant de la France destinée à l'*Ordre Nouveau* social et économique, Pétain a écrit : « Quand il lui arrivera d'examiner les principes qui ont assuré la victoire de ses adversaires, elle aura la surprise d'y reconnaître un peu partout son propre bien, sa plus pure et sa plus authentique tradition... Et nous verrions ainsi comment... nous pourrions articuler notre pensée et notre action à celles qui présideront demain à l'organisation du monde (2). » Le problème juif n'y est pas évoqué expressément. Mais l'univers retentissait déjà de la signification que lui donnait le maître de la guerre nazie. Le Gouvernement du pays vaincu ne pouvait pas prétendre s'en désintéresser tout en proclamant sa parenté idéologique avec le vainqueur. Il advint donc qu'en France, la condition des Juifs à l'époque hitlérienne ne fut pas seulement un des exemples de la monstruosité du *III*e *Reich* (3). Pour la faire apparaître dans sa véritable nature, il faut l'exposer en fonction de la politique menée à Vichy.

(1) Toutes les données contenues dans cet article sont puisées dans les archives du *Centre de Documentation juive contemporaine*, qui comprennent, en photocopies, de riches collections de documents provenant entre autres des sources suivantes : *Commissariat général aux Questions juives*, *Administration militaire du Commandant militaire en France*, *Section des Affaires juives* de la *Police de Sûreté* et du *Service de Sécurité*, *Ambassade d'Allemagne*, *Délégation française à la Commission de l'Armistice*.

Le nombre des rapports, des lettres, des notes qui sont à la base de l'article est beaucoup trop grand pour permettre d'indiquer exactement, en note, la nature de chaque document. Les références données concernent les passages les plus importants.

(2) Maréchal Pétain, *Appel aux Français*, 1940, Librairie Plon, 1941, p. 57-59 (« De la politique. » Extrait de la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1940).

(3) L'autorité du Reich était représentée en France occupée par le Commandant militaire (*MBF*). Le Commandant militaire de Belgique exerçait son autorité sur les deux départements du nord de la France. Vichy n'avait pas à traiter avec lui. Le *MBF* s'entendait avec son collègue pour mettre en accord les mesures antijuives que chacun d'eux édictait. Dans l'Administration Militaire (*Adm. Mil.*) du *MBF* fonctionnait le département économique comportant une section des affaires juives.

Les diplomates de la *Wehrmacht* se sont imposés une discipline assez stricte dans l'inauguration de la politique antijuive en France. L'*Adm. Mil.* reconnaissait qu'au début il lui fallait éviter les mesures prises en vertu de principes raciaux ou confessionnels, mesures qui seraient contraires à la Convention de La Haye qu'elle s'efforçait de ne pas heurter de front (1). Dans les directives de travail fixées par l'*Adm. Mil.* figurait le principe suivant : « Pour la seule raison qu'un habitant du pays est juif, des mesures spéciales contre lui ne doivent pas être prises provisoirement (2). » Toute mesure devait être justifiée soit pour administrer le territoire occupé, soit pour assurer la sécurité des forces d'occupation. Dans ces limites, l'article 3 de l'Armistice obligeait les pouvoirs français à prêter tout leur concours à l'exécution des mesures édictées. C'est en tenant compte de ces consignes diplomatiques que l'occupant devait réaliser les buts nazis.

La première mesure qui frappa lourdement les Juifs fut leur expulsion presque totale des départements annexés d'Alsace-Lorraine. Dès juillet 1940, les Juifs qui n'avaient pas fui devant les armées nazies furent brutalement arrachés à leurs foyers et expédiés en France non occupée (3). Ainsi toute la population juive de France devait être rassemblée dans le champ de la souveraineté française.

a) *La première ordonnance antijuive allemande et la loi sur le Statut des Juifs.*

L'acte fondamental de la politique antijuive des nazis en France consistait dans la liquidation de l'enracinement matériel des Juifs. Or, les directives indiquaient que « provisoirement les biens des Juifs en zone occupée ne doivent pas être traités autrement que ceux des Aryens ». En août 1940, Abetz demande à l'*Adm. Mil.* d'étudier la question de la dépossession des Juifs. Le problème est ardu. La dépossession par une décision de l'occupant serait injustifiable. Mais l'*Adm. Mil.* reconnaît que l'*aryanisation* est un impératif catégorique. La solution est vite trouvée. En envahissant les pays de l'Ouest, la *Wehrmacht* a disposé (ordonnance du 20 mai 1940) que les entreprises importantes pour l'approvisionnement de la population et dont les dirigeants ont fui ou sont empêchés pour une raison de force majeure d'exercer leurs fonctions peuvent être main-

Les volontés d'Hitler étaient transmises au *MBF* généralement par l'Ambassade d'Allemagne dont le rôle équivoque dans un pays en état de guerre avec le sien était celui de guide auprès du *MBF* et d'interlocutrice influente et autoritaire à Vichy. Dans la suite de l'article, le Commandement Militaire et l'Administration Militaire seront respectivement désignés par les abréviations *MBF* et *Adm. Mil.*

(1) Note du 26 août 1940 du Chef de l'*Adm. Mil.* (département : Administration). Objet : « *Traitement des Juifs dans la zone occupée* » (archives de l'*Adm. Mil.*).

(2) Note de l'*Adm. Mil.* (département : Administration, section juridique) du 8 septembre 1940 (archives de l'*Adm. Mil.*).

(3) L'Administration civile d'Alsace signale, le 22 avril 1941, que 17,893 Juifs ont quitté ce territoire et qu'en plus de cela 3.255 en ont été expulsés. Des chiffres officiels nous manquent pour la Lorraine.

tenues en activité par le *MBF*, qui les met sous administration provisoire. Jouant de cette ordonnance, l'*Adm. Mil.* rédige deux longs mémoires sur le problème de la spoliation possible des Juifs. Fin août, Abetz présente au *MBF*, au nom du Führer, les mesures suivantes à prendre dont l'*Adm. Mil.* avait déjà justifié l'application : interdiction aux Juifs de rentrer en zone occupée, recensement des Juifs, affichage aux magasins juifs d'une pancarte portant l'inscription « *entreprise juive* », nomination de gérants à *tous* immeubles et entreprises dont les propriétaires juifs se seraient enfuis. Ces mesures pouvaient se prévaloir de la sécurité de l'occupant et de l'ordonnance de mai 1940. L'interdiction aux Juifs de regagner leurs foyers en zone occupée était de toute évidence un moyen efficace pour garantir la large application de cette ordonnance. N'est-ce pas le sens d'une mesure qui, à première vue, pouvait paraître en quelque sorte favorable aux Juifs en les éloignant des griffes nazies (cet argument a été produit par la défense en faveur d'Abetz au procès de ce dernier)?

L'*Adm. Mil.* travaillait en contact avec le *Délégué général du Gouvernement de Vichy*. Informé de la mesure en préparation, le Gouvernement a immédiatement manifesté l'intention de protester contre un régime d'exception édicté par les autorités d'occupation et portant atteinte à l'unité administrative de la France. Mais le *MBF* a arrêté sa ligne de conduite. Il promulgue la première ordonnance antijuive plus restreinte que le projet élaboré.

Le Gouvernement de Vichy avait déjà donné de son côté certaines preuves de sa politique de discrimination : révision des naturalisations, interdiction de la fonction publique et du barreau aux personnes descendant de parents étrangers et surtout abrogation de la loi d'avant guerre réprimant les excès antisémites dans la presse. Cette dernière mesure avait été accueillie par l'*Adm. Mil.* avec une faveur particulière (1). En août, l'occupant est au courant des travaux préparant à Vichy une loi complète sur les Juifs. Mais, en même temps, le Gouvernement de Vichy lui a fait savoir qu'il ne pouvait pas prendre en main l'élimination des Juifs telle que la désirait l'occupant, « estimant que les conditions politiques ne lui permettaient pas encore de prendre lui-même ces mesures (2) ». Il importait donc de donner le ton aux législateurs vichyssois pour que les mesures prises par eux se rapprochent de l'esprit nazi. L'*Adm. Mil.* dit, dans une note du 13 octobre 1940 (3), à propos de la première ordonnance allemande : « C'est consciemment qu'on a jugé nécessaire de la faire paraître avant la loi française afin d'obtenir que le règlement de la question juive émane des autorités allemandes (4). »

(1) Note : « *Mesures contre les Juifs en zone occupée* » (archives de l'*Adm. Mil.*).
(2) *Lettre du Chef administratif de l'Adm. Mil.*, du 25 novembre 1941, à X. Vallat (archives de l'*Adm. Mil.*).
(3) Note de l'*Adm. Mil.*, région de Paris (département : Administration, section politique), du 13 octobre 1940 (archives de l'*Adm. Mil.*).
(4) Qu'on ne s'y trompe pas ! Le déroulement des événements montrera l'impor-

La teneur de la première ordonnance, du 27 septembre 1940, est dosée avec prudence : elle donne une définition du Juif, prescrit le recensement des Juifs et la désignation de leurs entreprises commerciales par une pancarte, mais s'abstient encore d'introduire le recensement économique et la mise sous administration provisoire.

Le 3 octobre, le Gouvernement de Vichy édicte son *Statut des Juifs*. Dès les premières lignes — définition du Juif — apparaît le soin du ministère de la Justice de prouver son orthodoxie raciste, comme pour rivaliser de prévenance avec le *MBF*. En définissant le Juif, l'occupant n'emploie pas le mot « race » et n'avance que le critère d'appartenance confessionnelle. Par contre, Alibert, promoteur du Statut et ministre de la Justice, proclame le principe racial et ajoute une clause omise par l'occupant selon laquelle un demi-Juif est juif si son conjoint lui-même est de race juive. La définition d'Alibert était impraticable, car, à l'encontre de la législation raciste du III[e] Reich, elle ne pouvait se référer à aucune notion établie de race (dans la définition, il s'agissait de la race des grands-parents). On peut y voir plutôt une simple déclaration de bonne volonté raciste de l'État français. Le Statut chassait les Juifs des fonctions publiques de grade élevé et ne les admettait que dans des limites très étroites (principalement anciens combattants et victimes de la guerre) dans les emplois subalternes. Il prévoyait un *numerus clausus* pour les professions libérales et interdisait aux Juifs sans condition tout emploi responsable touchant la presse, le théâtre, le cinéma, la radiodiffusion. Étaient prévues des dérogations pour services exceptionnels dans le domaine culturel. Le nombre de bénéficiaires en fut d'ailleurs infime. L' « épuration » de la fonction publique a été radicale. Il y avait, en mars 1942, 3.346 fonctionnaires juifs licenciés (1).

b) *Le début de la spoliation des Juifs en zone occupée.*

Le Statut des Juifs a posé le principe de la discrimination raciale dans l'*État français*. Les initiatives racistes de l'occupant trouveront dorénavant un terrain consacré par le Gouvernement de Vichy, même lorsqu'elles devanceront les mesures vichyssoises. L'occupant instaure l'aryanisation économique (ordonnance du 18 octobre 1940) : recensement des entreprises économiques juives confié aux sous-préfets et à la Préfecture de Police pour leur mise éventuelle sous administration provisoire par décision du *MBF*. La mise sous administration provisoire n'avait plus rien à voir avec l'ordonnance de mai 1940, bien qu'elle s'y référât. L'ordonnance a été complétée par des Instructions qui précisèrent le but de l'action : supprimer définitivement l'influence juive dans l'économie française

tance déterminante que les Allemands attachaient à la consécration de l'action antijuive par l'État français et leur désarroi lorsque le gouvernement de Vichy se dérobait.

(1) Rapport du *Commissaire général aux Questions juives* adressé en mars 1942 au *MBF* (archives du *C. G. Q. J.*).

soit par vente (à l'amiable ou forcée), soit par liquidation si l'entreprise était en surnombre dans l'économie.

Notons que, dans les deux départements du Nord, les mesures suivirent au début le rythme plus lent de l'action antijuive en Belgique.

Le Gouvernement est préoccupé par la menace d'une ingérence allemande dans l'ordre économique français. Il avait déjà pris le soin de s'associer à l'ordonnance de mai 1940 en promulguant la loi du 10 septembre 1940, qui en était la réplique. Il la complète par une loi de février 1941 qui confère aux administrateurs provisoires le droit de procéder à l'aliénation des biens administrés. A la suite de cette loi, l'occupant reconnut au *ministère de la Production industrielle* le droit de confirmer les nominations d'administrateur provisoire par la publication dans le *Journal officiel*, droit purement illusoire et sans contrôle réel, puisque le *MBF* décidait ; il était, par contre, important, pour inspirer confiance au public, en légitimant les opérations sur les biens juifs (1).

Les Préfectures et la Préfecture de Police commencèrent l'action avec entrain. Le *Délégué général du Gouvernement* en zone occupée incite les préfets à faire preuve de zèle pour conserver la confiance des Allemands et permettre aux pouvoirs français de préserver les intérêts du pays (2). L'*Adm. Mil.* est pressée. Elle donne (avis du 12 décembre) délégation aux Préfets et au Préfet de Police de nommer les administrateurs provisoires aux magasins ouverts sur rue. Les autorités militaires locales ferment les entreprises, dilapident les stocks. L'*Adm. Mil.* fait appel aux organisations professionnelles pour surveiller les liquidations et éviter qu'elles n'alimentent le marché noir. Cela ne l'empêche pas, d'autre part, d'assurer elle-même l'expédition de stocks juifs en Allemagne.

La mise sous administration provisoire des entreprises recensées a été bâclée en huit jours (4.500 entreprises) (3). En décembre est organisé auprès du *ministère de la Production industrielle* un *Office de Contrôle des Administrateurs provisoires* (*O. C. A. P.*). Il proposera les candidats à l'administration provisoire et contrôlera la gestion des entreprises. A l'*O. C. A. P.* est attaché un représentant du *MBF* dont les directives orientent son travail. L'*Adm. Mil.* se plaignait souvent des imperfections de cet organisme français, mais reconnaissait qu'il lui fournissait

(1) a) Note verbale (non datée) du *C. G. Q. J.* au *MBF* à l'attention du Dr Blanke, *haut fonctionnaire spécialisé dans les affaires juives au département économique* (archives de l'*Adm. Mil.*).

b) « *Rapport sur la situation pour décembre 1940-janvier 1941.* » *Kommandostab*, section 1 a (archives de l'*Adm. Mil.*).

(2) *Instructions du Délégué général du Gouvernement en zone occupée* (de La Laurencie) *pour l'application des ordonnances allemandes* (circulaires du 27 octobre, du 5 novembre et du 15 décembre 1940) (archives du *C. G. Q. J.*).

(3) *Compte rendu de la conférence faite par le directeur du S. C. A. P.* (Fournier) *aux délégués des Comités d'Organisation professionnelle*, 7 avril 1941 (archives du *C. G. Q. J.*).

une aide indispensable. Elle a souligné à maintes reprises qu'elle aurait été incapable d'assurer seule l'*aryanisation* (1).

Les masses juives sont brutalement arrachées à leurs activités et acculées à la misère, mais il n'est pas encore porté atteinte à leur sécurité personnelle. Seul le recensement de la population juive permet d'entrevoir un avenir angoissant. Le recensement est terminé fin octobre par les soins des Préfectures et de la Préfecture de Police où la *Gestapo* avait placé un service sous sa direction. La *Gestapo* — plus exactement la *Police de Sûreté* et le *Service de Sécurité* (*S. D.*) — travaillait encore en sourdine.

Pourtant, la *Section antijuive du S. D.*, dirigée par Dannecker, était déjà en action. La centrale du *S. D.* se trouvait en Belgique. Elle avait un représentant à Paris (Lischka) et aussi un chef dépendant directement de Berlin : Knochen. Knochen et Dannecker étaient subordonnés au *MBF*. Mais la mission du *S. D.* — lutte contre les intentions anti-allemandes — obligeait le *MBF* à donner suite à ses initiatives, surtout dans la question juive. Une mésentente parfois vive régnait entre les deux autorités. Il arriva même que le *MBF* exigeât (d'ailleurs vainement) l'éloignement de Knochen. Cela n'empêcha pas l'autorité militaire et le *S. D.* de poursuivre avec conviction l'œuvre commune de « purification » raciste de la France.

Mentionnons, enfin, la collaboration du *MBF* avec un service spécial d'Alfred Rosenberg, chargé par le Führer de saisir et d'amener en Allemagne des œuvres d'art, des bibliothèques et des archives appartenant aux Juifs, aux Francs-Maçons et aux adversaires politiques. Ce pillage débuta en octobre 1940 avec l'aide de la police secrète du *MBF* (2).

c) *Les Juifs en zone non occupée.*

Quelle était la situation en zone non occupée? Le *Statut des Juifs* avait privé certaines catégories de leur gagne-pain et avait brisé des carrières. Mais la mesure raciste la plus douloureuse frappa les Juifs réfugiés. Une loi du 4 octobre 1940 donna aux Préfets la faculté d'interner les Juifs étrangers. Un réseau de camps existait déjà dans cette zone, datant d'avant guerre, parfois peuplés de réfugiés espagnols. Après septembre 1939 furent internés les ressortissants ennemis, y compris les réfugiés politiques d'Allemagne. Après l'invasion de mai 1940, les masses de réfugiés allemands, tchécoslovaques, polonais fuyant par trains entiers la Belgique et la Hollande, dont une grande quantité de Juifs, furent également internés. Peu de temps après la promulgation de la loi, le Gouvernement de Vichy accepta d'interner dans les camps à peu près 7.500 Juifs allemands que le III[e] Reich avait brutalement

(1) *Rapport sur la situation pour décembre 1940-janvier 1941*, *Kommandostab*, section 1 a, et Exposé signé Blanke, du 11 novembre 1941 (archives de l'*Adm. Mil.*).

(2) J. Cassou, *Le pillage par les Allemands des œuvres d'art et des bibliothèques appartenant à des Juifs en France*, Éd. du Centre, 1947.

expulsés d'Allemagne du Sud. Des camps de Juifs furent aménagés. Une autre catégorie d'étrangers groupés dans des camps spéciaux était formée par les Travailleurs étrangers, parmi lesquels de nombreux Juifs. Ils étaient groupés en vertu de la loi du 27 septembre 1940, qui, introduisant la notion d' « étrangers en surnombre dans l'économie nationale », prescrivait la mise au travail d'étrangers démunis de ressources et non protégés par leur pays d'origine. Les autorités préfectorales se mettaient, d'autre part, en branle pour user dans des cas individuels de leur pouvoir d'interner n'importe quel Juif étranger. A la fin de novembre, on dénombre plus de 35.000 Juifs internés (1) (ce chiffre est corroboré par une déclaration de Dannecker en février 1941) (2). L'incurie administrative et la précipitation de l'action ont fait que les conditions de vie et l'état sanitaire dans les camps furent épouvantables. Les œuvres sociales faisaient l'impossible pour y remédier, ne fût-ce que dans une faible mesure.

Libres ou internés, les Juifs de la zone non occupée ressentaient à divers degrés l'esprit antisémite vichyssois. Mais, de toute façon, la zone non occupée présentait plus de sécurité que la zone occupée. Nombreux étaient ceux qui cherchaient à quitter celle-ci pour se réfugier en « zone libre ». Mais l'occupant n'était plus intéressé à l'exode. Un vaste contingent d'indigents se formait, au secours desquels devaient venir les œuvres sociales juives que Dannecker s'efforçait de surveiller. La population juive était gardée à vue par le *S. D.* pour l'étape future de la « *solution finale* ».

II. — La mise en œuvre de l'action antijuive au nom de la souveraineté de Vichy (février 1941-mai 1942)

Au début de 1941, le *S. D.* jugea que l'*État français* était mûr pour une organisation de l'action antijuive dans tous ses registres. C'était l'époque de Darlan, époque des techniciens de l'*Ordre Nouveau*. Les deux premiers objectifs à réaliser étaient pour le *S. D.* : 1° la création d'un *Office central juif*, organe administratif français qui, selon l'expression de Dannecker (3), ferait sortir l'action de l'*État français* de l'état de « bricolage décentralisé » et préparerait la « *solution finale* » permettant d'éviter que, « lors de la déportation des Juifs qui finira par arriver un jour, nous ne nous trouvions devant une tâche au-dessus de nos forces » ; 2° les internements massifs dans les camps sous emprise directe allemande.

(1) J. Weil, *Contribution à l'histoire des camps d'internement dans l'Anti-France*, Éd. du Centre, 1946, p. 52 à 53, 112 à 115.

(2) *Note sur la conférence du 28 février 1941* (l'Ambassade et le *S. D.*). Objet : *Office central juif* (archives de l'*Ambassade d'Allemagne*).

(3) Texte du projet de création d'un *Office central juif* à Paris présenté par Dannecker à l'Ambassade, 21 janvier 1941 (archives de l'*Ambassade d'Allemagne*).

a) *Le Commissariat général aux Questions juives.*

Fin janvier 1941, le *S. D.* et l'*Adm. Mil.* se concertent pour la distribution des rôles (1). Le sujet de la délibération est la création de l'*Office central juif.* On arrive à la conclusion que l'action du côté français ne sera efficace que si elle est faite au nom de la France (« afin d'éviter la réaction du peuple français contre tout ce qui vient des Allemands ») ; le Gouvernement de Vichy fera preuve de plus d'initiative si on lui laisse entrevoir l'abrogation future des ordonnances allemandes et leur remplacement par des lois françaises correspondantes ; le *S. D.* fera des suggestions aux Français ; les projets de lois et de décrets qui en résulteront tomberont automatiquement sous le contrôle du *MBF*, qui les examinera en accord avec le *S. D.* et l'Ambassade.

Dans ces conclusions apparaît tout l'engrenage de la « souveraineté » de l'*État français.* L'intervention du *MBF* dans la législation française, valable pour tout le territoire, se justifiait par ce fait que les lois édictées à Vichy intéressaient forcément l'administration de la zone occupée ; les autorités vichystes seront tentées de s'y soumettre pour rendre possible l'exercice de leur « souveraineté » et s'assurer un certain droit de regard sur l'action de l'occupant. D'autre part, légiférant pour toute la France, le Gouvernement sera fatalement amené par ce même souci à prendre à son compte, donc à appliquer au territoire entier certaines mesures irrévocablement décidées par l'occupant pour sa zone. Quant à ce dernier, il en retirera tout le profit, sachant bien que les mesures administratives et policières qui ne seraient prises qu'en son nom ne suffiraient pas pour faire fonctionner de façon satisfaisante l'administration d'un grand pays tel que la France.

L'Ambassade prend contact avec le Gouvernement de Vichy pour le convaincre d'entreprendre d'urgence la création de l'*Office central juif.* Des tiraillements se produisent. Darlan hésite à créer cet organisme d'un type inconnu et tant souhaité par le *S. D.* En outre, le Gouvernement désirerait le confier à X. Vallat. Or, aux yeux de l'occupant, Vallat est un antiallemand avéré dont il venait d'obtenir la démission du poste de Secrétaire général de la *Légion des Anciens Combattants.* Des candidats fidèles à l'esprit du *S. D.* sont sur la liste d'Abetz. Mais les Allemands se ravisent. Maurrassien, Vallat représentait l'authentique antisémitisme vichyssois. Créateur de la *Légion des Combattants*, organisation particulièrement proche de Pétain, les Allemands finirent par reconnaître en lui le meilleur agent (2) pour engager progressivement le Gouvernement de l'État français sur la voie du racisme. Le *Commissariat général*

(1) *Compte rendu du 3 février 1941 de la conférence du 30 janvier 1941* des représentants de l'*Adm. Mil.* avec les représentants du *S. D.* (archives de l'*Adm. Mil.*).

(2) Note de l'*Adm. Mil.* (département : Administration, pour le Directeur ministériel Dr Best, Chef de ce Département) (archives de l'*Adm. Mil.*).

aux Questions juives (*C. G. Q. J.*) est créé par la loi du 29 mars 1941. Il est d'abord rattaché à la *Présidence du Conseil*, mais à partir du 1er septembre, sur insistance de Pucheu, il dépend du *ministère de l'Intérieur*. La mission de Vallat consiste à développer la législation antijuive, à assurer la mise sous administration provisoire des biens juifs dans les cas où la loi prescrira leur liquidation et d'en fixer la date.

Quelques jours après la création du *C. G. Q. J.*, Vallat se présente à l'Ambassade et au *MBF*. Dans l'entrevue avec ce dernier, soigneusement préparée par l'*Adm. Mil.*, Vallat apprend qu'il s'agit « de mettre sur pied d'ores et déjà le plan et les mesures préliminaires d'une déportation future des Juifs ». Les Juifs des pays soumis à l'autorité allemande resteront à la disposition du *MBF*. Les Juifs d'autres pays doivent être rapatriés dans la mesure du possible. Au cours de ces entretiens (1) avec Abetz et le *MBF*, Vallat démontre la nécessité de procéder par étapes pour ne pas choquer la sensibilité française et pour ménager, selon le désir de Pétain, les anciens combattants et les Juifs d'origine française ancienne. A la suite de cette entrevue, Abetz explique à Ribbentrop que la création du *C. G. Q. J.* par le Gouvernement de Vichy est tellement importante (« base légale ») qu'il faut s'accommoder temporairement de l'empêchement de son travail actif par l'attitude de Pétain, étant donné que son travail en zone occupée, accéléré par l'influence allemande, le forcera en zone non occupée à suivre la cadence. Sur instigation de Dannecker et avec l'appui d'Abetz (2), de Brinon obtient cependant pour Vallat des pouvoirs sensiblement renforcés (loi du 19 mai). Quant à Vallat, il se met à élaborer un nouveau *Statut des Juifs* (3).

b) *L'implication progressive du Gouvernement de Vichy dans la spoliation des Juifs conjuguée avec leur élimination des professions et emplois.*

Le sens dans lequel Vallat travaille est orienté par une nouvelle ordonnance allemande du 26 avril 1941. Elle contient une liste impressionnante de professions interdites, qui exclut pratiquement les Juifs de toute activité économique. Pour ces entreprises, la mise sous administration provisoire n'est plus seulement possible, elle est obligatoire. D'autre part, tous les employés de grade supérieur ou en contact avec le public doivent être chassés de toutes les entreprises juives. En ce qui concerne la spoliation générale, l'ordonnance interdit la remise aux propriétaires juifs du produit de la gestion de leurs biens ; l'adminis-

(1) a) Compte rendu signé Best, du 5 avril 1941. Objet : *Le Commissaire général français aux Questions juives* (archives de l'*Adm. Mil.*).
b) *Copie du télégramme d'Abetz*, du 3 avril 1941, au ministre des Affaires étrangères, Ribbentrop (archives du *Tribunal militaire américain*, Nuremberg).
(2) *Rapport de Dannecker du 1er juillet 1941 : Question juive en France et son traitement* (archives du *S. D.*).
(3) Sur le rôle du *C. G. Q. J.*, voir J. Billig, *Le Commissariat général aux Questions juives (1941-1944)*, Éd. du Centre, 1955.

trateur provisoire ne peut leur délivrer que les subsides absolument indispensables.

Peu de temps après cette ordonnance, l'*aryanisation* dans les départements du Nord s'aligna sur celle des autres départements. La *Kommandantur* de Lille avait pris des dispositions spéciales à cet effet.

En tête de l'ordonnance du 26 avril est placée une nouvelle définition du Juif. Forts de la formule adoptée par Alibert, les Allemands, dans leur nouvelle définition, parlent de race et ajoutent la clause d'Alibert sur la qualité juive d'un demi-Juif dont le conjoint est juif. La surenchère du côté de Vichy continuera : le *Statut* que Vallat élabore réussira à élargir encore la définition. De leur côté, les Allemands le rattraperont dans l'ordonnance de mars 1942. Au fur et à mesure de cet élargissement de la catégorie « Juif », les Préfectures et le Préfet de Police étaient chargés par les ordonnances respectives allemandes de rajuster le recensement des Juifs, ainsi que l'application des autres mesures antijuives. Au moment du déclenchement des grandes rafles, Dannecker préférera à la définition allemande celle de Vallat, la jugeant plus large (1).

Le nouveau *Statut* aggrave l'exclusion des Juifs de la fonction publique en précisant davantage les dispositions du premier *Statut*. D'autre part, il leur interdit non seulement certains domaines culturels, mais aussi un certain nombre de branches économiques. La liste des professions interdites est cependant sensiblement plus restreinte que celle des Allemands. Vallat élargit la formule des services exceptionnels « rendus à l'État français » donnant lieu aux dérogations. Cette « générosité » n'eut aucune conséquence notable. Le *Statut* introduit, enfin, des sanctions sévères pour toute contravention de la part des Juifs.

En exécution de la clause du *Statut* sur la limitation des professions libérales, une cascade de décrets fixa le *numerus clausus* pour les avocats, les médecins, les pharmaciens, les dentistes, les sages-femmes, les architectes juifs (pour chaque profession, 2 % du nombre des non-Juifs dans une circonscription). L'application des décrets fut rigoureuse. Le *C. G. Q. J.* veillait et son avis intervenait obligatoirement dans les décisions. Dans la région de Paris, 250 avocats (en janvier 1942) et 726 médecins (avril 1943) étaient ainsi éliminés. Notons que, sauf quelques exceptions, les Conseils de l'Ordre des professions libérales, ainsi que les Administrations intéressées, s'opposaient au *C. G. Q. J.* pour obtenir des décisions moins rigoureuses quant au choix et au nombre des Juifs à maintenir dans leur profession. Ces mesures ont été complétées par une loi du 21 juin 1941 instituant le *numerus clausus* dans l'enseignement supérieur (3 % du nombre des étudiants non-Juifs). Relevons à son origine une proposition du *Délégué général du Gouvernement en Afrique du Nord* (2),

(1) *Note signée Dannecker*, du 1er juillet 1942. Objet : *Réunion des chargés de la question juive dans les Kommandos du S. D.*, le 30 juin 1942 (archives du *S. D.*).

(2) *Lettre de Weygand*, du 15 mai 1941, au *Chef de l'État français, Présidence du Conseil* (archives du *C. G. Q. J.*).

proposition immédiatement approuvée pour toute la France. La *Vice-Présidence du Conseil* envisagea même de limiter pour les Juifs l'enseignement secondaire (1), mesure qui ne fut adoptée finalement que pour l'Afrique du Nord. Le régime d'exception fut mal accueilli par les autorités académiques qui s'efforçaient d'amortir les rigueurs de la législation raciste.

Très néfaste fut pour les masses juives, en zone occupée, le désaccord qui persista entre les autorités allemandes et françaises au sujet de la définition de la profession d'artisanat en tant qu'accessible aux Juifs. En l'absence d'instructions précises, la Préfecture de Police refusait de légaliser la transformation des petits entrepreneurs juifs en artisans-façonniers, provoquant ainsi la liquidation en masse de leurs entreprises sous administration provisoire et les privant de tout moyen d'existence (2).

Le *Statut* du 2 juin 1941 contenait une disposition par laquelle le Gouvernement formulait pour la première fois une mesure de spoliation généralisée des Juifs. Il prévoyait l'institution d'un *numerus clausus* dans les professions industrielles, artisanales et commerciales en général. Le décret d'application n'a jamais été pris. Mais la spoliation totale des Juifs par l'*État français* fut bientôt édictée par une vaste loi qui donna satisfaction à l'occupant nazi. L'élan de l'*aryanisation* économique en zone occupée en a déterminé la conception. Revenons donc à cette dernière zone.

Par décret du 19 juin 1941, l'*O. C. A. P.* fut détaché du Ministère de la Production industrielle et rattaché au *C. G. Q. J.* Il devint le *Service de Contrôle des Administrateurs provisoires* (*S. C. A. P.*). La collaboration du ministère avec le *S. C. A. P.*, collaboration à laquelle l'*Adm. Mil.* tenait beaucoup à cette époque, s'effectuait en premier lieu par les *Comités d'Organisation* rattachés au ministère de la Production industrielle et dont chacun représentait les intérêts d'une des branches de l'économie nationale. Or, le ministère et les Comités appliquaient la politique vichyssoise de vigilance, s'opposant à l'intrusion des intérêts allemands. Le *S. C. A. P.* représentait cette politique dans le cadre du *C. G. Q. J.*

Les directeurs successifs de l'*O. C. A. P.* et du *S. C. A. P.*, s'efforçaient d'activer l'*aryanisation*. Le motif était toujours le même : éviter l'intervention exclusive des Allemands, c'est-à-dire, comme s'exprime l'un d'eux, la germanisation (3). Par contre, aucune opposition de principe à la spoliation n'est perceptible de la part du *S. C. A. P.* Pour prouver son zèle, le *S. C. A. P.* procède à des liquida-

(1) *Lettre du Directeur du Cabinet du Vice-Président du Conseil*, du 26 mai 1941, à Vallat. Vallat était chargé par cette lettre de répondre à Weygand (archives du *C. G. Q. J.*).

(2) *Note du 25 mars 1942* pour le *Chef du Service de l'Artisanat* présentée par la Délégation départementale de la Seine (archives du *C. G. Q. J.*).

(3) *Rapport du Directeur du S. C. A. P.*, du 10 février 1942.

tions en masse. La hâte de liquider est telle que le représentant du *MBF* auprès du *S. C. A. P.* proteste (1), à quoi le *S. C. A. P.* répond que la vérification de la valeur des petites entreprises ralentirait la cadence de l'*aryanisation*. En mars 1942, le *S. C. A. P.* demande aux Allemands l'autorisation de nommer aux petites entreprises des administrateurs provisoires « qui auront pour mission d'en liquider chacun une centaine (2) ». Dans les départements, les préfectures sévissaient dès le début dans le même sens à un point tel que c'est le *S. C. A. P.* qui les appelle à la circonspection.

La politique économique antijuive ne se réduisait pas au seul souci d'éviter l'ingérence allemande. Les *Comités d'Organisation* étaient une création caractéristique du système corporatif où les égoïsmes et les rapacités des intérêts particuliers reçoivent une représentation officielle dans l'Administration de l'État. L'aubaine des spoliations les intéressait hautement. Plus tard, le *Comité général de l'Organisation du Commerce* déclarait avec ostentation au *C. G. Q. J.* que dès le début il cherchait à orienter l'*aryanisation* en s'inspirant du principe suivant : la liquidation est la règle, la vente est l'exception (3). Antignac, secrétaire général du *C. G. Q. J.* dans sa dernière période, écrit en août 1944 au Garde des Sceaux à propos de l'*aryanisation* dans les deux zones : « Le ministre de la Production industrielle, sollicité à cet effet par les *Comités d'Organisation*, demande à tout instant à nos services de procéder à la liquidation d'affaires pacées sous administration provisoire et non à leur revente, ceci pour réduire la concurrence (4). » Les Comités exigent les bonnes affaires pour leurs protégés et le *S. C. A. P.* est obligé de lutter contre leur partialité. Lorsque l'*aryanisation* sera introduite aussi en zone non occupée, le *C. G. Q. J.* se heurtera aux efforts des Comités de liquider précipitamment les stocks des affaires en cours d'*aryanisation*. Par contre, Vallat accueillera avec satisfaction la demande d'un Comité de briser en zone non occupée, comme cela a déjà été fait dans l'autre zone, les entreprises juives de grande envergure dont les méthodes sont contraires, de l'avis du Comité, au caractère artisanal de la production dans sa branche.

La spoliation intéresse les milieux économiques français et l'unité organique de l'économie nationale s'impose à l'action spoliatrice. Dès février 1941, le *S. C. A. P.* relève que l'existence d'entreprises actives à la fois dans les deux zones exige que les administrateurs provisoires nommés en zone occupée reçoivent des pouvoirs pour les biens situés en zone non occupée, les *Comités d'Organisation* étant inquiets à propos des

(1) *Lettre du S. C. A. P.*, du 28 novembre 1941, au représentant du *MBF* auprès du *S. C. A. P.* (archives du *C. G. Q. J.*).

(2) *Lettre du S. C. A. P.*, du 12 mars 1942, au représentant du *MBF* auprès du *S. C. A. P.* (archives du *C. G. Q. J.*).

(3) *Lettre du Comité général d'Organisation du Commerce*, du 24 octobre 1942, au « Directeur général du *C. G. Q. J.* » (archives du *C. G. Q. J.*).

(4) *Projet de lettre du Secrétaire général aux Questions juives* (Antignac), du 4 août 1944, au Garde des Sceaux (archives du *C. G. Q. J.*).

stocks transférés dans cette dernière zone (1) ; il s'agissait d'éviter aussi les réinvestissements en zone non occupée des capitaux juifs, questions sur lesquelles l'*Adm. Mil.* attirait pour sa part avec insistance l'attention des autorités de Vichy. A la base de toutes ces préoccupations se fait sentir la nécessité d'assurer la pleine régularité juridique à l'immense transfert de biens à la suite de l'*aryanisation*. L'*État français* n'a pas encore de loi qui proclamerait ouvertement à titre d'*aryanisation* la dépossession par vente ou par liquidation. Les notaires créent des difficultés aux administrateurs provisoires. Ce complexe de questions est débattu en mai 1941, à une réunion interministérielle (2). A cette réunion, Bouthillier, Pucheu, de hauts fonctionnaires de l'économie nationale et aussi des représentants du *C. G. Q. J.* sont pris de panique : les questions doivent être réglées selon la volonté de l'occupant avec un droit de regard du côté français.

C'est ainsi que la zone occupée agit comme par induction sur le travail du Gouvernement régissant le territoire entier. Mais il importe de souligner que, si le Gouvernement de l'*État français* est perméable à cette force d'induction, s'il est capable de répondre au désir de l'occupant et de proclamer la spoliation des Juifs, c'est que l'idéologie qui l'inspire met à sa portée les décisions dans ce sens. Vallat écrit le 7 juillet à Darlan pour le convaincre d'accepter le texte du projet de loi sur l'*aryanisation* : « C'est cette arme que, d'accord avec les Finances et la Production industrielle, je vous demande de me donner dans le plus bref délai possible... J'essaie de résoudre, en tenant compte des conditions actuelles, un problème politique et économique auquel j'ai longuement réfléchi (3). »

La loi sur « l'élimination de toute influence juive de l'Économie nationale » est promulguée le 21 juillet 1941. Elle confère au Commissaire général la faculté de nommer des administrateurs provisoires aux entreprises, bien immobiliers et valeurs mobilières, de contrôler leur gestion, d'approuver les ventes et de provoquer la liquidation si la vente s'avère impossible. Les actes antérieurs à la publication de la loi sont annulables s'ils ont pour effet de camoufler l'influence juive. Les produits des *aryanisations* seront déposés et bloqués à la *Caisse des Dépôts et Consignations* au nom des propriétaires juifs. Le propriétaire juif ne pourra toucher que des « acomptes » après autorisation par le *C. G. Q. J.* En pratique, il a fallu prouver l'indigence pour profiter de cette clause, qui ne fut appliquée que très rarement. Il convient d'ajouter que les biens personnels qui ne rentraient pas dans l'exploitation d'entreprises ne furent jamais bloqués, comme ce fut le cas en zone occupée, à partir de dé-

(1) *Compte rendu de la Conférence du Directeur du S. C. A. P.* devant les délégués des *Comités d'organisation professionnelle*, 7 avril 1941 (archives du *C. G. Q. J.*).

(2) *Compte rendu* : « La réunion du 17 mai (1941) dans le cabinet de Monsieur Bouthillier » (archives du *C. G. Q. J.*).

(3) *Copie de la lettre* du 7 juillet 1942 du *Commissaire général aux Questions juives* à l'*Amiral de la Flotte, vice-président du Conseil* (archives du *C. G. Q. J.*).

cembre 1941. Certains parmi les persécutés pouvaient donc jouir d'une aisance temporaire. La fortune personnelle était cependant soumise à l'administration provisoire dans quelques cas où la situation paraissait embrouillée.

Vallat a l'intention de procéder en premier lieu à l'*aryanisation* des branches interdites par le *Statut*. Le principe de dérogations est parfois appliqué. Cependant, le Commissaire général s'empresse de frapper, selon son choix, également des entreprises non visées par le *Statut*. Quant au Gouvernement, la nouveauté de l'action le rend prudent. Il craint la dépréciation des biens. Darlan exige de Vallat que les ventes se fassent aux enchères (1). Le *C. G. Q. J.* respectera cette directive.

Pour s'engager à fond, Vallat voudrait que fût promulgué d'abord le décret sur la limitation générale de l'exercice des professions commerciales, industrielles, artisanales, ce qui rattacherait l'*aryanisation* économique aux principes du *Statut* qui prévoit des dérogations. Telle est aussi la doctrine du Gouvernement. Vallat et l'*Adm. Mil.* recherchent laborieusement une entente au sujet du décret en souffrance. L'enjeu est le remplacement des ordonnances allemandes par les lois françaises, remplacement souhaité aussi bien par le Gouvernement de Vichy que par l'occupant. Une longue controverse se développe et aboutit à un échec définitif en décembre. Le principe de dérogations appliqué aux Juifs dans le domaine économique est inacceptable du point de vue nazi, alors qu'il est considéré comme irrécusable du point de vue de l'*État français*. Par surcroît, l'occupant accuse les autorités de Vichy de saboter la mise sous administration provisoire dans la zone non occupée. Or, sur ce point, ces dernières se sentent injustement attaquées.

Le 17 novembre et le 17 décembre sont promulguées deux nouvelles lois. La première renforce les pouvoirs du *C. G. Q. J.* pour réviser les sessions suspectes des affaires ne garantissant pas l'élimination de toute influence juive, la seconde allonge la liste des professions interdites dans le domaine économique « de façon appréciable et souhaitable », selon l'expression de l'*Adm. Mil.* (2), sans toutefois atteindre l'étendue de la liste allemande. En décembre 1941, Vallat communique à l'*Adm. Mil.* (3) qu'en zone non occupée toutes les entreprises interdites aux Juifs par le *Statut* sont sous administration provisoire et que 254 entreprises non visées par la loi le sont également. Elles représentent, selon Vallat, pour la seule région de Lyon, un capital social de 800 millions.

L'*aryanisation* se heurtait évidemment à maintes résistances passives. Les autorités dépendant du ministère des Finances créaient des difficultés pour éviter d'éclairer le *C. G. Q. J* sur des cessions suspectes de

(1) *Copie*, du 6 septembre 1941, *de la lettre* de F. Darlan au *Commissaire général aux Questions juives* (archives du *C. G. Q. J.*).

(2) *Note signée Blanke*, du 11 novembre 1941. Objet : *Diverses remarques sur les projets présentés* (archives de l'*Adm. Mil.*).

(3) *Note verbale* (non datée) du *C. G. Q. J.* au *MBF* à l'attention du Dr Blanke (archives de l'*Adm. Mil.*).

biens juifs ; les notaires et la justice s'opposaient très souvent aux décisions du *C. G. Q. J.* Au début, les tribunaux refusaient de se déclarer incompétents dans les affaires d'*aryanisation*, alors que le *C. G. Q. J.* affirmait qu'il s'agissait en l'occurence d'actes purement administratifs. Les interminables procès qui en résultaient ralentissaient la spoliation. Mais il ne s'agissait que de cas isolés. Avec le temps, la nouvelle législation s'acclimatait peu à peu dans la conscience des juristes, quoique avec beaucoup plus de lenteur que pour les pouvoirs exécutifs. Le *C. G. Q. J.* pouvait noter en mars 1943 que les tribunaux devenaient de plus en plus « compréhensifs » (1).

Le Gouvernement du III^e^ Reich était impatient d'aboutir dans l'action antijuive en France, mais il appréciait le service que lui rendait le régime de Vichy qu'il payait en retour par quelques concessions ne touchant pas à ses projets essentiels. Tel était le cas de plusieurs grosses fortunes d'Israélites émigrés en Angleterre et aux États-Unis et déchus de ce fait de la nationalité française. Le Gouvernement de Vichy avait décidé de confisquer leurs biens au profit du *Secours national*. Par contre, l'*Adm. Mil.* prétendit assimiler ces émigrés aux ressortissants de pays ennemis et liquider leur fortune pour en verser le produit à son compte de biens ennemis (ce projet, présenté par Rosenberg à Hitler en septembre 1940, fut approuvé à cette époque par le Führer). Cette controverse a duré du début de 1941 jusqu'à la fin de 1943. Sur décision des ministères nazis des Finances et des Affaires étrangères, l'affaire a été laissée en suspens. Faute d'accord, la liquidation a été bloquée.

A propos de cet épisode, l'*Adm. Mil.* découvre son vrai visage dans la question des pillages perpétrés par le service spécial d'Alfred Rosenberg. Elle avançait un curieux argument en faveur du blocage au compte des biens ennemis d'une des plus célèbres fortunes de France : la plus grande partie d'objets de valeur ayant été raflée et transportée en Allemagne, l'occupant se trouverait dans une situation embarrassante s'il reconnaissait dans ce cas les droits de l'*État français*. L'*Adm. Mil.* regrettait-elle le zèle du Service d'A. Rosenberg? Nullement ! Lorsque l'attitude temporisatrice de Berlin commença à se préciser en octobre 1942, l'*Adm. Mil.* note qu'elle fermera les yeux sur les pillages dans les cas qu'elle ignore encore, car il vaut mieux se saisir des valeurs au profit du Reich que de « laisser les mains libres aux Français (2) ». Cela nous fixe sur les sentiments de l'*Adm. Mil.* à l'égard du principe de pillage. Or, à partir de la deuxième moitié de 1941, fut organisé par le Service

(1) a) *Lettre* du *C. G. Q. J.*, Vichy, à la *Direction régionale du C. G. Q. J.*, Toulouse, du 3 mars 1943.

b) *Note* du *Service du Statut des Personnes du C. G. Q. J.*, du 16 janvier 1941, au service de l'*Aryanisation économique* (archives du *C. G. Q. J.*).

(2) a) *Copie de la lettre* du ministère des Affaires étrangères, Berlin, du 26 août 1942, au *MBF*.

b) *Note* de l'*Adm. Mil.*, *groupe Économie*, du 18 novembre 1942, à l'attention du D^r^ Blanke (archives de l'*Adm. Mil.*).

de Rosenberg l'enlèvement et l'expédition en Allemagne du mobilier des appartements abandonnés par les Juifs. La *Délégation française auprès de la Commission d'Armistice* submergera l'ennemi de vaines protestations. L'enlèvement systématique du mobilier juif prit toute son importance après le déclenchement des rafles massives. Le délégué du ministère de l'Intérieur en zone occupée a estimé en décembre 1942, c'est-à-dire un an et demi avant la fin de l'action, que le mobilier enlevé et expédié en Allemagne atteignait déjà une valeur de plus de 220 millions.

Ajoutons une brève remarque sur les départements annexés d'Alsace-Lorraine. Ils étaient presque vidés de leur population juive. En juin 1941, en Alsace, et en septembre 1941, en Lorraine, furent mises en vigueur les lois racistes de Nuremberg. Depuis lors, les mesures anti-juives prises dans le III[e] Reich y reçurent à brève échéance force de loi par décrets.

c) *La première phase des internements en zone occupée.*

Nous passons maintenant au deuxième des grands objectifs du *S. D.*, celui de l'internement des Juifs dans les camps d'où pourra s'opérer la déportation. Fin février 1941, une conférence, réunissant Abetz, ses collaborateurs spécialisés dans la question juive et Dannecker, a lieu à l'Ambassade. Il s'agit de persuader le *MBF* d'engager la police d'occupation dans une « action foudroyante » pour l'arrestation de tous les Juifs (1). Dannecker annonce qu'à la suite de la loi du 4 octobre 1940, plus de 40.000 Juifs sont internés en zone non occupée et que les internements continuent. C'est un argument qui, joint à la sécurité militaire, devrait convaincre le *MBF*. Mais le D[r] Best, chef de l'*Adm. Mil.*, entend faire mieux : c'est le gouvernement de Vichy lui-même qui inaugurera les internements massifs en zone occupée. Toutefois, il ne pourra être question pour le moment que de Juifs étrangers ; si le Gouvernement accepte les Allemands lui prêteront leur aide (2). Les pourparlers avec les autorités vichyssoises ont été couronnés de succès. Le *Délégué du Ministère de l'Intérieur dans les territoires occupés* communique en juin 1941 à Vallat : « Au cours de la visite que j'ai eu l'honneur de vous faire le 5 avril dernier, je vous ai exposé que, le 26 mars précédent, M. le Directeur ministériel D[r] Best m'avait exprimé le désir du Commandant des Forces Militaires Allemandes en France de voir la loi du 4 octobre 1940 recevoir son exécution et, d'une manière plus générale, le Gouvernement français prendre les mesures nécessaires pour assurer l'expulsion ou l'internement des Juifs étrangers résidant en territoire occupé. J'ai l'honneur de vous informer des conditions dans lesquelles ces directives ont reçu leur exécution : le 14 mai dernier, 3.733 Juifs furent rassemblés

(1) *Note sur la Conférence* du 28 février 1941. Objet : *Office central juif* (archives de l'*Ambassade d'Allemagne*).

(2) *Copie d'un extrait du rapport sur la situation* (*Kommandostab du MBF*) du 7 mars 1941 pour février 1941 (archives de l'*Adm. Mil.*).

par les soins de la Préfecture de Police et dirigés le même jour sur les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande (Loiret)... (1). »

L'atout allemand de la « souveraineté » de l'*État français* a été bien joué. Le Gouvernement de Vichy à ouvert la barrière pour la mesure radicale de la « solution finale ». L'occupant n'éprouvera plus aucune gêne pour entreprendre des rafles monstres à titre de mesures de sécurité ou de représailles. Le 20 août 1941, les forces de la Préfecture de Police arrêtent, sur ordre du *MBF*, 4.000 Juifs entre dix-huit et cinquante ans, de toutes nationalités, Américains exceptés, parmi lesquels des avocats éminents, dont le *C. G. Q. J.* demandera ensuite vainement l'élargissement « pour calmer l'opinion publique ». Le rapport allemand sur cette action précise que la collaboration avec la police française (2.500 agents) a été efficace (2). Ces 4.000 Juifs ont fourni le premier contingent d'internés de Drancy.

Dans la deuxième moitié de 1941 se multiplièrent les attentats contre les membres de l'occupation. Le *MBF* ordonne à titre de représailles, le 12 décembre 1941, une rafle de Juifs français « influents et intellectuels ». 734 Juifs sont arrêtés. Cette mesure de représailles a été suivie le 14 décembre de l'imposition d'une amende d'un milliard, qui a été payée dans la première moitié de 1942 sur les sommes d'*aryanisation* bloquées à la *Caisse des Dépôts et Consignations*. Ainsi la centralisation des capitaux spoliés introduite par la loi du 21 juillet 1941 a bien servi le *MBF*. L'avis du *MBF* prescrivant l'amende comportait une clause qui paracheva la spoliation : interdiction aux Juifs de disposer sans l'assentiment du *S. C. A. P.* des biens dont la libre disposition n'avait pas encore fait l'objet de mesures restrictives. Sont permises aux Juifs les opérations ne dépassant pas 15.000 francs par mois (pour leur entretien personnel).

La *Wehrmacht*, en butte aux premières difficultés militaires, a un prompt réflexe nazi : châtier les Juifs. Le 14 décembre 1941, le *MBF* décide qu'en plus de l'amende de 1 milliard, seront dorénavant exécutés pour chaque attentat commis contre des membres de l'occupation des communistes et des Juifs « en rapport certain avec les auteurs des attentats ». C'est le Führer qui exige que, pour chaque attentat, le *MBF* procède à des exécutions d'otages communistes et juifs et à la déportation à l'Est de *500* communistes et Juifs. Le sens de la « solution finale » commence à se préciser de façon plus générale. Cette grave initiative était intervenue du côté du Haut Commandement de l'armée. Elle nous est révélée par un télégramme de Knochen au *R. S. H. A.* (3) dans lequel Knochen signale que, le *MBF* ne disposant pas d'escorte

(1) *Lettre* du *Préfet, délégué du ministère de l'Intérieur pour la zone occupée*, du 6 juin 1941, au *Commissaire général aux Questions juives* (archives du *C. G. Q. J.*).

(2) *Rapport sur la situation* (septembre 1941) du *Kommandostab* 1 a du *MBF* (archives de l'*Adm. Mil.*).

(3) *Office central de la Sécurité du Reich* (*Reichssicherheitshauptamt*, en abréviation : *R. S. H. A.*). Les communications au *R. S. H. A.* que nous aurons à citer intéressent

pour le premier convoi de déportation des Juifs à l'Est et la question n'étant pas du ressort du *S. D.*, c'est au Haut Commandement de prendre une décision, étant donné que *c'est lui qui avait obtenu, par l'intermédiaire du Quartier général du Führer, la décision relative à l'internement et à la déportation des Juifs* (1). Le *MBF* avait effectivement chargé Dannecker, depuis fin décembre 1941, de préparer un convoi de *1.000 Juifs* pour les camps de l'Est. Mais le *R. S. H. A.* ne pouvait obtenir le matériel roulant qu'à partir de février-mars 1942. Au début de mars 1942, Dannecker se met en rapport avec le *R. S. H. A.* pour organiser la première déportation souhaitée par l'armée. Profitant de l'occasion, il propose au *R. S. H. A.* d'exiger du Gouvernement de Vichy l'internement de 5.000 Juifs pour la déportation, proposition qui fut acceptée. Il est important de souligner que le projet de cet internement a été exposé à Vallat lors de sa première entrevue avec le *MBF*, en avril 1941 (2), un an avant le déclenchement de l'action. La conclusion s'impose : c'est l'armée qui a mis en branle, sinon conçu, les déportations de France. Le premier convoi dirigé vers l'Est part le 27 mars 1942. Ainsi débute la « petite » série des déportations qui se termine en juillet de la même année : 5.138 déportés. Les camps peuplés par les rafles précédentes se vident pour la grande action à venir.

d) *Les internements et le régime policier pour les Juifs en zone non occupée.*

Pour la zone non occupée, revenons à la date de la parution du *Statut* du 2 juin 1941. Cette loi était accompagnée d'une autre loi de la même date qui ordonnait le recensement des Juifs. Ce recensement devait comporter des indications précises sur les personnes et sur leurs activités économiques. Les autorités préfectorales étaient tenues non seulement d'enregistrer les déclarations, mais aussi de rechercher les Juifs camouflés contre lesquels Vallat montrait une animosité particulière (3). En décembre 1941, 140.000 Juifs ont été recensés en zone non occupée. Quant à la politique d'internement, elle accuse un certain assouplissement. Cependant, les autorités ne laissaient pas inemployée la loi du 4 octobre 1940. Des centaines de Juifs étrangers étaient individuellement saisis et

son département des Affaires juives (IV B 4), dirigé par l'Obersturmbannführer Eichmann.

(1) *Télégramme* signé Knochen, du 20 mars 1942, au *R. S. H. A.*, Berlin (archives du *S. D.*).

(2) *Note* du Chef du *Département Administration* de l'*Adm. Mil.*, signé Best, du 4 avril : *Ordre du jour de la conférence* (avec Vallat), et compte rendu signé Best, du 5 avril 1941, sur cette conférence (archives de l'*Adm. Mil.*).

(3) a) *Lettre* du *Commissaire général aux Questions juives*, du 2 décembre 1941, au *Directeur du Service de la Démographie*, Lyon.

b) *Copie de la lettre* de la *Direction du Statut des Personnes* du *C. G. Q. J.*, du 19 novembre 1941, à un Israélite soupçonné de s'être dérobé au recensement.

c) *Lettre* du *Commissaire général aux Questions juives*, du 30 avril 1942, au Préfet des Basses-Pyrénées (archives du *C. G. Q. J.*).

internés. Mais Pucheu avait décidé de raréfier la population enfermée dans les camps tout en conservant leur réseau en vue d'événements futurs encore imprévisibles. En revanche, le nouveau régime de concentration des Juifs étrangers devait toucher aussi ceux parmi eux qui n'avaient pas été internés. Il s'agissait de réfugiés juifs entrés en France à partir du 1er janvier 1936 (personnes ayant rompu avec leur pays d'origine). *Le fait d'avoir été naturalisé ne devait pas entrer en ligne de compte.* Il y eut deux régimes, un pour les Juifs rentrant dans la catégorie des « personnes en surnombre dans l'Économie nationale », un autre pour les Juifs fortunés. Parmi les premiers, un certain nombre était déjà intégré dans les *Compagnies des Travailleurs étrangers.* A partir de janvier 1942, *tous* les Juifs de la catégorie indiquée devaient être embrigadés. Auparavant, lors d'une conférence, réunissant en juin 1941 les représentants du *ministère de l'Intérieur*, du *C. G. Q. J.* et du *Commissariat au Chômage*, un régime spécial a été établi pour les travailleurs juifs (1). Ce régime consistait dans la formation de « groupes juifs homogènes », dont certains s'appelaient « groupes palestiniens ». Vers la fin de 1941, l'incorporation a été renforcée pour tous les réfugiés juifs et non juifs : anciens prestataires, internés valides s'ils étaient volontaires, enfin les « raflés » dans les grands centres urbains. Dans la majorité des cas, les travailleurs vivaient dans des camps spéciaux, séparés de leurs familles. Un rapport anonyme de mars 1942 sur la nécessité de réformes signale la situation misérable à tous points de vue des Travailleurs étrangers et désigne comme « camps infernaux » les « groupes palestiniens ». Il y eut cependant des privilégiés : les requis « pour ordre », maintenus dans leur profession et rattachés administrativement à une compagnie.

C'est par une circulaire du 2 janvier 1942 que Pucheu ordonne aux Préfets le groupement de tous les réfugiés juifs en question. Pour les réfugiés juifs fortunés entrés en France après le 1er janvier 1936, cette même circulaire ordonne leur groupement dans des « Résidences assignées » étroitement surveillées par la police. L'action a été menée avec zèle. Une circulaire de la Police nationale aux Préfectures fait savoir qu'il faut procéder autant que possible par convocations individuelles et éviter les rafles qui ont été pratiquées au cours de ce regroupement des Israélites (2).

Pour les Juifs, il reste une seule lueur dans cette vie tourmentée et incertaine : l'émigration, principalement aux États-Unis. Elle fonctionnait officiellement sous les auspices de l'*Union générale des Israélites de France* (*U. G. I. F.*). La Police nationale suspend l'émigration

(1) « *Note sur les modalités d'incorporation des Israélites* », 19 décembre 1942 (archives du *C. G. Q. J.*).

(2) *Copie du texte d'un télégramme de l'* « *Intérieur, Police nationale, 9e bureau, aux Préfets zone libre*, n° 0368744, *circulaire n° 03530* », transmis à l'Intendant de Police à Clermont-Ferrand le 11 mars 1942 (archives du *C. G. Q. J.*).

le 5 août 1942 (1). Dannecker signale, en juillet, 10.000 Juifs émigrés.

Si le régime policier ne régentait entièrement qu'une certaine catégorie de Juifs, l'opprobre policier était jeté par le Gouvernement de l'*État Français* sur leur ensemble. Une circulaire de la Police nationale du 18 avril 1942 oblige tous les Juifs à déclarer leur changement de résidence et une circulaire de Pucheu du 3 novembre 1941, instituant un régime spécial pour « les Français et étrangers nettement indésirables », précise : « Les Français — israélites notamment — seront assignés à résidence. »

e) *La Police des Questions juives.*

Au poids de ce régime policier s'ajoutait, surtout en zone occupée, l'activité d'une *Police des Questions juives* (*P. Q. J.*), créée par Pucheu en octobre 1941. Cette police avait pour mission de détecter les manquements des Juifs au règlement et de procéder aux enquêtes économiques pour les affaires d'*aryanisation*. Elle n'avait pas de pouvoir exécutif, mais, jouissant de la protection de Dannecker, elle dépassait en zone occupée ses attributions et sévissait sans retenue. L'ordonnance du 7 février 1942 instituait pour les Juifs un couvre-feu (dans les deux départements du Nord, cette mesure était en vigueur depuis le 29 août 1941). Les agents de la *P. Q. J.* s'acharnaient à Paris à saisir les contrevenants à cette ordonnance pour les livrer à l'internement. La *P. Q. J.* fut transformée dans la deuxième moitié de 1942 en un service du *C. G. Q. J.* et put déployer à loisir toute sa malfaisance.

f) *L'Union générale des Israélites de France.*

Un des projets fondamentaux du *S. D.* était depuis longtemps la création d'une organisation centrale des Juifs « qui dirigerait la vie juive à l'instar de l'organisation juive en Allemagne (2) ». Dannecker espérait que la misère des Juifs à la suite de leur spoliation les pousserait à se grouper autour de cette organisation sociale centrale. Pour préparer l'action, il s'adressa d'abord au Secrétaire général du Consistoire. Mais celui-ci lui démontra avec beaucoup d'insistance que la fonction du Consistoire, dans le régime laïque de la France, ne le désignait pas pour mettre sur pied le projet en question. Dannecker n'avait pas compris que, malgré le régime de Vichy, le climat social du pays préservait les Juifs de ce recroquevillement sur eux-mêmes qui, dans d'autres pays, avait permis au *S. D.* la création de fortes organisations intérieures des masses juives qui lui facilitèrent son emprise meurtrière. Pour mettre l'affaire au point, il fallait faire intervenir l'*Adm. Mil.* en contact avec l'Ambas-

(1) Cette interdiction fait partie des mesures préparant les déportations des Juifs de la zone non occupée.

(2) *Rapport* de Dannecker du 1er juillet 1941 : « *Question juive en France et son traitement* » (archives du *S. D.*).

sade. Les pourparlers commencent en avril 1941. Conformément à sa politique constante, l'*Adm. Mil.* recherche l'adhésion du Gouvernement de Vichy, c'est-à-dire une loi pour tout le territoire. Vallat résiste. L'Union obligatoire des Juifs mettrait sur le même plan les Étrangers et les Français et introduirait la « ghettoïsation » de l'ensemble de la population juive. Sous la pression conjuguée de l'*Adm. Mil.* et du *S. D.*, Vallat abandonne son opposition et les personnalités juives pressenties se résignent à former dans les deux zones une *Union générale des Israélites de France* (*U. G. I. F.*), créée par une loi du 29 novembre 1941. En zone occupée, les anciennes organisations juives sont brisées. Seule demeure en fonction la nouvelle organisation, étroitement surveillée par Dannecker. Elle sera astreinte à beaucoup de diplomatie et d'astuce pour ne pas trop s'engager dans des tâches dépassant sa mission d'assistance et de reclassement, tâches qui la plaçaient parfois dans des situations équivoques. En contact avec l'*U. G. I. F.* se poursuivra, d'ailleurs, un travail clandestin de sauvetage. En zone non occupée, elle ne servira que d'encadrement aux anciennes organisations juives (secours aux enfants, apprentissages, formations de jeunesse, émigration, etc...). Ce résultat est loin de correspondre, dans son ensemble, au projet de Dannecker.

Dans les premiers mois de 1942, la mise en route de l'action antijuive est assurée en France. A Vichy, l'époque des «techniciens de l'Ordre Nouveau » prend fin. Leur rôle d'édificateurs de l'État leur avait donné l'illusion de pouvoir présenter des revendications à la puissance occupante pour traiter d'égal à égal avec elle. L'attitude de Vallat est dans la même ligne. Les conséquences en ont été les mêmes que pour l'équipe gouvernementale de Darlan. Les « mérites » de Vallat étaient grands dans l'organisation de l'action antijuive, mais l'occupant n'avait plus rien à tirer de lui. Exaspéré par Dannecker, Vallat entre en conflit violent avec lui. L'*Adm. Mil.* attendait cet éclat pour interdire à Vallat la zone occupée. Dans ces conditions et en lui exprimant ses plus vifs regrets, Darlan lui communique, le 19 mars 1942, la décision du Gouvernement de le remplacer.

g) *La Persécution des Juifs en Afrique du Nord.*

La situation des Juifs en Afrique du Nord (1), jusqu'en mai 1943, a été marquée dans son ensemble par l'esprit de l'équipe de Darlan. Mais il n'y eut pas de politique de déportation vers les camps d'extermination.

Le premier acte en Algérie fut l'abrogation du *décret Crémieux*, le 7 octobre 1940, et, par surcroît, la suppression du droit pour les indigènes juifs d'obtenir la naturalisation à titre individuel. Les Juifs se trouvèrent ainsi en état d'infériorité par rapport aux musulmans. La loi du 18 fé-

(1) a) M. Ansky, *Les Juifs d'Algérie. Du décret Crémieux à la Libération*, Éd. du Centre, 1950.
b) J. Sabille, *Les Juifs de Tunisie sous Vichy et l'occupation*, Éd. du Centre, 1954. Cf. p. 131.

vrier 1942 aggrava le *Statut d'indigènes* pour les Juifs. Cependant, des dérogations à titre militaire furent admises. Le *Statut* du 3 octobre 1940 ne tarda pas à être appliqué. Le recensement eut lieu en septembre 1941. L'élimination des Juifs des professions libérales selon le *numerus clausus* (2 %) et de la fonction publique fut rigoureuse. Cette mesure a été particulièrement sensible en Algérie, étant donné l'importance numérique des Juifs dans ce pays. La politique en Algérie à l'égard des Juifs tendait à l'abaissement radical du niveau social de la population juive. Non seulement le nombre des étudiants juifs était limité à 3 % de l'ensemble, mais aussi l'admission d'enfants juifs dans l'enseignement primaire et secondaire a été soumis (septembre 1941) à un *numerus clausus* : 14 %, réduit en octobre 1942 à 7 %. L'organisation de l'enseignement privé, à l'exclusion de l'enseignement supérieur, fut autorisée, mais sans aucune subvention gouvernementale. La communauté juive déploya toute son énergie pour créer un réseau d'écoles. L'*aryanisation économique* décrétée en novembre 1941 ne dépassa pas le stade de mise sous administration provisoire, avec tout ce que cela comportait de privations et de désorganisation. Le rôle important des Juifs dans l'économie algérienne ne permit cependant pas l'élimination des Juifs de toutes les professions interdites par la loi métropolitaine du 17 novembre 1941. Vallat se rallia à cet avis du Ministère de l'Intérieur. La politique antijuive était exécutée en collaboration avec le *C. G. Q. J.*, par l'intermédiaire du *Service algérien aux Questions juives*, créé auprès du Gouverneur général en août 1941.

Un chapitre particulièrement douloureux pour les Juifs en Algérie fut la politique des internements et du travail obligatoire dans les camps. Après l'Armistice, les engagés volontaires dans l'armée, dont à peu près 2.000 Juifs, furent expédiés en Algérie et concentrés dans des camps. A l'encontre des non-Juifs, ces Juifs n'ont pas été soumis au régime général de Travailleurs étrangers. Ils ont été internés ou bien intégrés dans des « *Groupes de Juifs et de suspects* ». Une autre catégorie de camps fut créée pour les jeunes Juifs algériens mobilisés dans l'armée. On les retira du service militaire pour constituer, en avril 1941, le *Groupement des Travailleurs israélites*. Cette catégorie a été soumise, en mars 1942, au régime des Travailleurs étrangers. Le débarquement allié en Algérie, à la préparation et à l'exécution duquel la résistance juive organisée à Alger en force militaire clandestine avait participé de façon particulièrement active, fut immédiatement suivi d'une immense déception. Tout d'abord, les membres représentatifs de l'organisation clandestine à Alger furent internés sans motif déclaré, pour de longs mois, après l'attentat qui coûta la vie à Darlan. Ensuite, la politique de Giraud à l'égard des Juifs ne dépassa guère de vagues promesses d'abroger la législation raciste. En même temps, Giraud manifesta sa volonté de consolider le *Statut d'indigènes* pour les Juifs. La liquida-

tion du régime concentrationnaire ne commença qu'à partir d'avril 1943 et encore avec beaucoup de réticence, d'autant plus que Giraud, décidé à exclure les Juifs du service militaire, avait mobilisé des classes entières à titre de travail obligatoire (*Bataillons de Pionniers juifs*). L'esprit de l'*État français* ne se dissipa qu'avec l'arrivée de de Gaulle.

Au Maroc, la législation antijuive fut introduite par des dahirs du Sultan. Recensement et exclusion des fonctions publiques s'ensuivirent. L'*aryanisation économique* en tant que mesure générale ne fut cependant pas proclamée. Mais les *Groupements économiques*, réplique des *Comités d'Organisation*, réussirent par des manœuvres à éliminer la concurrence juive des branches qu'ils contrôlaient. Dans l'enseignement fut appliqué le *numerus clausus*, sans qu'aucun texte officiel fût publié à ce sujet. En août 1941 eut lieu l'expulsion des sujets marocains juifs des secteurs européens, mesure qui augmenta brutalement la misère des quartiers juifs surpeuplés. L'entrée des troupes alliées n'apporta guère de soulagement. Elle fut immédiatement suivie d'une série de pogroms auxquels se livra principalement la foule musulmane excitée par les agitateurs des organisations antisémites et par une série de mesures policières et administratives vexatoires immédiatement prises contre les Juifs. L'Administration « punissait » les Juifs pour avoir montré leur joie à la vue des troupes américaines. La législation antijuive ne fut pas abrogée. L'enseignement restait fermé aux enfants juifs.

C'est en Tunisie que la législation antijuive trouva son application la plus modérée. L'exclusion frappa principalement les fonctionnaires et les avocats. L'époque tragique pour les Juifs tunisiens commença en novembre 1942, avec l'occupation allemande. Les *SS* de la *Wehrmacht* terrorisèrent les Juifs pour les soumettre au travail forcé, d'abord de façon chaotique, ensuite en les groupant par classes militaires. Ils furent traités avec toutes les brutalités et vexations conformes à la tradition nazie. Craignant le pire, les personnalités juives obtempérèrent aux injonctions allemandes et créèrent un organisme qui se chargea du recrutement et du ravitaillement des requis pour le travail forcé. A cette dernière charge s'ajoutèrent de lourdes amendes imposées par l'occupant aux communautés juives tunisiennes.

On peut dire, en résumé, que jusqu'à l'arrivée du général de Gaulle, les Juifs de l'Afrique du Nord vécurent sous le signe de l'action antijuive caractéristique de l'*État français*.

III. — Le dernier acte de la « solution finale en France » (mai 1942-août 1944)

Le successeur de Vallat, nommé par Laval le 6 mai 1942, fut Darquier de Pellepoix, chef du *Rassemblement antijuif* fondé en 1936. Les Alle-

mands exigèrent cette nomination, alors que les milieux dirigeants vichyssois, et en particulier Laval, y étaient fortement opposés. Mais l'exigence allemande était impérative. Le ton a changé. L'occupant exploite la souveraineté de l'*État français* avec moins de ménagements. En mai 1942, le *S. D.* en France est devenu une puissance autonome. Pratiquement, ses décisions ne sont pas discutées par le *MBF*, qui lui fournit les forces d'exécution. Le *S. D.* ne dépend plus de celui de Belgique. A sa tête est nommé Oberg, chef supérieur de la *SS* et de la Police, avec Knochen comme adjoint. En acceptant Darquier, Laval se conforme à la volonté du *S. D.*, mais place le *C. G. Q. J.* directement sous son autorité de Chef du Gouvernement. Il montrera par la suite le plus grand mépris pour Darquier, refusant de prendre en considération l'avalanche de projets de lois que celui-ci lui soumettait, en serviteur zélé du *S. D.*

L'essentiel de l'action antijuive, allant de juin 1942 à août 1944, pourrait se résumer brièvement par une statistique des internements et des déportations. L'action de la lourde machine d'*aryanisation* qui continuait à se développer en désorganisant les entreprises, en ruinant leurs propriétaires, pâlit en regard de ces événements. Elle demeurait pourtant l'un des piliers de la « solution finale ».

a) *La dernière phase et le bilan approximatif de la spoliation des Juifs.*

L'*Adm. Mil.*, qui recherchait d'abord la collaboration du Ministère de la Production industrielle dans l'*aryanisation*, s'en méfie de plus en plus. Elle cherche la caution de l'*État français* du côté du *C. G. Q. J.* dont elle développe les responsabilités. Mais le nouveau Commissaire Général n'arrivera pas à accélérer l'allure pesante de la spoliation. Au cours de 1943, l'*Adm. Mil.* constate le désintéressement croissant du public pour l'acquisition des biens juifs. Au lieu de l'attribuer à l'état d'esprit déterminé par l'évolution de la guerre, elle accuse les autorités françaises de ne pas faire le nécessaire pour raviver l'intérêt public ; la spoliation est d'ailleurs suffisamment avancée pour que l'occupant puisse parler à la fin de 1943 de la nécessité de « terminer l'*aryanisation* le plus tôt possible » (1).

En effet, les résultats du travail du *S. C. A. P.-C. G. Q. J.* ont été impressionnants. Selon un rapport général de l'*Adm. Mil.* du 21 juillet 1943 (2), 28.000 entreprises industrielles et 11.000 immeubles avaient déjà été mis sous administration provisoire. A cette date, en zone occupée, 12.000 entreprises « sont passées en mains *aryennes* ou ont été liquidées », 700 immeubles ont été vendus. 1.289.139.035 francs ont été versés

(1) *Rapport sur la situation concernant l'Administration et l'Économie*, octobre-décembre 1943, portant la signature du *MBF* v. Stuelpnagel (archives de l'*Adm. Mil.*).

(2) *Rapport de l'Adm. Mil. sur la situation en France*, du 21 juillet 1943 (archives de l'*Adm. Mil.*).

à la *Caisse des dépôts et consignations*, provenant en majeure partie de la vente d'actions alors que les produits de la vente d'entreprises ne rentrent que lentement « en raison de la procédure compliquée adoptée par les Français ». Tous ces chiffres ont eu le temps de croître sensiblement de juillet 1943 à juillet 1944.

Les archives du *C. G. Q. J.* ne nous fournissent que peu de renseignements statistiques sur la spoliation en zone Sud. Mais une documentation abondante sur les mises sous administration provisoire, sur les gestions, sur la vente des entreprises et des immeubles témoigne d'une activité inlassable. Nous sommes en état de citer un renseignement global concernant la *région de Toulouse* (Haute-Garonne, Hérault, Lot-et-Garonne, Basses et Hautes-Pyrénées) : 286 entreprises commerciales *aryanisées* jusqu'en septembre 1943 (1).

Quant au caractère général de l'action dans les deux zones, il va de soi que la gestion des entreprises était très souvent désastreuse. Des malversations étaient commises aussi bien du côté du *C. G. Q. J.* que des administrateurs provisoires. De l'avis du Garde des Sceaux exprimé par lettre, en juillet 1944, au Secrétaire général du *C. G. Q. J.*, « la mise sous administration provisoire entraîne le plus souvent l'affaire à son déclin ou à sa ruine (2) ». L'élan donné à la spoliation était tel que, de mars à août 1944, une hâte fébrile s'empara du *C. G. Q. J.* et surtout de ses directions régionales : baisse de prix à 50 %, liquidations, ventes de gré à gré sans homologation par le *C. G. Q. J.*

b) *L'internement des Juifs apatrides pour leur déportation systématique.*

Tandis que le *C. G. Q. J.* pataugeait dans les affaires d'*aryanisation* et dans les arguties juridiques qu'elles soulevaient, les convois de déportation emmenaient des dizaines de milliers de Juifs vers les camps d'extermination. En 1942, le nazisme a vu s'élever le spectre de sa ruine. Dès lors, il trouva le sens définitif de la « solution finale de la question juive » : la suppression immédiate de l' « *anti-race* » juive. Les camps de déportation devaient se remplir à flux continu jusqu'à la disparition de cette « race maudite ». Il fallait donc inaugurer une nouvelle politique d'internements en France et obtenir pour cela, selon la doctrine immuable de l'occupant, la caution de l'*État français*.

Sur ce point, Laval ne tarda pas à décevoir en partie les grands espoirs que l'occupant plaçait dans la docilité de son Gouvernement. Geste significatif : l'Ambassade et le *S. D.* n'arrivèrent pas à obtenir de lui la loi qui obligerait les Juifs à porter un signe distinctif — l'Étoile jaune (3). Le *MBF* a dû édicter lui-même cette mesure (le 29 mai 1942). Dans les

(1) *Dossiers de l'aryanisation économique* du *C. G. Q. J.* de la région de Toulouse (archives du *C. G. Q. J.*).

(2) Projet de lettre du 4 août 1944 du *Secrétaire général aux Questions juives* (*C. G. Q. J.*) au Garde des Sceaux (archives du *C. G. Q. J.*).

(3) L. Poliakov, *L'Étoile jaune*, Éd. du Centre, 1949.

départements du Nord, l'Étoile jaune a été imposée à la même époque, tandis qu'en Alsace-Lorraine elle était introduite depuis septembre 1941. Notons que, le 8 juillet 1942, le *MBF* a édicté une autre ordonnance de caractère vexatoire : interdiction aux Juifs de fréquenter les établissements ouverts au public et de s'approvisionner en dehors d'une certaine heure. Ces mesures ont permis à la Police antijuive du *C. G. Q. J.* d'intensifier pour leur internement sa chasse aux Juifs en contravention avec les ordonnances.

Le plan des déportations systématiques à l'Est a été arrêté le 11 juin 1942 au *R. S. H. A.* (*Office central de la Sécurité du Reich*), à Berlin, en présence de Dannecker (1). Il s'agissait des pays du Sud-Est et de l'Ouest de l'Europe. Le chiffre de 100.000 a été fixé pour la France. L'opération devait se déclencher immédiatement. 10 % d'inaptes au travail pouvaient être compris dans les convois. Ces 10 % étaient-ils fixés en fonction de la capacité des fours crématoires à l'Est, en juin 1942?

Le *S. D.* entreprit sans tarder l'organisation des rafles en France. Les pourparlers avec Laval, Bousquet (2) et son représentant à Paris, Leguay, s'engagèrent aussitôt. Dannecker reçoit la consigne du *R. S. H. A.* d'exercer une pression constante pour faire accepter au Gouvernement de Vichy la déportation de tous les Juifs de France. Mais le *S. D.* se heurte ici à l'attitude de Pétain, irrévocablement hostile à la déportation des Juifs français. Pour ce qui est des Juifs étrangers, Pétain s'inquiète uniquement du sort que le Reich entend réserver aux Juifs alsaciens à la suite de l'annexion de fait de l'Alsace-Lorraine. Quant aux Juifs apatrides de la zone occupée, nous savons que le Gouvernement avait déjà fait le premier pas dans le sens voulu par les Allemands en procédant à la rafle de mai 1941.

Le *S. D.* exige d'abord 50.000 Juifs pour la déportation. Ce chiffre devra être atteint par des rafles dans les deux zones. Pour débuter, il faudra saisir 10.000 Juifs en zone non occupée et 22.000 en zone occupée. L'intervention de la police française sera nécessaire aussi dans la zone occupée. Les pourparlers se déroulent à une cadence précipitée. Laval commence par refuser la police française en zone occupée afin de pouvoir négocier au sujet du sort des Juifs français dans cette zone, mais promet l'extradition des Juifs apatrides de la zone non occupée. Après quelques tentatives pour remettre cette promesse en question, Bousquet et Oberg conviennent que la police française collaborera aux rafles en zone occupée et procédera à l'extradition de la zone non occupée, en échange de quoi, dans les deux zones, seuls les Juifs apatrides seront internés et déportés pour le moment. Cet arrangement a été accepté à Vichy, au cours d'un Conseil des Ministres (3). L'Ambassade était intervenue au début des pourparlers pour obtenir de Laval l'accord de prin-

(1) *Note* signée Dannecker, du 15 juin 1942, sur la conférence du 11 juin 1942, au *R. S. H. A.* (*Département des Affaires juives*) (archives du *S. D.*).

(2) Secrétaire général pour la Police.

(3) *Compte rendu* signé Dannecker, du 6 juillet 1942, sur la conférence du 4 juillet 1942 (présents : Knochen, Dannecker, Bousquet, Darquier, un représentant de la

cipe pour la déportation des 50.000 Juifs des deux zones. Mais elle paraît avoir été tenue en dehors de l'accord sur la limitation des déportations aux Juifs étrangers, car, après le déclenchement de l'action, elle demandera au *S. D.* des éclaircissements à ce sujet.

Sur quelles bases cet accord a-t-il été conclu? L'article 19 de l'Armistice stipule l'obligation pour le Gouvernement français de livrer des personnes allemandes nommément désignées par l'occupant. Il ne comporte pas d'obligations de livrer soit des apatrides, soit un groupe désigné en général (Juifs allemands) au nom de l'idéologie nazie. Il s'agit donc d'une décision prise par le Gouvernement de Vichy en vertu du principe de collaboration. En ce qui concerne le concours français en zone occupée, le *S. D.* a invoqué incidemment la déportation comme mesure de sécurité militaire, en application de l'article 3 de l'Armistice, mais l'argument majeur de Knochen dans ses pourparlers avec Bousquet était la nécessité absolue de la « solution finale » exigée par le *Führer*. C'est au nom de cette décision *idéologique* que l'occupant réclamait le concours de la police française, qui lui était indispensable. Pour les deux zones, la Convention d'Armistice n'entrait donc pas en jeu.

L'organisation de la première rafle fut confiée à une Commission technique comprenant, sous la présidence de Darquier et avec la collaboration du *S. D.*, la police et les administrations intéressées (1). Un problème se posa concernant l'Assistance publique : quel sera le sort des enfants juifs? A la conférence de juin à Berlin, il a été décidé de déporter les Juifs à partir de seize ans. Le 1er juillet 1942, Dannecker déclare à ses Kommandos de province que les enfants ne seront pas déportés. La limite d'âge minimum pour les internements a donc été fixée aussi à seize ans. Les enfants au-dessous de cet âge devaient être groupés à part pour être confiés à l'*U. G. I. F.* Soudainement, le sort des enfants est remis en question. Le 6 juillet, Dannecker télégraphie au *R. S. H. A.* (2) que Laval désire la déportation des enfants avec leurs parents, et le 10 juillet il signale par télégramme à ses supérieurs de Berlin les difficultés que poserait le problème de l'hébergement des enfants, la capacité des maisons de l'*U. G. I. F.* n'étant pas suffisante (3). La question sera débattue entre le *S. D.*, la Préfecture de Police et Darquier, le lendemain de la rafle monstre du 16 juillet. On lit dans le rapport du *S. D.* sur cette conférence que les représentants de la Police française ont exprimé à différentes reprises le désir de voir les enfants également déportés à destination du Reich, mais que tout dépend encore de la décision du *R. S. H. A.*; en attendant, les enfants ne seront pas placés dans des maisons, mais

Délégation française pour la zone occupée). Objet : *Déportation des Juifs de France* (archives du *S. D.*).

(1) Voir note précédente.

(2) *Télégramme* signé Dannecker, du 6 juillet 1942, au *R. S. H. A.*, Berlin. Objet : *Déportation des Juifs de France* (archives du *S. D.*).

(3) *Télégramme* signé Dannecker, du 10 juillet 1942, au *R. S. H. A.*, Berlin (archives du *S. D.*).

internés avec leurs parents. L'accord du *R. S. H. A.* arrive le 21 juillet 1941. Lorsque, plus tard, le *S. D.* apprendra que ses Kommandos en province remettaient parfois des enfants à l'*U. G. I. F.*, il les rappelera à l'ordre. Les autorités de Vichy étaient-elles vraiment assez naïves pour croire en juillet 1942 à l'organisation d'une vie familiale pour les Juifs par les soins du *S. D.* dans les territoires occupés à l'Est?

La grande rafle dans la région parisienne eut lieu les 16 et 17 juillet. Ont été arrêtés : 3.095 hommes, 5.885 femmes, 4.000 enfants, donc en tout près de 13.000 personnes (1). L'action a été déclenchée simultanément en province et a fourni encore 1.200 Juifs (2). D'après une lettre de Darquier à Laval, le Reich avait préparé des trains pour 32.000 personnes, chiffre accepté par Laval. Darquier est désespéré par le manque d'énergie de son Gouvernement. Il supplie Laval d'arrêter des Juifs en plus de la catégorie des apatrides. Le *S. D.* est furieux, car les Juifs de la région parisienne ont été prévenus et un certain nombre d'entre eux avaient réussi à se cacher. D'autre part, le *S. D.* reçoit des renseignements selon lesquels les forces de la Préfecture de Police ont elles-mêmes saboté l'action dans beaucoup de cas. Les rafles provoquent une évasion massive des Juifs à travers la ligne de démarcation. Les camps près de cette ligne se remplissent de fuyards arrêtés. Lors d'un dîner avec les Allemands, Laval s'est même plaint de l'invasion de la zone libre par les fuyards (3), à propos de quoi Dannecker remarque que les nouvelles mesures à la ligne de démarcation feront perdre aux Juifs le goût des évasions.

En juillet 1942, Dannecker a été remplacé par un nouveau chef de la *Section juive* du *S. D.* : Rœthke. A peine les Juifs saisis en zone occupée ont-ils été parqués dans les camps que Rœthke s'intéresse à la préparation des rafles en « zone libre ». Leguay n'est pas pris au dépourvu : l'horaire des convois est déjà fixé, bien que les rafles ne soient qu'en préparation. Le 5 août 1942, la Police nationale adresse aux Préfets une circulaire : les réfugiés juifs ressortissants de dix pays, entrés en France après le 1er janvier 1936, seront retirés des *compagnies de travailleurs étrangers*, des résidences assignées et libres, pour être transférés en zone occupée ; l'émigration est suspendue. La Police nationale prépare l'organisation des rafles (4). Bousquet veut procéder à une rafle massive pour éviter que les Juifs prévenus ne s'échappent (5). L'action a eu lieu dans les nuits du 27 et du 28 août. Le *S. D.* note que Bousquet ne lui a pas signalé de réaction générale de la part de la population, sauf dans le cas où la

(1) *Note* signée Roethke, du 18 juillet 1942. Objet : *Déportation des Juifs apatrides* (archives du *S. D.*).

(2) *Note* signée Knochen, du 30 juillet 1942, adressée au chef de l'État Major auprès du *MBF*, à l'intention du colonel Kossmann (archives du *S. D.*).

(3) *Note* signée Dannecker, du 3 août 1942. Objet : *Ordre du jour pour la conférence avec le Président Laval* (archives du *S. D.*).

(4) *Copie de la lettre du Secrétaire général pour la police*, du 15 août 1942, aux Préfets, signée Cado (archives du *C. G. Q. J.*).

(5) *Compte rendu signé* Heinrichsohn, du 27 août 1942. Objet : *Conférence de Monsieur Leguay et du Commandant Sauts* avec le *S. S. Unterscharführer Heinrichsohn*, le 27 août 1942 (Heinrichsohn était l'adjoint de Dannecker) (archives du *S. D.*).

police a procédé avec brutalité, ce qui a été, selon Bousquet, plus fréquent en « zone libre » qu'en zone occupée (1). Un mémoire anonyme sur cette action attribue l'attitude passive de la population « aux conditions politiques actuelles ». Il souligne aussi le comportement bienveillant envers les Juifs des autorités et parfois de la police. Mais les sphères dirigeantes veulent aboutir. Bousquet élargit les catégories des Juifs à appréhender. Le résultat de cette livraison massive des Juifs de la zone non occupée est donné au *S. D.* par le Délégué de Bousquet en zone occupée, le 15 septembre 1942 (2) : 10.522 personnes dont 3.920 trouvées dans les camps. D'après Rœthke, 9.000 personnes de ce contingent ont été déjà déportées à l'Est, au 3 septembre (3). Le *S. D.* se déclare toujours déçu. Bousquet reconnaît que des indiscrétions ont été commises et que beaucoup de Juifs ont pu traverser la frontière suisse. Or, Berlin exige la déportation de tous les Juifs apatrides avant la fin de 1942 et de tous les Juifs étrangers pour fin juin 1943. Les convois de Drancy partent à raison de trois par semaine, emportant chacun 1.000 Juifs en moyenne. Un arrêt des déportations étant prévu de la mi-novembre à février 1943, Rœthke exige des pouvoirs français 52.000 déportés avant octobre. Au lieu de s'opposer carrément à la fougue nazie, Laval, en négociateur invétéré, entretient les espoirs du *S. D.* par des promesses qu'il espère ne pas tenir. L'occupant attend de lui une loi sur la dénaturalisation massive qui transformerait en apatrides plus de 20.000 Juifs français. A un dîner auquel assistent Oberg et Abetz, Laval promet de livrer par étapes tous les Juifs apatrides, belges, hollandais, et d'entreprendre la dénaturalisation massive ; il fait aussi, quoique en plaisantant, allusion à une contrepartie quelconque du côté allemand (4). Les promesses de Laval ont déterminé le *S. D.* à demander et à obtenir de Berlin des moyens de transports en conséquence (5). De sorte que les dérobades ultérieures de Laval pousseront l'occupant à déchaîner les rafles pour remplir les convois préparés (6).

Himmler estime, en septembre 1942, que les Juifs français ne doivent pas être déportés tant qu'il n'y a pas d'accord de la part du Gouvernement de Vichy (7). En ce qui concerne les étrangers, certains satellites

(1) *Compte rendu* signé Hagen (du *S. D.*), du 4 septembre 1942. Objet : *Extrait du procès-verbal des pourparlers du 3 septembre 1942 avec le Secrétaire général pour la Police, Bousquet* (archives du *S. D.*).

(2) *Lettre* du Sous-Préfet, *délégué dans les Territoires occupés du Secrétaire général à la Police*, du 15 septembre 1942, à Roethke (archives du *S. D.*).

(3) *Rapport* du *S. D* (Roethke-Ahnert), du 3 septembre 1942. Objet : *Déportation des Juifs* (archives du *S. D.*).

(4) *Compte rendu* signé Hagen, du 3 septembre 1942. Objet : *Conférence avec le Président Laval, le 2 septembre 1942* (archives du *S. D.*).

(5) *Note* signée Dannecker, du 3 août 1942. Objet : *Ordre du jour pour la conférence avec le président Laval* (archives du *S. D.*).

(6) *Note* signée Roethke, du 12 septembre 1942. Objet : *Plan pour la déportation des Juifs des zones non occupée et occupée de France* (archives du *S. D.*).

(7) *Télégramme* signé Knochen au *R. S. H. A.*, Berlin, du 25 septembre 1942. Objet : *Déportation des Juifs de France* (archives du *S. D.*).

du Reich protégèrent quelques-uns de leurs ressortissants juifs (Hongrie, Turquie). Quant à l'Italie, elle a eu le grand mérite de sauver l'ensemble des Juifs italiens en France. D'autre part, les Juifs des pays neutres et belligérants, les demi-juifs et les « conjoints d'aryens » étaient dès le début exclus de la déportation. Il fallait tenir compte de toutes ces subtilités. Le *S. D.* se rabat sur les Juifs roumains (1.600 sont arrêtés), néerlandais, bulgares, belges, dantzigois, sarrois. Au début de novembre, la Préfecture de Police accepte de procéder sans aide de la police de l'occupant à l'internement des Juifs grecs : 1.100 personnes, ce qui lui vaut les félicitations de Rœthke (1).

Les Allemands ont envahi la « zone libre ». La Police nationale prend une nouvelle mesure contre les Juifs (loi du 11 décembre 1942) : leurs papiers d'identité porteront un tampon marquant leur race. Cette mesure a grandement facilité les rafles en zone non occupée, ordonnées plus tard par les Allemands, par exemple à Marseille. De fin 1942 à septembre 1943, la Police nationale multiplie les instructions permettant d'incorporer de plus en plus de réfugiés juifs dans les compagnies de travail, facilitant ainsi leur saisie pour la déportation. Les rafles continuent. Dans certains départements, grâce aux ordres préfectoraux, la chasse aux Juifs échappés est fructueuse (2). Rœthke consigne dans son rapport du 27 mars 1943 (3) que 13.000 des Juifs fournis par la zone Sud ont été déportés. Quant à la population juive, elle se terrait autant que possible.

Ce tableau sinistre des effets du régime vichyssois ne doit pas obscurcir les innombrables mouvements de sollicitude agissante et souvent héroïque de la part des particuliers, des organisations de résistance et du clergé. Les organisations juives sociales poursuivaient leur travail, qui devenait presque entièrement clandestin : camouflage des enfants, faux papiers, passage des frontières suisse et espagnole. La couverture officielle que représentait l'*U. G. I. F.* devenait, par contre, non seulement gênante, mais de plus en plus dangereuse pour les persécutés. Malgré certains efforts pour se saborder, l'*U. G. I. F.* subsista, cependant, jusqu'à la Libération. Ajoutons que dans les deux zones son personnel était lui-même décimé à tous ses échelons par de nombreuses arrestations individuelles. De plus en plus nombreux étaient les Juifs s'intégrant dans des organisations de résistance. D'autres cherchaient à gagner la zone d'occupation italienne. L'histoire de cette zone mériterait un récit circonstancié (4). Nous nous bornerons à dire au sujet du régime de clémence instauré par les au-

(1) *Note* signée Roechke, du 5 novembre 1942. Objet : *Arrestation du 5 novembre 1942 matin des Juifs de nationalité grecque* (archives du *S. D.*).

(2) *Lettre du directeur de la S. E. C.* (police antijuive du *C. G. Q. J.*), Montpellier, du 4 mars 1943, au directeur de la *S. E. C.*, Vichy. Objet : *Arrestation des Juifs dans l'Aude* (archives du *C. G. Q. J.*).

(3) *Rapport* paraphé par Roethke, du 27 mars 1943, présenté à Knochen. Objet : *Continuation de la lutte avec la juiverie de France* (archives du *S. D.*).

(4) L. Poliakov, *La condition des Juifs sous l'occupation italienne*, Éd. du Centre, 1946.

torités italiennes dans leur zone que ces dernières bernèrent magnifiquement le *S. D.* et passèrent outre à toutes les observations que l'Administration vichyssoise leur faisait à propos des Juifs. Pendant les quelques mois de l'occupation italienne, la Côte d'Azur a été pour les Juifs une oasis. Le brusque départ des Italiens fut pour eux un désastre. Les Allemands déclenchèrent sans tarder des rafles très fructueuses.

c) *La phase finale des internements et des déportations.*

A partir de 1943, le *S. D.* commence à s'impatienter. Il présume qu'il y a encore 200.000 Juifs en zone Sud et 70.000 en zone Nord. Avant que les déportations, arrêtées en novembre, ne reprennent en février 1943, Rœthke signale au *R. S. H. A.* que Drancy se surpeuple ; de petits contingents de Juifs arrivent quotidiennement. Dorénavant, Knochen et ses chefs du *R. S. H. A.* seront d'avis qu'il faudra entreprendre la déportation des Juifs français en commençant par les internés pour infraction aux ordonnances. Dans un long rapport au *R. S. H. A.* du 12 février (1), Knochen expose que la Préfecture de Police, renseignée sur le projet de cette déportation, avait proposé, pour sauver les Français menacés, une nouvelle rafle de Juifs étrangers et a effectivement livré 1.300 Juifs. Knochen ajoute qu'évidemment les uns et les autres seront déportés et qu'il faut maintenir malgré cela la collaboration de la police française pour l'escorte des convois. Quelques jours plus tard, il rapporte (2) que Bousquet lui avait refusé cette collaboration, mais qu'au grand étonnement du *S. D.* les gendarmes français étaient quand même arrivés au dernier moment et avaient escorté le convoi. Cependant, pour l'avenir, la question de la déportation des Juifs français reste en suspens.

De nombreux contingents de Juifs français sont amenés de la zone Sud. L'occupant y agit de son propre chef. En collaboration avec la Police nationale, il y procède à titre de « mesures de sécurité » à des rafles dans les grandes villes. Telle la rafle de Marseille, en janvier 1943 : près de 800 Juifs ont été arrêtés et expédiés en zone occupée pour être déportés, le 23 mars. Le jour même, Leguay refuse brutalement la participation de la police française. Selon le rapport de Rœthke sur cette entrevue (3), Leguay avait poussé l'audace jusqu'à lui faire remarquer que, si le III^{e} Reich s'arrogeait de régler la question juive en France, la volonté du Führer n'arrivait pas à le faire en Amérique et en Angleterre (le tour de l'Angleterre viendra, quant à l'Amérique, elle réglera elle-même la question, et cela d'une façon plus rigoureuse que l'Allemagne, répondit Rœthke). Malgré le refus de Leguay, les gendarmes ont collaboré à l'ex-

(1) *Rapport* de Knochen au *R. S. H. A.*, Berlin, du 12 février 1943. Objet : *Solution finale de la question juive en France* (archives du *S. D.*).
(2) *Note* de Knochen au *R. S. H. A.*, Berlin, du 16 février 1943 (archives du *S. D.*).
(3) *Note* signée Roethke, du 23 mars 1943. Objet : *Refus de la gendarmerie française de collaborer à la déportation des Juifs de nationalité française* (archives du *S. D.*).

pédition du convoi du 23 mars, mais ont refusé de l'escorter. Le *S. D.* comprend que, du côté du Gouvernement de Vichy, il a atteint la limite. De l'avis de Knochen, dans son long rapport, il faudrait ne pas craindre de provoquer la démission de Pétain pour pouvoir déporter les Juifs français sans perdre l'aide de la police française. Selon lui, Laval les échangerait contre des concessions politiques (rappelons que Laval avait déjà fait une fois, devant Oberg et Knochen, une allusion au principe de contre-partie). Il estime que la résistance opiniâtre de Laval s'explique par la mauvaise situation militaire du Reich et par l'attitude des Italiens envers les Juifs. Le *S. D.* communique au *R. S. H. A.*, fin mars 1943, que le refus de Pétain bloque les déportations jusqu'à nouvel ordre (1). Un convoi de 1.000 personnes — Juifs français et étrangers — part encore le 25 mars. Antignac, qui dirigeait le *C. G. Q. J.* sous Darquier, put offrir à Dannecker pour ce convoi un supplément de Juifs étrangers qui jusque-là étaient protégés de la déportation par leur travail dans les institutions de l'*U. G. I. F.* Le *S. D.* a ordonné de saisir en même temps les fourreurs juifs auxquels on n'avait pas encore touché en raison de leur utilité professionnelle. Beaucoup de Juifs de ces deux catégories purent se cacher. On a arrêté cependant de soixante à quatre-vingts personnes.

Tout l'effort du *S. D.*, chaleureusement soutenu par Darquier, vise maintenant à obtenir de Laval la loi sur la dénaturalisation des Juifs naturalisés à partir de 1927, année au cours de laquelle les naturalisations furent facilitées. Laval traîne les pourparlers en longueur, donne sa signature à un texte de loi, la retire et enfin, vigoureusement soutenu par Pétain, refuse, en août 1943, d'édicter une loi qui n'aurait d'autre but que de livrer des Juifs aux Allemands (2).

Dans les derniers mois de 1943 et jusqu'en février 1944, le *S. D.* fait procéder à des rafles qui enlèvent encore des milliers de Juifs étrangers non protégés par leurs pays d'origine. Comme d'habitude, chaque rafle visait une certaine nationalité. Quant à la zone Sud, indiquons à titre d'exemple, qu'en décembre 1943, Oberg signale à Himmler l'arrestation de 1.417 Juifs, parmi lesquels beaucoup de Français. La chasse aux Juifs en infraction contre les multiples ordonnances ou leurs arrestations pour marché noir continuent dans les deux zones. La police spéciale du *C. G. Q. J.* veillait à ce que ce petit courant d'internement à Drancy ne fût pas tari. Le dernier convoi de la zone Sud pour Drancy part le 17 mai 1944, le dernier convoi de Drancy vers l'Est le 17 août 1944.

Ajoutons que du printemps jusqu'en automne 1944, la fureur des

(1) *Télégramme* de Knochen, du 29 mars 1943, au *R. S. H. A.*, Berlin (archives du *S. D.*).

(2) a) *Compte rendu* signé Roethke du 15 août 1943. Objet : *Loi sur la déchéance de nationalité française des Juifs naturalisés après 1927. Conférence avec Laval et Bousquet, le 14 août 1943, à Vichy* (archives du *S. D.*).

b) *Télégramme* du 25 août 1943 de Knochen au Chef du *S. D.* du Reich. Objet : *Entrevue entre de Brinon et Pétain* (archives du *S. D.*).

troupes allemandes se déchargeait, entre autres, par des massacres désordonnés de Juifs. Dans les régions où la *Wehrmacht* et la *Milice* se débattaient contre la résistance, tout Juif rencontré et reconnu comme tel s'exposait à subir le sort des maquisards. Il y eut aussi des massacres collectifs perpétrés dans des conditions atroces (par exemple le massacre de Guerry, en juillet 1944).

d) *Conclusion.*

Un coup d'œil rétrospectif sur l'histoire des Juifs dans l'*État français* révèle le service irremplaçable rendu par le régime vichyssois à la cause hitlérienne en Europe. Pour déterminer le degré de réussite des persécutions, il ne suffit pas de comparer simplement les rapports entre, d'une part, le nombre respectif des Juifs en France, en Belgique, en Hollande, etc..., d'autre part, le nombre respectif de ceux parmi eux qui ont souffert dans leurs personnes ou dans leurs biens. Il existe au sein d'une population de 42 millions d'autres possibilités d'échapper à l'emprise ennemie qu'au sein de populations particulièrement denses de 5 à 10 millions. On pourrait dire de façon générale que ce qu'il est possible d'arracher en victimes et en biens à la première et aux secondes ne peut être simplement proportionnel à leur importance démographique. L'hécatombe des victimes et les pillages subis par les populations immenses de l'Est ont été gigantesques. Le III[e] Reich aurait-il risqué de paralyser la vie en France et d'y enliser du même coup ses forces militaires et administratives en y déchaînant une terreur et une dévastation matérielle semblables? Toute sa politique et aussi sa doctrine économique et raciste permettent d'en douter. La France, grande puissance de l'Occident, l'obligeait à d'autres méthodes d'administration et de conquête, avec ou sans collaboration. Or, à défaut d'une administration française fondée sur l'autorité de l'État, l'occupant nazi aurait eu à se débattre contre des administrations locales autrement rétives. En particulier, dans son action antijuive, il aurait été amené à frapper à tort et à travers. Il aurait peut-être atteint des personnes et des biens parmi ceux que l'action délibérée du Gouvernement de Vichy avait réussi à épargner partiellement. Mais, lorsque la police ou les services ministériels de Vichy lui opposaient un refus, son action devenait peu efficace, de son propre aveu. On ne s'avance pas trop en concluant que, tout seul, l'occupant n'aurait pas obtenu les résultats que lui apporta la collaboration de l'*État français* qui a administré le déracinement social et matériel des Juifs, a prêté la police pour l'exécution des « mesures de sécurité » nazies et a, enfin, désigné et « concentré » de vastes catégories de victimes pour leur déportation vers l'inconnu derrière le rideau de la Nuit et du Brouillard.

Joseph Billig.
Centre de Documentation juive contemporaine.

LES « SOLUTIONS FINALES » A LA LUMIÈRE D'AUSCHWITZ-BIRKENAU (1)

Je tiens à faire remarquer ici que, en ce qui me concerne, je n'ai jamais ressenti de haine contre les Juifs... Le sentiment de haine m'est tout à fait étranger.

R. Hoess : *Autobiographie*, p. 170.

I. — Divisions administratives d'Auschwitz

Dans les mémoires et les rapports qu'il rédigea dans sa prison à la demande des autorités polonaises, avec un déconcertant souci d'objectivité et d'exactitude, Rudolf Hoess (2), constructeur et commandant du camp d'Auschwitz, n'oublie pas de régler même ses comptes de métier. Si sa détermination d'être aussi irréprochable dans le rôle de détenu et de témoin qu'il le fut auparavant dans celui de bourreau en chef n'était pas marquée d'une platitude foncière, on pourrait presque croire à une plaisanterie de mauvais goût : tout en faisant semblant de répondre docilement aux questions des enquêteurs, il profiterait des facilités obtenues pour s'adresser, par-dessus leurs têtes, aux héritiers du nazisme et revendiquer le titre de *S. S.* sans tache et sans reproche.

Parmi les griefs bien tardifs qu'il formule à l'égard de certains de ses

(1) La plupart des documents concernant le camp d'Auschwitz se trouvent en Pologne, notamment dans les archives de la *Commission générale d'enquête sur les crimes allemands en Pologne*, au *Musée d'Auschwitz* et à l'*Institut historique juif* (archives de l'ancienne *Commission historique juive*). Une importante collection de ces documents se trouve aussi (sous forme de photocopies) en possession du *Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale.*

L'*Autobiographie* de R. Hoess a été traduite et publiée en langue polonaise ; elle forme le VII[e] volume du *Bulletin* de la Commission susmentionnée.

Les lettres majuscules suivies d'un chiffre indiquent la cote des documents inclus dans les dossiers de Nuremberg.

Pour toutes les autres sources, nous indiquons les références nécessaires en cours d'article.

(2) Né le 15 novembre 1900 à Baden-Baden. Combattant de la première guerre mondiale. Membre du parti hitlérien depuis 1922. Avec deux autres camarades, il tua, au mois de mai 1923, Walter Kadow (pour avoir livré aux Français A. L. Schlageter, organisateur de sabotages dans le bassin de la Ruhr). Condamné à dix ans de prison, il en purgea six et fut amnistié. *Blockführer* à Dachau ; officier adjoint à Sachsenhausen, commandant d'Auschwitz de 1940 à 1943. Chef de service D. I. (faisant partie des *S. S.-W. V. H. A.*). Condamné à mort par la *Haute-Cour polonaise*, il fut exécuté à Auschwitz même, le 16 avril 1947.

anciens supérieurs et subalternes, Hoess tient surtout à prouver qu'il avait raison dans les divergences qui l'avaient jadis opposé au créateur et inspecteur du système concentrationnaire, Théodore Eicke : « Fidèle à une éducation périmée », ce dernier, dit Hoess, en substance, était — dans les affaires concernant les camps de concentration — « borné et mesquin », n'y voyant qu'un lieu d'isolement pour les « ennemis de l'État ». Quand, en 1938, on procéda, par exemple, à l'installation d'un camp pour les femmes, il ne permit de le calculer que pour 2.000 prisonnières au plus : « Pohl (1) voulait le construire pour 10.000. Eicke prétendait que Pohl était fou, parce qu'un tel chiffre ne saurait jamais être atteint.... Ainsi naquit, enfoncé dans une vallée de montagne, le camp de concentration... de Ravensbrück..., destiné... à entasser 250.000 femmes (2) sur un terrain exigu. C'est Pohl qui voyait le plus loin et prévoyait plus juste. »

Chargé lui-même d'établir un camp supplémentaire, en pleine guerre par surcroît, et dans une province conquise, Rudolf Hoess, épaulé par Pohl, ne se montra ni borné ni mesquin. Il conserva tout au moins la possibilité d' « agrandissements ultérieurs ».

Avec le temps, le camp d'Auschwitz finit par couvrir, en effet, une superficie de quarante kilomètres carrés, tout en continuant à s'agrandir. Bien que son rendement en destruction et en exploitation des hommes n'eut pas d'équivalent dans l'histoire, tout porte à croire qu'à cet égard il n'était que le début d'une entreprise que l'on mettait seulement en marche.

Ayant englouti toute une série de localités environnantes, évacuées de leurs populations à cet effet, le camp d'Auschwitz fut divisé, par ordre (3) du 12 novembre 1943, en trois grandes unités administratives : 1) le camp de concentration d'*Auschwitz I*, dit « *Stammlager* » (camp principal) ; 2) le camp de concentration d'*Auschwitz II*, c'est-à-dire *Birkenau* ; 3) le camp de concentration d'*Auschwitz III*, englobant *Monowice* (avec les usines de Buna) et les camps extérieurs (« *Aussenlager* ») (4).

Le 25 novembre 1944, Birkenau sera incorporé au camp principal et « Auschwitz III » rebaptisé en « *Kozentrationslager Monowice* (5) », changement n'ayant apparemment d'autre but que de camoufler l'existence de Birkenau, décidément trop compromettant (6).

(1) Oswald Pohl, chef de *W. V. H. A.* (*Service central de sécurité du Reich*).

(2) En réalité, le nombre des prisonnières de Ravensbrück ne dépasse jamais 80.000 femmes à la fois.

(3) Signé par Liebehenschel, commandant d'Auschwitz, successeur de R. Hoess, sur l'ordre de Himmler (Nr. 53/43).

(4) Ils étaient installés dans des mines et dans des entreprises industrielles agricoles et forestières, auxquelles le camp vendait le travail de ses esclaves.

(5) Ordre Nr. 29/44.

(6) De tels changements de noms furent opérés, dans le même but, antérieurement : l'ordre Nr. 7/25, daté du 30 mars 1943, rebaptise *F. K. L.* (*Frauen Kozentrations Lager* = camps de concentration pour femmes) en *F. L.* (*Frauenlager* = camp

Ce dernier n'était donc qu'une fraction de l'énorme consortium. Prévu dès le début pour l'action spéciale (1), il devait, selon le projet liminaire, être réservé aux seuls Juifs, et tous les prisonniers *aryens* devaient être transférés dans les deux autres parties du camp. En réalité, ledit projet ne fut jamais exécuté. Couvrant un terrain d'environ 175 hectares, divisé en trois secteurs subdivisés, eux aussi, en un certain nombre de « champs », Birkenau constituait à lui seul une agglomération grouillante et ramifiée, où les Juifs, bien qu'en majorité, ne représentaient tout de même qu'une partie de la population concentrationnaire. D'autre part, aussi bien le *Stammlager* qu'*Auschwitz III* étaient très fortement « enjuivés ». Même la clause qui, tout d'abord, interdisait l'envoi des Juifs dans les camps extérieurs fut très vite transgressée.

Par contre, l'extermination directe et massive s'accomplissait dans l'enclave restreinte, située à l'extrémité nord de Birkenau et rigoureusement isolée des autres secteurs. C'est là que des millions d'êtres humains, descendus du train, étaient anéantis séance tenante. C'est là encore qu'étaient acheminés les détenus, retirés de la « circulation » par les sélections les plus variées.

Pour définir les « aspects juifs » d'Auschwitz, nous devons donc : a) retracer l'historique, le fonctionnement et les réalisations perpétrées dans l'enclave réservée à l'extermination directe et massive ; b) définir la condition des Juifs quand ils étaient admis dans le camp.

La juxtaposition des faits nous mettra inévitablement en face de contradictions nombreuses, aussi bien en ce qui concerne les principes régissant l'univers concentrationnaire qu'en ce qui touche aux lignes de démarcation entre les déportés juifs et les *aryens*. Contrairement à une opinion fondée sur les comptes rendus relatant des faits matériels isolés, nous ne pensons pas que ces contradictions traduisent uniquement des paradoxes contingents : cette multiplicité a une origine parfaitement discernable, sa « stratification » réglementaire a été établie par la direction des camps, ses fonctions savamment déterminées. Pour l'éclairer, il faut toutefois rapprocher ses composantes des types qui leur ont correspondu dans l'ensemble du système d'extermination hitlérien.

pour femmes). La note (*Aktenverwerk*), du 31 mars 1944, change le nom *K. G. L.* (*Kriegsgefangenenlager* = prisonniers de guerre) en *Lager II*. Dans le premier cas, il s'agissait de faire croire que les femmes ne se trouvaient pas dans un camp de concentration, dans le second qu'il n'y avait pas de prisonniers de guerre à Auschwitz.

(1) En automne 1941, une « *direction pour des constructions spéciales* » (*Sonderbauleitung*) commença à installer sur les marécages de Birkenau, à une distance de trois kilomètres du *Stammlager*, un camp supplémentaire destiné aux prisonniers de guerre (*K. G. L.*) et devant accueillir — selon le projet de Berlin — 200.000 détenus (l'ordre de le construire est du 1er septembre et du 16 décembre 1941 ; les crédits respectifs sont accordés en date du 9 janvier 1942). Le terme « spécial » se rapporte toujours à un assassinat en masse. Qu'en l'occurrence il soit associé à un camp de prisonniers de guerre n'est nullement un « lapsus » : il s'agissait des prisonniers soviétiques qui, parqués sur l'emplacement du futur camp des femmes de Birkenau, seront, en effet, assassinés en masse.

Sans abandonner notre sujet propre, c'est-à-dire Auschwitz et l'extermination des Juifs, nous sommes amenés ainsi à définir l'évolution et la progression de la pensée nazie en général : les facteurs qui firent naître l'idée de la *solution finale* contre les Juifs, l'extension de cette *solution* aux autres catégories et nationalités, les considérations qui ont accéléré, retardé ou limité les modalités de cette solution.

L'acheminement des convois vers Auschwitz

Les tâches hallucinantes dévolues à Auschwitz avaient-elles été prévues dès la période d'installation du nouveau camp? Le contraire paraît prouvé.

Quoi qu'il en fût, l'emplacement géographique, choisi pour le nouveau camp, déterminait son futur rayonnement ; situé à une cinquantaine de kilomètres à peine de Cracovie, mais sur un territoire incorporé au Reich, il se trouvait dans l'esprit des fondateurs, non pas en Pologne, mais bel et bien en Allemagne. Pour le moment, il constituait donc un poste concentrationnaire avancé, appartenant au réseau « national » préexistant, ouvrant toutefois — pour le recrutement de ses effectifs — sur le *Gouvernement général* de Pologne voisin et sur les pays limitrophes.

Intégré dans un ensemble d'impératifs et pratiqué déjà bien auparavant (1), le travail des esclaves à cette époque faisait loi. En l'occurrence ce facteur agissait doublement : si la proximité des mines du Bassin polonais (Zaglembie) et des centres industriels de Haute-Silésie détermina en grande partie le choix du terrain, l'accumulation grandissante des esclaves fit fonder à son tour des entreprises entièrement nouvelles, conditionnées dès leur origine par l'exploitation des détenus. C'est ainsi que sont nées les usines chimiques de Monowice (Buna), les établissements Krupp « Union » et un grand nombre d'autres entreprises.

Au cours de sa visite à Auschwitz au mois de mars 1941, Himmler fit part de sa décision de le transformer en « une puissante centrale d'armement » : « Un camp pour 100.000 prisonniers de guerre, agrandissement de l'ancien camp pour 30.000 prisonniers, préparation de 10.000 prisonniers pour Buna.... A l'époque, c'étaient des chiffres tout à fait inconnus dans l'histoire des camps. Un camp pour 10.000 prisonniers passait déjà, à cette date, pour immense (2). »

(1) Cf. Olga Wormser, Le rôle du travail des concentrationnaires dans l'économie de guerre allemande (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nos 15-16, juillet-septembre 1954).

(2) R. Hoess, *Autobiographie* (p. 153). S'agissait-il déjà de préparatifs à la guerre contre l'U. R. S. S., déclenchée seulement trois mois plus tard? Commentant plus loin (p. 160-162) l'effroyable mortalité parmi les prisonniers soviétiques, le même Hoess ne manquera toutefois pas de préciser : « En 1941, l'armée allemande n'était pas préparée à de telles masses de prisonniers. L'appareil qui en était chargé était trop raide et trop peu actif pour qu'il puisse improviser rapidement quoi que ce fût. »

Il paraît toutefois certain que même ces plans ne tiennent pas compte du futur afflux des « contingents juifs ». Jusqu'au début de 1942, le principal contingent de prisonniers d'Auschwitz est constitué par les Polonais. Puis vinrent les prisonniers soviétiques et, en troisième lieu, les Tziganes.

Chambres a gaz et crématoires

Dans la seconde moitié de 1941, R. Hoess fut convoqué à Berlin, où Himmler lui déclara : « Le Führer a décidé une solution finale pour la question juive. Nous, les *S. S.*, sommes chargés d'exécuter cet ordre. Les lieux d'extermination qui se trouvent à l'Est ne seront pas en mesure de mener à bien cette « action » projetée à une grande échelle. J'ai donc décidé d'en charger Auschwitz, en raison de sa situation avantageuse au point de vue des communications et aussi parce qu'il est facile de l'isoler et d'en masquer le terrain (1)... »

A la fin de novembre 1941, Hoess participe, dans le bureau d'Eichman à Berlin (2), à une réunion du « secteur juif », où les responsables répartis par Eichman dans les pays divers rendirent compte de l'état de l'action et des difficultés de sa réalisation : par exemple trouver un emplacement pour les gens arrêtés, la préparation des trains pour le transport, le plan du trafic ferroviaire, etc...

En attendant, de concert avec Eichman, Hoess décide de fixer à Auschwitz le lieu de « l'action » préparée : une simple ferme paysanne, située dans le coin nord-ouest du futur *secteur III* à *Birkenau* : « Elle se trouvait à l'écart, dissimulée par une forêt et par des haies et n'était pas trop éloignée du chemin de fer. Les cadavres devaient être enterrés dans des fossés profonds, sur le pré voisin. En ce temps-là, nous n'avions pas encore pensé à brûler les corps. Nos calculs nous firent prévoir que si le gaz était dûment concentré, on pourrait tuer dans les pièces disponibles 800 hommes à la fois. Par la suite ce calcul s'avéra juste (3). »

Le doute ne subsistait qu'au sujet du gaz à choisir. Le gaz de combustion appliqué dans les camps d'extermination fonctionnant déjà ne satisfaisait pas les organisateurs : « il agit, comme le disait le chef responsable à Chelmno, d'une manière très irrégulière et souvent il ne suffit pas à provoquer la mort (4) ». Par ailleurs : « Tuer avec l'oxyde de carbone par douches, au cours d'un bain, comme on le faisait pour des aliénés, dans certaines localités du Reich, aurait nécessité (selon Eich-

(1) R. Hoess, *Relation sur l'extermination des Juifs dans le camp d'Auschwitz* (p. 225). Ce rapport fut rédigé par Hoess dans la prison de Cracovie, en 1945, avant qu'il n'ait entrepris d'écrire son autobiographie. Il existe, par ailleurs, un témoignage antérieur de Hoess, signé le 5 avril 1946, à Nuremberg, indépendant du procès-verbal de sa déposition devant la Cour de Nuremberg, le 15 avril 1946.
(2) Voir page 75.
(3) *Ibid.*, p. 226.
(4) *Ibid.*, p. 229 (et p. 237 et 238, à propos de Treblinka).

man) trop de bâtiments ; la fourniture du gaz pour un si grand nombre d'hommes serait, elle aussi, très problématique (1). »

C'est alors qu'une expérience, dont les résultats étaient très attendus, eut lieu à Auschwitz. Pour tuer environ 250 malades choisis dans les hôpitaux du camp et environ 600 prisonniers de guerre soviétiques, le *Hauptsturmführer* Fritsch les fit entasser dans les cellules situées dans la cave du block 11, fit obturer les lucarnes et, ayant mis un masque à gaz, y versa le *cyclon B* (2). D'ores et déjà, le *cyclon B* (acide prussique) sera adopté aussi bien dans les chambres à gaz d'Auschwitz que dans celles de Maïdanek (3).

Pour le moment, ce sont cependant les transports de prisonniers soviétiques qui continuent à subir le nouveau « traitement (4) », notamment dans une chambre à gaz installée dans le charnier du Revier.

Les « contingents juifs » ne commencent à affluer qu'au début de 1942. Pour les tuer, bientôt la ferme ne suffit plus. On en aménage alors, aux mêmes fins, une seconde, dont les chambres à gaz peuvent accueillir 1.200 victimes à la fois. En peu de temps, cet agrandissement s'avère lui-même insuffisant. De plus après son inspection à Auschwitz, au cours de l'été 1942, Himmler ordonne de vider tous les fossés, de brûler les corps et de « faire disparaître les cendres, de sorte qu'il soit dans l'avenir impossible de calculer le nombre de cadavres incinérés (5) ».

On les brûle sur des bûchers de bois arrosés de déchets de pétrole brut et pouvant supporter chaque fois 2.000 corps. En même temps, on brûle sans arrêt, jour et nuit, les cadavres dans les fossés. Les cendres et les os, après avoir été moulus en poudre, sont dispersés dans les forêts, ou jetés dans la rivière Sola.

Cette crémation gigantesque ne manque pas d'inconvénients : « L'odeur de corps brûlés se répandait à une grande distance, de sorte que toute la population des environs se mit à parler de la créma-

(1) R. Hoess, *op. cit.*, p. 226.

(2) Selon Hoess, ce gaz provoqua « d'emblée la mort » (*Ibid.*, p. 227). Les résultats de l'enquête de la *Commission générale... en Pologne* sont plus nuancés : « Ayant versé... le contenu des boîtes à cyclon, le *S. S.* ferma la porte. Le lendemain, dans l'après-midi, le *S. S.* Palitsch, muni d'un masque à gaz, ouvrit les portes et constata que quelques-uns parmi les prisonniers vivaient encore. On ajouta donc du cyclon, on referma les portes et on les ouvrit le soir du jour suivant. A ce moment-là, tous les prisonniers étaient morts » (*Bulletin* de ladite Commission, t. I, p. 120).

(3) Les autres usines de la mort (que nous mentionnons par la suite) continueront à se servir des gaz de combustion.

(4) Comme ce sera plus tard la règle pour les « lots » juifs, ces transports aussi ne sont ni inscrits ni comptés. Malgré son intention d'être un témoin aussi exemplaire que possible, Hoess ne se souviendra distinctement que d'un « transport... de 900 prisonniers de guerre soviétiques gazés ainsi et dont la crémation dura plusieurs jours ».

(5) R. Hoess, *Ibid.*, p. 229. Remarquons, simultanément, que le *Standartenführer* Blobel (dont l'état-major était défini par le chiffre « 1005 ») reçut de Himmler l'ordre de retrouver toutes les fosses communes dans l'Est, afin d'organiser l'incinération de leurs cadavres. Cette besogne fut exécutée par des prisonniers d'Auschwitz, fusillés chaque fois dès la fin des travaux de crémation effectués dans un secteur donné.

tion des Juifs, malgré une contre-propagande faite par le parti et par les services de l'administration (1). » De son côté, la défense anti-aérienne proteste contre les feux visibles de loin dans la nuit. « Cependant, on était toujours obligé de brûler les cadavres même pendant la nuit, pour éviter « l'embouteillage » à la réception des transports (2). » Tous ces motifs sont à l'origine des constructions successives planifiées cette fois à une échelle beaucoup plus importante et certifiées par toute une série de documents.

La commande du 3 août 1942 (Nr. 11450/42/Bi/H) confie la construction des gigantesques fours crématoires à la maison *Topf und Söhne* à Erfurt. Au début de 1943, quatre fours sont mis à la disposition des autorités du camp. Ils portent les chiffres : II, III, IV et V et possèdent, tous, de grandes chambres à gaz. Dans les crématoires II et III, ces dernières sont situées dans le sous-sol (3) ; dans les crématoires IV et V, au-dessus du sol (4).

La note de service (Nr. 32, 269/43) précise que la voie ferrée, dont le terminus, « la rampe (5) de déchargement », se trouve en face de la porte conduisant aux crématoires, est destinée aux « transports spéciaux » (*Sondertransporte*). La lettre de Bischoff, du 13 janvier 1943 (Nr. 21242/43), insiste : « ... Il importe, avant tout, de livrer sans tarder les portes commandées pour le four crématoire dans le *K. G. L.* (6), urgent pour mener à bien les mesures spéciales (*Sondermassnahmen*). » Dans sa lettre, du 29 janvier 1943 (Nr. 22250/43), adressée à Kammler, chef de groupe du service C, le même Bischoff est encore plus explicite, puisqu'il parle textuellement de *chambres à gaz* (*Vergasungskeller*).

En ce qui concerne le *cyclon B*, la société *Testa* (de Hamburg) a fourni, au cours des années 1942 et 1943, plus de vingt-sept tonnes de ce poison à l'administration des camps *S. S.*, dont plus de vingt tonnes pour le seul camp d'Auschwitz (7). L'usine des produits chimiques *Azot* à Jaworzno en livra 1.155 kilos aux autorités d'Auschwitz, dans la seule période du 3 août 1943-29 avril 1944 (8).

Quant aux fours crématoires (9), ils pouvaient incinérer 12.000 ca-

(1) Notons que le même phénomène se produisit dans toute une série d'autres terrains dotés d'usines de mort. Si nombre de ces dernières n'étaient entourées que de villages, l'odeur de brûlé se répandant du camp dit de Janow saturait la grande ville de Lwow.

(2) *Op. cit.*, p. 230.

(3) Sur les plans de construction (Nr. 932 et 938, du 28 janvier 1942), elles sont nommées *Leichenkeller* (caves aux dépouilles). La cave 1 couvrait une superficie de 210 m² et avait 2,4 de hauteur ; la cave 2, une superficie de 400 m² et 2,3 de hauteur.

(4) Nommées *Badeanstalt fur Sonderaktion* (Bain pour l'action spéciale) (note de service du 21 août 1942 ; Nr. 12.115/42). Chacune a une superficie de 580 m².

(5) Le quai.

(6) C'est ainsi, rappelons-le, que fut nommé au début le camp d'extermination de Birkenau en liaison avec les prisonniers de guerre soviétiques.

(7) NI-11937 (Dossiers de Nuremberg).

(8) Cf. compte rendu du 11 mai 1945, établi pour la *Commission générale* à la base de la comptabilité de l'usine *Azot*.

(9) Nous croyons superflu de citer ici toute une série d'autres documents ayant

davres par jour, ce qui donnait une possibilité de crémation de 4.380.000 corps par an (chiffre à retenir pour les considérations développées dans la seconde partie de la présente étude). Durant la période de mai-août 1944, même ce rendement n'a pas pu satisfaire à la demande. Les transports massifs, amenant sans relâche les Juifs hongrois, imposaient d'avoir recours à l'ancienne méthode de crémation dans les fossés. C'est ainsi qu'en août 1944, on a atteint le chiffre de 24.000 corps brûlés en un jour (1).

La réception des transports

Après avoir quitté les trains et abandonné leurs bagages sur place, les victimes étaient soumises à une sélection préliminaire. Vieillards, estropiés, hommes chétifs, femmes avec des enfants de moins de quatorze ans, femmes enceintes, étaient éliminés à l'avance. Les autres passaient devant un médecin, dont un signe du doigt leur valait soit la mort immédiate dans les chambres à gaz proches, soit la mort lente dans le camp.

Les sélections étaient, en principe, confiées à des médecins *S. S.*, mais « elles incombaient souvent à un des chefs du camp ou à un chef du service du travail... A ce propos, il y avait des frictions entre les médecins *S. S.* et les chefs du service du travail (2) ».

Étant donné que les connaissances médicales étaient superflues pour cette sélection, il faut bien conclure que les médecins *S. S.* considéraient l'envoi des humains à la mort comme un privilège de leur charge. Ce n'est pas tout : « Ceux des malades qu'on ne pouvait pas conduire dans une chambre à gaz étaient tués d'une balle dans la nuque... Un médecin *S. S.* était tenu d'y assister (3). »

Pour éviter la panique parmi les victimes, « on repérait tout de suite les éléments rebelles et on ne les perdait plus de vue. Si une agitation était remarquée, on conduisait clandestinement derrière le bâtiment ceux qui la provoquaient ; là on les tuait avec un fusil de petit calibre, de manière que les autres ne puissent s'en apercevoir ».

« Quand on amenait les prisonniers et quand ils se déshabillaient, l'essentiel était que l'ensemble de cette procédure se déroulât dans le plus grand calme, sans cris et sans bousculade (4). » On avait recours à la persuasion et à l'intervention amicale des membres de la brigade spéciale (*Sonderkommando*).

Pour induire les victimes en erreur, la salle de déshabillage était

trait à ces constructions. Ils ont été réunis par la *Commission générale en Pologne*. Le mérite de leur classement revient à Jean Sehn, juge d'instruction à Cracovie.

(1) Exploit qui a valu au service des crématoires une récompense spéciale sous forme de vodka.

(2) R. Hoess, *Ibid.*, p. 230.

(3) *Ibid.*, p. 228.

(4) R. Hoess, *Ibid.*, p. 187-188.

pourvue d'un écriteau : *Wasch und Desinfectionsraum* (salle de bain et de désinfection), avec une traduction de cette indication dans la langue des victimes. Les *S. S.* conseillaient à ces dernières de retenir le numéro de leur portemanteau (1).

Tous ces moyens n'étaient pas toujours efficaces. Hoess lui-même reconnaît, sans toutefois s'y attarder, que déjà le déroulement des sélections à « la rampe » abondait en incidents divers : « La dislocation des familles, hommes séparés de leurs femmes et de leurs enfants, provoquait une grande excitation dans les transports. La séparation consécutive des aptes au travail aggravait encore cet état de choses. Les familles désiraient, évidemment, demeurer groupées. Ceux qui venaient d'être choisis revenaient à leurs familles, les mères avec leurs enfants petits cherchaient à rejoindre soit leurs maris, soit leurs enfants plus grands destinés au travail... Toutes les tentatives pour calmer les foules humaines excitées échouaient ; on était obligé souvent de rétablir l'ordre par la force (2). »

Toute une série de témoignages relate ce rétablissement de l'ordre par la force (3). Une meute de chiens avait été dressée dans ce but. Reculant devant les bêtes enragées, les victimes se sauvaient et se serraient corps contre corps dans la chambre à gaz ; c'est ainsi que la densité souhaitée était vite obtenue.

Le comportement des victimes

Les victimes ont-elles connu ou pressenti leur sort? « Des Juifs grecs arrivaient souvent avec des plans topographiques sur lesquels ils espéraient retrouver leurs parcelles de terre (4). » D'autres encore, à qui on avait promis de les échanger contre des prisonniers allemands, demandaient, en descendant du train, si la Manche se trouvait encore loin. Les Juifs d'Europe centrale, eux, gardaient moins d'illusions. Avec le temps, les déportés venant des pays occidentaux finissaient, eux aussi, par savoir ou par pressentir la vérité.

A cette foule tragique affrontant la « procédure », les derniers réflexes faisaient chercher fébrilement une ligne de conduite. Rendus impuissants par la force brutale, le dépaysement et la vitesse imposée, ils ne s'exprimaient que par de pauvres tentatives, en l'occurrence les seules admissibles : « Voici deux sœurs d'une quarantaine d'années ; un petit garçon de dix ans donne la main à sa tante ; il part avec elle. La mère proteste et rejoint son fils vers la chambre à gaz. La tante rejoint le groupe des survivants. Ou une réaction instinctive des femmes

(1) Enquête de la *Commission générale* (*Bulletin*, vol. I, p. 122).
(2) R. Hoess, *Ibid.*, p. 190.
(3) *Bulletin*, I, p. 122 ; *Oswiecim*, p. 81.
(4) La *Gestapo* (qui organisait leur « émigration ») leur vendait, pour de grosses sommes, des « propriétés » (terres ou magasins) en Ukraine.

jeunes : « Nous ne sommes pas fatiguées », prétexte pour ne pas monter dans les camions (1). Une autre fois : « Dans ce dernier groupe, j'aperçois ma femme et ma fillette de quatorze ans. Nous n'avons plus la possibilité de nous parler, mais nous nous faisons des signes (2). »

Voici quelques observations recueillies et fixées par un témoin aussi peu suspect d'exagérer en la matière que le commandant en chef d'Auschwitz (pour éviter toute déformation, nous citons ces extraits dans une traduction littérale) : « Beaucoup de femmes cachaient leurs bébés sous le tas de leurs vêtements (...), craignant que la désinfection ne leur soit nuisible. Les petits enfants pleuraient en général, en se déshabillant dans des circonstances si extraordinaires. Quand les mères ou les membres de la brigade spéciale leur parlaient amicalement, ils se calmaient cependant et, jouant ou se taquinant, entraient dans les chambres à gaz, tenant leurs jouets. J'ai remarqué que des femmes, qui pressentaient ou savaient ce qui les attendait, arrivaient, malgré une terreur mortelle dans leurs yeux, à plaisanter avec les enfants ou à les persuader gentiment (3).

« Une femme s'approcha de moi pour me dire, en indiquant ses quatre enfants qui s'étaient pris sagement par la main pour conduire les plus petits sur un terrain accidenté : « Comment serez-vous capables d'assassiner des « enfants si beaux et si gentils? N'avez-vous vraiment pas de cœur? »

« Passant devant moi, un vieillard me jette : « Les Allemands seront obligés « d'expier lourdement cet assassinat massif des Juifs ! » Ses yeux flambaient de haine. Malgré cela, il est entré tranquillement dans la chambre à gaz, sans se soucier des autres. Une femme attira mon attention, parce qu'elle aidait avec zèle les petits enfants et les vieilles femmes à se déshabiller, courant par-ci par-là... Elle circula, jusqu'à la fin, près des femmes qui avaient beaucoup d'enfants et qui n'étaient pas encore déshabillées ; elle leur parlait cordialement et apaisait les enfants. Elle est entrée dans la chambre à gaz parmi les dernières. Elle s'arrêta devant la porte et dit : « Je savais dès le « début que nous allions à Auschwitz pour être gazés ; j'ai évité que l'on ne « me compte parmi les aptes au travail, en prenant avec moi des enfants. « J'ai voulu vivre tout cela avec exactitude et en pleine conscience. Proba- « blement cela ne durera pas longtemps. Courage (4) ! »

« Il arrivait de temps en temps qu'en se déshabillant, des femmes poussent des cris bouleversants, s'arrachent les cheveux, se comportent comme des folles. Alors, on les conduisait rapidement derrière le bâtiment pour les tuer d'un coup de feu dans la nuque...

« Il arrivait aussi que des femmes..., conscientes de ce qui allait se passer, nous criaient toutes les injures imaginables.

« J'ai vu comment, au moment de fermer les portes de la chambre à gaz, une femme voulait pousser à l'extérieur ses gosses et criait en pleurant : « Laissez en vie au moins mes chers enfants (5). »

« Une fois, deux petits enfants étaient si absorbés par le jeu, que leur mère

(1) Déposition d'Ania Posner. Enquête du *Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale*.

(2) Dr Miklos Nyiszli, S. S. Obersturmführer docteur Mengele (*Les Temps modernes*, Nr. 65, mars 1951, p. 1657).

(3) Hoess, *Autobiographie*, p. 188-189.

(4) Dans le texte de Hoess : « Portez-vous bien ! » Même si Hoess n'a pas déformé les mots, l'expression allemande citée (ayant, comme toute expression figée par l'usage, acquis une acception métaphorique) n'a pas pu, en l'occurrence, signifier autre chose que : « Courage ! »

(5) *Ibid.*, p. 187-190.

n'arrivait pas à les en arracher... Je n'oublierai jamais le regard de la mère implorant la pitié ; elle savait de quoi il s'agissait. Ceux qui étaient déjà dans la chambre à gaz commencèrent à s'inquiéter — il fallait que j'agisse. Tout le monde me regardait. Je fis signe à un sous-officier de service et celui-ci prit dans ses bras les deux enfants qui résistaient. Puis il les porta dans la chambre à gaz, suivi par la mère qui poussait des cris à déchirer les cœurs. Sous l'effet de la compassion, j'aurais souhaité disparaître sous terre, mais il ne m'était pas permis de faire voir la moindre pitié (1). »

Souvent, « pour être à jour » avec l'afflux incessant des transports, on dirigeait l'excédent de la rampe juive vers les bûchers, où d'immenses colonnes de fumée montent jusqu'au ciel et répandent l'odeur de la chair grillée et des cheveux qui brûlent. Dans la cour, une foule d'environ 5.000 âmes, épouvantée d'horreur ; tout autour, d'épaisses chaînes de *S. S.*, avec des chiens policiers tenus en laisse.

Les victimes sont tuées d'une balle dans la nuque. Sur le lieu des exécutions en chaîne, « les cris d'horreur étouffent le bruit du tir ; on n'entend rien qu'un déclic. Aussitôt après, sans même avoir cessé de vivre, la victime est jetée dans les flammes du bûcher. Cinquante mètres plus loin, le travail bat son plein près d'un autre bûcher, en tout point semblable au premier. Ici, aux bûchers, c'est l'*Oberscharführer* Moll qui commande... Le rendement des deux bûchers était de 5 à 6.000 morts par jour..., mais ici la mort est mille fois plus horrible (que dans les chambres à gaz) ; car on y meurt deux fois, d'abord par balle dans la nuque, ensuite par le feu (2) ».

« L'*Oberscharführer* Moll jetait des hommes vivants dans le feu, relate un autre témoin oculaire. Je l'ai vu de mes propres yeux », etc... (3).

D'autres fois, on dirigeait l'excédent des victimes dans le camp, sous le nom officiel de *Dépôt Häftlinge*, c'est-à-dire uniquement à titre de transit. N'étant pas inscrits dans « l'évidence (4) », ils attendaient leur transfert très proche dans les chambres à gaz.

Ce procédé était aussi pratiqué sous une forme plus recherchée et sans que l'on ait besoin de se référer à l'indication mentionnée. Tel était, entre autres, le cas d'une partie des Juifs hongrois. Placés dans le camp des Tziganes, devenu libre après l'extermination de ceux-ci, ils furent entassés dans des baraques sales et infectées de vermine ; quinze personnes devaient dormir sur un grabat, tandis que ceux qui n'en avaient même pas encombraient les passages.

Un sort encore pire frappait les femmes de ces transports. Il y en avait 2.000 par baraque. Ne pouvant se coucher qu'à tour de rôle, 1.000 prisonnières dormaient la nuit, tandis que les 1.000 autres attendaient, à l'extérieur, pour prendre leur place pendant la journée. Celles qui se trouvaient dehors étaient maltraitées par les *S. S.*, qui les obligeaient à faire « du sport » ou à rester agenouillées durant de longues heures.

Au bout de quelques jours, les baraques se vidaient : les habitants étaient gazés et un nouveau transport prenait leur place.

(1) Hoess, *Autobiographie*, p. 193. Détail des plus caractéristiques : Hoess s'abstient de mentionner comment fut abattu le *Rapportführer* par une femme conduite dans une chambre à gaz, le 25 octobre 1943, et la résistance d'autres femmes, qui provoqua des représailles sanglantes dans le camp. Il passe aussi sous silence la révolte du *Sonderkommando* (datant du 7 octobre 1944), dont les membres firent sauter le crématoire IV.

(2) Dr Miklos Nyiszli, S. S. Obersturmführer docteur Mengele (*Les Temps modernes*, nº 66, avril 1951, p. 1856-1858).

(3) Déposition de S. Jankowski, chauffeur aux crématoires (*Procès-verbaux de la Commission générale*).

(4) Comptabilité du camp.

Particulièrement sadique était la dégradation systématique infligée à un très grand nombre (1) de Juives hongroises, connues, dans l'argot du camp, sous le nom de *Mexico*. Le corps entièrement rasé, elles furent placées, toutes nues, dans des baraques voisinant avec une baraque d'hommes, obligées de dormir par terre ou sur de maigres paillasses, sans couvertures (elles en reçurent un certain nombre plus tard). Pendant les intempéries, elles devaient travailler, toutes nues, dans les champs et, avec le temps seulement, une partie d'entre elles arriva à s'accoutrer de pagnes et de plastrons, de tabliers et de couvre-têtes, confectionnés avec des chiffons que les autres prisonniers leur jetaient à travers les barbelés. Cette humiliante torture dura deux ou trois mois. Puis elles furent gazées.

Toute une série de passages éphémères analogues par le camp étaient dus à la méthode de la *Tarnung* (induire en erreur). Ainsi, les premiers transports de Juifs tchèques, venant du ghetto modèle de Theresienstadt, eurent une réception privilégiée. Le 9 septembre 1943, on créa même pour eux un *Familienlager*, où — phénomène incroyable — les familles pouvaient demeurer ensemble (2). On leur faisait écrire des lettres à leurs parents et amis, avec une formule type : ils se portent bien et ils travaillent. Le but de ces missives était d'encourager les Juifs qui restaient encore dans le pays à « émigrer », ou — tout au moins — de briser leur résistance. Quelques mois plus tard, de nouveaux transports vinrent en effet, mais, contrairement aux transports précités, ils furent dès l'arrivée soumis à la « sélection habituelle » : celle-ci s'exprimait par 80 % et parfois même 90 % de personnes gazées. Le 7 mars 1944 (c'est-à-dire six mois après sa fondation), le « camp de famille » fut, lui-même, frappé par une sélection et 3.752 hommes, femmes et enfants furent asphyxiés deux jours plus tard (9 mars 1944). D'ores et déjà, l'anéantissement quasi total de ces groupes n'était guère qu'une question de temps (3).

Un certain nombre de rabbins (4), venus à Auschwitz dans les transports de Grèce, furent placés dans des baraques isolées. Plongés dans leurs livres sacrés, tenus dans l'ignorance de tout ce qui les entourait, ils durent signer une lettre pastorale adressée à leurs ouailles, leur conseillant de quitter le maquis et les cachettes, afin d'accepter l'offre allemande de participer à la « colonisation de l'Est (5) ».

Ces « camps de familles » et ces messages multiples, dus aux bons soins des autorités hitlériennes, ne manquèrent pas leur but, qui était d'accroître le désarroi des futures victimes. Parmi les nouveaux arrivés de Grèce, on comptait un certain nombre de mariages fictifs, conclus à la dernière minute avant

(1) Les témoignages parlent de plusieurs dizaines de mille. Le Dr Wolken, se fondant sur ses observations personnelles, corroborées par les chiffres des transports qu'il enregistrait, évalue le nombre de ces femmes à 50.000, chiffre qui nous paraît exagéré.

(2) Comme dans le camp tzigane jusqu'au jour de l'extermination.

(3) La dernière partie (4.000 personnes) fut gazée en juillet 1944. L'ensemble de groupes en question comptait plus de 60.000 personnes (évaluation approximative).

(4) Les témoins parlent de plusieurs dizaines (l'expression polonaise *Kilkadziesiat* englobe les chiffres allant de 50 jusqu'à 90).

(5) Notons à cette occasion que, parmi toutes les catégories de prisonniers, les Juifs grecs étaient les plus maltraités et martyrisés. Ne comprenant ni l'allemand ni aucune autre des langues plus ou moins répandues dans la tour de Babel d'Auschwitz, ils devinrent aussitôt des souffre-douleur, des boucs émissaires, attirant — selon les implacables lois de la jungle, par leur manque de défense — la méchanceté de la part de leurs compagnons, ainsi que sadisme des *S. S.* et des *Kapos*. C'est ainsi que l'*Unterscharführer* Moll s'exerça au tir sur des femmes nues ; le *Lageraltester* Damisch et le *Kapo* Maurer mirent à mort, au moyen du « sport », un transport venu de Salonique, etc...

Tous ces événements sont relatés dans des témoignages nombreux (voir aussi : *Oswiecim*, ouvrage collectif, Varsovie, 1946, p. 101 et suiv.).

le départ et uniquement parce qu'un rabbin avait dit : « Si vous arrivez marié là-bas, vous y vivrez en famille (1). »

Récupération

Comme dans toutes les usines allemandes de la mort, les condamnés, avant de franchir le seuil d'une chambre à gaz, étaient obligés de se mettre nus, afin que leurs vêtements leur survivent. Aux cadavres, on arrachait les dents en or, aux femmes on coupait les cheveux. Pour dépister les bijoux dissimulés, on soumettait les dépouilles à un examen spécial. Dans le même but, les vêtements étaient passés aux rayons X.

L'or réuni était fondu en barres, les devises écoulées à l'étranger (Suisse), les vêtements triés et distribués à titre de secours d'hiver (*Winterhilfe*) aux populations allemandes. Les montres devaient servir à récompenser les vaillants guerriers germaniques (2). Les cheveux de femmes, envoyés en sacs de vingt kilos en Allemagne, constituaient la matière première d'une manufacture de matelas et de couvertures. Les os, initialement moulus et dispersés, étaient depuis 1943 vendus à la maison *Strem* (3) pour la fabrication de superphosphate. A Auschwitz même, on en faisait de la colle.

Les documents ayant trait à tous ces détails, aspects et rouages, surabondent. Outre un grand nombre de listes dénombrant le butin, les offres et les commandes, les missives commerciales et industrielles, outre les griefs et, en conséquence, les assurances, à propos des vêtements tachés de sang ou troués par les balles, outre les instructions administratives et les lettres de politesse, louant l'exactitude dans la besogne, on y trouve aussi un reflet d'intérêts plus particuliers. Frank, par exemple, s'informe et insiste sur les montres en or et sur les timbres postaux (4).

Il y avait à Auschwitz trente-cinq entrepôts spéciaux pour trier l' « héritage » des assassinés. Avant l'évacuation, les *S. S.* en brûlèrent vingt-neuf, avec leur contenu. Dans les six magasins non détruits, on trouva : 348.820 complets masculins, 836.255 vêtements féminins, 5.525 paires de chaussures de femmes, 38.000 paires de chaussures d'hommes, 13.964 tapis, une quantité énorme de brosses à dents, de blaireaux, de paires de lunettes, d'appareils de prothèse et de vêtements d'enfants. Et ce n'était qu'un reliquat. Un rapport rédigé par le *S. S. Oberscharführer* Reihenbach indique, pour quarante-sept jours (1er décembre 1944-15 janvier 1945), l'expédition d'Auschwitz en Allemagne

(1) Rapporté par une victime du block 100, à une survivante française.

(2) Cf. Lettre (datée du 2 septembre 1943) de Frank à Brandt (photocopie dans les archives du *Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale*).

(3) Selon les documents conservés dans le camp, 112 tonnes et 600 kilos de menus os y ont été expédiés.

(4) Cf. Lettre précitée de Frank.

de 99.922 complets d'enfants, 192.652 vêtements et dessous féminins, 222.269 vêtements d'hommes. Dans une tannerie d'Auschwitz, la *Commission générale* trouva, le 7 mars 1945, 293 sacs remplis de cheveux coupés sur 140.000 femmes.

Le nombre de documents ayant trait aux installations, au butin et à l'industrie de la mort tout court contraste avec une absence totale de comptabilité relativement aux statistiques des hommes gazés. Et pour cause : « Sur l'ordre du chef suprême des *S. S.*, déclare Hoess, on était obligé à Auschwitz de brûler, après chaque action importante, tous les documents qui pouvaient constituer une source d'information sur le chiffre global et l'on ne possède aucune donnée qui permettrait de l'établir. » Les chiffres qu'il cite sont ceux que lui a communiqués Eichman (1).

Comme on était cependant très exact dans tout ce qui avait trait aux revenus du camp, une série de chiffres partiels nous est fournie par les lettres confirmant la réception des arrivées d'autres camps : après le chiffre des prisonniers reçus, on cite chaque fois aussi le chiffre des « traités d'une manière spéciale » (c'est-à-dire : gazés). On possède, en outre, des listes établies par les prisonniers eux-mêmes, dont certaines très exactes et solidement documentées (2).

Conditions des prisonniers admis dans le camp

Une fois répartis par l'*Arbeitseinzatz* (3) dans les brigades (« commandos ») de travail, les Juifs partageaient en principe la condition de l'ensemble des prisonniers. Nous n'insisterons ici que sur les nuances spécifiquement « juives » de leur sort (4).

Des Juifs ouvriers qualifiés (ou se faisant passer pour tels) étaient embauchés dans divers métiers. Ainsi, parmi les Juifs, comme dans toutes les autres catégories, il y avait des privilégiés et des « proéminents », des « planqués » et des « détenus à fonction ». D'une manière générale, on réservait cependant aux Juifs les besognes les plus écrasantes et donnant le plus grand pourcentage de morts. En plus des humiliations et des misères qu'ils partageaient avec les autres détenus, ils devaient encore subir une foule de chicanes organisées spécialement

(1) R. Hoess, *Relation sur l'extermination*, p. 234. — Pour Eichman, cf. plus loin, Poliakov, *Statistiques*, p. 88.

(2) Par exemple du Dr Otto Wolken, concernant les transports arrivés à Birkenau, 21 octobre 1943-30 octobre 1944, pour la quarantaine, etc...

(3) Service d'emploi qui répartissait les prisonniers parmi les diverses équipes affectées à leur tour à des postes de travail.

(4) Il nous est évidemment impossible d'exposer, dans le cadre du présent article, les détails de leur vie quotidienne par rapport aux postes de travail, etc., ce qui demanderait une étude sur le régime, les fractions et les succursales du camp tout court. Il s'agit de questions généralement connues.

à leur intention (1). Ne recevant pas de colis de l'extérieur (2), ils étaient condamnés à une famine beaucoup plus cruelle que les autres. Les sélections de la mort, suspendues — au moins en principe — vis-à-vis des *aryens* au printemps de 1943, continuaient à faire ravage parmi les Juifs.

A cela s'ajoutaient encore des facteurs d'ordre psychique. Les Juifs, écrit Rudolf Hoess, « savaient tous, sans exception aucune, qu'ils étaient condamnés à mort... Fatalistes, ils subissaient la misère et les souffrances du camp avec patience et indifférence... Ils avaient perdu toute volonté de vivre ; tout leur devenait indifférent ; la moindre maladie causait leur mort... Cela concerna la majorité des détenus juifs. Les Juifs plus intelligents, au moral plus résistant et ayant plus de volonté de vivre..., se comportaient d'une autre manière (3) ». Il arrivait que le nombre de détenus (juifs) pourvus de positions sûres baissait d'un seul coup, bien qu'il n'y eût aucune raison matérielle — ni maladie ni aggravation des conditions de vie — ces hommes, après avoir appris la mort de leurs proches, ne tardaient pas à succomber. Et Hoess commente : « En général, les Juifs se distinguent par un profond sentiment de la famille ; aussi la mort de parents proches leur fait considérer leur propre vie comme une vie sans valeur, pour laquelle il est désormais inutile de lutter (4). »

Sélection a l'intérieur du camp

Les sélections périodiques des prisonniers inaptes au travail (ou jugés tels) étaient opérées par des médecins *S. S.* (Helmersohn, Thilo, König, Mengele, Kitt, Klein, etc...). Les détenus passaient en revue devant tel juge suprême qui, d'un coup d'œil rapide, décidait de leur vie ou de leur mort. Très souvent, un tel examen pour 500 prisonniers ne durait pas plus d'une vingtaine de minutes (5).

Avant d'être tuées par des injections de phénol ou envoyées dans les chambres à gaz, les victimes sélectionnées étaient entassées dans un block spécial. Souvent elles y attendaient plusieurs jours, sans nourriture et dans des conditions qui précipitaient la mort (6).

(1) A cet égard, ils avaient pour compagnons de malheur les prêtres catholiques. C'est ainsi, par exemple, qu'on attelait des Juifs et des prêtres catholiques à un rouleau compresseur muni de brancards. Celui qui tombait de fatigue périssait sous les coups de matraque. Le nombre d'assassinés ainsi fut très grand parmi les prêtres autant que parmi les Juifs. Souvent, ils étaient contraints de chanter en chœur des Lieder raillant les Juifs (« O du mein Jerusalem », etc.) et un prêtre catholique forcé de diriger ce chœur.

(2) A l'exception des Juifs slovaques (et seulement pendant une certaine période). D'autre part, beaucoup d'*aryens* n'ont jamais reçu un seul colis.

(3) R. Hoess, *Autobiographie*, p. 170-171.

(4) *Ibid.*, p. 172.

(5) Cf. enquête de la *Commission générale*.

(6) Dans le camp féminin, c'était le block 25 : « On entassait dans ce block souvent jusqu'à 2.000 personnes qui ne recevaient aucune nourriture pendant plusieurs

Dans les hôpitaux de camp (*Revier*), les « sélections » étaient chose permanente. Parmi d'innombrables événements et d'atroces « curiosités » qui s'y rattachent, nous ne citerons à titre d'exemple qu'un seul détail ayant trait au block 7 : « Pour faciliter le travail au moment d'envoyer le contingent bi-hebdomadaire à la chambre à gaz, le Docteur Zenkteller avait trouvé un moyen simple, sinon ingénieux. Il désignait d'avance les victimes, inscrivait sur leur fiche d'admission... et faisait tatouer, sur leur bras gauche devant le numéro matricule, la terrible lettre L (*Leiche* = cadavre). Et c'est ainsi que les condamnés à mort savaient plusieurs jours à l'avance le sort qui les attendait. Pendant ce laps de temps, ils ne recevaient aucune nourriture, puisqu'ils étaient destinés à la chambre à gaz (1).

Les exécutions d'enfants représentent un chapitre à part. Leur taille servait de critère. Les petits prisonniers étaient tenus de défiler devant une perche pourvue d'un trait indicateur (au niveau d'environ 1m30-1m40). Conscients de l'enjeu, ils faisaient tous les efforts possibles, se redressant et cherchant à marcher sur la pointe des pieds, afin que leurs petites têtes atteignent la mesure fatidique.

Un jour, les *S. S.* enfermèrent 500 enfants dans un block où ils devaient attendre leur tour de mort. S'étant révoltés, les petits prisonniers détruisirent pendant la nuit le toit de leur baraque et se dispersèrent dans le camp. Les *S. S.* déclenchèrent alors une fusillade et ouvrirent la chasse aux enfants. Ceux-ci se défendaient avec acharnement et, s'arrachant des mains des *S. S.*, criaient : « Nous ne voulons pas aller au gaz. » « Il serait difficile d'exprimer les sentiments que nous, impuissants, éprouvions, en entendant ces cris et les échos de ce combat (2). »

Exemples « d'expériences scientifiques »

Un autre genre de sélection était pratiqué pour les expériences de « démographie négative », et de l'espèce la plus variée, opérées au block 10. Sur ce point aussi, on peut dire que les nazis utilisèrent pour la *sélection finale* des méthodes expérimentées par eux, notamment à la suite de la loi de stérilisation de 1934. Mais les expériences du block 10 avaient de plus vastes ambitions et représentèrent un plan concerté de *génocide*.

Les expériences prétendues scientifiques et poursuivies à Auschwitz sur les cobayes humains ont déjà été relatées, commentées et stigmati-

jours. Une terrible odeur y régnait, car le block était rempli de cadavres et de prisonnières mourantes ; des squelettes humains ensanglantés grimpaient sur eux en gémissant et en sollicitant un peu d'eau » (déposition du témoin Rachwalowa. Procès-verbaux de la *Commission générale*).

(1) Dr André Lettich, *Trente-quatre mois dans les camps de concentration* (Tours, 1946), p. 22.

(2) Déposition du Dr Bertold Epstein, professeur de pédiatrie à l'Université de Prague, ensuite à l'Université d'Oslo, devant la *Commission générale polonaise*.

sées (1). Nous nous bornons donc à mentionner ce domaine, sans entrer dans le détail et sans insister sur les atrocités commises à toute occasion.

C'est précisément sous l'angle d'un « eugénisme positif » que le monstrueux docteur Mengele, archiprêtre des sélections, effectuait aussi des recherches. Son nom seul faisait trembler les prisonniers d'Auschwitz. Il s'adonnait avec passion à l'examen des jumeaux et des nains. Grâce à cette manie, environ 200 enfants, retirés des divers transports, étaient placés dans le camp, une partie d'entre eux survécurent à la guerre (2).

Ils ne représentaient cependant qu'une branche parmi les « explorations » scientifiques du Dr Mengele. Ses autres savantes recherches avaient pour cadre un laboratoire organisé à Birkenau, dans l'enclave des chambres à gaz, et tenu dans un secret absolu. Là, il tuait personnellement des jumeaux, des nains, des bossus et d'autres « cas » qu'il repérait dès l'arrivée des trains fantômes. Les piqûres qu'il appliquait dans ce but devaient donner la mort, mais sans déformer les organes internes de la victime. Un médecin prisonnier, le Dr Miklos Nyiszli (« embauché » directement à la descente d'un train, enfermé dans ladite enclave et isolé de tous les détenus du camp), était chargé de disséquer ces corps et d'en garder les organes présentant un intérêt scientifique, pour que le Dr Mengele puisse les examiner. Nombre de ces pièces, conservées dans l'alcool, mises dans un emballage spécial, étaient ensuite expédiées par la poste, à l'*Institut d'Anthropologie* de Berlin-Dalhem. Munies du tampon « Matériel de guerre. Urgent », elles jouissaient d'un transport prioritaire et rapide : « Durant mon activité au crématorium, relate le Dr Nyiszli, j'ai expédié un nombre important de colis semblables. J'ai reçu, en réponse, des observations scientifiques précises ou bien des instructions... Les dirigeants de l'Institut de Berlin Dalhem ont toujours exprimé au Dr Mengele leurs remerciements chaleureux pour le matériel rare et précieux (3). »

Assassinant, à la même heure, deux jumeaux et comparant, ensuite, leurs organes, le Dr Mengele croyait pouvoir déterminer avec exactitude l'évolution des substances congénitales, « pour que, écrit son assistant forcé, le Dr Miklos Nyiszli, dans l'avenir, chaque mère allemande

(1) *Bulletin de la Commission générale* (volume I, chapitre XI, p. 109 et suiv.) ; *Oswiecim* (publication déjà citée) ; Dr Bayle François, *Caducée contre Croix-Gammée* ; — Enquête du *Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale*. — Ces expériences firent l'objet d'un grand nombre d'études. Leurs conséquences furent étudiées, entre autres, au congrès des médecins, anciens prisonniers des camps (qui eut lieu à Paris en 1955).

(2) *Commission générale d'enquête...* Connaissant la marotte du Dr Mengele, des membres du commando spécial, présents aux sélections préliminaires et désireux de sauver l'une ou l'autre des victimes, mettaient souvent de côté des enfants du même âge, en leur inculquant en vitesse les mêmes données, pour qu'ils déclarent : *Wir sind Zwillinge* (« Nous sommes des jumeaux »). Ainsi des jumeaux d'occasion se sont trouvés parmi les survivants.

(3) Dr Miklos Nyiszli, *op. cit.* (*Les Temps modernes*, nº 65, p. 1671).

accouche autant que possible de jumeaux. Le but final restait la production d'Allemands purs, en nombre suffisant pour remplacer les peuples tchèques, hongrois, polonais, condamnés à être détruits sur le territoire déclaré espace vital du IIIe Reich et momentanément habité par ces peuples (1) ».

Contradictions apparentes

« Les camps de concentration, écrit Hoess, se sont trouvés au carrefour du *Service central de Sécurité du Reich* (*W. V. H. A.*) et du *Service central d'Économie et d'Administration.* » Le but du premier service était d'exterminer les prisonniers, mais peu lui importait que l'extermination survienne par voie d'exécution ou dans les chambres à gaz, ou qu'elle résulte un peu plus tard des maladies provoquées par des conditions insupportables qu'on refusait — à dessein — d'améliorer. Le *Service central d'Économie et d'Administration* voulait, par contre, disposer des prisonniers travaillant pour les armements. « Les ordres du chef suprême des *S. S.* (Himmler) d'occuper toujours plus de prisonniers désorientèrent Pohl... Des milliers de détenus devaient forcément mourir pendant le travail, car il était impossible d'assurer à de telles masses, même les plus primitives conditions de vie (2). »

L'auteur de ces lignes, qui, dans la prison, devint — comme beaucoup de ses collègues — plus intelligent et perspicace qu'au temps de son rôle de bourreau, insiste à plusieurs reprises sur ses découvertes par trop tardives. « *Aujourd'hui je m'en rends compte.* Tels et non pas différents se révèlent les véritables dessous (coulisses) des camps de concentration, telles se révèlent les grandes misères (ombres) qui s'y cachaient. C'est ainsi que les camps de concentration étaient consciemment et parfois inconsciemment (?) transformés en gigantesques lieux d'extermination (3). »

Les contradictions apparentes ne manquent point. Un chercheur qui voudrait reconstituer les règles du camp en se fondant uniquement sur des documents écrits n'arriverait qu'à des résultats forcément contradictoires, voire à de grossières confusions, aussi bien lorsqu'il s'agit des lignes de démarcation entre les détenus juifs et les détenus *aryens* que des principes régissant l'*univers concentrationnaire* en général.

Parmi les documents, il existe, par exemple, un nombre important de *Meldung* (rapports) qui dénoncent nommément tel ou tel prisonnier, coupable d'avoir fumé une cigarette, conservé de la monnaie, bavardé pendant le travail, ou expédié une lettre. Chacune de ces fiches (remplie sur un formulaire spécialement imprimé) porte plusieurs signatures.

(1) Dr Miklos Nyiszli, *Ibid.*, p. 1668-1669.
(2) R. Hoess, *op. cit.*, p. 201.
(3) *Ibid.*, p. 202.

La punition ordonnée par la suite (coups, détention dans le *Bunker*, travail supplémentaire et surveillé pendant plusieurs dimanches, etc.) s'y trouve dûment inscrite avec toutes ses modalités d'application. Il n'y manque pas même la signature du médecin, appelé pour constater que, l'état de santé du coupable étant satisfaisant, il peut supporter la punition prescrite. S'appuyant sur ces fiches, on épiloguerait longtemps sur la cruauté des sentences, par rapport aux peccadilles reprochées. Quoi qu'il en soit, l'activité de la « justice » y est cependant formelle, contrôlée et supervisée.

Mais voici qu'en même temps n'importe quel *S. S.* ou *Kapo* tuait des détenus sans aucune espèce de formalité. Tandis que la procédure et la comptabilité de justice susmentionnées s'imposaient aussi en principe vis-à-vis des prisonniers juifs, le massacre « à discrétion » s'appliquait également aux *aryens*.

Il s'agit là de faits notoires et nous nous abstenons d'insister. Cet arbitraire apparent n'est pas dû au hasard. C'est bien là une tendance ayant pour elle non seulement l'assentiment de la direction, mais encore entretenue et encouragée d'une manière systématique : « Un *Blockführer* (*S. S.*) demanda à un doyen du block (en l'occurrence c'était un prisonnier allemand) combien de cadavres il avait ce jour-là dans son block. Ayant appris qu'il y en avait quinze, le *Blockführer* déclara : *Das ist zu wenig* (c'est trop peu). Le lendemain, répondant à la même question, le doyen du block lui annonça trente-cinq morts, pour la journée ; le *S. S.* déclara : *So ist gut* (Ainsi, c'est bien) (1). »

Au demeurant, c'est uniquement à tuer des prisonniers que servaient la « gymnastique » et le « sport », la « quarantaine » et les « jeux » multiples des *S. S.* Sans parler des fusillades improvisées, de l'entre-massacre organisé par ordre. Cette coexistence d'un simulacre de justice conjuguée avec un arbitraire illimité dans la perspective d'une extermination généralisée reflète une réalité à l'état de devenir. Pour l'expliquer, il est indispensable de procéder à un certain nombre de constatations et de rapprochements ayant trait à l'ensemble de l'*univers concentrationnaire*.

II. — Rôle d'Auschwitz dans l'ensemble de l'univers concentrationnaire

De concert avec l'enclave d'extermination à Birkenau, plusieurs autres usines de la mort, plus anciennes, se trouvaient en pleine activité. Disposées principalement le long des limites orientale et occidentale du territoire polonais, leur ensemble formait une sorte de quadrilatère. A l'est s'étendaient en chaîne Ponary, Belzec, Sobibor, Maidanek et le camp (dit de Janov) dans la banlieue de Lwow ; à l'ouest, c'étaient

(1) *Procès-verbaux de la Commission générale.* Déposition de S. Jankowski.

principalement Stutthof, Chelmno et Auschwitz ; tandis qu'au milieu de la Pologne fumait, dans la province de Varsovie, le camp de Treblinka. Si ce dernier était essentiellement destiné à anéantir les « transports » venant du centre de la Pologne, les autres camps cités plus haut, tout en accueillant les lots humains des confins du pays, exterminaient aussi les victimes arrachées à l'étranger.

Considéré dans ce nouvel ensemble, le rayonnement géographique d'Auschwitz change complètement d'aspect. De poste le plus avancé vers l'Est dans le système concentrationnaire allemand, ce camp devient une sorte de tête de pont ouvrant sur l'Ouest, dans le périmètre des établissements exterminateurs situés en Pologne. C'est ainsi que ses tentacules s'emparent progressivement de tout l'Occident occupé par les Nazis.

Auschwitz par rapport aux camps de travail

Contrairement à l'opinion accréditée, ce ne sont point les camps de concentration qui constituèrent le dernier cercle dans l'enfer organisé. Contemporains à quelques mois près du régime hitlérien et malfamés dès leur origine, ils possédaient toutefois un statut qui en limitait en quelque sorte l'arbitraire, tout au moins théoriquement.

A cet égard, une nouvelle création, née directement des plans exterminateurs, supprima non seulement ces limites, mais statua une sorte de permanence du crime. Il s'agit des camps dits *de travail* ou de travail forcé. Une conférence secrète, tenue le 20 janvier 1942, à Berlin, avec la participation d'une quinzaine de dignitaires, précisa : « Au cours de la solution finale, les Juifs doivent, sous une direction appropriée, venir à l'Est, dans les unités de travail (*Arbeitseinsatz*). » Là, « par une diminution naturelle, une grande partie périra (1) *sans aucun doute* ». Les survivants, constitués « sans aucun doute par les plus résistants » et présentant « une élite naturelle » (*naturliche Auslese*), devront « être traités de manière » qu'ils ne forment pas le germe d'un renouveau juif (2).

Conformément à ce principe, toute la Pologne, ainsi que les territoires occupés de l'U. R. S. S. abondaient en *camps* « *de travail* » installés aussi bien dans les banlieues des agglomérations urbaines (sinon en pleine ville) qu'à la campagne (3). Le rythme des atrocités variait selon les

(1) *Ausfallen wird.*
(2) Cf. NG 2586 (Dossiers de Nuremberg).
(3) La première liste dressée (en 1945-1946) par la *Commission générale polonaise* dénombre 435 camps de travail en Pologne occupée, et dont une partie seulement étaient des camps « juifs ». Ce nombre élevé n'englobe pas les camps d'extermination, les camps de concentration (avec leurs nombreuses succursales), les camps de transit, etc. Il fait abstraction des camps situés sur les territoires anciennement polonais, incorporés après la guerre à l'U. R. S. S. (où ils furent très nombreux), ainsi que des camps situés sur les territoires polonais recouvrés. Même avec ces réserves,

circonstances de temps et lieux (commandes des travaux à exécuter, afflux des victimes). Toutefois, le principe était de faire mourir le plus grand nombre de victimes dans les plus courts délais, en remplaçant sans cesse les morts par des lots nouveaux. Outre la famine, l'insomnie, les travaux dans les pires conditions (rendues telles exprès, même si les circonstances objectives ne le demandaient pas), c'étaient les fusillades perpétrées à la légère et même pendant le travail, les exécutions spectaculaires au cours des appels, le tir aux cibles vivantes et toute une série d'inventions de même nature. Le camp de Lwow (dit de Janov) déjà cité n'était, lui aussi, qu'un « *camp de travail forcé* ». C'est lui cependant qui assumait le rôle de haute école d'atrocités pour les *S. S.* C'est là que, en dehors de tous les moyens déjà mentionnés, les aspirants *S. S.* s'exerçaient dans l'art de jeter des enfants en l'air pour les tuer en plein vol, de pourfendre des corps humains d'un coup de hache, de trouer des ventres avec un bâton, de percer d'une seule balle plusieurs têtes, d'enterrer des hommes vivants (1), etc.

Quand un des *camps de travail* de ce genre, notamment celui de Plaszow, situé dans la banlieue de Cracovie, fut, en 1944, nommé *Konzentrationslager*, ce changement apporta un brusque et réglementaire adoucissement à son régime. Il est vrai que son commandant Goeth, habitué au crime en permanence, n'y pouvait pas renoncer du jour au lendemain, mais il était désormais obligé tout au moins de chercher chaque fois un prétexte valable (2).

Il va sans dire que le principe régissant ce type de camps permettait de mener à bien, sans la moindre difficulté d'embauche, des productions qui mettent normalement en danger la santé des travailleurs. Ce fut, entre autres, le cas du camp de *Skarzysko-Kamienna* et surtout de son *Werk C*, situé dans la forêt et destiné à la fabrication des grenades. Les effets produits par les ingrédients chimiques utilisés y étaient terrifiants : « Les hommes, habillés de papiers attachés par des morceaux de ficelle et de fils de fer, sont jaunes. Tout est jaune : les baraques, les arbres et les feuilles dans la forêt, tout est devenu jaune sous l'effet des substances nocives qui émanent des halles. La forêt empoisonnée. Les hommes, tels des fantômes jaunes, circulent entre les arbres. Des femmes rousses-rouges (c'est l'action que l'acide picrique produit sur les cheveux) aux ongles rouges. Dans les visages jaunes, même les yeux

le chiffre 435 est inférieur à la réalité, étant donné que la Commission ne disposait pas encore, à la date citée, de toutes les données nécessaires.

(1) Cf. mes ouvrages : *Université pour les bourreaux* et *Littérature dans le camp* (tous les deux : Cracovie, 1946) ; les mémoires de Jeannette Hescheles, *Vu par une fillette de douze ans* (Cracovie, 1946) ; L. Wieliczker, *Brigade de la mort* (Lodz, 1946) ; les mémoires d'Erna Szajewicz (manuscrit arch. Com. H. J. C.), ainsi que les témoignages de : Abraham Beer, Dr Josef Gebel, Dr Szymon Haupt, Eugénie Mass (Arch. W. Z. K. M. Cracovie ; publiés en extraits dans le volume : *Documents du crime et du martyre*, Cracovie, 1945).

(2) Cf. *Le procès de A. L. Goeth devant le Tribunal suprême* (édit. C. S. K. H., Cracovie, 1947).

semblent jaunes (1). » Même ceux d'entre les esclaves qui travaillaient directement auprès des chaudrons avec les substances mentionnées en état d'ébullition n'avaient point de vêtements de protection, ni de masques, ni lunettes, ni gants. La mortalité « naturelle » et les sélections faisaient ravage. Malgré cela, on croyait nécessaire d'accélérer l'affaiblissement : les prisonniers étaient obligés de travailler debout ; ils étaient battus et tués pendant le travail.

La nouvelle formule inspira bientôt des combinaisons multiples : au camp de Lwow (dit de Janov), modèle du genre, on installa « la vallée de la mort » pour y fusiller régulièrement les victimes par milliers : les bûchers des cadavres y brûlaient sans relâche, une machine moulait le restant des os, les « dentistes » arrachaient les dents en or aux cadavres, dans les magasins on triait les vêtements et les objets laissés par les morts déshabillés avant d'être abattus. En ce qui concerne les prisonniers, ils étaient employés non seulement dans le camp et aux « ateliers d'armement » (*D. A. W. Deutsche Ausrustungs-Werke*), mais aussi loués comme esclaves à des entreprises municipales et privées, selon un calcul commercial. C'est ainsi qu'un *camp de travail forcé* (dans l'acception précitée du terme) fut combiné avec une sorte de dépôt à revendre le travail des détenus d'un côté et avec un camp d'extermination directe et massive de l'autre. A Treblinka, siège d'une usine modèle de la mort, existait aussi un camp de travail, qui n'y était cependant pas incorporé (2). Un éventail encore plus nuancé fut installé à Maidanek, où les chambres à gaz et les fours crématoires voisinaient même avec un camp de prisonniers de guerre (3). Des combinaisons analogues s'insinuaient dans toute une série des camps situés en territoire allemand (4).

Ce voisinage, ou plus exactement cette prosmiscuité de types très divers, coexistant dans une enceinte commune et surtout sous une direction commune, ne manqua pas d'effacer très vite les lignes de démarca-

(1) Roza Bauminger, *Przy pikrynie i trotylu* (édit. W. Z. K. M., Cracovie, 1946), p. 21. Voir aussi les témoignages de : Felicja Bannet, Maria Szechter, Henryk, Zajac, Estera Gold, Jan Weber, Henryk Hollander (Arch. de *W. Z. K. M.*, Cracovie, publiés en extraits dans le volume *Documents du crime et du martyre*, Cracovie, 1945).

(2) Les deux camps portèrent le nom de la plus proche station de chemin de fer et leur appellation ne se distingua que par les chiffres : Treblinka I, Treblinka II. D'où la confusion qui consiste à citer parfois des relations concernant le camp de travail pour caractériser le camp d'extermination pure et simple.

(3) C'est à Maidanek qu'étaient dirigés entre autres les Juifs, soldats de l'Armée polonaise, retirés à cet effet des camps « mixtes » d'Allemagne. Leur résistance à l'ordre d'enlever leurs uniformes de combattants fut écrasée dans le sang.

Malgré l'afflux de nombreux transports civils, surtout juifs, le nom *Kriegsgefangenenlager* (camp de prisonniers de guerre) resta longtemps en vigueur. Plus tard, et malgré la présence des prisonniers de guerre non Juifs, soviétiques surtout, il s'appellera *Konzentrationslager* ; les Allemands, entre eux, l'appellent plus simplement : *Vernichtungslager* (camp d'extermination).

(4) C'est ainsi que le quadrilatère d'extermination avait son prolongement « occidental », tandis que son prolongement « oriental » était constitué par d'innombrables camps locaux et par des tueries improvisées en permanence sur les territoires soviétiques.

tion entre eux et presque toujours dans le sens négatif. Tout en continuant à tenir une comptabilité rigoureuse, relevant du régime concentrationnaire, les maîtres de l'endroit étaient libres d'avoir chaque fois recours aux dispenses et à l'arbitraire illimité accordés aux *camps « de travail »*.

Auschwitz totalisait, dans son enceinte, tous les types de camps existants : y compris ceux devenus « banaux », tels les camps d'extermination, ceux de travail forcé (dans le genre atténué et dans le genre défini plus haut). On y discerne : camps de familles (tziganes, juifs tchèques) ; prisonniers à éduquer (*Ehrziehungshaftlinge*), avec un temps de détention limité ; prisonniers de guerre, soumis à divers régimes (à partir du « traitement spécial », c'est-à-dire l'extermination, pour des Soviétiques, à travers un traitement correspondant plus ou moins à celui des camps moyens pour les prisonniers militaires, jusqu'au traitement nettement privilégié, comme c'était le cas pour les Anglais).

Non moins varié s'affirmait l'éventail des travaux réservés aux détenus et qui allaient jusqu'aux recherches scientifiques. Cette multiplicité fit d'Auschwitz un creuset d'expériences et de réalisations laissant libre cours aux ambitions du *III^e Reich*. C'est elle aussi qui permet de les déchiffrer.

Plan Madagascar

La solution finale (dans le sens d'extermination totale (1) contre les Juifs) fut-elle décidée seulement vers le milieu ou même dans le courant de la seconde moitié 1941, comme l'indiquent les documents accessibles, ou bien remonte-t-elle à une date antérieure?

L'argument qui oppose à la seconde hypothèse l'absence de documents à son appui n'est pas concluant. Dans le système de conspiration perpétuelle et discret, une décision éventuelle pouvait se passer de tout procès-verbal écrit ; au demeurant, si jamais un tel document existait, il aurait pu être par la suite détruit ou dérobé.

Cela dit, d'autres faits confirment bel et bien la première hypothèse. Presque jusqu'à la fin de 1940, les Juifs qui possédaient un visa étranger furent autorisés à émigrer (aussi bien d'Allemagne que des pays occupés). Si ce mouvement n'a pas pris d'élan, c'est en partie à cause de restrictions concernant les devises et infiniment plus à cause de la fermeture des pays d'immigration, mais non par une opposition de principe des autorités hitlériennes. Le *plan Madagascar* envisageant de déporter les Juifs dans cette île est annoncé par le gouverneur Frank le 12 juillet 1940. Camouflage? L'allocution dont il s'agit fut adressée aux chefs de départements (à Cracovie) avec une incontestable tendance à

(1) Nous le précisons, parce que, auparavant, le même mot d'ordre avait indiqué le « plan Madagascar ».

leur promettre le maximum dans le domaine antijuif. Qui parle à sa « garde assermentée d'élite » et qui tient, au surplus, à renchérir sur tout ce qui précédait, n'a pas recours aux euphémismes ; eh bien ! Frank prévoit la réalisation définitive du projet « colonial » dans la perspective d'après-guerre (1). Cela correspond, en effet, aux démarches entreprises vers cette date et reste précisément en rapport avec la défaite de la France : Adolf Eichman, qui sera plus tard le pionnier et l'artisan en chef de l'extermination totale des Juifs, rédige alors un mémoire, où il propose de déporter les Juifs à Madagascar. Sa proposition reçoit l'accord de Himmler et de Hitler. Chargé d'élaborer un plan détaillé, il se munit à cette fin d'une documentation puisée à Paris, au ministère français des Colonies (2).

Traitement expérimental des Soviétiques

Dans l'extermination totale des Juifs, on trouve deux composantes inséparables : a) la question juive ; b) l'assassinat et son ampleur. Une des principales erreurs à ne pas commettre consiste à analyser avec minutie l'évolution du premier élément et de ne considérer le second que comme un aboutissement. En réalité, c'est précisément le contraire qui s'impose.

L'antisémitisme illimité, c'est-à-dire sans réserves et sans nuances, constituait depuis toujours une partie de l'idéologie hitlérienne (3).

Puisque tout phénomène devient imaginable dès qu'il possède un précédent, on faisait appel à tous les moyens de l'antisémitisme traditionnel, avec une nette tendance à tirer de chacun d'entre eux le maximum admissible dans une situation donnée : restrictions législatives ; spoliations économiques ; organisation de déclenchements de « colère spontanée du peuple » donnant lieu à des dévastations et à des pogromes occasionnels ; enfin, assassinats camouflés sous un prétexte légal (pendant les interrogatoires ; dans les camps avec le motif devenu proverbial : « tué en cours d'évasion » ; à la suite de provocations en vue de créer un cas de légitime défense).

Les préparatifs de la seconde guerre mondiale firent naître aussi des projets d'anticipation dans le secteur antijuif : « — Si le Reich allemand... en arrive, dans sa politique extérieure, au conflit — déclarait Gœring, le 12 novembre 1938 — alors il va sans dire (*so ist es selbstverstandlich*) que nous, en Allemagne, penserons aussi en premier lieu (*in allererster Linie*) à faire un grand règlement de comptes à l'encontre des

(1) « Transporter, dans les plus courts délais possible, après la conclusion de la paix, dans une colonie africaine ou américaine ; on pense à Madagascar, qui serait cédé à cette fin par la France. » Il est vrai, cependant, qu'après la chute de la France, les nazis s'attendaient à ce que la guerre finisse bientôt.

(2) Cf. Rapport de Wisliceny, dont nous reparlerons par la suite.

(3) Cf. l'article de R. Vermeil, *supra*, p. 19 et suiv.

Juifs (1). » Les phrases suivantes prouvent, toutefois, qu'il pensait, lui aussi, au « plan colonial » : « — pour arriver effectivement à la solution du problème Madagascar », dit-il.

Tout cela ne laisse pas encore entrevoir, toutefois, une idée d'extermination totale. Pour déceler les circonstances qui la firent naître, il faut nous pencher sur l'évolution du second élément mentionné, c'est-à-dire sur le processus d'extermination. Contrairement à l'opinion reçue, ses étapes décisives n'ont pas avec les Juifs un rapport initial. C'est pour cela que nous reviendrons à Auschwitz pour mettre au clair la portée de ses fonctions dans le système d'extermination analysé.

* * *

Si l'on ne peut nier que les persécutions pratiquées par le *IIIe Reich* soient toujours accompagnées de nombreux mémoires justificatifs et projets, élaborés par des savants et des spécialistes (2), les décisions, toutefois, étaient conçues par des techniciens qui se fondaient sur toute une série d'expériences déjà faites. Une découverte mise en application trouvait tout de suite, il est vrai, des justifications, des biens-fondés et même des développements « scientifiques », mais les dirigeants s'appuyaient sur des exemples empiriques. A cet égard, l'impunité *même sur le plan moral* des massacres pratiqués dès l'occupation de la Pologne consolidait leur usage.

Le tournant dans cette évolution fut marqué, dès le début de la guerre germano-russe, par l'ordre de tuer, sans jugement, tous les « commissaires » de l'Armée Rouge capturés. Étaient considérés comme « commissaires » les instructeurs politiques et les simples fonctionnaires. L'élan de « croisade » aidant, l'ordre mentionné se traduisit par des massacres généralisés et permanents : l'assassinat collectif devint une institution non seulement officielle, mais encore recommandée.

Aussi ne saurait-on trop insister sur un autre phénomène. Nous pensons ici aux méthodes et à la double organisation des tueries. Bien qu'accompagnées d'une propagande sanguinaire, elles n'exterminèrent sur place, c'est-à-dire sur les lieux des défaites, dans un climat de surexcitation savamment orchestrée, qu'une partie des victimes : assez pour faire pâlir tous les précédents de sauvagerie et pour sursaturer la « colère du peuple », mais sans dévoiler les véritables proportions du crime prémédité (3). Par contre, des contingents entiers recueillis pendant les

(1) PS 1816 (Dossiers de Nuremberg).

(2) Cf. Dr Max Weinreich, *Hitler's Professors* (New-York, 1947, « Yivo »).

(3) Outre le souci de tromper les prisonniers déjà faits et d'éviter une résistance désespérée *in extremis* de leur part, il s'agissait également, et par-dessus tout, des prisonniers en puissance : les tracts semés par les avions et les appels radiodiffusés, notamment en langues russe et ukrainienne, ne cessaient pas d'inviter les troupes soviétiques à se rendre en masse et à « faire confiance aux officiers allemands ». Ces

triages préliminaires et ensuite au cours des étapes étaient envoyés dans des camps divers et assassinés administrativement, en série et dans un calme parfait. D'une telle manière, la grande trouvaille qui consistait à organiser des massacres exorbitants, grâce à un procédé purement industriel, soumis seulement à des améliorations techniques et dépourvu de toute préoccupation morale, était mise en marche.

Les enchaînements qui nous intéressent sont encore plus directs : les massacres réalisés sur place étaient confiés aux *Einsatzgruppen* (groupes d'action). Ce seront les mêmes unités qui, dans les mêmes territoires, prendront bientôt en charge aussi l'extermination des Juifs (1). Simultanément, les mêmes usines de la mort qui commencèrent par tuer au moyen de gaz les « commissaires » vont aussitôt s'atteler à la destruction des Juifs. L'usage du *Cyclon B*, lui-même, fut — comme nous l'avons vu — expérimenté aux dépens des prisonniers de guerre soviétiques. Il n'y manque pas, non plus la fameuse méthode « d'induire en erreur » les victimes, en leur faisant croire qu'elles pénètrent dans les salles de bains : « Les Russes étaient obligés de se dévêtir dans le hall, ensuite, ils entraient dans le charnier (servant de chambre à gaz), tout à fait tranquilles, parce qu'on leur avait dit qu'ils allaient à la désinfection contre les poux (*Entlausung*). Le transport remplit juste le charnier... Lorsqu'on envoya le gaz, plusieurs prisonniers crièrent « gaz », puis d'effroyables cris s'élevèrent, ils se ruèrent tous sur la porte (2). »

En corrélation avec les effets produits par l'édit contre les « commissaires », un sort inhumain fut réservé à tous les prisonniers soviétiques. Traînés, puis parqués en foule, sans nourriture et sans le moindre abri, ils périssaient par milliers (3). C'est ainsi que l'ordre pris contre les « commissaires » devait inspirer l'idée d'une extermination directe, tandis que les résultats obtenus par le traitement des prisonniers soviétiques relevaient du principe de « l'épuisement par le travail », ainsi que des conditions de vie en général.

« L'édit des commissaires — relate Dieter Wisliceny, parfaitement bien placé pour connaître le sujet (4) — fut élargi par Himmler et Hey-

appels comportaient toujours une énumération en détail des rations alimentaires, des soins médicaux et de tous les autres avantages réservés aux prisonniers soviétiques par les autorités allemandes.

(1) Selon les évaluations effectuées aux procès de Nuremberg, le nombre des Juifs tués à l'Est par lesdits « groupes d'action » se monte à deux millions de personnes.

(2) R. Hoess, *Autobiographie*, p. 186.

(3) Sans parler des fusillades pures et simples. Alfred Rosenberg, dans une lettre personnelle adressée, le 22 novembre 1942, à Keitel, se plaignait même de l'incompréhension politique se faisant jour à l'occasion de ces « exécutions de prisonniers de guerre par fusillade ». Il désapprouve l'extermination des Asiatiques, qui ont été « fusillés dans un certain nombre de camps, eux qui étaient pourtant... les plus violemment hostiles à l'oppression russe et au bolchevisme » (P. S. 081).

(4) D. Wisliceny était un membre de l'entourage et un ami d'Adolf Eichman, organisateur en chef de l'extermination des Juifs. Il rédigea son compte rendu en 1946, dans la prison de Bratislawa.

drich (1) à tous les Juifs russes » (sous prétexte qu'ils étaient « porteurs » de l'idéologie communiste). « L'extermination des Juifs russes était menée à bien par des exécutions en masse, confiées aux « groupes d'action » de police de sécurité (*Einsatzgruppen der Sichercheitspolizei*). »

Dans l'*édit des commissaires*, Adolf Eichman entrevoit la possibilité d'exterminer tous les Juifs. Avec l'assentiment de Müller (2) et de Heydrich, il entreprend à cette fin une déportation des Juifs du Reich, de l'Autriche et d'une partie de la Tchécoslovaquie, dans les territoires où l'édit mentionné est en vigueur, en particulier à Riga et à Minsk. Son ami, Odilo Globocnik (3), se met à la besogne dans son fief (c'est l'origine du rôle que joua la région de Lublin dans la localisation de l'extermination : Belzec, Maidanek, Sobibor) ; il est aussi le premier à faire construire et utiliser les chambres à gaz (4).

Avec l'ouverture des usines de la mort dans la région de Lublin, région qui n'avait jamais appartenu à l'U. R. S. S., l'extension générale du meurtre se trouva en plein essor.

Ces relations de cause à effet mettent en évidence les enchaînements *empiriques* sur lesquels nous venons d'insister. On notera aussi l'initiative manifestée par certains exécutants qui, pour accélérer les progrès souhaités, firent du zèle, en organisant des « faits accomplis » ; ceux-ci servaient à leur tour de base pour étendre et finalement pour généraliser le meurtre collectif (5).

On notera également un autre symptôme, reflétant le cheminement « empirique » du crime : les « décisions légales » se révèlent *postérieures* aux faits. La réunion de Berlin, déjà citée, siégeant sous la présidence de Gœring et où fut précisé le principe de l'extermination totale des Juifs, n'eut lieu que le 20 janvier 1942. C'est dire que ses résolutions n'ont pas déclenché ladite « action » ; elles ne firent qu'entériner une action déjà bien avancée. L'ordre écrit la concernant, donné par Himm-

(1) Cf. *S. S. Gruppenführer* Reinhard Heydrich, chef du service central de Sécurité (*R. S. H. A.*), abattu en 1942 par la résistance tchécoslovaque.

(2) *S. S. Gruppenführer und generalleutnant der Polizei*, chef du IV département *R. S. H. A.* (*gestapo*) et chef adjoint de la *Sipo* et de la *S. D.* (*Police de Sécurité et Service de Sécurité*).

(3) *S. S. und Polizeiführer* à Lublin, précédemment *gauleiter* d'Autriche.

(4) Les chambres à gaz ne présentèrent qu'un perfectionnement (pour usage massif) d'une invention antérieure, notamment des camions à gaz, mis en œuvre pour tuer des « commissaires » et des soviétiques. Ces camions servirent aussi pour tuer des Juifs, des réfractaires politiques, comme des sortes de petites chambres à gaz ambulantes.

(5) En l'occurrence, le principal et le plus zélé des « techniciens » était Adolf Eichman. Depuis qu'il avait agi, avant la guerre, comme agent secret du gouvernement hitlérien dans le Proche-Orient, Eichman était un ami cordial du grand Mufti de Jérusalem. Pendant la guerre, ce dernier, s'étant réfugié en Allemagne où il formait des unités des volontaires musulmans, devint l'inspirateur officieux, mais inlassable, de l'extermination des Juifs, afin d'anéantir d'avance leur future émigration en Palestine. Plus tard, il visitera personnellement, avec sa suite, les lieux d'extermination. Des photographies le montrent, en compagnie d'Eichman, pendant sa visite à Auschwitz, en train de féliciter les bourreaux *S. S.* (cf. S. Wiesenthal, *Le Grand Mufti, agent de l'Axe*. En allemand. Wien Salzburg, 1948).

ler à Eichman, était daté du début de 1942 (1), tandis que la réunion des exécutants directs avait eu lieu à la fin de novembre 1941 (2), soit plusieurs mois auparavant.

On généralisait le crime au fur et à mesure que l'on constatait, à la lumière des résultats pratiques, qu'il était possible de le faire.

Extension des « solutions finales »

Avec l'inclusion d'Auschwitz dans l'appareil d'extermination, la *solution finale* trouva non seulement une monumentale usine de la mort de plus, mais encore la clôture du quadrilatère d'extermination, sur lequel nous avons insisté dans la première partie de la présente étude. Cette position de grand carrefour fit doter Auschwitz de toutes les acquisitions dûment expérimentées à l' « Est ». En même temps, répétons-le, son envergure et la variété « exhaustive » de ses esclaves l'ont transformé en un gigantesque chantier « ouvrant sur l'avenir ».

Précédée elle-même par les massacres massifs des non-Juifs, poursuivie avec les moyens techniques expérimentés au préalable sur des *aryens*, l'extermination des Juifs, bien rodée et en plein essor, devait encourager — à son tour — l'extension empirique des *solutions finales* à d'autres catérogies. La mort juive et la mort aryenne s'enchaînent et s'empruntent l'une à l'autre des modalités. L'extermination des Tsiganes, dans le courant de 1944 (3), n'est qu'un épisode. Bientôt le tour d'autres peuples viendra.

La caractéristique de leur infériorité raciale, les raisons pour lesquelles ils doivent disparaître en tant que peuples, pour céder aux Allemands leur espace vital, étaient fixées depuis fort longtemps. Il ne s'agit d'ores et déjà que d' « incarner la parole », c'est-à-dire les formules connues de tout le monde, mais considérées encore par les victimes en puissance comme des excès de langage, sans portée pratique, tout au moins par rapport à leur catégorie spécifique.

En ce qui concerne les peuples slaves, la réalisation a été, elle aussi, depuis longtemps amorcée ; outre les fusillades pratiquées un peu partout sous n'importe quel prétexte, les exécutions, sans même un semblant de prétexte (des intellectuels, par exemple), les rafles dépassant tout critère objectif devenaient de plus en plus un moyen de recruter purement et simplement des victimes fraîches pour les camps.

Le régime « de travail forcé » conçu initialement contre les Juifs et destiné à les anéantir s'insinue graduellement dans l'ensemble des camps et agit contre l'ensemble des détenus. Il ne reste de l'ancien statut concentrationnaire proprement dit que les contradictions relevées

(1) Cf. Rapport de Wisliceny. Il va sans dire qu'auparavant, Eichman obtenait, lui aussi, l'assentiment officieux de ses *Befehlshaber* pour ses « initiatives pionnières ».
(2) Cf. R. Hoess, *Relation sur l'extermination des Juifs dans le camp d'Auschwitz*.
(3) En août 1944 furent gazés les derniers 4.000 Tsiganes détenus à Auschwitz.

dans la comptabilité, sur lesquelles nous avons insisté : des monceaux de fiches, de signatures et de contre-signatures, de communications téléphoniques, avec Berlin, pour décider une vingtaine de coups ou pour tuer un homme et, simultanément, des assassinats en permanence se chiffrant par dizaines et centaines, perpétrés à volonté par n'importe quel *S. S.* ou *Kapo*, sans aucune espèce de formalité (1).

Comme les autres innovations destructrices, cette phase sera entérinée, elle aussi, par décision officielle ultérieurement, c'est-à-dire après avoir été mise en pratique. L'ordonnance signée par Pohl, le 30 avril 1942, fait notamment état du changement survenu dans la structure des camps de concentration, tout en exigeant que le travail des prisonniers soit épuisant, illimité et établi par le commandant lui-même, ce qui constitue bel et bien l'extension à l'ensemble des détenus du principe formulé à peine trois mois auparavant (le 20 janvier 1942, à la réunion de Berlin, déjà citée) contre les Juifs. L'importance du nouveau statut ne consiste pas seulement dans la caractéristique du travail exigé. Non moins essentielles sont les prérogatives qu'il réserve au commandant du camp. Comme les normes illimitées de travail impliquent une coercition et des punitions parallèlement illimitées, l'arbitraire absolu devient loi.

Pour que l'interprétation et le but du nouveau règlement ne puissent prêter à aucun doute, une mise au point formelle viendra, une fois de plus, entériner et consolider un système qui se trouve déjà en pleine application. C'est, notamment, le fameux commentaire, devenu proverbial, du ministre de la Justice, Thierack, daté du 14 septembre 1942, et précisant, avec toute la clarté nécessaire, qu'il s'agit de « l'extermination par le travail » (*Vernichtung durch Arbeit*) (2).

Le praticien Rudolf Hoess, qui, au moment où il l'écrivait, n'avait plus besoin de prendre aucun ménagement, formule cela sans ambages : « Pour Himmler, l'Allemagne était le seul État appelé à diriger l'Europe. Tous les autres peuples étaient des peuples de classe inférieure. Ceux dans lesquels le sang nordique prévalait devaient être favorisés, avec l'idée de les incorporer à l'Allemagne. Les peuples de sang oriental

(1) Il n'empêche que la comptabilité écrite révèle, elle aussi, des particularités par trop transparentes. D'un livre de décès (*Totenbuch*) établi pour un certain nombre de prisonniers soviétiques, il résulte, par exemple, que ces prisonniers mouraient par centaines... le même jour, à la même heure, et par suite de la même maladie (cf. l'analyse faite dans le *Bulletin de la Commission générale*, vol. I, p. 93-94 ; voir aussi *Archives d'Arolsen*).

(2) Cette méthode de statuer postérieurement aux faits accomplis ou procédés déjà mis en marche était, dirait-on, un trait congénital du régime hitlérien. Il convient, à ce propos, de rapprocher nos considérations d'un fait remontant à la lune de miel du III[e] Reich, que le professeur Théodore Heuss, président de la République fédérale allemande, vient de rappeler dans sa préface de l'ouvrage collectif : *Die Vollmacht des Gewissens* (Munich, Europeische Publikation, 1956) : « Événement fatal et décisif lorsqu'en juillet 1934, un ministre allemand de la Justice promulgua une loi qui justifiait après coup et de façon globale les assassinats accompagnant les luttes intestines du parti » (il s'agit de la fameuse « nuit des longs couteaux »)...

devaient être démembrés, amenés à la perte complète de leur importance ; ils devaient devenir esclaves (1). »

Mais Hoess tirait également profit des animosités dressant les victimes les unes contre les autres et manifestées avec brutalité même dans le camp :

« La direction du camp favorisait activement et provoquait même ces antagonismes, pour ne pas permettre une forte unification de tous les prisonniers... *Divide et impera* ! Ce principe est d'importance non seulement dans la grande politique ; dans un camp de concentration, il constitue également un facteur qu'il ne faut pas sous-estimer (2). »

Dans les milieux de prisonniers résistants d'Auschwitz qui, s'interrogeant sur l'avenir, surent organiser une investigation systématique des rouages et intercepter un nombre important d'instructions officieuses, la ligne d'évolution prévue ne faisait pas de doute : — « D'après les plans volés, écrit l'un d'eux, Auschwitz... devait être agrandi jusqu'à devenir une ville d'un demi-million d'esclaves, occupés dans des usines spécialement construites. Il devait s'appeler Himmlerstadt (3). »

Non moins significatifs et inquiétants étaient les plans d'agrandissement des crématoires, au moment où l'extermination des Juifs arrivait — en principe — à sa fin. Simultanément, et cela dans la période de l'apparent adoucissement du régime, les chambres à gaz d'Auschwitz engloutirent plusieurs transports entiers d'*aryens*. — « Pour le moment, les feux crématoires brûlaient principalement les corps juifs, écrit à ce propos l'auteur précité, mais nous ne considérions point les corps des autres peuples comme moins combustibles (4). »

L'exploitation commerciale et industrielle des cadavres (dents en or, cheveux, os) était bien la même pour toutes les victimes, sans distinction de race. A cette différence près que la famille d'un assassiné *aryen* était mise au courant — par lettre — de sa mort et invitée à acheter ses cendres. Les fours crématoires d'Auschwitz n'étant point construits pour des incinérations individuelles, l'urne expédiée contre un remboursement fixe contenait cependant une cendre humaine parfaitement anonyme. Pour les autorités du camp, c'était, toutefois, une source supplémenaire de revenus.

Tout motif d'ordre moral étant parfaitement absent de l'attitude et du comportement hitlérien vis-à-vis des autres peuples, les projets d'extermination n'étaient entravés et troublés que par des raisons

(1) Hoess, *Autobiographie*, p. 217.

(2) *Ibid.*, p. 160. Ajoutons que, par ailleurs, les instructions officieuses préconisaient, dans le même but, que les coups distribués à titre de punition soient infligés par des codétenus de nationalité présumée ennemie (ou antagoniste) ; ainsi une Russe devait être battue par une Polonaise (et vice versa), une Tchèque par une Slovaque, etc. (cf. *Procès de L. A. Goeth*, *op. cit.*).

(3) J. Cyrankiewiez, Oswiecim walczacy (*Auschwitz en combat*) (« Naprzod », 1945).

(4) *Ibid.*

d'ordre strictement pratique. Elles se résument à deux points, constituant un démenti aux arguments mis en avant pour justifier la nécessité de l'expansion allemande, qui réclamaient : a) un espace vital ; b) de la place pour l'excédent de travailleurs allemands (« des terres pour la charrue du paysan allemand »).

Le travail allemand se changea, sans nulle équivoque, en travail *pour* les Allemands. Le 12 septembre 1940, le gouverneur Hans Frank déclare : « Avant-hier, le Führer s'est exprimé clairement, en disant... qu'il fallait en finir à tout prix avec les Polonais ; qu'une politique de germanisation était inutile... Nous n'avons ici qu'un gigantesque camp de travail... » Le 9 décembre 1942, tout en rappelant, à propos de la Pologne, le proverbe : « Il ne faut pas tuer la vache que l'on veut traire », Frank le paraphrase : « Cependant, la Fédération (allemande) veut, dit-il, traire la vache et la fouetter. » Particulièrement explicites sont cependant les déclarations du même Frank, par lesquelles il veut freiner, pour le moment, une extermination trop hâtive, afin d'assurer l'économie de guerre ; par contre : « Une fois la guerre gagnée..., on pourra massacrer les Polonais, les Ukrainiens, et tout ce qu'on fouette... » (12 janvier 1944).

En ce qui concerne l'espace vital : le docteur Wetzel (1) s'oppose à « la proposition d'Abel (2) visant à la liquidation totale des Russes... tant que nous (c'est-à-dire les Allemands) ne serons pas, nous-mêmes, en état de combler l'espace avec nos hommes (3) ».

Dans le même ordre d'idées, l'action de la stérilisation biologique de grandes parties des populations subjuguées constituait un compromis entre la volonté d'extermination pure et simple et la nécessité de conserver le travail des esclaves. Le choix de la stérilisation comme moyen indique clairement, toutefois, qu'en principe ce maintien était projeté pour une période historique limitée. Quant aux générations futures, les changements envisagés devaient en renverser les proportions. Ils étaient appelés à augmenter le nombre des Allemands d'une manière qui permettrait de ne garder qu'une quantité réduite d'esclaves : utile juste pour exécuter les travaux les plus pénibles au service des Allemands, mais dépourvue de tout caractère de société cohérente.

Tel était le problème qui préoccupait activement les chercheurs allemands, chargés, les uns, de l' « eugénisme négatif » (à l'encontre des non-Allemands), les autres, et plus particulièrement, de l' « eugénisme positif » (à l'intention des Allemands). A ce but devaient servir aussi les recherches « scientifiques » poursuivies à Auschwitz. Dans l'intention de leurs promoteurs, les expériences criminelles du docteur Mengele

(1) Expert attaché au *Ministère des Territoires occupés de l'Est.*

(2) Professeur Abel, expert désigné par la *Werhrmacht* pour étudier le peuple russe sous l'angle racial ; il préconisait l'extermination totale des Russes.

(3) Réflexions et suggestions du prof. Wetzel, Bertin, le 27 avril 1942 (Dossiers de Nuremberg, NG 2325).

(mentionnées à titre d'exemple dans la première partie du présent article) avaient trait à l' « eugénisme positif ».

Ainsi s'achève et se referme le cercle des conceptions hitlériennes mises en œuvre et portant sur l'avenir de l'Europe. L'*univers concentrationnaire* devait constituer non seulement un tombeau pour les autres peuples, mais aussi un berceau pour la future reproduction d'Allemands, assez dynamique pour repeupler les territoires « libérés » de leurs habitants actuels. Dans l'évolution projetée, l'extermination des Juifs constituait l'expérience culminante et le camp d'Auschwitz le principal chantier de cette expérience.

Michel Borwicz (*).

(*) Michel Borwicz, évadé du camp de Janow en 1943 et en contact avec la Résistance d'Auschwitz. Expert, en 1946-1947, devant la Haute-Cour polonaise pour les procès contre les criminels de guerre. Thèse de doctorat, publiée dans la collection « Esprit de la Résistance », P. U. F. *Écrits des condamnés à mort sous l'occupation allemande.* (N. D. L. R.)

NOTE SUR LE CHIFFRE TOTAL

DES

VICTIMES JUIVES DES PERSÉCUTIONS RACIALES

PENDANT LA DERNIÈRE GUERRE

La grande majorité des publications consacrées à la dernière guerre, lorsqu'elles traitent des persécutions raciales, indiquent le chiffre de six millions de Juifs exterminés par les Nazis. Cependant, ce total, qu'on retrouve dans un grand nombre de publications parues dans les pays les plus divers, est généralement avancé sans éléments de preuve ni statistiques à l'appui. D'où provient-il donc et quelle foi peut-on lui ajouter?

Nous ne croyons pas nous tromper en avançant que c'est le *Tribunal international des grands criminels de guerre* qui est à son origine, et qui lui donna une diffusion si grande. On trouve, en effet, à la page 266 de son jugement (1), cette phrase : « Adolf Eichmann, que Hitler avait chargé du programme d'extermination, a estimé que cette politique avait causé la mort de six millions de Juifs, dont quatre millions périrent dans les camps d'extermination. » La source de cette information n'est pas indiquée, mais si on se rapporte au procès-verbal des débats, on constate que le tribunal s'est basé sur deux témoignages de seconde main, ceux des *SS* Wilhelm Hoettl et Dieter Wisliceny, qui tous deux assuraient tenir ce chiffre d'Eichmann. Il serait donc possible d'objecter qu'un chiffre si imparfaitement étayé doit être considéré comme sujet à caution. (Le texte même du jugement : « Eichmann... a estimé... » est d'ailleurs assez prudent.) Sur quoi donc pouvait se baser Eichmann? Ne s'agissait-il pas d'une hâblerie de sa part? Son ami Dieter Wisliceny assurait devant le *Tribunal international* : « Eichmann disait qu'il sauterait en riant dans la tombe, car l'impression d'avoir six millions de tombes sur la conscience serait pour lui la source d'une extraordinaire satisfaction (2). »

Mais, d'autre part, la nature même des opérations qu'impliquait une

(1) *Procès des grands criminels de guerre* devant le *Tribunal militaire international*, édition officielle en langue française, t. I, p. 266.

(2) *Procès des grands criminels de guerre*, édition officielle française, t. IV, p. 383 (audience du 3 janvier 1946, interrogatoire de D. Wisliceny).

extermination planifiée — rafles policières, formation des convois, et leur acheminement, par rail, vers Auschwitz ou vers l'un des quatre camps d'extermination polonais — devait permettre d'établir assez facilement le nombre total des déportés, partant pour un voyage sans retour. Tous les témoignages d'anciens déportés font état des interminables appels, destinés à vérifier le nombre des prisonniers, au départ et à l'arrivée de chaque convoi. Il aurait été étonnant que des statistiques de cet ordre n'aient pas été groupées, telles qu'elles l'ont soigneusement été, par exemple, pour les meubles, les montres ou stylos enlevés aux victimes. Et si ces éléments de détail n'ont pas été retrouvés (sauf pour les cas de la France, des Pays-Bas et de la Hongrie (1)), *une étude statistique d'ensemble s'est conservée, élaborée avec beaucoup de compétence et certainement basée sur ces éléments primaires, qui nous permettra de serrer de plus près le problème.*

En mars 1943, en effet, Himmler s'adressait au *chef de l'inspection statistique* du III[e] Reich, Korherr, et lui demandait un rapport sur « la solution finale de la question juive ». Il est caractéristique que, dans son ordre, il préconisait de ne pas parler de « traitement spécial » (*Sonderbehandlung*) des Juifs, mais de se servir du terme « d'évacuation ». Korherr lui soumit deux rapports : un de dix-sept pages, daté du 27 mars 1943, et un abrégé de six pages, du 17 avril 1954 (2), destiné spécialement au Führer. (Apparemment, ces deux documents ont été découverts par les services alliés de crimes de guerre trop tard pour pouvoir être utilisés par le Tribunal de Nuremberg.) Voici la conclusion du rapport du 17 avril (on en trouvera le texte complet en annexe) : « *Bilan du judaïsme européen.* — La décroissance du judaïsme en Europe devrait déjà s'élever à 4 millions de têtes. Des colonies importantes ne devraient plus exister sur le continent (à côté de la Russie, avec quelque 4 millions) qu'en Hongrie (750.000), Roumanie (300.000) et peut-être aussi en France. Si l'on tient compte de plus de l'émigration juive, de l'excédent de mortalité, ainsi que, d'autre part, des inévitables erreurs dues à la fluctuation de la population juive, on devrait évaluer à 4 millions 1/2 la décroissance de la population juive en Europe entre 1937 et 1943. Ce chiffre n'englobe que partiellement les décès des Juifs dans les territoires occupés de l'Est, tandis que les décès survenus dans le restant de la Russie et dans la zone du front n'y sont pas compris du tout ».

Ainsi donc, d'après les données très précises dont disposaient les sta-

(1) France : série de soixante-seize dossiers, contenant, convoi par convoi, les listes nominatives des déportés du camp de Drancy (aux archives du *Centre de documentation juive contemporaine*) ; Pays-Bas : listes des déportés du camp de Westerbork (cf. les deux fascicules *Auschwitz*, publiés par la Croix-Rouge néerlandaise, s'Gravenshage 1947) ; Hongrie : série de rapports de l'ambassade allemande à Budapest, couvrant la période avril-juillet 1944 (archives du *C. D. J. C.*, CLXXXIX, 1 à 219).

(2) Rapports de Korherr, « *Inspekteur für Statistik* », intitulés : *Die Endlösung der europäischen Judenfrage* (arch. du *C. D. J. C.*, documents CXXXVIII a, 72 et 73).

tisticiens du III[e] Reich à l'époque, « la décroissance du judaïsme en Europe » s'élevait déjà à 4 millions. Cela à la date du 31 décembre 1942, sans tenir compte « des décès survenus dans le restant de la Russie et dans la zone du front ». A une date, par conséquent, où le judaïsme hongrois était encore intact (d'après des documents allemands, 430.000 Juifs hongrois ont été déportés à Auschwitz entre avril et juillet 1944) (1), où d'importants ghettos et camps de travail subsistaient encore en Pologne occupée (notre document évalue à 297.000 le nombre des Juifs subsistant encore dans le seul « *Gouvernement général* » de Pologne) : à travers l'Europe entière, la chasse au Juif ne discontinuera pas pendant deux ans encore.

Sur la seule foi de ce document, on peut donc dire, avec une quasi-certitude, que le nombre des Juifs exterminés devait être compris entre 5 et 7 millions, 6 millions demeurant le chiffre le plus probable. Chiffre ne comprenant que les pertes par mort violente, asphyxie ou fusillade, et ne tenant aucunement compte du *déficit démographique* qui est venu s'y adjoindre entre 1939 et 1945, par suite de l'absence presque totale de naissances dans les foyers juifs, de l'extermination quasi totale des enfants, puisque seuls les hommes vigoureux, dans la force de l'âge, avaient de bonnes chances de survie dans les camps, etc. Sans doute des statisticiens professionnels, opérant à l'aide des méthodes démographiques auxquelles ils font appel, concluraient-ils dans ces conditions que les « pertes réelles » du peuple juif entre 1933 et 1945 furent de l'ordre de 8 millions.

Il nous reste à indiquer deux autres méthodes d'évaluation, bien moins sûres que la précédente, mais qui, le fait est à noter, convergent toutes deux vers le même chiffre de 6 millions de pertes par mort violente.

L'une de ces méthodes consiste à additionner les chiffres, suivant les lieux d'extermination. Celle-ci s'effectuait soit dans les camps de la mort, qui étaient au nombre de cinq (Auschwitz, Belzen, Treblinka, Sobidor, Chelmno), soit « à ciel ouvert », lors des exterminations chaotiques qui avaient lieu en U. R. S. S.

Pour les quatre derniers camps, la *Commission polonaise des crimes de guerre*, qui, en 1945-1946, s'est livrée à une enquête approfondie, interrogeant, d'une part, les survivants et, de l'autre, les cheminots des lignes ferroviaires menant aux camps, s'est arrêtée aux chiffres suivants :

Belzec	600.000
Treblinka	700.000
Sobibor	300.000
Chelmno	250.000
	1.850.000 (2)

(1) Cf. les rapports de l'ambassade allemande à Budapest cités plus haut et, en particulier, le rapport du 7 juillet 1944 de l'ambassadeur Veesenmayer (*C. D. J. C.*, CLXXXIX, 40).

(2) Rapport de la *Commission générale d'enquête sur les crimes allemands en*

En ce qui concerne le gigantesque abattoir humain d'Auschwitz, son commandant, Rudolf Hoess, déposant devant le *Tribunal international de Nuremberg*, avait indiqué le chiffre de 2 millions 1/2 de Juifs exterminés (1). Mais ce chiffre comprenait aussi, apparemment, d'autres catégories de détenus, tels que Tziganes, Russes ou Polonais *aryens*. Par prudence, nous allons donc nous arrêter au chiffre de 2 millions.

En ce qui concerne les « exterminations chaotiques » en U. R. S. S., les « *groupes d'action* » *SS* (*Einsatzgruppen*), chargés des massacres, soumettaient des rapports hebdomadaires au *Reichssicherheitshauptamt* à Berlin, comportant une rubrique statistique. Mais seule une partie de ces rapports a été retrouvée. Cette partie a permis à la justice américaine de Nuremberg de conclure à un total certain de plus d'un million de victimes (2), tandis que Eichmann, qui avait évidemment tous les éléments en main, parlait de 2 millions (3). Admettons donc, pour l'U. R. S. S., le chiffre de 1 million 1/2.

On en arrive ainsi au total de 5.300.000, sans tenir compte des innombrables décès par famine, par maladie, etc., dans les vastes ghettos de Pologne et dans les nombreux camps de travail disséminés à travers l'Europe entière. (On constatera, par exemple, que nous n'avons pas compris dans notre statistique le notoire camp de Maïdanek, car la *Commission polonaise des crimes de guerre* ne le classe pas parmi les camps d'extermination au sens propre du terme.)

La deuxième méthode, appliquée par les spécialistes de la démographie juive, et, en particulier, par l'économiste et statisticien de New-York, M. Jacob Lestchinsky, consistait à comparer les données respectives sur la population juive des différents pays européens avant la guerre et après la guerre. C'est de cette manière que certaines organisations juives internationales, telles que le *Congrès mondial juif*, sont arrivées dès 1945 au chiffre, toujours le même, de 6 millions (4).

On voit donc que, faute de pouvoir établir un bilan statistique très précis, on ne peut qu'accepter définitivement ce chiffre comme le plus probable, même si ses éléments constitutifs peuvent être parfois sujets à caution (5).

Pologne, édité en français sous le titre : *Crimes allemands en Pologne*, Varsovie, 1948, p. 103-132. Compte tenu de la méthode de recoupements adoptée par la Commission, et aussi de l'époque de l'enquête (1945-1946), ces chiffres méritent d'être acceptés.

(1) *Procès des grands criminels de guerre* devant le *Tribunal militaire international*, éd. française, t. XI, p. 426 (audience du 15 avril 1946, interrogatoire de R. Hoess).

(2) *Nuremberg trials*, par Telford Taylor, ancien procureur général américain, New-York, 1949, p. 328 (édité par la « *Carnegie Endowment for International Peace* »).

(3) Déposition de W. Hoettl (cf. *Procès des grands criminels de guerre*, t. III, p. 572).

(4) Voir la brochure de J. Lestchinsky, *Le bilan de l'extermination*, publiée par le Congrès mondial juif en 1946.

(5) En particulier, dans le cas de la France, pour laquelle le *Ministère des Prisonniers, Déportés et Rapatriés* indiquait parfois 100.000, parfois même 120.000 victimes (cf., par exemple, les chiffres reproduits par M. Roger Berg dans son ouvrage : *La persécution raciale*, Paris, 1947). En réalité, le total des déportations du camp de

Ajoutons pour conclure qu'un chercheur britannique, M. Gerald Reitlinger, met en doute, dans son ouvrage *The Final Solution* (Londres, 1953), le total de 6 millions. Il admet que maints chiffres ont été grossis à dessein, aussi bien par les Nazis (forfanterie des criminels...) que par les Israélites (pessimisme des victimes...), pour des raisons psychologiques à la fois apparentées et inverses, par conséquent. Il met donc fortement en doute certaines données nazies. Et c'est ainsi que, réexaminant systématiquement les chiffres pays par pays et adoptant chaque fois, à titre d'hypothèse, le chiffre le plus bas, il en arrive à un total qu'il croit compris entre un minimum de 4.200.000 et un maximum de 4.600.000. Ses corrections les plus fortes se rapportent à la Pologne orientale et à l'U. R. S. S. proprement dite, pour lesquelles les mouvements de population pendant et après la guerre, ainsi que l'absence, en ce qui concerne la population juive actuelle, de tout élément statistique sérieux, compliquent singulièrement les évaluations.

Se livrer à de telles corrections, sur la base de considérations d'ordre uniquement psychologique, c'est se laisser guider à son tour, croyons-nous, par des considérations du même ordre, ce qui pourrait s'expliquer par le souci bien britannique de l'*understatement*. Sans doute une incertitude de l'ordre de plusieurs pour-cent continuera-t-elle toujours à planer sur le total précis des victimes de la folie raciste. Mais les éléments d'appréciation dont on dispose sont suffisamment abondants et solides pour qu'on puisse s'en tenir, en tant qu'hypothèse la plus vraisemblable, au chiffre déjà « classique » de 6 millions.

L. Poliakov.

ANNEXE

LA SOLUTION FINALE DE LA QUESTION JUIVE (1)

Rapport statistique établi par Köhrrer

(17 avril 1943)

Remarque préalable. Les statistiques juives sont toujours à considérer avec prudence, car, en l'espèce, il faut toujours compter avec des erreurs particulières. Les sources de ces erreurs se trouvent dans la nature et le développement du judaïsme, ses pérégrinations millénaires, les conversions au judaïsme

Drancy fut de 62.000 environ ; il faut y ajouter, d'une part, les convois formés directement à Pithiviers (5.000 déportés environ), à Beaune-la-Rolande (4.000 environ), à Compiègne (un ou deux convois), à Lyon-Montluc (1.200) et à Toulouse Caffarelli (1.200), et, de l'autre, les déportations des départements du Nord et du Pas-de-Calais, qui se faisaient par le camp de Malines en Belgique (2.000 au plus). Il faut aussi tenir compte d'un certain nombre de massacres locaux perpétrés surtout lors de la retraite allemande. Le montant des pertes de cet ordre n'est pas exactement connu ; mais il ne saurait dépasser quelques milliers.

On aboutit ainsi à un total de 85.000 victimes au maximum.

(1) Document *C. D. J. C.*, CXXXVIII a, 73.

et les baptêmes, les tentatives d'assimilation, les mélanges avec les peuples hôtes, mais surtout dans les efforts des Juifs pour échapper aux statistiques.

En fin de compte, les statisticiens soit à cause de la correspondance, entre la race juive et la religion juive, soit parce qu'ils étaient influencés par les conceptions confessionnelles du siècle dernier, appliquaient généralement aux Juifs un critère religieux. Pour les raisons énumérées ci-dessus, le critère racial présente de nombreuses difficultés, ainsi que cela est confirmé par l'échec de la tentative de recenser les Juifs de race en Autriche en 1923 et par le recensement allemand en 1939. En général, les statistiques des Juifs sont à considérer comme un minimum, et l'erreur croît à mesure que la proportion du sang juif diminue.

Une statistique sérieuse du nombre et des mouvements de la population juive dans les régions de l'Est depuis le début de la deuxième guerre mondiale présente des difficultés presque insurmontables, car les masses juives en mouvement échappaient à tout contrôle.

Bilan du judaïsme

Monde. Au cours de la dernière décennie, le nombre total des Juifs dans le monde était estimé entre 15 et 18 millions, parfois à plus de 20 millions. Le bureau statistique du Reich indiquait pour 1937 le chiffre de 17 millions.

Europe. De ce nombre, près de 10,3 millions (60 %) vivaient, en 1937, en Europe, et 5,1 millions (30 %) en Amérique. En 1880, la proportion européenne était encore de 80 %, la proportion américaine seulement de 3 %.

En Europe, les Juifs étaient surtout nombreux dans les anciennes régions russes, polonaises et baltes, actuellement occupées par l'Allemagne, entre la mer Baltique et la mer Noire, ainsi que dans les centres commerciaux de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale, en Rhénanie et sur les bords de la Méditerranée.

Allemagne. Le bilan du judaïsme dans le Reich varie suivant l'époque. Ce n'est que depuis la prise du pouvoir qu'une décroissance rapide a commencé. Si l'on compare les chiffres lors de la prise du pouvoir et au 31.12.1942, on aboutit aux chiffres suivants :

Région	Époque de la prise de pouvoir	Nombre avant la prise du pouvoir	Juifs le 31.12.1942
Ancien Reich	30.1.1933	561.000	51.327
Sudètes	29.9.1938	30.000	
Autriche	13.3.1938	220.000	8.102
Bohême et Moravie	16.3.1939	118.000	15.550
Régions de l'Est	Sept. 1939	790.000	233.210
Gouvernement général	Sept. 1939	2.000.000	297.914
Total		3.719.000	606.103

Parfois, certains chiffres font double emploi. Ainsi une grande partie des Juifs des Sudètes, à la veille de l'union avec le Reich, est passée dans le protectorat, sans avoir à franchir de frontière ; ils sont donc partiellement compris dans les chiffres pour la Bohême et la Moravie pour 1939. La région des Sudètes ne comptait plus, le 17.5.1937, que 2.649 Juifs.

Dès avant la guerre, l'ancien Reich et l'Autriche s'étaient débarrassés de plus de la moitié de leurs Juifs, surtout par voie d'émigration, tandis que, dans l'Est, une décroissance rapide des masses juives, dangereuses à cause de leur fécondité, n'a commencé que depuis la guerre et surtout depuis les mesures d'évacuation de 1942.

Ainsi donc, dans le Reich agrandi, c'est-à-dire dans le territoire soumis au régime national-socialiste, le nombre des Juifs a décru, de 1933 à 1943, de 3,1 millions de têtes. Dans l'ancien Reich, leur nombre n'est plus qu'un douzième ; dans l'Autriche, qu'un vingt-septième ; dans le Gouvernement général et dans la Bohême et Moravie, qu'un septième ; dans les régions de l'Est, qu'un tiers ou un quart.

Émigration, excédent de la mortalité et évacuations

Cette décroissance est le résultat de l'émigration, de l'excédent de mortalité et des évacuations à la fois, ce qui ressort de la table suivante :

Territoire	Période du / au 31. 12. 1942	Décroissance (—) ou croissance du nombre des Juifs par émigration	par excédent de mortalité	par évacuation (1)	Divers	Total
Ancien Reich (région des Sudètes comprise)	30. 1. 33 au 29. 9. 38	— 382.534	— 61.193	— 100.516	+ 4.570	— 539.67
Autriche	13. 3. 38	— 149.124	— 14.509	— 47.555	— 710	— 211.89
Bohême et Moravie	16. 3. 39	— 25.699	— 7.074	— 69.677	—	— 102.45
Régions de l'Est	Sept. 1939	— 334.673		— 222.117	—	— 556.79
Gouvernement général	Sept. 1939	— 427.920		— 1.274.166	—	— 1.702.89
Total.....		— 1.402.726		— 1.714.031	+ 3.860	— 3.112.89

Le bilan pour l'ancien Reich, l'Autriche, la Bohême et la Moravie se présente de la manière suivante :

Nombre des Juifs lors de la prise du pouvoir :	929.000
Émigration	— 557.357
Excédent de mortalité	— 82.776
Évacuations	— 217.148
Additions diverses (Juifs non recensés, etc.)	+ 3.860
	— 854.021
Reste au 31.12.1942	*74.979*

L'extraordinaire excédent de mortalité des Juifs de l'ancien Reich provient aussi bien de la sénilité et de la faiblesse vitale du judaïsme que de sa grande mortalité : dans le premier trimestre de 1943, on a enregistré 22 naissances et 1.113 décès.

Entre le 1.1.1943 et le 31.3.1943 a eu lieu l'évacuation vers l'Est de 113.015 Juifs, ainsi que le transfert de 8.025 Juifs dans le ghetto de Theresienstadt ; de la sorte, le nombre des Juifs en Allemagne et dans les régions de l'Est a fortement diminué de nouveau.

(1) Nous rappelons qu'en fait, « évacuations » signifiait « exterminations » (voir notre note, plus haut), et probablement faut-il attacher le même sens au terme « excédent de mortalité », dans la majeure partie des cas.

Mariages mixtes. Le nombre des Juifs vivant encore dans le Reich comporte une proportion considérable de partenaires de mariages mixtes :

	Juifs le 31.12.42	Dont; partenaires de mariages mixtes	Reste
Ancien Reich	51.327	16.760	34.567
Autriche	8.102	4.803	3.299
Bohême et Moravie	15.550	6.211	9.339
Total	74.979	27.774	47.205

Entre temps, de 51.327, le 31.12.1942, le nombre des Juifs de l'ancien Reich est passé à 31.910 au 1.4.1943. De ces 31.910 Juifs, plus de la moitié, à savoir, 16.668, sont des partenaires de mariages mixtes : 12.117 de mariages mixtes privilégiés et 4.551 de mariages mixtes non privilégiés. Il faut, enfin, tenir compte d'un certain nombre de Juifs non recensés, ainsi que c'est le cas lors de n'importe quel recensement. La population juive de l'ancien Reich (région de l'Est non comprise) approche de sa fin.

Affectation au travail. Sur les Juifs vivant dans le Reich, 21.659 étaient affectés, au début de 1943, à un travail faisant partie de l'effort de guerre. Il faut y ajouter 18.435 Juifs de nationalité soviétique dans la région militaire de Königsberg, 50.570 Juifs apatrides et étrangers dans le camp de Schmelt (Breslau) et 95.112 anciens Juifs polonais dans les ghettos et camps de la région militaire de Posnanie.

Camps de concentration. Dans les camps de concentration, il se trouvait, au 31.12.1942, *9.127* Juifs et, dans les prisons, 458 Juifs. Dans les camps de concentration, les effectifs étaient les suivants :

Lublin	7.342	Sachsenhausen	46
Auschwitz	1.412 (1)	Stutthof	18
Buchenwald	227	Ravensbruck	3
Mauthausen	79		

Ghetto de vieillards. Dans l'unique ghetto de vieillards de Theresienstadt, il se trouvait, au début de 1943, *49.392* Juifs au total.

Évacuations des autres pays européens. Les évacuations suivantes de Juifs ont eu lieu dans les territoires de domination ou d'influence allemandes hors des frontières du Reich :

Pays	avant le 31.12.42	1er trimestre 1943
France (zone occupée)	41.911	7.995
Pays-Bas	38.571	13.832
Belgique	16.886	1.616
Norvège	532	158
Grèce	—	13.435
Slovaquie	56.691	854
Croatie	4.927	—
Bulgarie	—	11.364

(1) Le chiffre de 1.412 détenus juifs pour Auschwitz est certainement inférieur à la réalité, puisque ce camp comportait une assez forte proportion de détenus travailleurs juifs, « renouvelables » au fur et à mesure de l'arrivée des convois (cf., sur ce point, notre *Bréviaire de la haine*, Paris, 1951, p. 226 et suiv.).

U. R. S. S., y compris les pays baltes, depuis le commencement de la campagne de l'Est	633.300 (1)	—
Total	792.818	49.254

Bilan du judaïsme européen. La décroissance du judaïsme en Europe devrait déjà s'élever, par conséquent, à 4 millions de têtes. Des colonies importantes ne devraient plus exister sur le continent (à côté de la Russie, avec quelque 4 millions) qu'en Hongrie (750.000), Roumanie (300.000), et peut-être aussi en France. Si l'on tient compte de l'émigration juive, de l'excédent de la mortalité, ainsi que, d'autre part, des inévitables erreurs dues à la fluctuation de la population juive, on devrait évaluer à 4 millions 1/2 la décroissance de la population juive en Europe entre 1937 et 1943. Ce chiffre n'englobe que partiellement les décès des Juifs dans les régions occupées de l'Est, tandis que les décès survenus dans le restant de la Russie et dans la zone du front n'y sont pas compris du tout. Il faut y ajouter les émigrations des Juifs, soit en Russie, vers sa partie asiatique, soit dans les pays d'Europe non soumis à l'influence allemande, vers l'outre-mer.

Au total, depuis 1933, c'est-à-dire au cours de la première décennie du pouvoir national-socialiste, le judaïsme européen a perdu à peu près la moitié de ses effectifs. A peu près la moitié de cette perte, c'est-à-dire un quart de la population juive totale de 1937, a probablement afflué dans les autres continents.

(1) Chiffre partiel seulement, ainsi qu'il ressort du commentaire qui suit plus loin.

DOCUMENTS

Les quelques documents extraits des archives du *Centre de Documentation juive contemporaine*, que nous publions plus loin, ne donnent qu'une idée fragmentaire de la persécution des Juifs par les hitlériens : celle-ci comporte des centaines de milliers de pièces qui témoignent de la cruauté et de la volonté exterminatrice des nazis : rapports des *Einsatzgruppen* sur les exécutions massives des Juifs en Russie soviétique et dans les Pays Baltes, documents sur la construction des chambres à gaz et des fours crématoires, sur le camp d'Auschwitz...

Étant donné l'espace limité dont nous disposons, et le fait que les principaux documents et témoignages concernant les atrocités nazies et les camps de mort ont déjà été publiés, nous renvoyons les personnes qui s'intéressent à ces problèmes aux ouvrages parus sur ce sujet en français et en anglais, parmi lesquels nous citerons le livre de L. Poliakov, *Bréviaire de la haine*, et celui de Reitlinger, *The final solution* (1).

C'est pourquoi nous avons choisi des documents se rapportant à d'autres domaines et, en premier lieu, à la « justice » hitlérienne, en considérant que le système judiciaire et les règles de droit dont il s'inspire caractérisent le mieux une société.

Ayant rejeté les principes du droit romain et de la déclaration des droits de l'homme proclamée par la Révolution française, les nazis annoncèrent solennellement l'institution de leur propre système judiciaire basé sur l'ancien droit germanique, ce qui a abouti, en réalité, au règne de l'arbitraire dans la justice hitlérienne ; les tribunaux nazis se sont transformés en instrument de terreur.

Mais même cette « justice » était refusée aux Juifs, aux peuples slaves et aux tziganes. Ceux-ci devaient tout simplement être remis à la police. Selon l'expression du Dr Thierack, ministre de la Justice nazi, « des résultats bien meilleurs peuvent être obtenus si on livre de telles personnes à police, qui est alors en mesure de prendre ses dispositions sans tenir compte de la qualification légale de l'acte commis » (CXXI-24).

La deuxième catégorie des documents que nous reproduisons ici pro-

(1) Cf. comptes rendus dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 7, juillet 1952, et nos 15-16, juillet-septembre 1954.

vient des dossiers des services d'Alfred Rosenberg que le *Centre de Documentation juive contemporaine* possède en original.

Alfred Rosenberg était l'un des membres les plus anciens du parti nazi et son théoricien le plus connu ; mais la carrière de l'auteur du *Mythe du XX^e siècle* ne prit son plein essor qu'après l'arrivée du *Führer* au pouvoir, en janvier 1933 : en avril de la même année, il fut nommé *Reichsleiter* et directeur du *Service des Affaires étrangères du Parti* (*A. P. A.*) ; plus tard, en 1934, il obtient le poste de *Délégué du Führer pour l'ensemble de l'Éducation spirituelle et idéologique du Parti* (1). Pendant la guerre, en 1940, il fut chargé de l'organisation de la *Hohe Schule* — une sorte d'académie consacrée aux recherches idéologiques du national-socialisme ; la même année vit la création de son état-major spécial, le *Einsatzstab Rosenberg*, dont l'activité consistait à piller les œuvres d'art, les bibliothèques et autres « biens culturels » dans les pays occupés. Le 17 juillet 1941, Rosenberg fut nommé Commissaire du Reich pour les territoires occupés à l'Est.

Les documents que nous publions se rapportent à tous les domaines de l'activité de Rosenberg, mais concernent, en premier lieu, l'organisation de la machine de propagande antijuive et l'excitation de la haine à l'égard des Juifs — sous-hommes intolérables pour la race supérieure germanique. Ces documents montrent que les actes de cruauté envers les Juifs n'étaient pas spontanés ; ils se déroulaient d'après un programme élaboré à l'avance dans tous les détails. L'extermination n'était que la conséquence logique de la campagne de la haine.

C'est ce que dit, dans sa déposition devant le Tribunal militaire international de Nuremberg, le *SS-Obergruppenführer* Bach-Zalewski :

« J'estime que si on enseigne pendant des années, des dizaines d'années, la doctrine selon laquelle la race slave est une race inférieure et le Juif à peine un être humain, un tel aboutissement est inévitable. »

Michel Mazor,

Directeur des Archives au *Centre de Documentation juive contemporaine.*

I. — *LA « JUSTICE »*.

Discours du Dr Frank (extraits) sur *les Juifs dans la Jurisprudence* du 3 octobre 1936 (2).

C'est en qualité d'antisémites que nous avons, nous autres nationaux-socialistes, commencé notre lutte pour la libération du peuple allemand, pour le rétablissement d'un Reich allemand et pour la reconstruction de toute notre vie spirituelle, culturelle et sociale sur la base indestructible de notre race. Nous avons assumé, en 1919, une lutte gigantesque et nous l'avons

(1) Voici ce titre dans sa transcription originale : *Der Beauftragte des Führers für die gesamte geistige und weltanschauliche Erziehung der NSDAP.*

(2) CXXI-52. — Ces chiffres indiquent la cote du document dans les archives du *C. D. J. C.* par les soins de qui ont été effectuées les traductions.

amené à une phase décisive de son développement, grâce à l'idée raciale...

A une époque pas tellement lointaine, il était pour ainsi dire impossible d'entendre mentionner ou expliquer le mot de « Juif » dans un esprit critique. Seule une petite minorité d'hommes courageux forme en cette matière une glorieuse exception...

L'émancipation des Juifs signifiait pour la science juridique allemande l'infiltration massive des tendances néfastes du déracinement. Ce droit allemand, déjà comprimé de toute manière au plus haut point par les idées et les formes issues de l'esprit de la Révolution française, du droit usuel moderne et du droit canonique, fut exposé, en outre, par cette émancipation, à la vague d'assaut du rabbinat des professeurs ès-justice néo-judaïques.

Le national-socialisme déblaye systématiquement la vie juridique allemande des gravats qui l'enserrent, pour découvrir à nouveau l'or inaltérable de la pensée et de la vie juridiques allemandes. Nous avons enlevé la couche étrangère au droit du libéralisme démocratique, nous nous sommes débarrassés du déracinement latin, nous devons maintenant déblayer la couche sémitique recouvrant notre droit.

En ma qualité de *Chef du Droit du Reich allemand, de Chef des gardiens du Droit allemand, de Président de l'Académie du Droit allemand* et de *Reichsleiter de l'Office du Droit du Parti national-socialiste ouvrier allemand*, je déclare ce qui suit au début de votre session :

Primo : Il sera désormais impossible à tout jamais que les Juifs puissent se donner pour les représentants du peuple allemand.

Secundo : La jurisprudence allemande est réservée à des hommes allemands, le terme d' « allemand » devant être interprété exclusivement dans le sens que lui donne la législation raciale du Troisième Reich.

Tertio : Il n'est plus besoin de rééditer des ouvrages juridiques écrits en allemand par des auteurs juifs. Tous les éditeurs allemands sont priés de s'abstenir immédiatement de procéder à de telles rééditions.

Quarto : Toutes les bibliothèques publiques ou d'études devront être expurgées dans toute la mesure du possible de leurs ouvrages d'auteurs juifs. Ces ouvrages devront être éliminés du domaine du droit allemand et transférés dans les sections des bibliothèques qui font connaître l'activité des Juifs et du peuple juif. Les ouvrages juridiques d'auteurs juifs n'ont rien à voir avec la jurisprudence allemande. Ces ouvrages-là ne sont que l'expression d'opinions de juristes de souche étrangère sur les idées et les réalisations allemandes dans le domaine du droit. Des juristes allemands ne devront désormais faire de citations d'auteurs juifs que dans la mesure où celles-ci sont indispensables pour attirer l'attention sur une mentalité typiquement juive et pour la décrire...

Vous, messieurs les professeurs en droit, vous avez ce privilège par rapport à chaque autre génération de représentants de votre profession que vous avez pu exercer votre activité de penseurs et de professeurs du droit pendant la période créatrice de notre germanisme, la période d'Adolf Hitler.

C'est dans cet esprit que je souhaite du succès aux travaux de votre session. Je vous remercie une fois de plus et rends hommage avant tout à votre décision courageuse d'en finir une bonne fois et radicalement avec un état de chose désormais intolérable. Puisse cette session signifier la fin complète du judaïsme dans la jurisprudence allemande...

Un homme tel qu'Adolf Hitler est venu, afin de confier, au nom du Créateur éternel, une mission nouvelle au grand peuple allemand. Toutes les fois que nous avons fait une révolution, nous autres Allemands, nous ne l'avons pas faite pour nous seuls. Il existe toujours au-dessus de nous un renouveau providentiel pour le monde entier, et c'est pourquoi, si les Juifs et leurs satellites mercantiles dans le monde entier veulent nous honnir, cela nous laisse froid.

Je me réjouis de voir en vous, messieurs les professeurs, les représentants autorisés de cet esprit allemand qui s'est maintenu sans défaillance à travers les millénaires. Je vous salue en fidèle camarade (1).

* * *

Édition de nuit du journal illustré de Berlin — N° 246, lundi 20 octobre 1941 (2).

Un Juif a raflé 65.000 œufs
et en a laissé se gâter 15.000
(Dépêche de notre correspondant)

Breslau, 20 octobre. Une quantité véritablement énorme d'œufs a été retirée du circuit commercial général par le Juif Markus Luftglas, âgé de 74 ans, originaire de Kalwarja, qui a dû se justifier devant le tribunal spécial de Bielitz. Le Juif avait caché 65.000 œufs dans des tonneaux et ceux-ci dans une carrière de chaux. Sur ce nombre 15 mille étaient déjà abîmés. L'accusé s'est vu infliger 2 ans et demi de prison, juste peine pour le crime de sabotage de l'économie de guerre.

1) Ministre du Reich et chef de la
Chancellerie du Reich
Q. G. du Führer
A le 25 octobre 1941
M. le secrétaire d'Etat prof. Dr. h. c.
Schlegelberger
Berlin *S-8*
Wilhelmstrasse 65

Très vénéré M. Schlegelberger,

La note jointe, publiée dans la presse, concernant la condamnation du Juif Markus Luftglas à 2 ans et demi de prison par le tribunal spécial de Bielitz a été soumise au Führer. Le Führer désire que Luftglas soit reconnu passible de la peine de mort. Je me permets de vous prier de faire faire le nécessaire au plus vite et d'informer le Führer, par mon intermédiaire, des mesures prises.

votre très dévoué
Heil Hitler
(signature)

2) A M. le *Gruppenführer* Julius Schwab
Objet : Markus Luftglas

Très vénéré Monsieur Schaub,

Au reçu de votre lettre du 22 octobre 1941, je me suis mis en rapport avec le ministre de la Justice du Reich et je l'ai prié de faire le nécessaire.

Heil Hitler
votre très dévoué
(signature)

(1) Le Dr Hans Frank était à l'époque ministre du Reich sans portefeuille, *Reichsleiter* du parti nazi chargé des questions juridiques.
(2) CXX-38.

3) Le Ministre de la Justice
du Reich

Berlin, le 29 octobre 1941

A M. le ministre du Reich et chef de la
Chancellerie du Reich

Très vénéré Ministre du Reich Dr. Lammers,

Au reçu de l'ordre du Führer du 24 octobre 1941 qui m'a été transmis par M. le ministre d'État et chef de la chancellerie présidentielle du Führer et Chancelier du Reich j'ai remis le Juif Markus Luftglas, condamné à 2 ans et demi de prison par le tribunal spécial de Kattowitz, à la Gestapo pour qu'elle l'exécute.

Signé : SCHLEGELBERGER (1).

* * *

COMPTE RENDU DU DISCOURS PRONONCÉ LE 22 JUILLET 1942 (2) par le Dr GŒBBELS, ministre du Reich, devant les membres du *Tribunal du Peuple* (*Volksgerichtshof*) (3).

Le Dr Gœbbels, ministre du Reich, a déclaré pour commencer qu'il avait été prié par le président Thierack de prendre la parole devant les membres du Tribunal suprême d'Allemagne. Il s'était rendu volontiers à cette invitation. Ce qu'il avait à dire prenait un aspect politique particulier du fait que le *Führer* avait approuvé ses déclarations, dont il lui avait soumis le projet.

De par la nature de son activité, la justice a été de tout temps exposée à la critique de l'opinion publique. Les décisions des tribunaux étaient toujours critiquées et considérées comme étrangères au sentiment populaire. A ceux qui affirmaient que la justice avait été défaillante dans tel ou tel cas, il ne fallait pas opposer l'argument qu'il ne s'agissait au plus que de quelques décisions arbitraires dues au hasard et que la grande masse des jugements équitables et justes était passée sous silence. Il s'agissait en l'occurrence d'un principe, à savoir le point de vue erroné de beaucoup de juges, incapables de se libérer de leurs anciennes habitudes de raisonner. Pour une large part, la faute en revenait à la conception unilatérale des notions dans les universités, et pour une autre part, au fait que le juge vivait isolé dans son milieu professionnel et qu'il n'avait pas une connaissance suffisante de la vie quotidienne. Or, les jugements contraires au sentiment populaire avaient des répercussions spécialement néfastes en temps de guerre. Il fallait tout faire pour remédier à cet état de choses avant qu'il ne fût trop tard pour la justice. Aucune profession, à l'exception de celle de juge, n'avait joui jusqu'ici de la garantie de l'inamovibilité. Les généraux eux-mêmes pouvaient être rappelés de leur poste. Un État puissant ne pouvait se dessaisir du droit d'éloigner des fonctionnaires incapables, ou inaptes pour d'autres raisons à remplir leurs fonctions. Il fallait que cette règle s'appliquât également aux juges. L'idée de l'inamovibilité des juges émanait d'une conception tout à fait différente, hostile à la nôtre.

Le ministre insista alors sur quelques jugements particuliers qui étaient insoutenables à l'époque actuelle. Le premier exemple qu'il donna fut le cas

(1) Le Dr Franz Schlegelberger était secrétaire d'État au ministère de la Justice du Reich.

(2) CXXI-9.

(3) Le *Tribunal du Peuple* (*Volksgerichtshof*) a été créé par décret du 24 avril 1934 ; c'était, au début, une cour qui jugeait en première et en dernière instance les affaires de trahison. Par la suite, et surtout en 1940, différents autres crimes ont été soumis à sa juridiction.

du Juif Leo Sklarek (mentionné par erreur dans le discours du ministre sous le nom de « Barmat »). Il lui semblait incompréhensible que ce trafiquant juif notoire, qui avait fait de l'espionnage à Prague après son émigration, n'eût été frappé que de 8 ans de travaux forcés (le jugement du *Tribunal du Peuple* du 16.4.42, en raison du crime d'incitation à la haute-trahison, a été tiré du paragraphe 92 du code pénal allemand). De même pour le jugement, tout aussi insoutenable, rendu par le tribunal d'Eichstaedt dans un cas d'insulte à l'égard d'un soldat tombé à l'Est. Une femme qui se serait écriée : « Dieu merci ! » à l'annonce d'un décès aurait été acquittée pour l'absence de motif à une condamnation. Le ministre en vient à parler de la lettre de Mœlders. Il fallait que le juge se référât moins à la loi qu'à l'idée fondamentale que tout contrevenant au droit soit éliminé de la communauté populaire. En temps de guerre, il ne s'agissait pas tant de savoir si un jugement était juste ou injuste, mais uniquement si le but poursuivi par la décision était atteint. L'État devait se défendre le plus efficacement contre ses ennemis intérieurs et les exterminer définitivement. La notion d'acte accompli par conviction devait être complètement éliminée. Le but de la juridiction n'était pas en premier lieu de prendre des mesures de représailles ou de rééduquer le coupable, mais le maintien de l'État. Il ne fallait pas partir de la loi, mais de la décision que l'individu doit être éliminé. Il fallait que le criminel sût d'avance qu'il perdrait la tête si jamais il sapait les fondements de l'État. Ces méthodes de fermeté de l'action ne devaient pas être abandonnées à des organes autres que la Justice, mais constituer la tâche de la Justice elle-même. Le lourd tribut de sang qui a dû être payé pendant la guerre par la meilleure partie de notre peuple nous incitait tout particulièrement à nous attaquer sans aucun ménagement au contrevenant au droit. De plus, il fallait encore nous rendre compte de ce que dans l'hiver 1941-42 chacun des criminels dans les pénitenciers était mieux logé que 3 millions et demi de soldats allemands. A l'égard de certains délits, qui n'auraient nullement été considérés comme graves en temps normal, nous avons actuellement un tout autre point de vue et ils méritent tout simplement la peine de mort (le vol pendant les alertes, le vol de sacs à main pendant le couvre-feu, une forte peine au cas où des émissions d'une radio ennemie sont écoutées, cette action constituant une sorte d'auto-mutilation de l'esprit). La justice se rendait ridicule par son avis demandant aux disparus de se faire connaître, puisque, comme chacun le sait, le disparu n'a aucune possibilité de se faire connaître, ni à l'Est, ni même dans les États ennemis.

C'est à ce propos que le ministre en est venu à parler de la question juive. Si 40.000 Juifs pouvaient encore se promener en liberté à Berlin, alors qu'ils étaient pour nous des ennemis d'État, la seule raison en était le manque de la quantité voulue de moyens de transport. Sinon, les Juifs seraient à l'Est depuis longtemps. Il fallait de même que la justice distinguât la nature politique de sa tâche dans la façon de traiter les Juifs. Une prise de position sentimentale était, en l'occurrence, déplacée. Il était inadmissible qu'un Juif pût, aujourd'hui encore, interjeter appel d'une mesure imposée par un préfet de police qui, lui, était depuis toujours membre du Parti et chef *SS*. Il fallait que le Juif n'eût aucun pouvoir légal ni aucun droit de faire appel.

Dans sa conclusion, le ministre souligna une fois de plus que l'État devait prendre toutes les mesures destinées à se défendre contre ses ennemis à l'extérieur comme à l'intérieur...

Le président Thierack remercia tout particulièrement le ministre, après ce discours, de son exposé fondamental, déclara que le ministre l'avait appuyé fermement en une précédente occasion et le pria de réitérer encore à l'avenir cet enseignement stimulant qui indiquait une ligne de conduite.

Signé : Dr Crohne 23.7.42

* * *

LE MINISTRE DE LA
JUSTICE DU REICH

Berlin, le 9 septembre 1942 (1)

Confidentiel

Au Président du Tribunal du Peuple
M. le Secrétaire d'État Dr Freisler
à BERLIN *W. 9*
Bellevuestr. 15

Très honoré M. le Président,
cher camarade du Parti Dr Freisler !

Je voudrais me référer aux paroles que je vous ai adressées à l'occasion de votre entrée dans la charge de Président du *Tribunal du Peuple* pour ajouter encore quelques mots.

Je suis personnellement ému de vous transmettre avec le *Tribunal du Peuple* et ses Juges un tribunal que j'ai érigé et présidé avec joie.

Pour aucun tribunal il n'apparaît aussi clairement que pour le *Tribunal du Peuple* que les jugements prononcés par cette cour politique suprême doivent être en harmonie avec la direction des affaires de l'État. Ce sera surtout votre rôle d'indiquer aux juges leur ligne de conduite. Il faut par conséquant que vous vous fassiez soumettre chaque dossier et que vous jugiez sur quels cas il est nécessaire de mettre l'accent, lors d'un entretien confidentiel et convaincant avec le juge-rapporteur, sur ce qui est conforme à la raison d'État. Je souligne une fois de plus à cette occasion qu'il faut que cela se passe de telle sorte que le juge soit convaincu et non point qu'il reçoive des ordres. En effet, le juge doit prendre lui-même la responsabilité du jugement qu'il prononce. Il va de soi que les indications ainsi données aux juges ne devront s'appliquer qu'à ce qui est indispensable. Une emprise superflue ne fait qu'amener le juge à rendre des verdicts irresponsables et pèsera d'un poids difficilement supportable sur le juge consciencieux. Il faut en arriver à ce que le juge vienne de son propre chef vous consulter dans toutes les affaires qui l'exigent et que vous le lui fassiez sentir lorsque sa démarche a été superflue.

D'une façon générale, il faut que le juge du *Tribunal du Peuple* s'habitue à considérer comme primordiales les idées et les intentions de la direction de l'État et comme secondaire le sort de l'être humain qui dépend d'elles. En effet, les accusés comparaissant devant le *Tribunal du Peuple* ne sont que des manifestations de faible envergure d'une formation plus vaste, placée derrière eux, en lutte contre le Reich. Cela est particulièrement important en temps de guerre.

Je voudrais essayer de préciser ma thèse à l'aide de quelques exemples :

1) Lorsqu'un Juif et, à plus forte raison, un Juif de marque est accusé de haute trahison — même s'il ne s'agit que de complicité à un tel acte — il faut voir derrière lui la haine et la volonté du peuple juif de détruire le peuple allemand. En règle générale, il s'agit donc là de haute trahison, passible de la peine de mort.

2) Lorsqu'un Allemand a fait, postérieurement au 22 juin 1941, de la propagande pro-communiste dans le Reich, ou même seulement la tentative d'influencer le peuple dans le sens communiste, il y a là non seulement préparation à la haute trahison, mais encore soutien d'intérêts ennemis — à savoir ceux de l'Union Soviétique.

(1) CXX-30.

3) Lorsque les Tchèques de l'espace de Bohême-Moravie intriguent sans cesse contre le Reich, ne fût-ce que sous l'influence de la propagande hostile de la radio de Londres, il s'agit là non seulement de préparation à la haute trahison, mais du soutien d'intérêts ennemis.

Au cas où vous seriez un jour dans le doute sur la ligne de conduite à suivre ou sur les commandements de l'opportunité politique, vous n'avez qu'à vous adresser à moi en toute confiance. Je serai toujours en mesure de vous donner les indications nécessaires. Je vous rappelle à cette occasion mes déclarations (1)...

* * *

Berlin, le 13 octobre 1942 (2)
A M. le *Reichsleiter* Borman
Q. G. du *Führer*

Objet : JURIDICTION A L'ÉGARD DES POLONAIS, DES RUSSES, DES JUIFS ET DES TZIGANES.

Très vénéré Monsieur le *Reichsleiter*,

C'est dans l'idée de libérer le corps du peuple allemand des Polonais, des Russes, des Juifs et des Tziganes et de nettoyer les territoires de l'Est annexés au Reich considérés comme terre de colonisation pour la population allemande que j'ai l'intention de confier au *Reichsführer SS* le soin de poursuivre en justice les Polonais, les Russes, les Juifs et les Tziganes. Je pars, à cette fin, de l'idée que la Justice ne saurait contribuer que dans une faible mesure à assurer l'extermination de cette population. Il est hors de doute que la Justice prononce actuellement des jugements très durs contre de telles personnes, mais cela ne suffit pas pour contribuer de façon essentielle à la réalisation de l'idée exposée.

Par contre, j'estime que des résultats bien meilleurs peuvent être obtenus lorsqu'on livre de telles personnes à la police, qui est alors en mesure de prendre ses dispositions sans tenir compte de la qualification légale de l'acte commis. Je pars en l'occurrence de l'idée que de telles mesures semblent parfaitement fondées en temps de guerre et que certaines conditions que j'estime nécessaires soient remplies. Ces conditions consistent à poser en principe que les Polonais et les Russes qui avaient leur résidence, avant le premier septembre 1939, sur le territoire de l'ancienne Pologne ou de l'Union Soviétique ne sauraient être poursuivis que par la Police, d'autre part que les Polonais qui ont fait une demande d'inscription sur la liste allemande ou qui y ont déjà été inscrits continuent à être soumis à la juridiction pénale de la Justice.

Par contre, en ce qui concerne la juridiction pénale frappant les Juifs et les Tziganes, elle devrait toujours être du ressort de la Police, sans qu'il soit tenu compte des conditions ci-dessus.

Il ne devra, cependant, rien être changé à la juridiction pénale par les soins de la Justice des autres ressortissants étrangers. Le *Reichsführer SS*, auquel j'ai soumis mes idées à ce sujet, les a approuvées. J'ai également tenu au courant le Dr Lammers.

Je vous soumets tout ceci, très vénéré M. le *Reichsleiter*, pour vous prier de me faire savoir si le Führer est d'accord avec mon point de vue. Dans l'affirmative, je présenterai mes propositions formelles par le canal du Ministre du Reich, le Dr Lammers.

Heil Hitler
votre *Signé* : THIERACK

(1) Le Dr Otto Thierack était ministre de la Justice du Reich (le document est incomplet : la fin manque).
(2) CXXI-24.

* * *

Discours du Secrétaire d'État Dr Rothenberg, du ministère de la Justice du Reich à Berlin, prononcé le 17 février 1943 à Lueneburg (extraits) (1).

C'est ainsi que s'ouvre, pour la justice allemande, la deuxième décade. Le signal en fut donné le 26 avril 1942, jour où le Führer critiqua vivement la Justice, devant l'opinion mondiale et sous les applaudissements du Reichstag, et le 20 août, qui était la conséquence de ce 26 avril et qui élimina d'un seul coup un inconvénient de la Justice allemande, à savoir l'inconvénient que voici : d'un côté le Parti, de l'autre l'État. Vous savez que le ministre de la Justice du Reich réunit en sa personne le sommet de la Justice de l'État allemand et le même sommet dans le Parti en sa qualité de chef de l'association nationale-socialiste des gardiens du droit...

Le juge, en principe, est lié par les lois. Les lois sont des ordres du Führer, mais le juge qui estime ne pas pouvoir arriver à un jugement raisonnable avec une ordonnance légale périmée a le devoir de s'adresser à nous. Il ne faut pas que des jugements soient en opposition avec le sentiment national-socialiste. Les bons juges se trouveront très rarement dans des cas de cet ordre...

Extrait du décret signé par Hitler, publié dans le « Reichsgesetzblatt », I, 1942, p. 535.

Une forte administration de la justice est nécessaire pour la réalisation des tâches du grand Reich allemand. Pour cette raison, j'autorise le ministre de la Justice du Reich à établir une administration nationale-socialiste de la justice et à entreprendre toutes les mesures nécessaires correspondant à mes directives et instructions prises en accord avec le ministre du Reich et chef de la chancellerie du Parti et je lui confie cette tâche. Il peut à cette fin passer outre à toute loi existante...

* * *

Berlin, le 27 février 1943 (2).

Transfert de la juridiction pénale à l'égard des Polonais, des Russes soviétiques, des Juifs et des Tziganes.

Note

Le rapporteur du Ministère de la Justice du Reich, le Dr Grau, signale que l'affaire en est au point suivant :

a) La poursuite des Juifs devra s'effecturer désormais exclusivement par la Police. Les dispositions s'y rapportant seront incorporées à l'ordonnance interdisant aux Juifs de se présenter devant un Tribunal. La proposition selon laquelle le Reich doit devenir l'héritier de tous les Juifs crée des difficultés. C'est le Service de la Législation qui met au point l'ordonnance.

b) La poursuite des Polonais doit rester du ressort des tribunaux. Il paraît que le Reichsführer-SS a acquiescé à cela. Droit pénal uniforme pour les Polonais, à savoir l'ordonnance sur le droit pénal des Polonais.

c) La poursuite des Russes est encore à l'étude. C'est désormais exclusivement la Police qui s'occupe des délits commis dans le Reich par des travail-

(1) CXXI-8.
(2) CXXV-67.

leurs en provenance de l'Est (Ostministerium), le Service de la Législation et le Ministre de la Justice jugent cet état de choses indésirable, étant donné l'opportunité d'un afflux de nouveaux travailleurs. Les pourparlers à ce sujet sont en cours.

d) La question des Tziganes est encore à l'étude, affirme la chancellerie du Parti. Des investigations récentes auraient eu pour résultat qu'il se trouve des éléments de haute valeur raciale, même parmi les Tziganes.

Le premier avril 1943, dans une lettre aux procureurs des cours d'appel et des autres cours de justice, le Ministère de la Justice du Reich déclara que « l'Office de la Sécurité du Reich » a donné les directives suivantes par son décret du 11 mars 1943 :

« a) Les Juifs qui, conformément au paragraphe VI des directives fondamentales, doivent être libérés par une institution pénitentiaire seront transférés par l'Office de la Police d'État compétent pour le district pour le reste de leurs jours dans le camp de concentration d'Auschwitz ou de Lublin, conformément aux règlements en vigueur sur la détention préventive (Schutzhaft). Il en va de même pour les Juifs qui seront à relâcher à l'avenir par une institution pénitentiaire, après avoir purgé une peine de prison.

« b) Les Polonais qui, conformément au par. VI des directives fondamentales, sont relâchés par une institution pénitentiaire seront transférés par l'Office de la Police d'État compétent pour le district, pour la durée de la guerre, dans un camp de concentration conformément aux règlements en vigueur sur la détention préventive (Schutzhaft).

« Il en va de même pour les Polonais qui, à l'avenir, après avoir purgé une peine de prison de plus de six mois, sont sur le point d'être libérés par une institution pénitentiaire (1). »

* * *

II. — *LES SERVICES DE ROSENBERG.*

Objet : MISE EN LIEU SÛR DE BIENS CULTURELS EN FRANCE ET DANS LES AUTRES PAYS OCCUPÉS (2).

J'ai fait savoir aujourd'hui au Führer qu'un certain nombre de stocks à l'Ouest soulevaient des questions de droit. Dans le palais des Rothschild à Paris, on a trouvé des registres des bibliothèques enlevées et d'autres biens culturels existant dans les autres propriétés des Rothschild. A Deauville, par exemple, il existe un grand nombre de caisses tout emballées qui devaient visiblement partir pour l'Angleterre. Un commando d'aviateurs a été installé dans ce palais. Le commandant nous prie de mettre en lieu sûr ces affaires, étant donné qu'il n'était pas possible de prévoir à quel usage ce palais serait destiné. De plus, des vols à titre privé pourraient avoir lieu.

Le gouvernement français a déchu quelques-uns des membres de la famille de Rothschild de leur nationalité et a déclaré le bien des Rothschild comme revenant à l'État. C'est ce qui souleva chez les autorités administratives allemandes la question de savoir s'il fallait toujours considérer les biens de la famille Rothschild comme biens juifs ennemis. Pour moi, je penche d'autant plus pour l'affirmative que d'autres membres de la famille Rothschild en zone Sud sont toujours citoyens français. J'estime que la famille Rothschild est une famille juive ennemie et que toutes les machinations en vue de sauver son bien doivent nous laisser indifférents.

(1) Le document constitue une note de service et n'est revêtu d'aucune signature.
(2) CXLV-574.

Le Führer m'approuva sans réserve et déclara qu'il convenait de ne faire aucune distinction et de tout enlever au plus vite...

Signé : A. Rosenberg
Berlin, le 16 septembre 1940

* * *

Édition Centrale de la *NSDAP* Franz Eher (1) successeur ; S. à r. l. : succursale de Berlin.
Section : Édition de livres
Berlin SW 68 le 15.7.1943 Zimmerstr. 87-91

Au *SA-Standartenführer* Dr W. Koeppen
Berlin-Charlottenburg Bismarckstr. 1

Très honoré camarade du Parti Dr Koeppen (2).

Vous avez sans doute appris que le Ministère de la Propagande du Reich projette une action contre la Juiverie. A cette fin, les ouvrages suivants du *Reichsleiter* devront être pourvus d'une quantité supplémentaire de papier :

L'immoralité du Talmud.
Le Sionisme, ennemi de l'État.
Les Protocoles des Sages de Sion et la Politique mondiale juive.
La Trace des Juifs au cours des Ages.
Têtes de Novembre.
Le Marécage.

Étant donné l'aversion générale que semblent inspirer les brochures, il serait opportun de faire des écrits du *Reichsleiter* deux volumes dont l'un comprendrait, disons
Têtes de novembre et *Le Marécage*,
et le second les quatre autres brochures.

Nous vous prions de demander le plus tôt possible son avis au Reichsleiter, l'attribution de papier devant être effectuée ces jours-ci.

Meilleures salutations et

Heil Hitler

Édition centrale de la *NSDAP*
Franz Eher Successeur S. à r. l. Succursale de Berlin

Signé : (Illisible.)

* * *

Office central de l'enseignement

Au camarade du Parti Dr Koeppen pour information (3).

Berlin, le 13 Octobre 1943
O/E. Br. Nr. H 171

Objet : Sujets pour tout le Reich

Je vous donne ci-dessous une récapitulation de l'état actuel des travaux concernant les sujets pour tout le Reich :

Le sujet *Le Juif, ce parasite du monde*, a été donné à l'impression chez Eher

(1) CXLIII-334.
(2) Koeppen était l'aide de camp et le rapporteur personnel de Rosenberg.
(3) CXLIII-339.

le 18 septembre. Le sujet a en outre été envoyé au *Weltdienst* (*Service Mondial*) à Francfort pour y être examiné et complété en certains points spécialement soulignés. L'*Oberstarbeitsführer* Richter du *Weltdienst* m'a demandé entre temps d'avoir beaucoup de patience, vu que le *Weltdienst* était actuellement chargé d'un travail urgent pour le *Reichsleiter* et qu'il disposait du reste d'un si petit nombre de collaborateurs qu'il pouvait difficilement respecter le délai de quinze jours que j'avais fixé pour la correction. — A cette occasion, je fais observer que ce sujet pour tout le Reich aurait dû être dirigé par le *Weltdienst* à la demande du chef de service Hagemeyer, et que j'ai attendu d'avril à fin juillet cette rédaction. A part un seul projet, rien ne m'est parvenu. Il m'a donc fallu élaborer tout le sujet pendant le mois d'août.

Voici les sujets partiels qui existent sous forme de mise en pages :

La Morale Juive : Dr Pohl.
Le Juif dans l'antiquité gréco-romaine : Prof. Oppermann.
La puissance spirituelle du Judaïsme : Haertle.
Le Juif et le Théâtre : Dr Frenzel.
Le Juif dans l'Économie : Prof. Rath.
Judaïsme et Bolchévisme : Dr Wunder.
Témoignages des Juifs sur eux-mêmes : Dr Pohl.
La guerre anglaise, une autre guerre juive : Prof. Pfeffer.

L'ouvrage *Le Judaïsme à la lumière des paroles du Führer*, par le camarade du Parti Brendel, se trouve à la composition chez Eher. Quant à l'ouvrage *Le Juif et les Ploutocraties*, du Dr Aldag, il se trouve encore ici chez nous.

Sont encore en préparation :

La nature du parasitisme et la composition raciale des Juifs : Dr Ritter et Prof. Krueger.
Le Juif et l'Art : Dr von Werder.

Sont commandés chez le camarade du Parti Hagemeyer (pour être exécutés par ses services) les ouvrages *Le Juif est responsable de la guerre* et *L'Histoire du Judaïsme...*

Signé : (Otto).

* * *

4 février 1944
B-Hk 307144

Au trésorier de la *NSDAP* (1) *Reichsleiter* Franz Xaver Schwarz
Munich 33

Cher camarade du Parti Schwartz,

Le 17 novembre 1943, j'ai proposé au *Führer* l'extension et le renforcement de la politique antijuive, notamment parmi les travailleurs étrangers et les prisonniers de guerre. Le Führer a souligné l'importance de cette proposition et a ordonné que le périodique, le *Weltdienst* (*Service Mondial*), publié par moi à cet effet en 20 langues, ait un plus fort tirage...

Dans le cadre du renforcement de la propagande antijuive, il devient à présent nécessaire d'exercer une influence politique aussi grande que possible sur les milieux antijuifs étrangers entrant en ligne de compte. Il va de soi que, pour des raisons de principe, le style des centres d'éducation allemande tels qu'ils ont été élaboré par le Parti ne saurait être appliqué. Les amis étrangers du *Welt-Dienst* (*Service Mondial*) sont en règle générale des personnalités possédant une certaine formation d'esprit et un rang correspondant. On ne saurait, à mon avis, les réunir pour cette raison que dans des groupements volon-

(1) CXLIII-261.

taires. C'est pourquoi le chef du *Welt-Dienst* a découvert un hôtel adéquat à Eppenhain dans le Taunus, qui me semble être le lieu de séjour idéal pour le but envisagé, à en juger par les rapports qui me sont parvenus sur cet hôtel. Les réunions, qui comprennent environ 15 à 20 étrangers, selon la capacité de l'hôtel, seront d'une durée de 2 à 3 semaines environ et seront, bien entendu, menées selon un certain plan. J'ai songé en particulier à des conférences de savants de renom dans le domaine de la question juive, et notamment aux collaborateurs du *Welt-Dienst*, de même qu'aux collaborateurs de mon service à Berlin. J'attends beaucoup de ces réunions : d'autant plus que les étrangers auront alors la possibilité de traiter sans contrainte, en dehors du cadre d'un cours strictement appliqué et à l'abri du bruit de la vie quotidienne, de tous les problèmes chaque jour plus brûlants qui se posent également dans leurs pays et concernant la question juive et ses effets.

Heil Hitler

Votre *Signé* : A. ROSENBERG

* * *

RAPPORT CONDENSÉ CONCERNANT UNE CONFÉRENCE avec l'*Oberbefehlsleiter* (1) MARRENBACH (2).

Objet : PROPAGANDE ANTIJUIVE PARMI LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS (3).

Dans la matinée du 13 avril, j'eus une conférence en présence du camarade du Parti Winkler, du *Weltdienst*, avec l'*Oberbefehlsleiter* Marrenbach, le chargé du *Front allemand du Travail* pour l'éducation Leutloff, et le directeur de l'*Office de la main-d'œuvre* Mende dans la maison de l'administration du *Front allemand du Travail* à l'échelon du Reich. A cette occasion, j'esquissai les plans spéciaux prévoyant une activité accrue dans le domaine de la question juive. J'informai confidentiellement les participants :

1) du congrès antijuif prévu ;

2) de la convocation de cercles antijuifs éminents de l'étranger à des séries de conférences ;

3) de la sélection de travailleurs étrangers intelligents et bons orateurs pour les faire assister à un cours en vue de les former comme orateurs antijuifs.

L'*Oberbefehlsleiter* Marrenbach approuva ce plan sans réserve. Il se montra du reste intéressé à tout point de vue par la question juive considérée comme noyau de développement politique. Il fit savoir par la même occasion que le *Reichsleiter* Dr Ley avait pris devant lui une position tout à fait affirmative à l'égard d'idées analogues émises lors d'une entrevue et qu'il avait souligné que les possibilités d'une influence politique sur les travailleurs étrangers employés dans le Reich n'avaient pas été utilisées dans le passé.

Je fis alors la proposition d'inviter au congrès antijuif une délégation de travailleurs étrangers ayant fait leurs preuves et bien adaptés, en provenance de toutes les provinces, afin de compléter ainsi le tableau d'une unité européenne antijuive. Les détails à ce sujet seront encore fixés maintenant que l'approbation de ce plan a été donnée également par l'administration du Front allemand du Travail...

Berlin, le 13 avril 1944.

(1) CXL-70.
(2) Marrenbach était un des dirigeants de la *D. A. F* (*Front du Travail allemand*).
(3) Le document ne porte aucune signature.

* * *

RAPPORT SUR LA QUESTION JUIVE SOUS L'ANGLE SCIENTIFIQUE (extraits) (1)
rédigé par M. SCHICKERT

Notre base, c'est la science, et rien qu'elle. Mais voici que se pose aussitôt la question : Peut-on seulement concevoir un examen scientifique de la question juive?...

Il semble que la question juive se prête aussi peu que possible à un examen scientifique. Peu de questions concernant la vie en commun des hommes ont soulevé à tel point les passions les plus profondes que cette question juive. L'homme politique prend sa position à cet égard ; le savant a-t-il rien de mieux à faire que se tenir à l'écart et garder le silence? Il est bien entendu que nous n'avons pas affaire à la science du judaïsme telle qu'elle a été cultivée et perfectionnée par les Juifs eux-mêmes.

Notre regard scientifique se tourne vers une autre direction que l'investigation juive. Nous n'avons pas grand intérêt à l'interprétation judaïque, notre intérêt à nous est d'ordre différent. Nous sommes en présence de la question juive, laquelle apparaît partout où la sphère vitale juive occupe la sphère vitale d'autres peuples. Cette intersection a pour cause, du côté non-Juif, un phénomène autrefois appelé antisémitisme et qu'il faudrait, pour éviter des malentendus, ne plus appeler qu'antijudaïsme. Cette rencontre des Juifs avec les non-Juifs constitue le problème qui nous est posé...

Les Juifs qu'ont-ils donc de commun entre eux, de spécifiquement juif? Un abîme profond semble se creuser entre le directeur de banque judéo-capitaliste et le marxiste internationaliste. En effet, nous sommes arrivés ici au cœur même de notre étude.

Supposons qu'une personne examine une douzaine d'ouvrages concernant un domaine de la science qui l'intéresse, et qu'elle n'en connaisse pas les auteurs. Si cette personne se demande maintenant : lesquels de ces ouvrages sont écrits par des Juifs? elle se trouve vraiment devant une tâche très désagréable. La manière habituelle de procéder fait défaut, celle qui consiste à vérifier à l'aide d'un dictionnaire si l'auteur est juif. Du reste, cela n'est souvent pas possible du premier coup, les auxiliaires de travail peuvent faire défaut, il n'existe pas de documents et il n'y a pas moyen de tirer les choses définitivement au clair. Cette voie n'en devra pas moins être suivie inlassablement. Et voici le deuxième pas à faire. Du moment que nous savons que tel ouvrage a été écrit par un Juif, faut-il que nous le marquions d'un cachet? Or, il n'est pas difficile de constater quels sont les passages à considérer comme typiquement juifs. Mais qu'arrive-t-il lorsqu'on entreprend un essai du genre que nous venons d'indiquer? Il s'agit alors de démontrer si vraiment il existe quelque chose comme une pensée, un sentiment et une foi d'essence spécifiquement juive et si on les a bel et bien découverts ou bien si l'on s'est contenté de les rencontrer dans quelques phrases lues. Le problème est insoluble lorsqu'il s'agit de simples collections de matériaux ou de la technique ; il devient d'autant plus facilement soluble que la science en question s'approche davantage de la conception du monde. Mais même alors, pour reconnaître l'esprit juif du kantien Cohen ou du philosophe Bergson devenu célèbre en France, il faut savoir quels sont les éléments de cet esprit juif, de quelle façon il peut se révéler par la science moderne de l'âme raciale, ainsi que par la connaissance exacte de la loi religieuse juive, et par les témoignages littéraires de l'authentique Juiverie du ghetto.

(1) CXXXIX-57.

C'est ici que nous avons atteint le promontoire d'où nous aurons une vue scientifique claire de la question juive.

Il existe une abondante littérature de propagande politique où sont rassemblés des témoignages de Juifs sur eux-mêmes sous les angles les plus divers, soit pour révéler la haine du Juif pour le non-Juif ou l'immoralité du *Talmud* ou leur effort vers la domination du monde. Ces collections sont souvent très impressionnantes et ont réussi à convaincre plus d'un homme de la justesse de l'antijudaïsme. Pourquoi ne les désignons-nous pas sous le nom de science? C'est parce qu'il leur manque le lien grâce auquel ces manifestations pourraient être réduites au même dénominateur. Ce lien qui nous manque, c'est celui d'une systématique, dont les subdivisions claires et logiques, classées par catégories, ordonnent la masse étendue, multiple et ramifiée de matériaux composés d'une foule de détails...

Pour commencer, il paraîtra prochainement un grand ouvrage du professeur à l'Université de Kiel, Hermann Mandel, sur *La psychologie raciale et la biologie culturelle du Judaïsme*. Cet ouvrage volumineux ne sera certainement pas le dernier à se prononcer dans ce domaine. C'est un fondement sur lequel nous pouvons continuer à bâtir. Il sert avant tout à habituer ceux qui s'occupent scientifiquement de la question juive à une pensée systématique, sans qu'ils aient besoin pour autant à emprunter à Mandel tous les concepts et toutes les catégories...

On a fait plus d'une tentative pour trouver une formule unique sur la nature du judaïsme. Arno Schickedanz a parlé de lui comme d'un « parasite » et a défendu cette thèse dans un livre intéressant. La science raciale moderne y découvre un *Mélange de Races* dont la composition est particulièrement malheureuse et peu harmonieuse. La psychologie raciale dénonce le judaïsme comme le « Contre-Type » en face duquel l'humanité aryenne est appelée à prendre conscience d'elle-même. Dans ces conditions, l'étude de la question juive ne serait pas un effort négatif, comme le croient tant de gens qui ne voient du reste dans l'antijudaïsme politique que l' « anti- », mais elle aurait une tâche des plus positives : celle de mesurer à ce Contre-Type (1) juif la force de notre race, de donner le maximum de dureté, de force et de précision à notre esprit, à notre pensée et à notre intelligence dans ses démêlés avec la nature juive. C'est par là que nous pourrons contribuer à une représentation scientifique du monde. Nous pouvons même faire un pas de plus et affirmer : Notre domaine de travail n'est pas fait pour des esprits emballés, ni pour des cerveaux embrouillés, ni non plus pour des fantaisistes ou des dilettantes, ni pour la pseudo-science. Il ne faut pas sous-estimer la Juiverie en tant qu'ennemi historique mondial : nous la prenons au sérieux et nous le montrons par la façon de l'affronter sur le champ de bataille de la science. Nous nous gardons bien, par ailleurs, de la surestimer, nous vivons dans la certitude de notre foi politique et dans la sécurité de nos institutions nationales-socialistes ; c'est là ce qui nous donne la force de poser ce problème — d'en venir au bout...

Nous nous servons de l'expression : « La question juive » comme d'une notion de travail (*Arbeitsbegriff*) pour nous approcher de certaines sciences et pour en extraire ce dont nous avons besoin pour atteindre notre but. J'ai déjà souligné dans quelle mesure nous dépendons de la science historique. La notion de travail (*Arbeitsbegriff*) de « question juive » est en quelque sorte la lampe entre nos mains, grâce à laquelle nous éclairons quelques millénaires d'histoire humaine...

C'est de ce point de vue que notre travail scientifique a un but politique pour l'avenir. Il détermine pour la postérité les raisons et les causes, de plus, il

(1) Note au crayon rouge, en marge : « Le mot n'est pas heureux » (*Kein gutes Wort*).

précise notre position à nous et renforce ainsi notre front politique, même si cette position n'est pas politique par elle-même. Notre travail à l'institut se tient à l'écart de la rumeur de la vie politique quotidienne. Nous n'exerçons pas d'influence sur la propagande, nous ne travaillons pas dans le sens de la largeur. Mais c'est en profondeur que nous travaillons. Nous ne nous adressons pas aux masses, mais aux gens calmes dans le pays.

Dr Schickert (1).

III. — *EXTERMINATION ET EXPÉRIENCES* (2).

ad G. 7 Nº 100 — Stapo (Police d'État) S. D. SS/J Bes Geb (territoires occupés *16 V 1942 — (U. S. A. 288-501 P. S)*

Office Central de la Sécurité du Reich

Service des transmissions.

NU Nº 152.452 — *Riga* 7082 — *15/VI 42* — 1855 — BE.

A l'Office central de la Sécurité du Reich (*RSHA*) Roem. 2 D 3 A — Berlin Affaire secrète du Reich — Concerne : Voiture — S.

Auprès du Commandant de la police de sécurité et du service de sécurité en Ruthénie Blanche, arrive chaque semaine un convoi de Juifs qui doit être soumis à un traitement spécial.

Les trois voitures S qui s'y trouvent ne suffisent pas aux besoins. Il vous prie de m'attribuer une voiture S de plus (5 tonnes). En même temps, je vous prie de joindre encore vingt tuyaux pour les gaz d'échappement des trois voitures S que nous possédons (deux Diamond, une Saurer), les tuyaux disponibles n'étant déjà plus étanches.

Le Commandant de la police de Sécurité et du service de sécurité *Ostland* (Pays de l'Est)

Roem 1 T — 126-42 GRS

Signé : Tmehess Hstuf (*Hauptsturmführer*)

Belgrad — Nº 3116 *9.6.42.* 0950 — SOM

A l'Office Central de la Sécurité du Reich Roem. 2 D 3 KL A-Z H D V Commandant Pradt, Berlin — Concerne : voiture spéciale Saurer Références : néant

Les chauffeurs SS Scharf, Goetz et Meyer ont exécuté la mission spéciale, si bien qu'ils peuvent être renvoyés avec le véhicule sus-mentionné. Par suite de rupture du pont arrière, l'envoi par la route n'est pas possible. J'ai par conséquent donné ordre pour que le véhicule soit acheminé sur Berlin par voie ferrée. Il y arrivera probablement entre le 11 et 12 VI 42. Les chauffeurs Goetz et Meyer accompagnent la voiture.

Le Commandant de la police de sécurité et du service de sécurité Belgrad — Roem. 1 BNR 3985/42

Signé : Dr Schafer, *SS Obersturmbannführer.*

(1) Le Dr Schickert a été nommé par Rosenberg, en octobre 1943, commissaire-directeur de l'*Institut d'Études de la Question juive* et « a fait de l'Institut un instrument scientifique efficace et combattif dans la lutte contre nos ennemis juifs » (doc. CXLII-197).

(2) Les documents qui suivent proviennent des archives de la *Commission d'Histoire de la Déportation*, qui les a reçues du *Service international d'Arolsen*. Traduction de M. P. Levy. — *N. B.* Les deux documents concernant le Dr Clauberg ont été publiés par le Dr Bayle, *Croix gammée contre caducée*, ouvrage auquel nous renvoyons nos lecteurs. Ils y trouveront de nombreux documents analogues.

Office Central de la Sécurité du Reich
II D 3 a B N° 240/42 9 R. S

Berlin le 22 Juin 1942

Affaire Secrète du Reich

1 F. S. Au chef de la police de sécurité et du service de sécurité *Ostland à Riga.* — Concerne : voiture S.

Vous pouvez compter sur l'envoi d'une voiture Saurer de cinq tonnes pour le milieu du mois prochain. Le véhicule se trouve en ce moment pour réparations et petites modifications à l'Office Central de la Sécurité du Reich. On joindra 100 m. de tuyaux.

P. O. (signature ressemblant à Kopf)

P. O. *Signé* : RAUFF.

2 — Immédiatement auprès de II D 3 a (9)

* * *

Grand Quartier général du Führer, le Juillet 1942.

Affaire Secrète du Reich.

Unique expédition.

Le 7 VII 1942, une conférence a eu lieu à laquelle assistaient le *Reichsführer SS* (Himmler), le *SS Brigadeführer* professeur Gebhardt, le *SS Brigadeführer* Glucks, et le *SS Brigadeführer* professeur Clauberg de Königshutte. Elle portait sur la question de la stérilisation de Juives. Le *Reichsführer SS* a promis au *SS Brigadeführer* professeur Clauberg que le camp de concentration d'Auschwitz était à sa disposition pour ses expériences sur des hommes et des bêtes. Au moyen de quelques expériences de base, il fallait trouver un procédé qui provoquerait la stérilisation sans que les intéressées s'en aperçoivent. Dès que le résultat de ces expériences sera connu, il faudra présenter un nouveau rapport au *Reichsführer SS* afin qu'on puisse aborder la réalisation pratique de la stérilisation des Juives.

De même et de préférence en faisant appel au professeur Dr Hohlfelder, grand spécialiste des rayons X en Allemagne, on devrait examiner dans quelle mesure une stérilisation pourrait être obtenue chez les hommes par exposition aux rayons X.

Le *Reichsführer SS* a insisté auprès de tous les messieurs intéressés à la question sur le fait qu'il s'agit là de problèmes ultra-secrets qui ne sauraient être discutés que dans un cercle restreint, et que dans chaque cas les personnes auxquelles on aurait fait appel pour les expériences ou les conférences étaient tenues au secret le plus absolu.

Signé : BRANDT *SS Obersturmbannführer* (1)

* * *

KONIGSHÜTTE O. S. (Haute-Silésie) le 7 juin 1943.

Professeur Dr Med. C. CLAUBERG Médecin en chef de la Clinique gynécologique de l'Hôpital des Mines et de l'Hôpital Ste Hedwig.

(1) Sans doute, le Dr Karl Brandt, *Reichskommissar für das Sanitäts Gesundheitswesen.*

Au *Reichsführer SS* Monsieur Heinrich Himmler Berlin

Secret

Monsieur le Reichsführer,

Je m'acquitte aujourd'hui de mon devoir de vous informer de temps en temps de l'état de mes recherches. Comme auparavant, je m'en tiens au principe de ne fournir de rapport que quand il s'agit de choses essentielles. Que cela — après notre dernière entrevue au mois de juillet 1942 — ne puisse se faire qu'aujourd'hui est dû à des difficultés de détail résultant des circonstances présentes, difficultés contre lesquelles j'étais moi-même impuissant et avec lesquelles je ne voulais pas importuner le *Reichsführer*. Ainsi, ce n'est que depuis février 1943 que je suis entré en possession d'un appareil à rayons X pleinement utilisable pour mes expériences particulières. Malgré le court laps de temps de quatre mois seulement, il m'est dès aujourd'hui possible de vous communiquer, Monsieur le Reichsführer, ce qui suit :

La méthode que j'ai élaborée pour arriver sans opération à une stérilisation de la femme est pratiquement au point. Elle se fait par une unique injection à partir de l'entrée de l'utérus et elle peut être pratiquée au cours de l'examen gynécologique habituel que tout médecin connaît — quand je dis que ma méthode est

« pratiquement au point »

cela signifie

1) qu'il reste à atteindre seulement quelques perfectionnements ;

2) qu'elle pourrait être appliquée dès aujourd'hui pour les stérilisations eugéniques que nous avons l'habitude de pratiquer, et qu'elle pourrait les remplacer.

COMPTES RENDUS

SOURCES DU TOTALITARISME (1)

L'apparition en Europe, dans le deuxième quart du XX^e siècle, des régimes totalitaires — si foncièrement étrangers à tout ce qui est considéré comme l'essence même de la civilisation occidentale — a été, pour la pensée contemporaine, la révélation d'un monde horrifiant et bizarre, qui lui avait complètement échappé jusque-là, caché derrière le décor branlant d'une société aux apparences civilisées. La pensée contemporaine a dû admettre que son emprise sur la réalité de l'époque était fort limitée, sinon illusoire ; d'où l'intérêt porté aux origines et à la nature du phénomène totalitaire. Les fruits de ces méditations et de ces recherches ne sont pas encore nombreux — tant les problèmes à résoudre sont vastes et ardus ! — mais plusieurs d'entre eux sont de grande qualité tel l'important ouvrage de M^me Hannah Arendt (2).

M^me Hannah Arendt est née à Hanovre en 1906. Elle fit ses études (philosophie, théologie, philologie grecque) à Marburg avec Heidegger et Bultmann, à Heidelberg avec Jaspers et à Freiburg avec Husserl. Son maître en théologie fut Dibelius, en philologie Regenbogen. Après l'avènement de Hitler, elle se réfugia à Paris, où elle passa sept ans. Arrivée aux États-Unis en 1941, M^me Arendt obtint en 1954 un prix de l'Académie américaine des Arts et des Lettres. Elle professe actuellement les sciences politiques à l'Université de Californie à Berkeley.

Si nous ajoutons à la liste des grands maîtres existentialistes qui ont présidé à la formation de la pensée de M^me Arendt le fait qu'elle assuma la direction de la grande édition Shocken des œuvres complètes de Franz Kafka, nous aurons suffisamment déterminé la famille spirituelle à laquelle elle appartient. On ne s'étonnera donc pas en constatant que le plan de l'ouvrage de M^me Arendt n'a rien de commun avec la structure d'un traité classique. Son livre se rapproche plutôt de ces romans modernes qui entraînent le lecteur dès le début dans un labyrinthe confus de détails pour lui révéler d'un coup, au tournant d'une page, le fil conducteur qui remet tout en place.

Aussi Karl Jaspers se demande-t-il, dans sa préface, si le lecteur ne ferait pas bien de commencer le livre de M^me Arendt par la troisième partie, c'est-à-dire par sa conclusion. En effet, l'ouvrage comporte trois parties distinctes, d'importance sensiblement égale : la première présente une étude de l'antisémitisme politique qui remplaça, à la fin du XIX^e siècle, la « haine séculaire du Juif » ; la deuxième, un aperçu analytique de l'impérialisme européen de la deuxième moitié du XIX^e siècle ; enfin, la troisième est consacrée au phénomène totalitaire, tel qu'il se révéla dans les régimes instaurés en Allemagne

(1) H. Arendt, *Éléments et sources de la domination totalitaire* (Elemente und Ursprünge totalitarer Herrschaft). Préface de Karl Jaspers, Francfort-sur-le-Mein, Europäische Verlagsanstalt, 1955.

(2) Il vit le jour d'abord en anglais (New-York et Londres en 1951) ; il y a quelques mois, il parut, revu et partiellement remanié, en allemand, langue maternelle de l'auteur, avec une préface enthousiaste de l'éminent philosophe Karl Jaspers.

par Hitler et en Russie par Staline (Mme Arendt ne considère pas le fascisme italien — et encore moins le franquisme espagnol — comme « totalitaires »).

La première partie semble creuser le problème de l'antisémitisme pour lui-même — et non en vue de conclusions d'ordre général ; l'érudition exceptionnellement vaste, la sensibilité aiguë et très personnelle de l'auteur s'y trouvent mise au service d'une pensée profondément marquée par les idées hégéliennes sur les rapports du maître et de l'esclave ; elle se complaît à porter l'accent sur les ambiguïtés, les ambivalences, les contradictions et les complexités infinies d'ordre sociologique, économique, psychologique — sinon psychoanalytique — qui rendent ce problème ardu entre tous. En accumulant sans fin des considérations de détail qui forment un tissu serré d'une grande richesse d'observation et de pénétration, Mme Arendt rend la tâche de celui qui tenterait d'en dégager les idées directrices particulièrement ingrate. Elle a un respect si profond de la matière même de son sujet que toute velléité d'imprimer une forme rigide et simplifiée à ce foisonnement de détails tirés d'un immense savoir, décortiqués avec une puissance d'analyse peu commune, paraît inconvenante. En nous y hasardant quand même, nous dirons que notre auteur voit dans le phénomène de l'antisémitisme politique tel qu'il se substitua, à la fin du siècle dernier, à la « haine séculaire du Juif » l'un des courants anarchiques dirigés contre l' « État national », au destin duquel les Juifs s'étaient indissolublement liés. Car le rôle réellement joué par les Juifs dans l'histoire moderne se limite, d'après notre auteur, au concours puissant et parfois décisif qu'ils prêtèrent à la constitution des États modernes (« États nationaux » selon Mme Arendt, par opposition aux Empires du Moyen Age et aux États féodaux). Ces États étaient, au début, privés de tout soutien économique de la part de la « société », dont toutes les classes demeuraient soit hostiles, soit indifférentes à l'idée étatique. Des « Juifs de cour » jusqu'aux Rothschild et aux Bleichröder, la *Diaspora* juive d'Europe servait de son mieux les forces centralisatrices et régulatrices qui tendaient à la formation des États nationaux modernes ; elle pouvait d'autant mieux le faire qu'à l'instar de la bureaucratie naissante, elle se trouvait en dehors de la « société » : cette dernière, formée de classes bien distinctes, aux intérêts particuliers puissants et souvent contradictoires, ne pouvait fournir de base solide à l'État qui ambitionnait la représentation des intérêts nationaux conçus au-dessus et en dehors des particularités.

Conscient de sa dette à l'égard des Juifs et désireux de s'assurer leur concours de façon définitive, l'État national proclama leur émancipation — en France d'abord (où l'État national fut créé par la Révolution), dans d'autres pays de l'Europe occidentale et centrale par la suite. Mme Arendt souligne que l'émancipation n'était nullement désirée précisément par les milieux juifs les plus proches des sommets des États — mais ce n'est là que d'une des multiples contradictions inhérentes au problème juif et qui passionnent la pensée analytique de notre auteur (le chapitre qui traite de cette question est intitulé « L'ambiguïté de l'émancipation »).

Ce que ses vues paraissent avoir d'inattendu, d'original et même de paradoxal est étayé par les considérations que suggère la deuxième partie de l'ouvrage, consacrée à l'impérialisme. D'aprés Mme Arendt, la bourgeoisie, bénéficiaire de la Révolution, n'aspirait, au début du XIXe siècle, qu'à une position de premier plan dans le domaine économique et social à l'intérieur de l'État national, tout en demeurant assez indifférente quant à l'aspect purement politique de ce dernier (monarchie ou république, politique étrangère, etc.) ; d'où l'isolement de l'État, qui ne pouvait s'appuyer ni sur la noblesse (en tant que classe dont le rôle historique appartenait au passé), ni sur la bourgeoisie indifférente et individualiste à outrance, ni sur le prolétariat naissant. Ainsi, le rôle historique joué par les Juifs était, précisément, celui de fournir à l'État national l'appui économique qui lui permit de s'affermir et de créer

l'appareil bureaucratique et militaire indispensable pour son existence. Par contre, le rôle des Juifs dans le prodigieux développement du capitalisme industriel et de l'impérialisme qui caractérisent la deuxième moitié du siècle dernier n'était que tout à fait secondaire, négligeable même.

Comment se fait-il alors que l'antisémitisme politique ne prit son essor qu'au moment du déclin de l'influence réelle des Juifs sur la vie des États et non pas au moment de son apogée? Cela semble tout naturel à Mme Arendt, qui établit un parallèle avec le destin de la noblesse française, combattue, elle aussi, à l'époque où le déclin de son rôle politique ne justifiait plus sa position privilégiée sur les plans économique et social.

Ayant analysé les rapports des Juifs et de l' « État national », Mme Arendt passe à l'étude — très riche en sinuosités psychologiques — de leurs rapports avec la société, à travers les exemples de Disraeli, de l'affaire Dreyfus, de Marcel Proust. Ici apparaît l'un des leit-motive de son ouvrage, à savoir la connivence de la haute société et du « mob », de la « canaille » (notamment lors de « l'Affaire »), en tant qu'élément du futur totalitarisme. Tout cela pour suggérer les raisons profondes et multiples qui permirent au totalitarisme nazi d'employer l'antisémitisme comme arme essentielle de sa lutte pour le pouvoir et de son expansion hors des frontières allemandes.

Dans la deuxième partie, l'auteur présente l'impérialisme de la deuxième moitié du XIXe siècle comme le fruit de l'émancipation politique de la bourgeoisie, retardée jusque-là pour des raisons déjà évoquées. La nature individualiste et anarchisante des conceptions bourgeoises dirigea les États nationaux vers une expansion sans limites, l'expansion pour l'expansion (« Expansion is everything », disait Cecil Rhodes, qui regrettait de ne pouvoir « annexer les astres »). Or, les vrais défenseurs de l'État national — Bismarck en Allemagne, Clemenceau en France — étaient foncièrement hostile à l'expansionnisme colonialiste : ils pressentaient dans la politique à l'échelle mondiale, la *Weltpolitik*, le gouffre où, en fin de compte, les États nationaux risquent de disparaître.

Mais la pression des « capitaux excédentaires » accumulés par la bourgeoisie à l'époque de l'industrialisation à outrance était trop puissante pour être contenue par des appels à la raison : l'impérialisme, rompant toutes les digues, déferla sur le monde en créant un état de choses prévu par Hobbes dans son *Leviathan*. Pour Mme Arendt, Hobbes fut le véritable philosophe de l'impérialisme bourgeois, peu soucieux de valeurs morales — même les plus sacrés selon la tradition spirituelle de l'Occident (elle cite un poème de Kipling, dans lequel le poète parle de la nostalgie des pays « à l'est de Suez, où les dix commandements n'ont plus cours »). D'autre part — et cela est de grande importance — l'industrialisation crée non seulement des capitaux, mais aussi une population « excédentaire » : ce « mob » formé par les déclassés de toute origine, rejetés hors de la Société par les puissantes transformations économiques, résolument hostiles à l'État national et à toutes les valeurs traditionnelles sur lesquelles il était fondé. C'est dans ce « mob » qu'apparaissent les prémices des futurs fascismes. Or, le « mob » fournit au capital l'instrument humain du colonialisme expansionniste. L'alliance du « mob » et du capital permet à l'Angleterre de se tailler un immense empire en Afrique et en Asie — la France, les Pays-Bas, la Belgique suivent l'exemple. Et c'est outre-mer que prend naissance un esprit très différent de celui qui animait les États nationaux de l'époque libérale — un esprit réellement prétotalitaire, fortement teinté de racisme.

Le racisme fait ici l'objet d'une étude très poussée qui met en lumière trois aspects différents des théories racistes des XVIIIe et XIXe siècles : l'aspect social (Boulainvilliers et Gobineau, prétendant que la noblesse représente la race germanique dominatrice par rapport au peuple d'origine raciale inférieure) ; populaire (le racisme des auteurs allemands, prêchant le *Volkstum* à

base de la race commune, plutôt que la « nation », liée à une entité géographique déterminée) ; enfin, biologique à tendance eugénique (celui des Anglais, qui influença le plus fortement le nazisme hitlérien). Tandis qu'en Europe occidentale tous ces courants prétotalitaires refluaient vers les territoires d'outre-mer, ouverts par les poussées impérialistes, en Allemagne et en Autriche, privés (ou presque) de colonies, le même phénomène se cristallisa sous forme d'impérialisme continental (la poursuite de l'espace vital) et du pangermanisme. De son côté, la Russie des tsars, étouffant dans son immensité continentale, semi-asiatique, rêvait des « fenêtres sur l'Europe », créait le panslavisme qui devait lui ouvrir les Balkans et l'Europe centrale.

Nous comprenons maintenant pourquoi l'Allemagne et la Russie devinrent les pays d'élection des deux seules expériences réellement totalitaires, selon Mme Arendt, celles de Hitler et de Staline.

Après avoir étudié le développement monstrueux du « bureaucratisme », hérité du despotisme, éclairé ou non, dans les possessions d'outre-mer des puissances coloniales, et au cœur même des empires privés de colonies, Mme Arendt consacre un chapitre lucide aux problèmes des minorités nationales et à la naissance de la catégorie des apatrides (à la fin de la première guerre mondiale), problèmes qui hâtèrent le déclin des idées maîtresses de l'État national et sapèrent les bases des Droits de l'Homme.

Étant donné l'extrême richesse du contenu des deux premiers chapitres, on s'étonne des quelques lacunes que nous y trouvons : notre auteur ne prête, par exemple, que bien peu attention aux écrivains allemands qui furent, pour ainsi dire, les classiques du nazisme, tels H. S. Chamberlain (qu'elle mentionne à peine), Moeller van den Bruck (qu'elle cite en passant dans des notes au bas des pages), de Paul de Lagarde, etc. De même, en parlant plus tard des liens entre le « mob » préfasciste et l'élite intellectuelle, revenue de toutes les illusions, profondément désabusée et attirée par la subversion radicale sous toutes les formes, Mme Arendt rappelle l'intérêt d'un Gide pour les écrits antisémites de Céline, mais semble ignorer le cas, si typique pourtant, de Pierre Drieu la Rochelle.

La troisième partie — capitale — de l'ouvrage de Mme Arendt s'intitule *Le mouvement totalitaire et la domination totalitaire*. L'absence de tout exposé systématique lui confère une vigueur impressionnante, mais rend le résumé particulièrement malaisé. Ainsi, le parallèle entre le totalitarisme hitlérien et celui de Staline n'est pas tracé d'une main ferme — il n'est évoqué que par à-coups, laissant dans l'ombre un grand nombre de problèmes importants, notamment celui des origines (s'il y a lieu de placer celles du nazisme sous le signe de l'alliance du capital dynamique et du « mob », on ne saurait en faire autant pour ce qui est du régime stalinien). Ces réserves faites, voici les vues de Mme Arendt sur le problème totalitaire dans son ensemble.

A son origine se trouve l'alliance du capital expansionniste et du « mob », de l'élite intellectuelle, acquise à l'idée de la subversion radicale et de la lie des mouvements révolutionnaires ; sa réalisation pleine et entière n'est pourtant possible que grâce au concours des « masses » ; ces dernières se sont formées en Allemagne à la suite de l' « atomisation » de la société des classes par les bouleversements économiques et les guerres de la période impérialiste (en Russie, ce fut l' « atomisation » artificielle, provoquée par la politique personnelle de Staline, qui a transformé en « masses » la société nouvelle, en état de formation après la révolution d'octobre 1917).

Les « masses » sont constituées par des individus sans aucun lien véritable entre eux ; elles se sentent inorganiques, étrangères au monde existant et à ses valeurs, délaissées, frustrées, humiliées. C'est à elles que les totalitaires proposent des idéologies forgées par eux ; les masses y trouvent un puissant appel à l'imagination qui les détourne des réalités. Ce côté irréel du totalitarisme est mis en relief par l'auteur avec beaucoup de force. Le monde que

crée le totalitarisme est un monde entièrement imaginaire, sans rapports avec le monde réel — d'où la nécessité pour les régimes totalitaires de s'isoler, de s'entourer de barrages, de se cacher derrière des « rideaux » ; d'où également l'incompréhension totale des non-totalitaires à l'égard de ce monde imaginaire et les grossières erreurs qu'ils ne cessent de commettre quant aux mobiles de ses dirigeants (ces derniers évoluent, pour ainsi dire, « au delà » de tout utilitarisme, qui continue à dominer la mentalité non totalitaire).

Ce monde imaginaire, rompant tout lien avec le passé et braqué sur un avenir lointain, correspond aux vagues aspirations des masses, profondément mécontentes du présent, haïssant le passé, désemparées devant l'avenir. Une fois entrées dans ce monde de fictions, les masses s'y attachent pour de bon, sont prêtes à tous les sacrifices, se prosternent devant les chefs. Ces chefs leur paraissent avant tout comme dotés de la science suprême — celle des véritables lois de la nature, dans le cas du nazisme raciste, et celle des véritables lois de l'histoire, dans le cas de Staline.

Chez les totalitaires, *nature et histoire* dans leur devenir dominent seules et de façon absolue l'ensemble du monde fictif créé par l'idéologie : le but des totalitaires, c'est de hâter, d'intensifier les processus imposés par la « nature » et par « l'histoire ». Il s'ensuit de façon inéluctable que le totalitarisme ne peut être qu'universel, aspirant à la domination de la planète — la nature comme l'histoire ne sauraient se cantonner dans des limites géographiques « arbitraires » des États existants.

Il s'ensuit également que toute l'échelle des valeurs morales et spirituelles de la tradition occidentale doit être balayée : aider à la disparition des « condamnés par la nature » (les races bâtardes et inférieures) devient un devoir, quel que soit le nombre de ceux-ci, etc. Ainsi s'explique le calme parfait des consciences et la ponctualité méthodique avec lesquels les nazis appliquèrent aux Juifs la *solution finale*. Ainsi s'explique, sur l'autre volet du diptyque de Mme Arendt, l'existence des camps énormes de travail forcé, pour achever la disparition des classes historiquement condamnées pour ne plus gêner le mouvement de l'histoire.

Il n'est pas moins évident que, dans ce monde fictif, gouverné pour ainsi dire directement par la « nature » et « l'histoire », les faits isolés n'ont aucune importance — ni les vérités, ni les mensonges les concernant.

La terreur permanente devient le principal instrument des régimes, le seul moyen de réaliser implacablement les desseins de la nature ou de l'histoire. La terreur n'atteint à son véritable rôle qu'une fois débarrassée de toute tâche mesquinement utilitaire, comme la lutte contre l'opposition, par exemple : c'est quand il n'y reste plus d'opposants que la terreur totalitaire peut s'abattre de tout son poids sur l'*ennemi objectif*, le véritable ennemi, non plus du régime, mais de la nature et de l'histoire elles-mêmes. D'où la place prépondérante de la police secrète dans la hiérarchie totalitaire (1).

Mme Arendt met en lumière avec force le côté antiétatique des totalitarismes, leur indifférence à l'égard des lois constitutionnelles (Hitler n'avait jamais aboli la constitution de Weimar), comme de toute législation (élément stabilisateur — or, il s'agit de suivre sans s'arrêter le mouvement dans la direction prescrite par la nature et l'histoire) ; et aussi leur attitude équivoque à l'égard des armées nationales, leur double jeu avec les nationalismes.

Les camps de concentration et d'extermination sont les laboratoires de prédilection des totalitarismes : c'est là qu'ils « rodent » les moyens de réaliser de la façon la plus efficace, la plus expéditive et la plus rationnelle les desseins de la nature et de l'histoire révélés au génie des chefs, des *conducteurs*, appelés *Führer* ou *Vojd*.

Dans sa préface, Karl Jaspers caractérise la « manière de penser » (*Den-*

(1) A rapprocher de certains passages relatifs à la terreur sous Staline du rap-

kungsart) de Hannah Arendt comme formée par Kant, Hegel, Marx, la *Geisteswissenschaft* (science de l'esprit) allemande et aussi par Montesquieu et Tocqueville. Notre auteur rappelle, en effet, les formules de Montesquieu concernant la « nature et le principe » des différentes formes de gouvernement et s'efforce d'appliquer la méthode du penseur français au problème du totalitarisme.

D'après Montesquieu, la nature de la monarchie réside dans le gouvernement légitime d'un seul, et son principe — dans l'honneur ; la nature de la république — dans le gouvernement constitutionnel du peuple, et son principe — dans la vertu civique ; la nature de la tyrannie, enfin — dans l'arbitraire d'un gouvernement illégitime, et son principe — dans la peur.

La nature du totalitarisme — dans le sens que Montesquieu attribuait au premier de ces termes — serait, d'après Mme Arendt, la terreur, mais non pas celle qui s'exerce de façon arbitraire, inspirée par la soif de domination d'un seul, comme c'est le cas dans la tyrannie ; il s'agit là d'une terreur *sui generis*, qui s'exerce en accord avec des processus inhumains et les lois naturelles ou historiques qui les déterminent. Toute idée de liberté humaine — de libre arbitre — est donc exclue du champ de vision du totalitarisme ; d'où l'inutilité des discussions avec ses adeptes sur de pareils sujets.

Il s'ensuit également que le principe — toujours dans le sens de Montesquieu — du totalitarisme est la préparation idéologique à la soumission inconditionnée au processus naturel ou historique, préparation qui met l'individu en mesure de jouer aussi parfaitement le rôle de la victime que celui de l'exécutant des cruels desseins extrahumains.

Tel est le monstrueux portrait que notre auteur trace du totalitarisme, conçu avec une ampleur de vues et un courage intellectuel à l'échelle du sujet. Car il est dangereux de minimiser la portée du phénomène totalitaire qui, après avoir profondément marqué le monde du XXe siècle, a failli anéantir la civilisation occidentale.

Mme Arendt repousse avec raison toute tentative de rationaliser le totalitarisme au moyen du « bon sens » utilitariste, s'inspirant du *cui prodest*, de même que toute explication de sa nature basée sur l'expérience du passé. Tout cela ne sert qu'à voiler la monstrueuse originalité et la non moins terrifiante « actualité » du phénomène — en un mot, camoufler le danger qu'il représente (même après la disparition ou l'affaiblissement des régimes totalitaires) pour le monde.

Nous avons vu Mme Arendt déceler, dans les deux premières parties de son ouvrage, des éléments du totalitarisme chez les nobles français, défenseurs de « l'ancien régime », comme chez certains des premiers libéraux et socialistes entachés d'antisémitisme ; dans la pensée impérialiste de Disraeli ; dans le remous de l'affaire Dreyfus ; dans la mentalité du faubourg Saint-Germain à l'époque de Proust ; dans les mouvements pangermaniste et panslaviste ; dans les différents colonialismes, enfin, de la deuxième moitié du XIXe siècle (1) ; dans l'attitude d'opposition radicale devant la société existante, adoptée par l'élite intellectuelle, etc., etc.

C'est dire la multiplicité et la diversité des éléments qui se cristallisèrent dans les totalitarismes.

Jacques Sabille.
Centre de Documentation juive contemporaine.

port Khrouchtchev au XXe congrès du parti communiste de l'U. R. S. S., publié après la rédaction du présent compte rendu. (*N. de l'auteur.*)

(1) A cet égard, le tableau qu'elle trace de l'évolution en Afrique du Sud est particulièrement impressionnant.

LE IIIe REICH (1)

Un beau volume, sous le titre prometteur, a été publié sous les auspices du Conseil international pour les études de philosophie et d'humanisme, et avec le concours de l'Unesco. Nous ne voulons aujourd'hui qu'en détacher les fragments consacrés à certains aspects de l'Allemagne en guerre. Examen délicat, de toute manière : *The Third Reich* présente les inconvénients d'un « rapport » collectif, dont les nombreux auteurs s'exposent à des interférences, sans échapper à des oublis. En outre, nous nous trouvons devant une perspective classique : celle des origines et des caractères du national-socialisme, celle de la prise de pouvoir, celle « de 1933 ». De sorte que l'histoire de l'Allemagne entre 1939 et 1945 a été véritablement sacrifiée : rien sur la vie publique, rien sur l'économie, rien sur les « résistances » (en dehors d'une brève mention concernant le protestantisme et l'évêque Wurm, p. 820-831), rien sur la vie des millions d'étrangers ratissés par l'État nazi...

Je crois cependant utile de mentionner quelques chapitres : *Le règne de l'ordre noir*, par Karl O. Paetel ; *L'arme de l'antisémitisme*, par L. Poliakov ; *Le racisme*, par O. Klineberg. Sans prétendre à l'originalité, ils ont d'abord le mérite de souligner l'intérêt d'ouvrages trop peu connus (2). En second lieu, ils constituent autant de mises au point.

Ainsi Paetel dessine les progrès de « *l'ordre noir* », des *SS* et d'Himmler, en marquant les étapes : après le 20 juillet 1934 (sur lequel nous passons), le tournant de 1940-1941, marqué par la spécification du rôle combattant des *Waffen-SS* (dans la perspective de l'hostilité du prolétariat et des peuples subjugués, la définition anticipée des *SS* comme seconde armée, aux tâches essentiellement internes, p. 645-647) ; après le 20 juillet 1944, dernière évolution : commandant des troupes de réserve, ministre de l'Intérieur, maître de la police, Himmler ne connaît plus d'obstacles, il contrôle le territoire national, le ravitaillement et le mouvement des troupes, le contre-espionnage et l'information (p. 649)...

Dans un effort parallèle, le *Reichsleiter*, puis *Reichsführer SS* a évincé les théoriciens et les raisonneurs — ainsi ce Best qui prétendait, en 1941, conseiller, dans la ligne de Naumann, des méthodes administratives adaptées au Grand Reich (p. 642). Il a inspiré la formation des cadres hitlériens, telle que la symbolise « *Napola* » — centre d'éducation national et politique — et la maxime qui lui fut officiellement recommandée le 23 avril 1941 : « Croire, obéir, combattre, un point c'est tout... » Les exigences d'une guerre démesurée ont à coup sûr accéléré cette évolution vers le robot, que le *Schwarze Korps* n'avouait pas. La guerre ouvrait à l'ambition d'Himmler des possibilités que nous devinons, à travers ses propos concernant une future Bourgogne. Il y avait, si l'on veut, de la cohérence — et combien de « primitivisme » — dans le « secret » d'une Europe où les nationalités, ces folles du XIXe siècle, seraient déracinées, et où les peuples, quelque peu nomadisés, retourneraient à leur vocation guerrière. Nous ne connaîtrons jamais les propos échangés entre Hitler et Himmler, non plus que leurs rapports, mais nous voyons bien qu'un « contre-État » s'était constitué en Allemagne, au bénéfice du *Reichsführer SS*...

(1) *The Third Reich* (*Studies by 27 leading historians*). Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1955, 910 p.

(2) Notamment ceux de Felix Kersten (New York, 1947) sur Himmler, de Friedrich Lange (1943), de Weinrich (1946) ou d'Odd Nansen (1948) sur le racisme.

L'antisémitisme national-socialiste avait été brandi par Hitler, dès janvier 1939, comme une arme de guerre : un conflit mondial, avait-il menacé, entraînerait l'extermination de la race juive en Europe. Sorte de prophétie, qui sembla se réaliser à partir de 1941 : coïncidence, sans doute pas fortuite, avec l'entrée en lice de la Russie soviétique et des États-Unis. Politique du Führer-Chancelier? d'Himmler? De Gœbbels plutôt. Elle coupait les ponts et contribuait à exalter le peuple... Au reste, l'antisémitisme ne constituait qu'un des éléments de ce racisme qui visait à accroître la cohésion nationale, l'orgueil national et, bien entendu, la richesse nationale, par la domination et la guerre.

Sombre Allemagne que celle d'Hitler et d'Himmler, de Gauch et de Lange (1) !

Fernand L'Huillier.
Université de Dijon.

BOHÊME : THERESIENSTADT (2)

L'ouvrage de H. G. Adler sur Theresienstadt revêt la même importance que celui d'Eugène Kogon sur « *Staat S. S.* » (3), qui présentait une explication de l'ensemble du système concentrationnaire, illustrée par l'organisation du camp de Buchenwald.

Nous avions déjà été à même de lire des études consacrées à la vie et à la mort dans les ghettos pendant l'occupation, notamment ceux de Varsovie et de Lodz, le premier détruit après l'insurrection du 23 avril 1943, le second vidé vers Auschwitz. Le cas de Theresienstadt est particulier, car cette « communauté créée par la contrainte » a subsisté jusqu'à la fin de la guerre sous ses divers aspects, à la fois ghetto, usine, camp de rassemblement pour les départs vers l'Est, camp de concentration et, partiellement, camp d'extermination. Un Drancy qui serait en même temps Auschwitz, Kommando, Bunker et Sonderkommando.

L'auteur expose successivement l'évolution historique de Theresienstadt, son organisation et sa structure sociologique, enfin son interprétation sur le plan de la psychologie de ceux qui y vécurent.

Préliminaire de la création : en 1939, on comptait en Tchécoslovaquie environ 120.000 Juifs tchèques et slovènes et un certain nombre de Juifs d'Europe centrale qui désiraient gagner par la Tchécoslovaquie les pays d'outre-mer. Reinhard Heydrich, Gauleiter de Tchécoslovaquie, un des promoteurs de la politique d'extermination contre les Juifs, sut utiliser au mieux cette circonstance : il déclare que, pour organiser l'émigration, il faut avant tout organiser les Juifs en communauté autonome. L'auteur analyse alors le comportement des Juifs, leurs espoirs et leurs craintes ; les uns sont conscients de la menace d'anéantissement, d'autres espèrent différer la menace ou l'annuler en acceptant de faire partie de l'organisation du ghetto ; ils sont dans la position des *capos* et du personnel détenu dirigeant le camp de concentration, et, sauf des individualités qui se sont affirmées dans le suicide ou la fuite, ils seront contraints de participer eux-mêmes à la répression et à l'extermination des leurs, sous la contrainte, ou volontairement, quand ils espèrent, bien vainement,

(1) Hermann Gauch, *Neue Grundlagen zur Rassenforschung* (1933) ; Friedrich Lange, *Deutsche Volksgeschichte, Deutsches Raumdenken* (1943).

(2) H. G. Adler, *Theresienstadt 1941-1945*. Tubingen, Éditions J. C. B. Mohr, 1955, in-8°, 773 p. H. G. Adler, historien et sociologue allemand, a été interné deux ans dans le ghetto de Theresienstadt. Sa femme et une grande partie de sa famille ont été envoyées du ghetto à Auschwitz, d'où ils ne sont pas revenus. (N. D. L. R.)

(3) Traduction en français : *L'enfer organisé*, La Jeune Parque.

sauver leur vie et leurs biens. Ainsi, les « Juifs d'élite », comme dit Adler, ont été happés par la rigueur de la dialectique de bourreaux à victimes.

Progressivement, de 1939 à 1941, les Juifs du protectorat de Bohême et de Moravie perdent leurs droits : droit au travail, droit de sortir du camp, droit de fréquenter les restaurants et les écoles, jusqu'à ce que la fiction du départ vers la Palestine disparaisse et que le bureau de voyage soit fermé.

Une fois le ghetto constitué, il va fonctionner comme camp de rassemblement et de triage, avec des convois arrivant à Theresienstadt et d'autres partant vers Auschwitz, où certains de ces Tchèques vivront dans le *Camp des familles* avant d'être exterminés. Adler donne des précisions intéressantes sur la numération des convois partant de Theresienstadt ou y arrivant, chaque pays et chaque ville ayant son numéro et sa lettre, par exemple : le I pour Berlin. Ainsi, le transport I/90 signifiait le quatre-vingt-dixième transport venu de Berlin. Avant la phase de la liquidation finale, on comptait à Theresienstadt 154.000 Juifs, dont 13.000 venus d'autres camps. 23.000 vécurent jusqu'à la Libération.

Après l'abandon de la fiction de la Palestine, de novembre 1941 à novembre 1942, s'établissent les normes de la vie dans le ghetto, régi, en principe, par les représentants du peuple juif, non élus, mais volontaires ou désignés par les nazis, contraints d'aider ceux-ci à mettre en application les règles que les nazis avaient édifiées, commandant, dit l'auteur, les potences, fournissant même le nombre de pendus. Ils négocient avec les nazis les contrats de travail quand le ghetto constitue un système économique clos et que les habitants fournissent de la main-d'œuvre pour les usines travaillant pour l'économie nazie. De jeunes habitants du ghetto auraient été contraints de participer à un travail particulier : le massacre et les exactions de Lidice.

Lorsque le ghetto est constitué, de juillet 1942 à juillet 1943, toute la population civile non juive de Theresienstadt est évacuée. Alors s'instaure dans toute sa rigueur la « communauté de contrainte » dont Adler va préciser le fonctionnement dans ses moindres détails. Toutes les modalités de la vie et du travail sont réglées, avec l'apparence de la légalité, par « l'autonomie juive », sous la terreur qui plane sur la vie quotidienne, terreur de ceux qui arrivent, terreur de ceux qui partent et de ceux qui craignent de partir. A Theresienstadt comme à Drancy, comme dans les camps, le mot transport est synonyme de terreur parce qu'il implique toujours la certitude, rarement démentie, d'une aggravation de la situation.

Cette terreur frappe toutes les catégories qu'Adler dénombre avec précision d'après la nationalité, la classe sociale, l'âge, la religion, car environ 36 % des Juifs de Theresienstadt étaient de religion chrétienne. Mais toutes ces différences, toutes ces causes de heurts, ne jouent pas selon les règles de la vie civilisée normale, car le ghetto a divisé les habitants en trois classes spécifiques : les « proéminents », les ouvriers, les mendiants, catégories que sous d'autres nominations on retrouve dans tous les ghettos et dans tous les camps. Toutes les catégories ont cependant la même terreur de l'appareil de répression de cette « communauté familiale » où le simple soupçon de tentative de fuite entraîne la pendaison ou l'asphyxie dans la chambre à gaz. Cependant, certains se sont leurrés de l'espoir de fomenter dans le ghetto une révolte générale qui ne put jamais se produire ; la plupart de ceux qui manifestèrent une velléité de résistance se tuèrent ou furent exterminés.

Après avoir précisé les divers groupes sociaux du ghetto, l'auteur les localise, étudie minutieusement leur habitat. Qu'ils soient logés dans des casernes, des blocs ou des mansardes, la position la plus courante du locataire est qu'il peut se tenir assis ou couché, mais rarement debout, en raison de l'exiguïté obtenue par des cloisonnements divers — sauf pour les proéminents, les Danois et la plupart des Hollandais.

Une analyse minutieuse de la nourriture et de la lutte désespérée pour une

répartition équitable montre que la hantise du pain a créé les mêmes psychoses et les mêmes drames que dans les camps et que la nourriture était le problème nº 1.

La Centrale de travail est dirigée par un « proéminent » du ghetto. La population était répartie en « centaines » de travailleurs, constitués par les hommes et les femmes de seize à soixante ans, astreints à des journées de dix heures et demie à douze heures de travail. La Centrale comptait sept divisions consacrées à la gestion administrative, avec une minutie démentielle de la comptabilité, des diagrammes de pourcentage et de rendement.

Adler représente le ghetto comme une caricature de société communiste où les moyens de production sont collectifs et la propriété très réduite. Comme cette société ne peut se nourrir elle-même, les *S. S.* prétendent assumer son approvisionnement en échange de travail. Chaque habitant dispose théoriquement du logement et de l'approvisionnement gratuit et doit se procurer par lui-même et selon sa catégorie le savon, les médicaments, etc... Ainsi, travailleurs, « assistés », jeunes, fonctionnaires, reçoivent des cartes qui leur donnent le plus souvent droit à du néant dans des magasins vides.

Autre simulacre d'institutions : des « juges » édictent des lois, d'après les principes de la loi générale allemande valable, en théorie, pour les nazis aussi, et de la loi spéciale, réglée par « l'autonomie juive » du ghetto, sanctionnant des délits administratifs ou criminels.

Dans ces conditions de vie, dont nous ne pouvons évoquer que l'ossature, mais que l'auteur expose de manière très détaillée, l'état sanitaire est déplorable. Adler étudie les maladies spécifiques du ghetto, les mêmes que celles des camps (sauf les anthrax causés par les coups, un peu moins fréquents), puisqu'il ne s'agissait pas de maladies nouvelles, mais de celles que créent les conditions de promiscuité, de surpeuplement, de faim et de terreur analogues dans les camps et les ghettos. On trouve de nombreux médecins, mais pas de médicaments, et la proportion des malades est de un sur quatre.

Caricature de soins, caricature d'assistance sociale pour les malades et pour les enfants que « l'autonomie juive » s'est efforcée d'élever et de soigner. Sur 3.500 enfants, en 1942, 2.000 sont placés dans des *homes* sous la garde d'un personnel enseignant peu qualifié ; les enfants vivent une vie traquée, sans rien comprendre à leur sort.

La fin de la partie sociologique est consacrée au lien avec le monde extérieur. En principe, à partir de 1942, la correspondance était autorisée, mais 90 % des lettres restaient entre les mains des *S. S.* Parfois, des journaux étaient introduits par des Tchèques « déguisés » en Juifs qui gardaient le contact entre le monde et le ghetto. La soif de nouvelles était presque aussi impérieuse que la faim. La vie culturelle continuait comme dans le ghetto de Varsovie, avec cette différence que les spectacles et les concerts étaient autorisés par les *S. S.*, qui se piquaient de protéger les artistes et les poètes. Ils les envoyèrent cependant tous à la mort sans exception.

La troisième partie de l'ouvrage, l'étude psychologique, n'est pas la moins captivante. L'auteur cherche à replacer l'évolution de la vie et de la mort dans le ghetto dans le contexte du monde, en se demandant s'il s'agit d'une « expérience particulière » ou d'un événement appartenant à l'histoire, considérée à la fois sur le plan général et sur le plan particulier de l'histoire juive. Pour Adler, l'histoire de Theresienstadt est fonction des buts des nazis tendant à anéantir, au nom de leur éthique, tous les peuples jugés inférieurs ou s'opposant à leur expansion. A ce titre, Theresienstadt ne diffère donc pas des centaines d'usines de la mort où s'est élaborée la « solution finale ». Cette acception ne dément pas les conclusions que Michel Mazor ou Michel Borwicz ont tirées de leur étude sur l'extermination des Juifs (1).

(1) Voir ci-dessus, p. 87 et 97.

Sur le plan particulier de l'histoire juive, Adler pense que les habitants du ghetto ne réagissaient pas à leurs souffrances en Juifs opprimés par les nazis et devant les combattre : ils étaient des êtres qui souffraient et qui s'abandonnaient à la fatalité héréditaire de cette souffrance, subie pendant des générations, quantitativement multipliée, mais non différente par son essence. Avec un souci peut-être exagéré de catégories, il distingue les optimistes, les pessimistes, les passifs, etc..., et pense que l'expérience du ghetto n'a modifié ni le comportement de ceux qui, avant la guerre, se désolidarisaient de leur race et ont continué quand ils ont survécu, ni de ceux qui, défenseurs de la nation juive, sont devenus plus fervents encore.

Nous ne donnerions pas de cette « somme » une idée exacte si nous n'insistions sur la rigueur de ses éléments, poussée parfois jusqu'à une excessive minutie, étayée de cartes, de graphiques et de statistiques sans que l'élément humain soit exclu, que l'auteur décrive l'horreur des premiers enterrements, la terreur des transports, ou qu'il trace le portrait de trois proéminents de la hiérarchie interne, essayant de composer avec les *S. S.*, contaminés par leur sujétion, malgré leur objectif de moindre mal, et promis à la mort.

En fin d'ouvrage, H. G. Adler dresse une très importante bibliographie critique relative à tous les documents et ouvrages qui lui ont permis d'étayer ses souvenirs personnels ou la documentation rassemblée par lui-même. Il s'agit de : 1° toute la documentation originale relative à la constitution du ghetto et à sa gestion conservée dans les *Archives tchèques des crimes de guerre* ; 2° documents allemands ayant figuré à l'instruction des procès de Nuremberg ou d'autres procès de criminels de guerre ; 3° témoignages d'anciens internés de Theresienstadt ou d'Auschwitz ; 4° études et ouvrages sur le ghetto et sur Auschwitz en rapport avec les convois de déportation, rédigés par des témoins, principalement par les soins des associations juives d'Amérique, en langue anglaise, ou de la *Commission générale de Guerre* et de l'*Institut juif à Varsovie* en langue polonaise. Cet important appareil critique contribue à faire de l'ouvrage d'Adler un des instruments essentiels de l'étude d'un des aspects de la « solution finale » par l'extermination différée.

Olga Wormser.
Chargée de recherches à la Commission d'histoire de la Déportation.

POLOGNE : MASSACRES ET GHETTOS (1)

Le livre que le Polonais Artur Eisenbach a consacré à la politique antisémite poursuivie pendant les années entre 1939 et 1945 par les Allemands, tout particulièrement en Pologne, se présente au lecteur comme un mélange (parfois déplaisant) de données historiques et de propagande politique. Il ne veut aucunement être objectif ; la thèse essentielle du livre est la suivante : « La réduction en esclavage et la destruction voulue de groupes nationaux ou raciaux dans leur totalité est un phénomène lié à l'essence même et aux buts de l'impérialisme » (p. 3). La référence aux « empires coloniaux », aux États-Unis, à la géopolitique, au cosmopolitisme, etc., n'est pas un fait nouveau (2).

Le travail de A. Eisenbach n'est pas un mauvais travail. Derrière les mots creux de la préface et de la conclusion, nous lisons clairement la véritable thèse de l'ouvrage : le Reich s'est trouvé très vite placé dans une situation sans issue, les besoins en main-d'œuvre rendant nécessaires des ménagements qui allaient contre la politique genocide poursuivie dès le début et qui étaient difficilement compatibles avec les exigences de la sécurité.

Cette contradiction n'est pas seulement facile à remarquer dans la politique vis-à-vis des Israélites, mais elle est le trait essentiel de la politique allemande entière dans les territoires occupés. D'un côté, les réalités désagréables de la *Ostflucht* (3) et les besoins de l'économie de guerre, de l'autre, le mépris du Slave en général, du Polonais, Juif ou chrétien, en particulier : entre les chants comme le *Nach Ostland wollen wir reiten* et les faits, quel abîme ! Et il est presque comique de voir les *Übermenschen* se débattre dans la toile d'araignée des réalités, dans laquelle les a précipités l'attitude si germanique du théoricien assuré de pouvoir plier à ses vues le monde réel.

Les cinq chapitres sont presque de longueur égale (70 pages environ), seul le troisième compte 100 pages ; ils correspondent à cinq périodes que Eisenbach distingue dans le génocide : les préparatifs jusqu'en 1939, l'extermination « non sanglante » en 1939 et 1941, l'extermination en masse en 1941 et 1942 ; ensuite, Stalingrad oblige les Allemands à précipiter le rythme de leurs mesures. La dizaine de photocopies qui accompagne l'ouvrage n'est pas toujours très lisible, mais le grave reproche que nous ferons au livre c'est son manque d'équilibre : la période allant de 1943 à la fin se voit consacrer une cinquantaine de pages seulement, le soulèvement du ghetto de Varsovie a droit à *dix* pages !

Ceci signifie que l'historien qui voudra utiliser l'ouvrage de Eisenbach ne pourra guère le faire qu'en tant que source d'informations sur les données statistiques (ainsi, d'après Eisenbach, la mortalité est passée dans les ghettos de

(1) Eisenbach, *Hitlerowska politika eksterminacji Zydów w latach 1939-1945* jako jeden z przejavów imperializmu niemieckiego (La politique génocide des Hitlériens envers les Juifs, manifestation de l'impérialisme allemand), Varsovie, Institut israélite d'histoire, 1953, 432 p.

(2) Nous formulons les plus expresses réserves sur l'abus de propagande politique dans un ouvrage qui se veut historique. Nous ne ferons d'ailleurs pas l'injure aux historiens marxistes de croire que quelques citations de Staline, de Bierut (dans le cas présent), et quelques injures adressées aux capitalistes, suffisent pour faire un livre d'histoire marxiste...

(3) Phénomène bien connu dans l'Allemagne d'avant 1939 (et qui suffit à détruire la légende du *Volk ohne Raum*) : la population des districts orientaux diminuait au profit des centres urbains de Saxe, de Thuringe et de Westphalie, et de Berlin.

23,5 % à 140 % à Varsovie, de 39,2 % à 158,8 % à Lódź entre 1940 et 1942 (p. 156) ; ou bien nous trouvons (p. 302, note 23) une liste d'entreprises allemandes ou polonaises, qui employaient des ouvriers israélites, dans le district de Varsovie. Malheureusement, un fait troublant nous empêche de faire entièrement confiance à l'auteur : les citations de *Mein Kampf*, bien traduites en général, sont tronquées. En particulier, le cas est grave pour la citation p. 21 (*Mein Kampf*, p. 302) et p. 23 (*Mein Kampf*, p. 742). Il est regrettable que l'historien polonais ait cru devoir prendre ces libertés avec les textes.

« L'antisémitisme a toujours servi à faire diversion » (p. 36), telle est la constatation liminaire, combien exacte ; nous aurions voulu lire après un tel début une étude sur l'antisémitisme en Pologne, en Russie, etc. : le limiter à la seule Allemagne ou au seul « capitalisme » fausse la perspective. D'autant plus que Eisenbach ne peut cacher que l'un des espoirs des autorités allemandes concentrant dans le Gouvernement Général Polonais, Israélites ou non, et Israélites, de Pologne ou d'ailleurs, était de provoquer des pogroms dans la meilleure tradition orientale. Pour nombre de pays d'Europe orientale avant 1939, Juif était synonyme de communiste...

La déportation des habitants non allemands des terres du nouveau *Reichsgau Wartheland* (couramment *Warthegau*) commença dès les premiers jours après la victoire. Utilisant les services de l'*Oberbefehlshaber Ost*, les dirigeants du *R. S. H. A.* entreprirent de créer une « réserve », à majorité israélite, à l'est de la Vistule (1 million de Juifs d'après les projets). Pourquoi à cette place? Placer les Juifs dans une région à proximité immédiate de la frontière Ribbentrop-Molotov était pour le moins curieux. Il fut encore plus bizarre d'accentuer la *Umsiedlung* à la veille même de l'attaque contre la Russie : créer une zone d'instabilité aussi forte dans la zone des armées appelait de la part de l'historien une mise au point ou, à tout le moins, le lecteur pouvait attendre de l'auteur qu'il posât ce problème. Il n'en est rien.

Dès les premières pages du deuxième chapitre, se dessine la thèse qui est actuellement pratiquement celle de tous les historiens polonais de la seconde guerre mondiale : la politique allemande en Pologne annexée ou occupée fut toute d'incertitude. D'une part, au désir de coloniser et de faire place nette correspondait une haine vraiment pathologique du Polonais et du Juif ; cette haine voyait dans l'extermination la possibilité de construire un empire économique avec les dépouilles : attitude qui fut celle de la *S. S.* De l'autre, les besoins de guerre du Reich obligeaient les dirigeants allemands à ne pas mépriser la main-d'œuvre « indigène ».

Si les déportations furent organisées légalement par Frank (ordonnance du 13 septembre 1940 sur la limitation de la liberté de déplacement et de logement de « certaines catégories de la population selon les besoins »), ce personnage fut incapable de suivre une voie déterminée et les cinq années d'occupation allemande furent cinq années de mesures chaotiques, passant d'un extrême à l'autre, et se terminant par les fours crématoires de Oświecim et de Majdanek. Les divergences entre les dirigeants allemands semblent avoir atteint leur plus haut degré à la conférence du 13 novembre 1942, qui vit les Gauleiter s'opposer à l'extermination des Juifs, au nom des besoins de l'économie de guerre (Greiser n'écrivait-il pas au *Oberbürgermeister* de Lódź-Litzmannstadt que le ghetto de la ville « *ist eine Reichseinrichtung... die der Herr Oberbürgermeister im Auftrag und unter Aufsicht des Reichstatthalters zu führen hat* », p. 315, note 70).

Bref, le chaos régnait. Les ghettos, organisés dans le *Warthegau* en 1940, à Wloclawek, Kolo, Lódź (en juillet 1941), dans le Gouvernement Général parallèlement (à Varsovie, il comptait 435.000 habitants vers juin 1941), n'existèrent en Silésie qu'à partir de 1942 et ne servirent en fait que de

D-Lager avant les fours crématoires. Leur organisation administrative (deux ordonnances pour le G. G.) était des plus sommaire. Certains étaient dédoublés : d'un côté les hommes valides, de l'autre le reste de la population. A ce sujet, le point le plus intéressant touché par Eisenbach est celui des *Judenräte* : ces organisations d'administration interne collaboraient avec les Allemands et leur police était, d'après l'auteur, parfois plus crainte que la Gestapo ou le *S. D.* Créés dès le 28 novembre 1939, ces « conseils municipaux » se recrutèrent, paraît-il, uniquement chez les sionistes de droite, les cléricaux et les bourgeois (p. 167). Les dix pages consacrées à cette institution — dont par ailleurs on a fort peu, sinon pas du tout, parlé (p. 166-175) — sont bien insuffisantes. Déjà nous avons dû souligner le nombre réduit de pages qu'Eisenbach a cru devoir consacrer au soulèvement du ghetto ; devons-nous en retirer l'impression que ce soulèvement, de même que le fonctionnement des *Judenräte* représentent des éléments peu agréables pour la thèse trop officiellement affichée du livre ?

A partir du troisième chapitre surtout, Eisenbach se consacre à l'exposé de la politique allemande en Pologne. Ces pages eussent gagné à être plus claires, mais il est vrai que le sujet se prêtait peu à la clarté. En effet, la politique allemande en Pologne fut une perpétuelle contradiction. Nous avons déjà mentionné la conférence de novembre 1942. Partant de la *Grüne Mappe* de Rosenberg (*Richtlinien für die Führung der Wirtschaft in den neubesetzten Ostgebieten*), on commença la liquidation en masse : Oswiecim, Majdanek, Chelmn sur le Ner (*Warthegau*). Il semble que, dès lors, l'opposition entre le *R. S. H. A.* et les responsables de l'économie de guerre s'accentue. Il y a trois explications à ce phénomène : opposition d'intérêts, opposition de personnes (les *S. S.* et Himmler d'une part, les *S. A.* et Gœring de l'autre), désir des uns de se ménager des « alibis » pour l'éventualité d'une défaite, désir des autres de prévenir tout règlement de comptes dans cette éventualité. Eisenbach ne s'arrête pas à de telles subtilités : pour lui, il s'agit d'une lutte d'intérêts, accrue dans la mesure où les *S. S.*, se taillant un empire économique avec les dépouilles, concurrençaient dangereusement les « capitalistes nationaux-socialistes ».

Dans le ressort des *Arbeitsämter* de Zamość, Luków, Lublin et Biala Podlaska (p. 223), il y avait une population juive de 200.000 individus au début de 1942, officiellement 41.600 ouvriers, dont 26.000 dans l'industrie de guerre. Eisenbach ne peut citer davantage de données statistiques, car il croit (?) que la plupart des documents des *Arbeitsämter* ne put pas être récupérée par les autorités polonaises. Un autre problème que Eisenbach passe presque complètement sous silence, est celui du sabotage. Encore devons-nous remarquer que ce silence est tout à sa gloire : c'est dans ce domaine qu'il est le plus facile d'affirmer sans contrôle possible (il faudrait disposer de tous les papiers d'atelier, ce qui ne peut jamais se réaliser dans la pratique).

L'organisation de la *Ostindustrie G. m. b. H.* à partir de 1942 est traitée avec quelques détails, mais le tableau est assez peu clair ; à chaque instant, l'exposé technique est coupé par des digressions antifascistes, qui interrompent la continuité des idées.

Par contre, et nous devons le souligner encore, nous ne pouvons nous satisfaire des dix pages consacrées au soulèvement du ghetto de Varsovie, surtout en 1955. Il y a davantage de faits et incomparablement plus de vérité dans les quelques colonnes consacrées à ce soulèvement par le *Dziennik Polski* de Londres (19 avril 1955). Les affirmations de Eisenbach (le mérite de la révolte revient exclusivement aux organisations de gauche et communistes) ne peuvent nous convaincre, dépourvues qu'elles sont de tout fondement.

D'ailleurs, la conclusion de ces trop rares pages est d'un manque de relief étonnant : « Tous ces faits prouvent que les autorités hitlériennes se heurtaient

à l'intérieur des pays occupés à des difficultés croissantes dans l'exécution de leur politique génocide. Ces difficultés furent la cause, entre autres, de la non-exécution en juin 1943 du plan d'extermination total des Juifs. »

Cet ouvrage aurait pu être l'ouvrage de base pour un des aspects les plus inquiétants de la politique allemande (nous disons bien allemande et non hitlérienne, la distinction entre nazisme et Allemagne étant vraiment trop facile). Eisenbach a échoué, si tant est qu'il ait vraiment voulu faire un livre d'histoire. Il n'en reste pas moins que son ouvrage abonde en détails, en faits, et il reste un bon recueil de documents, peu ordonné, mais nécessaire à l'historien. A verser au dossier de la deuxième guerre mondiale.

Jean-B. Neveux.
Lycée Gautier. Alger.

* * *

Bernard Mark, directeur de l'Institut d'études juives, qui recueille à Varsovie tous les documents allemands ou polonais relatifs à la persécution, au ghetto et à l'histoire des Juifs pendant la deuxième guerre mondiale (en particulier les manuscrits retrouvés dans les ruines mêmes du ghetto et que certains de ses habitants, protagonistes, de la lutte y avaient enfouis), a puisé aux sources mêmes des faits qu'il rapporte (1). Il est curieux de comparer cet ouvrage, dont on peut déplorer que l'adaptation l'ait tronqué, avec le livre de Michel Mazor, *La cité engloutie* (2). Michel Mazor n'a pas vécu l'insurrection du ghetto, puisque évadé auparavant d'un convoi de déportation. Mais l'aspect qu'il donne de la vie apparente et clandestine du ghetto se réfère surtout aux organismes d'entr'aide se muant peu à peu en organismes de résistance et n'ayant jusqu'à l'insurrection que des rapports occasionnels avec les organismes de lutte armée, particulièrement avec ceux d'inspiration communiste. C'est à ceux-là surtout que s'attache Bernard Mark.

Il expose d'abord l'ensemble du problème juif, tel que, dès 1939, le formulait le III[e] Reich, hésitant toujours, depuis cette date, entre l'extermination totale à plus ou moins longue échéance et « l'utilisation » des Juifs avant de les exterminer. On sait que les camps de concentration furent organisés en fonction de ces deux impératifs, et aussi les ghettos, même si les mobiles y étaient moins immédiatement apparents que dans les camps.

En ce qui concerne l'organisation administrative du ghetto sous contrôle allemand, le jugement de Bernard Mark est plus catégorique encore que celui de Michel Mazor. Le *Judenrat* fut, à ses yeux, un instrument d'oppression aux mains des Allemands, et surtout un instrument d'oppression de classe. Car c'est sur le plan de la lutte des classes que Mark envisage la vie et la lutte dans le ghetto, de même que la deuxième guerre mondiale, dont la lutte en Pologne, et en particulier dans le ghetto, ne représente qu'une infime partie, n'est pour lui qu'une phase de la lutte des classes. Ainsi, dans le ghetto, seuls les Juifs riches sont gagnés par la « pourriture bourgeoise », dont la possibilité de la création du *Judenrat* est l'expression, tandis que la masse populaire croit à la chute inévitable de l'hitlérisme et se bat pour cela comme la masse populaire dans toute la Pologne, aryenne ou juive.

Mark met l'accent sur les liens qui se nouent entre la résistance juive enfermée et la résistance à l'extérieur. Il évoque la création de cercles clandestins révolutionnaires naissant au sein de la population juive et correspondant aux cercles de même nature au sein de la population aryenne. Le groupe le plus

(1) Bernard Mark, *L'insurrection du ghetto de Varsovie*, adaptation de Jean Noaro, Éditions sociales, 1955, in-12, 239 pages.

(2) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 21, janvier 1956.

solide est celui qui s'intitule *La faucille et le marteau*, organe du parti communiste polonais et composé aussi bien de Juifs que d' « Aryens ».

Mark note, comme Mazor, la résistance des comités d'immeuble aux ordres du *Judenrat* et des Allemands, résistance aux rafles, résistance passive au travail, résistance contre la livraison des fourrures.

Il analyse la presse de combat du ghetto et ses différentes nuances, d'accord seulement pour dénoncer l'action du *Judenrat* et pour faire connaître les actes qui leur parvenaient de l'ensemble de la Résistance polonaise et de l'aspect de la lutte dans le monde.

Une date essentielle, aux yeux de Mark, est la création, en janvier 1942, du *Parti Ouvrier Polonais* (*P. P. R.*), dont l'appel est vite connu dans le ghetto et qui rallie nombre de combattants. La création de ces groupes d'obédiences politiques diverses, les divergences entre eux, les difficultés pour les unifier dans le bloc antifasciste dont allait sortir l'*Organisation Juive de combat*, tous ces faits ne peuvent étonner ceux qui connaissent l'histoire et les divers aspects de la Résistance dans tous les pays occupés et, en particulier, en France. Ce que souligne Mark, c'est que, dans le ghetto, les Juifs luttent non seulement pour leur vie, leur droit, leur honneur, mais aussi pour l'indépendance du pays tout entier, pour une Pologne indépendante. Ils mènent le même combat que les antifascistes polonais contre les antisémites et les réactionnaires, mais aussi contre les nationalistes juifs et les fanatiques du ghetto.

Mark fait le récit de faits maintenant entrés dans l'histoire. Cris d'alarme lancés du ghetto, où, dès les bruits de liquidation massive des Juifs de Varsovie, concordant avec l'offensive de l'Armée Rouge et la victoire de Stalingrad, les opérations de terreur et d'anéantissement se multiplient en janvier 1943. Les préparatifs de l'insurrection commencent et, notamment, l'organisation du réseau d'égouts qui permettront les contacts avec Varsovie. Cette mise en ordre de combat, ces préparatifs d'insurrection avant l'extermination se poursuivent parallèlement aux préparatifs de destruction prévus par Stroop, liquidateur du ghetto. Il ne nous appartient pas de raconter en détail les phases de l'insurrection déclenchée le 19 avril 1943, l'héroïsme des insurgés, l'âpreté de la bataille et la cruauté de la répression, les contacts avec la « cité aryenne », malgré le dynamitage des égouts, les déplacements incessants de l'état-major de l'insurrection, son extermination. Tout cela, Mark l'évoque avec vigueur en dénombrant les trois phases de l'insurrection : la lutte des rues en surface, la défense des « abris » fortifiés, l'action des « hommes des ruines », derniers combattants du ghetto.

On connaît la conclusion, la phrase sinistre de Stroop, le 15 mai 1943 : « Le quartier juif a cessé d'exister. » Mais l'importance de l'insurrection demeure, puisqu'elle électrise les forces de partisans en Pologne, de tous les éléments polonais juifs ou aryens se battant sur les divers fronts. Puisque Bernard Mark a mené jusqu'à la Libération son récit, puisqu'il a fait état des divergences et des différentes prises de position des organes de résistance, puisqu'il a durement accusé de « passivité » la délégation de Londres en Pologne vis-à-vis de l'insurrection, puisqu'il conclut son livre sur une vue du temps présent et un appel contre la remilitarisation de l'Allemagne, on aurait aimé, puisque aussi comme il le dit justement l'insurrection du ghetto n'a été qu'un des aspects de la résistance polonaise, une explication d'un des autres aspects de cette résistance, l'insurrection de Varsovie. On aura intérêt à lire ce livre en le comparant avec celui de Michel Mazor. Les mêmes faits, tout au moins jusqu'à l'insurrection, sont exposés par deux hommes qui les ont vécus et jugés sous des angles de vue très différents, Mazor sur le plan de la résistance à l'hitlérisme, de la sauvegarde des vies et des valeurs spirituelles, Mark, sans démentir cet aspect du combat, sous l'angle de la lutte des classes et de l'antifascisme.

Olga WORMSER.

TUNISIE (1)

Jacques Sabille a déjà consacré de nombreuses monographies et de multiples articles à l'histoire des Juifs d'Europe de toutes nationalités pendant la deuxième guerre mondiale. Il n'apporte pas seulement des précisions sur la vie et la mort des Juifs tunisiens au cours de cette période : il inscrit leur histoire dans toute l'évolution des rapports de la Tunisie avec les Puissances qui y avaient des intérêts depuis l'occupation romaine.

L'occupation de la Tunisie a eu lieu au moment où l'Afrique du Nord tout entière paraissait libérée par les Alliés, « cauchemar à l'aube de la Libération ». L'histoire des Juifs tunisiens est à tout prendre moins tragique que celle de leurs congénères d'Europe, même si les problèmes posés par l'existence de la communauté juive de Tunisie et la façon dont Vichy et les nazis les ont résolus sont de même nature que les solutions données en France, en Grèce ou en Pologne.

Dans sa préface, Jacques Sabille insiste sur les classes sociales au sein de la communauté juive tunisienne, les différences entre l'élite juive européanisée et la masse indigente du ghetto de Hara, ces contrastes ayant leurs répercussions sur les réactions de la communauté juive pendant l'occupation.

L'antisémitisme a toujours présenté en Tunisie un caractère moins nocif qu'en Algérie, « aucune disposition légale analogue au décret Crémieux ne pouvant motiver le ressentiment des Tunisiens à l'égard des Juifs » ; mais, à partir de 1938, l'antisémitisme est cultivé par l'Italie (la population juive de Tunisie compte environ 3.000 Juifs italiens), en raison de ses visées sur la Tunisie et du loyalisme des Juifs tunisiens français.

De juin 1940 à novembre 1942, le pouvoir effectif est exercé en Tunisie par l'amiral Esteva, qui, d'après Jacques Sabille et les textes qu'il présente, aurait essayé d'appliquer de façon très libérale le statut des Juifs proclamé par décret beylical en 1940. Il entretient des rapports presque cordiaux avec M. Borgel, président de la communauté israélite de Tunis.

Après le débarquement au Maroc et en Algérie, dans la nuit du 8 novembre 1942, malgré la présence toute proche des libérateurs, la Tunisie demeure six mois sous la botte nazie et les nazis appliquent à la communauté juive de Tunis les méthodes de persécution établies par Heydrich lors de la campagne de Pologne, en 1939. Ils imposent, notamment, la création d'un *Judenrat*, et les questions que se pose Jacques Sabille sur l'efficacité, pour le bien ou le mal, du *Judenrat* vis-à-vis de la communauté juive sont tout à fait analogues à celles que se pose M. Mazor vis-à-vis du *Judenrat* du ghetto de Varsovie. Les nazis instaurent le travail obligatoire, pour lequel s'organise un Comité de recrutement de la main-d'œuvre juive, répartie dans des camps en secteurs allemands (notamment région de Mateur, aérodromes et ports). Le camp le plus terrible fut « l'enfer de Bizerte », où les bombardements firent de multiples victimes. D'autres camps existaient en secteur italien, notamment à Enfidaville. Comme dans le ghetto de Varsovie, on assiste à la différence de traitements de l'élite fortunée qui se soustrait au travail obligatoire, aux rancœurs qui en résultent dans le prolétariat juif, mais on assiste aussi à une résistance efficace de l'élite intellectuelle juive, qui accomplit un véritable travail de « termite » pour soustraire l'ensemble de la communauté aux me-

(1) J. Sabille, *Les Juifs de Tunisie sous Vichy et l'occupation*. Préface de Daniel Mayer, Paris, Éd. du Centre, 1954, in-8°, 188 p.

sures vexatoires : travail, rafles, réquisitions de biens et d'argent à verser « aux victimes aryennes des bombardements anglo-américains ».

En conclusion, Jacques Sabille, après avoir exposé le résultat efficace de la résistance et du sabotage dans les camps de travail, dresse le bilan de l'attitude de la population de Tunis à l'égard des Juifs : attitude volontiers conciliante des hauts fonctionnaires de la Résidence et de dignitaires tunisiens intervenant personnellement pour éviter la déportation aux malheureux, haine des affiliés du *P. P. F.* et du *S. O. L.*, qui persécutèrent les Juifs de Tunisie avec un zèle au moins égal à celui des Allemands.

En annexe, Jacques Sabille présente des documents sur la législation raciale, sur l'action du président de la communauté israélite, sur les agissements du président de la *Légion française des Combattants*, etc... Ces documents complètent utilement cet ouvrage, qui présente un aspect peu connu de la persécution raciale dans un territoire limité et dans un temps limité également, qui ne permit pas aux Allemands de parfaire leur œuvre d'extermination.

Olga WORMSER.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Hayes (Carlton Joseph Huntley) and others. — *History of Europe*. Rev. edition, New York, Macmillan, 1956, in-8°, 1.115 p., ill., cartes, bibliogr.

Remise à jour incluant la « guerre froide ».

Herly (Robert). — L'influence allemande dans le panislamisme contemporain. Extrait de la *Nouvelle Revue française d'outre-mer*, suppl. au numéro d'avril 1956, 36 p.

Ch. III : La seconde guerre mondiale et ses répercussions. La politique « coloniale » hitlérienne. Les Allemands en Afrique du Nord.

*Tosti (Amedeo). — *Italia del nostro tempo. Storia del cinquantennio 1900-1950*. Collezione storica illustrata, Milano, Rizzoli, 1956, in-8°, 396 p., pl. h. t.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Michel (Henri). — La deuxième guerre mondiale et les tentatives de révisionnisme, *Éduc. nat.*, 17 mai 1956, pp. 16-18.

Mourin (M.). — La science et la littérature soviétiques vues de Bonn, *R. Déf. nat.*, mars 1956, pp. 351-358.

Doctrine militaire soviétique pendant la guerre.

Vogelsang (Thilo). — Die wehrgeschichtliche Forschung im Institut für Zeitsgeschichte München, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, avr. 1956, pp. 210-213.

Wiskemann (Elisabeth). — Historians on thin ice. German scholars examine the nazi records, *Times*, 4 juin 1956, p. 11, col. 6-7.

Sur les journées internationales de Tutzing (Bavière), organisées par l'Institut für Zeitgeschichte de Munich.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*[Albert (François)]. — *Copie du journal rédigé par lui lors de sa détention à la prison allemande de la Vierge à Épinal*, Épinal, Impr. coopérative Saint-Michel, 1956, in-8°, 30 p.

*Alvesi (Fabrizio). — *La Ribellione degli Italiani*. Pref. di R. Cadorna, Milano, Bocca, 1956, in-8°, 408 p.

(Biblioteca di Scienze, n. 152. Sezione di Storia, n. 5.)

Vingt mois de résistance armée du peuple italien contre les Allemands et les fascistes.

Asmann (Vice Admiral Kurt). — Hitler and the German officer corps, *U. S. Naval Inst. proceed.*, mai 1956, pp. 509-521.

Par l'ancien chef du Service historique de la Marine allemande.

*Berretta (Alicio). — *Amedeo d'Aosta. Il prigioniero del Kenya*, Milano, Eli, 1956, in-8°, 355 p.

*Bibesco, princesse. — *Churchill ou le courage*, Paris, Albin Michel, 1956, in-8°, 254 p.

*Bowers (Claude G.). — *Ma mission en*

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

Espagne (1933-1939). Traduit de l'américain par Jérôme HARDOUIN, Paris, Flammarion, 1956, in-8°, 416 p.

COMMANDINI (Frederico), CARBONI, gen. — Carboni alla difesa di Roma, *Mondo*, 17 avr., pp. 6 et 15, mai 1956, p. 4.

Polémique entre l'avocat Commandini et le général Carboni au sujet d'appréciations émises par le second sur le premier dans son livre *Memorie segrete. Più che il Dovere*.

*DOLLMANN (Eugenio). — *L'Eroe della paura*. Trad. di A. USIGLIO, Milano, Longanesi, 1955, in-8°, 315 p. (Collana « Il Cammeo ».)

Galerie de portraits (sans indulgence) : Humbert de Savoie et Marie-José, le général Wolff, Otto Skorzeny, Graziani, le prince V. Borghese, le cardinal Schuster, Allan Dulles, etc...

*DOMBROWSKI (Roman). — *Mussolini : Twilight and fall*. Transl. from the Polish, New York, Roy, 1956, in-8°, 259 p., ill.

*GAULLE (Charles de), général. — *Mémoires de guerre*. II : *L'unité (1942-1944)*, Paris, Plon, 1956, in-8°, 712 p., carte h. t.

*GHEORGE (Jon), General. — *Automatic Arrest*, Leoni Stanberger See, Druffel-Verl., 1956, in-8°, 224 p., ill.

L'ex-ambassadeur roumain à Berlin raconte sa captivité en camp d'internement américain.

*GIORDANI (Igino). — *Alcide de Gasperi*, Milano, Mondadori, 1955, in-8°, 375 p., pl. h. t.

*HOLLIS (Gen. Sir Leslie). — *One marine's tale*, London, Deutsch, 1956.

L'auteur était officier d'état-major et Assistant Secretary to the Central Defence Organisation.

**Konrad Adenauer*. Souvenirs, témoignages et documents recueillis par Paul WEYMAR, traduits de l'allemand et adaptés par Jacques DELPEYROU, Paris, Plon (1956), in-8°, 338 p.

*LEDIG (Gert). — *Les orgues de Staline*, roman. Traduit de l'allemand par Jean BRÉJOUX, Paris, Julliard, 1956, in-8°, 240 p.

Leningrad 1942. Souvenirs romancés.

*LEVINE (Isaac Don). — *Stalin's great secret*, New York, Coward-McCann, 1956, in-8°, 162 p.

L'auteur le présente comme ayant été, jadis, un espion tsariste.

*MAGISTRATI (Massimo). — *L'Italia a Berlino (1937-1939)*, Milano, Mondadori, 1956, in-8°, 465 p., pl. h. t.

Mémoires de l'ex-conseiller d'ambassade adjoint d'Attolico à Berlin.

*MOFFAT (Jay Pierrepont). — *The Moffat papers. Selections from the diplomatic Journals of Jay Pierrepont Moffat 1919-1943*. Edited by Nancy Harvison HOOKER. Forew. by Sumner WELLES, Cambridge, Harvard Univ. Press, 1956, in-8°, 407 p.

Moffat était conseiller politique au Département d'État.

*MÖRL (Anton VON). — *Erinnerungen aus Bewegter Zeit Tirols (1932-1945)*, Innsbrück, Univ. Verl. Wagner, 1955, in-8°, 166 p.

(Schlern-Schriften, 143.)

*PALACIOS CUETO (Teodore), LUCA DE TENA (Toranato). — *Embajador en el infierno. Memorias del capitan Palacios : Once años de cautiverio en Russia*, 5ª. Edicion. Madrid, (Rivadeneyra), 1955, in-8°, 302 p.

PHILIPSON (Dino). — Ricordi del Regno del Sud ottobre 1943, *Riv. Studi polit. intern.*, avr.-juin 1956, p. 170-174.

Comment fut constitué le gouvernement de Brindisi.

PUAUX (G.). — Les Mémoires du président Truman, *R. de Paris*, mai 1956, pp. 70-78.

*QUARONI (Pietro). — *Valigia diplomatica*, Milano, Garzanti, 1956, in-8°, 308 p., pl. h. t.

Fait suite aux *Ricordi di un Ambasciatore* ; entre autres personnalités dépeintes : Venizelos, Benès, Jouvenel, Karoly, Chambrun, De Gasperi, Nitti, etc...

*RENDULIC (Lothar), Generaloberst a. D. — *Glasenbach-Nürnberg-Landsberg. Ein Soldatenschicksal nach dem Krieg*, Hannover, Stocker Verl., 1956, in-8°, 222 p., ill.

*ROYO (Rodrigo). — *The Sun and the snow*. Translated from the Spanish, Chicago, Regnery, 1956, in-8°, 304 p.

Avec la « Division bleue » sur le front russe.

Ruslanov (P.). — Marshal Zhukov, I, *Russian Rev.*, avr. 1956, pp. 122-129 (à suivre).

Trad. du *Sotsialisticheskii Vestnik*, revue de langue russe paraissant à New-York.

*Ulbricht (Walter). — *Der faschistische deutsch Imperialismus (1933-1945)*, 4. Aufl., Berlin, Dietz, 1956, in-8°, 115 p.

**La vie exemplaire de Philippe Pétain, chef de guerre, chef d'État, martyr*, Paris, Paris-Livres, 1956.

*Villari (Luigi). — *Italian foreign policy under Mussolini*, New York, Devin Adair, 1956, in-8°, 408 p.

**Wilhelm Pieck. Bilder und Dokumente aus dem Leben des ersten deutschen Arbeiterpräsidenten.* Mit einem Vorw. von W. Ulbricht, hrg. vom Marx-Engels-Lenin-Stalin Institut beim Zentralkomitee der S. E. D., Berlin, Dietz, 1956, in-4°, 450 p.

*Zanfagna (Marcello). — *L'Ultima bandiera*, Napoli, imp. Morana, 1956, in-8°, 221 p.

Souvenir d'un ancien combattant de la République de Saló. Éloges de Mussolini, de Graziani, de Valerio Borghese, etc...

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

The Appeasers of 1939, *Manchester Guardian Weekly*, 31 mai 1956, p. 7, col. 1-5.

Le milieu neutraliste de Cliveden (lord and lady Astor) au printemps 1939, vu par un jeune Allemand, von Trott zu Solz, d'après le vol. VI des *Doc. on German Foreign policy*.

Astor (David). — The Mission of Adam von Trott, *Manchester Guardian Weekly*, 7 juin 1956, p. 7.

Précise les conditions dans lesquelles fut établi son rapport (v. notice précédente).

De Stefanis (Emilio F.). — L'Incidente di Mukden, *Riv. di Studi polit. internaz.*, avr.-juin 1956, pp. 250-276.

L'incident de Moukden (18-19 sept. 1931) ; étude fondée, en grande partie, sur les documents de l'*International Military Tribunal for Far East, Tokyo 1946-1948* (édit. ronéographiée).

**Documents on German foreign policy 1918-1945*, Series D, Vol. VI, London, H. M. S. O., May 1956, in-8°.

Les documents diplomatiques allemands sur la période du 16 mars au 8 août 1939.

Effect on Britain of Prague occupation. Reversal of policy shown in German documents, *Times*, 28 mai 1956, p. 8, col. 6-7.

D'après le vol. VI des *Documents on German Foreign Policy*.

Le Foreign Office publie des archives allemandes. Des secrets diplomatiques britanniques étaient transmis en 1939 à Hitler, *Monde*, 29 mai 1956, p. 7, col. 1-3.

D'après le vol. VI des *Documents on German Foreign Policy*.

Gasiorowski (Zygmunt J.). — The German-Polish non agression Pact of 1934, *J. of Central Europ. Aff.*, avr. 1955, pp. 4-29.

Parker (R. A. C.). — The First capitulation : France and the Rhineland crisis of 1936, *World Politics*, avr. 1956, pp. 355-373.

*Toscano (Mario). — *Le Origine diplomatiche del Patto d'Acciaio*, Firenze, Sansoni, 1956.

Nouvelle édition revue à la lumière des *Documenti diplomatici italiani*.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*Lohmann (Walter), Hildebrand (Hans H.). — *Die deutsche Kriegsmarine 1939-1945. Gliedereung-Einsatz-Stellenbesetzung*, Bad Nauheim, H. H. Podzun, 1956.

Playfair (I. S. O.). — The Mediterranean and Middle East. Vol. II. London, H. M. S. O., 1956.

La guerre en Afrique et en Proche-Orient, 1941.

Les troupes canadiennes en Europe, 1939-1945, *R. Hist. Armée*, juin 1956, pp. 129-149.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Auphan (Paul), rear-admiral French

Navy (retired). — The French Navy enters World War II, *U. S. Naval Inst. proceedings*, juin 1956, p. 592-601.

Ce qu'a fait la Marine française de la déclaration de guerre à l'armistice de juin 1940.

*Benoist-Méchin (Jacques). — *Soixante jours qui ébranlèrent le monde.* II : *La bataille de France, 4-25 juin 1940*, Paris, Plon, 1956, in-8°, 543 p., cartes.

*Goutard (Colonel A.). — *1940. La guerre des occasions perdues*, Paris, Hachette, 1956, in-8°, 408 p.

**The Fatal decisions. Six decisive battles of the Second World War from the viewpoint of the vanquished.* Introd. by Cyril Falls, London, Michael Joseph, 1956, in-8°, XII-261 p., ill., cartes h. t.

La bataille d'Angleterre, par le général Werner Kreipe ; la bataille de Moscou, par le général Blumentritt ; la bataille d'El-Alamein, par le lieutenant-général Bayerlein ; la bataille de Stalingrad, par le colonel-général Zeitzler ; la bataille de Normandie, par le lieutenant-général Zimmerman ; la bataille des Ardennes, par le général von Manteuffel.

Matloff (Maurice). — The Soviet Union and the War in the West, *U. S. Nav. Instit. proceedings*, mars 1956, pp. 261-271.

Vicissitudes de la conduite politico-militaire de la guerre par les Alliés de 1941 à 1945.

*Morison (Samuel Eliot). — *The Atlantic battle won : May 1943 to May 1945*, London, Cumberledge, 1956, in-8°, XXXII-399 p., ill.

(History of United States Naval Operations in World War II. Vol. X.)

Philibert (P.-L.), colonel. — Logistique interalliée (juillet 1940-mai 1945), *R. Déf. nat.*, mars 1956, pp. 337-350.

*Smith (Gen. Walter Bedell). — *Eisenhower's six great decisions : Europe 1944-1945*, New York, Longmans, Green, 1956, in-8°, 257 p.

Le général Bedell Smith était alors chef d'état-major d'Eisenhower.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

Gérard (Yvan). — Les aspects techniques du rôle d'une armée secrète, *L'Armée, la Nation*, 1er avril, 1er juin 1956, pp. 23-25, 13-16.

L'armée secrète belge, de 1940 à 1944, par son ancien commandant.

Grenfell (Sussell). — La puissance aérienne dans la guerre navale : un échec de la « souplesse », *R. mar.*, juin 1956, pp. 675-686.

Échec de l'aviation lors de la traversée du Pas-de-Calais par les croiseurs allemands, le 12 février 1942.

HISTORIQUE DES UNITÉS

*Benary (Albert). — *Die Berliner Bären-Division. Geschichte der 257. Inf.-Division 1939-1945*, Bad Nauheim, H. H. Podzun, 1955, in-8°, 216 p., ill.

(Die deutschen Divisionen 1939-1945.)

**Bildband der 16. Panzerdivision*, hrg. vom Kamaradschaftsbund des 16. Pz.-Div., Bad Nauheim, Podzun. Verl., 1956, in-4°, 170 p., ill.

Bodet (P.-L.), général. — La dissolution de la IIe brigade de bombardement moyen, *Forces aér. fr.*, mai 1956, pp. 811-837.

1944-1945 : opérations sur l'Allemagne.

*Braun (Julius), Generalt. a. D. — *Enzian und Edelweiss. Die 4. Gebirgsdivision (1940-1945)*, Bad Nauheim, Podzun-Verl., 1956, in-8°, 260 p., ill.

Busch, Generalmajor. — Die Artillerie der Fallschirmarmee, *D. Dte-Fallschirmjäger*, févr. 1956, pp. 4-5.

*Dean (Captain C. G. T.). — *The Loyal Regiment (North Lancashire), 1919-1953*, Preston, Regimental Headquarters, 1956.

Dunkerque, Afrique du Nord, Anzio, Malaisie.

La 12e escadre de bombardement, *Forces aér. fr.*, juin 1956, pp. 1033-1048. Mai 1940. Nord-est de la France.

**Historique du 78e régiment d'infanterie pendant la guerre 1939-1940*, Paris, Lavauzelle (1956), in-8°, 90 p.

Holland (Ernest). — Sanitätsdienst bei der I. Luftwaffenfelddivision, *Luftwaffenring*, janv., févr. 1956, pp. 8-10 et 8-10.

*Lamey (H.). — *Der Weg der 118. Jäger-Division*, Augsburg, Selbst-verl., 1956, in-8°, 87 p., cart.

*Mullaly (Colonel B. R.). — *The South Lancashire Rgt (Prince of Wale's Volunteers)*, Bristol, The White Swan Press, 1956.

En France et en Flandres, 1939-1940. En France et en Allemagne, 1944. Campagnes de Madagascar et de Birmanie.

*Tramonti (Nino). — *I Bersaglieri dal Mincio al Don*, 2da ediz., Milano, Arti Grafiche Artigianelli, 1955, in-8°, 528 p.

OPÉRATIONS

Bragadin (Marc Antonio). — Le Imprese dei nostri sommozzatori. I : A Gibilterra sfidarono l'Intelligence Service ; II : Si preparavona per attacare Nuova York, *Epoca*, 3 et 10 juin 1956, pp. 67-71, 89-90 et 57-63.

Exploits des sous-marins de poche et torpilles humaines de la flotte légère italienne contre les unités britanniques à Gibraltar et Alexandrie. Projet d'une attaque de New-York.

Buchner (Alex). — Angriff über Sumpfmatten und Leitern. Gebirgsjäger im karelischen Urwald, *D. Dte. Soldat*, juin 1956, pp. 176-178, cart.

*Campbell, Lt. Col. Arthur. — *The Siege. A story from Kohima*, London, Allen und Unwin, 1956.

Exploit des 500 combattants du Royal West Kent qui ont empêché l'invasion de l'Inde.

*Dixon (G. Aubrey), général de brigade, et Heilbrunn (Otto). — *La guerre sur le front russe. Guérilla et contre-guérilla* (Communist guerrila Warfare). Préface du général de corps d'armée Sir Reginald F. S. Denning. Traduction de A. Michelet, Limoges, Charles-Lavauzelle, 1956, in-8°, 192 p., pl. h. t.

*Doody (John). — *The Burning coast*, London, Joseph, 1956, in-8°, 255 p., cartes et pl. h. t.

Opérations de surveillance de la côte de l'Érythrée.

Fusco (Giancarlo). — La Campagna di Grecia 15 anni dopo, *Epoca*, 6 mai 1956, pp. 55-62.

Souvenirs de combattant.

Gilliaert (Auguste). — Saïo, *R. col. belge*, 1er juin 1956, pp. 387-396, carte, ill.

Campagne des troupes de la Force publique du Congo belge en Abyssinie, 28 févr.-juill. 1941. Opérations de Assossa, Gambela et de Saïo. Capitulation italienne (troupes du Galla-Sidamo).

Götzel (Hermann). — Wie es zu der Luftlandung bei Korinth kam, *D. Dte Fallschirmjäger*, mars 1956, pp. 2-4.

« Hafiz. » — The Offensive of Libya : December 1940-February 1941, *J. of the Royal Un. Serv. Inst.*, mai 1956, pp. 206-216, c.

Sidi Barrani, Bardia et Tobruk.

J. K. — The Campaign in Sicily, 1943, *J. of the Royal Un. Serv. Inst.*, mai 1956, pp. 221-229, c.

*Landsborough (Gordon). — *Tobruk commando*, London, Cassell, 1956, in-8°, 216 p.

*Mankevic (A. I.). — *Krasnoznamennaja ladozskaja flotilija v Velikoj otecestvennoj vojne.* (La flottille « Drapeau rouge » du lac Ladoga dans le Grande Guerre nationale), Moskva, Voenizdat, 1955, in-8°, 104 p.

Rôle de la flottille dans la défense et le ravitaillement de Leningrad.

Roberts (Brigadier M. R.). — The Campaign in Burma, 1943-1945. I : The turn of the tide and the decisive battles, *J. of the Royal Un. Serv. Inst.*, mai 1956, pp. 235-251, carte h. t.

Fin 1942 à fin juin 1944.

Vor zehn Jahren. Westpreussische Schicksalsdaten, *D. Westpreusse*, 15 févr. 1956, p. 5.

Chronologie des derniers combats en Prusse occidentale.

W. M. — Kreta 1941 — Missglückte Abwehr einer Luftlandung, *D. Dte. Fallschirmjäger*, mai 1956, p. 4.

Épisode de la guerre en Crète, mai 1941.

Wanty (Émile), général-major. — La bataille de la Lys, vue dans un cadre élargi, *L'Armée, la Nation*, 1er mai 1956, pp. 10-21 et 35, carte, ill.

L'armée belge et les armées franco-britanniques dans les journées du 20 au 27 mai 1940 (résumé d'une étude plus complète à paraître).

*Wieder (Joachim). — *Die Tragödie von Stalingrad. Erinnerungen einer Überlebenden.* Mit ein Geleitw. von Helmut

Gollwitzer, Deggendorf, Nothhaft, 1955, in-8°, 112 p.

Woronesch. Leitungen und Erfolge der Flakartillerie bei Einnahr und Verteidigung von Woronesch. (28. Juni-Oktober 1942). Ein Bericht des 21. Kriegsberichterzuges, *Luftwaffenring*, déc. 1955, pp. 6-9.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Catroux, général. — Un témoignage historique : la crise franco-japonaise de 1940, *Monde diplomatique*, juin 1956, pp. 1 et 3 (à suivre).

**Documents on German foreign policy 1918-1945*. Series D, Vol. IX, Washington, Dept. of State, 1956, in-8°.

Sur la période du 10 mars au 22 juin 1940.

Duhamel (M.). — Les origines du conflit finno-soviétique de 1939-1940, *R. polit. parl.*, avr. 1956, pp. 72-77.

Eden (Philip). — 1939-1945 : the truth, *Union*, 11 févr. 1956, p. 2.

Les négociations entre les Occidentaux et la Russie pendant la guerre.

Freund (Michael). — Hitler und der Papst. Kurie und Reich in den Jahren 1930 bis 1945, *Gegenwart*, 21 avr. 1956, pp. 237-242.

Nazi data link Republican to 1940 propaganda drive, *N. Y. Times*, 27 mai 1956, pp. 1 et 3, col. 6-7 et 1-5.

Longue mise au point de Hamilton Fish au sujet des documents concernant l'isolationnisme aux États-Unis contenus dans le vol. IX des *Documents on German Foreign policy* pour 1940. Il nie que le mouvement anti interventionniste ait jamais reçu l'appui de l'Allemagne.

Platonov (V.). — Iz istorii anglo-sovetskogo sotrudnicestva. (Épisodes de l'histoire de la collaboration anglo-soviétique), *Novoe vremja*, 1956, n° 14, p. 8-10.

Pendant la seconde guerre mondiale.

Vanwelkenhuysen (Jean). — Un intéressant témoignage sur la neutralité de la Belgique en 1939-1940, *L'Armée, la Nation*, 1er mai 1956, pp. 4-9, carte, portrait.

Il s'agit du rapport de l'ambassadeur du Reich à Bruxelles, M. von Bülow-Schwante, du 21 mars 1940, sur la politique extérieure belge après six mois de guerre.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Crankshaw (Edward). — *Gestapo, instrument of tiranny*, New York, Viking, 1956, in-8°, 275 p.

Histoire de la Gestapo.

Durieux (Major hon. A.). — La guerre psychologique, *L'Armée, la Nation*, 1er juin 1956, pp. 4-12 et 34, ill.

En particulier la guerre des tracts aériens.

*Heilbrunn (Dr. Otto). — *The Soviet secret services*, London, Allen and Unvin, 1956.

Le réseau d'espionnage soviétique en Europe occidentale pendant la deuxième guerre mondiale. Son influence sur la campagne germano-russe.

Vulliez (A.). — La fantastique aventure de Jean Ayral, *Hommes et Mondes*, avr., mai 1956, pp. 2, 222-234.

Agent secret de la Résistance.

Was verriet John? Krieg im Dunkeln zwischen englischer und deutscher Abwehr-Estängt alles an einem Faden, *Bonner Hefte*, 28 mars 1956, pp. 16-21.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Adler (H. G.). Theresienstadt : une communauté de contrainte, *Évidences*, févr. 1956, pp. 26-37 (fin).

Camp de concentration juif de Bohême.

Pedinelli (Mario). — I Primi Giorni della Liberazione nel campo di Gusen, *Mov. di liber. in Italia*, mars 1956, pp. 51-58.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

*Jolly (Cyril). — *The Vengeance of Private Pooly*, London, Heinemann, 1956.

Récit du massacre d'une centaine de prisonniers de guerre britanniques fusillés par les Allemands au *Paradis* (Pas-de-Calais), par un des deux survivants.

*Reitlinger (Gerald). — *Die Endlö-*

sung. Hitlers Versuch der Ausrottung der Juden Europas 1939-1945, Berlin-Dahlem, Colloquium Verl., 1956, in-8°, 720 p.

Témoignages de survivants, documents inédits des archives secrètes du III[e] Reich, statistiques.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

Am 10. Februar 1945 fiel Elbing : die letzten Tage in der Stadt, *D. Westpreusse*, 15 févr. 1955, pp. 5-7.

Bodmer (Harald). — Waffen-SS-wohin? Zur Lage einer europäischen Gruppe Entrechteter, *Z. f. Geopolitik*, avr. 1956, pp. 21-27.

**Ernst Heinkel* : *The 1000*. Edited by Jürgen Thorwald, London, Hutchinson, 1956.

Le grand constructeur d'avions en désaccord avec les bureaucrates nazis.

Hammer (Gertrud). — Die Katastrophe beginnt. Westpreussisches Treckelend vor zehn Jahren, *D. Westpreusse*, 15 févr. 1956, pp. 4-7, carte

H. J. M. Wie was es damals, Januar 1945. Erinnerungen an die Schreckenstage in Falkenhorst, *D. Westpreusse*, 15 janv. 1956, p. 4.

L'exode.

Hugin (H. S.), Munin. — Die Bomben auf Freiburg, *Nation Europa*, mai 1956, pp. 53-63.

*Klönne (Arno). — *Hitlerjugend. Die Jugend und ihre Organisation im Dritten Reich*, Hannover, Norddt. Verl. Anst., 1955, in-8°, 109 p.

(Schriftenreihe d. Instituts f. Wissenschaftl. Politik.)

Maier-Hultschin (J. C.). — L'émigration allemande, *Documents*, avr. 1956, pp. 295-313.

Pendant le III[e] Reich.

Le texte original est paru aux *Politische Studien* Isar. Verl. München.

*Oschilewski (Walter Georg). — *Gustav Dahrendorf. Ein Kämpferleben*, Berlin, Arani-Verl. (1955), in-8°, 42 p.

Biographie d'un parlementaire opposant au nazisme.

*Pross (Helge). — *Die deutsche akademische Emigration nach den Vereinigten Staaten (1933-1941)*, Berlin, Duncker u. Humblot, 1955, in-8°, 69 p.

W. — Unser deutsches Danzig. Das Ende Danzigs. Aussichtsloser Widerstand gegen russische Übermacht, *D. Westpreusse*, 15 févr. 1956, pp.9-10, ill.

W. G. — Dem Tode entronnen. Erlebnisbericht aus den Jahre 1944 vom Einsatz einer Sondergruppe im feindlichen Gebiet, *Wiking-Ruf*, mai 1956, pp. 8-12, ill.

ÉTATS-UNIS

*Walton (Francis). — *Miracle of world war II*, New York, Macmillan co., 1956, in-8°, 587 p.

La production de guerre américaine. Les inconvénients du « lend-lease ».

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Les Bretons dans la France libre, *R. Fr. libre*, juin 1956, pp. 8-69.

Numéro spécial entièrement consacré aux contingents bretons et aux opérations auxquelles ils ont participé.

**Comment Chambord fut sauvé par son curé. La semaine tragique (21-24 août 1944)*, Blois, impr. Sille, (1956), in-4°, 64 p.

*Noguères (Louis). — *La dernière étape : Sigmaringen*, Paris, Fayard, 1956, in-8°.

Vallat (Xavier). — Rectifications nécessaires à un procès véritable, *Écrits de Paris*, mars et avr. 1956, pp. 00-00 et 78-87.

Critiques et mises au point du livre de Louis Noguères : *Le véritable procès du maréchal Pétain*.

*Werth (Alexander). — *France 1940-1955*. With a foreword by G. D. H. Cole, London, Robert Hale, 1956, in-8°.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Behrens (C. B. A.). — *Merchant shipping and the demands of war*. London, H. M. S. O., 1956.

(History of the Second World War.)

*Scott (J. D.) and Hugher (Richard). — *Administration of war production*, London, H. M. S. O., 1956.

(History of the Second World War. United Kingdom Civil Series.)

*Stacey (Colonel C. P.). — *Six years of war. The army in Canada, Britain and the Pacific*, Ottawa, Queen's Printer, 1956.

(Official History of the Canadian Army in the Second World War. Published under the authority of the Minister of National Defence. Vol. I.)

ITALIE

*Accroca (Elio Filippo), Volpini (Valerio). — *Antologia poetica della Resistenza italiana*, Firenze, Landi, 1950, in-8°, 240 p.

*Catalano (Franco). — *Storia del C. L. A. I.* [*Comitato Liberazione Alta Italia*], Bari, Laterza, 1956, in-8°, 450 p.

*Degli Espinosa (Agostino). — *Il Regno del Sud.* Pref. di M. Lupinacci, Firenze, Parenti, 1955, in-8°, xxv-424 p.

Réédition (Collana « Saggi di cultura moderna ». Vol. XV).

Les événements dans le sud de l'Italie à partir du 10 sept. 1943. L'arrivée du roi à Brindisi et la formation du premier gouvernement d'union démocratique.

*Del Re (Carlo). — *La... « Leggenda del fascismo tradito »... nella realtà*, Roma, Ital stampa, 1956, in-16, 103 p.

Réponse de l'auteur aux accusations dont il est l'objet dans l'ouvrage de E. Rossi : *Una Spia del Regime.*

Fantacci (Mario). — Un Italiano in Albania, II, *Mov. di liber. in Italia*, mars 1956, pp. 37-50 (à suivre).

Giovana (Mario). — Il Comitato militare del C. L. N. regionale piemontese nei primi mesi del 1944 (suite), *Mov. di Liber. in Italia*, mars 1956, pp. 3-36.

Rossi (Ernesto). — Le Memorie di Guido Leto sull'Ovra, *Il Mondo*, 29 mai et 5 juin 1956, pp. 29 et 10.

L'auteur reproche à Guido Leto d'avoir, dans ses mémoires, atténué les responsabilités de l'Ovra, dont il fut le chef.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Meissner (Frank). — Mandatory delivery quotas in Czechoslovak agriculture, *J. of Central Europ. Aff.*, avr. 1956, pp. 30-48.

Contient des chiffres sur les livraisons agricoles à l'Allemagne pendant la guerre

U. R. S. S.

Cokusov (B. C.). — Ekonomika Kirgizii v pervye gody Velikoj Otečestvennoj vojny Sovetskogo Sojuza. (L'économie de la Kirghizie dans les premières années de la Grande Guerre nationale), *Učenye zapiski istor. fak. Kirg. universiteta*, 1955, IV, pp. 70-81.

Dallin (Alexander), Mavrocordato (Ralph S.). — The Soviet reaction to Vlasov, *World Politics*, avr. 1956, pp. 307-322.

Seckina (L. P.). — Patriotičeskij pod'em trudjaščikhsja Tadzikistana v pervye mesjacy velikoj Otečestvennoj vojny (ijun-dekabr' 1941 g.). (La vague de patriotisme parmi les travailleurs du Tadzikistan dans les premiers mois de la guerre nationale (juin-décembre 1941), *Izvestija Otdelenija obsc. nauk* (AN Tadz SSR), 1956, VIII, pp. 69-79.

Seljubskij (A. P.). — Turkmenskaja SSR v pervyj period Velikoj Otečestvennoj vojny Sovetskogo Sojuza (ijun 1941-nojabr' 1942 gg.). (La RSS de Turkménie pendant la première période de la Grande Guerre nationale (juin 1941-décembre 1942), *Trudy Instituta istorii, arckheologii i etnografii (An Turkm. SSR)*, 1956, I, pp. 126-163.

YOUGOSLAVIE

Dragojlov (Fedor). — Art und Organisation des Partisanen Krieges 1941-1945 auf dem Gebiete des Unabhangigen Staates Kroatien, *Wehrkunde*, mai 1956, pp. 248-253.

Juin 1956.

TABLE ANALYTIQUE DE L'ANNÉE 1956

ARTICLES.

N°s

ADLER-BRESSE (Mlle) : *Jugements allemands sur la Wehrmacht*. . . 22

BILLIG (J.) : *La condition des Juifs en France. Juillet 1940-août 1944*. 24

BORWICZ (M.) : *Les « solutions finales » à la lumière d'Auschwitz-Birkenau* 24

CASTELLAN (G.) : *La politique allemande de l'U. R. S. S.* :

Ire partie. 21

IIe partie. 22

COLLENOT (R.) : *Réflexions sur le 20 juillet 1944*. 22

DEDIJER (Vl.) : *Sur l'armistice germano-yougoslave*. 23

FOURNIER (A.) : *La guerilla communiste* 23

L'HUILLIER (F.) : *Joachim von Ribbentrop* 22

MEDLICOTT (W. N.) : *La marche vers la guerre : 1939*. 21

MICHEL (H.) : *Sur Pétain et Vichy* 23

NOËL (L.) : *Le projet d'union franco-britannique, juin 1940* 21

POLIAKOV (L.) : *Études statistiques : nombre de Juifs victimes des nazis*. 24

RENONDEAU (G.) : *La guerre en Extrême-Orient* 23

VANWENKENHUYZEN (J.) : *Le premier plan allemand pour l'attaque de l'Ouest*. 22

VERMEIL (E.) : *L'antisémitisme dans l'idéologie nazie*. 24

VIDALENC (J.) : *La Roumanie de 1939 à 1947*. 21

VILLATTE (R.) : *Roosevelt contre de Gaulle*. 23

COMPTES RENDUS.

Allemagne :

1) *L'avant-guerre* :

EPTING (K.) : *Generation der Mitte* (F. L'HUILLIER) 22

GATZKE (H. W.) : *Stresemann and the rearmament of Germany* (A. SCHERER). 22

HEINKEL (E.) : *Stürmisches leben* (G. RENONDEAU). 22

Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse. T. V, livre II : *Le Proche-Orient, l'Amérique latine. La question juive* (J. M. D'HOOP). . 22

2) *Sur le nazisme* :

GRIMM (H.) : *Warum-Woher-aber-Wohin* (A. MEYER). 22

NIEJISCH (E.) : *Das Reich der niederen Dämonen* (J. SIGMANN). . . 22

TREVOR ROPER (H. R.) : *The Bormann Letters edited* (J. GRUNEWALD) 22

3) *L'opposition au régime* :

FOERSTER (F. W.) : *Memoiren Erlebte Weltgeschichte* (A. MEYER). . 22

Nos

WURM (Th.) : *Erinnerungen aus meinem Leben* (J. SIGMANN) . . . 22

Das Gewissen steht auf 64 Lebansbilder aus dem deutschen Widerstand 1933-1944 (M. ADLER-BRESSE) 22

4) *Sur les relations germano-russes* :

HILGER (G.) and MEYER (A. G.) : *The incompatible Allies-German-Soviet Relations, 1918-1941* (J. GRUNEWALD) 22

WEINBERG (G. L.) : *Germany and the Soviet Union 1939-1949* (J. GRUNEWALD) 22

La condition des Juifs :

ADLER (H. G.) : *Theresienstadt. 1941-1945* (O. WORMSER). 24

ARENDT (H.) : *Éléments et sources de la domination totalitaire* . . . 24

EISENBACH : *Hitlerowska politika eksterminacji Zydow w katach 1939-1945* (J.-B. NEVEUX) 24

MARK (B.) : *L'insurrection du ghetto de Varsovie* (O. WORMSER) . . 24

SABILLE (J.) : *Les Juifs de Tunisie sous Vichy et l'occupation* (O. WORMSER) 24

Études et documents :

CRAIG (G. A.) and GILBERT (F.) : *The diplomats* (H. CALVET) . . . 21

GREENFIELD (K. R.) : *The historian and the Army* (R. VILLATE). . . 21

GRENFELL (C. R.) : *Unconditional Hatred* (Général LESTIEN) . . . 21

HOWE (Q.) : *The World between the Wars, from the 1918 Armistice to the Munich agreement* (J. M. D'HOOP) 21

MAZOR : *Documents sur la condition des Juifs sous l'occupation*. . . 24

MIKSCHE (F. O.) : *Unconditional Surrender* (H. CALVET) 21

ORVIK (N.) : *The Decline of Neutrality 1914-1941, with special reference to the United States and the Northern Neutrals* (J.-B. NEVEUX) 21

THOMSON (D.) : *World History from 1914 to 1950* (J. M. D'HOPP). . 21

France :

ARON (R.) : *Histoire de Vichy. 1940-1941* (H. MICHEL) 23

BILLIG (J.) : *Le Commissariat général aux Questions juives, 1941-1944* (H. MICHEL). 23

NOGUÈRES (L.) : *Le véritable procès du maréchal Pétain* (H. MICHEL). 23

ROUGIER (L.) : *Les accords secrets franco-britanniques — histoire et imposture* (H. MICHEL) 23

La guerre :

1) *Généralités. Opérations. Mémoires* :

DAVIN (D. M.) : *Official History of New-Zeland in the second world war 1939-1945 : Crète* (A. SCHERER) 21

DURNFORD-SLATER (J.) : *Commando* (Commandant JOUAN). . . . 21

FABER DU FAUR : *Macht und ohnmacht* (A. MEYER) 21

HAYN (F.) : *Die Invasion* (Général LESTIEN) 22

NORTON (F. D.) : *26e Battalion — Official History of New-Zeland in the second world war 1939-1945* (G. RENONDEAU). 21

Nos

MANSTEIN (E. VON) : *Verlorene Siege* (C. T. DE JONG) 22

TIPPELDKIRCH (K. VON) : *Geschichte des zweiten weltkriegs* (A. MEYER). 22

TREADWELL (M. E.) : *U. S. Army in world war II. The Women Army Corps* (Général LESTIEN) 21

VASSELLE (P.) : *La bataille au sud d'Amiens, 20 mai-8 juin 1940* (Général LESTIEN). 21

ZAPHIROPOULOS (Lieutenant-colonel D.) : *La guerre gréco-italienne et gréco-allemande, 1940-1941* (A. MARGARITIS) 21

2) *Sur l'armistice de juin 1940* :

TRUCHET (A.) : *L'armistice de 1940 et l'Afrique du Nord* (P. DHERS). 23

WEYGAND (Général) : *En lisant les « Mémoires de guerre » du général de Gaulle* (P. DHERS). 23

3) *La guerre aérienne* :

FEUCHTER (W.) : *Geschichte des luftkriegs* (A. MEYER) 22

4) *La guerre sur mer* :

BEKKER (C.) : *Kamps und untergang der kriegsmarine* (C. T. DE JONG). 22

GUIERRE (M.) : *La victoire des convois* (R. JOUAN) 23

LEMONNIER (A.-L.) : *Cap sur la Provence*. 23

MORISSON (S. E.) : *History of U. S. Naval Operations in world war II.* Vol. IX : *Sicily-Salerno-Anzio* (J. MORDAL). 23

VARILLON (P.) : *Le sabordage de la flotte* (Cl. ROGÉ) 23

URIS (L.) : *Le cri de la victoire* (R. JOUAN) 23

5) *La guerre en Extrême-Orient* :

BUTOW (R. J. C.) : *Japan's Decision to surrender* (G. RENONDEAU). 23

HAMLIN CANNON (M.) : *Leyte, the return to Philippines* (G. RENONDEAU) 23

THEOBALD (R. A.) : *Le secret de Pearl Harbour* (G. RENONDEAU). 23

WILLOUGHBY (C.) et CHAMBERLAIN : *Mac Arthur 1941-1951* (G. RENONDEAU) 23

Foreign Relations of the United States : *Diplomatic Papers 1937.* Vol. IV : *The far East* (G. RENONDEAU). 23

L'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon : plan militaire 1941-1945 (F. DEBYSER) 23

Occupation-Résistance-Déportation :

ALBAN-VISTEL : *Héritage spirituel de la Résistance* (H. MICHEL) . . 22

BUCKMASTER (J.) : *Specially Employed* (A. FOURNIER) 21

CHARLET (G.) : *Karavanken. Le bagne dans la neige* (O. WORMSER). 22

KRAOUS (O.) et KROULKA (E.) : *Usine de mort* (O. WORMSER). . . 22

MAZOR (M.) : *La cité engloutie* (O. WORMSER) 21

MICHELET (E.) : *Rue de la Liberté : Dachau, 1943-1945* (O. WORMSER). 22

ROSSI (A.) : *Sous l'occupation. La guerre des papillons. Quatre ans de politique communiste (1940-1944)* (M. GRANET) 21

SAMARIN (V. D.) : *Civilian life under the german occupation, 1942-1944* (O. WORMSER) 22

Nos
TASCA (A.) : *In francia nella bufera* (G. BOURGIN) 21
ZIVULSKA (K.) : *Przezylam Osviecim* (O. WORMSER) 21

NOTES ET NOUVELLES.

Allemagne :
Une proposition de Hitler à la Grèce en 1940. 21
Tito a-t-il négocié avec les Allemands? 21
Gœbbels fut-il un personnage très important du IIIe Reich? . . . 22
L'émigration allemande. 22
Les recherches sur la résistance allemande dans la République fédérale 22
Le Musée de la Résistance allemande 22
Un film sur l'amiral CANARIS 22
Général Zwischen Ost und West. 22
L'Allemagne vue par les écrivains de la Résistance française . . . 22
J'étais médecin à Stalingrad 22

Belgique :
Lettre de Belgique (J. WILLEQUET) 23

France :
Le nationalisme algérien et la guerre. 21
Les travaux du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale. 23
Sur « La constitution voulue par le Maréchal ». 23
La pensée de la Résistance 23
Films sur la guerre 23
La presse clandestine. 23
E. CATTIN : Trains en détresse 23
C. ARNOTHY : J'ai quinze ans et je ne veux pas mourir. 23

Italie :
Un mémorandum inédit de MUSSOLINI 21
Fascisme et déportation. 21

Europe orientale :
Les rapports polono-ukrainiens 21
Staline et l'invasion de la Suisse. 23

Norvège :
H. ASTRUP and B. L. JACOT : Night has a thousand eyes. 23

BIBLIOGRAPHIE assurée par les soins de M. DEBYSER et de la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine.
De septembre 1955 à janvier 1956. 21
De janvier 1956 à avril 1956 22
D'avril 1956 à juillet 1956 23
De juillet 1956 à octobre 1956. 24

Le gérant : Henri MICHEL.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3071 - 10 - 1956
ÉDIT. n° 24.219 Dépôt légal, 4e trimestre 1956 IMPR. n° 707

N° 21 SIXIÈME ANNÉE Janvier 1956

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

SOMMAIRE

Pages

W. N. Medlicott : La marche vers la guerre : 1939.... 1
Léon Noël : Le projet d'union franco-britannique de juin 1940..... 21
G. Castellan : La politique allemande de l'U. R. S. S. (1re partie) 38
J. Vidalenc : La Roumanie de 1939-1947 55

COMPTES RENDUS

Gl Lestien, A. Scherer, A. Margaritis, Ct Jouan, G. Renondeau, R. Villatte, J. M. d'Hoop, H. Calvet, J. B. Neveux, Marie Granet, A. Fournier, G. Bourgin, O. Wormser, F. Debyser, H. Michel, J. Vanwelkenhuyzen.

NOTES ET NOUVELLES

BIBLIOGRAPHIE

(Voir au verso la suite du sommaire)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Publication trimestrielle

(Comité d'Histoire de la deuxième Guerre mondiale
Société de l'Histoire de la Guerre, Centre National de la Recherche Scientifique)

COMITÉ DE DIRECTION

Président : Lucien FEBVRE

P. RENOUVIN, E. LABROUSSE, M. BAUMONT
P. VAUCHER, E. VERMEIL, G. BOURGIN, J. CAIN
Rédacteur en chef : Henri MICHEL

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé :

22, rue d'Athènes, PARIS-VIII^e^ (TRInité 40-68)

SOMMAIRE *(suite)*

COMPTES RENDUS

OPÉRATIONS MILITAIRES : Mattie E. TREADWELL : *U. S. Army in World War II. The Women's Army Corps.* — D. M. DAVIN : *Official History of New Zealand in the second world war 1939-1945 : Crete.* — Lieutenant-colonel Dimitrios ZAPHIROPOULOS : *La guerre gréco-italienne et gréco-allemande, 1940-1941.* — P. VASSELLE : *La bataille au sud d'Amiens (20 mai-8 juin 1940).* — John DURNFORD-SLATER : *Commando.* — Frazer D. NORTON : *26^e^ Battalion (Official History of New Zealand in the second world war 1939-1945).*

ÉTUDES ET DOCUMENTS : Kent Roberts GREENFIELD : *The historian and the Army.* — Quincy HOWE : *The World between the Wars, from the 1918 Armistice to the Munich agreement.* — David THOMSON : *World History from 1914 to 1950.* — Gordon A. CRAIG and F. GILBERT : *The diplomats.* — Captain Russell GRENFELL : *Unconditional Hatred.* — F. O. MIKSCHE : *Unconditional Surrender.* — Nils ORVIK : *The Decline of Neutrality 1914-1941 with special reference to the United States and the Northern Neutrals.*

OCCUPATION, RÉSISTANCE, DÉPORTATION : A. ROSSI : *Sous l'occupation. La guerre des papillons. Quatre ans de politique communiste (1940-1944).* — M. J. BUCKMASTER : *Specially employed.* — Angelo TASCA : *In Francia nella bufera.* — Krystyna ZYWULSKA : *Przezylam Oswiecim.* — Michel MAZOR : *La cité engloutie.*

NOTES ET NOUVELLES

Un mémorandum inédit de Mussolini. — Fascisme et déportation. — Le nationalisme algérien et la guerre. — Une proposition de Hitler à la Grèce en 1940. — Les rapports polono-ukrainiens, etc...

Administration : **Presses Universitaires de France**
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e^)

Abonnements : **Presses Universitaires de France**
Département des Périodiques
1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e^). Tél. ODÉon 64-10

Abonnement annuel (1956) : France, Union française : **1.000** francs
Étranger : **1.200** francs. — Prix du numéro : **300** francs
Compte Chèques Postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Les demandes en duplicata des numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.

Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de trente francs.

COMITÉ DE PATRONAGE

Président : M. Georges BIDAULT

MM. ALLIX, recteur de l'Académie de Lyon. — P. ARNOULT, inspecteur général des Finances. — Raymond ARON. — P. AUBÉ, secrétaire général de la Commission consultative des Dommages et Réparations. — F. BLOCH-LAINÉ, directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations. — J. DE BOURBON-BUSSET, directeur des Relations culturelles. — C. BRAIBANT, directeur des Archives de France. — F. BRAUDEL, professeur au Collège de France. — H. CALVET, professeur agrégé de l'Université. — R. CASSIN, vice-président du Conseil d'État. — F. CHARLES-ROUX, membre de l'Institut. — Général COCHET. — F. CLOSON, directeur général de la Statistique et de la Conjoncture. — Colonel DE COSSÉ-BRISSAC, chef du Service historique de l'Armée. — R. COULONDRE, ambassadeur de France. — M. CROUZET, inspecteur général de l'Instruction publique. — G. DUPOUY, directeur du Centre National de la Recherche Scientifique. — R. FAWTIER, membre de l'Institut. — A. FRANÇOIS-PONCET, de l'Académie française. — Gérard JAQUET, député. — L. JOXE, ambassadeur de France. — A. LATREILLE, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon. — G. LE BRAS, professeur à la Faculté de Droit de Paris. — G. LEFEBVRE, professeur honoraire à la Sorbonne. — Général LESTIEN. — Louis MARIN, membre de l'Institut. — G. MONOD, directeur général honoraire de l'Enseignement du 2e degré. — M. E. NÆGELEN, député, ancien ministre. — L. NOËL, membre de l'Institut. — G. PERNOT, sénateur, ancien ministre. — Rémy ROURE. — A. REUSSNER, membre de l'Académie de Marine. — Colonel DE SAINTE-PÉREUSE, chef du Service historique de l'Armée de l'air. — J. SARRAILH, recteur de l'Académie de Paris. — A. SAUVY, directeur de l'Institut national d'Études démographiques. — A. SEGALAT, secrétaire général du Gouvernement. — L. SENGHOR, député, ministre. — A. SIEGFRIED, de l'Académie française. — Colonel VILLATE. — E. WEILL-RAYNAL, docteur ès Lettres.

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA GUERRE

Publications du COMITÉ D'HISTOIRE DE LA GUERRE

N° 3 (février 1950) : ASPECTS DE LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE..... 150 fr.

N° 4 (mai 1950) : ASPECTS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE SOUS L'OCCUPATION ..... 200 fr.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE NATIONALE :

39, rue de la Convention — 19, rue Scribe — 91, avenue des Champs-Élysées

(Chèques postaux : PARIS 9060-06)

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

PARUS :

N° 1 : **Aspects de la Résistance française.** — N° 2 : **Le Japon dans la guerre.** — N° 3 : **Autour de l'Armistice de juin 1940.** — N° 4 : **Sur l'Allemagne en guerre.** — N° 5 : **L'Espagne pendant la guerre. Le changement de commandement de mai 1940. Du 7 mars 1936 à l'Ile d'Yeu.** — N° 6 : **L'Italie et le pacte germano-russe. L'économie soviétique pendant la guerre. La Roumanie et la deuxième guerre mondiale.** — N° 7 : **La responsabilité allemande. La Grande-Bretagne et la crise tchécoslovaque. L'économie de guerre britannique.** — N° 8 : **Gouvernement et commandement français (mai-juin 1940). Notes sur le système concentrationnaire. La marine américaine au combat.** — N° 9 : **Gouvernement et commandement français** (suite). **La guerre de Finlande. Le procès Graziani.** — N°s 10-11 : **La campagne de France** (numéro spécial : 600 fr.). — N° 12 : **La mobilisation économique aux États-Unis. Origines de Munich : Le rôle du « Times ». L'alerte du 10 janvier 1940.** — N° 13 : **De Munich à Prague. La Suède pendant la guerre. L'historien et les archives du gouvernement des États-Unis.** — N° 14 : **La politique française du réarmement. La direction des services de l'Armistice à Vichy. Anglais et Américains dans la guerre à l'Ouest.** — N°s 15-16 : **Le système concentrationnaire allemand (1940-1945), numéro spécial : 600 fr.** — N° 17 : **Himmler. Sur l'économie de guerre aux États-Unis. Les nationalités au C. C. Neuengamme. Les travaux sur l'histoire de la deuxième guerre mondiale en Angleterre.** — N° 18 : **L'évolution des États-Unis vers la guerre. L'organisation de la Défense nationale entre les deux guerres. Les relations anglo-allemandes du 30 septembre 1938 au 28 avril 1939.** — N° 19 : **Les relations anglo-allemandes 1938-1939.** — N° 20 : **L'attaque contre la Hollande en 1940. L'effondrement des frontières roumaines en 1940. Les Alsaciens dans la Wehrmacht et la S. S. Roosevelt et la reddition inconditionnelle.**

Le numéro 22 sera consacré à « l'Allemagne en guerre ».

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

ESPRIT DE LA RÉSISTANCE

Collection dirigée par Henri MICHEL et Boris MIRKINE-GUETZÉVITCH †

H. MICHEL et B. MIRKINE-GUETZÉVITCH

LES IDÉES POLITIQUES ET SOCIALES DE LA RÉSISTANCE

In-8° carré ..... 1.200 fr.

Michel BORWICZ

ÉCRITS DES CONDAMNÉS A MORT SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE

In-8° carré ..... 800 fr.

André TRUCHET

L'ARMISTICE DE 1940 ET L'AFRIQUE DU NORD

In-8° carré ..... 1.200 fr.

Dr François BAYLE

CROIX GAMMÉE CONTRE CADUCÉE

LES EXPÉRIENCES HUMAINES EN ALLEMAGNE PENDANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Un volume in-8° raisin, relié ..... 2.000 fr.

108, BOULEVARD St GERMAIN, PARIS

1956 - Imprimerie Daupeley-Gouverneur - Nogent-le-Rotrou (France)

5 - MAR 1956

B - 7 OCT 1957

1978-1

1979.1